SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe au Rapport 2 : Assemblées : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023

Annexe au Rapport 5 : Commande publique : Approbation de l'avenant n°3 de la DSP « traitement des eaux usées de l'ex-SITEAM » avec le délégataire SUEZ portant sur l'ajout d'un prix nouveau

Annexe au Rapport 8 : Aménagement : Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance remboursable avec la SEMA 71 pour la ZAC Europarc Sud Bourgogne

Annexe au Rapport 9 : Aménagement : ZAC En Darèze – Approbation du bilan de clôture de la concession d'aménagement de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud

Annexe au Rapport 10 : Aménagement : Attribution à la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud d'une avance remboursable pour la ZAC La Grisière à Hurigny

Annexe au Rapport 11 : Aménagement : Renouvellement de la convention de mise à disposition des services entre MBA et Mâcon

Annexe au Rapport 12 : Accessibilité : Présentation du rapport annuel 2023 de la commission intercommunale d'accessibilité

Annexe au Rapport 13 : Habitat : Approbation des conventions 2024-2026 de gestion en flux de réservation de logements sociaux à l'échelle intercommunale entre les bailleurs et leurs réservataires

Annexe au Rapport 15 : Politique de la Ville : Approbation de l'avenant n°4 à la convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

Annexe au Rapport 16 : Mobilités : Attribution d'une subvention en nature au profit de l'Aile Sud Bourgogne

Annexe au Rapport 17 : Déchets ménagers et assimilés : Présentation des rapports d'activités 2022 du SMET 71 et du SYTRAIVAL

Annexe au Rapport 19 : Déchets ménagers et assimilés : Approbation de la convention-type pour la collecte des déchets ménagers et assimilés sur voies privées

Annexe au Rapport 20 : Déchets ménagers et assimilés : Approbation du contrat-type relatif à la gestion des déchets d'ameublement entre MBA et l'éco-organisme agréé

Annexe au Rapport 22 : Fonds de concours : Modification du règlement d'intervention 2023-2025 et de la convention-type de versement pour le fonds de concours « Aide au développement local » et attributions au titre de l'année 2023

Annexe au Rapport 23 : Finances : Fixation des attributions de compensation définitives 2023

Annexe au Rapport 24 : Finances : Décisions modificatives pour le budget principal et les budgets annexes

Annexe au Rapport 26 : Finances : Approbation de l'avenant n°11 prorogeant la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2023 avec l'Office de Tourisme Communautaire et attribution de subventions avant le vote du budget primitif 2024

Annexe au Rapport 27 : Finances : Fixation du mode de gestion des amortissements et immobilisations – Nomenclature M57

Annexe au Rapport 29 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs

Annexe au Rapport 30 : Ressources humaines : Création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité pour l'année 2024

Annexe au Rapport 31 : Ressources humaines : Recrutement de vacataires pour l'année 2024

Annexe au Rapport 32 : Ressources humaines : Actualisation du règlement des frais de déplacement des agents

Annexe au Rapport 33 : Ressources humaines : Actualisation du protocole relatif à l'organisation du temps de travail

Annexe au Rapport 34 : Ressources humaines : Mise en œuvre du RIFSEEP pour le cadre d'emplois des médecins territoriaux

CONSEIL COMMUNAUTAIRE de MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION
PROCES-VERBAL de la SÉANCE DU 19 OCTOBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois,
Le dix-neuf octobre, à dix-huit heures trente,
A la salle Le Pavillon à Mâcon,
S'est réuni le Conseil Communautaire de Mâconnais Beaujolais Agglomération,
En séance publique, sous la présidence de Jean-Patrick COURTOIS.

Convocation du 12/10/2023

Secrétaire de séance : Alexandre VUILLOT

Etaient présents :

Jean-Patrick COURTOIS	PRESIDENT	Vincent FAGUET	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Michelle JUGNET	1ère Vice-présidente	Eric FAURE	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Gérard COLON	2ème Vice-président	Jean-Claude FOURNET	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Christine ROBIN (à c. du R13)	3ème Vice-présidente	Nathalie GONCALVES	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Dominique DEYNOUX	4ème Vice-président	Brigitte GUILLAUME	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Florence BATTARD	5ème Vice-présidente	Dominique JOBARD	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Jean-François COGNARD	6ème Vice-président	Eric LAGRANGE	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Claude CANNET	7ème Vice-présidente	Françoise LARGE	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Hervé CARREAU	8ème Vice-président	Frédéric LASSALAS	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Véronique-Laure VERRAEST	9ème Vice-présidente	Véronique LEFEUVE	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Gilles JONDET	10ème Vice-président	Guy MANTOUX	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Josiane CASBOLT	11ème Vice-présidente	Eric MARECHAL	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Jérôme CHEVALIER	12ème Vice-président	Bernard MARTIN	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Catherine AMARO	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Jean-Pierre MATHIEU	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Yves ANDREUX	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Sylvie OUTURQUIN	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Daniel AUPOIL	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Jean-Pierre PACAUD	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Jean-Paul BASSET	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Jean PAYEBIEN	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Michel BERTHET	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Claire PELLETIER (à c. du R5)	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Valérie BOUILLOUX	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Marylin PETERLIN-MALHERBE	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Anne BROCHETTE	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Bernard PILARSKI	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Catherine CARLE-VIGUIER	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Yves PIPONNIER	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Katia CASTEIL	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Maxim PLAT	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Virginie CHEVALIER	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Patricia RAVINET	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Eve COMTET-SORABELLA	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Hervé REYNAUD	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Brigitte DARMEDRU	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE	Valentine RIGAUD	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Daniel DELUME	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Sandra ROBIN	CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE
Rémy DESPLANCHES	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Yannick VACHER	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Bernard DESPLAT	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Alban VOSSION	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
André DEWERDT	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Alexandre VUILLOT	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
Benjamin DIRX	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Christian PERRAUD	CONSEILLER SUPPLEANT
Michel DU ROURE	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Gilles PONCET	CONSEILLER SUPPLEANT
Yves DUPUIS	CONSEILLER COMMUNAUTAIRE	Aurore DUTARTRE	CONSEILLERE SUPPLEANTE

Etaient excusés, ayant remis pouvoir :
Jacques DOUSSOT à Hervé CARREAU
Robert CASENOVE à Dominique JOBARD
Marie-Claude CHEZEAU à Maxim PLAT
Emilie CLERC à Catherine CARLE-VIGUIER
Sandrine JAILLOUX à Virginie CHEVALIER
Eric PONCHAUX à Catherine AMARO
Gabriel SIMEON à Eve COMTET-SORABELLA
Caroline THEVENIAUD à Alexandre VUILLOT
Jacques TOURNY à Gérard COLON

Etaient excusés, représentés :
Philippe COMMERÇON représenté par Christian PERRAUD
Laurent CONDEMINE représenté par Gilles PONCET
Patrick MONIN représenté par Aurore DUTARTRE

Etaient excusés :
Christine ROBIN (jusqu'au R12)
Patrick BUHOT
Jean-Philippe BELVILLE
Aurélien DUTREMBLE
Claire PELLETIER (jusqu'au R4)
Laurent VOISIN

Après avoir procédé à l'appel des conseillers et constatant que le quorum est atteint, le Président ouvre la séance du Conseil de la Communauté d'Agglomération.

Il est rappelé que la séance du Conseil Communautaire fait l'objet d'un enregistrement sonore complet qui peut être consulté sur le site Internet de MBA et auditionné au siège de MBA.
Le présent procès-verbal écrit vient en appui de cet enregistrement sonore des débats.

Il est procédé à l'examen des points de l'ordre du jour.

Le Président rappelle que pour éviter tout conflit d'intérêt, les conseillers communautaires sont invités à quitter la salle et à ne pas prendre part au débat et au vote dès lors qu'ils ont un intérêt au dossier présenté.

1. EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport 1 : Assemblées : Désignation d'un secrétaire de séance

RAPPORTEUR : PRESIDENT

Conformément à l'article L2121-15 du CGCT, il convient lors de la tenue du Conseil Communautaire de désigner un secrétaire de séance.

Il est proposé aux conseillers communautaires, en application de l'article L2121-21 du CGCT, de ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour désigner le secrétaire de séance.

Cette décision de ne pas recourir au vote à bulletin secret doit être prise à l'unanimité.

DELIBERATION

Vu les articles L2121-15, L2121-21 et L5211-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la désignation faite en séance,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de ne pas avoir recours au vote à bulletin secret,

DESIGNE Monsieur Alexandre VUILLOT comme secrétaire de séance.

Rapport 2 : Assemblées : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 29 juin 2023

RAPPORTEUR : PRESIDENT

Le Conseil Communautaire est invité à émettre, au besoin, des remarques sur l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 29 juin 2023, joint en annexe.

DELIBERATION

Vu les articles L2121-15 et L2121-26 du Code général des collectivités territoriales,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 29 juin 2023, joint en annexe.

En tant que personne intéressée au rapport, M. BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections.

Rapport 3 : Assemblées : Installation de deux nouveaux conseillers communautaires et désignation de représentants de MBA au sein d'organismes extérieurs et de commissions de MBA

RAPPORTEUR : PRESIDENT

Il revient au Conseil Communautaire de procéder à la désignation ou au remplacement des représentants au sein des commissions thématiques et des organismes extérieurs pour quelque cause que ce soit.

Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, conseillers communautaires, étant démissionnaires de leur poste de maire et de conseiller municipal pour Monsieur Roger THEVENOT des communes de Crêches-sur-Saône et Solutré-Pouilly, il convient donc, d'une part d'acter l'installation de leur remplaçant au sein du Conseil Communautaire, et d'autre part, de procéder à leur remplacement au sein des organismes extérieurs et commissions de MBA.

Le Conseil Communautaire doit prendre acte de l'installation de deux nouveaux conseillers communautaires : Monsieur Michel BERTHET en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT et de Monsieur Alban VOSSION en remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE.

S'agissant des commissions thématiques, il faut prendre en compte leur démission au sein des commissions n°1 « Finances et Ressources humaines » et n°9 « Viticulture et tourisme ». Au vu de ces éléments et dans le respect de la représentation proportionnelle des commissions, il est proposé de les remplacer par Monsieur Michel BERTHET au sein de la commission n°1 et Monsieur Claude BOURDON au sein de la commission n°9.

S'agissant du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne, MBA a désigné ses 40 représentants au sein de son Conseil Communautaire. Il est donc proposé de remplacer les démissionnaires par un conseiller communautaire de leur commune respective soit Monsieur Michel BERTHET (Crêches-sur-Saône) et Monsieur Alban VOSSION (Solutré-Pouilly).

S'agissant de la commission d'appel d'offres (CAO) et de la commission de concession, par délibérations du 15 octobre 2020, le Conseil Communautaire a procédé à l'élection des membres de la CAO et de la commission de concession (ex CDSP), à la représentation proportionnelle au plus fort reste, parmi les conseillers communautaires, afin de garantir l'expression pluraliste des élus communautaires.
Ces commissions sont composées de cinq membres titulaires et suppléants, et présidées par le Président de MBA ou son représentant.
Les textes en vigueur ne définissant plus la procédure de remplacement des membres titulaires ou suppléants de la CAO depuis l'abrogation de l'ancien code des marchés publics, il revient à chaque acheteur de définir ses propres règles de remplacement au sein de la CAO et de la commission de concession dans le respect des principes de la représentation proportionnelle. MBA doit donc fixer ses propres règles de remplacement pour ces deux commissions.
Une nouvelle élection des membres de ces commissions ne s'impose que lorsque la représentation proportionnelle n'est plus assurée. Le renouvellement intégral n'est ainsi pas nécessaire en cas de démission d'un suppléant ou d'un titulaire. Pour autant, il convient de pourvoir au remplacement d'un titulaire démissionnaire.
Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver les modalités suivantes de remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres (CAO) et de la commission de concession afin de garantir l'expression du pluralisme des élus communautaires : « *En cas de démission d'un membre titulaire, son remplaçant sera désigné par le Conseil Communautaire parmi les suppléants issus de la même tendance politique* ».

Compte tenu de la démission de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE, titulaire, au sein de la Commission de Concession, il est proposé de le remplacer par Mme Florence BATTARD, suppléant au sein de la commission de concession, issu de la même tendance politique.

Enfin, il est également proposé de procéder au remplacement de Monsieur Roger THEVENOT par Monsieur Michel BERTHET pour :

- la Commission de Contrôle Financier (CCF) ;
- l'association AILE Sud Bourgogne ;
- le Conseil d'administration du collège CONDORCET (représentant suppléant) ;
- l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale.

Par ailleurs, il est également proposé de remplacer, par des conseillers municipaux de leur commune respective, trois conseillers municipaux désignés par MBA au sein de deux syndicats des eaux : Madame Jamila LEBOEUF par Monsieur Stéphane LAUVERNIER (Chasselas) et Monsieur Patrick JOURNET par Monsieur Jean SIMMONET (Chaintré) pour le Syndicat de la Petite Grosne, et Madame Jeannine VAILLER par Monsieur Jean-Paul DEMARTHE (Azé) pour le Syndicat du Haut Mâconnais.
Afin de faciliter le déroulement des désignations, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions et organismes extérieurs, après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, comme le prévoit l'article L2121-21 du CGCT.

Le Conseil Communautaire est invité à :

- Prendre acte de l'installation de Messieurs Michel BERTHET et Alban VOSSION, comme conseillers communautaires en remplacement de Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaires,
- Procéder au remplacement de conseillers au sein des commissions thématiques comme suit :
    - Pour la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » Monsieur Michel BERTHET remplace Monsieur Roger THEVENOT ;
    - Pour la commission n°9 « Viticulture et tourisme » Monsieur Claude BOURDON remplace Monsieur Jean-Claude LAPIERRE ; (Délibération n°1)
- Procéder à la désignation de Messieurs Michel BERTHET et Alban VOSSION en remplacement de Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaires, au sein du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne ; (Délibération n°2)
- Approuver les modalités suivantes de remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres (CAO) et de la commission de concession afin de garantir l'expression du pluralisme des élus communautaires :
  « *En cas de démission d'un membre titulaire, son remplaçant sera désigné par le Conseil Communautaire parmi les suppléants issus de la même tendance politique* » ; (Délibération n°3)
- Procéder à la désignation de Madame Florence BATTARD au sein de la commission de concession en remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE, titulaire démissionnaire ; (Délibération n°4)
- Procéder au remplacement de Monsieur Roger THEVENOT par Monsieur Michel BERTHET au sein de :
    - la Commission de Contrôle Financier (CCF) ; (Délibération n°5)
    - l'association AILE Sud Bourgogne ; (Délibération n°6)
    - le Conseil d'administration du collège CONDORCET ; (Délibération n°7)
    - l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale (Délibération n°8)
- Procéder à la désignation de :
    - Messieurs Stéphane LAUVERNIER et Jean SIMMONET en remplacement de Madame Jamila LEBOEUF et Monsieur Patrick JOURNET au sein du Syndicat de la Petite Grosne ; (Délibération n°9)
    - Monsieur Jean-Paul DEMARTHE en remplacement de Madame Jeannine VAILLER pour le Syndicat du Haut Mâconnais. (Délibération n°10)

DELIBERATION N°1 : Installation de deux nouveaux conseillers communautaires et désignation de représentants au sein des commissions thématiques de MBA

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21, L2121-22 et L5211-1,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-010 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 portant détermination du nombre, des compétences et des effectifs des commissions thématiques communautaires de Mâconnais Beaujolais Agglomération,
Vu la délibération n°2020-011 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020, désignant les membres des commissions communautaires,
Vu la délibération n°2020-149 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, modifiant les représentants de MBA au sein des commissions thématiques,
Vu la délibération n°2022-003 du Conseil Communautaire du 10 février 2022 portant désignation d'un représentant au sein de la commission thématique n°1 « Finances et Ressources humaines »,
Vu l'élection de Monsieur Michel BERTHET du 15 mars 2020,
Vu l'élection de Monsieur Alban VOSSION, en tant que Maire, du 17 octobre 2023,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il convient de procéder au remplacement de Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaires,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour le remplacement de chacun des démissionnaires, la nomination de Messieurs Michel BERTHET au sein de la commission thématique n°1 « Finances et Ressources humaines » et Claude BOURDON au sein de la commission n°9 « Viticulture et tourisme » prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de l'installation de Monsieur Michel BERTHET et Monsieur Alban VOSSION, comme conseillers communautaires en remplacement de Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaires,

DESIGNE :
- Monsieur Michel BERTHET au sein de la commission thématique n°1 « Finances et Ressources humaines » en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT, démissionnaire ;
- Monsieur Claude BOURDON au sein de la commission n°9 « Viticulture et tourisme » en remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaire.

DELIBERATION N°2 : Désignation de deux représentants de MBA au sein du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21 et L5711-1,
Vu les statuts de MBA,
Vu les statuts du syndicat mixte du PETR Mâconnais Sud Bourgogne,
Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020 portant désignation des représentants de MBA au sein du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne,
Vu la délibération n°2021-163 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 portant désignation d'un représentant de MBA au sein du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,

Considérant qu'il convient de remplacer au sein du Pôle Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, conseillers communautaires démissionnaires,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour le remplacement de chacun des démissionnaires, la nomination de Messieurs Michel BERTHET et Alban VOSSION prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Messieurs Michel BERTHET et Alban VOSSION, en remplacement de Messieurs Roger THEVENOT et Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaires, au sein du Pôle Territorial et Rural Mâconnais Sud Bourgogne.

DELIBERATION N°3 : Modalités de remplacement des membres titulaires au sein de la CAO et de la Commission de concession

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1411-5, R1411-1 et suivants, et D1411-3 et suivants,
Vu le Code de la commande publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-155 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020 portant désignation des représentants de MBA à la Commission d'appel d'offres,
Vu la délibération n°2020-156 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020 portant désignation des représentants de MBA à la Commission de Concession,
Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de définir des règles de remplacement d'un membre titulaire au sein de la commission d'appel d'offres (CAO) et de la commission de concession,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les modalités suivantes de remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres (CAO) et de la commission de concession afin de garantir l'expression du pluralisme des élus communautaires :

> *« En cas de démission d'un membre titulaire, son remplaçant sera désigné par le Conseil Communautaire parmi les suppléants issus de la même tendance politique ».*

DELIBERATION N°4 : Désignation d'un remplaçant au sein de la Commission de Concession

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1411-5, R1411-1 et suivants, et D1411-3 et suivants, L2121-21, L2121-22 et L5211-1,
Vu le Code de la commande publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-156 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020 portant désignation des représentants de MBA à la Commission de Concession,
Vu la délibération n°2023-165 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 définissant les modalités de remplacement d'un membre titulaire démissionnaire de la CAO et de la Commission de Concession,

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE, démissionnaire,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour le remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE démissionnaire, au sein de la Commission de Concession, la nomination de Madame Florence BATTARD prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Madame Florence BATTARD au sein de la Commission de Concession en remplacement de Monsieur Jean-Claude LAPIERRE, titulaire démissionnaire.

DELIBERATION N°5 : Désignation d'un membre de la Commission de Contrôle Financier (CCF)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1413-1, L2121-21 et R2222-3,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-016 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020, portant création et composition de la Commission de Contrôle Financier (CCF),
Vu la délibération n°2020-017 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 portant désignation des membres de la CCF,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il convient de remplacer au sein de la Commission de Contrôle Financier Monsieur Roger THEVENOT, membre titulaire démissionnaire,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour ce remplacement, la nomination de Monsieur Michel BERTHET prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Michel BERTHET, en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT, membre titulaire démissionnaire, au sein de la Commission de Contrôle Financier.

DELIBERATION N°6 : Désignation d'un représentant de MBA au sein de l'association « AILE Sud Bourgogne »

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2121-21,
Vu les statuts de MBA,
Vu les statuts de l'« AILE Sud Bourgogne »,
Vu la délibération n°2020-025 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 portant désignation des représentants de MBA au sein de l'association « AILE Sud Bourgogne »,
Vu la délibération n°2021-164 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 portant désignation d'un représentant de MBA au sein de l'association « AILE Sud Bourgogne »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Roger THEVENOT démissionnaire de sa qualité de représentant de MBA à l'AILE Sud Bourgogne,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour ce remplacement, la nomination de Monsieur Michel BERTHET prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Michel BERTHET, en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT, démissionnaire, au sein de l'association « AILE Sud Bourgogne ».

DELIBERATION N°7 : Désignation d'un présentant de MBA au sein du conseil d'administration du collège CONDORCET

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21 et L2121-33,
Vu le Code de l'éducation, et notamment les articles R421-14, R421-16, R421-17 et R421-33,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-191 du Conseil Communautaire du 10 décembre 2020 portant désignation des représentants de MBA au sein des conseils d'administration des collèges et lycées,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il revient à MBA de procéder à la désignation de ses représentants au sein des conseils d'administration des collèges et lycées du territoire,
Considérant qu'il convient de remplacer au sein du conseil d'administration du collège CONDORCET Monsieur Roger THEVENOT, représentant suppléant démissionnaire,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour ce remplacement, la nomination de Monsieur Michel BERTHET prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Michel BERTHET en tant que représentant suppléant au sein du conseil d'administration du collège CONDORCET en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT, démissionnaire.

DELIBERATION N°8 : Désignation d'un représentant suppléant de MBA au sein de l'Agence France Locale – Société Territoriale

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21 et L2121-33,
Vu les statuts de la Société Territoriale,
Vu les statuts de l'Agence France Locale,
Vu le Pacte d'actionnaires,
Vu la délibération n°2022-167 du 13 octobre 2022 relative à l'adhésion et souscription d'une participation complémentaire au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale,
Vu la délibération n°2022-168 du 13 octobre 2022 relative à la désignation de représentants de MBA au sein de l'Agence France Locale – Société Territoriale,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il revient à MBA de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant au sein de l'Agence France Locale – Société Territoriale afin de participer à l'Assemblée générale,
Considérant qu'il convient de remplacer à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale Monsieur Roger THEVENOT, représentant suppléant démissionnaire,
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour ce remplacement, la nomination de Monsieur Michel BERTHET prend effet immédiatement,

Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Michel BERTHET en tant que représentant suppléant de MBA à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale en remplacement de Monsieur Roger THEVENOT, démissionnaire.

DELIBERATION N°9 : Désignation de deux représentants de MBA pour les communes de Chasselas et Chaintré au syndicat de la Petite Grosne

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21 et L5211-1,
Vu les statuts de MBA,
Vu les statuts du syndicat de la Petite Grosne,
Vu les délibérations n°2020-024, n°2020-150 et n°2023-108 du Conseil Communautaire des 15 juillet et 15 octobre 2020 ainsi que du 29 juin 2023 désignant les représentants de MBA dans ce syndicat,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant que MBA peut être représentée par les conseillers communautaires ou tout conseiller municipal d'une commune membre,
Considérant qu'il convient de procéder au remplacement de deux conseillers municipaux désignés par MBA au sein du Syndicat de la Petite Grosne : Madame Jamila LEBOEUF (Chasselas) et Monsieur Patrick JOURNET (Chaintré),
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour chacun de ces remplacements, la désignation de Monsieur Stéphane LAUVERNIER (Chasselas) et Monsieur Jean SIMMONET (Chaintré) prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE MM. Stéphane LAUVERNIER et Jean SIMMONET en remplacement de Mme Jamila LEBOEUF et M. Patrick JOURNET au sein du syndicat de la Petite Grosne.

DELIBERATION N°10 : Désignation d'un représentant de MBA pour la commune d'Azé au syndicat du Haut Mâconnais

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-21 et L5211-1,
Vu les statuts de MBA,
Vu les statuts du syndicat du Haut Mâconnais,
Vu les délibérations n°2020-024 et n°2020-150 du Conseil Communautaire des 15 juillet et 15 octobre 2020 désignant les représentants de MBA dans ce syndicat,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant que MBA peut être représentée par les conseillers communautaires ou tout conseiller municipal d'une commune membre,
Considérant qu'il convient de procéder au remplacement d'un conseiller municipal désigné par MBA au sein du Syndicat du Haut Mâconnais : Madame Jeannine VAILLER (Azé),
Considérant qu'une seule candidature a été déposée pour ce remplacement, la désignation de Monsieur Jean-Paul DEMARTHE (Azé) prend effet immédiatement,
Considérant que Monsieur Michel BERTHET quitte la salle et ne prend pas part au débat et aux élections en tant que personne intéressée au rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

DESIGNE M. Jean-Paul DEMARTHE en remplacement de Mme Jeannine VAILLER au sein du syndicat du Haut Mâconnais.

M. BERTHET reprend sa place en séance.

Rapport 4 : SIG : Approbation de la création d'un service « SIG commun » et de la convention-type

RAPPORTEUR : PRESIDENT

Conformément à l'article L5211-4-2 du CGCT, MBA et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs, indépendamment de tout transfert de compétences.

A la suite de la proposition de la commission spéciale « Mutualisation », MBA propose de mettre en place un service mutualisé « Système d'information géographique » (SIG), appelé service « SIG commun », qui doit permettre aux communes le souhaitant, de disposer d'un accès partagé à des données géographiques fiables, comparables et cohérentes sur l'ensemble du territoire.

Après échanges avec les communes de MBA, Fuissé, Hurigny, Péronne et Senozan se sont portées candidates. MBA a proposé de mettre en place ce service à compter du 1er janvier 2024 avec ces quatre communes pilotes.

Le service comprendra notamment :
- La mise à disposition d'une interface cartographique de visualisation de données, accessible par Internet. Cette interface inclura des outils et la possibilité d'impression de cartes ;
- La création d'un accès sécurisé et personnalisé pour chaque utilisateur,
- La formation et l'assistance des utilisateurs.

Il est proposé, dans un premier temps, de définir la tarification du service à hauteur de 1 € par habitant durant cette phase de test dans l'attente de connaître le coût réel du service.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver la création d'un service « SIG commun » à compter du 1er janvier 2024,
- Approuver la convention-type relative à la création dudit service, fixant ses missions et les modalités de son financement par les communes adhérentes à conclure avec ces dernières jointe en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant à les signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-4-2,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial des communes intéressées,
Considérant que sur la proposition de la commission spéciale « Mutualisation » de créer un service mutualisé « Système d'information géographique » (SIG), MBA a souhaité mettre en

place un tel service à compter du 1er janvier 2024 avec quatre communes volontaires : Fuissé, Hurigny, Péronne et Senozan,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la création d'un service Système d'information géographique « SIG commun » à compter du 1er janvier 2024,

APPROUVE la convention-type relative à la création dudit service, fixant ses missions et les modalités de son financement par les communes adhérentes à conclure avec les communes de Fuissé, Hurigny, Péronne et Senozan, jointe en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à les signer.

Rapport 5 : Commande publique : Autorisation à signer le marché d'impression des supports de communication (hors lot n°2)

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

Le service communication de MBA est en charge de l'élaboration des différents supports de communication de l'ensemble des services de l'EPCI (Centre aquatique, Conservatoire à rayonnement départemental, Direction des Déchets et de la Mobilité, Petite enfance…). Ces supports sont nécessaires à la bonne diffusion de l'information, en interne auprès des agents et en externe à destination des usagers.

Afin de réaliser l'impression de ces supports, une consultation a été lancée le 27 juillet 2023, comprenant trois lots :

- Lot n°1 « Impression, façonnage et livraison de documents papier », comprenant un maximum annuel de 110 000 € H.T. ;
  A savoir que ce lot s'appliquera dans les cas non prévus par la convention de partenariat public/public en cours de renouvellement avec le Département de Saône-et-Loire.
- Lot n°2 « Impression, façonnage et livraison d'adhésifs » comprenant un maximum annuel de 50 000 € H.T. ;
- Lot n°3 « Réalisation et livraison de supports évènementiels, bâches et panneaux » comprenant un maximum annuel de 80 000 € H.T.

Les marchés débuteront à leur notification pour une durée d'un an reconductible trois fois.
Le montant maximum total de la consultation est de 960 000 € H.T. sur la durée des marchés (48 mois).
La date limite de remise des offres était fixée au 5 septembre 2023.
A l'issue de la consultation, 6 plis ont été reçus, représentant 9 offres.
Par décision du Président, le lot n°2 a été déclaré sans suite, pour irrégularité des 3 offres reçues. Une relance de ce lot est en cours.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 9 octobre 2023 pour attribuer le marché au regard des critères d'analyse des offres définis dans le règlement de la consultation.

Le Conseil Communautaire est invité, suite à la décision d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres du 9 octobre 2023, à :

- Reprendre, pour les besoins de la présente délibération, la compétence déléguée au Bureau Permanent en matière de marchés publics en raison du calendrier de la consultation,
- Autoriser le Président ou son représentant à signer les marchés suivants :

- Lot n°1 « Impression, façonnage et livraison de documents papier » avec la société B'PRIM pour un maximum annuel de 110 000 € H.T.,
- Lot n°3 « Réalisation et livraison de supports évènementiels, bâches et panneaux » avec la société DUPLIGRAFIC pour un maximum annuel de 80 000 € H.T.,

- Classer les autres offres selon le rapport d'analyse.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la commande publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-006 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 modifiée portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau Permanent, notamment pour la passation des marchés publics,
Vu l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication le 27 juillet 2023 au BOAMP (avis 23-107314), et au JOUE (annonce 2023/S145-466511), la mise en ligne le 31 juillet 2023 sur le profil acheteur Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle et sur le site Internet de MBA le même jour,
Vu les 6 plis reçus,
Vu le rapport d'analyse des offres,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu la décision d'attribution de la Commission d'Appel d'Offres du 9 octobre 2023,
Vu la décision du Président n°2023-215 du 12 octobre 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

REPREND pour les besoins de la présente délibération, la compétence déléguée au Bureau Permanent en matière de marchés publics,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer les marchés suivants :

Lot	Désignation	Montant maximum par période en € H.T.	Attributaire
n°1	Impression, façonnage et livraison de documents papier	110 000	B'PRIM
n°2	Impression, façonnage et livraison d'adhésifs	LOT DECLARE SANS SUITE	
n°3	Réalisation et livraison de supports évènementiels, bâches et panneaux	80 000	DUPLIGRAFIC

CLASSE les autres offres selon le rapport d'analyse.

Rapport 6 : Commande publique : Autorisation de signer l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes pour le marché d'étude de l'aléa ruissellement et débordement des petits cours d'eau sur la côte viticole en Saône-et-Loire

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

Une convention de groupement de commandes, approuvée au Bureau Permanent du 8 mars 2023, a été signée entre MBA, la Communauté de communes Sud Côte Chalonnaise et la Communauté de communes entre Saône et Grosne, pour la passation du marché relatif à l'étude de l'aléa ruissellement et débordement des petits cours d'eau sur la côte viticole en Saône-et-Loire.

Afin de pouvoir lancer le marché, il apparaît indispensable d'acquérir des données en matière de risque d'inondations auprès de la Caisse Centrale de Réassurance, pour un montant de 2 300 €.

Afin de sécuriser l'acquisition groupée de ces données, il est proposé de conclure un avenant à la convention de groupement de commandes pour répartir ce coût entre les membres du groupement.

Le Conseil Communautaire est invité, conformément à la délégation dont il dispose en matière de marchés publics, à :
- Reprendre, pour les besoins de la présente délibération, la compétence déléguée au Bureau Permanent en matière de marchés publics en raison du calendrier de la consultation,
- Approuver l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes pour le marché d'étude de l'aléa de ruissellement et débordement des petits cours d'eau sur la côte viticole en Saône-et-Loire joint en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant à le signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la commande publique, et notamment les articles L2113-6 et L2113-7,
Vu les statuts de MBA, et la compétence obligatoire « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations »,
Vu la délibération n°2020-006 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 modifiée, portant délégation d'attributions du Conseil au Bureau Permanent, notamment pour décider de la constitution de groupement de commande et approuver la convention constitutive de groupement de commande,
Vu la délibération n°2023-22 du Bureau Permanent du 8 mars 2023 décidant la constitution d'un groupement de commande pour le marché d'étude de l'aléa ruissellement et débordement des petits cours d'eau sur la côte viticole en Saône-et-Loire et approuvant la convention constitutive afférente,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°6 « Cycle de l'eau » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

REPREND pour les besoins de la présente délibération, la compétence déléguée au Bureau Permanent en matière de constitution de groupement de commandes en raison du calendrier,

APPROUVE l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes relative au marché d'étude de l'aléa ruissellement et débordements des petits cours d'eau sur la côte viticole en Saône-et-Loire entre MBA la Communauté de communes entre Saône et Grosne et la Communauté de communes Sud Côte Chalonnaise joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à le signer.

En tant que représentant de MBA au sein du Conseil d'administration du lycée Lucie AUBRAC, M. LASSALAS quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport.

Rapport 7 : Enseignement supérieur : Attribution d'une subvention exceptionnelle 2023 au Lycée Lucie AUBRAC de Davayé dans le cadre de son projet numérique VITINNOV

RAPPORTEUR : FLORENCE BATTARD

MBA finance, au titre de sa compétence supplémentaire de « soutien au développement de l'enseignement supérieur », la licence professionnelle spécialisation « Conduite Stratégique de l'Exploitation Vitivinicole » (CSEV), présente au Lycée Lucie AUBRAC de Davayé.

Le Lycée souhaite acquérir trois logiciels afin de développer le projet numérique éducatif intitulé VITINNOV à destination des étudiants de cette licence, pour leur permettre d'acquérir des compétences supplémentaires indispensables en viticulture. Ces logiciels permettront d'intégrer une approche numérique au sein du cursus scolaire à travers des outils de simulation comportant une forte plus-value pédagogique.

Dans le cadre de cet investissement, le Lycée Lucie AUBRAC sollicite le soutien financier de MBA à hauteur de **10 000 €.**

Le Conseil Communautaire est invité à attribuer une subvention exceptionnelle à hauteur de 10 000 € au Lycée Lucie AUBRAC de Davayé dans le cadre de son projet numérique VITINNOV.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « soutien au développement de l'enseignement supérieur » de la compétence supplémentaire « Enseignement »,
Vu la délibération n°2023-203 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 portant décision modificative n°2 du budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°8 « Enseignement supérieur, sport, culture » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il est nécessaire pour MBA de poursuivre le développement de l'enseignement supérieur sur son territoire,
Vu la demande de subvention du lycée Lucie AUBRAC par courrier du 12 mai 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,
Considérant que Monsieur LASSALAS, en tant que représentant de MBA au sein du conseil d'administration du lycée Lucie AUBRAC de Davayé, quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE une subvention exceptionnelle à hauteur de 10 000 € au Lycée Lucie AUBRAC de Davayé dans le cadre de son projet numérique VITINNOV.

M. LASSALAS reprend sa place en séance.

Pour les deux prochains rapports, Mme RAVINET quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote en sa qualité de responsable administrative du site Universitaire de Mâcon.

Rapport 8 : Enseignement supérieur : Attribution d'une subvention 2023 à l'Université de Bourgogne pour le festival « NOVOSONIC »

RAPPORTEUR : FLORENCE BATTARD

MBA finance, au titre de sa compétence supplémentaire de « soutien au développement de l'enseignement supérieur », l'Université de Bourgogne pour plusieurs formations universitaires qu'elle dispense sur le campus de Mâcon.

L'Université de Bourgogne organise depuis 20 ans, à destination des étudiants un festival de musique électro-pop-rock « NOVOSONIC » qui favorise la découverte de talents régionaux émergents. En 2022, le festival s'est délocalisé sur ses 6 sites territoriaux, dont le Campus de Mâcon.

Face au succès rencontré, tant avec les partenaires universitaires et locaux, qu'avec les étudiants, l'Université de Bourgogne souhaite renouveler cette tournée du festival en 2023 et se tourne vers ses partenaires pour demander leur soutien financier.

Le Conseil Communautaire est invité à attribuer une subvention à hauteur de 1 000 € à l'Université de Bourgogne pour soutenir son festival « NOVOSONIC » en vue de son édition 2023.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « soutien au développement de l'enseignement supérieur » de la compétence supplémentaire « Enseignement »,
Vu la délibération n°2023-203 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 portant décision modificative n°2 du budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°8 « Enseignement supérieur, sport, culture » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il est nécessaire pour MBA de poursuivre le développement de l'enseignement supérieur sur son territoire,
Vu la demande de subvention de l'Université de Bourgogne par courrier du 17 mai 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,
Considérant que Madame RAVINET, en tant que responsable administrative du Site Universitaire de Mâcon, quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE une subvention à hauteur de 1 000 € à l'Université de Bourgogne pour son festival NOVOSONIC dans le cadre de son édition 2023.

Rapport 9 : Enseignement supérieur : Approbation du renouvellement de la convention « Chaire de droit rural » avec l'Université de Bourgogne pour 2024-2026

RAPPORTEUR : FLORENCE BATTARD

MBA finance, au titre de sa compétence supplémentaire de « soutien au développement de l'enseignement supérieur », l'Université de Bourgogne pour la « Chaire de droit rural » qu'elle a créé et qu'elle anime sur le campus de Mâcon depuis 2018.

Cette Chaire, établie à Mâcon, dans les locaux du site universitaire, renforce l'offre de formations présente sur le territoire communautaire, et notamment le Master II de droit rural.

La participation de MBA, sous forme de subvention de fonctionnement, s'élève à 165 000 € au titre des trois années, soit 55 000 € par an permettant la prise en charge du salaire du responsable opérationnel de la « Chaire de droit rural ».

La 1ère convention pluriannuelle étant arrivée à échéance en mars 2021, elle a été renouvelée pour la période 2021-2023. Il convient à nouveau de la renouveler pour la période 2024-2026.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver le renouvellement de la convention « Chaire de droit rural » avec l'Université de Bourgogne pour 2024-2026, jointe en annexe ;
- Autoriser le Président ou son représentant à la signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « soutien au développement de l'enseignement supérieur » de la compétence supplémentaire « Enseignement »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°8 « Enseignement supérieur, sport, culture » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant qu'il est nécessaire pour MBA de poursuivre le développement de l'enseignement supérieur sur son territoire,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,
Considérant que Madame RAVINET, en tant que responsable administrative du Site Universitaire de Mâcon, quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE le renouvellement de la convention « Chaire de droit rural » avec l'Université de Bourgogne pour 2024-2026, jointe en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à la signer.

Mme RAVINET reprend sa place en séance.

Rapport 10 : Habitat : Approbation d'une modification apportée au volet « rénovation des logements du parc locatif privé des propriétaires bailleurs en loyer libre » du règlement d'intervention des aides de l'OPAH-RU

RAPPORTEUR : MICHELLE JUGNET

Dans le cadre des aides de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Rénovation Urbaine de Mâcon, MBA a approuvé un règlement d'intervention précisant les conditions d'éligibilité aux différentes subventions.

L'examen des dossiers et l'évolution des dispositifs nationaux font régulièrement apparaitre de nouveaux besoins. Aussi, et afin de favoriser les projets de rénovation, il est nécessaire de faire évoluer ces règlements.

Pour tenir compte des incidences de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2023 du dispositif fiscal « Loc'Avantages » sur les opérations d'investissements des propriétaires bailleurs, MBA et la Ville de Mâcon ont modifié les modalités d'accès des aides du volet « propriétaire bailleur » lors du Conseil du 15 décembre 2022.

Ainsi, il a été approuvé d'ouvrir le soutien aux rénovations de logements locatifs en loyer libre sous réserve que le propriétaire conventionne avec l'ANAH 50% des logements de l'opération.

Cette réserve fait cependant obstacle au soutien des opérations de rénovation d'un seul logement, composant une part importante des projets présentés. En conséquence, il est proposé d'ouvrir les financements « loyer libre » aux opérations de rénovation d'un seul logement locatif. Dans ce seul cas, le bailleur aura la possibilité de conventionner ou non son logement. Pour les opérations de 2 logements et plus, la condition relative au conventionnement de 50% des lots reste exigée.

Grâce à l'assouplissement de cette condition, une dizaine de projets de travaux pourraient ainsi voir le jour avant la fin du dispositif.

Au vu des fonds encore disponibles, cette évolution s'opère à enveloppe constante.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver la modification du règlement d'intervention des aides directes de l'OPAH-RU « Cœur de Ville », joint en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant à le signer ainsi que tous les documents afférents.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code la construction et de l'habitation, notamment ses articles L303-1, L321-1 et suivants et R321-6,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire » de la compétence obligatoire « équilibre social de l'habitat »,
Vu la délibération n°2018-155 du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018 modifiée définissant d'intérêt communautaire l'« animation et le suivi de l'OPAH-RU du cœur de ville de Mâcon et de son volet copropriétés »,
Vu la délibération n°2019-039 du Conseil Communautaire du 11 avril 2019 approuvant la convention de mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Cœur de ville » 2019-2024,
Vu la délibération n°2019-093 du Conseil Communautaire du 22 mai 2019, portant approbation du règlement d'intervention des aides directes aux propriétaires et copropriétaires, modifiée par délibérations n°2020-124 du 23 juillet 2020, n°2021-137 du 30 juin 2021, n°2022-107 et n°2022-205 des 30 juin et 15 décembre 2022,
Vu la délibération n°2019-202 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 portant approbation du Programme Local de l'Habitat 2019-2025,
Vu la délibération n°2019-223 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 portant création d'une Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement N°2019-01 « Plan Local de l'Habitat 2019-2025 »,
Vu la délibération n°2023-075 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 portant sur l'ajustement de l'Autorisation de Programme et de Crédits de Paiement N°2019-01 « Plan Local de l'Habitat 2019-2025 » au budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°4 « Habitat, Politique de la Ville et Démocratie participative » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA, d'encourager les rénovations de logements locatifs relevant du parc privé et de préciser le règlement d'intervention des aides directes aux propriétaires dans le cadre de l'OPAH,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

MODIFIE le règlement d'intervention des aides directes aux propriétaires pris en application de la convention OPAH-RU Cœur de Ville, tel que joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à le signer ainsi que tous les documents afférents.

Pour les deux prochains rapports, Mmes BATTARD et JUGNET, ainsi que MM. COGNARD, COLON, DEYNOUX, JONDET, REYNAUD, FOURNET, PILARSKI et COURTOIS, siégeant dans les instances de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud quittent la salle et ne prennent pas part au débat et au vote.
Mme CANNET, conformément à l'ordre du tableau, en tant que 7ème Vice-présidente, prend la présidence de séance.

Rapport 11 : Aménagement : ZAC Europarc Sud Bourgogne, ZAC en Darèze, ZAC Les Teppes Soldat, ZAC de la Grisière et ZAC Saône Digitale : Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2022

RAPPORTEUR : CLAUDE CANNET

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, l'aménageur doit présenter à MBA un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2022 au titre de chacune des concessions d'aménagement :

- La SEMA 71 présente les CRAC des ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze », et « Teppes Soldat » ;
- La SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud présente les CRAC des ZAC les plus récentes « la Grisière » et « Saône Digitale ».

La Présidente suspend la séance afin de permettre la présentation, par Mme GAULIN Directrice Générale de la SEMA et de la SPL, des CRAC relatifs aux ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze », « Les Teppes Soldat », « la Grisière » et « Saône Digitale ».
La présentation terminée, la Présidente constate que le quorum est toujours constitué et que la séance peut reprendre.

Suite à la présentation, le Conseil Communautaire est invité à approuver les CRAC et leurs bilans opérationnels respectifs, joints en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L1523-2,
Vu le Code de l'urbanisme, et notamment son article L300-5,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L300-1 du Code de l'urbanisme » de la compétence supplémentaire « Aménagement de l'espace communautaire »,
Vu la délibération n°2018-155 du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018, modifiée définissant d'intérêt communautaire les Zones d'Aménagement Concerté visant à l'aménagement et à l'équipement des terrains nécessaires à la création et/ou la modification des Zones d'Activités Economiques,
Vu la délibération n°2011-027 du Conseil Communautaire du 14 avril 2011 décidant d'attribuer la concession d'aménagement pour la réalisation de la phase 1 de la ZAC « Europarc Sud Bourgogne » à la société SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,

Vu la convention de concession d'aménagement pour la ZAC « Europarc » conclue avec la SEMA en date du 16 juin 2011,
Vu la délibération de la commune de La Roche-Vineuse du 27 juillet 2015 décidant d'attribuer la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « En Darèze » à la société SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,
Vu la convention de concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « En Darèze » conclue avec la SEMA en date du 7 août 2015 et transférée à MBA au 1er janvier 2017,
Vu la délibération n°2019-005 du Conseil Communautaire du 27 février 2019 décidant d'attribuer la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC « Les Teppes Soldat » à la société SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,
Vu la convention de concession d'aménagement pour la ZAC « Les Teppes Soldat » conclue avec la SEMA en date du 15 mars 2019,
Vu la délibération n°2021-188 du Conseil Communautaire du 21 octobre 2021 décidant d'attribuer la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC Hurigny - La Grisière à la société SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,
Vu la convention de concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC Hurigny - La Grisière conclue avec la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud en date du 10 novembre 2021,
Vu la délibération n°2022-112 du Conseil Communautaire du 30 juin 2022 décidant d'attribuer la concession d'aménagement pour la réalisation de la phase 1 de la ZAC « Saône Digitale » à la société SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,
Vu la convention de concession d'aménagement pour la réalisation de la phase 1 de la ZAC « Saône Digitale » conclue avec la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud en date du 29 juillet 2022,
Vu les comptes rendus annuels à la collectivité au 31 décembre 2022 des ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze », « Les Teppes Soldat », « La Grisière » et « Saône Digitale » établis par la SEMA et la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il appartient à la SEMA et à la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud de transmettre chaque année les CRAC relatifs aux ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze », « Les Teppes Soldat », « La Grisière » et « Saône Digitale » à MBA pour leur approbation,
Considérant que tous les représentants de MBA, Mmes BATTARD et JUGNET, ainsi que MM. COGNARD, COLON, DEYNOUX, JONDET, REYNAUD, FOURNET, PILARSKI et COURTOIS, siégeant dans les instances de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud quittent la salle et ne prennent pas part au débat et au vote pour le présent rapport,
Considérant que, le Président ayant quitté la séance et dans l'ordre du tableau, Mme CANNET, en tant que 7ème Vice-présidente, préside la séance pour ce rapport,
Considérant que le pouvoir de M. TOURNY n'est pas pris en compte pour ce rapport en raison de la sortie de son détenteur, M. COLON,
Considérant que la séance est suspendue (19 min) par la Présidente afin de permettre la présentation des CRAC relatifs aux ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze » et « Les Teppes Soldat », « La Grisière » et « Saône Digitale » par Mme Isabelle GAULIN, Directrice générale de la SEMA et de la SPL Mâconnais-Val de Saône Bourgogne du Sud,
Considérant que la séance peut reprendre, la Présidente ayant constaté que le quorum est atteint,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les comptes rendus annuels à la collectivité (CRAC) au 31 décembre 2022 des ZAC « Europarc Sud Bourgogne », « En Darèze », « Les Teppes Soldat », « La Grisière » et

« Saône Digitale » et leur bilan prévisionnel correspondant, établis par la SEMA et la SPL, tels que joints en annexe.

Rapport 12 : Aménagement : Approbation des Rapports annuels d'activités et documents financiers et comptables des entreprises publiques locales pour l'année 2022 (SEMA et SPL)

RAPPORTEUR : CLAUDE CANNET

Conformément à l'article L1524-5 du Code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales actionnaires de sociétés d'économie mixte doivent se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis, au moins une fois par an, par leurs représentants au Conseil d'administration.

Ces rapports présentés comportent les rapports annuels d'activités, ainsi que les documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud, et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud.

Le Conseil Communautaire est invité à approuver le rapport annuel d'activités et les documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud (Délibération n°1) et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud (Délibération n°2), joints en annexe.

DELIBERATION N°1 : Approbation du rapport annuel d'activités, des documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1524-5 et D1524-7,
Vu les statuts de MBA, et notamment ses compétences obligatoires « Développement économique » et « Aménagement de l'espace communautaire »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant que tous les représentants de MBA, Mmes BATTARD et JUGNET, ainsi que MM. COGNARD, COLON, DEYNOUX, JONDET, REYNAUD, FOURNET, PILARSKI et COURTOIS, siégeant dans les instances de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud quittent la salle et ne prennent pas part au débat et au vote pour le présent rapport,
Considérant que, le Président ayant quitté la séance et dans l'ordre du tableau, Mme CANNET, en tant que 7ème Vice-présidente, préside la séance pour ce rapport,
Considérant que le pouvoir de M. TOURNY n'est pas pris en compte pour ce rapport en raison de la sortie de son détenteur, M. COLON,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de Mmes COMTET-SORABELLA et CANNET,

Madame COMTET-SORABELLA souhaite, d'une part, connaitre l'état d'avancement de la commercialisation des opérations achevées ou en cours en 2022 par la foncière « 71vest' ».
D'autre part, il est demandé que soit transmis le bilan des opérations auxquelles la SEMA participe (La Visitation, Concept-Ty, Le Colisée et Kwartz).

Madame CANNET n'a pas d'éléments précis à transmettre concernant l'état d'avancement de la commercialisation.

Par ailleurs, il est rappelé que MBA n'a pas de bilan précis sur toutes les opérations de la SEMA mais seulement celles auxquelles la Communauté d'Agglomération participe. Ainsi, il n'y a pas de rapport d'activité sur ces différentes structures.

4 conseillers s'abstenant,
A l'unanimité,

APPROUVE le rapport annuel d'activités et les documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud, joint en annexe.

DELIBERATION N°2 : Approbation du rapport annuel d'activités, des documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1524-5 et D1524-7,
Vu les statuts de MBA, et notamment ses compétences obligatoires « Développement économique » et « Aménagement de l'espace communautaire »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant que tous les représentants de MBA, Mmes BATTARD et JUGNET, ainsi que MM. COGNARD, COLON, DEYNOUX, JONDET, REYNAUD, FOURNET, PILARSKI et COURTOIS, siégeant dans les instances de la SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud et de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud quittent la salle et ne prennent pas part au débat et au vote pour le présent rapport,
Considérant que, le Président ayant quitté la séance et dans l'ordre du tableau, Mme CANNET, en tant que 7ème Vice-présidente, préside la séance pour ce rapport,
Considérant que le pouvoir de M. TOURNY n'est pas pris en compte pour ce rapport en raison de la sortie de son détenteur, M. COLON,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de Mmes COMTET-SORABELLA et CANNET,
4 conseillers s'abstenant,
A l'unanimité,

APPROUVE le rapport annuel d'activités et les documents financiers et comptables de l'année 2022 de la SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud, joint en annexe.

Mmes BATTARD, JUGNET, ainsi que MM. COGNARD, COLON, DEYNOUX, JONDET, REYNAUD, FOURNET et PILARSKI reprennent leur place en séance et Jean-Patrick COURTOIS reprend sa place et préside à nouveau la séance.

Rapport 13 : Politique de la ville : CISPD : Approbation de la convention de financement 2024-2028 du Point d'accès au droit de Mâcon du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD)

RAPPORTEUR : VERONIQUE-LAURE VERRAEST

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) de Saône-et-Loire est un groupement d'intérêt public soutenu financièrement depuis 2008, d'abord par la CAMVAL puis par MBA, dans le cadre de conventions quinquennales « Points justice en Saône-et-Loire ».

Pour rappel, le CDAD permet :
- D'informer la population sur ses droits et obligations,
- D'orienter les demandeurs vers les organismes chargés de la mise en œuvre desdits droits,
- D'aider dans l'accomplissement de toutes démarches à caractère judiciaire.

Il dispose pour ce faire de locaux au sein de la Maison de la Justice et du Droit, mis à disposition par la ville de Mâcon.

La convention actuelle prendra fin au 31 décembre 2023. MBA est donc sollicitée par le CDAD pour renouveler ce partenariat local en faveur de l'accès au droit, dans le cadre de sa compétence obligatoire « animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale »,

Les financements pour le fonctionnement de la structure sont répartis entre :
- l'Etat,
- le Conseil départemental de Saône-et-Loire,
- les 13 communes et/ou l'EPCI disposant d'un point d'accès au droit.

Toutes les demandes de participation ont été majorées de 10% comparées à la précédente période afin de tenir compte de l'inflation et de l'augmentation significative de fréquentation des points d'accès au droit. (Fréquentation du point d'accès au droit de Mâcon en 2022 : 558 personnes accueillies.)

Ainsi, la contribution financière demandée à MBA sur la période 2024/2028, est de 9 153 €/an contre 8 321 € dans la convention précédente.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver la convention « Points justice en Saône-et-Loire » pour la période 2024/2028, entre le CDAD de Saône-et-Loire, MBA et la Ville de Mâcon, jointe en annexe, fixant notamment le principe du versement d'une subvention annuelle de 9 153 € pour la période, sous réserve de l'inscription des crédits et du vote annuel de la subvention par le Conseil Communautaire,
- Autoriser le Président ou son représentant à la signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5211-10,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « Animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance » de la compétence obligatoire « Politique de la Ville »,
Vu la convention constitutive du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) de Saône-et-Loire,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu la délibération n°DEL_095_2023 du Conseil municipal de Mâcon du 18 septembre 2023 portant approbation de la convention « Points justice en Saône-et-Loire » pour la période 2024/2028,
Vu l'avis favorable de la commission n°4 « Habitat, Politique de la ville et Démocratie participative » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant que la convention de financement du CDAD de Saône-et-Loire signée en 2019, prend fin au 31 décembre 2023, il convient pour MBA de conclure une nouvelle convention pour une durée de 5 ans,
Considérant que l'ensemble des éléments requis a été fourni par le demandeur, pour le renouvellement de la convention entre MBA et le CDAD, pour la période 2024/2028,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la convention « Points justice en Saône-et-Loire » pour la période 2024/2028, entre le CDAD de Saône-et-Loire, MBA et la Ville de Mâcon, jointe en annexe, fixant notamment le principe du versement d'une subvention annuelle de 9 153 € pour la période, sous réserve de l'inscription des crédits et du vote annuel de la subvention par le Conseil Communautaire,

AUTORISE le Président ou son représentant à la signer.

Rapport 14 : Politique de la ville : Approbation du financement des projets proposés inscrits à la Dotation politique de la ville 2023 par la Ville de Mâcon

RAPPORTEUR : VERONIQUE-LAURE VERRAEST

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la Dotation Politique de la Ville (DPV) vise à compléter la logique de péréquation prévalant dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) par un soutien renforcé aux quartiers prioritaires de la politique de la ville. La ville de Mâcon est éligible à cette dotation.

Mâcon bénéficie au titre de l'année 2023 d'une enveloppe de l'Etat de 469 350 € pour la mise en œuvre de projets rentrant dans le cadre des actions éligibles à la Dotation Politique de la Ville et en conformité avec les orientations du contrat de ville 2015-2023.

Mâcon propose cette année deux opérations d'investissement, pour un montant total de travaux de 1 579 280 €.
En lien avec les priorités de l'Etat, les actions proposées cette année visent à améliorer l'accueil des enfants à travers la construction d'un Point Enfants Loisirs (PEL), mais également à finaliser la réhabilitation de l'annexe de la maison de quartier des Gautriats.

MBA participera au financement de ces projets par le biais d'une enveloppe de 250 000 €, inscrite au budget principal 2023, au titre de sa compétence obligatoire « Politique de la ville » :

- **Rénovation de l'annexe de la maison de quartier des Gautriats – tranche 2 :**

Le projet prévoit de finaliser la réhabilitation de l'ensemble du bâtiment, démarré en 2022. Le bâtiment se décompose en deux corps de construction :

- Le premier situé au sud-ouest sera rénové par l'extérieur et par l'intérieur ;
- Le second situé au nord-est, verra la démolition du 1er étage, afin de mettre à niveau le plancher, et d'améliorer l'accessibilité du bâtiment.

Ces travaux permettront la labellisation « Maison France Services », l'accueil de la maison de la justice et du droit (localisée actuellement au parc de l'Abime) et d'offrir des locaux aux associations de quartier.

ACTION	MONTANT H.T.	AIDES SOLLICITEES	MONTANT H.T.
Quartier des Saugeraies/Gautriats Réhabilitation de l'annexe de la maison de quartier et labellisation « Maison France Services »	**810 000,00 €**	ETAT - Dotation Politique de la Ville 2023 **(50%)**	405 000,00 €
		MBA – Politique de la ville **(25 %)**	202 500,00 €
		TOTAL DES AIDES (75%)	**607 500,00 €**
		VILLE DE MACON **(25%)**	202 500,00 €
		TOTAL H.T.	**810 000,00 €**

- **Création du Point Enfants Loisirs (PEL) au sein du quartier des Blanchettes** :

Le PEL est actuellement localisé au sein de l'école Marcel PAGNOL. Il s'agit de la structure la plus fréquentée de la ville et pour laquelle les effectifs augmentent toujours. Cet équipement n'est plus adapté aujourd'hui, le projet prévoit la construction d'un PEL de 200 m², comprenant :

- 3 salles d'animation,
- 1 bureau,
- 1 espace cuisine,

- 1 local rangement intérieur,
- 1 local rangement extérieure.

ACTION	MONTANT H.T.	AIDES SOLLICITEES	MONTANT H.T.
Quartier des Blanchettes Création du PEL	**769 280,00 €**	ETAT - Dotation Politique de la Ville 2023 **(8,4%)**	64 350,00 €
		CAF **(35,1%)**	270 000,00 €
		CONSEIL REGIONAL BOURGOGNE FRANCHE COMTE – Contrat de territoire, territoires en action **(30.3 %)**	233 574,00 €
		MBA – Politique de la ville **(6,2%)**	47 500,00 €
		TOTAL DES AIDES (80%)	**615 424,00 €**
		VILLE DE MACON **(20%)**	153 856,00 €
		TOTAL H.T.	**769 280,00 €**

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver la participation financière de MBA, pour un montant total de 250 000 €, aux opérations proposées par la ville de Mâcon dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville, qui concourent aux orientations du contrat de ville 2015-2023 ;
- Autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions de financement afférentes à ces projets, jointes en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2334-40,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « programmes d'actions définis dans le contrat de ville » de la compétence obligatoire « politique de la ville »,
Vu la délibération n°2015-75 du Conseil Communautaire de la CAMVAL du 2 juillet 2015 adoptant le contrat de ville 2015-2020,
Vu la délibération n°2019-197 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019, validant le protocole d'engagements renforcés et réciproques et prorogeant le contrat de ville jusqu'en 2022,
Vu la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, et notamment son article 68 prorogeant la durée d'effet des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2023,
Vu la délibération n°DEL_039_2023 du Conseil Municipal de Mâcon du 3 avril 2023,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°4 « Habitat, Politique de la ville et Démocratie participative » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la participation financière de MBA, pour un montant total de 250 000 €, aux opérations proposées par la ville de Mâcon dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville, qui concourent aux orientations du contrat de ville 2015-2023 qui se décompose comme suit :

- 202 500 € pour la rénovation de l'annexe de la maison de quartier des Gautriats ;
- 47 500 € pour la création du Point Enfants Loisirs (PEL) au sein du quartier des Blanchettes.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer les conventions de financement afférentes à ces projets, jointes en annexe.

Rapport 15 : Mobilités : Communication du rapport annuel d'activités pour 2022 du délégataire du réseau « TRéMA »

RAPPORTEUR : CLAUDE CANNET

Depuis le 1er juillet 2017, l'exploitation du réseau de transport public urbain de voyageurs « TRéMA » est confiée via un contrat de délégation de service public, à la société « Transdev Mâconnais Beaujolais », qui rend compte annuellement de son activité.

La société « Transdev Mâconnais Beaujolais » a remis son rapport d'activité 2022 le 25 mai 2023.

Les principaux évènements de l'année 2022 ont été les suivants :

- Retour de la croissance pour les différentes activités du réseau « TRéMA » après deux années de crise sanitaire ;
- L'acquisition de 4 bus standards neufs (27 places assises et 73 debout) pour améliorer la qualité de service du réseau urbain.

La fréquentation dépasse celle de 2019, année de référence pré-covid, notamment grâce à la très forte utilisation de la navette gratuite qui enregistre son record de fréquentation avec près de 360 000 usagers. On note également une hausse constante du transport à la demande (TAD) et du transport des personnes à mobilité réduite (TPMR).

Le rapport a été également présenté pour examen à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023.

Le Président suspend la séance afin de permettre la présentation, par le délégataire, M. BEILLET Directeur de Transdev Mâconnais Beaujolais, du rapport annuel d'activité 2022 du réseau « TRéMA ».

La présentation terminée, le Président constate que le quorum est toujours constitué et que la séance peut reprendre.

Suite à la présentation, le Conseil Communautaire est invité à prendre acte de la communication du rapport d'activité 2022 du réseau « TRéMA », joint en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L1411-3,
Vu le Code de la commande publique, et notamment l'article L3131-5 et R3131-2,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « organisation de la mobilité » au sein de la compétence obligatoire « aménagement de l'espace »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°7 « Mobilités durables et Enjeux climatiques » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'examen du rapport en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il revient à MBA de prendre acte des rapports d'information annuels produits par les délégataires,
Considérant que la séance est suspendue (22 min) par le Président afin de permettre la présentation du rapport annuel d'activité 2022 du réseau « TRéMA » par M. Thierry BEILLET, Directeur de Transdev Mâconnais Beaujolais,
Considérant que la séance peut reprendre, le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE du rapport annuel d'activité 2022 du réseau « TRéMA » présenté par le délégataire, la société Transdev Mâconnais Beaujolais, joint en annexe.

Rapport 16 : Mobilités : Approbation du Schéma Directeur Cyclable

RAPPORTEUR : CLAUDE CANNET

Par délibération du 30 septembre 2021, le Conseil Communautaire a adopté son schéma des mobilités visant notamment à proposer une alternative crédible et performante à l'usage de la voiture individuelle. Trois volets d'intervention ont été identifiés :

- La définition d'une politique cyclable,
- L'optimisation des transports urbains,
- Le développement des nouveaux modes de transports.

Une enveloppe budgétaire pour soutenir la politique cyclable a été allouée par le Conseil Communautaire du 8 avril 2021, contribuant à :

- La réalisation d'aménagements cyclables structurants, définis comme d'intérêt communautaire,
- Une part des aménagements cyclables, d'intérêt plus local, souhaités par les communes, via le dispositif du fonds de concours.

Une étude de programmation a alors été lancée, qui a pour objectif de définir les itinéraires d'intérêt communautaire structurants, permettant de relier toutes les communes du territoire au cœur d'agglomération et de planifier leur réalisation dans le temps.

Le bureau d'études SCE a accompagné MBA dans cette démarche et a proposé un premier projet de schéma directeur cyclable, présenté en Conférence des Maires du 16 février 2023. De nombreuses corrections ont été apportées depuis par le service des mobilités de MBA, en collaboration étroite avec les maires du territoire, pour proposer des itinéraires plus crédibles et mieux adaptés.

Aujourd'hui, les itinéraires déterminés représentent 160 kms d'aménagements, dont 36 kms de pistes, 16 kms de voies cyclables et piétonnes, 14 kms de bandes et 92 kms de sites partagés (chaucidou, zone apaisée, jalonnement), définis selon la fréquentation des voiries, la vitesse de circulation des véhicules et les contraintes territoriales.

Ce schéma, qui évoluera encore dans sa phase opérationnelle, est à proposer au vote du Conseil Communautaire pour acter le principe du maillage cyclable de l'agglomération, et appuyer la candidature de MBA à l'appel à programme national « territoires cyclables ».

Il sera suivi par des études de terrain qui permettront de poursuivre la réalisation des aménagements cyclables déjà réalisés en amont de cette étude.

Le Conseil Communautaire est invité à approuver le Schéma Directeur Cyclable joint en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L5216-5,
Vu les statuts de MBA, et notamment l'item « organisation de la mobilité » de la compétence obligatoire « aménagement de l'espace communautaire » ainsi que l'item « Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire » de la compétence supplémentaire « Voirie »,
Vu la délibération n°2018-155 du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018 modifiée définissant d'intérêt communautaire la réalisation d'aménagements cyclables (pistes cyclables, jalonnement et stationnement) en application du schéma des mobilités,
Vu la délibération n°2021-167 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 approuvant le Schéma des mobilités de MBA intégrant une version provisoire du schéma directeur cyclable,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,

Vu l'avis favorable de la commission n°7 « Mobilités durables et Enjeux climatiques » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de Mme CANNET et M. JOBARD,

Monsieur JOBARD souligne la qualité du travail présentée et qu'il sera vigilant sur la sécurisation des aménagements réalisés, qui peut être un frein à l'utilisation du vélo.
Puis il expose ses inquiétudes quant à l'absence de clarification au sein de la planification des travaux ainsi que des financements.

Madame CANNET rappelle que le sujet de ce rapport n'est pas la planification mais les études d'aménagements. Une fois cette partie validée, nous passerons aux études de faisabilité qui imposent d'autres contraintes (exemple de l'acquisition du foncier) à lever avant de proposer une programmation pertinente à l'ensemble des communes de MBA.

A l'unanimité,

APPROUVE le Schéma Directeur Cyclable joint en annexe.

Rapport 17 : Mobilités : Approbation de la convention 2023 relative à la répartition des recettes issues du forfait post-stationnement

RAPPORTEUR : CLAUDE CANNET

Dans le cadre de la réforme du stationnement payant sur voirie, la Ville de Mâcon a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Une convention annuelle doit être conclue entre la Ville, qui a institué la redevance de stationnement, et MBA, au titre de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt communautaire, afin de définir les modalités de répartition du produit des FPS.

Mâcon supporte l'ensemble des frais liés au stationnement payant sur voirie et notamment ceux portant sur la mise en œuvre des FPS. En conséquence, aucun reversement à MBA des recettes issues du FPS n'est envisagé par la Ville de Mâcon.

Le Conseil Communautaire est invité à **:**
- Approuver la convention entre la Ville de Mâcon et MBA relative à la répartition des recettes issues des forfaits de post-stationnement, jointe en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant, à signer ladite convention et tous documents afférents à ce dossier.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2333-87, R2333-120-18 et R2333-120-19,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°DEL-094-2023 du Conseil Municipal de Mâcon du 18 septembre 2023 approuvant la convention avec MBA relative à la répartition des recettes issues des forfaits de post-stationnement,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°7 « Mobilités durables et Enjeux climatiques » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,

Considérant qu'une convention doit être conclue entre la ville de Mâcon et MBA afin de définir les modalités de répartition du produit des forfaits de post-stationnement,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE la convention entre Mâcon et MBA relative à la répartition des recettes issues des forfaits de post-stationnement, jointe en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer ladite convention et tous documents afférents à ce dossier.

Rapport 18 : Déchets ménagers et assimilés : Approbation du Rapport annuel 2022 sur le Prix et la Qualité du Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

RAPPORTEUR : GILLES JONDET

MBA assure la compétence gestion (prévention, collecte, valorisation et traitement) des déchets ménagers et assimilés sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, conformément à l'article L2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Président doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Ce rapport, principalement destiné à l'information des usagers, doit notamment contenir des indicateurs techniques et financiers, fondés sur une comptabilité analytique du service, fixés en annexe des articles D2224-1 et suivants du CGCT.

Le document est joint en annexe du rapport et une synthèse est présentée en Conseil Communautaire. Il sera ensuite transmis aux maires de chacune des communes de MBA pour une présentation en Conseil municipal.

Le rapport a été également présenté pour examen à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver le rapport annuel 2022 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés joint en annexe,
- Dire que le rapport sera :
  - Mis à disposition du public au siège de MBA et sur son site Internet,
  - Transmis aux communes afin qu'il soit procédé à sa présentation en Conseil Municipal.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2224-17 et suivants ainsi que l'article D2224-1,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Vu l'examen du rapport en Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023,

Considérant que le Président de MBA doit présenter au Conseil Communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés,
Considérant que M. VUILLOT quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport,
Considérant que le pouvoir de Mme THEVENIAUD n'est pas pris en compte pour ce rapport en raison de la sortie de son détenteur, M. VUILLOT,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE le rapport annuel 2022 de MBA sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, joint en annexe.

DIT QUE le rapport sera :
- Mis à disposition du public au siège de MBA et sur son site Internet,
- Transmis aux communes afin qu'il soit procédé à sa présentation en Conseil Municipal.

Rapport 19 : Cycle de l'Eau : Approbation des Rapports annuels 2022 sur le Prix et la Qualité de Service Assainissement Collectif, Non Collectif et Eau potable

RAPPORTEUR : HERVE CARREAU

En application des articles L2224-5 et D2224-1 du Code général des collectivités territoriales, le Président doit présenter chaque année un rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS)de l'eau potable et de l'assainissement « collectif » et « non collectif ».

Ce rapport permet l'information du public et comprend notamment une liste d'indicateurs techniques et financiers.

Devant la diversité des modes et périmètres de gestion, 25 rapports sont donc soumis en Conseil Communautaire :

- 18 rapports relatifs à l'assainissement collectif, et rassemblant des statistiques sur les équipements (stations d'épuration et réseaux), leurs performances, ainsi que des données financières (1 pour chaque DSP et pour les régies, 1 par secteur Nord, Centre et Sud) ;
- 3 rapports relatifs à l'assainissement non collectif (ANC), et reprenant les statistiques des contrôles réalisés et les installations existantes ainsi que les données financières ;
- 4 rapports relatifs à l'eau potable, faisant état de la qualité de l'eau produite (traitements, analyses), des quantités distribuées (volumes, nombre d'abonnés) et de l'évolution des équipements (rendements, indices de performances, prix du m³).

Le rapport a été également présenté pour examen à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver les 25 rapports annuels ainsi que les deux notes synthétiques (assainissement et eau potable) 2022 sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement collectif, non collectif, et d'eau potable joints en annexe.
- Dire que :
  - Les rapports seront mis à la disposition du public au siège de MBA et sur son site Internet,
  - Les rapports concernant individuellement les communes leur seront transmis afin qu'il soit procédé à leur présentation en Conseil Municipal.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2224-5, L5216-5 et D2224-1 à D2224-5,
Vu les statuts de MBA, et notamment ses compétences obligatoires en matière d'« eau » et « assainissement des eaux usées »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°6 « Cycle de l'eau » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'examen des rapports en Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023,
Considérant que le rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS) est un document produit chaque année permettant de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les 25 rapports annuels ainsi que les deux notes synthétiques 2022 sur le prix et la qualité des services publics d'assainissement collectif, non collectif, et d'eau potable joints en annexe,

DIT QUE :
- Les rapports seront mis à la disposition du public au siège de MBA et sur son site Internet,
- Les rapports concernant individuellement les communes leur seront transmis afin qu'il soit procédé à leur présentation en Conseil Municipal.

Rapport 20 : Cycle de l'eau : Communication des rapports annuels d'activités pour 2022 des délégataires pour les compétences « eau » et « assainissement des eaux usées »

RAPPORTEUR : HERVE CARREAU

Dans le cadre de ses compétences « eau » et « assainissement des eaux usées », MBA dispose de plusieurs contrats de délégation de service sur son territoire.

Conformément au Code de la commande publique, les délégataires doivent produire un rapport annuel du délégataire (RAD), comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession, une analyse de la qualité des ouvrages ou des services et permettant d'apprécier les conditions d'exploitation du service.

Le rapport facilite notamment ainsi la compréhension des comptes rendus financiers par une information plus complète sur les résultats d'exploitation.

Pour l'année 2022, 18 RAD sont attendus :
- 15 en assainissement ;
- 3 en eau.

Les rapports ont été également présentés pour examen lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023.

Le Conseil Communautaire est invité à prendre acte de ces 18 rapports, joints en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L1411-3,
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L3131-5 et R3131-2,
Vu les statuts de MBA, et notamment ses compétences obligatoires « eau » et « assainissement des eaux usées »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,

Vu l'avis favorable de la commission n°6 « Cycle de l'eau » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'examen des rapports en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il revient à MBA de prendre acte des rapports d'information annuels produits par les délégataires,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE des 18 rapports annuels 2023 des délégataires des services de l'assainissement des eaux usées et de l'eau, joints en annexe.

Rapport 21 : Cycle de l'Eau : Communication du rapport d'activités 2022 du SYDRO 71

RAPPORTEUR : HERVE CARREAU

Le SYDRO 71 a adopté lors de son Comité syndical du 21 juin 2023 son rapport d'activité pour l'année 2022.

Conformément à l'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales, il revient à MBA, en tant qu'adhérent au SYDRO 71, de présenter ce rapport à son assemblée délibérante.

Le Conseil Communautaire est invité à prendre acte de la communication du rapport d'activité 2022 du SYDRO 71, joint en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-39,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « Eau »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°6 « Cycle de l'eau » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu le rapport annuel d'activité 2022 du SYDRO communiqué par son Président à MBA,
Considérant que le Président doit communiquer au Conseil Communautaire le rapport annuel d'activité des syndicats,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la communication du rapport annuel d'activité 2022 du SYDRO, joint en annexe.

Rapport 22 : Cycle de l'eau : Communication du Rapport d'activités annuel 2022 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'Eau des syndicats (Syndicat Nord Mâcon – Syndicat du Haut-Mâconnais – Syndicat Mâconnais-Beaujolais – Syndicat Petite-Grosne)

RAPPORTEUR : HERVE CARREAU

En complément des rapports sur le prix et la qualité du service public (RPQS) portés par MBA, approuvés au Conseil Communautaire du 19 octobre 2023, et en application de l'article D2224-3 du Code général des collectivités territoriales, ceux des syndicats auxquels adhère MBA doivent être présentés au Conseil Communautaire.

MBA est donc amenée à prendre acte de la présentation de quatre RPQS des syndicats suivants, au titre de la compétence « Eau » :

- Petite-Grosne,
- Mâconnais-Beaujolais,
- Haut-Mâconnais,
- Nord Mâcon.

Le Conseil Communautaire est invité à prendre acte de la présentation des quatre rapports annuels 2022 sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable desdits syndicats, joints en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2224-5 et D2224-1 à D2224-5,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « Eau »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°6 « Cycle de l'eau » du 26 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Considérant que les rapports annuels sur le prix et la qualité du service public produits par les syndicats auxquels MBA a transféré ses compétences doivent être présentés au Conseil Communautaire,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la présentation des quatre rapports annuels 2022, joints en annexe, sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable des quatre syndicats exerçant la compétence « Eau » pour le compte de MBA :

- Syndicat de La Petite Grosne,
- Syndicat Mâconnais-Beaujolais,
- Syndicat du Haut-Mâconnais,
- Syndicat Nord Mâcon.

Rapport 23 : Fonds de concours : Attributions au titre de l'année 2023

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

I. Au titre du fonds de concours « Aide au développement local » (4ème attribution)

Engagée dans une démarche volontaire de développement équilibré de son territoire, MBA avait décidé, par délibération du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, de reconduire le fonds de concours « Aide au développement local » pour le mandat 2020-2026.

Dans le cadre de l'autorisation de programme n°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes », celui-ci est doté d'une enveloppe de 6 000 000 € dont 1 400 000 € de crédits de paiement 2023 sont inscrits en délibération n°2023-077 du 6 avril 2023. A la suite de l'approbation de crédits supplémentaires au fonds de concours développement local par le Conseil Communautaire, l'enveloppe actuelle sera revalorisée pour atteindre 8 300 000 €.

17 demandes de fonds de concours ont été déposées à MBA, pour un montant global de 402 338,72 €, selon les détails du tableau ci-dessous :

Commune / Projet	Montant du FDC sollicité
Azé	

Achat d'un défibrillateur et d'une pompe auto-amorçante	1 258,00 €
Chânes	
Remplacement d'un ordinateur du secrétariat de la mairie	828,00 €
Chasselas	
Pose de stores à l'école	890,00 €
Pose de panneaux "noms de rue" et "numéros"	714,00 €
Pose de panneaux directionnels, de points d'intérêt et de barrières épingles	3 588,00 €
Davayé	
Acquisition et installation d'un panneau d'affichage numérique "Totem"	5 380,00 €
Hurigny	
Aménagement du parc du château	27 402,00 €

Commune / Projet	Montant du FDC sollicité
La Chapelle-de-Guinchay	
Réhabilitation de la mairie, phase 2 (aile sud)	175 693,92 €
Redimensionnement du terrain d'honneur au stade municipal	61 870,00 €
Leynes	
Réfection de la toiture de la chapelle sud de l'église	2 920,80 €
Romanèche-Thorins	
Remplacement des chaudières gaz, garderie périscolaire et bâtiment de la Poste	8 500,00 €
Changement des menuiseries de l'école primaire et de la mairie	37 844,00 €
Saint-Amour-Bellevue	
Remplacement du chauffage et menuiseries de la salle des fêtes	23 709,00 €
Sologny	
Achat de divers matériels et équipements pour les ateliers municipaux et la salle communale	2 871,00 €
Verzé	
Achat d'un tracteur communal	25 000,00 €
Vinzelles	
Achat d'un tracteur-tondeuse	8 870,00 €
Restructuration du terrain de tennis communal	15 000,00 €
Total général	**402 338,72 €**

Tableau de synthèse :

Développement local	Année 2023	Mandat 2020-2026
Enveloppe disponible	*1 400 000 €*	*6 000 000 €*
Fonds de concours déjà attribués	822 890,05 €	3 294 903,05 € *
Demandes de fonds de concours déposées	**402 338,72 €**	**402 338,72 €**
Solde disponible à l'issue	174 771,23 €	2 302 758,23 €

* 2020 : 76 450 € - 2021 : 882 657 € - 2022 : 1 512 906 € - 2023 : 822 890,05 €

Pour l'année 2023, à l'issue du vote il restera 174 771,23 € à attribuer.

II. Au titre du fonds de concours « Voirie » 2020-2026 (4ème attribution)

Engagée dans une démarche volontaire de développement équilibré de son territoire, MBA a décidé, par délibération du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, de mettre en place un fonds de concours « Voirie » pour le mandat 2020-2026.

Dans le cadre de l'autorisation de programme n°2020-01 « fonds de concours Voirie 2020 des communes », celui-ci est doté d'une enveloppe de 3 000 000 € dont 650 000 € de crédits de paiement 2023 sont inscrits en délibération n°2023-076 du 6 avril 2023.

2 demandes de fonds de concours a été déposée à MBA, pour un montant global de 53 541,44 €, selon les détails du tableau ci-dessous :

Commune / Projet	Montant du FDC sollicité
Romanèche-Thorins	
Projet d'enfouissement des réseaux et suppression des poteaux, route du Bourg afin de réaliser des cheminements piétons.	36 000,00 €
Senozan	
Aménagement et sécurisation du bas de la rue des Bourdons	17 541,44 €
Total général	**53 541,44 €**

Tableau de synthèse :

Voirie	Année 2023	Mandat 2020-2026
Enveloppe disponible	*650 000 €*	*3 000 000 €*
Fonds de concours déjà attribués	188 334,20 €	1 907 394,39 € *
Demandes de fonds de concours déposées	**53 541,44 €**	**53 541,44 €**
Solde disponible à l'issue	408 124,36 €	1 039 064,17 €

* 2020 : 64 967 € - 2021 : 846 154,01 € - 2022 : 807 939,18 € - 2023 : 188 334,20 €

Pour l'année 2023, à l'issue du vote il restera 408 124,36 € à attribuer.

III. Au titre du fonds de concours « Revitalisation des centres-bourgs » 2023-2026 (1ère attribution)

Afin d'accompagner ses communes dans la redynamisation des centres-villes et centres-bourgs, MBA a décidé, par délibération du Conseil Communautaire du 28 juin 2018, de mettre en place un fonds de concours « Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs et maintien du commerce de proximité » 2018-2020. Ce fonds de concours a été prorogé deux fois jusqu'au 31 décembre 2022, avec une enveloppe de 50 000 € pour l'action « Centres-bourgs ».

Au vu de la nécessité d'apporter un soutien aux projets d'investissement des communes pour le maintien du commerce de proximité, MBA a décidé, par délibération du Conseil Communautaire du 6 avril 2023, de proroger cette aide jusqu'au 31 décembre 2026 ou épuisement de l'enveloppe globale, soit 46 292 €.

2 demandes de fonds de concours ont été déposées à MBA, pour un montant de 19 428,05 €, selon les détails du tableau ci-dessous :

Commune / Projet	Montant du FDC sollicité
Davayé	
Aménagement et rénovation énergétique du local commercial rue des Plantés	3 640,00 €
Leynes	
Réfection complète de la toiture du restaurant "La Marmite de l'Echanson"	15 788,05 €
Total général	**19 428,05 €**

Tableau de synthèse :

Centre-bourg	Année 2023	Mandat 2022-2026
Enveloppe disponible	*46 292 €*	*50 000 €*
Fonds de concours déjà attribués	- €	3 708,00 €
Demandes de fonds de concours déposées	**19 428,05 €**	**19 428,05 €**

Solde disponible à l'issue	26 863,95 €	26 863,95 €

* 2022 : 3 708 € - 2023 : 0 €

Pour l'année 2023, à l'issue du vote il restera 26 863,95 € à attribuer.

IV. Au titre du fonds de concours Déchets ménagers et assimilés « Soutien à la vidéoprotection - Lutte contre les dépôts sauvages » (2ème attribution)

Par délibération du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020, MBA a créé un fonds de concours « soutien à la vidéo protection de la propreté des points d'apport volontaire pour lutter contre les dépôts sauvages » doté d'une enveloppe de 100 000 €. Une nouvelle enveloppe de 100 000 € a été attribuée en 2023.

3 demandes de fonds de concours émanant des communes de Sancé, Charnay-lès-Mâcon et Crêches-sur-Saône ont été déposées pour un montant global de 28 590 **€** décomposées comme suit :

Commune / Projet	Montant sollicité
Sancé	
1 point: Salle des fêtes (Montant du projet 3 200 €)	1 600 €
Charnay-lès-Mâcon	
5 points : •Place Levigny •Rue du Perthuis •Chemin du Bois d'Allier •Chemin de la Fontaine Villy •Chemin de la Gare (Montant du projet déduction faites des autres subventions : 85 629.71 €)	22 145 €
Crêches-sur-Saône	
1 point d'emplacement: Chemin de la Charrière-Gauthier (Montant du projet 9 691 €)	4 845 €
Total général	**28 590 €**

Tableau de synthèse :

« Soutien à la vidéoprotection »	Année 2023
Enveloppe disponible à date	110 472,09 €*
Fonds de concours déjà attribués en 2023	6 712,00 €
Demande de fonds de concours déposée	28 590,00 €
Solde disponible à l'issue	81 882,09 €

* Fonds de concours déjà attribués en 2020, 2021 et 2022 pour un montant de 82 815,91 € (enveloppe 200 000 €)

Pour l'année 2023, à l'issue du vote il restera 81 882,09 € à attribuer sur l'enveloppe des 200 000 € votée en 2020 pour 100 000 € et 100 000 € en 2023.

Le Conseil Communautaire est invité, conformément au règlement d'intervention, à :
- Attribuer les fonds de concours « Aide au développement local » aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 402 338,72 €, conformément au tableau joint en annexe (Délibération n°1),
- Attribuer le fonds de concours « Voirie » aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant de 53 541,44 €, conformément au tableau joint en annexe (Délibération n°2),

- Attribuer les fonds de concours « Revitalisation des centres-bourgs » aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 19 428,05 €, conformément au tableau joint en annexe (Délibération n°3),
- Attribuer les fonds de concours « Soutien à la vidéoprotection » - Lutte contre les dépôts sauvages » aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 28 590 €, conformément au tableau joint en annexe (Délibération n°4),
- Autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions de versement afférentes, conformément au modèle de convention en vigueur.

DELIBERATION N°1 : Fonds de concours : « Aide au développement local » - 4ème attribution au titre de l'année 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5 VI,
Vu les statuts de MBA,
Vu les délibérations n°2020-41 et n°2020-107 du Conseil Communautaire des 23 juillet et 10 décembre 2020, portant création et ajustement de l'autorisation de programme n°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes », et ajustée par les délibérations n°2022-172 et n°2023-077 du Conseil Communautaire du 13 octobre 2022 et du 6 avril 2023,
Vu les délibérations n°2020-179 et n°2021-148 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020 et du 30 juin 2021, portant adoption et modification de son règlement d'intervention et adoption de sa convention-type de versement,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu les demandes de fonds de concours déposées par les communes d'Azé, Châtes, Chasselas, Davayé, Hurigny, La Chapelle-de-Guinchay, Leynes, Romanèche-Thorins, Saint-Amour-Bellevue, Sologny, Verzé et Vinzelles,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE les fonds de concours aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 402 338,72 €, conformément au tableau joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer les conventions de versement afférentes, conformément au modèle de convention en vigueur.

DELIBERATION N°2 : Fonds de concours : « Voirie » 2020-2026 - 4ème attribution au titre de l'année 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5 VI,
Vu les statuts de MBA,
Vu les délibérations n°2020-104 et n°2020-238 du Conseil Communautaire du 23 juillet et du 10 décembre 2020, portant création et ajustement de l'autorisation de programme n°2020-01 « Fonds de concours 2020 voirie des communes », et ajustée par les délibérations n°2022-171 et n°2023-076 du Conseil Communautaire du 13 octobre 2022 et du 6 avril 2023,
Vu la délibération n°2020-180 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, portant adoption de son règlement d'intervention et de sa convention-type de versement,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,

Vu l'information de la commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu les demandes de fonds de concours déposées par les communes de Romanèche-Thorins et Senozan,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE les fonds de concours aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 53 541,44 €, conformément au tableau joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer les conventions de versement afférentes, conformément au modèle de convention en vigueur.

DELIBERATION N°3 : Fonds de concours : « Revitalisation des centres-bourgs » 2023-2026 - 1ère attribution au titre de l'année 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5 VI,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2018-085 du Conseil Communautaire du 28 juin 2018 créant dans le budget principal l'autorisation de fonds de concours 2018-2020 « Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs, et maintien du commerce de proximité »,
Vu la délibération n°2021-200 du Conseil Communautaire du 21 octobre 2021 portant ajustement de l'autorisation de programme et crédit de paiement n°2018-02 Fonds de concours « Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs »,
Vu la délibération n°2022-039 du Conseil Communautaire du 7 avril 2022 prorogeant le fonds de concours « Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs, et maintien du commerce de proximité », son règlement d'intervention et sa convention-type pour l'année 2022,
Vu la délibération n°2023-042 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 prorogeant le fonds de concours « Revitalisation des centres-villes et centres-bourgs, et maintien du commerce de proximité », son règlement d'intervention et sa convention-type de versement pour la période 2023 à 2026,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Commission n°2 « Urbanisme et Aménagement » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu les demandes de fonds de concours déposées par les communes de Davayé et Leynes,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'année 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE les fonds de concours aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 19 428,05 €, conformément au tableau joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer la convention de versement afférente, conformément au modèle de convention en vigueur.

DELIBERATION N°4 : Fonds de concours : Déchets ménagers et assimilés : « Soutien à la vidéoprotection - Lutte contre les dépôts sauvages » - 2ème attribution au titre de l'année 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5 VI,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-040 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020, portant reconduction d'un fonds de concours « Vidéosurveillance des points d'apport volontaire », approbation du règlement intérieur et du modèle de convention de versement,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'information de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Considérant les demandes de fonds de concours « vidéosurveillance des points d'apport volontaire » déposées par les communes de Sancé, Charnay-lès-Mâcon et Crêches-sur-Saône en raison d'une augmentation des dépôts sauvages aux pieds des points d'apport volontaire,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe « Déchets ménagers » 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE les fonds de concours aux communes membres au titre de l'année 2023, pour un montant global de 28 590 €, conformément au tableau joint en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à signer la convention de versement afférente, conformément au modèle de convention en vigueur.

Rapport 24 : Fonds de concours : Conservatoire communautaire : « Equipements communaux destinés à l'enseignement musical » : Attributions au titre de l'année 2023

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

Par délibération du 23 juillet 2020, MBA a approuvé la reconduction du fonds de concours aux communes au titre du fonctionnement des équipements communaux destinés à l'enseignement musical ainsi que le règlement d'intervention afférent.

Ce fonds de concours est doté pour 2023 d'une somme de 111 000 €.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Attribuer les fonds de concours aux communes ayant sollicité MBA selon le tableau joint en annexe,
- Approuver les conventions afférentes, jointes en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant à les signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5216-5-VI,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,
Vu la délibération n°2020-039 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020, portant reconduction d'un fonds de concours aux communes au titre du fonctionnement des équipements communaux destinés à l'enseignement musical et adoption du règlement d'intervention,

Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la commission n°8 « Enseignement supérieur, sport et culture » du 19 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant le souhait de MBA de poursuivre son soutien financier à l'enseignement musical sur son territoire,
Considérant les demandes de fonds de concours déposées par les communes de Charnay-lès-Mâcon, Sancé, La Roche-Vineuse et La Chapelle-de-Guinchay,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE les fonds de concours aux communes ayant sollicité MBA selon le tableau joint en annexe,

APPROUVE les conventions afférentes, jointes en annexe,

AUTORISE le Président ou son représentant à les signer.

Rapport 25 : Finances : Octroi d'une garantie autonome à l'Agence France Locale dans le cadre des emprunts transférés pour la durée du mandat

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

Conformément aux statuts de la Société Territoriale, aux statuts de l'Agence France Locale et au pacte d'actionnaires conclu entre ces deux sociétés et l'ensemble des membres, la possibilité pour un membre de bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, est conditionnée à l'octroi, par ledit Membre, d'une garantie autonome à première demande au bénéfice de certains créanciers (emprunts obligataires) de l'Agence France Locale (la Garantie).

MBA a délibéré pour adhérer au Groupe Agence France Locale le 13 octobre 2022.
A ce jour, le montant emprunté tous budgets confondus auprès de l'AFL s'élève à 14 187 756,65 €, le capital restant dû s'élève quant à lui à 10 516 620,93 € (au 3 octobre 2023).

L'objet de la présente délibération est, conformément aux dispositions précitées, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux Membres.

Présentation des modalités générales de fonctionnement de la Garantie, dont le modèle est en annexe à la présente délibération :

Objet :
La Garantie a pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (des emprunts obligataires principalement) à la hauteur de l'encours de dette du Membre auprès de l'Agence France Locale.

Bénéficiaires :
La Garantie est consentie au profit des titulaires (les Bénéficiaires) de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la Garantie (les Titres Eligibles).

Montant :
Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts souscrits par le Membre ou transférés au Membre, auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de

l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à Mâcon Beaujolais Agglomération qui n'ont pas été totalement amortis).

Ainsi, si le Membre souscrit ou se voit transférer un ou plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie.

Durée :
La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours.

Conditions de mise en œuvre de la Garantie
Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : un Bénéficiaire, un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Nature de la Garantie :
La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel par un Bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

Date de paiement des sommes appelées au titre de la Garantie :
Si la Garantie est appelée, le Membre concerné doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Telles sont les principales caractéristiques de la Garantie objet de la présente délibération et dont les stipulations complètes figurent en annexe.

Cette précédente délibération avait pour but, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux membres.

La délibération avait été prise pour une période limitée dans le temps, il convient alors de délibérer pour l'octroi d'une garantie autonome pour la période 2023-2026.

Le Conseil Communautaire est invité à :

- Octroyer la Garantie de MBA dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :
    - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour chaque exercice est égal au montant maximal des emprunts que MBA est autorisée à souscrire augmenté du montant total des prêts transférés par un autre membre dont l'Agence France Locale est le prêteur,
    - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par MBA auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
    - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale,
    - et, si la Garantie est appelée, MBA s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,
    - le nombre de Garanties octroyées par le Président sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget et au nombre de prêts transférés par un autre Membre dont l'Agence France Locale est le prêteur, , et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;

- Autoriser le Président ou son représentant dument habilité, à signer le ou les engagements de Garantie pris par MBA pendant la durée du mandat, dans les conditions définies

ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et qui figure en annexe ;

- Autoriser le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1611-3-2 et D1611-41,
Vu le Code civil, et notamment l'article 2321,
Vu la délibération n°2022-167 du 13 octobre 2022 approuvant l'adhésion de MBA à l'Agence France Locale – Société Territoriale,
Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale,
Vu le pacte d'actionnaire,
Vu la délibération n°2022-169 du Conseil Communautaire du 13 octobre 2022 portant octroi d'une garantie autonome à l'Agence France Locale dans le cadre des emprunts transférés,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de MBA, afin qu'elle puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale jusqu'à la fin du mandat ;
Vu le modèle de garantie à première demande et ses annexes, joints à la présente délibération,
Considérant que M. REYNAUD quitte la salle et ne prend pas part au débat et au vote pour ce rapport,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

OCTROIE la Garantie autonome à première demande de MBA dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (les Bénéficiaires) :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour chaque exercice est égal au montant maximal des emprunts que MBA est autorisée à souscrire augmenté du montant total des prêts transférés par un autre membre dont l'Agence France Locale est le prêteur,
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par MBA auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale,
- et, si la Garantie est appelée, MBA s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,
- le nombre de Garanties octroyées par le Président sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget et au nombre de prêts transférés par un autre Membre dont l'Agence France Locale est le prêteur, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement ;

AUTORISE le Président ou son représentant dument habilité, à signer le ou les engagements de Garantie pris par MBA pendant la durée du mandat, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;

AUTORISE le Président, ou son représentant à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Rapport 26 : Finances : Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) – Modalités de répartition pour 2023

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

Le montant du FPIC 2023 a été notifié par l'Etat pour atteindre 1 078 697 € soit une baisse de 17,36 % par rapport à 2022. Si MBA décide de maintenir une répartition dérogatoire de la contribution au FPIC pour 2023, la contribution est répartie ainsi :

- Part communes : 188 509 € ;
- Part MBA : 890 188 €.

L'effort de MBA envers ses communes membres serait ainsi pour 2023 de 154 580 €.

	2023
TOTAL bloc communal	**1 078 697 €**
Part communes droit commun	343 089 €
Part MBA droit commun	735 608 €
Part communes mode dérogatoire	188 509 €
Part MBA mode dérogatoire	890 188 €
Effort MBA/droit commun	***154 580 €***

Pour mémoire, la contribution globale en 2022 pour le FPIC s'est élevée à 1 305 367 €.

MBA ayant décidé d'appliquer la répartition du FPIC par mode dérogatoire, la contribution des communes a été figée à 188 509 € et la contribution de l'Agglomération s'était donc élevée à 1 116 858 €.

Ainsi, la collectivité a supporté un effort de 234 283 €.

	2022
TOTAL bloc communal	**1 305 367 €**
Part communes droit commun	422 792 €
Part MBA droit commun	882 575 €
Part communes mode dérogatoire	188 509 €
Part MBA mode dérogatoire	1 116 858 €
Effort MBA/droit commun	***234 283 €***

Pour information, l'effort cumulé de MBA pour la contribution au FPIC de 2017 à 2023 est de 2 220 621 € en faveur de ses communes membres.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Retenir la répartition dérogatoire n°2 dite « libre », en fixant librement les modalités internes de répartition de la contribution FPIC 2023,
- Reconduire les contributions au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales des communes membres telles qu'elles étaient fixées en 2022,
- Dire que le montant de la contribution ainsi réparti entre les communes membres et l'EPCI l'est conformément au tableau joint en annexe,
- Dire que le tableau des contributions de MBA et de chacune des communes-membres sera communiquer au représentant de l'État dans le Département,

- Dire que la présente délibération ne vaut que pour la répartition du prélèvement au titre de l'année 2023.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2336-1 et suivants, L5216-8 et R2336-1 et suivants,
Vu les statuts de MBA,
Vu la notification de la Préfecture reçue le 24 août 2023 sur la répartition du FPIC 2023 entre MBA et ses communes membres,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant que cette délibération portant adoption du régime de répartition dérogatoire libre doit être adoptée soit à l'unanimité de l'organe délibérant, soit à la majorité des deux tiers de l'organe délibérant et d'une délibération des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI, et qu'à défaut, le régime de droit commun s'applique automatiquement,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de MM. JOBARD et DEYNOUX,

Monsieur JOBARD introduit son propos en remerciant MBA de l'effort effectué par la Communauté d'Agglomération qui supporte seule les fluctuations du FPIC.
Puis il souhaite avoir des explications sur la baisse de 17 % de notre contribution entre 2022 et 2023, est-ce un appauvrissement de notre territoire ?
Enfin il est demandé à l'exécutif s'il est possible de revoir les modalités du calcul choisies en 2018.

Monsieur DEYNOUX explique que la baisse provient notamment d'une évolution du CIF entre 2022 et 2023.
Par ailleurs, il serait très hasardeux de revoir les modalités de calculs du FPIC en cours de mandat en raison des variations d'une année sur l'autre entre les communes. A cela s'ajoute, une politique d'investissement importante effectuée par MBA qui ne faut pas mettre en péril maintenant.

A l'unanimité,

RETIENT la répartition dérogatoire n°2 dite « libre », en fixant librement les modalités internes de répartition de la contribution FPIC 2023,

RECONDUIT les contributions au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales des communes-membres telles qu'elles étaient fixées en 2022,

PRECISE :
- Que le montant de la contribution ainsi réparti entre les communes membres et l'EPCI l'est conformément au tableau joint en annexe,
- Que le tableau des contributions de MBA et de chacune des communes-membres sera communiquer au représentant de l'Etat du Département,
- Que la présente délibération ne vaut que pour la répartition du prélèvement au titre de l'année 2023.

Rapport 27 : Finances : Révision d'autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal et des budgets annexes

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

I. BUDGET PRINCIPAL

Dans sa séance du 23 juillet 2020, le Conseil Communautaire a décidé de créer le « fonds de concours 2020 développement local des communes ». L'autorisation de programme, répartie en crédits de paiement sur toute la durée du contrat, représente un montant de 6 000 000 €.

Afin de renforcer le soutien à l'investissement des communes membres pour la seconde partie du mandat, pour les exercices 2023 à 2026, le Conseil Communautaire du 29 juin 2023 a approuvé le 3ème volet du pacte financier et fiscal.

Ainsi, le fonds de concours « aide au développement local » a été abondé :
- D'une première enveloppe complémentaire de 2 000 000 € répartie en fonction du nombre d'habitants (chiffres 2023) ;
- Et d'une seconde enveloppe de 300 000 € au bénéfice des communes ayant un potentiel financier moindre (inférieur à 1 800 000 €).

CC du 19/10/2023	**Réalisé jusqu'en 2022**	***CP 2023***	***CP 2024***	***CP 2025***	***TOTAL***
FDC Dév local Base population 2019	846 884 €	*1 400 000* €	1 876 558 €	1 876 558 €	**6 000 000** €
FDC Dév local Base population 2023	0 €	*400 000* €	700 000 €	900 000 €	**2 000 000** €
FDC Dév local Potentiel fiscal	0 €	*60 000* €	105 000 €	135 000 €	**300 000** €
	846 884 €	1 860 000 €	2 681 558 €	2 911 558 €	8 300 000 €

La répartition des crédits de paiement est ainsi proposée :

CC du 19/10/2023	**Réalisé jusqu'en 2022**	***CP 2023***	***CP 2024***	***CP 2025***	***TOTAL***
FDC 2020 Développement local	846 884 €	*1 860 000* €	2 681 558 €	2 911 558 €	**8 300 000 €**

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Attribuer les crédits supplémentaires au fonds de concours « aide au développement local », conformément au tableau ci-dessus ;
- Ajuster l'APCP N°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes » comme suit : (Délibération n°1)

CC du 19/10/2023	**Réalisé jusqu'en 2022**	***CP 2023***	***CP 2024***	***CP 2025***	***TOTAL***
FDC 2020 Développement local	846 884 €	*1 860 000* €	2 681 558 €	2 911 558 €	**8 300 000 €**

- Inscrire les modifications des crédits de paiements 2023 lors de la décision modificative n°2 du budget principal 2023.

II. BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS

En raison de l'avancement des poses programmées sur les communes du territoire et des dernières prévisions disponibles, le Conseil Communautaire est invité à :

- Ajuster l'APCP N°2020-03 « Renouvellement des colonnes 2020-2026 » comme suit : (Délibération n°2)

Au 19/10/2023	Réalisé jusqu'en 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL
Renouvellement colonnes 2020-2026	364 214	1 181 000	227 393	227 393	2 000 000

- Inscrire les modifications de crédits de paiements 2023 lors de la décision modificative n°1 du budget annexe « Déchets Ménagers » 2023.

III. BUDGET ANNEXE EAU

En raison de l'avancement des travaux et des dernières prévisions disponibles, le Conseil Communautaire est invité à :

- Ajuster l'APCP N°2021-01 « Réhabilitation des puits de captage » comme suit : (Délibération n°3)

Au 19/10/2023	Réalisé Jusqu'en 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	TOTAL
REHABILITATION PUITS DE CAPTAGE	0	135 000	110 000	110 000	85 000	**440 000**

- Inscrire les modifications de crédits de paiements 2023 lors de la décision modificative n°1 du budget annexe « Eau » 2023.

DELIBERATION N°1 : Ajustement de l'APCP N°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes » au budget principal

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2311-3 et L5211-36,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2020-107 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020 créant l'autorisation de programme 2020-04 intitulée « Fonds de concours 2020 développement local des communes »,
Vu les délibérations n°2020-241, n°2022-071, n°2022-172 et n°2023-077 du Conseil Communautaire des 10 décembre 2020, 7 avril et 13 octobre 2022, et 6 avril 2023 portant ajustement de l'autorisation de programme 2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes »,
Vu la délibération n°2021-095 du Conseil Communautaire du 8 avril 2021 augmentant l'enveloppe de l'autorisation de programme 2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes »,
Vu la délibération n°2023-153 du Conseil Communautaire du 29 juin 2023 portant approbation du 3ème volet du pacte financier et fiscal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement à la réalité d'exécution pour tirer le bilan de cette autorisation de programme,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

INSCRIT les modifications des crédits de paiements 2023, lors de la décision modificative n°2 du budget principal 2023,

ENTERINE la ventilation des crédits de paiement de la manière suivante afin de tirer le bilan de cette autorisation de programme :

CC du 19/10/2023	**Réalisé jusqu'en 2022**	***CP 2023***	***CP 2024***	***CP 2025***	***TOTAL***
FDC 2020 Développement local	846 884 €	*1 860 000 €*	2 681 558 €	2 911 558 €	**8 300 000 €**

DELIBERATION N°2 : Ajustement de l'APCP N°2020-03 « Renouvellement des colonnes 2020-2026 » au budget annexe « Déchets ménagers »

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2311-3 et L5211-36,
Vu les statuts de MBA, et notamment la compétence obligatoire « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,
Vu la délibération n°2020-106 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020 créant l'autorisation de programme 2020-03 intitulée « Renouvellement des colonnes 2020-2026 », dans le budget annexe « Déchets ménagers »,
Vu les délibérations n°2020-240, n°2022-076 et n°2023-082 du Conseil Communautaire des 10 décembre 2020, 7 avril 2022 et 6 avril 2023 ajustant l'autorisation de programme 2020-03 intitulée « Renouvellement des colonnes 2020-2026 »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement à la réalité d'exécution pour tirer le bilan de cette autorisation de programme,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

INSCRIT les modifications des crédits de paiements 2023, lors de la décision modificative n°1 du budget annexe « Déchets ménagers » 2023,

ENTERINE la ventilation des crédits de paiement de la manière suivante afin de tirer le bilan de cette autorisation de programme :

Au 19/10/2023	**Réalisé jusqu'en 2022**	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025**	**TOTAL**
Renouvellement colonnes 2020-2026	364 214	1 181 000	227 393	227 393	2 000 000

DELIBERATION N°3 : Ajustement de l'APCP N°2021-01 « Réhabilitation des puits de captage » au budget annexe « Eau »

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2311-3 et L5211-36,
Vu les statuts de MBA, et notamment la compétence obligatoire « Eau »,

Vu la délibération n°2021-097 du Conseil Communautaire du 8 avril 2021 créant l'autorisation de programme 2021-01 « Réhabilitation des puits de captage »,
Vu la délibération n°2022-077 du Conseil Communautaire du 7 avril 2022 portant prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 et ajustement de l'autorisation de programme 2021-01 « Réhabilitation des puits de captage »,
Vu la délibération n°2023-084 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 ajustant l'autorisation de programme 2021-01 « Réhabilitation des puits de captage »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement à la réalité d'exécution pour tirer le bilan de cette autorisation de programme,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

INSCRIT les modifications des crédits de paiements 2023, lors de la décision modificative n°1 du budget annexe « Eau » 2023,

ENTERINE la ventilation des crédits de paiement de la manière suivante afin de tirer le bilan de cette autorisation de programme :

Au 19/10/2023	Réalisé Jusqu'en 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	TOTAL
REHABILITATION PUITS DE CAPTAGE	0	135 000	110 000	110 000	85 000	**440 000**

Rapport 28 : Finances : Décisions modificatives pour le budget principal et les budgets annexes

RAPPORTEUR : DOMINIQUE DEYNOUX

La Commission des Finances et des Ressources humaines s'est réunie le 3 octobre 2023 et a été saisie sur ce point.

Le Conseil Communautaire est invité à délibérer sur les propositions de décisions modificatives dans le budget principal et dans les budgets annexes.

I. Budget principal :

L'augmentation du SMIC, de la valeur du point, des recrutements en renfort et des frais de déplacement notamment pour l'intervention du personnel technique (nettoyage des locaux) dans les structures de la petite enfance nécessitent des crédits nouveaux en section de fonctionnement.

Le soutien à l'enseignement supérieur (Université de Bourgogne pour le festival NOVOSONIC, lycée Aubrac dans le cadre de leur acquisition d'un logiciel VITINOV) par le biais de subvention requiert des crédits supplémentaires en 2023.

L'augmentation de l'AP n°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes » et par ce fait des crédits de paiements 2023 appelle un ajustement par la ligne des dépenses imprévues.

L'achat de licences de messagerie Microsoft Exchange implique une augmentation de la ligne d'achats de logiciels compensée par une estimation à la baisse des acquisitions de matériel informatique. (Délibération n°1)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	RECETTE DE FONCTIONNEMENT	0,00
65738 - Subv. fonct. Autres organismes publics	1 000,00		
022 - Dépenses imprévues	-1 000,00		
6251 - Voyages et déplacements	10 000,00		
64111 - Rémunération principale titulaires	130 000,00		
64131 - Rémunérations non tit.	75 000,00		
6226 - Honoraires	-68 500,00		
6236 - Catalogues et imprimés	-20 000,00		
60632 - Fournitures de petit équipement	-3 500,00		
739223 - FPIC	-123 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**RECETTE D'INVESTISSEMENT**	**0,00**
204171 - Autres EPL : Bien mobilier, matériel	10 000,00		
APCP 202004 - 2041412 - Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	460 000,00		
020 - Dépenses imprévues	-470 000,00		
2051 - Logiciels	13 800,00		
2183 - Matériels informatiques	-13 800,00		

II. Budget annexe « Déchets Ménagers » :

L'augmentation du SMIC, de la valeur du point et des recrutements en renfort et en remplacement nécessitent des crédits nouveaux en section de fonctionnement.

Ces besoins nouveaux seront couverts par un recours aux dépenses imprévues.

Afin d'être conforme à la convention relative à la fourniture de composteurs partagés de quartier et de centre-bourg prévoyant la mise à disposition à titre gratuit aux communes de composteurs, des crédits au compte 2158 doivent être ouverts.

Le bilan de l'AP n°2020-03 « Renouvellement des colonnes 2020-2026 » montre un besoin d'enveloppe supplémentaire en 2023.

Des crédits ouverts pour l'achat de véhicules et de matériel informatique, reporté en 2024, sont réaffectés pour couvrir ces dépenses. (Délibération n°2)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	RECETTE DE FONCTIONNEMENT	0,00
64111 - Rémunération principale titulaires	20 000,00		
64131 - Rémunérations non titulaires	20 000,00		
022 - Dépenses imprévues	-40 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**RECETTE D'INVESTISSEMENT**	**0,00**
APCP 2020-03 - 2158 - Autres inst.,matériel,outil. Techniques	274 000,00		
2317 - Immo. corporelles reçues mise à dispo.	-100 000,00		
2182 - Matériel de transport	-159 500,00		
2183 - Matériel de bureau et informatique	-14 500,00		
2158 - Autres inst.,matériel,outil. Techniques	20 100,00		
2183 - Matériel de bureau et informatique	-20 100,00		

III. Budget annexe « GEMAPI » :

Des besoins nouveaux relatifs à des études de dangers (EDD) sur six aménagements hydrauliques (Sancé, Laizé, La Roche-Vineuse, Prissé, Berzé-la-Ville et Sologny) et une étude de faisabilité au Moulin Butry à Berzé-la-Ville sont apparus au cours de l'exercice.

Il est proposé leur financement par une diminution du chapitre 23 en raison d'investissements prévus au budget primitif 2023 qui ne pourront finalement pas être réalisés cette année, notamment les travaux sur le Moulin Verneuil. (Délibération n°3)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	-130 000,00		
2031 - ETUDES	130 000,00		

IV. Budget annexe « Eau » :

Les montants de consultation de l'AP n°2021-01 « Réhabilitation des puits de captage » sont supérieurs aux estimations initiales de même que des travaux à réaliser sur les réseaux de Saint-Laurent-sur-Saône et Sennecé-lès-Mâcon. Les crédits de paiement 2023 ne suffisant pas l'ajustement de crédit ci-dessous est proposé. **(Délibération n°4)**
En effet, les délais des chantiers de Tourniers à Sologny et Mermoz à Mâcon prévues au compte budgétaire 217531 sont rallongés aussi les crédits de paiement sont reportés.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
217531 - Réseaux d'adduction d'eau	-107 986,40		
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	107 986,40		

V. Budget annexe « Assainissement » :

Des travaux sur la commune de Vinzelles, en amont des travaux de voirie communaux, sont à réaliser. Ceux-ci sont ajustés par une diminution des prévisions budgétaires du compte 2315 suite à un retard des travaux sur les opérations d'Igé et Chasselas. **(Délibération n°5)**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	-140 000,00		
21532 - Réseaux d'assainissement	140 000,00		

DELIBERATION N°1 : Décision modificative n°2 du budget principal 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1612-11,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2023-092 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 adoptant le budget primitif 2023 du budget principal,
Vu la délibération n°2023-149 du Conseil Communautaire du 29 juin 2023 portant décision modificative n°1 au budget principal,
Vu la délibération n°2023-200 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 ajustant l'APCP n°2020-04 « Fonds de concours 2020 développement local des communes » au budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'adapter la ventilation des crédits budgétaires à la réalité d'exécution,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOPTE les modifications budgétaires du budget principal 2023 telles que décrites dans le document budgétaire (DM2) joint en annexe.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	RECETTE DE FONCTIONNEMENT	0,00
65738 - Subv. fonct. Autres organismes publics	1 000,00		
022 - Dépenses imprévues	-1 000,00		
6251 - Voyages et déplacements	10 000,00		
64111 - Rémunération principale titulaires	130 000,00		
64131 - Rémunérations non tit.	75 000,00		
6226 - Honoraires	-68 500,00		
6236 - Catalogues et imprimés	-20 000,00		
60632 - Fournitures de petit équipement	-3 500,00		
739223 - FPIC	-123 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**RECETTE D'INVESTISSEMENT**	**0,00**
204171 - Autres EPL : Bien mobilier, matériel	10 000,00		
APCP 202004 - 2041412 - Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	460 000,00		
020 - Dépenses imprévues	-470 000,00		
2051 - Logiciels	13 800,00		
2183 - Matériels informatiques	-13 800,00		

DELIBERATION N°2 : Décision modificative n°2 du budget annexe « Déchets Ménagers » 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1612-11,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,
Vu la délibération n°2023-096 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 adoptant le budget primitif 2023 du budget annexe « Déchets Ménagers »,
Vu la délibération n°2023-151 du Conseil Communautaire du 29 juin 2023 portant décision modificative n°1 au budget annexe « Déchets Ménagers »,
Vu la délibération n°2023-201 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 ajustant l'APCP n°2020-03 « Renouvellement des colonnes 2020-2026 » au budget annexe « Déchets ménagers »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'adapter la ventilation des crédits budgétaires à la réalité d'exécution,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOPTE les modifications budgétaires du budget annexe « Déchets ménagers » 2023 telles que décrites dans le document budgétaire (DM2) joint en annexe.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	RECETTE DE FONCTIONNEMENT	0,00
64111 - Rémunération principale titulaires	20 000,00		
64131 - Rémunérations non titulaires	20 000,00		
022 - Dépenses imprévues	-40 000,00		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**RECETTE D'INVESTISSEMENT**	**0,00**
APCP 2020-03 - 2158 - Autres inst.,matériel,outil. Techniques	274 000,00		
2317 - Immo. corporelles reçues mise à dispo.	-100 000,00		
2182 - Matériel de transport	-159 500,00		
2183 - Matériel de bureau et informatique	-14 500,00		
2158 - Autres inst.,matériel,outil. Techniques	20 100,00		
2183 - Matériel de bureau et informatique	-20 100,00		

DELIBERATION N°3 : Décision modificative n°1 du budget annexe « GEMAPI » 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1612-11,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « GEMAPI »,
Vu la délibération n°2023-097 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 adoptant le budget primitif 2023 du budget annexe « GEMAPI »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'adapter la ventilation des crédits budgétaires à la réalité d'exécution,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOPTE les modifications budgétaires du budget annexe « GEMAPI » 2023 telles que décrites dans le document budgétaire (DM1) joint en annexe.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	-130 000,00		
2031 - ETUDES	130 000,00		

DELIBERATION N°4 : Décision modificative n°1 du budget annexe « Eau » 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1612-11,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « eau potable »,
Vu la délibération n°2023-098 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 adoptant le budget primitif 2023 du budget annexe « Eau »,
Vu la délibération n°2023-202 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 ajustant l'APCP n°2021-01 « Réhabilitation des puits de captage » au budget annexe « Eau »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,

Considérant qu'il convient d'adapter la ventilation des crédits budgétaires à la réalité d'exécution,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOPTE les modifications budgétaires du budget annexe « Eau » 2023 telles que décrites dans le document budgétaire (DM1) joint en annexe.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
217531 - Réseaux d'adduction d'eau	-107 986,40		
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	107 986,40		

DELIBERATION N°5 : Décision modificative n°2 du budget annexe « Assainissement » 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L1612-11,
Vu les statuts de MBA, et notamment sa compétence obligatoire « assainissement des eaux usées »,
Vu la délibération n°2023-099 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 adoptant le budget primitif 2023 du budget annexe « Assainissement »,
Vu la délibération n°2023-152 du Conseil Communautaire du 29 juin 2023 portant décision modificative n°1 au budget annexe « Assainissement »,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant qu'il convient d'adapter la ventilation des crédits budgétaires à la réalité d'exécution,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOPTE les modifications budgétaires du budget annexe « Assainissement » 2023 telles que décrites dans le document budgétaire (DM2) joint en annexe.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	RECETTE D'INVESTISSEMENT	0,00
2315 - Installations, matériel et outillage techniques	-140 000,00		
21532 - Réseaux d'assainissement	140 000,00		

Rapport 29 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

Afin de permettre à MBA, d'une part, de disposer des emplois nécessaires à son fonctionnement, et d'autre part, de tenir compte des avancements de grade des agents, le Conseil Communautaire est invité à faire évoluer le tableau des effectifs, sans nouvelle création d'emploi permanent supplémentaire, par la suppression (Délibération n°1) et la création de postes (Délibération n°2) et modifier en conséquence l'annexe à la délibération du 2 février 2017 portant création des emplois budgétaires jointe au rapport.

En outre, il est proposé la création des emplois permanents suivants et de modifier en conséquence l'annexe à la délibération du 2 février 2017 portant création des emplois

budgétaires et l'annexe à la délibération du 11 octobre 2018 portant recours à des agents contractuels sur emploi permanent jointes au rapport (Délibération n°3) :

- Dans le cadre d'une démarche du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté visant à développer la prospection et la promotion résidentielle et l'accompagnement à l'installation des nouveaux habitants, il est proposé la création d'un poste « chargé de mission attractivité du territoire », à temps complet, ouvert aux grades d'attaché, attaché principal, ingénieur et cadres d'emplois des techniciens territoriaux et des rédacteurs territoriaux.

- MBA dispose à ce jour d'un patrimoine immobilier conséquent : locaux administratifs, petite enfance, cité de l'entreprise… sous régimes d'occupation différents (location, mises à disposition ou pleine propriété). Ce patrimoine s'est considérablement enrichi au gré des transferts de compétences.
  La gestion patrimoniale devient un enjeu fort, en termes de connaissances et de continuité des actions préventives, curatives du bâti, et du suivi des contrôles obligatoires liés à ces locaux de travail.
  Aussi, afin de suivre de manière efficiente l'ensemble des actions engageant la responsabilité de l'Agglomération, il est proposé de créer un poste de « chargé du patrimoine », à temps complet, ouvert aux grades d'ingénieur et ingénieur principal ainsi qu'au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

- Il est proposé de créer 4 emplois permanents à temps complet permettant le reclassement obligatoire sur ces nouveaux postes d'agents inaptes à leur fonction :
  - Un emploi de gestionnaire des demandes d'usagers, ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
  - Deux emplois d'assistant(e)s administratif(ve)s, ouverts aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et des rédacteurs territoriaux ;
  - Un emploi d'agent technique, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

- Pour garantir la mise en œuvre du projet d'établissement 2023-2026 du Conservatoire Edgar VARESE adopté lors du Conseil Communautaire du 23 février 2023, des propositions ont été faites par la Direction du Conservatoire afin d'augmenter la visibilité de l'établissement, sa proximité avec les communes du territoire, et la variété de son offre (nouvelles activités), propices à attirer un nouveau public et à fidéliser les usagers actuels.

  A ce titre, il est proposé de créer quatre emplois permanents à temps non complet :
  - Un emploi d'enseignant dumiste (Dumi : Diplôme universitaire de musicien intervenant en milieu scolaire) à temps non complet (6/20e) ouvert au grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe ;
  - Un emploi de pianiste accompagnateur à temps non complet (10/20e) ouvert aux grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe et assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe ;
  - Un emploi d'enseignant de théâtre à temps non complet (2/20e) ouvert aux grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe et assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe ;
  - Un emploi de professeur de création à temps non complet (8/16e) ouvert au grade de professeur d'enseignement artistique de classe normale.

Au sein de MBA, les directrices de structures d'accueil du jeune enfant sont, soit à 100% en décharge administrative, c'est-à-dire exclusivement affectées à leurs missions de directrice ; soit partiellement en décharge, c'est-à-dire affectée à 50% à leurs missions de directrice, et 50% auprès des enfants.

- Pour permettre la décharge administrative à 100% des directrices des petites crèches de Bioux, Jeanton et Marbé, il est proposé de créer trois emplois permanents :
  - Deux emplois d'agent de crèche ou auxiliaire de puériculture à temps complet ouverts aux cadres d'emplois des adjoints techniques et auxiliaires de puériculture ;

- Un emploi d'agent de crèche ou auxiliaire de puériculture à temps non complet (17,5/35) ouvert aux cadres d'emplois des adjoints techniques et auxiliaires de puériculture.

- Pour permettre la décharge administrative à 100% de la directrice des deux petites crèches des Gautriats et des Tilleuls, il est proposé de créer un emploi de Directrice d'une petite crèche à temps complet ouvert aux cadres d'emplois des éducatrices de jeunes enfants, des infirmières en soins généraux et des puéricultrices.

- Pour permettre la décharge administrative de la directrice assurant la direction de la petite crèche de Crêches-sur-Saône, il est proposé de créer un emploi d'éducatrice de jeunes enfants en continuité de direction à temps complet ouvert au cadre d'emplois des éducatrices de jeunes enfants.

- La Direction des déchets et des mobilités exploite 6 déchèteries sur le territoire au sein desquelles 9 gardiens sont employés. Ces dernières années, le métier de gardien s'est professionnalisé et complexifié avec l'apparition de nouvelles filières de responsabilité élargie des producteurs (REP) : ils doivent planifier, coordonner et participer à l'exploitation et à l'entretien des sites ; superviser et contrôler les activités déléguées aux entreprises prestataires ; assurer la sécurité des usagers ; gérer les équipements et les matériels mis à disposition. Sur le terrain, ils sont l'image de la collectivité et de ce qu'elle entend mettre à disposition en terme de ressources auprès des usagers pour la gestion de leurs dépôts. En parallèle, du fait des absences des agents (congés annuels, arrêts maladie, etc.), le pool de gardiens en place actuellement suffit tout juste à affecter un agent par déchèterie ce qui ne permet pas d'assurer convenablement les missions attendues. Il est donc proposé de créer quatre emplois de gardiens de déchèteries afin de venir renforcer l'effectif existant.

Enfin, il est également proposé d'approuver que, conformément à l'article L332-8 du Code général de la fonction publique, les emplois figurant dans l'annexe à la délibération du 11 octobre 2018 portant recours à des agents contractuels sur emploi permanent, sont susceptibles d'être occupés par des agents contractuels sous réserve qu'aucun agent titulaire n'ait pu être recruté (Délibération n°4). Les agents contractuels seront rémunérés par référence à la grille indiciaire afférente au grade sur lequel ils sont recrutés. Les agents devront justifier d'une formation correspondante au poste occupé et avoir une expérience professionnelle avérée. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

DELIBERATION N°1 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs : Suppression de postes

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2017-030 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 modifiée portant création des emplois budgétaires,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'information de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA d'actualiser son tableau des effectifs,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Après en avoir délibéré,
Après interventions de MM. JOBARD, COGNARD et du Président,

Monsieur JOBARD se félicite de la création de postes pour accompagner la montée en puissance de MBA au service des habitants ; A ce sujet, il demande si MBA est confrontée à une augmentation de l'absentéisme comme l'explique le centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale (Journée des employeurs territoriaux sur cette thématique).

Messieurs COGNARD et le Président expliquent que l'absentéisme existe toujours mais il faut se féliciter d'avoir un taux inférieur au niveau national.

A l'unanimité,

SUPPRIME pour tenir compte des mobilités et besoins en matière de recrutement :
- 1 attaché et attaché principal et rédacteur et rédacteur principal de 2e classe et rédacteur principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 adjoint technique et adjoint technique principal de 2e classe et adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 attaché et attaché principal et rédacteur et rédacteur principal de 2e classe et rédacteur principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 professeur d'enseignement artistique de classe normale à temps non complet (6/16e) ;
- 1 professeur d'enseignement artistique de classe normale à temps non complet (8/16e) ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (8/20e) ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe à temps non complet (11/20e) ;
- 1 éducateur de jeunes enfants à temps complet ;
- 1 technicien principal de 2e classe à temps complet ;
- 1 adjoint territorial d'animation principal de 2e classe à temps complet ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe à temps non complet (12,5/20e) ;
- 1 éducateur de jeunes enfants à temps complet ;
- 1 ingénieur et ingénieur principal et ingénieur en chef et attaché et attaché principal à temps complet ;
- 1 auxiliaire de puériculture de classe normal à temps complet ;
- 1 infirmier en soins généraux à temps complet ;
- 1 attaché et attaché principal et rédacteur et rédacteur principal de 2e classe et rédacteur principal de 1ère classe et ingénieur et ingénieur principal à temps complet ;
- 1 auxiliaire de puériculture de classe normale ou auxiliaire de puériculture de classe supérieure ou adjoint technique ou adjoint technique principal de 2e classe ou adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet (17,5/35e) ;
- 1 adjoint administratif à temps non complet (9/35e) ;
- 1 éducateur de jeunes enfants à temps complet.

DELIBERATION N°2 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs : Création de postes

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2017-030 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 modifiée portant création des emplois budgétaires,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'information de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA d'actualiser son tableau des effectifs,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de MM. JOBARD, COGNARD et du Président,
A l'unanimité,

CRÉE pour tenir compte des mobilités et besoins en matière de recrutement :
- 1 attaché et attaché principal et attaché hors classe à temps complet ;
- 1 adjoint technique et adjoint technique principal de 2e classe et adjoint technique principal de 1ère classe et agent de maîtrise et agent de maîtrise principal à temps complet ;
- 1 rédacteur et rédacteur principal 2ème classe et rédacteur principal 1ère classe et adjoint administratif et adjoint administratif principal de 2e classe et adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet
- 1 professeur d'enseignement artistique de classe normale à temps non complet (12/16e) ;
- 1 professeur d'enseignement artistique de classe normale à temps non complet (12/16e) ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (10/20e) ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (11/20e) ;
- 1 éducateur de jeunes enfants et éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet ;
- 1 attaché et rédacteur et rédacteur principal de 2e classe et rédacteur principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 adjoint technique et adjoint technique principal de 2e classe et adjoint technique principal de 1ère classe et adjoint d'animation et adjoint d'animation principal de 2e classe et adjoint d'animation principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe et assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (12,5/20e) ;
- 1 éducateur de jeunes enfants et éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle et infirmier en soins généraux et infirmiers en soins généraux hors classe et puéricultrice et puéricultrice hors classe à temps complet ;
- 1 administrateur territorial et attaché et attaché principal et attaché hors classe à temps complet ;
- 1 auxiliaire de puériculture de classe normale et auxiliaire de classe supérieure à temps complet ;
- 1 éducateur de jeunes enfants et éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle et infirmier en soins généraux et infirmiers en soins généraux hors classe et puéricultrice et puéricultrice hors classe à temps complet ;
- 1 attaché et attaché principal et rédacteur et rédacteur principal de 2e classe et rédacteur principal de 1ère classe et ingénieur et ingénieur principal et technicien et technicien principal de 2e classe et technicien principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 auxiliaire de puériculture de classe normale ou auxiliaire de puériculture de classe supérieure ou adjoint technique ou adjoint technique principal de 2e classe ou adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 rédacteur et rédacteur principal 2ème classe et rédacteur principal 1ère classe et adjoint administratif et adjoint administratif principal de 2e classe et adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 éducateur de jeunes enfants et éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle et infirmier en soins généraux et infirmiers en soins généraux hors classe et puéricultrice et puéricultrice hors classe à temps complet.

DELIBERATION N°3 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs : Création d'emplois permanents à temps complet et non complet

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les statuts de MBA,

Vu la délibération n°2017-030 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 modifiée portant création des emplois budgétaires,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'information de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA d'actualiser son tableau des effectifs,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de MM. JOBARD, COGNARD et du Président,
A l'unanimité,

CRÉE 19 emplois permanents à temps complet et à temps non complet dont :
- 1 emploi de « chargé de mission attractivité du territoire » à temps complet, ouvert aux cadres d'emplois des techniciens territoriaux et rédacteurs territoriaux, et aux grades d'attaché, attaché principal, ingénieur et ingénieur principal ;
- 1 emploi de « chargé de patrimoine » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et aux grades d'ingénieur et ingénieur principal ;
- 1 emploi d'« assistant administratif » à temps complet, ouvert aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux et rédacteurs territoriaux ;
- 1 emploi d'« assistant administratif » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- 1 emplois de « gestionnaire des demandes des usagers » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- 1 emploi d'« agent technique » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;
- 1 emploi d'« enseignant dumiste » à temps non complet (6/20e), ouvert au grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe ;
- 1 emploi de « pianiste accompagnateur » à temps non complet (10/20e), ouvert aux grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe et assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe ;
- 1 emploi d'« enseignant de théâtre » à temps non complet (2/20e), ouvert aux grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2e classe et assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe ;
- 1 emploi de « professeur de création » à temps non complet (8/16e), ouvert au grade de professeur d'enseignement artistique de classe normale ;
- 1 emploi de « directrice d'une petite crèche » à temps complet, ouvert aux cadres d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, infirmiers territoriaux en soins généraux et puéricultrices territoriales ;
- 1 emploi d'« éducateurs de jeunes enfants en continuité de direction » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;
- 2 emplois d'« auxiliaire de puériculture/agent de crèche » à temps complet, ouverts aux cadres d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux et adjoints techniques territoriaux ;
- 1 emploi d'« auxiliaire de puériculture/agent de crèche » à temps non complet (17,5/35e), ouvert aux cadres d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux et adjoints techniques territoriaux ;
- 4 emplois de « gardien de déchèterie » à temps complet, ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

A ce titre, ces emplois seront occupés par des fonctionnaires titulaires, ou, conformément à l'article L332-14 du Code général de la fonction publique, par des contractuels. La

rémunération et le déroulement de la carrière correspondront aux cadres d'emplois concernés ;

MODIFIE en conséquence l'annexe à la délibération n°2017-030 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 jointe en annexe ;

AUTORISE le Président à signer les documents afférents à la présente délibération et à effectuer toutes les formalités correspondantes.

DELIBERATION N°4 : Ressources humaines : Actualisation du tableau des effectifs : Recours à des agents contractuels sur emploi permanent

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération n°2017-030 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 modifiée portant création des emplois budgétaires,
Vu la délibération n°2018-149 du Conseil Communautaire du 11 octobre 2018 modifiée portant recours à des agents contractuels sur emploi permanent,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'information de la commission n°5 « Collecte et valorisation des déchets » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA d'actualiser son tableau des effectifs,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
Après interventions de MM. JOBARD, COGNARD et du Président,
A l'unanimité,

APPROUVE, conformément aux articles L332-8 et L332-9 du Code général de la fonction publique, que les emplois permanents figurant en annexe, sont susceptibles d'être occupés de manière permanente par des agents contractuels sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté. Les agents contractuels seront rémunérés par référence à la grille indiciaire afférente au grade sur lequel ils sont recrutés. Les agents devront justifier d'une formation correspondante au poste occupé et avoir une expérience professionnelle avérée. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans ;

AUTORISE le Président à signer les contrats afférents et à effectuer toutes les formalités correspondantes.

Rapport 30 : Ressources humaines : Revalorisation du budget master-class et jurys de concours pour le Conservatoire Edgar VARESE

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

Le Conservatoire Edgar VARESE met en place annuellement des master-class et jurys de concours dans le cadre de vacations.

L'annexe à la délibération portant recrutement des vacataires pour l'année 2023 prévoit les montants des master-class et jurys de concours comme suit :

- 150 € brut par vacation (3h00) pour les master-class ;
- 27.50 € brut de l'heure pour les jurys de concours.

Malgré la revalorisation du point d'indice et les différentes augmentations du SMIC, les montants des master-class et jurys de concours n'ont pas évolué depuis 2017 et pénalisent le Conservatoire qui a du mal à recruter des intervenants, notamment pour des cours d'histoire de la danse et les cours d'Analyse Fonctionnelle du Corps dons le Mouvement Dansé, nécessaires à la validation du Diplôme d'Etudes Chorégraphiques.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Revaloriser à compter du 1er novembre 2023 les montants des master-class et jurys de concours à hauteur de 33%, soit :
    - 200 € brut par vacation (3h00) pour les master-class ;
    - 36.58 € brut de l'heure pour les jurys de concours.
- Modifier en conséquence l'annexe à la délibération n°2022-241 du 15 décembre 2022 portant recrutement des vacataires pour l'année 2023, jointe en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu la délibération n°2022-241 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2022 portant recrutement des vacataires pour l'année 2023,
Vu la délibération n°2023-203 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 portant décision modificative n°2 du budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant la nécessité pour MBA de recruter des vacataires,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

REVALORISE à compter du 1er novembre 2023 les montants des master-class et jurys de concours à hauteur de 33%, soit :
- 200 € brut par vacation (3h00) pour les master-class ;
- 36.58 € brut de l'heure pour les jurys de concours.

MODIFIE en conséquence l'annexe à la délibération n°2022-241 du 15 décembre 2022 portant recrutement des vacataires pour l'année 2023, jointe en annexe.

Rapport 31 : Ressources humaines : Approbation de l'adhésion de la commune de Prissé au 1er janvier 2024 et approbation des conventions entre MBA et les communes adhérant au Service informatique mutualisé à compter du 1er janvier 2024

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

Depuis le 1er janvier 2022, des missions d'assistance informatique sont assurées par un service commun entre MBA et les communes membres intéressées. Au total, cinq communes adhèrent au Service informatique mutualisé : Hurigny, Senozan, Solutré-Pouilly, Saint-Laurent-sur-Saône et Fuissé.

Les conventions entre MBA et les communes arriveront à échéance au 31 décembre 2023.

En outre, la commune de Prissé a formulé le souhait d'adhérer au Service informatique mutualisé.

La tarification du service demeure inchangée, soit 1 € par habitant.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Approuver l'adhésion de la commune de Prissé au Service informatique mutualisé,
- Approuver les conventions entre MBA et les communes adhérant au Service informatique mutualisé pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2024, renouvelables tacitement deux fois 12 mois, jointes en annexe,
- Autoriser le Président ou son représentant à les signer.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-4-2,
Vu la délibération n°2021-259 du Conseil Communautaire du 9 décembre 2021 portant création d'un service informatique commun et approbation de la convention afférente à signer avec les communes volontaires,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant l'intérêt de pérenniser l'action du service informatique mutualisé de MBA auprès des communes volontaires,
Vu la demande de la commune Prissé d'intégrer le service informatique mutualisé de MBA,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE l'adhésion de la commune de Prissé au Service informatique mutualisé ;

APPROUVE les conventions entre MBA et les communes (Hurigny, Senozan, Solutré-Pouilly, Saint-Laurent-sur-Saône, Fuissé et Prissé) adhérant au Service informatique mutualisé jointes en annexe, pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2024, renouvelables tacitement deux fois 12 mois,

AUTORISE le Président ou son représentant à les signer.

Rapport 32 : Ressources humaines : Actualisation des indemnités des assistantes maternelles

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

Le Conseil Communautaire, lors de la séance du 30 juin 2022, a approuvé les indemnités et primes versées aux assistant(e)s maternel(le)s.

Pour rappel, l'indemnité d'entretien, destinée à rembourser les frais engagés pour garder l'enfant est de 5.25 € par jour et par enfant gardé.
Egalement, lorsqu'un repas est fourni pour l'enfant accueilli, une indemnité de repas égale à 5 € par jour et par enfant gardé en journée complète est versée en complément du salaire.

Afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation sur les denrées alimentaires, le Conseil Communautaire est invité à :

- Revaloriser ces deux indemnités à compter du 1er novembre 2023 :
    - Soit une indemnité d'entretien à hauteur de 6.31 € par jour et par enfant gardé ;
    - Soit une indemnité de repas à hauteur de 5.20 € par jour et par enfant gardé en journée complète,
- Modifier en conséquence l'annexe à la délibération n°2017-36 du 2 février 2017 modifiée portant régime indemnitaire des agents communautaires, jointe en annexe.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L421-1 et suivants et L422-1 et suivants,
Vu les statuts de MBA, et notamment la compétence supplémentaire « action sociale d'intérêt communautaire »,
Vu la délibération n°2018-155 du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018 modifiée définissant d'intérêt communautaire,
Vu la délibération n°2017-036 du Conseil Communautaire du 2 février 2017 modifiée portant régime indemnitaire des agents communautaires,
Vu la délibération n°2022-130 du Conseil Communautaire du 30 juin 2022 portant statut des assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s sous contrat
Vu la délibération n°2023-203 du Conseil Communautaire du 19 octobre 2023 portant décision modificative n°2 du budget principal,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 4 octobre 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ATTRIBUE une indemnité :

- d'entretien à hauteur de 6.31 € par jour et par enfant gardé ;
- de repas à hauteur de 5.20 € par jour et par enfant gardé en journée complète ;

MODIFIE en conséquence l'annexe à la délibération n°2017-36 du 2 février 2017 modifiée portant régime indemnitaire des agents communautaires, jointe en annexe.

Synthèse 33 : Ressources humaines : Désignation du référent déontologue des élus et adhésion à la mission d'assistance et de conseil du CDG71

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

A l'instar de la loi dite « déontologie » du 20 avril 2016 qui crée le droit pour tous les agents exerçant dans la Fonction Publique de consulter un référent déontologue, la loi dite « 3DS » du 21 février 2022 institue un droit pour tout élu local de consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques figurant dans la charte de l'élu local.

Il incombe au Conseil Communautaire de MBA mais également à chaque conseil municipal de désigner un référent, de préciser la durée d'exercice de ses fonctions, les modalités de sa

saisine et de l'examen de celle-ci ainsi que les conditions dans lesquelles les avis sont rendus ainsi que les éventuelles modalités de rémunération et de remboursement de frais.

Suite à la décision du 14 mars 2023 du Conseil d'Administration du Centre de gestion de Saône-et-Loire d'acter le principe de déploiement d'une mission de « référent déontologue pour les élus », le Conseil Communautaire a, par délibération du 6 avril 2023, acté le principe du recours à la mission « référent déontologue pour les élus » proposée par le Centre de gestion, sous réserve des conditions proposées par celui-ci par une convention.

Par délibération du 20 juin 2023, le Conseil d'Administration du Centre de gestion de Saône-et-Loire a décidé de proposer des référents déontologues reconnus pour leur expérience et leurs compétences et une mission d'assistance et de conseil permettant de prendre en charge l'ensemble des démarches.

Il revient nécessairement au Conseil Communautaire de MBA de désigner les référents déontologues pour les élus et de confier au Centre de gestion une mission d'assistance et de conseil.

Le Conseil Communautaire est invité à :
- Désigner en qualité de référents déontologues des élus, les personnes suivantes :
    - Monsieur Stéphane BARTEAUX, magistrat administratif* ;
    - Monsieur Christian BAUZERAND ; magistrat administratif ;
    - Madame Pascaline BOULAY, magistrat administratif ;
    - Madame Aurore GRANERO, maître de conférences en droit public ;
    - Monsieur Xavier MONLAÜ, magistrat administratif ;

  Cette liste pourra évoluer, pendant toute la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le Centre de gestion ;
- Fixer à six ans la durée d'exercice de leurs fonctions ;
- Fixer les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe ;
- Autoriser le Président ou son représentant à signer la convention afférente.

***** spécialiste du droit public, tranche les litiges entre l'administration et les citoyens. Il concilie la défense des droits individuels, l'intérêt général et la bonne gouvernance.

DELIBERATION

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L1111-1-1,
Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L452-40,
Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
Vu les statuts de MBA,
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de Saône-et-Loire du 14 mars 2023 relative au principe de déploiement d'une mission de référent déontologue pour les élus,
Vu la délibération n°2023-105 du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 portant adhésion de principe à la mission référent déontologue de l'élu local du Centre de Gestion de Saône-et-Loire,
Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de Saône-et-Loire du 20 juin 2023, relative à la mission de conseil et d'assistance proposée aux collectivités,
Vu l'avis du Bureau Permanent du 13 septembre 2023,
Vu l'information de la Conférence des Maires du 28 septembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission n°1 « Finances et Ressources humaines » du 3 octobre 2023,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023,

Le rapporteur entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DESIGNE en qualité de référents déontologues des élus, les personnes suivantes :

- Monsieur Stéphane BARTEAUX, magistrat administratif ;
- Monsieur Christian BAUZERAND, magistrat administratif ;
- Madame Pascaline BOULAY, magistrat administratif ;
- Madame Aurore GRANERO, maître de conférences en droit public ;
- Monsieur Xavier MONLAÜ, magistrat administratif ;

Cette liste pourra évoluer, pendant toute la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le Centre de gestion ;

FIXE à six ans la durée d'exercice de leurs fonctions ;

FIXE les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe ;

AUTORISE le Président ou son représentant à signer la convention afférente.

2. INFORMATION

Ressources humaines : Renouvellement de la convention de mise à disposition de personnels, locaux et matériels entre MBA et l'association « Mâcon Symphonies »

RAPPORTEUR : JEAN-FRANÇOIS COGNARD

Lors du transfert du conservatoire à la CAMVAL, « Mâcon Symphonies » a continué d'être gérée sous forme associative tout en poursuivant ses activités dans les locaux et avec le matériel du Conservatoire communautaire. L'association « Mâcon Symphonies » bénéficie également de la mise à disposition de personnel de MBA.

Afin de concrétiser le renouvellement de cette mise à disposition individuelle, il sera proposé au Bureau Permanent d'approuver la convention de mise à disposition de personnels, locaux et matériels entre MBA et l'association « Mâcon Symphonies », pour une durée de trois ans.

3. DECISIONS DU BUREAU ET DU PRESIDENT PRISES SUR DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L5211-10 DU CGCT.

RAPPORTEUR : PRESIDENT

Le Conseil prend acte des décisions du Bureau et du Président, prises sur délégation du Conseil pour la période du 15 juin au 5 octobre 2023.

Il est également informé des marchés passés par MBA, compris entre 5 000 et 40 000 € H.T. sur la période du 15 juin au 5 octobre 2023.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h55.

Le Président,

Jean-Patrick COURTOIS

Le secrétaire de séance,

Alexandre VUILLOT

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Jeudi 7 décembre 2023 à 18H30

ELECTION DU 14ème VICE-PRESIDENT DE MBA

1er tour :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote :	
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :	74
Bulletins blancs :	10
Bulletins nuls :	2
Exprimés :	
Majorité absolue :	32
Ont obtenu :	
Mme Brochethe	62

M me BROCHETTE. , ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé(e) élu(e) 14ème Vice-president(e) de MBA.

Ou

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, il y a lieu de procéder à un deuxième tour de scrutin.

2ème tour :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote :	
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :	
Bulletins blancs :	
Bulletins nuls :	
Exprimés :	
Majorité absolue :	
Ont obtenu :	

M , ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé(e) élu(e) 14ème Vice-president(e) de MBA.

Ou

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il y a lieu de procéder à un troisième tour de scrutin.

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

3ème tour :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote :	
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne :	
Bulletins blancs :	
Bulletins nuls :	
Exprimés :	
Ont obtenu :	

M , ayant obtenu la majorité relative des suffrages exprimés, est proclamé(e) élu(e) 14ème Vice-president(e) de MBA.

Ou

M et M , ayant obtenu un nombre identique de suffrages exprimés, le plus âgé des candidats, M est proclamé(e) élu(e) 14ème Vice-president(e) de MBA.

Le Président,	*Les assesseurs,*	*Le secrétaire,*
Jean-Patrick COURTOIS	Jacques TOURNY. Alexandre VUILLOT	Alexandre VUILLOT

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION

Ex-SITEAM

Département de Saône-et-Loire

Avenant n°3

Au contrat de concession de service public de l'assainissement collectif

suez

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Mâconnais Beaujolais Agglomération

Désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »,
Représentée par son Le Vice-Président en charge de l'assainissement, Monsieur Dominique DEYNOUX, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Communautaire en date du 7 décembre 2023,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part

ET,

La société SUEZ Eau France,

Société au capital de 422.224.040 euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 410 034 607, ayant son siège social Tour CB21, 16, Place de l'Iris 92040 PARIS LA DEFENSE,
Représentée par **Madame Emilie LE GOFF** agissant en qualité de Directrice d'Agence Saône et Loire Jura, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Concessionnaire »

d'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSÉ PRÉALABLE

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) a pris la compétence eau et assainissement en lieu et place de l'Ex SITEAM, Syndicat Intercommunal de Traitement des Effluents de l'Agglomération Mâconnaise. Par contrat d'Affermage ayant pris effet le 1er juillet 2017 et enregistré en Préfecture de Saône-et-Loire le 19 mai 2017, le SITEAM avait confié la gestion de son service public de l'assainissement collectif à SUEZ Eau France.
La date d'échéance dudit contrat est fixée au 30 juin 2027.

Un premier avenant correctif a pris effet le 9 août 2018.
Un deuxième à mi-contrat le 24 novembre 2022.

Le contexte du présent avenant est le suivant :

Evolution de la filière boues

L'épandage est l'actuelle filière exclusive de traitement des boues de la station d'épuration de Mâcon. Or cette filière nécessite de pouvoir stocker les boues pendant les périodes de l'année où l'épandage n'est pas possible, avec des surfaces occupées et des nuisances olfactives associées.

Dernièrement, le stockage des boues sur la plateforme de la station d'épuration a engendré des plaintes des riverains et des remarques de la Police de l'Eau, c'est pourquoi la Collectivité cherche des solutions permettant de suspendre, le temps de trouver d'autres exutoires, le stockage des boues sur site.

Elle souhaite donc faire appel au compostage, par l'intermédiaire du Concessionnaire.

Par conséquent, conformément à l'article 62 – « Révision des conditions techniques et financières », la clause de révision portant sur la modification de la filière d'évacuation des boues, qui est actuellement l'épandage, est activée.

Il convient d'intégrer le surcoût lié au compostage des boues par le biais du présent avenant.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- D'intégrer au contrat un prix représentant le surcoût à la tonne de boues compostées par rapport au coût de traitement en épandage initialement prévu dans le compte d'exploitation prévisionnel ;

Article 2. Exploitation de la file boue

L'article 39 du contrat, paragraphe « **Obligations »** est complété comme suit :

Lorsque le stockage ou l'épandage des boues ne sera pas possible, les boues seront envoyées en centre de compostage pour traitement. Le Délégataire établira une facture trimestriellement à la Collectivité sur la base de la quantité de boues évacuées en compostage au tarif prévu pour le surcoût de cette prestation, à savoir :

- **17,30 € H.T./tonne de boues compostées (valeur 2023) soit 14,30 € H.T./T en valeur de base du contrat.**

Ce prix sera indexé chaque année selon la formule de révision Kn prévue à l'article 59 du contrat. La première indexation interviendra au 1er janvier 2025, c'est donc le tarif de 17,30 € H.T./T qui s'appliquera sur 2023 et 2024.

Article 3. Date d'effet et autres clauses

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification par la Collectivité au Concessionnaire ou à la date de visa de dépôt en Préfecture si cette date est postérieure.

Toutes les dispositions du Contrat d'Affermage non expressément modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait à le……..

Pour la collectivité,
Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président en charge des finances
et de la commande publique,

Dominique DEYNOUX

Pour le concessionnaire,
La Directrice d'Agence

Emilie LE GOFF

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DANS LE CADRE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC EUROPARC SUD BOURGOGNE

Entre

Mâconnais Beaujolais Agglomération, représentée par sa 7ème vice-Présidente, Madame **Claude CANNET**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire du 07 décembre 2023,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71000 MACON,

Ci-après dénommée « la Collectivité concédante »,

D'une part,

ET

La Société **SEMA Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud (SEMA 71)** au capital de 5 466 093 €, inscrite au registre du Commerce de MÂCON sous le numéro B 419 287 982, représentée par sa Directrice Générale, **Madame Isabelle GAULIN,**

Ayant son siège social à MACON (71000) - 16, Rue Lamartine

Ci-après dénommée « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 1523 2 4°,
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CAMVAL en date du 14 avril 2011 décidant de confier la réalisation de l'opération d'aménagement dite "ZAC EUROPARC SUD BOURGOGNE" à la SEMA 71 dans le cadre d'une concession d'aménagement,
Vu l'avenant n°4 à la concession en date du 12 juin 2017 transférant la "ZAC EUROPARC SUD BOURGOGNE" à MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION et ceci suite à la délibération du 27 avril 2017.
Vu la convention d'avance signée le 26 juillet 2022.

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Mâconnais Beaujolais Agglomération a confié à la SEMA 71 par délibération en date du 14 avril 2011, l'aménagement de la "ZAC EUROPARC SUD BOURGOGNE".

La concession prévoit en son article 16.5 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaitre une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur sollicite le versement par la Collectivité concédante d'une avance remboursable, renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523 2 4° du Code général des collectivités territoriales. Le versement sera effectué selon les conditions prévues dans la convention d'avance à conclure avec le concessionnaire.

Cette convention a pour objet, en application de l'article L 1523 2 4° du CGCT de préciser les conditions de versement et de remboursement d'une avance de trésorerie effectuée par la Collectivité concédante à la SEMA 71, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée.

Le présent avenant a pour objet de reporter la date limite de remboursement de l'avance au regard des travaux restant à réaliser notamment ceux de la dernière partie de la rue Ampère.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

AVENANT n°1

L'article 3 est ainsi modifié :

ARTICLE 3 - DUREE - REMBOURSEMENT

L'avance consentie sera remboursée par la SEMA 71 à la Collectivité concédante pour 800 000 € en date du 31 décembre 2025.

Toutes les autres clauses de la convention d'avance de trésorerie dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC EUROPARC SUD BOURGOGNE demeurent inchangées.

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires originaux

Pour l'aménageur
La Directrice Générale

Isabelle GAULIN

Pour la Collectivité concédante
Pour le Président, et par délégation,
La 7ème vice-Présidente,

Claude CANNET

ZAC EN DAREZE



Bilan de clôture

SEMA 71

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIERES

I. SITUATION ADMINISTRATIVE 3
II. ETAT D'AVANCEMENT DE L'OPERATION..... 3
1) Foncier 3
2) Urbanisme 4
3) Environnement 4
4) Archéologie 4
5) Viabilisation 4
6) Commercialisation 4
III. FINANCEMENT 5
1) Emprunts 5
2) Avances 6
3) Participations 6
IV. BILAN FINANCIER PREVISIONNEL ……..... 6
V. BILAN FINANCIER FIN D'OPERATION 7

RAPPORT D'ACTIVITÉS au 31/12/2022

I. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'aménagement de la ZAC en Darèze a été confié par la commune de La Roche-Vineuse à la SEMA par Convention de Concession d'Aménagement signée le 7 août 2015, suite à une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2015 et ce au terme de la procédure engagée par le Conseil Municipal le 29 mai 2015.

Sa durée a été fixée à 7 ans, soit un achèvement prévisionnel fixé au 7 août 2022.

Au cours de cette même séance du 29 mai 2015, le Conseil Municipal de la commune de La Roche-Vineuse a approuvé le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de cette ZAC, créée par délibération du Conseil Municipal en date du 23 avril 2015, et ce au terme des études préalables pilotées par la SEMA dans le cadre de sa convention de mandat conclue le 29 avril 2014, suite à la décision du Maire en date du 28 mars 2014.

Le Cahier des Charges de Cession de Terrains et le Cahier des Limites de Prestations Techniques ont été approuvés par le Maire de La Roche-Vineuse le 13 octobre 2015.

En vertu de la loi NOTRE n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la compétence économique de la commune de La Roche-Vineuse a été transférée à Mâconnais Beaujolais Agglomération depuis le 1er janvier 2017. Pour acter ce transfert, un avenant tripartite à la convention de concession en cours a été signé le 24 mai 2017. MBA est désormais concédant de l'opération.

II. ETAT D'AVANCEMENT DE L'OPERATION

1) Foncier

L'ensemble des terrains inclus dans le périmètre de la ZAC a été acquis par la SEMA par acte notarié signé le 22 janvier 2016 en l'Étude de Maitre FROMONTEIL Notaire à La Roche-Vineuse, soit une superficie globale de 28 955 m².

2) Urbanisme

Il est rappelé que l'ensemble du périmètre de la ZAC est classé en zone 1 AUX au PLU modifié le 30 octobre 2015.

3) Environnement

Vu la demande formulée par la SEMA le 28 juillet 2015 au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement ainsi que le dossier présenté par la commune de La Roche-Vineuse pour le rejet des eaux pluviales de la ZAC via certaines parcelles privées hors périmètre de ladite ZAC, et vu les éléments complémentaires transmis par la SEMA le 25 août 2015, le Préfet de Saône-et-Loire a autorisé, par courrier du 31 août 2015, l'engagement des travaux de viabilité de la ZAC.

4) Archéologie

Le Service Régional de l'Archéologie a été contacté début septembre 2015 par la SEMA bien que compte tenu de la taille de l'opération cette saisine n'était pas obligatoire. Ce service a indiqué que le secteur n'était pas sensible du point de vue archéologie. Aucun diagnostic n'a donc été engagé.

5) Viabilisation

Au 31 décembre 2022, l'ensemble des travaux de viabilisation a été réalisé soit un investissement de l'ordre de 420 000 € H.T.
Il est à noter que la SEMA a participé en 2017 aux travaux de rabaissement de la chaussée de la route départementale en signant une convention avec le Département de Saône-et-Loire.

Un totem a été installé à l'entrée de la zone d'activités en 2019 pour signaler les entreprises installées.

6) Commercialisation

6.1 Les cessions réalisées

Au 31 décembre 2022, la SEMA a réalisé les cessions suivantes :

- Par acte du 25 juillet 2016, un terrain de 1 725 m² (7) à l'entreprise SOMMEREUX, Métallerie.

- Par acte du 19 septembre 2016, un terrain de 1 999 m² (6) à la société TEDDY'S PERFORMANCE, spécialisée dans le réglage des moteurs automobiles de haute performance et de commerces de pièces détachées pour véhicules très spécifiques (de préférence US).
- Par acte du 23 décembre 2016, un terrain de 7 074 m² (1) à la SARL NORMAND, viticulteur.

Le 28 décembre 2017, la menuiserie Messerli a acquis un terrain d'une surface de 2 000 m².

Le 28 décembre 2018, l'entreprise de Paysagiste MENDEZ a acquis un terrain d'une surface de 1 171 m².

Le 4 février 2019, l'entreprise de fabrication de compteur SoluWatt a acquis un terrain de 5 179 m².

Le 30 janvier 2020, l'entreprise de carrosserie Julien a acquis un terrain de 2 029 m².

6.2 Les cessions en cours

Il n'y a plus de surfaces à commercialiser.

Toutes les cessions réalisées sont détaillées dans le tableau « détail cessions ».

III. FINANCEMENT

1) Emprunts

Pour financer les travaux engagés, la SEMA a mobilisé fin novembre 2015, avec la garantie de la commune de La Roche-Vineuse (Conseil municipal du 18 septembre 2015), un prêt de 200 000 € amortissable sur une durée de 5 ans auprès de la Caisse d'Épargne de Bourgogne-Franche-Comté. Ce prêt a été contracté à taux révisable basé sur l'EURIBOR 3 mois majoré d'une marge de 1,80.

Aucun nouvel emprunt ne sera sollicité en 2023.

2) Avances

Au 31 décembre 2022 la SEMA n'a encaissé aucune avance.

Le déroulement de l'opération sur l'année 2023 ne prévoit pas le versement d'une avance de trésorerie.

3) Participations

Au 31 décembre 2022 la SEMA a encaissé une participation financière d'équilibre de **300 000 €** du concédant.

IV. BILAN FINANCIER PREVISIONNEL

Le bilan financier prévisionnel fin d'opération révisé au 31 décembre 2022 indique un montant total des dépenses de 689 506 € et un montant total des recettes de 736 292 € avec une participation financière d'équilibre de MBA de 300 000 € identique à celle prévue au bilan financier prévisionnel révisé au 31 décembre 2019.
➔ A noter que cette participation est une participation d'équilibre, sans affectation spécifique, donc n'entrant pas dans le champ d'application de la TVA.

Le bilan financier prévisionnel fin d'opération révisé au 31 décembre 2022 laisse apparaître un BONI. Des dépenses sont prévues en 2023. Ces dépenses sont liées à des reliquats de factures et à la clôture de l'opération. Le montant exact du BONI sera défini lors de la clôture de l'opération, prévue en fin d'année 2023.

V. BILAN FINANCIER FIN D'OPERATION

CONTRÔLE TRESORERIE

Solde trésorerie Situation 31/08/2022		**61 785,59 €**	
Flux de trésorerie restant à réaliser :			
Rémunération SEMA Restant à Facturer	-	**24 139,51 €**	
Rémunération 2021 forfaitaire			
Remunération de clôture	-	3 000,00 €	
50 % du reste à prendre en rémunération sur l'opération	-	21 139,51 €	
Frais divers Restant à verser	-	**4 080,00 €**	
Intérêts d'emprunt (échéance 2021 et ICNE)			
Honoraires mission liquidation Semaphores	-	4 080,00 €	*TTC*
Autres frais divers		- €	
Acquisitions		- €	
Taxe foncière		- €	
Travaux		- €	
Honoraires sur travaux		- €	
Fournisseurs et divers		- €	
TVA		**2 777,22 €**	
crédit de tva			
TVA à récupérer sur dépenses		2 777,73 €	
TVA à collecter sur recettes	-	0,51 €	
Recettes à encaisser		**- €**	
Cessions foncières		- €	
Financement à décaisser		**- €**	
Avances société			
Remboursement anticipé emprunt		- €	
Dettes Fournisseurs et Fiscales	-	**15 203,78 €**	
Retenues de garantie Fournisseurs	-	14 431,78 €	
Dettes fiscales	-	772,00 €	
Participation collectivité restant à percevoir		**- €**	
Participation affectée à remise équipements publics (juillet 2021)			
Participations affectées à la remise d'équipement			
Participation au cout global de l'opération			
Avance à rembourser		**- €**	
Solde à clôture de l'opération à restituer à la collectivité		**21 139,52 €**	

ANNEXES

ANNEXE 1 : BILAN FINANCIER

SEMA 71

Opération 131 ZAC EN DAREZE - LA ROCHE VINEUSE

	Bilan initial	Fin 2021 Année	2022 Année	Réalisé Total	2023 Jan-Juin	2023 Jui-Dec	2023 Année	2024 Année	Au delà	Bilan Nouveau
DEPENSES	674 685	623 698	29 332	653 031	30 000	6 475	36 475			689 506
10 ACQUISITIONS	141 630	128 520	65	128 585		75	75			128 660
20 ETUDES PREALABLES / FRAIS PRELIMINAIRES										
30 TRAVAUX	470 000	366 718	20 392	387 111	30 000		30 000			417 111
40 HONORAIRES TECHNIQUES		20 718	5 030	25 748		3 400	3 400			29 148
50 ASSURANCES										
60 FRAIS DE COMMERCIALISATION		33 104		33 104						33 104
70 FRAIS DIVERS		1 174	469	1 643						1 643
80 FRAIS FINANCIERS	17 425	14 961	120	15 081						15 081
90 FRAIS DE GESTION	45 630	58 503	3 256	61 759		3 000	3 000			64 759
RECETTES	662 675	693 127	43 164	736 292						736 292
10 CESSIONS	362 675	361 845		361 845						361 845
20 PARTICIPATIONS	300 000	331 282	42 840	374 122						374 122
30 SUBVENTIONS										
40 Remboursements préfinancement										
50 PRODUITS		324		325						325
FINANCEMENT	200 000	200 000		200 000						
AMORTISSEMENTS										200 000
10 EMPRUNTS	200 000	200 000		200 000						200 000
20 AVANCE										
30 TVA										
MOBILISATIONS										200 000
10 EMPRUNTS	200 000	200 000		200 000						200 000
20 AVANCE										
30 TVA										

ANNEXE 2 : ACQUISITIONS

SEMA / LA ROCHE VINEUSE / ZAC - "EN DARÈZE"

OPERATION N° 131

ETAT DES ACQUISITIONS (ACTES SIGNÉS)

VENDEUR	DATE ACTE	CADASTRE	SURFACE (m2)	PRIX en €	dont TVA	MONTANT REGLE	DATE REGLT	OBSERVATIONS	PU €/m2
INDIVISION LUQUET	22-janv-16	C 587	8 119	28 417,00	0,00	28 417,00	22-févr-16	-	3,50
PERRAUD	22-janv-16	C 589 - 591	4 000	14 000,00	0,00	14 000,00	22-févr-16	-	3,50
CHANUT	22-janv-16	C 464 - 466 - 583	3 699	12 947,00	0,00	12 947,00	22-févr-16	-	3,50
SC BIRMANDREIS HYDRA N°14	22-janv-16	C 581 - 585	6 281	21 952,00	0,00	21 952,00	22-févr-16	-	3,49
GFA DU DOMAINE DU VIEUX SORLIN	22-janv-16	C 470	4 753	16 640,00	0,00	16 640,00	22-févr-16	-	3,50
INDIVISION GAILLARD	22-janv-16	C 468	2 103	7 361,00	0,00	7 361,00	22-févr-16	CONVENTION INDEMNITAIRE 1 580 €	3,50
TOTAUX			28 955,00	101 317,00	0,00	101 317,00			

ETAT DES PROMESSES SIGNÉES

VENDEUR	DATE PROMESSE	CADASTRE	SURFACE (m2)	PRIX PRINCIPAL	DATE LIMITE	DATE EFFECTIVE	OBSERVATIONS	PU €/m2
TOTAUX			0,00	0,00				

ETAT DES PROMESSES RESTANT À RECUEILLIR

VENDEUR	DATE PROMESSE	CADASTRE	SURFACE (m2)	PRIX PRINCIPAL	DATE LIMITE	DATE EFFECTIVE	OBSERVATIONS	PU €/m2
TOTAUX			0,00	0,00				

SEMA mai-20

ANNEXE 3 : CESSIONS

SEMA / LA ROCHE VINEUSE / ZAC - "EN DARÈZE"

OPERATION N° 131

ETAT DES CESSIONS

ACQUEREUR	DATE ACTE	CADASTRE	SURFACE (m2)	PRIX en €	dont TVA	MONTANT REGLE	DATE REGLT	OBSERVATIONS	PU HT
SOMMEREUX	25-juil.-16	C 599,604	1 725,00	33 982,48	4 657,48	2 941,00	01-juil-16	AC COMPROMIS	17,00
						31 041,48	25-juil-16	SOLDE ACTE	
CLAUDE MONNIER	19-sept-16	C 605,608	1 999,00	39 380,28	5 397,28	3 396,60	01-juil-16	AC COMPROMIS	17,00
						35 983,68	19-sept-16	SOLDE	
SARL SYLVAINE ET ALAIN NORMAND	23-déc-16	C 600,601,606,611 614,616,597	7 074,00	144 309,60	24 051,60	12 155,00	08-févr-16	AC COMPROMIS	17,00
						132 154,60	23-déc-16	SOLDE ACTE	
MESSERLI (MENUISERIE)	28-déc-17	à détacher de C 585 587,00	2 000,00	40 800,00	6 800,00	3 400,00	14-avr-17	AC COMPR	17,00
						37 400,00	28-déc-17	SOLDE ACTE	
MENDEZ PERRIER	28-déc-18	à détacher de C615p, 617p, 596p, 468p	1 278,00	26 071,20	4 345,20	2 172,60	13-août-18	AC COMPR	17,00
						23 898,60	28-déc-18	SOLDE ACTE	
SCI ASMDE M.Delavenne	07-févr-19	à détacher de C 464(p) 466 (p) 468(p) 596(p) 617(p)	5 180,00	105 672,00	17 612,00	8 806,00	07-févr-19	SOLDE ACTE	17,00
SCI DES FRERES JULIEN	30/01/2020	C n°587p, 589p	2 029,00	41 391,60	6 898,60	3 449,30	19-avr-19	AC COMPR	17,00
						37 942,30	31-janv-20	SOLDE ACTE	
TOTAUX			21 285,00	431 607,16	69 762,16	334 741,16			

ETAT DES COMPROMIS EN COURS

ACQUÉREUR	DATE COMPROMIS	CADASTRE	SURFACE (m2)	PRIX en €	dont TVA	MONTANT REGLE	DATE REGLT	OBSERVATIONS	PU HT
TOTAUX			0,00	0,00	0,00	0,00			

TOTAL 21 285

SEMA mai-20

ANNEXE 4 : PARTICIPATIONS DU CONCÉDANT

ETAT DES PARTICIPATIONS

131

COMMUNE LA ROCHE VINEUSE

OPERATION ZAC EN DAREZE

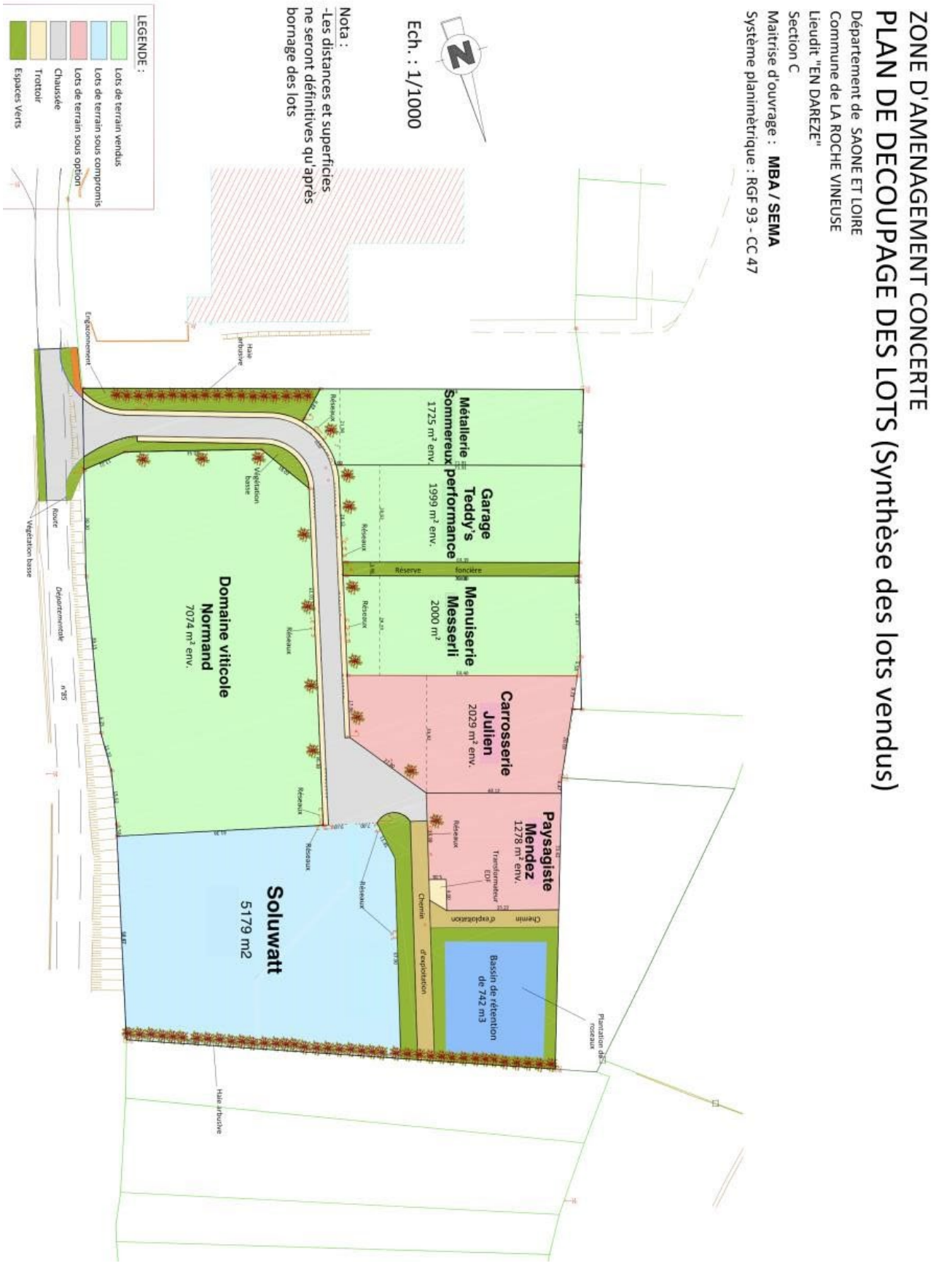
MODE CONCESSION

CONVENTION 07/08/2015 CONCESSION

DATE DEMANDE	MONTANT DEMANDÉ	MONTANT VERSÉ	DATE VERSEMENT	ORIGINE	COMMENTAIRES
18-avr-16	42 860,00	42 860,00	13-juin-16	LA ROCHE VINEUSE	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 1
04-mai-17	42 860,00	42 860,00	30-juin-17	MBA	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 2
02-août-18	42 860,00	42 860,00	3-oct-18	MBA	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 3
25-nov-19	42 860,00	42 860,00	11-déc-19	MBA	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 4
02-nov-20	42 860,00	42 860,00	1-déc-20	MBA	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 5
05-juil-21	42 860,00	42 860,00	2-août-21	MBA	PARTICIPATION D'ÉQUILIBRE AC 6
06-juil-22	42 840,00	42 840,00	1-sept-22	MBA	PARTICIPATION D'EQUILIBRE AC 7
TOTAUX	300 000,00	300 000,00			

DATE DE MISE A JOUR sept-23

ANNEXE 5 : PLAN



ANNEXE 6 : POINT COMPTABLE DETAILLE

SEMAPHORES
GROUPE ALPHA

SEMA

Assistance à la clôture comptable de l'opération ZAC en Darèze La Roche Vineuse

18/09/2023

Clément PERRIN / François JACQUES



Sémaphores Expertise SA
SA au capital de 1 784 415 €
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre
de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Bureau : Immeuble Le Green • 241 rue Garibaldi • 69422 Lyon cedex 3
Tél. 04 78 63 78 50

Siège social : 20/24 rue Martin Bernard • 75013 Paris
Tél. +33 (0)1 53 62 70 00 • 388 269 045 RCS Paris
Numéro d'identification intracommunautaire FR 10 388 269 045

Une société du Groupe Alpha
BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE • METZ • MONTPELLIER
NANTES • NOUMÉA • ORLÉANS • PARIS • ROUEN
SAINT-DENIS DE LA RÉUNION • TOULOUSE

1. Préambule

La commune de la ROCHE VINEUSE a confié en 2015 à la SEMA, dans le cadre d'une concession d'aménagement, l'opération d'aménagement ZAC « En Darèze »

La durée de la concession est de 7 ans prorogeable.

L'opération d'aménagement étant achevée et le contrat de concession arrivant à son terme, un bilan de clôture à réaliser.

Dans ce contexte, la société SEMA a confié à Sémaphores Expertise une mission d'assistance à la clôture comptable de l'opération d'aménagement ZAC « En Darèze ». La mission consiste notamment, à établir les documents de pré-clôture auprès de la ville de la ROCHE VINEUSE, à préparer les éléments comptables du dossier de clôture définitif, à établir les documents de transfert et à s'assurer que les documents transmis à la collectivité sont cohérents avec ces éléments comptables.

La mission comprend également l'assistance dans le traitement fiscal des opérations de liquidation en fonction des arbitrages pris par les parties et à cet effet la participation à la réunion de décisions.

A ce titre, Sémaphores Expertise réalisera en concertation avec la SEMA et sur la base des éléments inscrits en comptabilité à ce jour, un projet de bilan de clôture pour l'opération ZAC « En Darèze »

Dans ce cadre et sur la base du rapprochement de la balance générale de l'opération avec les éléments de l'état de gestion, les travaux suivants seront mis en œuvre :

- Contrôle de conformité du calcul de la rémunération imputée à l'opération au regard de la convention et ses avenants éventuels ;
- Évaluation des dernières recettes et dépenses sur l'opération en concertation avec la SEMA ;
- Justification des créances et des dettes ;
- Contrôle du solde de trésorerie de l'opération ;
- Contrôle des postes de TVA ;
- Vérification et contrôle des sommes versées par les Collectivités locales : participations, créances, remboursements de dépenses ;
- Propositions des régularisations et corrections comptables afin d'établir le bilan de clôture définitif ;
- Participation à une réunion de synthèse avec la collectivité permettant d'exposer les modalités de la clôture de l'opération (options fiscales possibles, problématiques de financement…).

2. Contrôles comptables

2.1. Contrôle de la rémunération imputée à l'opération

2.1.1. Modalités conventionnelles de calcul de la rémunération

Le contrat de concession d'aménagement signé en date du 27 juillet 2015 prévoit dans son article 19.2, pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement que l'aménageur pourra imputer ses charges calculées comme suit :

Extrait de l'article 19.2 de la convention de concession :

- Pour les tâches d'acquisitions : 4% des dépenses d'acquisitions en ce compris les frais ;
- Pour les tâches de suivi technique liées à la réalisation des travaux : 4% des dépenses TTC de travaux ;
- Pour les tâches de commercialisation : 4% des montants TTC fixés dans les actes de cessions, concession d'usage ou locations à long terme aux utilisateurs ;
- Un forfait minimum annuel de 5 000 € dans le cas où la rémunération proportionnelle serait inférieure à ce montant ;
- Pour la tâche de liquidation après expiration du présent contrat un montant de 3 000 € forfaitaire ne comprenant pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération.

2.1.2. Contrôle de la rémunération imputée sur l'opération à fin 2022

Cadrage global rémunération avec Bilan et compta et dispositions conventionnelles		
Ref convention	**Année**	**Compta**
Art 19.2	2015	1 983,70 €
Art 19.2	2016	28 648,43 €
Art 19.2	2017	6 021,98 €
Art 19.2	2018	5 382,92 €
Art 19.2	2019	5 478,66 €
Art 19.2	2020	5 488,63 €
Art 19.2	2021	5 498,60 €
Art 19.2	2022	3 256,38 €
	totaux	**61 759,30**
	Poste Bilan rem opéra	61 759,30
	ecart	0,00

Les rémunérations de la SEMA ont été imputées et comptabilisées conformément au contrat.

2.1.3. Conclusion sur les rémunérations

La comptabilisation des rémunérations est conforme au contrat de concession.

2.2. Évaluation des dernières recettes et dépenses à faire sur l'opération

2.2.1. Recettes restant à faire sur l'opération

- ***A notre connaissance, il n'y a pas de recettes restant à faire sur l'opération.***

2.2.2. Dépenses restant à faire sur l'opération

2.2.2.1. Rémunérations

Les rémunérations restant à prendre au 31/12/2022 en vue de la clôture de l'opération se décomposent comme suit :

- Rémunération de clôture d'opération : 3 000 €

2.2.2.2. Charges diverses

- ***A notre connaissance, il n'y a pas de dépenses restant à faire sur l'opération.***

2.2.3. Compte de résultat prévisionnel à la clôture de l'opération

Compte de résultat prévisionnel à la clôture de l'opération		
Recettes		**710 144,09 €**
Loyers et récup. charges locat.		
Cession biens de reprise		- €
	Dont reste à faire - €	
Cessions foncier réalisé		361 845,00 €
	Dont reste à faire - €	
Participations		278 860,48 €
	Dont reste à faire - *21 123,52 €*	
Produits financiers		324,77 €
Autres produits		69 113,84 €
Dépenses		**710 144,09 €**
Etudes		- €
Acquisitions		128 656,53 €
	Dont reste à faire - €	
Travaux		416 611,64 €
	Dont reste à faire - €	
Honoraires techniques		29 148,00 €
	Dont reste à faire - €	
Frais financiers sur CT		2 536,08 €
Autres frais financiers		12 544,60 €
	Dont reste à faire - €	
Rémunération opérateur		66 324,05 €
	Dont reste à faire *21 139,51 €*	
Rémunération commercialisations		- €
Rémunération de liquidation		3 000,00 €
	Dont reste à faire *3 000,00 €*	
Autres rémunération Forfaitaire		16 574,76 €
Frais divers		34 748,43 €
	Dont reste à faire	
Résultat		**- €**

2.3. Justification des créances et des dettes

2.3.1. Créances

2.3.1.1. Créances fiscales (TVA)

Au 31/08/2023, l'opération dispose d'un crédit de TVA d'un montant de 2 777,73 € de TVA déductible non encore exigible (TVA sur retenue de garantie et facture fournisseur non réglée)

2.3.2. Dettes

2.3.2.1. Dettes fournisseurs

Au 31/08/2023, les dettes fournisseurs s'élèvent à 14 431,78 € TTC correspondant à deux retenues de garantie :

- Une retenue de garantie sur le fournisseur EURL Chapey Paysagiste pour 428,40 € TTC
- Une retenue de garantie sur le fournisseur DE GATA SA pour 13 949,38 € TTC

2.3.2.2. Dettes fiscales

Au 31/08/2023, les dettes fiscales s'élèvent à 772,51 € correspondant à :

- Taxe sur les salaires 772 €

- Rompu de TVA sur remboursement de crédit de TVA : 0,51 €

2.4. Contrôle du solde de trésorerie de l'opération

2.4.1. Tableau récapitulatif des mouvements de trésorerie

CONTRÔLE TRESORERIE			
Solde trésorerie Situation 31/08/2022		**61 785,59 €**	
Flux de trésorerie restant à réaliser :			
Rémunération SEMA Restant à Facturer	**-**	**24 139,51 €**	
Rémunération 2021 forfaitaire			
Remunération de clôture	-	3 000,00 €	
50 % du reste à prendre en rémunération sur l'opération	-	21 139,51 €	
Frais divers Restant à verser	**-**	**4 080,00 €**	
Intérêts d'emprunt (échéance 2021 et ICNE)			
Honoraires mission liquidation Semaphores	-	4 080,00 €	*TTC*
Autres frais divers		- €	
Acquisitions		- €	
Taxe foncière		- €	
Travaux		- €	
Honoraires sur travaux		- €	
Fournisseurs et divers		- €	
TVA		**2 777,22 €**	
crédit de tva			
TVA à récupérer sur dépenses		2 777,73 €	
TVA à collecter sur recettes	-	0,51 €	
Recettes à encaisser		**- €**	
Cessions foncières		- €	
Financement à décaisser		**- €**	
Avances société			
Remboursement anticipé emprunt		- €	
Dettes Fournisseurs et Fiscales	**-**	**15 203,78 €**	
Retenues de garantie Fournisseurs	-	14 431,78 €	
Dettes fiscales	-	772,00 €	
Participation collectivité restant à percevoir		**- €**	
Participation affectée à remise équipements publics (juillet 2021)			
Participations affectées à la remise d'équipement			
Participation au cout global de l'opération			
Avance à rembourser		**- €**	
Solde à clôture de l'opération à restituer à la collectivité		**21 139,52 €**	

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE DANS LE CADRE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC LA GRISIERE A HURIGNY

Entre

Mâconnais Beaujolais Agglomération, représentée par sa 7ème vice-Présidente, Madame **Claude CANNET**, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire du 07 décembre 2023,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71000 MACON,

Ci-après dénommée « la Collectivité concédante »,

D'une part,

ET

La Société **SPL Mâconnais Val de Saône Bourgogne du Sud (SPL 71)** au capital de 280 000 €, inscrite au registre du Commerce de MÂCON sous le numéro 881 001 929, représentée, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023, par sa Directrice Générale, **Madame Isabelle Gaulin,**

Ayant son siège social à MACON (71000) - 16, Rue Lamartine

Ci-après dénommée « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 1523 2 4°,
Vu la délibération du Conseil Communautaire de MBA en date du 21 octobre 2021 décidant de confier la réalisation de l'opération d'aménagement dite « ZAC LA GRISIERE » à HURIGNY à la SPL 71 dans le cadre d'une concession d'aménagement,

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Mâconnais Beaujolais Agglomération a confié à la SPL 71 par délibération en date du 21 octobre 2021, l'aménagement de la « ZAC LA GRISIERE » à HURIGNY.

Cette concession prévoit en son article 16.4 que lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaitre une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur sollicite le versement par la Collectivité concédante d'une avance éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L 1523 2 4° du Code général des collectivités territoriales.

La présente convention a donc pour objet, en application de l'article L 1523 2 4° du CGCT de préciser les conditions de versement et de remboursement d'une avance de trésorerie effectuée par la Collectivité concédante à la SPL 71, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

En application de l'article 16.4 de la concession d'aménagement de l'opération « ZAC LA GRISIERE » à Hurigny, la Collectivité concédante versera une avance de trésorerie à la SPL 71, destinée à couvrir les dépenses engagées dans le cadre de la concession, en l'occurrence des dépenses à réaliser pour la viabilisation des terrains dans l'attente du retour de l'appel à projet permettant la commercialisation des terrains.

ARTICLE 2 - MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE DE TRESORERIE

Pour faire face aux besoins de trésorerie nécessaires pour couvrir les dépenses engagées dans le cadre de la concession, en l'occurrence des dépenses à réaliser pour la viabilisation des terrains dans l'attente du retour de l'appel à projet permettant la commercialisation des terrains, il est nécessaire de consentir une avance d'un montant de 200 000 € permettant à l'aménageur de régler l'ensemble des dépenses inhérentes à ces travaux.

Le versement de l'avance ainsi définie interviendra dans les 30 jours suivant la délibération de l'organe délibérant du concédant.

Le compte rendu annuel à la collectivité concédante au titre de l'année 2022 sollicitait cette avance de 200 000 €.

ARTICLE 3 - DUREE - REMBOURSEMENT

L'avance de 200 000 € consentie sera remboursée au plus tard par la SPL 71 à la Collectivité concédante en date du 31 décembre 2026.

ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

L'avance consentie dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Collectivité concédante.

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires originaux

Pour l'aménageur
La Directrice Générale

SPL 71
mâconnais - beaujolais - bourgogne du sud
Directrice Générale
18 rue Lamartine
71000 Mâcon
T. 03 85 21
F 03 85 39
Isabelle GAULIN

Pour la Collectivité concédante
Pour le Président, et par délégation,
La 7ème vice-Présidente,

Claude CANNET

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES ENTRE LA VILLE DE MACON ET MBA

Entre les soussignés :

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par sa 1ère Vice-présidente, Madame **Michelle JUGNET**, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire en date du 7 décembre 2023,
Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71000 MACON,
Ci-après dénommée « **MBA** »

Et

La Ville de Mâcon, représentée par son Maire, Monsieur **Jean-Patrick COURTOIS**, agissant ès qualité en vertu d'une délibération n° ……..du Conseil Municipal du 11 décembre 2023,
Ayant son siège, Hôtel de Ville, Quai Lamartine 71018 MACON,
Ci-après dénommée « **la Ville** »,

Vu les articles L. 5216-5, L. 5211-4-1 et D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis du Comité Technique de MBA en date du 23 novembre 2023,

Vu l'avis du Comité Technique de la Ville en date du,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

L'article L.5211-4-1 (II) du Code général des collectivités territoriales, prévoit, dans le cadre de transferts de compétences, que les services d'une commune peuvent être en tout ou partie mis à disposition de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci.

Une convention conclue entre la commune et l'Etablissement public de coopération intercommunale fixe alors les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par l'EPCI à la commune des frais de fonctionnement du service.

Dans ces conditions et dans un souci de bonne gestion, d'optimisation des ressources humaines de la Ville de Mâcon et de Mâconnais-Beaujolais Agglomération (MBA), la Ville met à disposition, depuis le 28 janvier 2010, les services techniques municipaux. Initialement, cette mise à disposition concernait uniquement le gros entretien et la maintenance des établissements et services d'accueil des jeunes enfants. Depuis, d'autres transferts de compétences sont intervenus impliquant d'actualiser le périmètre de la mise à disposition des services de la Ville.

La convention signée le 31/12/2020 entre la Ville et MBA arrivant à échéance, il convient, dans un souci de bonne organisation des services, mais également dans une logique de proximité, de rapidité d'intervention et au meilleur coût, de la renouveler en l'actualisant pour tenir compte de l'évolution des champs de compétences de l'EPCI ces dernières années.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 (II) du Code général des collectivités territoriales et dans un souci de bonne organisation des services, de préciser les modalités de la mise à disposition des services de la Ville à MBA utiles à l'exercice des compétences transférées.

Il s'agit d'une obligation de moyens à la charge de la Ville, sous réserve des contraintes de fonctionnement de service public auxquelles elle serait confrontée.

Article 2 : SERVICES MIS A DISPOSITION

Article 2.1 : MISE A DISPOSITION DES SERVICES TECHNIQUES DE LA VILLE

Dans le cadre des compétences transférées à MBA et notamment :
- Développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire,
- Aménagement de l'espace communautaire : définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire,
- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, et réalisation d'aménagements cyclables (pistes cyclables, jalonnement et stationnement) en application du schéma des mobilités,
- Equipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire,
- Action sociale d'intérêt communautaire.

Les services municipaux de la Ville rattachés à la Direction de l'Aménagement et de l'Environnement, énoncés ci-dessous sont mis à disposition de MBA (**Annexe n°1**) :

❖ **Au sein du Pôle de l'Espace Public et des VRD :**

- le service d'exploitation des VRD,
- le service des Etudes et Réalisations des VRD, afin d'assurer ponctuellement la maîtrise d'œuvre d'opérations de travaux dont MBA est maître d'ouvrage.

❖ **Au sein du Pôle des Bâtiments et des Equipements :**

- le service d'Exploitation des Bâtiments,
- le service des Etudes et Réalisations des constructions, afin d'assurer ponctuellement la maîtrise d'œuvre d'opérations de travaux sur les équipements dont MBA est maître d'ouvrage.
  En cas d'urgence, l'astreinte technique de la Ville peut être sollicitée. Dans ce cas, le tarif horaire de base refacturé à MBA sera majoré de 27% si l'intervention se déroule la semaine, de 66% si elle se déroule un dimanche ou un jour férié, ou de 100% si elle se déroule entre 22H et 7H.

❖ **Au sein du Pôle Nature et Cadre de vie :**

- le service des Espaces Verts,
- le service de Propreté des Espaces Publics.

Les missions seront exécutées par les services de la Ville sous l'entière responsabilité du Président de MBA.

Les conditions d'intervention des services de la Ville sont les suivantes :

- respect de la procédure définie à l'article 3,
- les services municipaux ne doivent pas être empêchés par des contraintes de fonctionnement qui leur sont propres,
- les opérations demandées ne doivent pas être couvertes par un contrat conclu par MBA avec un prestataire extérieur,
- les opérations demandées ne peuvent pas être réalisées par les propres services de MBA.

Les modalités d'organisation du service mis à disposition sont arrêtées d'un commun accord entre MBA et la Ville.

Article 2.2 : MOYENS HUMAINS MIS A DISPOSITION - SITUATION DES AGENTS EXERCANT LEURS FONCTIONS DANS LE SERVICE MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de la mise à disposition du service, la Ville veillera à mettre à disposition de MBA des agents présentant les qualifications nécessaires pour une gestion du service conforme aux normes en vigueur et en nombre suffisant.

Les agents territoriaux des services techniques de la Ville visés à l'article 2.1 sont de plein droit mis à disposition de l'autorité territoriale compétente. Ils demeurent statutairement employés par la Ville, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service, pour le compte de MBA, bénéficiaire de la mise à disposition de service.

MBA assure le remboursement de la rémunération des agents territoriaux mis à disposition dans les conditions fixées à l'article 5 de la présente convention.

Article 2.3 : MOYENS MATERIELS MIS A DISPOSITION

Dans le cadre de la présente convention, la Ville met également à disposition de MBA l'ensemble des matériels, outillages et véhicules nécessaires à l'accomplissement des tâches effectuées.

Article 3 : INSTRUCTIONS ADRESSEES AU CHEF DE SERVICE MIS A DISPOSITION

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-4-1 (II) du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de MBA ou son représentant adresse directement aux chefs des services mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie auxdits services. Il contrôle ainsi l'exécution de ces tâches et missions confiées aux chefs des services.

L'intervention des services techniques de la Ville dans le cadre de la mise à disposition sera réalisée selon la procédure suivante *pour les travaux d'entretien et de maintenance* :

- Saisine des services de la Ville par MBA par écrit (courriel, courrier),
- Proposition d'intervention accompagnée d'une estimation du temps d'intervention, par écrit (courriel, courrier…) à MBA, par la Ville incluant la date et les modalités de mise en œuvre de l'intervention,

- Validation, par écrit (courriel, courrier…), par MBA de la proposition d'intervention et de l'estimation du temps d'intervention,
- Si l'intervention nécessite le remplacement de pièces ou des fournitures d'un montant total inférieur à 200,00 €, la Ville prendra l'initiative de l'opération, qui fera l'objet d'un remboursement par MBA sur présentation des factures correspondantes, annexées à la facturation annuelle dont les modalités définies à l'article 5,
  Si l'intervention nécessite le remplacement de pièces ou des fournitures d'un montant unitaire supérieur ou égal à 200,00 €, la Ville sollicitera l'accord préalable de MBA et les parties conviendront des suites particulières à donner à cette intervention (achat par la Ville avec refacturation à MBA),
- Un état récapitulatif précisant le temps de travail consacré, la nature des activités et les avances de frais effectuées pour le compte de MBA est transmis chaque trimestre échu au Président de MBA, à l'appui de la facturation.

L'entretien régulier et courant des voiries et itinéraires cyclables n'est pas assujetti à ce formalisme. Les services de la Ville effectuent à leur initiative les prestations nécessaires, et en informent MBA a posteriori, la fréquence ayant été validée au préalable entre les services.
MBA communiquera à la Ville la liste des pistes cyclables et voiries concernées, et l'actualisera autant que de besoin.

L'intervention des services techniques de la Ville dans le cadre de la mise à disposition sera réalisée selon la procédure suivante pour *les missions de maîtrise d'œuvre* :

- Saisine des services de la ville par MBA par écrit (courriel, courrier),
- Validation écrite par la Ville de la demande d'intervention,
- Un état récapitulatif précisant le temps de travail consacré, la nature des activités et les avances de frais effectuées pour le compte de MBA est transmis au Président de MBA.

A titre exceptionnel, en cas d'urgence pouvant mettre en cause la sécurité des personnes et des biens, la demande d'intervention des services pourra s'opérer sur appel téléphonique des services concernés par exemple, dans le cadre des astreintes de la ville, des opérations de viabilité hivernale,. Toute intervention réalisée dans ce cadre fera ensuite l'objet d'une régularisation écrite.

Article 4 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré conjointement par les Directeurs Généraux adjoints de la Ville et de MBA.

Un tableau de suivi faisant la liste de l'ensemble des interventions réalisées pendant une année est envoyé par les services de la Ville aux services de MBA avant le 1er mars de l'année suivante.

Article 5 : MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Les conditions de remboursement par MBA au profit de la Ville des frais de fonctionnement du service mis à disposition sont fixées de la manière suivante.

MBA s'engage à rembourser à la Ville, dans un délai de 30 jours, à chaque trimestre civil échu, et sur présentation d'un titre de paiement dûment justifié, ayant fait l'objet d'une certification du service fait, les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition des services visée à l'article 2.1 de la présente convention et sur la base d'un état trimestriel précisant le temps de travail consacré, la nature des activités, les lieux d'intervention et les avances de frais effectuées pour le compte de MBA.

Le montant du remboursement trimestriel (R) effectué par MBA à la Ville est calculé ainsi :

R = (Prix horaire d'intervention x nombre d'heures réellement engagées dans l'état trimestriel) + montant réel des achats de matériels et fournitures réalisés par la Ville pour le compte de MBA.

Le prix horaire d'intervention est représentatif du coût moyen de fonctionnement des services techniques de la Ville. Il inclut l'ensemble des charges de personnel et d'administration, la fourniture des outillages et véhicules ainsi que leur amortissement.

Le prix horaire d'intervention des bureaux d'études et pour l'exploitation est fixé dans un tableau annexé à la présente convention (**Annexe n°2**). Ce prix horaire n'inclut pas l'usage des véhicules spécifiques et du matériel, qui fait l'objet d'une facturation supplémentaire au barème horaire (également précisé à l'annexe 2 de la présente convention).

En tout état de cause, le remboursement de MBA ne pourra excéder le strict coût de fonctionnement des services mis à disposition.

Les charges visées ci-dessus sont définitivement constatées après établissement du compte administratif de la Ville.

Article 6 : ASSURANCE

Les parties s'engagent à souscrire les assurances nécessaires pour les risques inhérents à l'activité des services mis à disposition selon les modalités prévues dans la présente convention.

Article 7 : ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Article 8 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle pourra être renouvelée par accord exprès de chacune des parties.

Article 9 : AVENANT A LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 10 : RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec préavis écrit de 6 mois. Les sommes acquittées par la Ville, préalablement à la résiliation de la présente convention, pour l'exécution des tâches effectuées pour le compte de MBA, resteront dues à la Ville et MBA s'en acquittera dans les conditions décrites à l'article 5 de la présente convention.

Article 11 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Dijon. Les parties s'engagent cependant à rechercher préalablement une solution amiable.

Article 12 : ANNEXES

- Annexe n° 1 : organigramme des services de la Ville
- Annexe n° 2 : barème tarifaire MO et matériels

Fait à Mâcon
Le

Pour la ville de Mâcon, **Le Maire,**	**Pour MBA,** **Pour le Président, et par délégation,** **La 1ère Vice-Présidente de MBA,**
Jean-Patrick COURTOIS	**Michelle JUGNET**

ANNEXE N° 1 :

ORGANIGRAMME DES SERVICES DE LA VILLE

ORGANIGRAMME DES SERVICES VILLE DE MÂCON

- Centre Communal d'Action Sociale
- Monsieur le Maire
- Cabinet du Maire
  - Communication
  - Protocole et Relations Internationales
- Direction Générale des Services
  - Pôle des Ressources Humaines
    - Gestion prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences
    - Carrières et Rémunération
    - Mission Prévention
  - Mission Qualité
  - Direction de l'Administration et des Finances
    - Bureau des Associations
    - Systèmes d'Information
    - Pôle des Finances et du Contrôle de Gestion
      - Veille et Ingénierie Financière
      - Étude de Gestion
      - Achats
      - Budget et Comptabilité
    - Pôle de l'Administration Générale
      - Secrétariat Général
      - Affaires Juridiques et Patrimoniales
      - État-Civil, Élections et Réglementation
      - Concessions et Marchés publics
      - Tranquillité Publique et Vie Quotidienne
        - Police Municipale
        - Salubrité Hygiène Sécurité
        - Placiers
        - Numéro Vert
  - Direction de la Proximité
    - Mission Santé
    - Mâcon Services Familles
    - Sports
    - Pôle de la Cohésion Sociale
      - Politique de la Ville
      - Info Jeunes
      - Territoire des Blanchettes
      - Territoire des Saugeraies Gautriats Murgerets
      - Territoire de Marbé
      - Territoire de la Chanaye
    - Pôle des Affaires Scolaires, de l'Action Éducative et des Loisirs
      - Vie Scolaire
      - Enfance
      - Cuisine Centrale
    - Pôle de la Culture
      - Gestion administrative et comptable
      - Action Culturelle
      - Médiathèque
      - Musées
      - Archives Municipales
      - École Municipale d'Arts Plastiques
      - Orchestre Municipal
      - Espace Cuturel et de Loisirs
        - Bioux
  - Direction de l'Aménagement et de l'Environnement
    - Moyens Administratifs
    - Pôle du Développement Urbain et de la Prospective
      - Système d'Information Géographique
      - Urbanisme Opérationnel
      - Études et Programmation Urbaine
      - Urbanisme et Accessibilité
      - Mission Commerces
    - Pôle de l'Espace Public et des VRD
      - Études et Réalisations des VRD
      - Exploitation des VRD
    - Pôle des Bâtiments et des Équipements
      - Énergies
      - Études et Réalisations des Constructions
      - Exploitation des Bâtiments
      - Logistique et Manifestations
      - Équipements Touristiques et de Loisirs
    - Pôle Nature et Cadre de Vie
      - Études et Patrimoine Végétal
      - Productions Végétales et Décoratives
      - Espaces Verts
      - Propreté des Espaces Publics

Directions
Pôles
Services
Missions / Unités / Ateliers

MÂCON
L'ÉNERGIE POUR VOUS, AVEC VOUS !

Réalisation : Communication Ville de Mâcon / Impression : Imprimerie municipale - Septembre 2022

ANNEXE N° 2 :

BAREME TARIFAIRE MO
ET
MATERIELS

Ville de Mâcon
Direction De l'Aménagement
TARIF DES PRESTATIONS - M.O. et MATERIEL
applicable au 17 janvier 2023

MAIN D'ŒUVRE

Pn = Po x [0,15 + 0,85 x (INGn/INGo)]

BASE HORAIRE	2023	2024	2025
indice	129,5	129,5	129,5
INTERVENTION D'UN AGENT bureau d'étude	36,68 €		
INTERVENTION D'UN AGENT d'intervention	29,30 €		

MATERIELS

Pn = Po x [0,15 + 0,85 x (TP01n/TP01o)]

	CODE ASTECH	2023	2024	2025
Index revision au 01 janvier de l'année		127,7		
Citerne Arroseuse (avec chauffeur)	**56**	120,16 €		
Balayeuse ramasseuse (avec chauffeur)	**79**	120,16 €		
Balayeuse aspiratrice (avec chauffeur)	**57**	141,59 €		
Véhicule léger	**1**	18,17 €		
Fourgon type trafic ou J9	**2**	24,32 €		
Véhicule poids lourds de 5 tonnes et moins	**3**	53,13 €		
Véhicule poids lourds de plus de 5 tonnes	**4**	67,03 €		
Véhicule poids lourds à bras élévateur ou grue	**46**	107,42 €		
Véhicule de point à temps	**6**	77,13 €		
Véhicule poids lourds de salage et déneigement avec lame biaise (sans fournitures, avec personnel)	**58**	211,43 €		
Nacelle avec Chauffeur	**5**	107,42 €		
Véhicule tracteur agricole	**7**	54,54 €		
Microtracteur	**8**	33,02 €		
Tracto pelle	**10**	60,65 €		
Chariot élévateur thermique (avec chauffeur)	**13**	35,12 €		
Traceur de signalisation	**45**	22,16 €		
Tondeuse et Ramasseuse autoportées	**82**	37,87 €		
Tondeuse tractée	**83**	13,87 €		
Tondeuse poussée	**84**	8,26 €		
Tailleuse - Tronçonneuse - Souffleur	**71-66-67**	5,61 €		
Débroussailleuse - Rotofil	**70**	5,61 €		
Pulvérisateur porté ou trainé	**85**	15,00 €		
Motoculteur - Motobineuse	**86**	11,26 €		
Dumper	**87**	27,27 €		
Atomiseur	**88**	9,08 €		
Chariot élévateur	**08-007**	35,15 €		
Aérateur	**81**	33,33 €		
Monte matériaux	**16**	30,41 €		
Plateforme élévatrice pneumatique	**80**	26,28 €		
Compresseur	**18**	13,89 €		
Découpeuse d'enrobés (scie à sol,sans citerne,sans disque)	**52**	14,25 €		

	CODE ASTECH	2023	2024	2025
Raboteuse	**47**	14,25 €		
Cylindre 600 à 1000 kg	**49**	11,63 €		
Plaque vibrante	**51**	9,00 €		
Pilonneuse	**53**	7,52 €		
Tarière	**77**	9,00 €		
Groupe électrogène	**26**	12,03 €		
Pompes d'épuisement	**89**	6,75 €		
Citerne à eau	**28**	43,93 €		
Baraque de chantier roulante	**29**	24,41 €		
Feux de signalisation portatifs	**73**	96,53 €		
Panneaux de signalisation lumineuse	**72**	18,78 €		
Panneaux de signalisation	**40**	3,75 €		
Cône de signalisation	**41**	0,77 €		
Nettoyeur haute pression eau chaude	**30**	19,54 €		
Nettoyeur haute pression eau froide	**31**	10,51 €		
Aspirateur Industriel	**32**	4,13 €		
Echafaudage roulant	**33**	18,78 €		
Ventouse (lève-plaque)	**68**	25,82 €		
Marteau piqueur	**69**	2,43 €		
Pince à bordures	**74**	10,69 €		
Aiguille vibrante	**75**	9,72 €		
Carotteuse électrique	**76**	18,00 €		

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

–

Rapport annuel

Commission intercommunale pour l'accessibilité

2023



Données générales 2

Voirie et espaces publics 5

Transports collectifs 6

Le Schéma Directeur d'Accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP) du service public de transport de voyageurs 6

Point d'actualité Gare de Mâcon-Ville 7

Cadre bâti – Logements 8

Cadre bâti – Etablissements recevant du public (ERP) 9

Le suivi réglementaire 11

Suivi de réalisation des AD'AP et contrôles 11

Rappel des sanctions 11

Quelques actions MBA 12

Transport à la demande des personnes à mobilité réduite 12

Annexe : Guide d'aide à la constitution du registre pour les ERP 13

Annexe : Arrêts prioritaires des lignes de transports urbains 14

Annexe : Arrêts prioritaires - Zoom des 200m autour de chaque arrêt 15

Données générales

Informations administratives de Mâconnais Beaujolais Agglomération :

01 janvier 2017 : création de Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA)

39 communes : Azé, Berzé-la-Ville, Bussières, Chaintré, Châtenay, La Chapelle-de-Guinchay, Charbonnières, Charnay-lès-Mâcon, Chasselas, Chevagny-les-Chevrières, Crêches-sur-Saône, Davayé, Fuissé, Hurigny, Igé, Laizé, Leynes, Mâcon, Milly-Lamartine, Péronne, Prissé, Pruzilly, Saint-Laurent-sur-Saône, La Roche Vineuse, Romanèche-Thorins, Saint-Amour-Bellevue, Saint-Martin-Belle-Roche, Saint-Maurice de Satonnay, Saint-Symphorien d'Ancelles, Saint-Vérand, La Salle, Sancé, Senozan, Sologny, Solutré-Pouilly, Varennes-lès-Mâcon, Vergisson, Verzé, Vinzelles



Informations administratives
MBA a délibéré pour la création de la nouvelle commission d'accessibilité le 15 juillet 2020.

Par décision du 1er octobre 2020, la commission est composée de :

- Jean-Patrick COURTOIS, Président ou son représentant Jean-Pierre MATHIEU, Conseiller communautaire, Président de la commission

Les représentants de MBA :

Titulaires :

- Mme Brigitte DARMEDRU, Conseillère communautaire
- M. Guy MANTOUX, Conseiller communautaire
- M. Patrick BUHOT, Vice-président en charge de l'habitat et des gens du voyage

Suppléants :

- Mme Eve COMTET SORABELLA, Conseillère communautaire
- Mme Sandrine JAILLOUX, Conseillère communautaire
- Mme Véronique LEFEUVE, Conseillère communautaire

Les représentants des organismes extérieurs :

- L'association des Paralysés de France,
- La Fédération Nationale des accidentés du travail et handicapés,
- L'association des Papillons Blancs,
- L'association Valentin Haüy,
- Le Centre d'intervention technique Vie Autonome Mutualiste,
- L'association des infirmes moteurs et cérébraux de Saône-et-Loire,
- La Résidence Départementale des Soins,
- L'association des Pupilles de l'enseignement public,
- L'association UFC Que Choisir,
- L'association nationale de défense des malades, invalides et handicapés,
- L'association Union nationale des amis et familles de malades psychiques.

Le rôle de la commission[1]

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L. 1112-1 du code des transports.

Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Elle est destinataire des projets d'agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L. 165-1 du code de la construction et de l'habitation concernant des établissements recevant du public situés sur le territoire communal.

Elle est également destinataire des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L. 165-5 du code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée mentionnée au même article quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un établissement recevant du public situé sur le territoire communal.

Pour les services de transport ferroviaire, la commission est destinataire des schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L. 1112-2-1 du code des transports quand ils comportent un ou plusieurs établissements recevant du public situés sur le

[1] L.2143-3 du CGCT

territoire communal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces schémas directeurs d'accessibilité-agendas d'accessibilité programmée prévus au I de l'article L. 1112-2-4 du même code.

La commission intercommunale pour l'accessibilité tient à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil municipal et est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

MBA a donc questionné les différents acteurs locaux, afin de recenser les travaux réalisés et programmés, et de faire un état de la mise en accessibilité.

La ville de Mâcon dispose de sa propre commission communale. Le rapport annuel a été présenté au conseil municipal en juin 2023.

Voirie et espaces publics

Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-voirie-et-des-espaces-publics

Les communes ont en majorité réalisé leur plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE), par le biais d'un cabinet conseil ou en régie.

Pour rappel, le PAVE est approuvé par délibération du conseil municipal. Son application doit faire l'objet d'une évaluation dont la périodicité est fixée par le plan, qui prévoit également la périodicité et les modalités de sa révision.

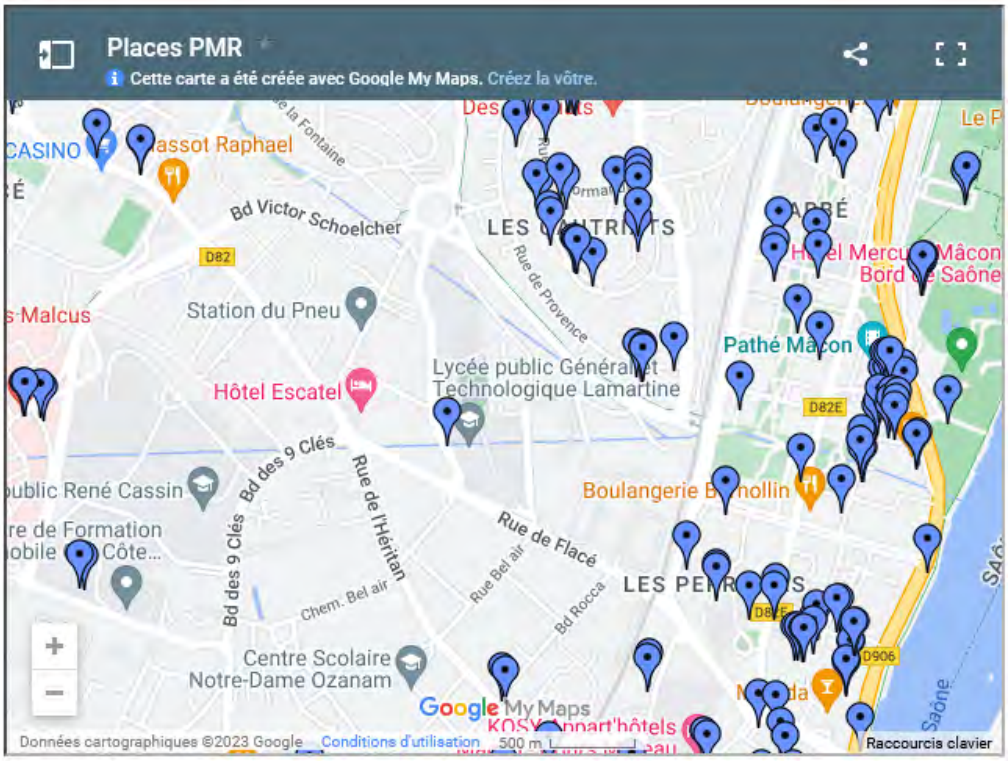
Les PAVE locaux ne sont généralement pas suivis de phase d'évaluation et de révision.
Depuis le dépôt des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP), la programmation des travaux sur les cheminements est souvent liée à la mise en accessibilité des ERP/IOP desservis.

Il avait été conseillé aux communes de reprendre ce document, s'il existait, afin de ne pas perdre le travail de qualité effectué, pour le mettre à jour, lister les travaux réalisés, poursuivre la mise en œuvre des travaux priorisés.

- Le PAVE était un document obligatoire pour toutes les communes de plus de 1 000 habitants ;
- Quand il existe, c'est un document pérenne. Son application doit faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation dont la périodicité est fixée par le plan lui-même.

Ces documents, maintenant ancien, ne servent plus de schéma directement. Les aménagements publics, au cas par cas, prennent en compte les règles d'accessibilité.

➔ Focus : La ville de Mâcon a identifié les stationnements adaptés sur son espace public. Le site Internet de la collectivité permet de localiser chaque place.



Le stationnement pour personnes à mobilité réduite
https://www.macon.fr/macon-et-vous/handicap/le-stationnement-pour-personnes-a-mobilite-reduite

Transports collectifs

Le Schéma Directeur d'Accessibilité - Agenda d'accessibilité programmée (Sd'AP) du service public de transport de voyageurs

Le Sd'Ap déposé par le SITUM prévoyait :

- des travaux de mise en accessibilité pour un montant de 340 000 € (communes de Mâcon, Sancé, Saint-Laurent-sur-Saône et SNCF)
- des actions de formation du personnel roulant ;
- la mise en place d'informations, embarquées et aux arrêts.

Suite à la dissolution du SITUM (création de MBA), un nouveau prestataire, TRANSDEV, a été désigné pour la délégation du service public de transports urbains de l'agglomération de Mâcon.

Côté formation, le personnel dédié au service TPMR a suivi deux formations comprenant une approche de l'accueil des personnes handicapées.
Pour le réseau urbain, une signalétique spécifique est apposée à l'avant et à l'intérieur des bus.
Les arrêts accessibles du réseau sont également référencés et signalés sur le plan ainsi que sur les fiches horaires.

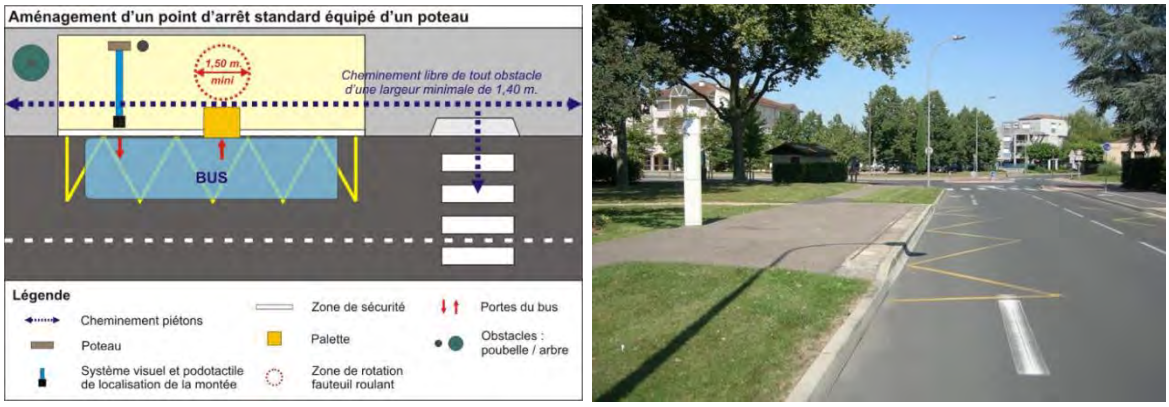
➔ Une visite des locaux du transporteur, en bus adapté, avec visite d'une commune, pourrait être organisée. L'association Valentin Haüy reste mobilisée pour accompagner à la prise en compte du handicap visuel dans la thématique des transports.

Pour rappel, un point d'arrêt est prioritaire dès lors qu'il répond à au moins l'une des conditions suivantes :

1. il est situé sur une ligne structurante ;
2. il est desservi par au moins deux lignes de transport public ;
3. il constitue un pôle d'échanges ;
4. il est situé dans un rayon de 200 mètres autour d'un pôle générateur de déplacements ou d'une structure d'accueil pour personnes handicapées ou personnes âgées.

La ville de Mâcon compte 170 arrêts de bus dont 20 arrêts non prioritaires ou avec une impossibilité technique avérée.
Au 31 décembre 2022, sur les 150 arrêts devant être accessibles, 134 sont accessibles (soit 89%).

➔ 2024 sera l'occasion de faire un point exhaustif de la mise en œuvre des travaux listées au SD'AP élaboré par le SITUM.



Sd'AP SITUM – Principe et réalisation de point d'arrêt aménagé

Point d'actualité Gare de Mâcon-Ville

Avec 1,15 millions de voyageurs par an, 3 200 personnes pour 48 trains par jour, la gare de Mâcon-Ville est la 4ème gare en termes de fréquentation du périmètre Bourgogne-Franche-Comté.
Plus de 3 900 prises en charge PMR par an ont été recensées.

Lors du comité de pilotage du 23/05/2018, 2 hypothèses ont été avancées pour la mise en accessibilité des quais de la gare :

- par le souterrain existant, et 4 ascenseurs ;
- par une passerelle à créer, et 4 ascenseurs (en conservant l'accès souterrain existant pour les voyageurs non PMR).

Le projet de la mise en accessibilité de la gare de Mâcon-Ville avance sur une étude projet à signer fin 2021. La démarche voulue par SNCF s'inscrit dans la démarche "EEE" pour Élégance, Économique et Écologique.

La solution retenue suite au rendu de l'étude avant-projet est:

- Le positionnement d'une passerelle architecturée de 3m de large couverte, positionnée de façon centrale au niveau des quais et proche du bâtiment voyageurs (avec accès sur le parking),
- Ascenseurs de type 3 (1000 kg - cabine 1,1 m de largeur et 2,1 m de profondeur).

A ce jour, il n'y a pas d'obstacle connu à l'avancée de la mise en accessibilité de la gare. Les études avant-projet ont été lancées cette année, le rendu étant prévu avant la fin de l'été 2023.
Les travaux d'accessibilité de la gare de Mâcon sont programmés en même temps que celles de Chalon et Nevers afin de limiter au maximum la gêne occasionnée aux voyageurs de la ligne Dijon - Lyon (limitation de la circulation des trains sur une seule période de l'année).

➔ Les travaux de mise en accessibilité des quais de la gare de Mâcon-Ville débuteront au quatrième trimestre 2024 et s'achèveront au 1er trimestre 2026.
Le projet est dans sa phase de préparation à la consultation des entreprises.



DREAL BFC

Cadre bâti – Logements

Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-du-logement

Parc public

MBA a demandé aux offices publics du territoire de recenser leurs logements accessibles :

- Mâcon Habitat, 154 logements adaptés (id), 553 logements accessibles (id), 97 logements avec travaux d'aménagement pour faire face au vieillissement ou au handicap de son locataire (id) ;
- SEMCODA, 270 logements accessibles (id) ;
- OPAC, 356 logements accessibles (id), 102 logements adaptés (id) ;
- Habitat BVS / Alliade, 230 logements accessibles (id)
- Dynacité, 9 logements accessibles (id)

Un logement accessible respecte les obligations du code de la construction et de l'habitation (logement neuf ou remis à neuf).

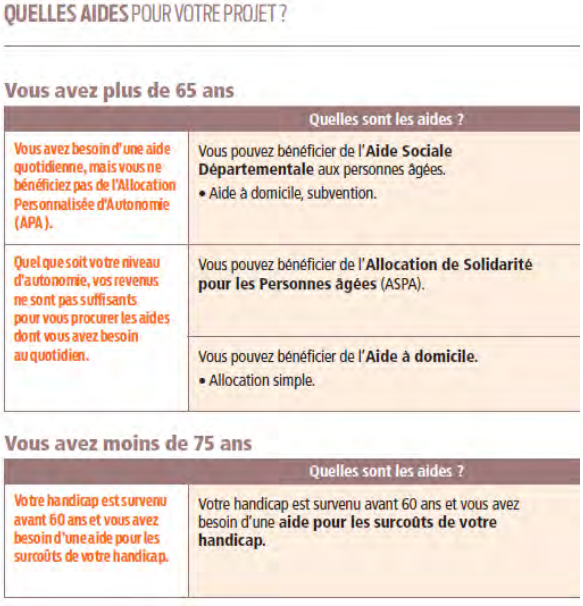
Un logement adapté répond aux capacités et aux besoins précis de son occupant, sans forcément respecter toutes les obligations réglementaires (travaux adaptés aux logements du parc ancien).

Pour aller plus loin :

- Guide L'adaptation du logement aux personnes handicapées et aux personnes âgées https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/adaptation%20du%20logement.pdf
- Guide ANAH des travaux et des aides pour faire évoluer mon habitat https://www.anah.fr/fileadmin/anah/Mediatheque/Publications/Les_guides_pratiques/mon-chez-moi-avance-avec-moi.pdf

➔ Pour 2024, la politique d'attribution des logements par les organismes, en fonction de la nature du handicap sera questionnée.





Extraits du guide ANAH des travaux et des aides pour faire évoluer mon habitat

Cadre bâti – Etablissements recevant du public (ERP)

Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp

La programmation des travaux de mise en accessibilité

Pour les ERP non accessibles au 31/12/2014, le dépôt d'un **agenda d'accessibilité** programmée (Ad'AP) a permis aux propriétaires d'ERP de faire connaitre au Préfet la programmation des travaux envisagés.
La décision du Préfet, en réponse au dépôt de cet Ad'AP, vaut uniquement accord sur l'agenda proposé (échéancier et priorisation des travaux à réaliser).

L'Ad'AP (par ERP ou groupes d'ERP - Patrimoine) devait être déposé avant le 27/09/2015. Depuis le 31 mars 2019, il n'est plus possible de déposer d'Ad'AP.

Des points d'étapes obligatoires sont à réaliser. Il s'agit d'un bilan de l'avancement des travaux programmés dans l'Ad'AP :

- un point de situation à 1 an ;
- un bilan à mi-parcours.

Ces documents listent les travaux réalisés, en cours, retardés à différentes échéances.

Tous ces documents (agendas, points d'étapes et bilans, autorisations, attestations) sont à consigner dans un registre d'accessibilité, par établissement.

L'autorisation de travaux – AT ERP (1 640 AT recensées, +163)[2]
Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e3

L'autorisation de travaux est délivrée par le Maire, au nom de l'Etat. Elle est déposée avant de réaliser les travaux.

➔ Pour chaque mise en œuvre, une autorisation de travaux (AT) est obligatoirement nécessaire, les sous-commissions départementales d'accessibilité (SCDA) et de sécurité (SCDS) validant les travaux et demandes de dérogations éventuelles.

Les attestations d'accessibilité (685 attestations, +8)[2]
Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e3

➔ Les attestations à transmettre au Préfet doivent également être adressées à la commission intercommunale d'accessibilité (aucune reçue)

Rappels :

- Pour les ERP de 5ème catégorie qui étaient accessibles au 31/12/2014, une attestation d'accessibilité devait être adressée au Préfet avant le 01/03/2015.
- Pour les ERP de 5ème catégorie qui ont été rendus accessibles après le 01/01/2015, une attestation d'accessibilité doit être adressée au Préfet en fin de travaux (dépôt en ligne possible).
- Pour les ERP de la 1ère à la 4ème catégorie, l'attestation d'accessibilité doit être établie par un contrôleur technique, et adressée au Préfet en fin de travaux.

[2] Données SCDA ; sans dossiers dématérialisés (attestation en ligne)

L**e registre d'accessibilité** (62 registres, +13)
Pour aller plus loin https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e4
Etablir un registre public d'accessibilité : Bien accueillir les personnes handicapées

Le registre a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'établissement et de ses prestations.
Il ne s'agit pas de remplir de nouvelles obligations, mais de mettre à la disposition du public l'ensemble des documents déjà produits par l'établissement et des réponses qui lui ont été apportées.

➔ Depuis le 30/09/2017, chaque ERP doit disposer de ce registre, et le mettre à disposition du public. Ne pas le confondre avec le registre de sécurité.

➔ Le guide d'aide à la constitution du registre est annexé à ce rapport.

Public / privé, réglementation identique : Dans la continuité des actions mises en œuvre par les collectivités, les ERP privés restent assujettis aux mêmes dispositions réglementaires : les communes, maintenant aguerries à ces procédures, peuvent porter le message auprès des propriétaires ou exploitants privés de leurs territoires.

Le suivi réglementaire

Suivi de réalisation des AD'AP et contrôles

Rappel réglementaire :
Les installations ouvertes au public existantes et les établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant sont rendus accessibles, dans les parties ouvertes au public, selon des conditions particulières à leur type et leur catégorie et un registre public d'accessibilité y est tenu.

Depuis 2005 (obligation d'accessibilité des ERP à 10 ans), la possibilité de dépôt d'un Ad'AP permettait de programmer la mise en accessibilité d'un parc bâti sur 9 années (2015-2024)

2024 : date de fin de programmation des travaux déclarés dans les Ad'AP

➔ Les services de l'Etat vont questionner les propriétaires d'ERP (privés et publics) pour connaitre l'avancement des travaux, qui devraient être terminés.

➔ 2024 : des campagnes de contrôle de l'accessibilité des ERP seront réalisées par les services de l'Etat

Rappel des sanctions

Le code de la construction et de l'habitation liste les sanction s applicables en cas de non-respect des règles générales de construction. L'accessibilité des locaux fait partie intégrante de ces dispositions.

Pour rappel[3], est puni d'une amende de 45 000 € le fait, pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux, de méconnaître les obligations imposées par les dispositions du code de la construction et de l'habitation.
En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six mois peut en outre être prononcée.

➔ Le propriétaire ou l'exploitant responsable de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public qui n'a pas rempli ces obligations est puni des mêmes peines.

[3] Art. L183-4 du code de la construction et de l'habitation

Quelques actions MBA

Transport à la demande des personnes à mobilité réduite

Depuis le 1er septembre 2019, la Communauté MBA a expérimenté puis pérennisé un nouveau service de transport des personnes à mobilité réduite, le TPMR, confié au délégataire du réseau TRéMA, Transdev Mâconnais-Beaujolais.

Le service est réservé aux personnes :

- résidant dans le périmètre de la Communauté Mâconnais Beaujolais Agglomération,
- titulaires de la carte d'invalidité avec un taux d'invalidité égal ou supérieur à 80 %,
- et/ou allocataires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA),
- et/ou bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou allocataires de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP).

Le service est également ouvert aux personnes présentant une mobilité réduite temporaire, justifiée par un certificat médical précisant le handicap, la difficulté de mobilité induite et la durée.

Le bénéficiaire doit contacter le Maire ou le CCAS de sa commune, qui, dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière d'action sociale et sur la base des justificatifs de situation demandés, délivrera une attestation d'éligibilité au service.
Ensuite, le bénéficiaire doit contacter la boutique TRéMA, 9 Rue Mathieu à Mâcon, muni de l'attestation délivrée par la commune et d'une pièce d'identité, afin de s'inscrire au service et acquérir les titres de transport correspondant à sa situation.

EVOLUTION DE LA FREQUENTATION DU SERVICE TPMR

TPMR	2019	2020	2021	2022
JANVIER	---	333 dont 21 HM	254 dont 29 HM	387 dont 60 HM
FEVRIER	---	361 dont 37 HM	256 dont 37 HM	463 dont 61 HM
MARS	---	235 dont 3 HM	515 dont 67 HM	528 dont 50 HM
AVRIL	---	---	485 dont 72 HM	422 dont 44 HM
MAI	---	109 dont 21 HM	459 dont 81 HM	374 dont 55 HM
JUIN	---	258 dont 35 HM	503 dont 84 HM	438 dont 59 HM
JUILLET	---	279 dont 13 HM	361 dont 70 HM	344 dont 52 HM
AOUT	---	221 dont 6 HM	265 dont 24 HM	354 dont 34 HM
SEPTEMBRE	257 dont 15 HM	374 dont 33 HM	463 dont 63 HM	520 dont 76 HM
OCTOBRE	282 dont 22 HM	283 dont 31 HM	432 dont 53 HM	448 dont 69 HM
NOVEMBRE	283 dont 21 HM	225 dont 15 HM	419 dont 64 HM	445 dont 71 HM
DECEMBRE	256 dont 14 HM	212 dont 21 HM	375 dont 56 HM	395 dont 55 HM
TOTAL	1 078 dont 72 HM	2 890 dont 236 HM	4 787 dont 700 HM	5 118 dont 686 HM

EVOLUTION DES MOTIFS DES DEPLACEMENTS

MOTIFS	2019	2020	2021	2022
RV MEDICAUX	27 %	45 %	42%	51%
COURSES	17 %	14 %	10%	7%
FAMILLE – AMIS	3 %	4 %	2%	3%
CLUBS – ASSOC.	42 %	13 %	11%	8%
TRAVAIL	---	14 %	5%	10%
DIVERS	11 %	10 %	8%	21%
VACCI'SERVICE	---	---	22%	---

Données Rapport d'activités Tréma 2022

Annexe : Guide d'aide à la constitution du registre pour les ERP

Registre public d'accessibilité

Guide d'aide à la constitution pour les établissements recevant du public

DMA
DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE À L'ACCESSIBILITÉ



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Cerema

Le contexte

Les gestionnaires d'ERP doivent mettre à disposition du public un document, appelé registre public d'accessibilité, afin de communiquer sur le niveau d'accessibilité des prestations proposées par leur établissement.

Le registre, pour être aussi utile qu'efficace se doit d'être simple et compréhensible par tous. Cette simplicité doit également se retrouver dès son élaboration. Il s'agit là en effet d'un outil de communication entre l'ERP et sa clientèle, un moyen de promouvoir la qualité d'un accueil de tous les publics et de l'attention portée à chacun.

Ce guide a pour objectif de présenter et d'expliquer ce qui est attendu par le législateur et de proposer une méthode d'organisation du registre qui, tout en restant simple, lui donnera du sens.

L'accessibilité du registre a été réfléchie et travaillée en concertation avec les associations de personnes handicapées et des représentants des acteurs économiques afin qu'il soit le plus adapté possible aux personnes à qui il s'adresse.

C'est pourquoi il est proposé que le registre soit organisé en deux parties :

- Une fiche informative qui synthétise les informations essentielles. Un modèle-type accessible à tous et en particulier facile à remplir ainsi que facile à lire et à comprendre est mis à disposition. La particularité de ce document pré-rempli est qu'il est accessible à tous. En particulier, il est pré-rédigé en FALC, facile à lire et à comprendre, et donc accessible aux personnes qui ont un handicap mental ou intellectuel, ainsi qu'à beaucoup d'autres personnes comme les personnes dyslexiques, malvoyantes, celles qui n'ont pas le français comme langue maternelle ou encore celles qui ont des difficultés à lire. Les informations en FALC permettent à ces personnes d'accéder à toute information et de participer aux activités qui les entourent. Ce document pré-rédigé a été testé par les usagers concernés : l'équipe de l'Atelier Facile à lire et à comprendre de l'ESAT de Pierrelatte, dans la Drôme (Adapei 26) et celle de l'ESAT de Levallois-Perret - fédération APAJH. Le tampon du label européen « Easy to read » identifie ce document comme étant conforme aux règles du FALC.
- L'ensemble des pièces administratives relatives à l'accessibilité déjà existantes selon la situation de l'ERP (accessible ou non, sous Ad'AP ou pas, dérogation ou non, etc.).

De cette sorte, la personne qui souhaite le consulter pourra, en toute simplicité, ne lire que la fiche synthétique pour obtenir les informations qu'elle recherche. De même, cette fiche, grâce au modèle-type proposé, reste simple à remplir pour le gestionnaire, et lui permettra dans le même temps de répondre à ses obligations tout en y consacrant un temps minimum.

Les préconisations de ce guide ne constituent pas des obligations supplémentaires. Il s'agit de conseils que chacun est libre de suivre, mais de conseils qui concilient bon sens et pragmatisme pour le bénéfice de chacun, le gestionnaire d'ERP comme sa clientèle. De même, ce guide peut accueillir tout document et information supplémentaire en lien avec l'accessibilité de l'ERP qu'il juge nécessaire de porter à la connaissance du public.

Les textes de références

Décret du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/28/LHAX1702913D/jo/texte

Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/4/19/LHAL1614039A/jo/texte/fr

Sommaire

I. Pourquoi « Un registre public d'accessibilité » ?....6

1. Communiquer sur le degré d'accessibilité de son établissement....6

2. Communiquer et informer sur le niveau d'accessibilité des prestations proposées....6

3. La place de l'accueil et de l'accompagnement humain....7

II. Quel contenu ?....7

1. Une fiche informative de synthèse....7

2. Explications sur le contenu de la fiche informative....7

a) L'information sur les prestations offertes par l'établissement....7

b) L'information sur le niveau d'accessibilité des prestations....9

c) Les informations relatives aux modalités de maintenance des équipements d'accessibilité....9

d) Les informations relatives à la formation du personnel....10

3. Les pièces administratives selon la situation....10

a) Pour tous les ERP, y compris les établissements de la 5e catégorie....10

b) Pour les ERP de la 1e à la 4e catégorie....11

4. La plaquette « Bien accueillir les personnes handicapées »....11

III. Quelle forme ?....12

1. Se renseigner lors de sa venue dans l'établissement : la simplicité du format physique....12

2. Se renseigner en amont d'un déplacement : l'intérêt du format numérique....12

3. Conseils pour rendre le registre accessible....13

a) Pour l'accessibilité du registre en version numérique....13

b) Pour la déficience visuelle....13

c) Pour la déficience mentale....13

I. Pourquoi « Un registre public d'accessibilité » ?

1. Communiquer sur le degré d'accessibilité de son établissement

Les propriétaires et exploitants des établissements recevant du public (ERP) neufs et situés dans un cadre bâti existant, sont tenus de mettre à disposition du public un registre d'accessibilité **avant le 30 septembre 2017**.

Ce registre a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations. Ainsi, **les informations communiquées dans ce document doivent être centrées sur le service rendu** et non sur le strict respect de telle ou telle prescription réglementaire. Donner à connaître le degré d'accessibilité de son ERP revient à dire si l'établissement est accessible totalement ou partiellement. S'il l'est partiellement, quelle(s) prestation(s) l'est (le sont) et laquelle (ou lesquelles) ne l'est pas (ne le sont pas).



Cette information, surtout si elle est accessible à distance (via un site internet ou par téléphone si une personne appelle) est essentielle pour préparer le déplacement d'une personne handicapée.

2. Communiquer et informer sur le niveau d'accessibilité des prestations proposées

En mettant à disposition du public un registre d'accessibilité conforme à l'arrêté du 19 avril 2017, les propriétaires et exploitants ont ainsi la possibilité d'attester du respect de la loi, de faire connaître mais aussi de valoriser les actions mises en œuvre dans leur établissement en faveur de l'accueil de tous les publics.

Ce registre mentionne les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations offertes par l'établissement.

Une attention particulière doit être apportée au contenu et à la forme afin que les informations communiquées dans le registre soient accessibles à tous et utiles aux personnes principalement concernées.



Concrètement, pour atteindre l'objectif principal d'information du public visé par le registre, celui-ci doit être simple à lire et à comprendre. Pour cela, une présentation manuscrite ou dactylographiée rassemblant et résumant les informations essentielles relatives à l'accessibilité des prestations de l'ERP permet de clarifier et simplifier la lecture.

3. La place de l'accueil et de l'accompagnement humain

L'accompagnement humain reste essentiel pour certaines personnes dont l'autonomie complète au sein d'un établissement ne peut être envisagée. La mise en accessibilité passe également par la présence d'un personnel sensibilisé aux différents types de handicaps, formé à l'accueil et à l'accompagnement de tous les publics, connaissant l'attitude à adopter, et soucieux de satisfaire ses visiteurs.



La possibilité de disposer d'un accompagnement au sein de l'établissement constitue une autre information d'une grande utilité pour certaines personnes handicapées.

II. Quel contenu ?

1. Une fiche informative de synthèse

Pour faciliter l'information de tous les publics, il est conseillé d'établir une fiche de synthèse comportant l'essentiel des informations pour lequel le registre d'accessibilité a été prévu. En effet, les différentes pièces administratives afférentes à l'état réglementaire de l'établissement, à joindre dans le registre, ne sont pas toujours très accessibles et/ou compréhensibles par tous les usagers.



Un modèle de fiche informative a été établie par la délégation ministérielle à l'accessibilité. Elle est disponible en annexe de ce guide et également en ligne : www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp#e1

Il est conseillé à tous les propriétaires et gestionnaires d'ERP d'utiliser ce modèle de fiche ou de s'en inspirer pour rédiger leur propre document informatif. Sa mise à disposition des usagers, voire son affichage au sein de l'établissement sont recommandés pour une diffusion la plus large possible de l'information sur le niveau d'accessibilité de l'établissement.

2. Explications sur le contenu de la fiche informative

a) L'information sur les prestations offertes par l'établissement

Il s'agit de donner une information, pouvant rester très générale, sur l'activité de l'établissement et les différents services proposés.

Pour une activité simple qui contient toutes les informations dans son intitulé, il n'est pas utile d'en dire plus ni de reformuler la prestation.

Par contre, pour certains ERP qui, pour une même activité, proposent plusieurs prestations différentes, il est utile de préciser les différents services proposés.



Exemple :

- **Pour une boulangerie, tout est dit dans le terme « boulangerie », lequel contient en lui-même la prestation proposée.**

Exemples :

- **Pour une piscine, outre la pratique de la natation, celle-ci peut offrir l'accès à un sauna, à une salle de sport, etc ;**
- **Pour un hôtel, outre le service d'hébergement, celui-ci peut comporter un restaurant, des salles de conférence, etc ;**
- **Pour un hypermarché, différents types de produits peuvent être proposés, alimentaires, non alimentaires, parapharmacie, etc.**

Les prestations peuvent se penser également au fur et à mesure du trajet du public dans l'ERP : l'entrée, le circuit (très court dans une boulangerie, comme très long dans un hypermarché) et ses étapes particulières (douche, cabine d'essayage, caisses de paiement, etc) et la sortie.

b) L'information sur le niveau d'accessibilité des prestations

Il s'agit de donner la situation d'accessibilité de la ou des prestations vis-à-vis de l'obligation réglementaire mais sans entrer dans le détail des actions mises en œuvre, lequel se retrouve dans les pièces administratives.

Pour le cas d'un ERP rendu accessible et ayant déposé une attestation, il suffit de préciser : « toutes les prestations offertes dans mon établissement sont accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap ».

Pour un établissement pas encore accessible, ayant déposé un Ad'AP, il est utile, pour les personnes concernées, de signaler les points qui ne sont pas encore accessibles ou qui sont sous dérogation en précisant notamment :

- la date d'accessibilité prévisionnelle en regard de la programmation des actions y afférentes prévues dans l'Ad'AP ;
- la date prévisionnelle d'obtention d'une dérogation envisagée dans le cadre de la mise en œuvre de l'Ad'AP.

Signaler les difficultés principales :

Outre la description de la prestation offerte par l'établissement, il est utile de signaler les points les plus importants rendant la prestation non accessible : entrée de l'établissement, accès à la prestation, accès au paiement, accès aux sanitaires, etc.

Ainsi, la formulation suivante est à la fois simple et efficace : « l'établissement est accessible, exceptées les toilettes qui font l'objet d'une dérogation ».

Ne pas oublier la possibilité d'une aide humaine :

L'accompagnement du client est un basique du service offert par tout professionnel. Certaines personnes peuvent avoir besoin d'un accompagnement plus important. Certains aménagements peu accessibles, voire inaccessibles en toute autonomie peuvent devenir relativement accessibles, grâce à un accompagnement humain. Par exemple, j'ai obtenu une dérogation pour la marche à l'entrée de mon établissement. Plutôt que de m'en contenter, j'installe une sonnette et propose, à quiconque le souhaite, mon aide pour entrer.

c) Les informations relatives aux modalités de maintenance des équipements d'accessibilité

Il s'agit de donner les informations relatives à la politique de maintenance mise en œuvre au sein de l'établissement, lorsque celui-ci dispose de ce type d'équipement le nécessitant. Le propriétaire ou le gestionnaire n'a pas à fournir les contrats correspondant ni les modalités techniques prévues par ceux-ci.

Il est notamment utile :

- de préciser si ces équipements font l'objet d'une maintenance ;
- de préciser que le personnel est formé à l'utilisation des équipements ;
- de donner les modalités d'utilisation des équipements d'accessibilité par le personnel (par exemple, pour une rampe amovible manuelle : une fois que quelqu'un a signalé sa présence à l'entrée grâce à la sonnette, un(e) vendeur(se) disponible déploie la rampe pour le faire entrer) ;
- d'éventuellement y conserver les notices et modes d'emploi des équipements.

Pour les équipements nécessitant un entretien régulier, un exemple de fiche de suivi est disponible en annexe de ce guide.



Exemples d'équipement nécessitant une maintenance :

- **groom ;**
- **porte automatique ;**
- **rampe d'accès ;**
- **ascenseur ou élévateur ;**
- **boucle à induction magnétique ;**
- **balise sonore ;**
- **signalétique sur écran ;**
- **tourniquet ;**
- **tapis roulant ou escalier mécanique ;**
- **…**

d) Les informations relatives à la formation du personnel

Il s'agit d'informer sur ce qui est prévu par le gestionnaire en matière de sensibilisation et/ou de formation à l'accueil des personnes handicapées ainsi qu'à l'utilisation des équipements d'accessibilité.

<u>Pour les ERP les plus importants, notamment ceux pouvant accueillir plus de 200 personnes et donc soumis à une obligation de formation</u> :

- le type d'action de formation mise en place annuellement, que ce soit au moment de la prise de poste ou en cours d'emploi. Cette formation peut être faite en présentiel ou à distance, en groupe ou individuellement. L'attestation est signée par l'employeur et accompagnée des justificatifs de formation.

Pour les ERP de 5e catégorie :

- la sensibilisation à minima des personnels en contact avec le public via la connaissance de la plaquette d'aide à l'accueil des personnes handicapées.



Plaquette d'aide à l'accueil des personnes handicapées :

Tous les ERP doivent intégrer cette plaquette au registre. Elle est disponible en téléchargement sur l'internet du Ministère de la Transition écologique et solidaire « Bien accueillir les personnes handicapées » (cf. point 3 ci-après).



Autres actions de sensibilisation :

Toutes les actions de sensibilisation mises en place au sein de l'établissement et notamment celles réalisées par des associations de personnes handicapées peuvent être utilement signalées. Les documents supports utilisés et les attestations obtenues peuvent par exemple être joints au registre.

3. Les pièces administratives selon la situation

Ces documents constituent la partie administrative du registre. Ils ont tous déjà été produits par le gestionnaire, à l'occasion soit de l'ouverture de son ERP, soit du dépôt de son Ad'AP, soit de la réalisation de travaux antérieurs, etc, ou bien ont été fournis par l'administration, tel un arrêté préfectoral approuvant une dérogation, par exemple. Il suffit donc d'en effectuer des copies et de les ajouter au registre.

a) Pour tous les ERP, y compris les établissements de la 5e catégorie

1° Lorsque l'établissement est nouvellement construit, l'attestation prévue par l'article L. 111-7-4 après achèvement des travaux ;

Pour ceux construits entre 2014 et aujourd'hui : Attestation établie par un contrôleur technique, ou un architecte, (selon le modèle de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 mars 2007)

2° Lorsque l'établissement est conforme aux règles d'accessibilité au 31 décembre 2014, l'attestation d'accessibilité prévue à l'article R. 111-19-33 ;

Attestation sur l'honneur pour les 5e catégorie. Pour les 1e à 4e catégories il s'agit d'une attestation établie par un contrôleur technique. La pièce prévue au 1° (attestation d'achèvement des travaux) peut être utilisée dans le cas d'un ERP construit entre 2007 et aujourd'hui.

3° Lorsque l'établissement fait l'objet d'un agenda d'accessibilité programmée conformément aux articles R. 111-19-31 à R. 111-19-47 :

- le calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement : préciser les dates de début et de fin prévisionnelle de l'agenda ;
- pour les agendas de plus de trois ans : joindre le bilan à mi-parcours prévu à l'article D. 111-19-45 du CCH, une fois qu'il est réalisé ;

• l'attestation d'achèvement prévue à l'article D. 111-19-46 du CCH, à la fin de l'agenda. Réalisée par le gestionnaire, sur l'honneur pour les ERP de 5e catégorie, ou par un contrôleur agréé ou un architecte pour les ERP de 1ère à 4e catégorie.

Il s'agit de l'attestation d'achèvement de l'Ad'AP, dans le cas d'Ad'AP de patrimoine, elle est réalisée une fois l'ensemble des travaux ou aménagements de mise en accessibilité est achevé.

Attestation sur l'honneur pour la 5e catégorie.

4° Le cas échéant, les arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité mentionnées à l'article R. 111-19-10, ou, à défaut en cas d'acceptation tacite, le récépissé de dépôt de l'AT contenant la demande de dérogation ;

En cas d'approbation tacite, le récépissé de dépôt du dossier Ad'AP, accompagné d'une copie de la demande de dérogation, font foi.

En cas d'absence de récépissé de dépôt, se reporter au tableau de suivi des ERP accessibles ou sous Ad'AP mis en ligne sur le site de la préfecture.

5° Lorsque l'établissement a fait l'objet d'une autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, la notice d'accessibilité prévue à l'article D. 111-19-18 ;

La notice d'accessibilité est produite au moment du dépôt de la demande d'autorisation de construire.

b) Pour les ERP de la 1e à la 4e catégorie

En plus des éléments mentionnés précédemment, le registre public d'accessibilité contient une attestation signée et mise à jour annuellement par l'employeur décrivant les actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs. Lorsque le personnel chargé de l'accueil des personnes handicapées est affecté à plusieurs établissements, cette attestation peut être réalisée pour l'ensemble des établissements concernés.

4. La plaquette « Bien accueillir les personnes handicapées »

Cette plaquette a été réalisée par la délégation ministérielle à l'accessibilité, en concertation avec les associations de personnes handicapés et les représentants des acteurs économiques. Elle donne des conseils sur la bonne attitude à adopter pour l'accueil des personnes handicapées quel que soit leur type de handicap.

Bien accueillir les personnes handicapées

III. Quelle forme ?

1. Se renseigner lors de sa venue dans l'établissement : la simplicité du format physique

Le registre public d'accessibilité doit être facilement consultable par tous les usagers qui en feront la demande lors de leur venue dans l'établissement. D'un point de vue matériel, sa localisation et le type de support utilisé ne sont pas imposés. Le gestionnaire à le choix entre une version papier ou une version dématérialisée. L'accueil de l'établissement, ou le lien en faisant office tel que la caisse, semble être le lieu le plus pertinent pour sa localisation et les différents documents le constituant peuvent être rassemblés dans un classeur, un porte-document...

En alternative à une présentation « papier », il est possible de le mettre à disposition sous forme dématérialisée via un ordinateur ou une tablette dans des conditions d'accès et d'utilisation adaptées à tous.



Si elle est retenue, la version numérique doit comporter l'ensemble des pièces composant le registre public d'accessibilité.

Le personnel d'accueil doit être en capacité d'informer l'usager des modalités d'accessibilité aux différentes prestations de l'établissement. Il apparaît donc souhaitable qu'il ait une bonne connaissance des documents constituant le registre d'accessibilité et qu'il puisse accompagner les usagers, si nécessaire, lors de sa consultation.

2. Se renseigner en amont d'un déplacement : l'intérêt du format numérique

Pour de nombreuses personnes handicapées, la préparation en amont d'un déplacement ou de l'utilisation d'un équipement public s'avère fondamentale. Avant de quitter leur domicile, elles auront besoin de se renseigner sur les conditions d'accessibilité d'un établissement, notamment d'accueil adapté et d'accessibilité des différentes prestations ou services offerts, toutes informations utiles qu'elles doivent pouvoir trouver dans le registre d'accessibilité.

Si l'établissement dispose d'un site internet, créer une rubrique dédiée à l'accessibilité de l'établissement permettant notamment d'accéder au registre public d'accessibilité présente donc un grand intérêt pour les personnes handicapées et donne tout son sens au registre. Il devient ainsi un véritable outil de communication entre l'ERP et ses visiteurs potentiels.



Si le gestionnaire a retenu la version papier pour constituer le registre public d'accessibilité de son établissement, mais que celui-ci dispose d'un site internet, il est possible et vivement conseillé de diffuser par ce support d'information la fiche informative d'accessibilité et toutes les informations complémentaires relatives à l'établissement (accès, prestations, etc) pouvant être utiles aux usagers et notamment aux personnes handicapées.

3. Conseils pour rendre le registre accessible

Ce registre est consultable par n'importe quelle personne qui en exprimerait le souhait. Cependant, les personnes porteuses d'un handicap peuvent être davantage intéressées par son contenu. La question de l'accessibilité du registre lui-même se pose donc. En effet, plus un document est adapté au public visé, plus il devient pertinent. Le modèle type de fiche informative proposée est adapté et accessible à tous, notamment au handicap mental grâce au respect de la méthode facile à lire et à comprendre et au handicap visuel.

Ceux qui souhaitent aller plus loin et en savoir plus sur l'accessibilité trouveront ci-dessous quelques pistes pour y parvenir.

a) Pour l'accessibilité du registre en version numérique :

Consulter le RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) :

https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/

b) Pour la déficience visuelle :

Consulter le guide de l'AVH :

https://www.avh.asso.fr/fr/favoriser-laccessibilite/accessibilite-numerique/accessibilite-des-documents-et-des-courriels-0

c) Pour la déficience mentale :

Consulter la méthode du « Facile à lire et à comprendre » expliquée dans le guide de l'Unapei :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Guide_ReglesFacileAlire.pdf

Annexes

- Annexe 1 : tutoriel pour remplir la fiche informative
- Annexe 2 : modèle-type de fiche informative
- Annexe 3 : liste des pièces à joindre
- Annexe 4 : modèle de tableau de suivi d'entretien et maintenance

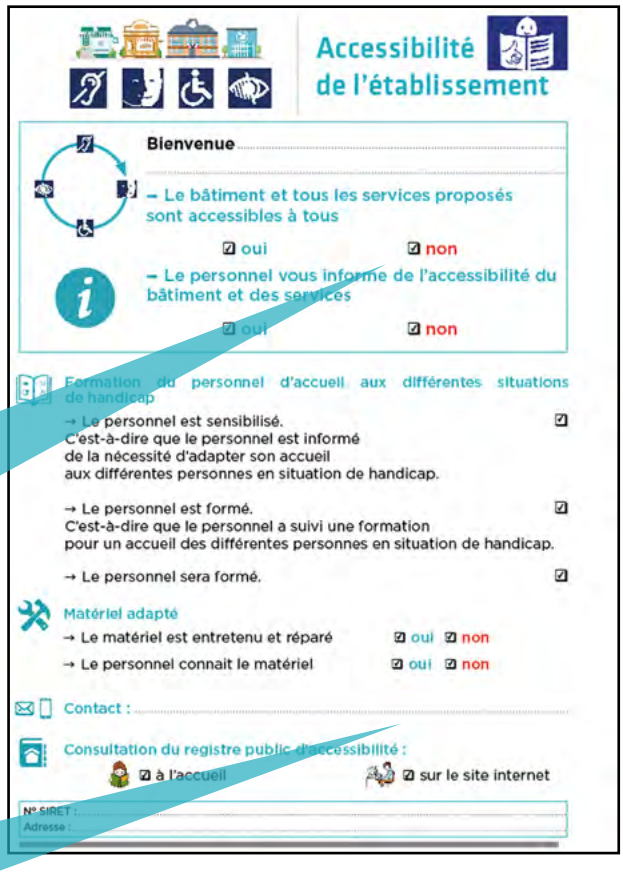
Annexe 1 : tutoriel pour remplir la fiche de synthèse

Voici un document pour informer les personnes en situation de handicap des services et équipements accessibles de votre établissement.

Il est consigné dans votre registre publique d'accessibilité et peut être affiché à l'accueil de votre établissement.

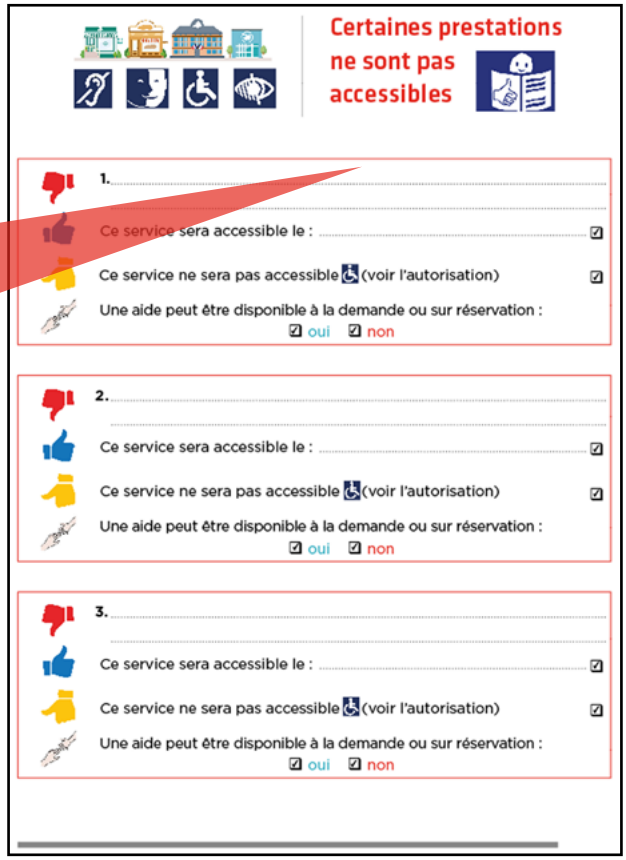
➞ 1. Indiquez « la raison sociale » ou « le nom commercial de l'établissement »

➞ 2. Précisez l'activité principale de l'établissement



➞ 3. Indiquez le nom du responsable accessibilité de l'établissement (exemple : responsable d'établissement, chargé d'accessibilité, etc.)

➞ 1. Décrivez la ou les prestations offertes par votre établissement qui ne sont pas encore accessibles ou qui font l'objet d'une dérogation (ex. : les sanitaires, l'entrée, les caisses, etc.) Il y a autant d'encadrés que de dérogations ou de points qui bénéficieront d'aménagement ou de travaux futurs. Au besoin, dupliquez le verso.





Accessibilité de l'établissement

Bienvenue .....

.....

→ Le bâtiment et tous les services proposés sont accessibles à tous

❑ oui ❑ non

→ Le personnel vous informe de l'accessibilité du bâtiment et des services

❑ oui ❑ non

Formation du personnel d'accueil aux différentes situations de handicap

→ Le personnel est sensibilisé. ❑
C'est-à-dire que le personnel est informé
de la nécessité d'adapter son accueil
aux différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel est formé. ❑
C'est-à-dire que le personnel a suivi une formation
pour un accueil des différentes personnes en situation de handicap.

→ Le personnel sera formé. ❑

Matériel adapté

→ Le matériel est entretenu et réparé ❑ oui ❑ non

→ Le personnel connait le matériel ❑ oui ❑ non

Contact : .....

Consultation du registre public d'accessibilité :

❑ à l'accueil ❑ sur le site internet

N° SIRET : .....

Adresse : .....

Contributeurs : Fédération APAJH, DMA, Unapei Relecteurs : ESAT Levallois-Perret - Fédération APAJH, ESAT Pierrelatte - Adapei 26 Septembre 2017



Certaines prestations ne sont pas accessibles

1. .....

.....

Ce service sera accessible le : ..... ❑

Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation) ❑

Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

❑ oui ❑ non

2. .....

.....

Ce service sera accessible le : ..... ❑

Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation) ❑

Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

❑ oui ❑ non

3. .....

.....

Ce service sera accessible le : ..... ❑

Ce service ne sera pas accessible (voir l'autorisation) ❑

Une aide peut être disponible à la demande ou sur réservation :

❑ oui ❑ non

Contributeurs : Fédération APAJH, DMA, Unapei Relecteurs : ESAT Levallois-Perret - Fédération APAJH, ESAT Pierrelatte - Adapei 26 Septembre 2017

Annexe 3 : liste des pièces à joindre

❑ Établissement nouvellement construit : l'attestation d'achèvement des travaux

❑ Établissement conforme aux règles d'accessibilité au 31 décembre 2014 : l'attestation d'accessibilité

❑ Établissement sous agenda d'accessibilité programmée : le calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement

❑ Établissement sous agenda d'accessibilité programmée comportant plus d'une période : le bilan des travaux et des autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de la durée de l'agenda

❑ Établissement sous agenda d'accessibilité programmée achevé : l'attestation d'achèvement

❑ Les arrêtés préfectoraux éventuels accordant les dérogations aux règles d'accessibilité

❑ Établissement sous autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public : la notice d'accessibilité

❑ Le document d'aide à l'accueil des personnes handicapées à destination du personnel en contact avec le public élaboré par le ministre en charge de la construction

❑ ERP de 1ère à 4e catégorie : une attestation signée et mise à jour annuellement par l'employeur décrivant les actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.

Annexe 4 : fiche de suivi de l’entretien des équipements

Exemple d’équipements nécessitant entretien et maintenance :

- groom
- porte automatique ;
- ascenseur ou élévateur ;
- boucle à induction magnétique ;
- balise sonore ;
- signalétique sur écran ;
- tourniquet ;
- tapis roulant ou escalier mécanique.

Matériel	Date d’intervention	Description

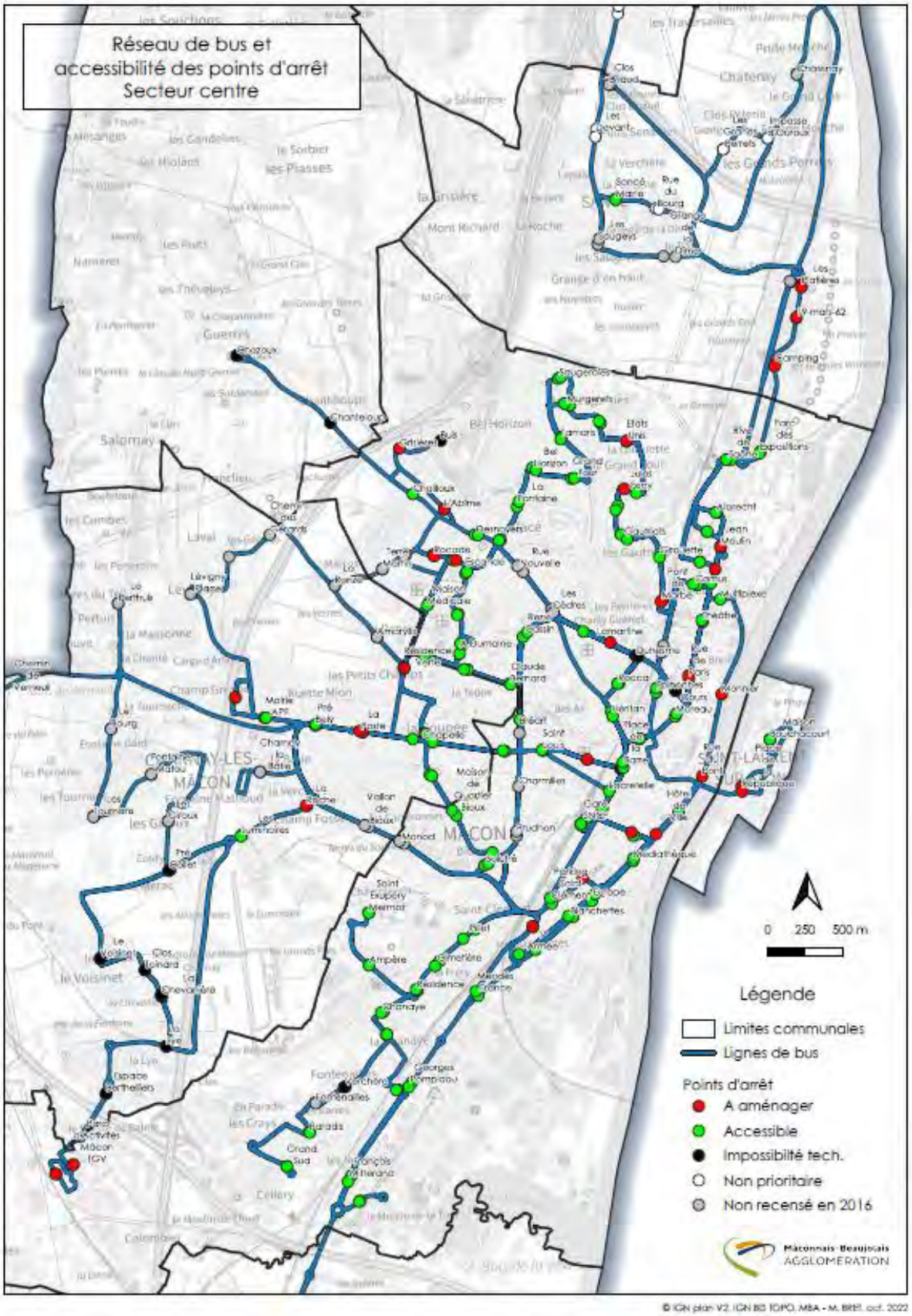
Remerciements

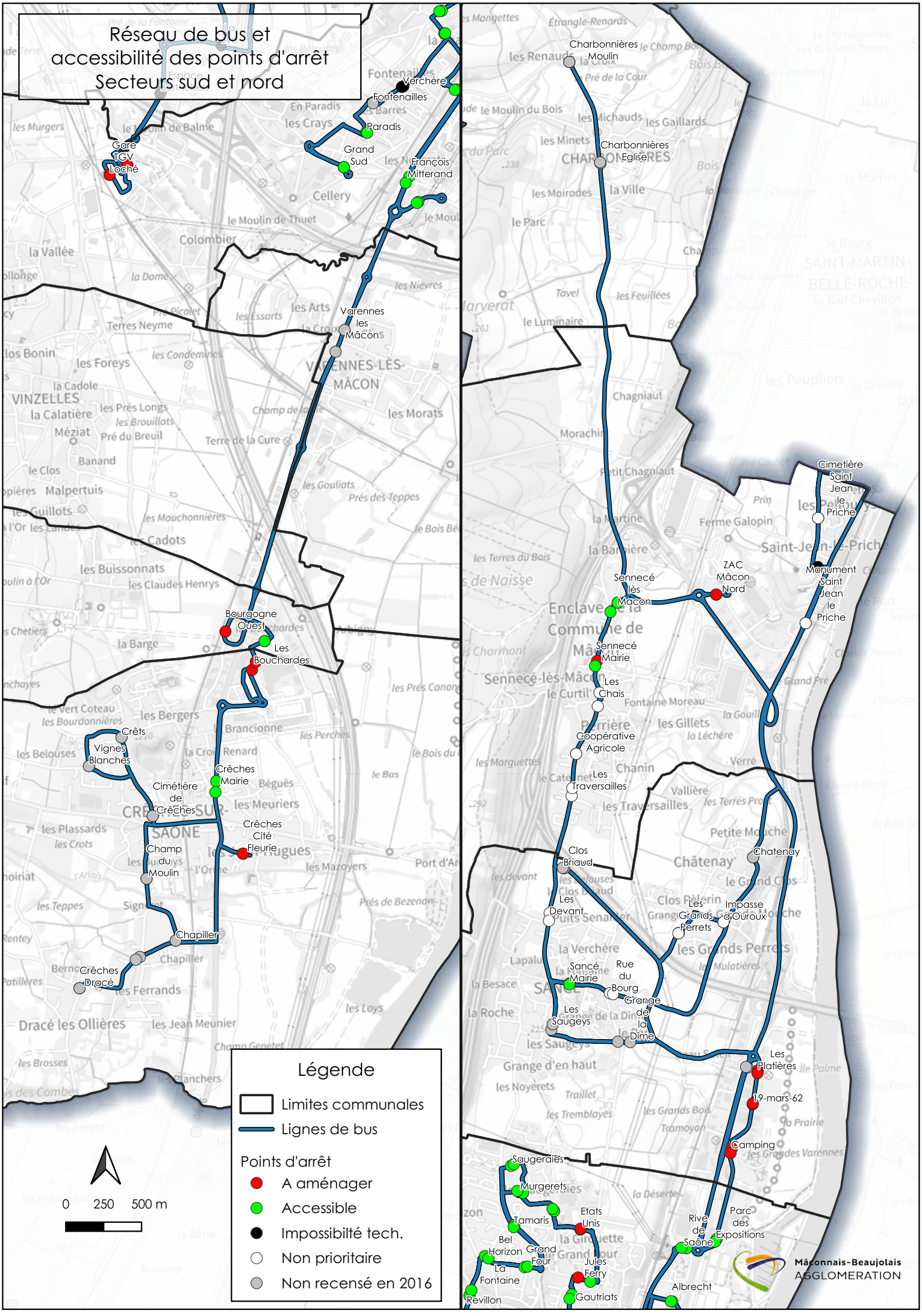
Ce guide a été rédigé par la DMA, à l'issue des travaux menés au sein d'un groupe de travail animé par Brigitte THORIN, Déléguée Ministérielle à l'Accessibilité, composé des membres suivants :

- BUREAU Pascal - Association des paralysés de France
- CHOGNARD Philippe - Confédération des PME
- CIMALA Eric - CEREMA
- ETCHEMENDY Fabienne - CCI France
- FADEL Rémi - Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes
- GATESOUPE Elise - Association pour Adultes et Jeunes Handicapés
- JAMMES Thierry - Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes
- LE BLOAS Carole - Qualiconsult
- LEMAIRE Bruno - Unapei
- LEPOUTRE Michèle - Syndicat National des Hôteliers Restaurateurs Cafetiers Traiteurs
- RENOTTE Jérôme - SNCF
- ROSTAL Cedric - DGALN/DHUP/QC1
- ZUCKER Julia - SG/DMA

Ministère de la transition écologique et solidaire
Ministère de le cohésion des territoires
Secrétariat général
Délégation ministérielle à l'accessibilité
Grande Arche paroi sud
92055 La Défense cedex
Tél. : +33 (0)1 40 81 21 22
dma.sg@developpement-durable.gouv.fr

Annexe : Arrêts prioritaires des lignes de transports urbains

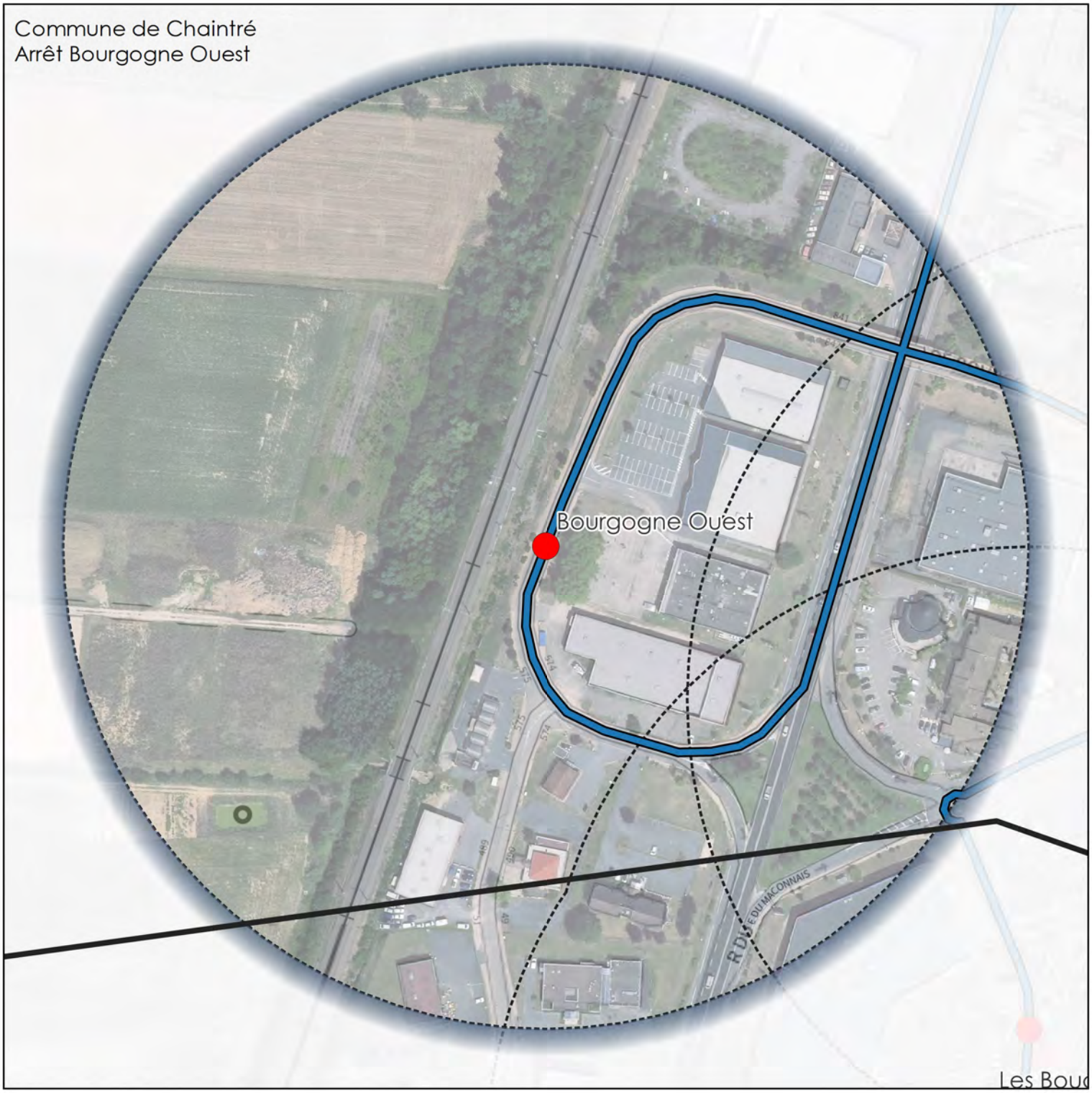




© IGN plan V2, IGN BD TOPO, MBA - M. BRET, oct. 2022

Annexe : Arrêts prioritaires - Zoom des 200m autour de chaque arrêt





0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

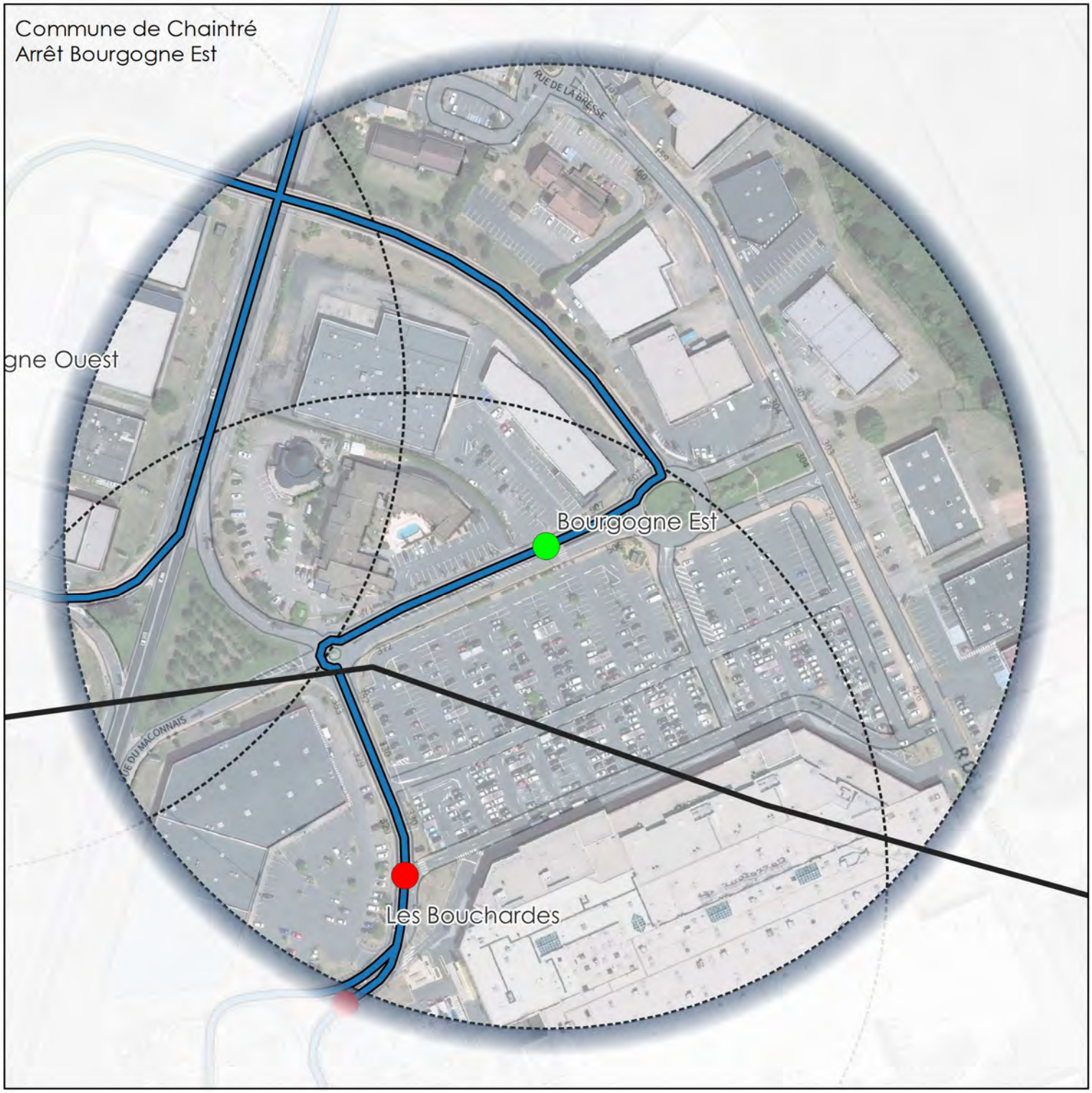
Accessible

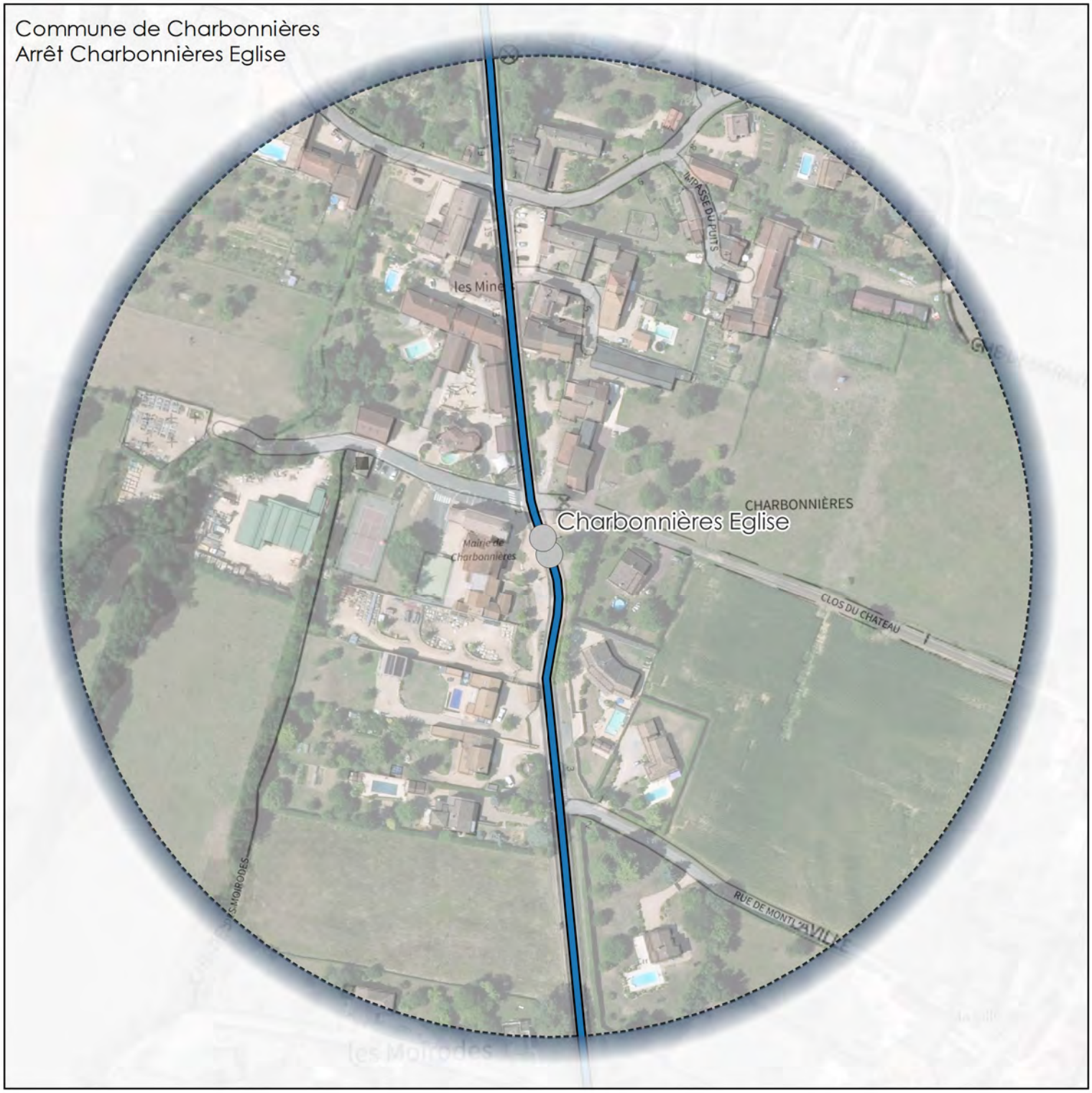
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Chaintré
Arrêt Bourgogne Est
gne Ouest
Bourgogne Est
Les Bouchardes
RUE DE LA BRESSE
VE DU MACONNAIS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charbonnières
Arrêt Charbonnières Eglise
Charbonnières Eglise
CHARBONNIÈRES
Mairie de Charbonnières
les Mines
IMPASSE DU PUITS
CLOS DU CHATEAU
RUE DE MONTLAVILL
LES MOIRODES
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

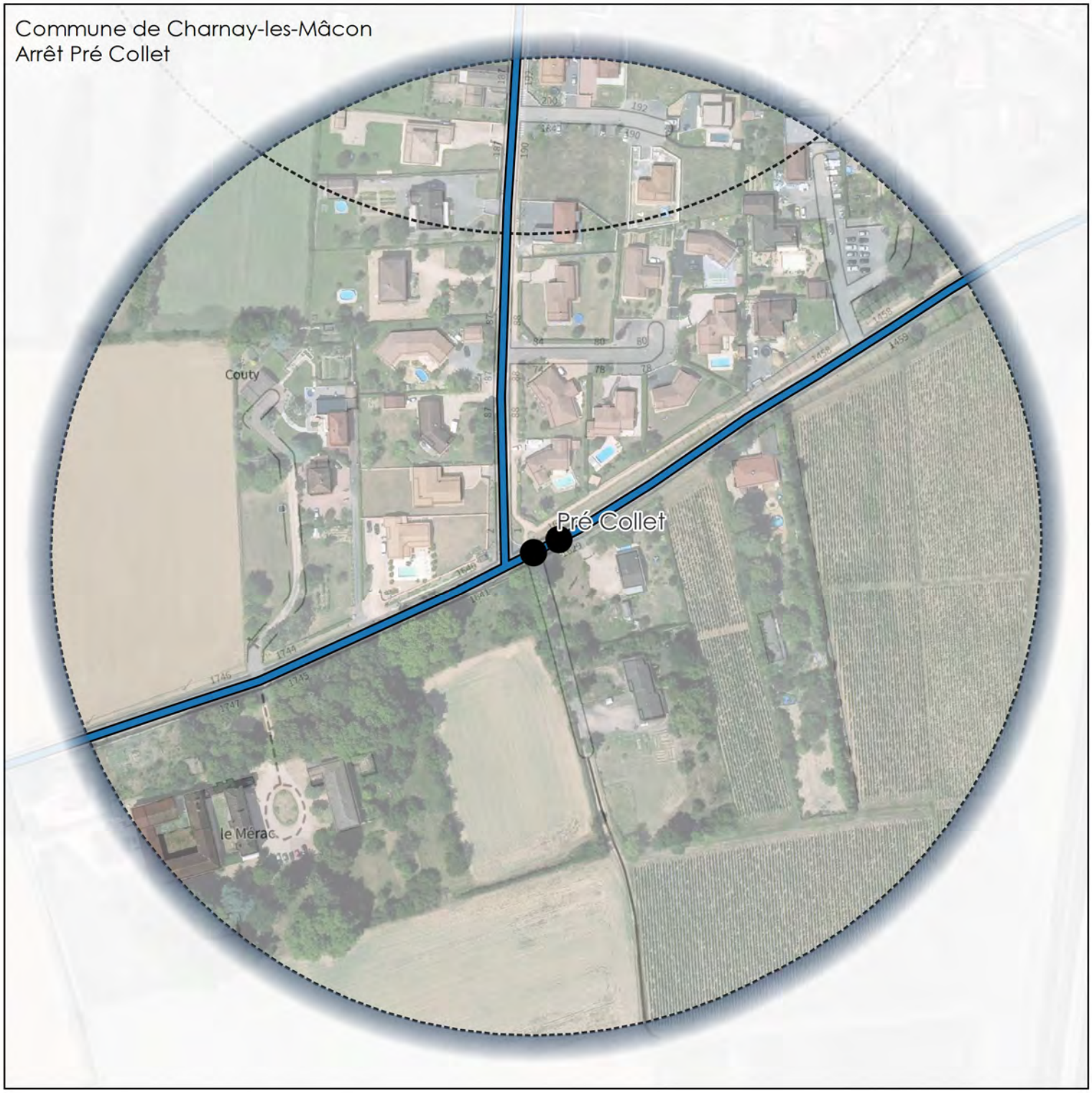
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

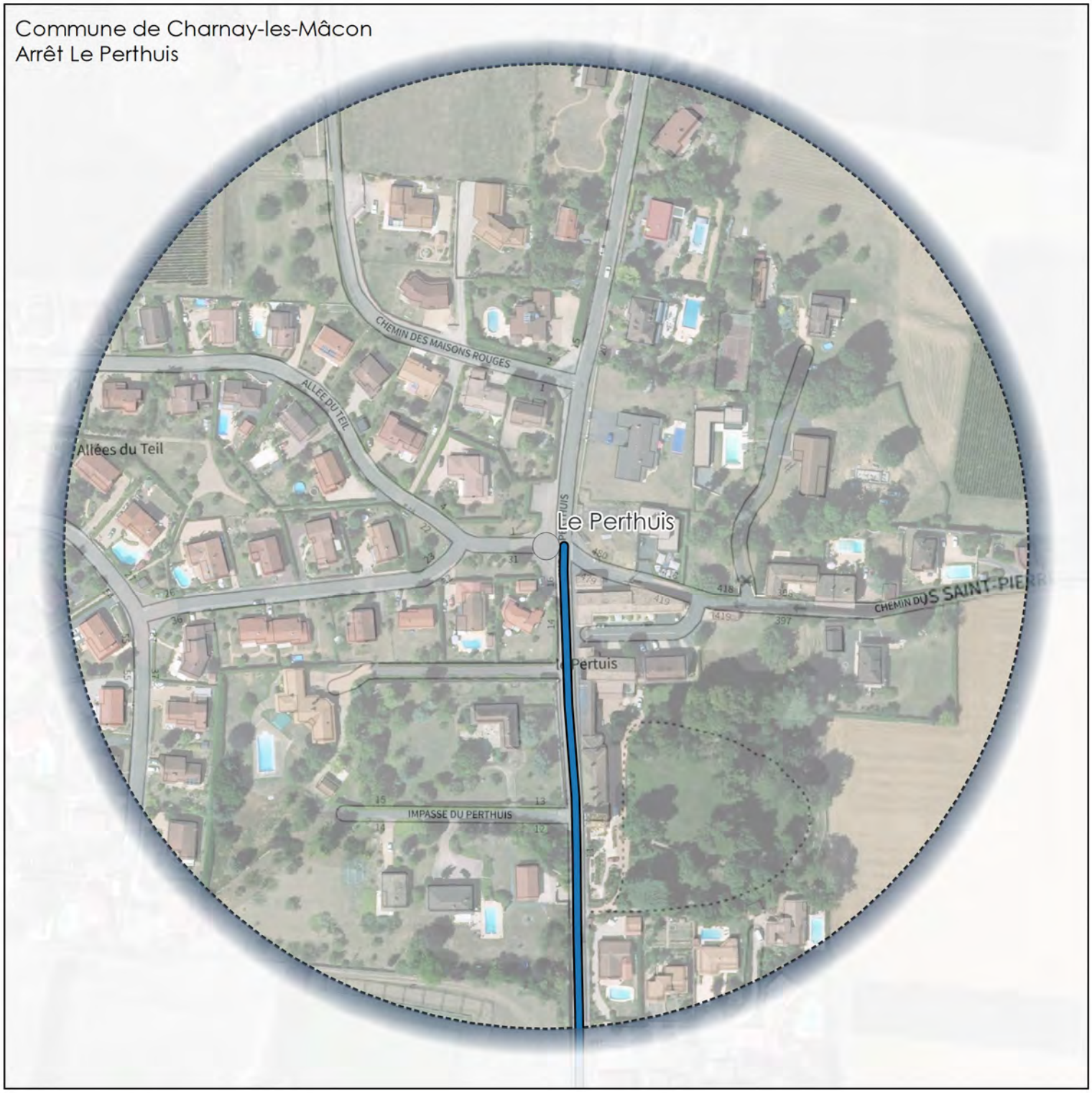
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt La Chevanière
Clos Toinard
La Chevanière
la Chevanière
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Le Perthuis

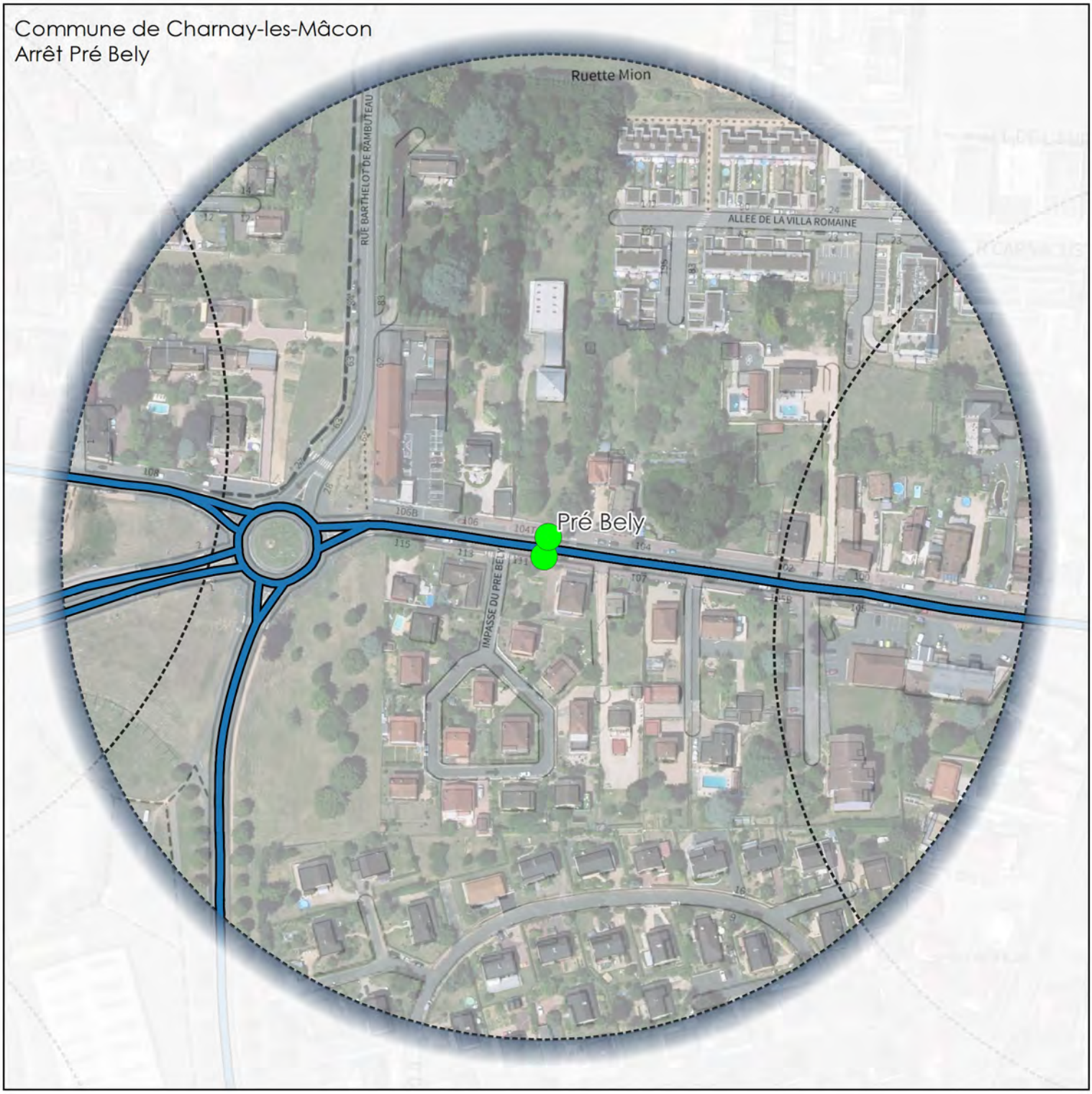


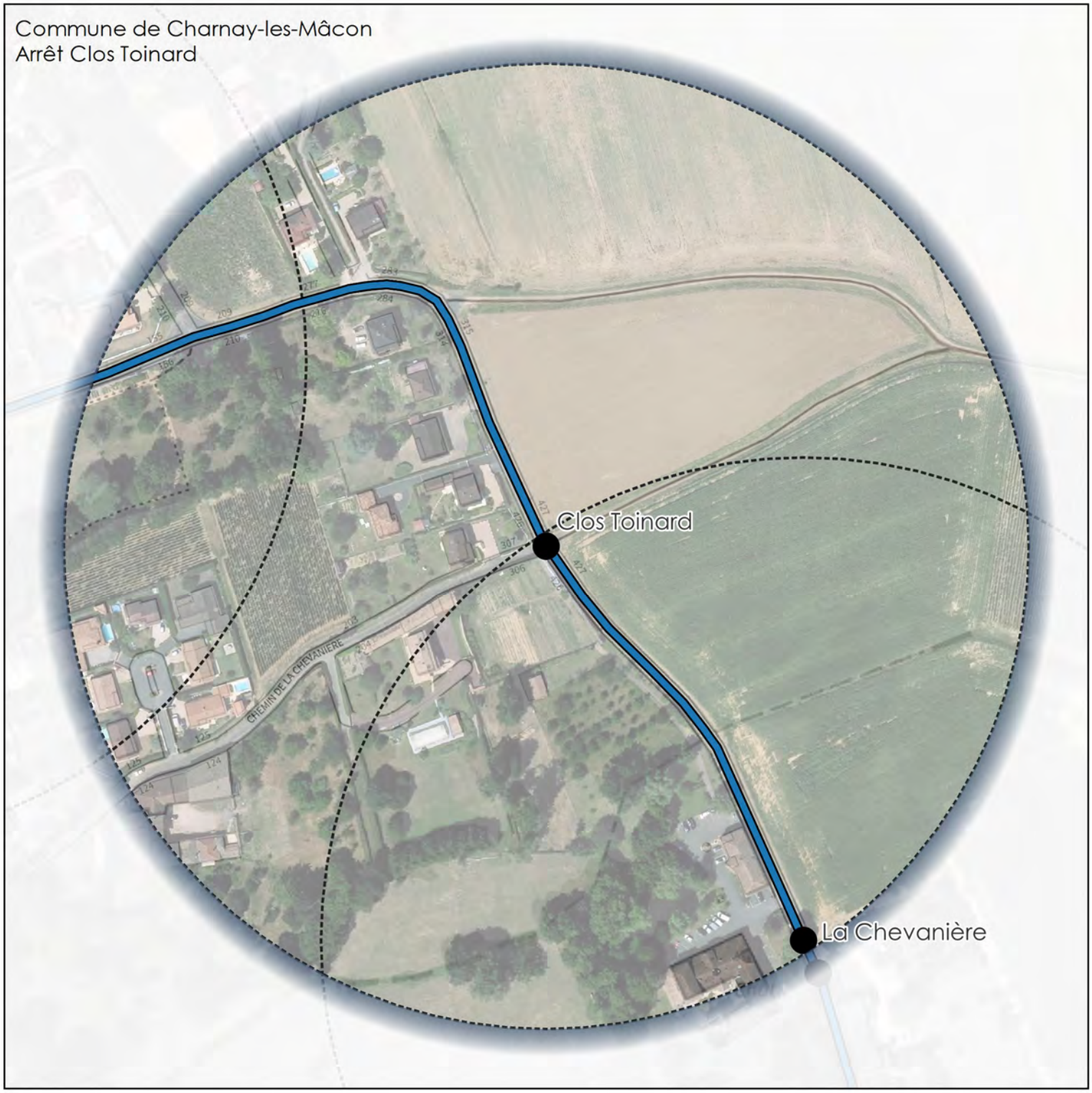
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Pré Bely
Ruette Mion
RUE BARTHELOT DE RAMBUTEAU
ALLEE DE LA VILLA ROMAINE
IMPASSE DU PRE BELY
Pré Bely
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Vallon de Bioux



0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Les Luminaires

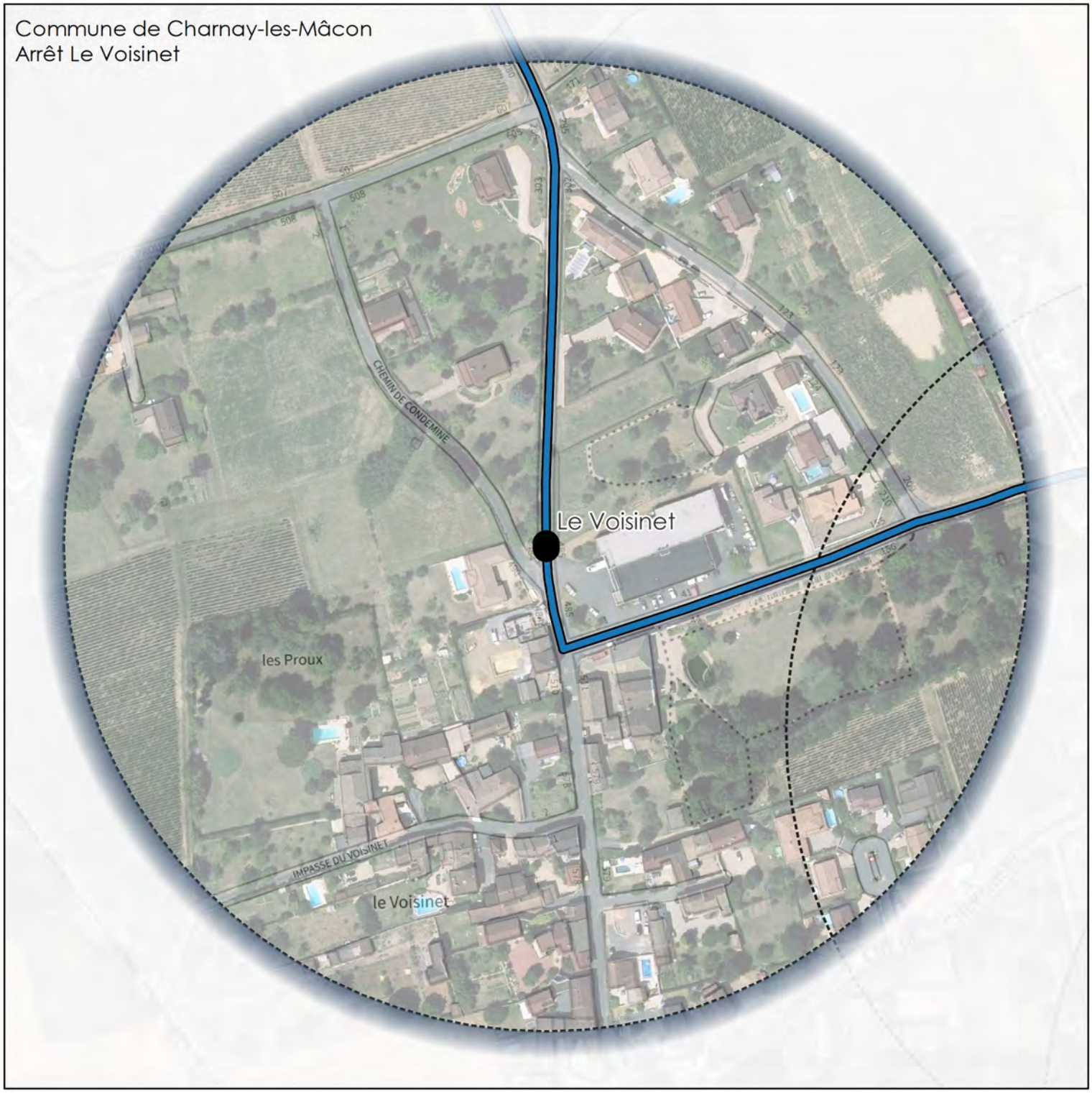


0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

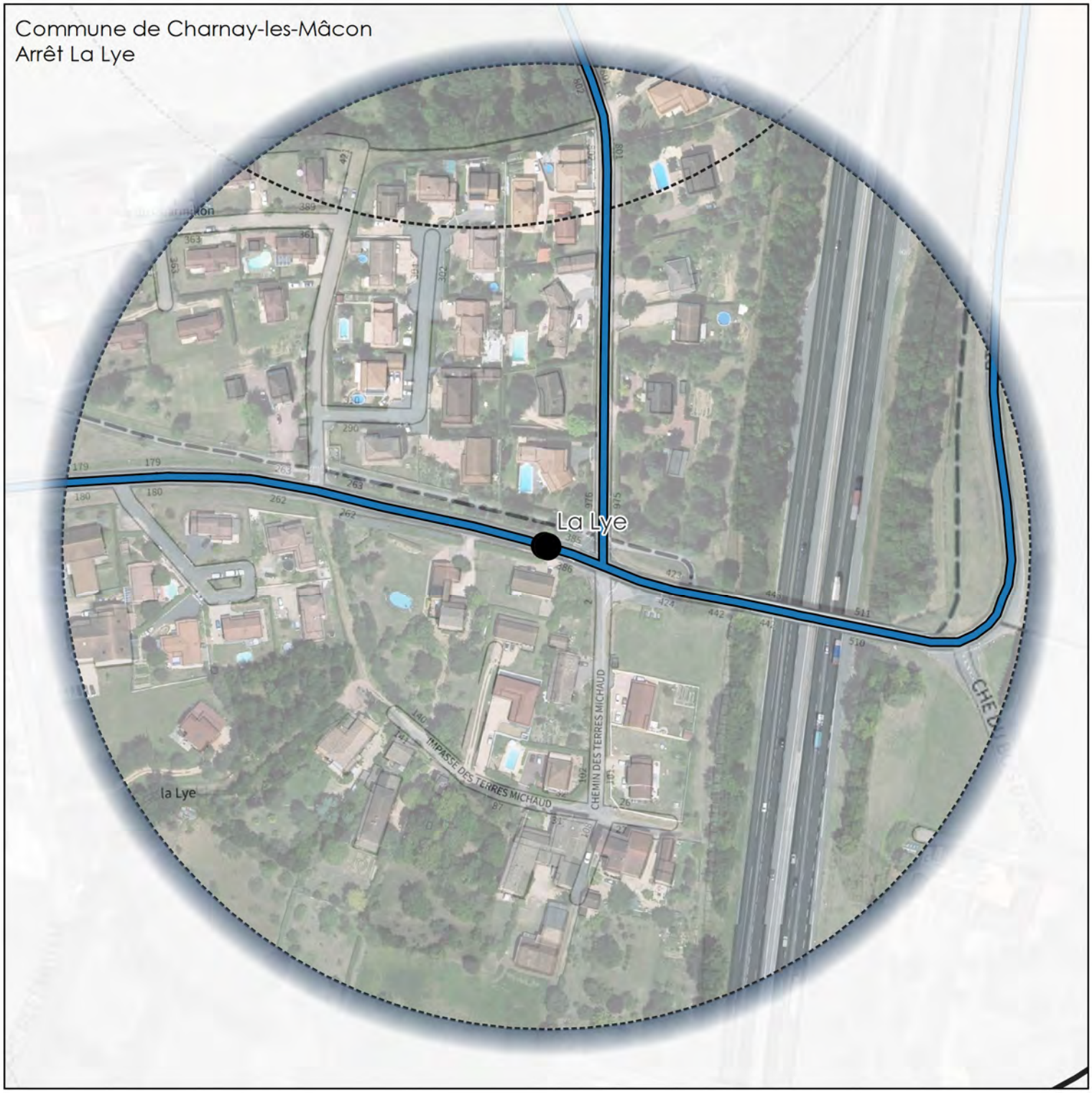
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Chemin de Verneuil
Chemin de Verneuil
CHEMIN DU BOIS DE VERNEUIL
IMPASSE DE VERNEUIL
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Champgrenon

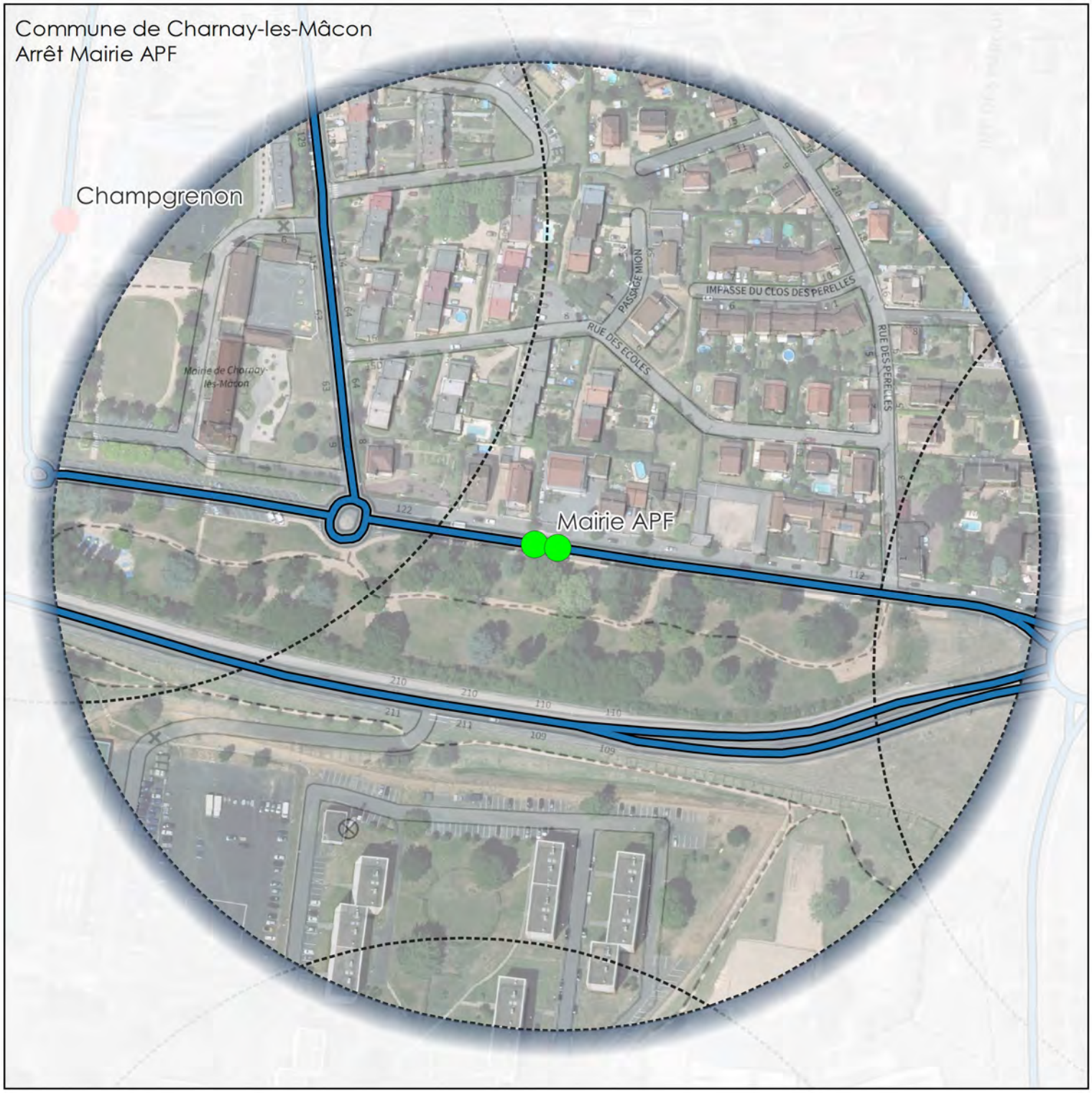


0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

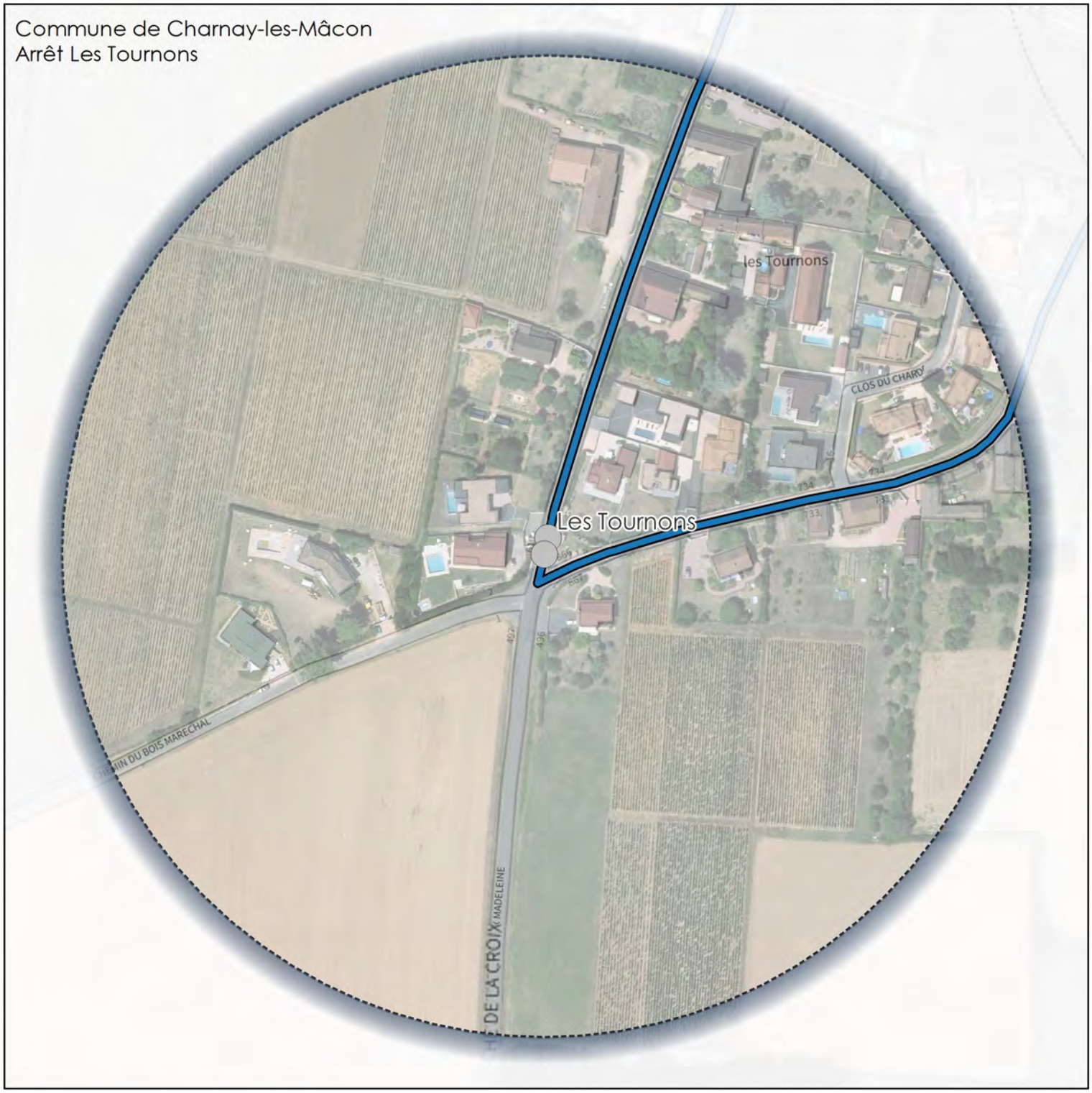
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Les Tournons

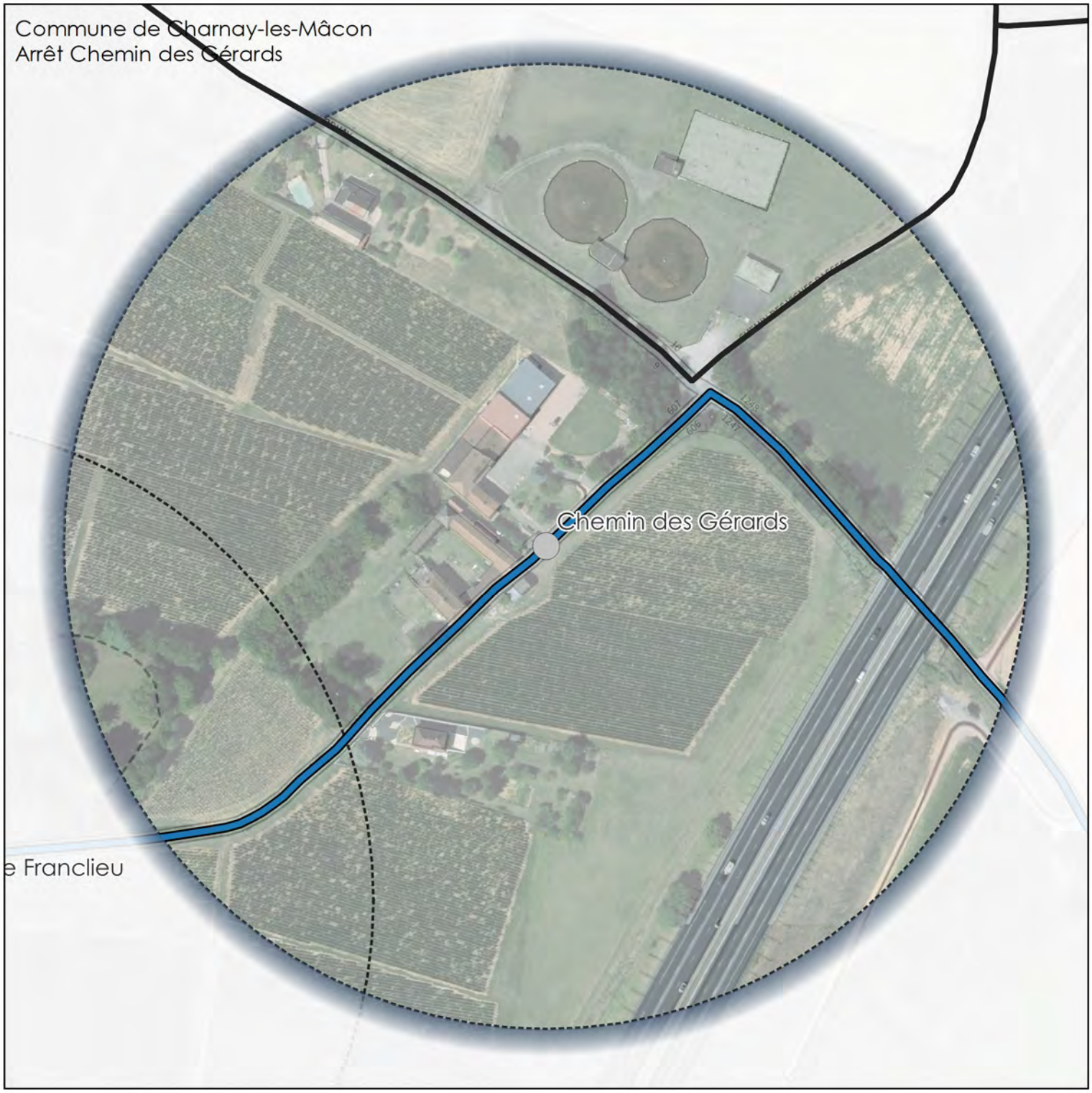


0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

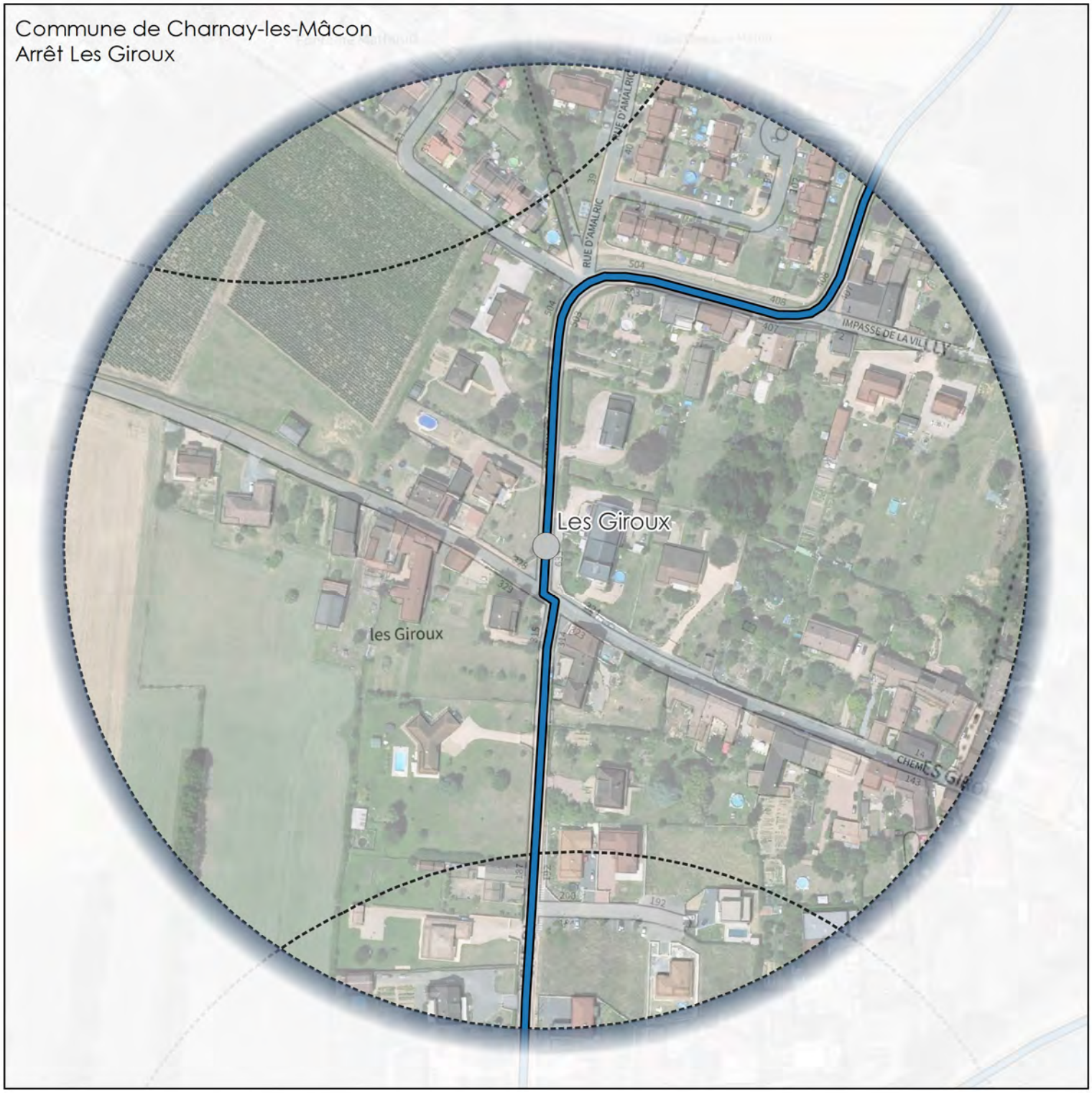
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Les Giroux

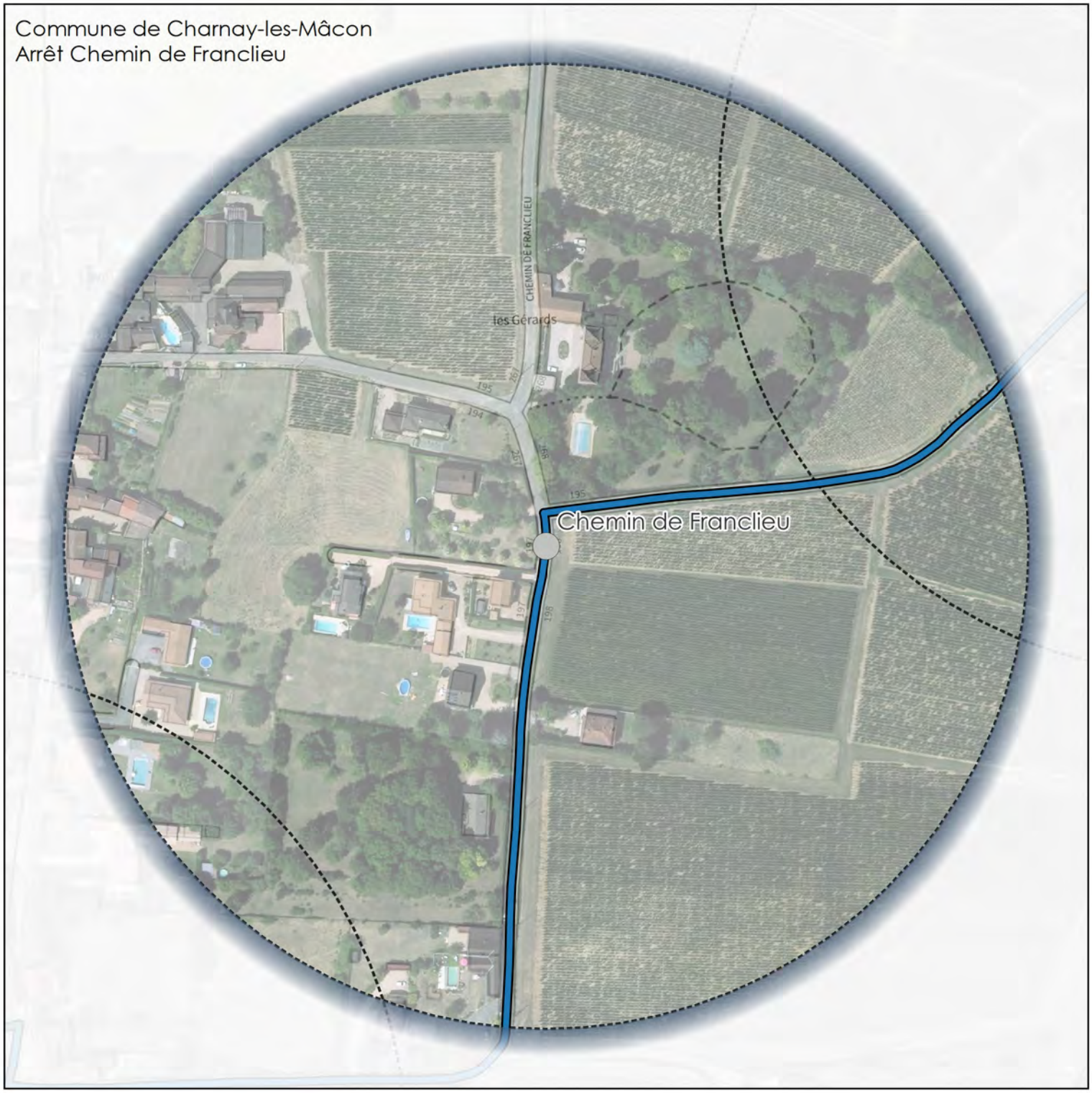


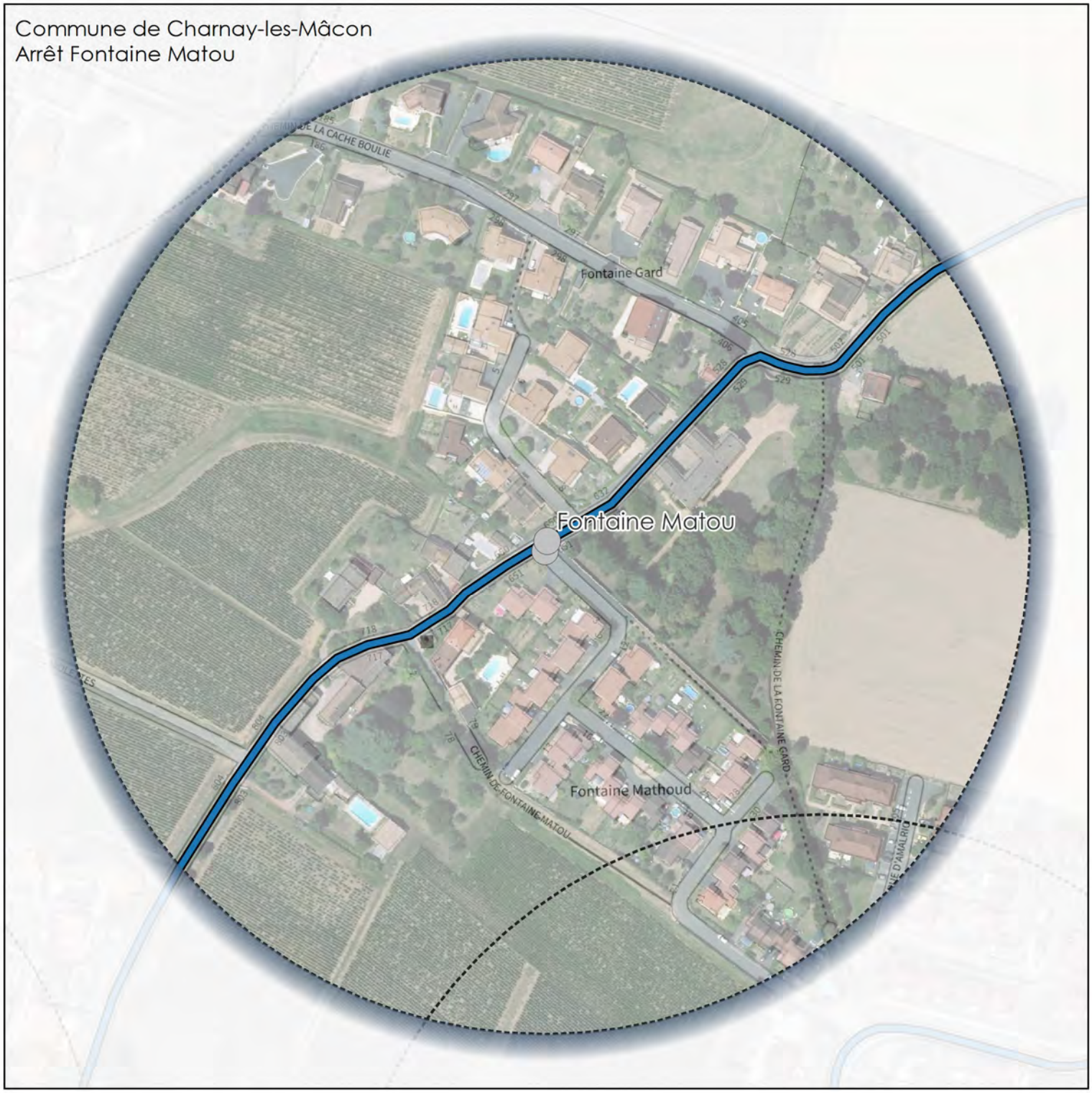
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Chemin de Franclieu
CHEMIN DE FRANCLIEU
les Gérards
Chemin de Franclieu
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Fontaine Matou
CHEMIN DE LA CACHE BOULIE
Fontaine Gard
Fontaine Matou
CHEMIN DE LA FONTAINE GARD
Fontaine Mathoud
CHEMIN DE FONTAINE MATOU
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Chemin de Marbou



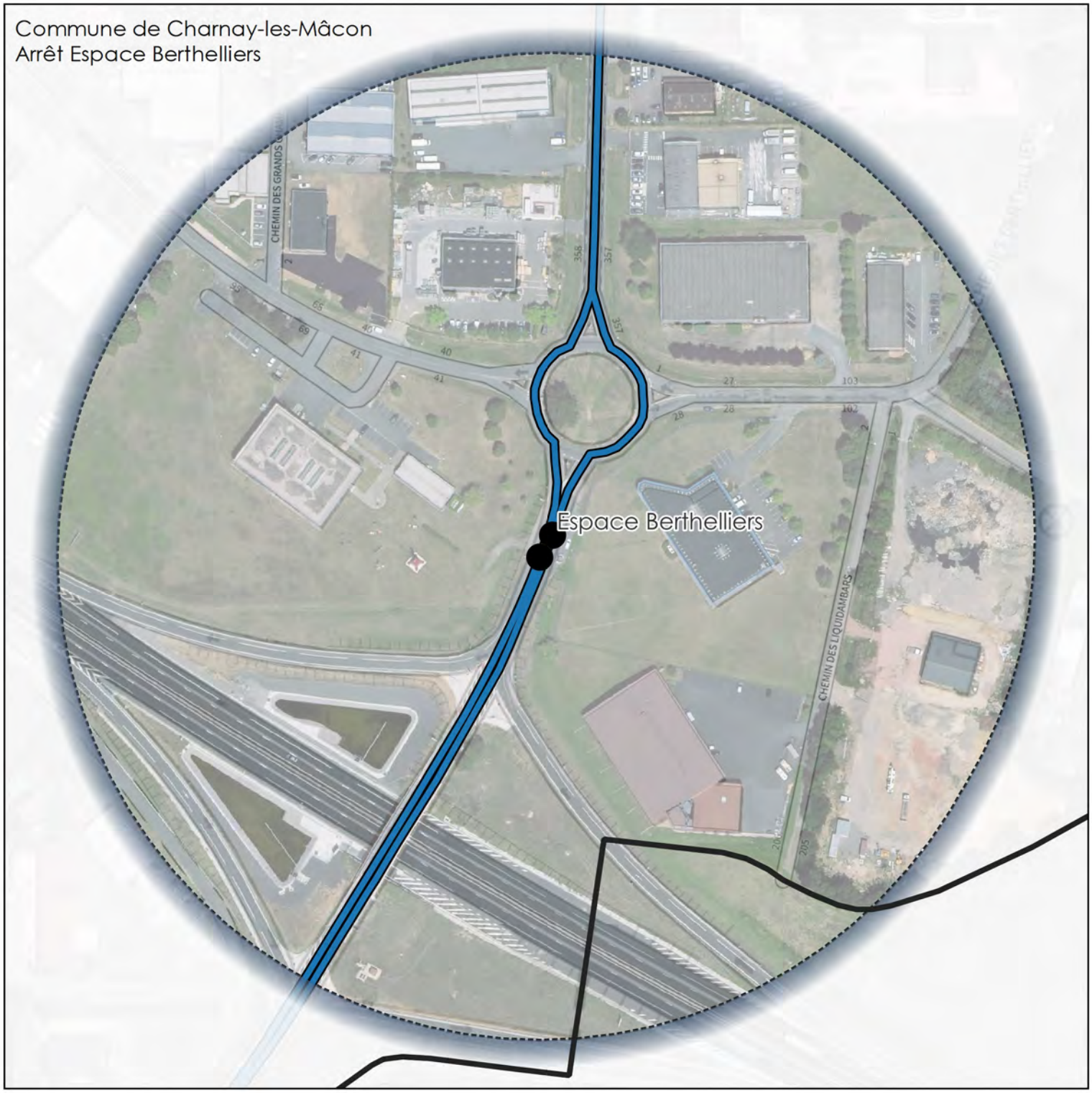
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Espace Berthelliers

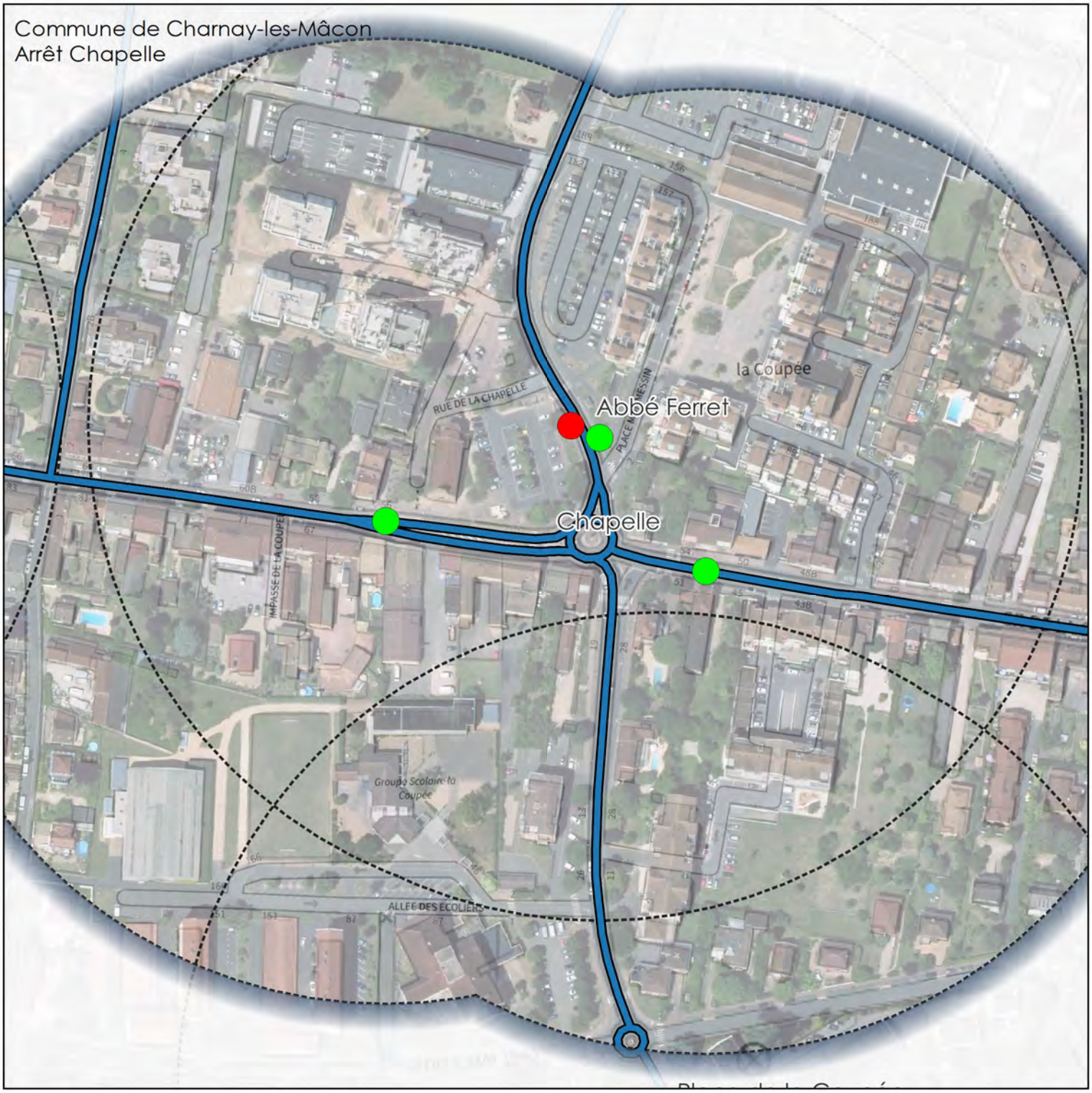


0 50 100 m

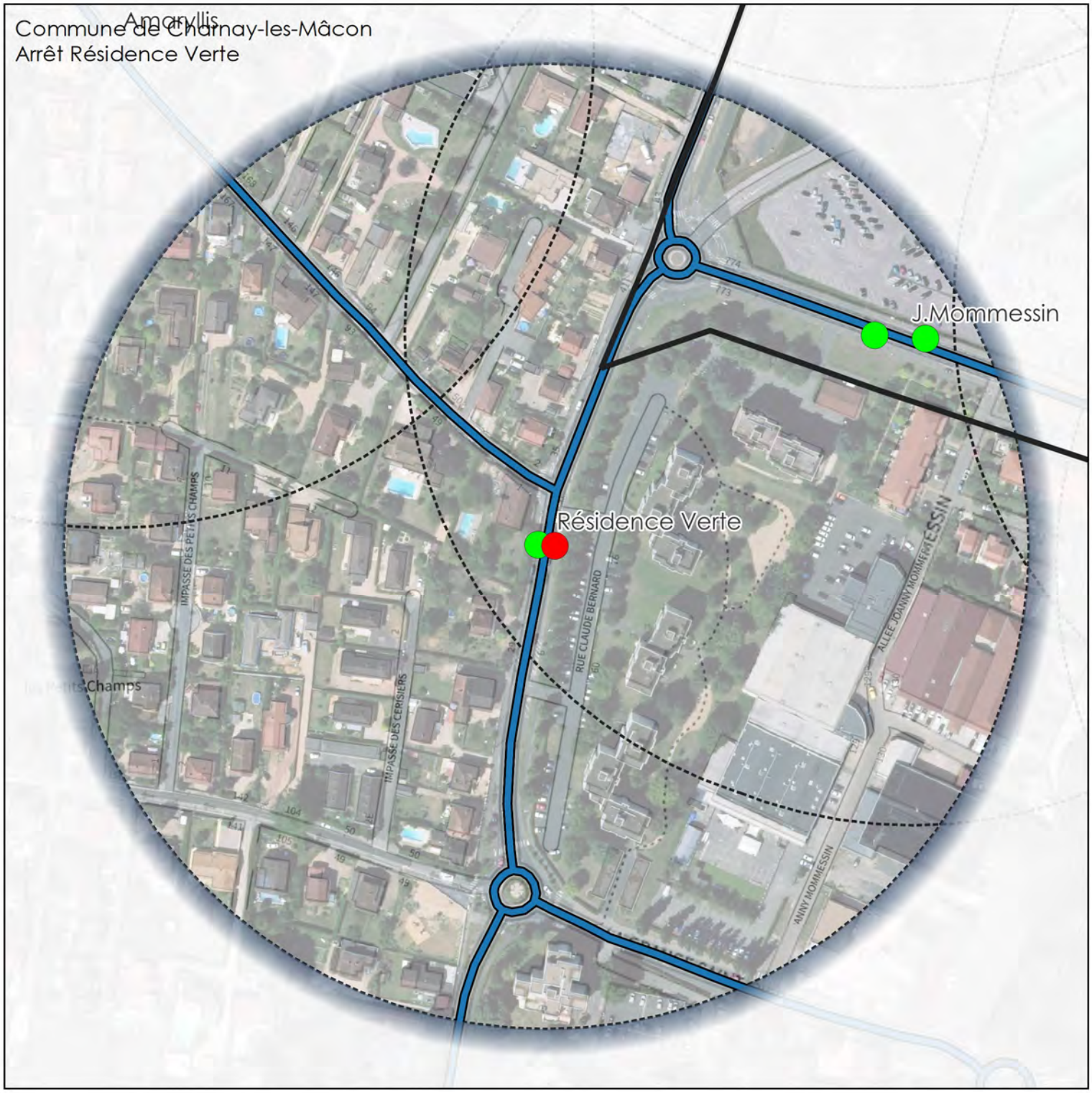
Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Chapelle
Abbé Ferret
Chapelle
la Coupée
RUE DE LA CHAPELLE
IMPASSE DE LA COUPE
ALLEE DES ECOLIERS
Groupe Scolaire la Coupée
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Amaryllis
Amaryllis
la Ronze
CLOS DES AMARYLLIS
Résidence
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



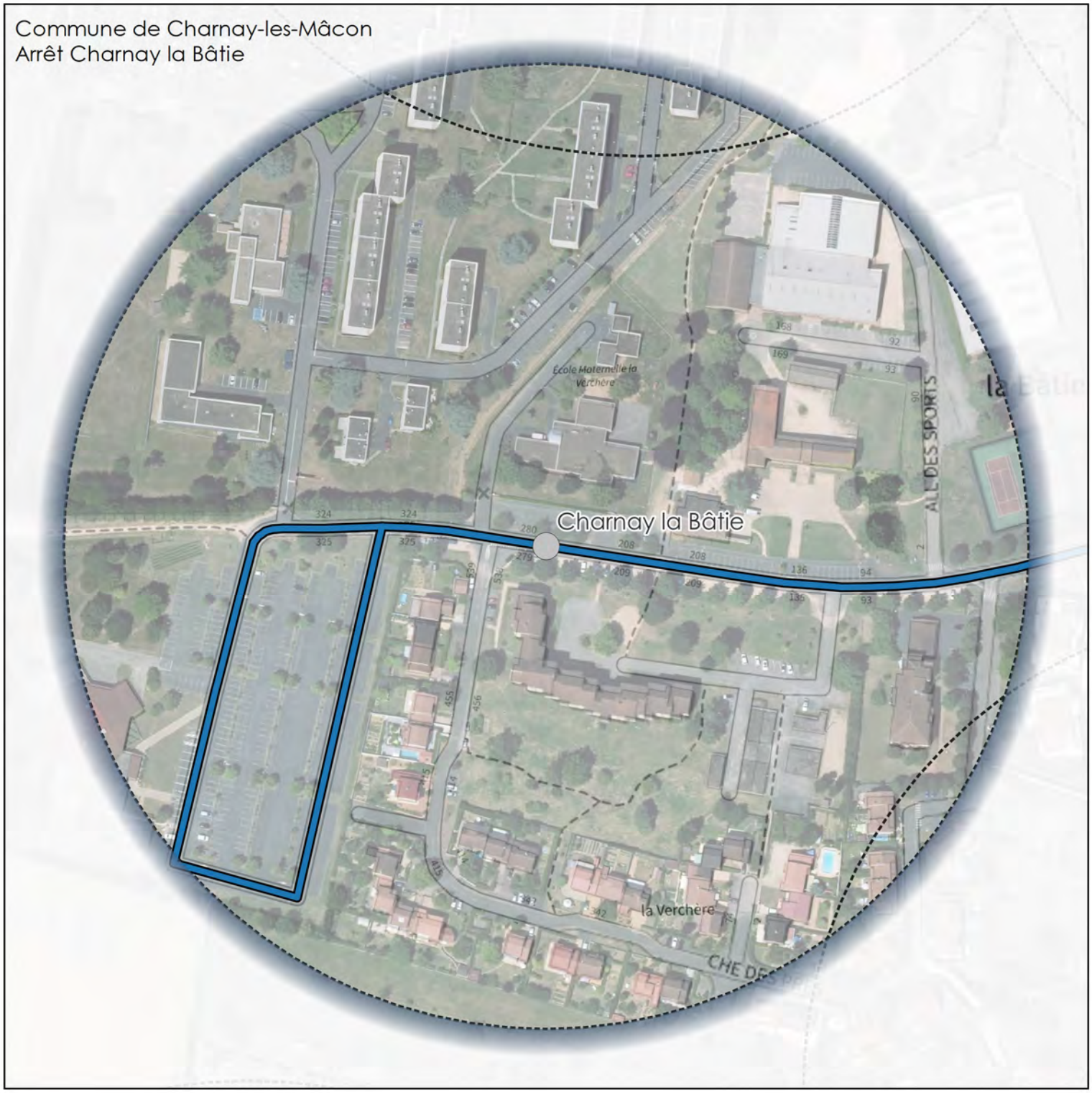
0 50 100 m

Légende

- Limites communales
- Lignes de bus
- Points d'arrêt
  - A aménager
  - Accessible
  - Impossibilté tech.
  - Non prioritaire
  - Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt La Roche
le Clos des Verchères
La Roche
Champ Fossé
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Charnay la Bâtie



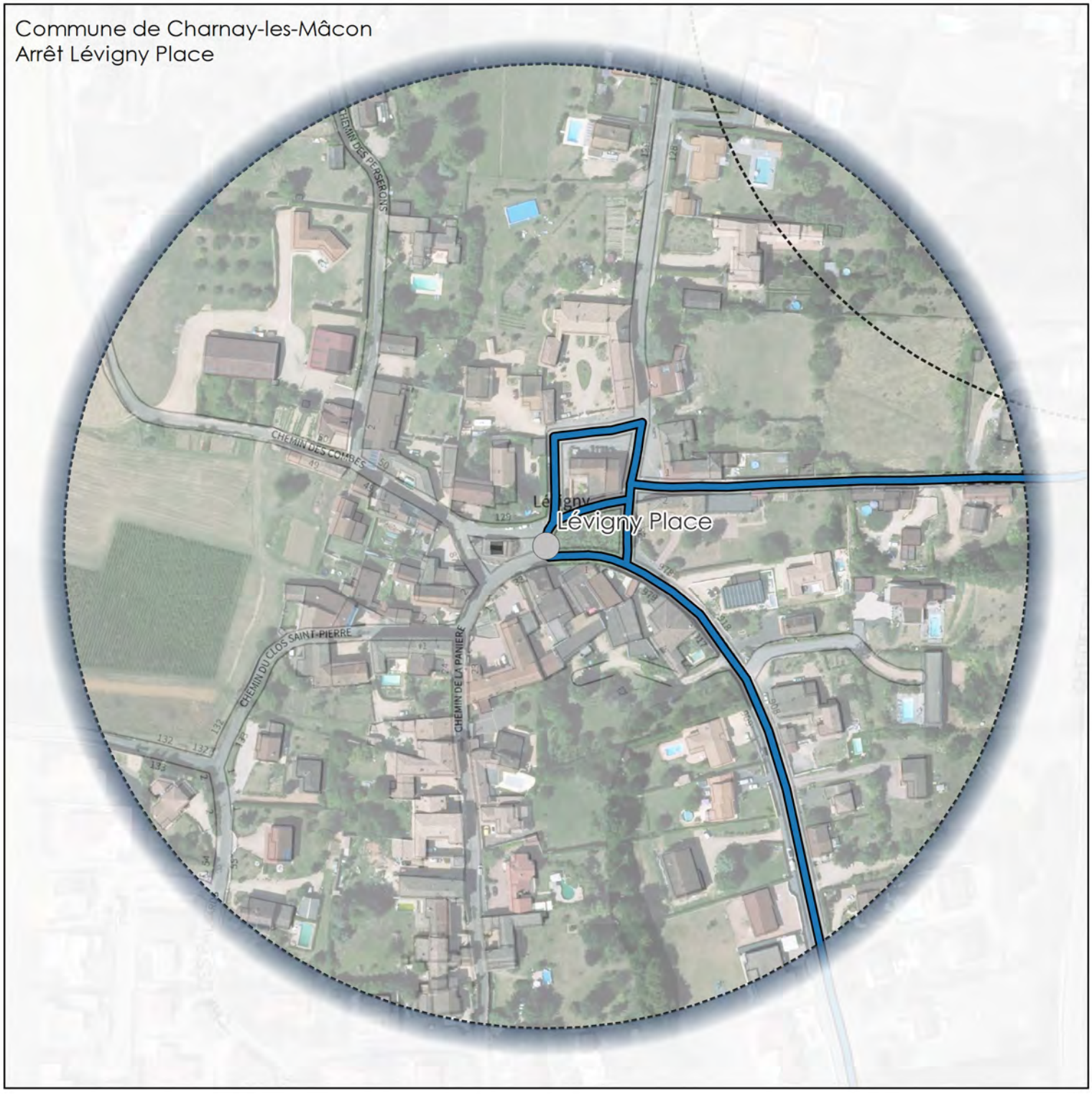
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Lévigny Place



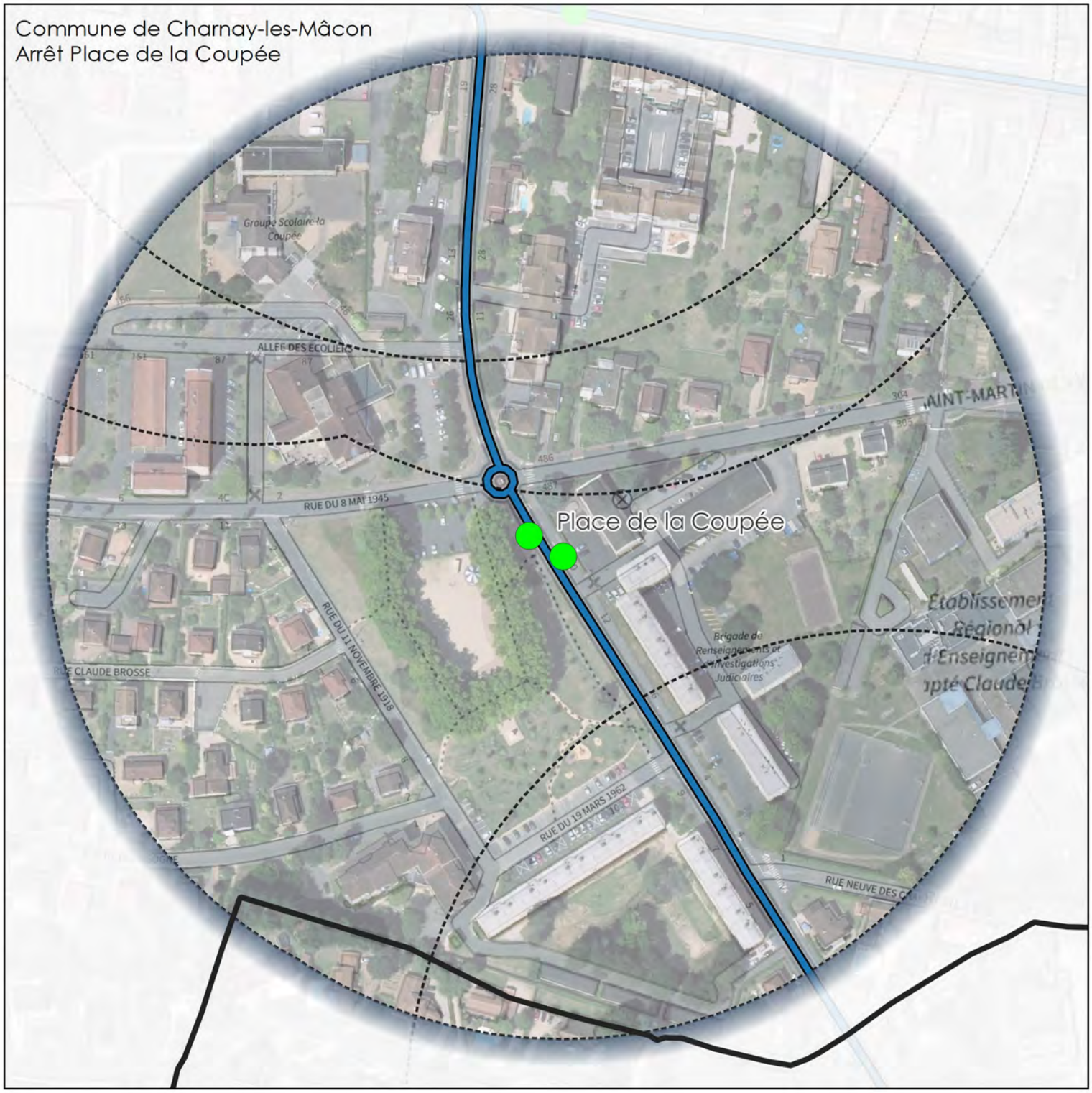
0 50 100 m

Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Place de la Coupée
Place de la Coupée
ALLEE DES ECOLIERS
RUE DU 8 MAI 1945
RUE DU 11 NOVEMBRE 1918
RUE CLAUDE BROSSE
RUE DU 19 MARS 1962
RUE NEUVE DES
Groupe Scolaire la Coupée
Brigade de Renseignements et d'Investigations Judiciaires
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Le Bourg



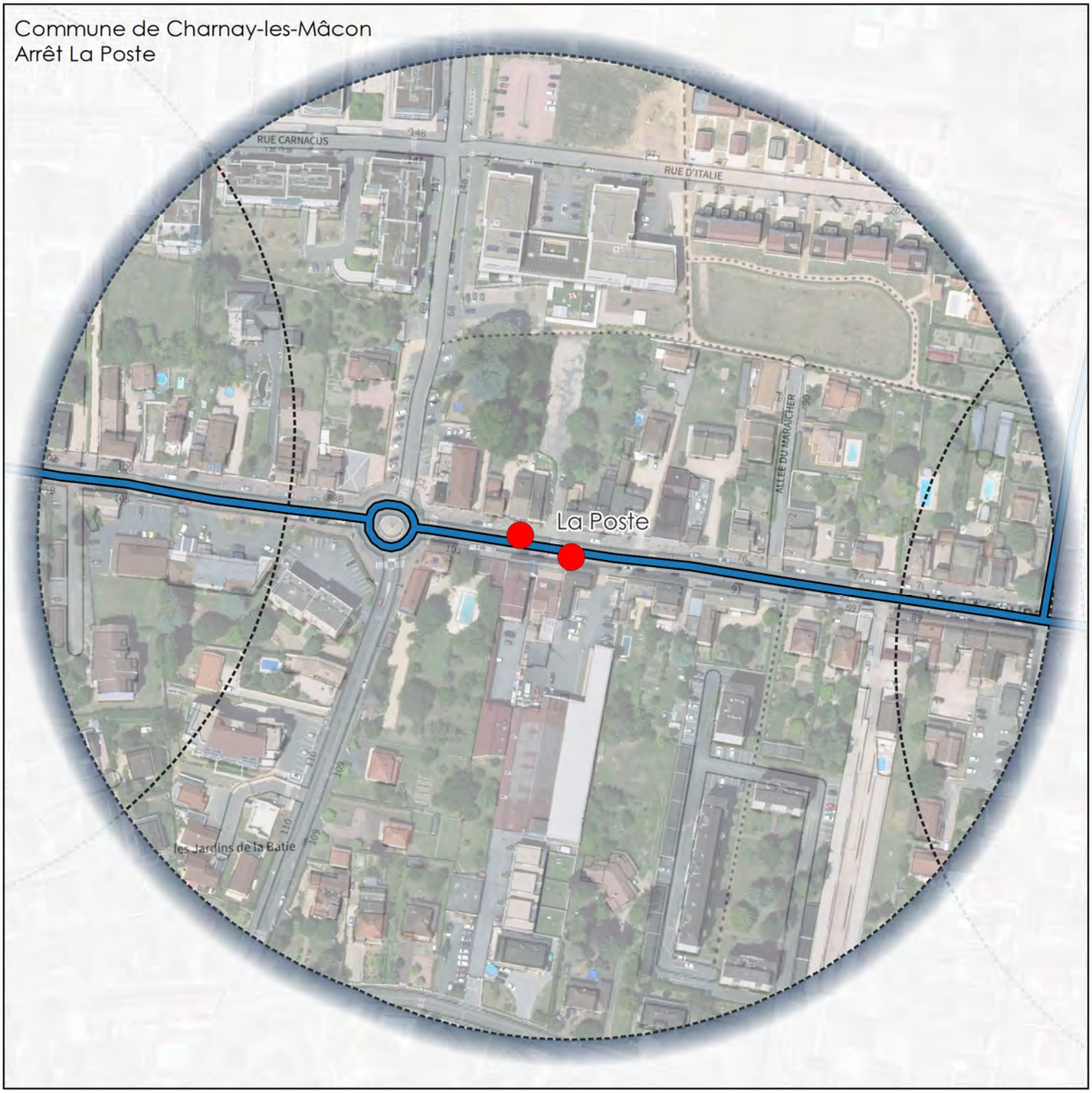
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt La Poste

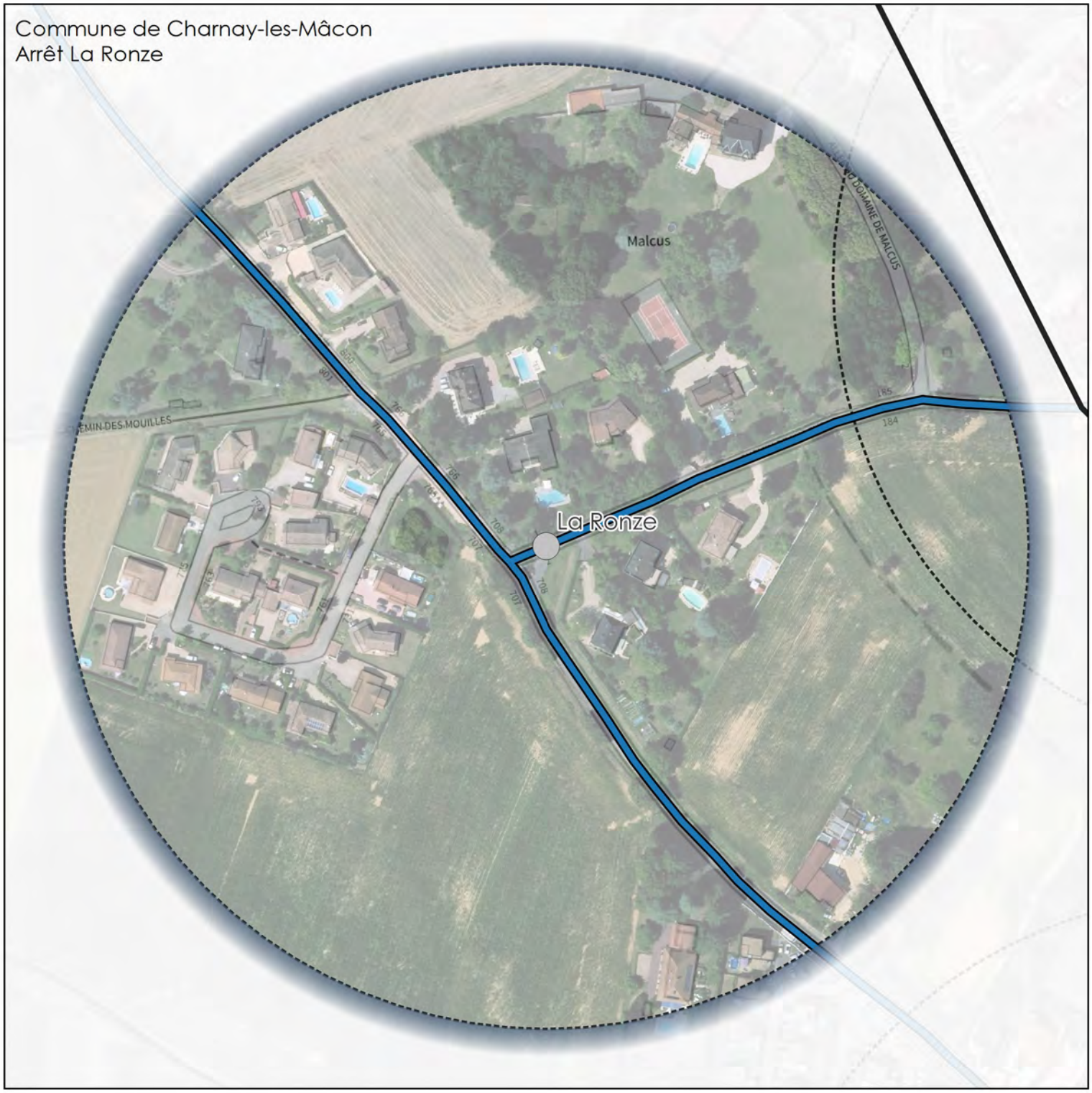


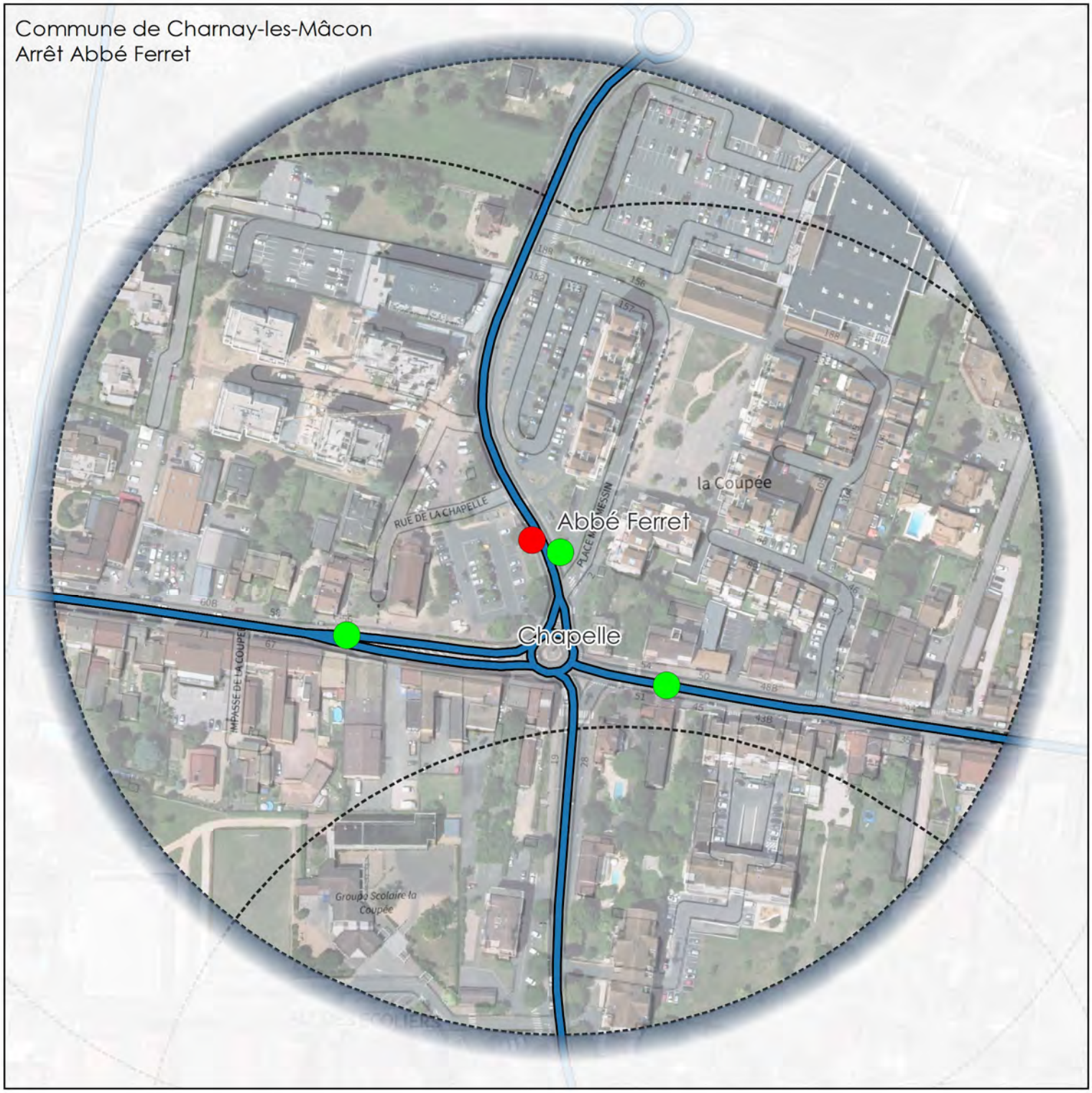
0 50 100 m

Légende

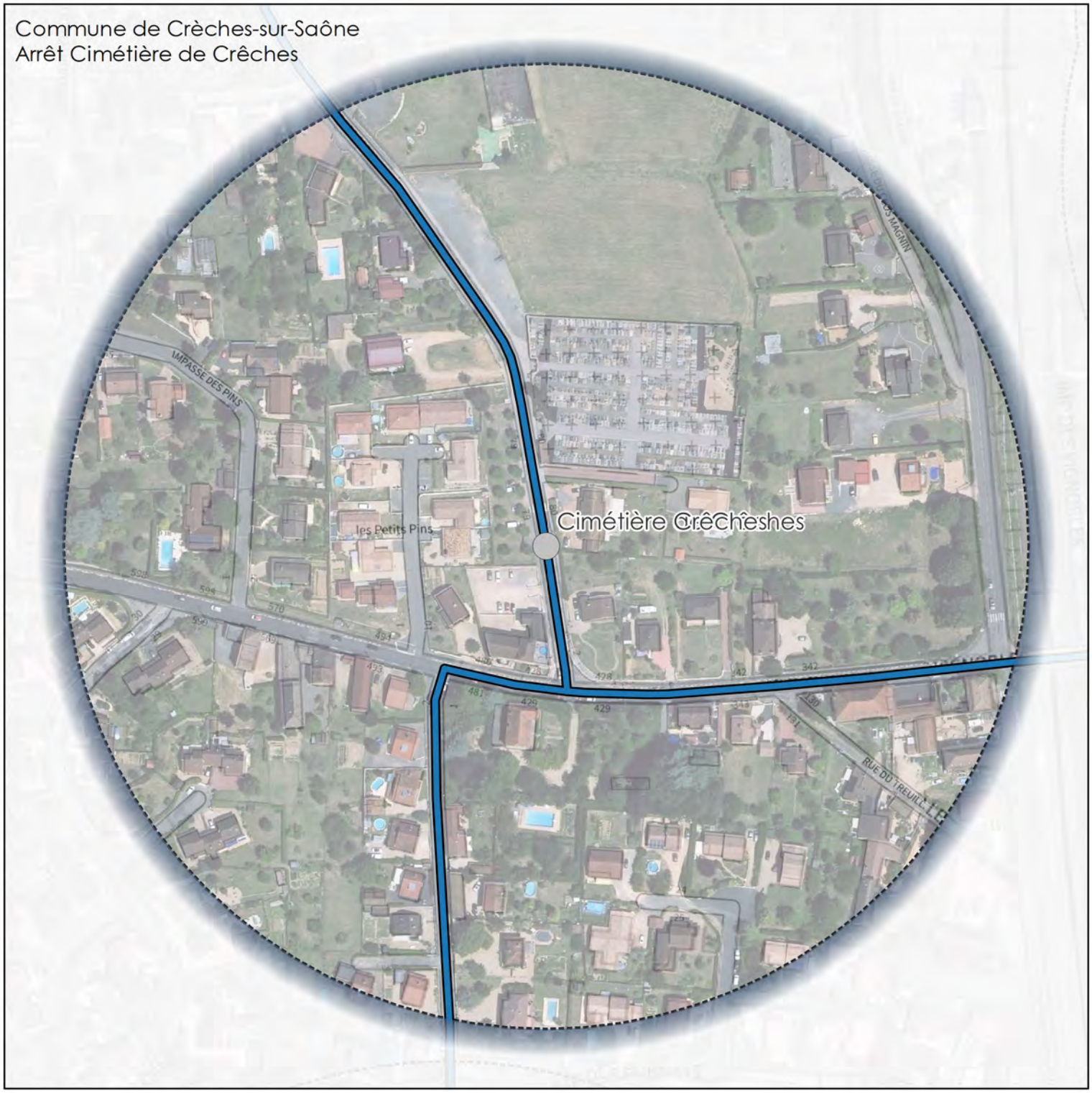
Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt La Ronze
Malcus
DOMAINE DE MALCUS
CHEMIN DES MOUILLES
La Ronze
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Charnay-les-Mâcon
Arrêt Abbé Ferret
la Coupée
Abbé Ferret
Chapelle
RUE DE LA CHAPELLE
PLACE M. MESSIN
IMPASSE DE LA COUPE
Groupe Scolaire la Coupée
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Cimétière de Crêches



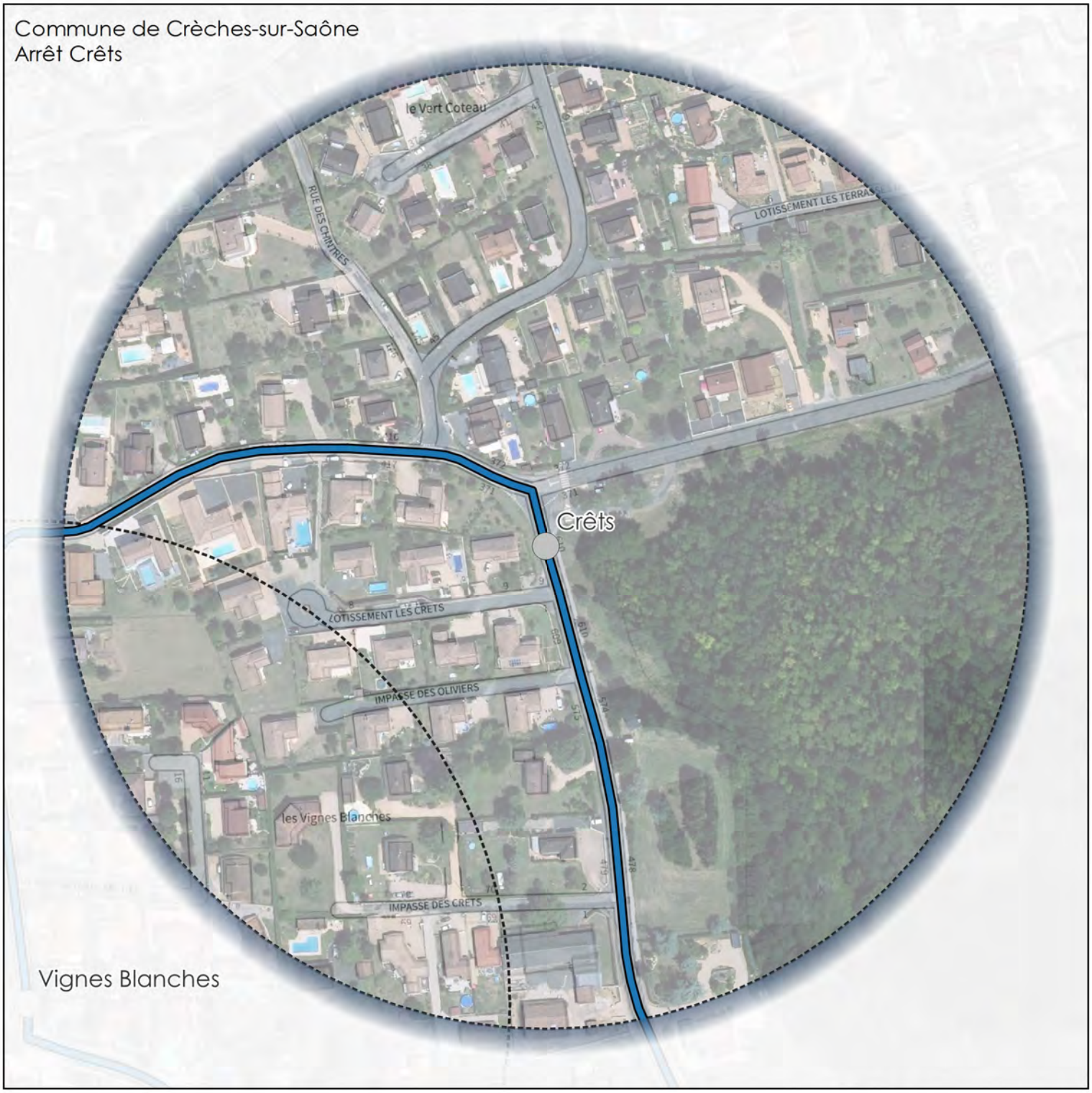
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Crêts

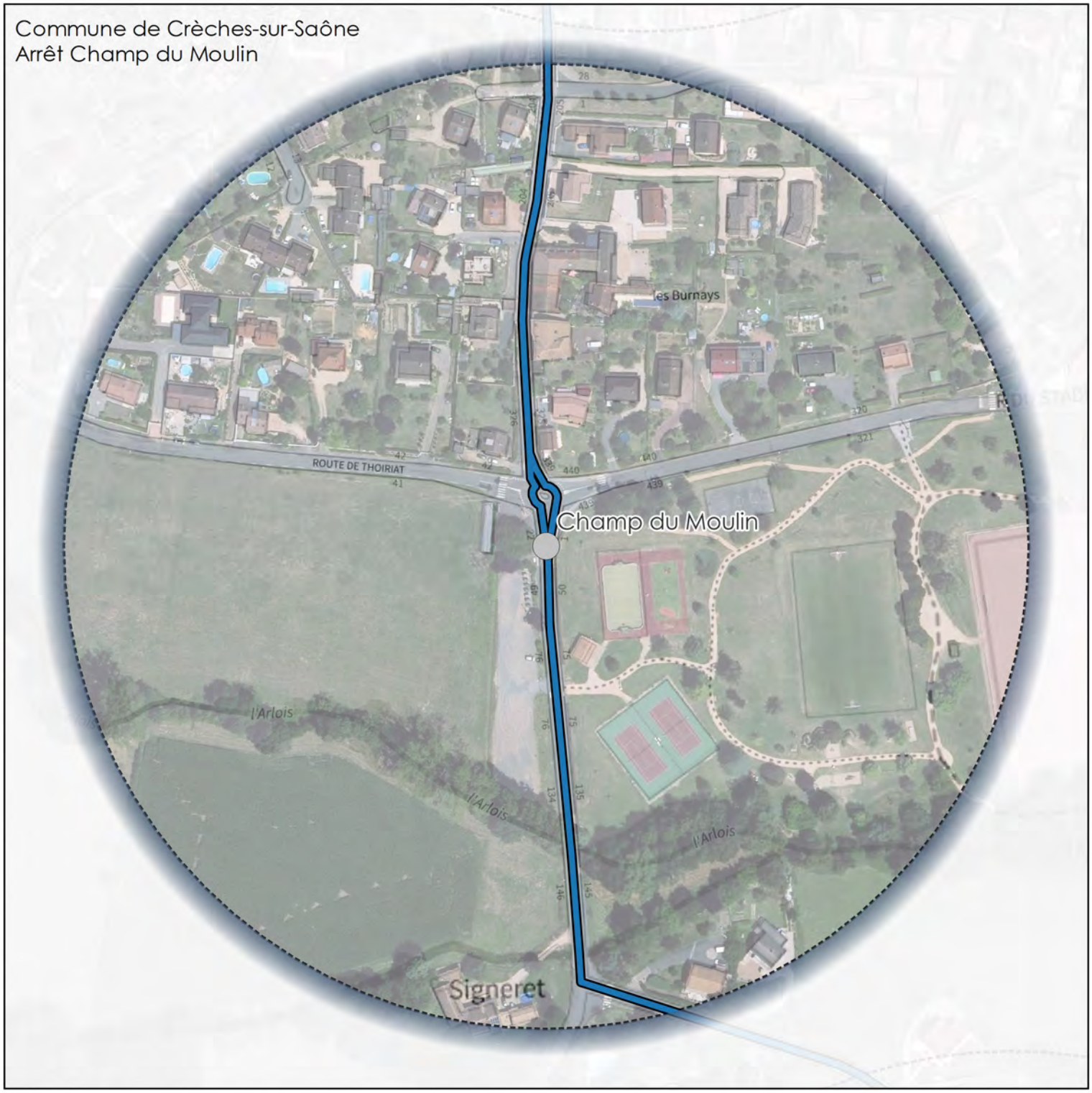


0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

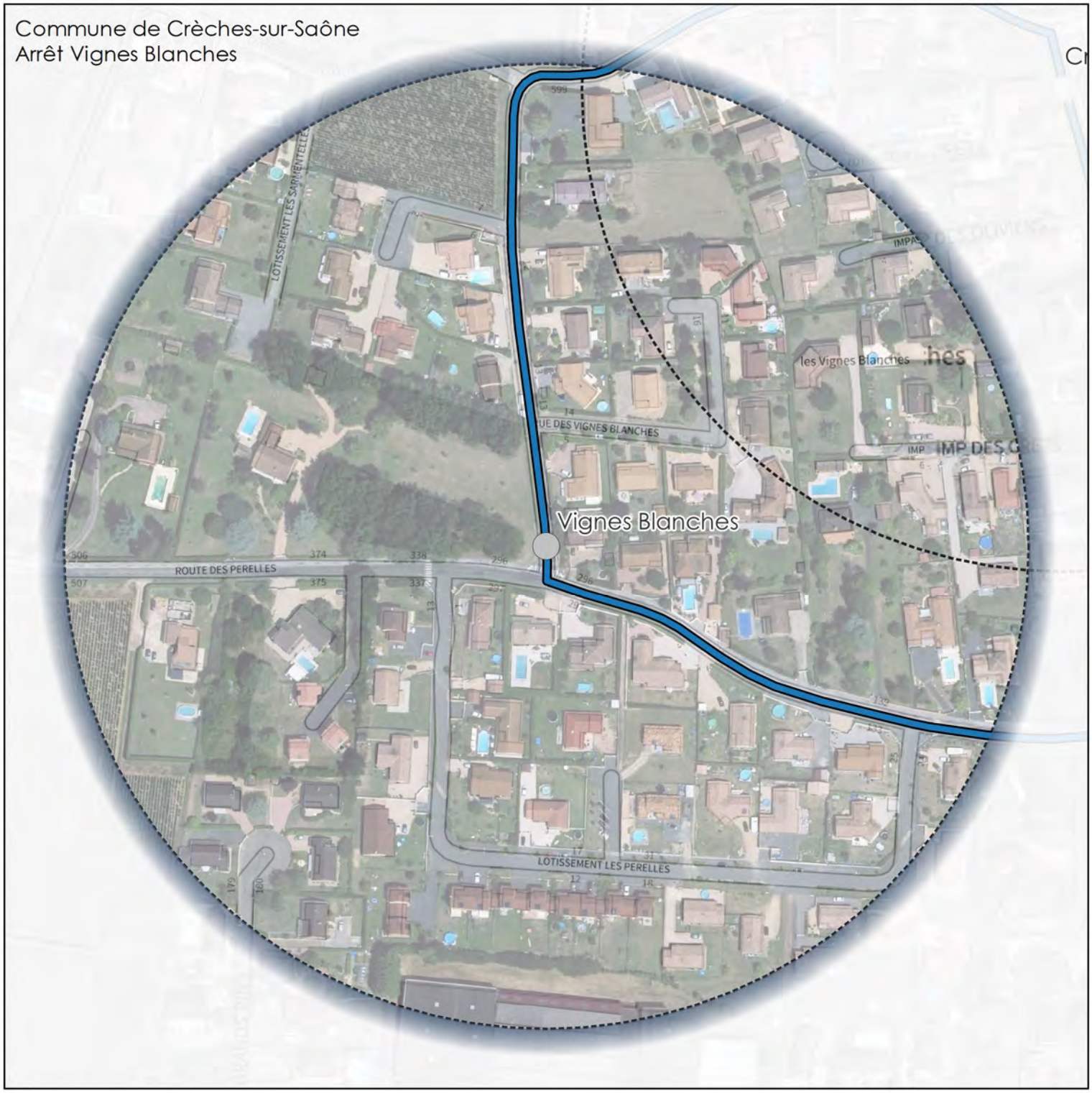
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Vignes Blanches



0 50 100 m

Légende

- Limites communales
- Lignes de bus
- Points d'arrêt
  - A aménager
  - Accessible
  - Impossibilté tech.
  - Non prioritaire
  - Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

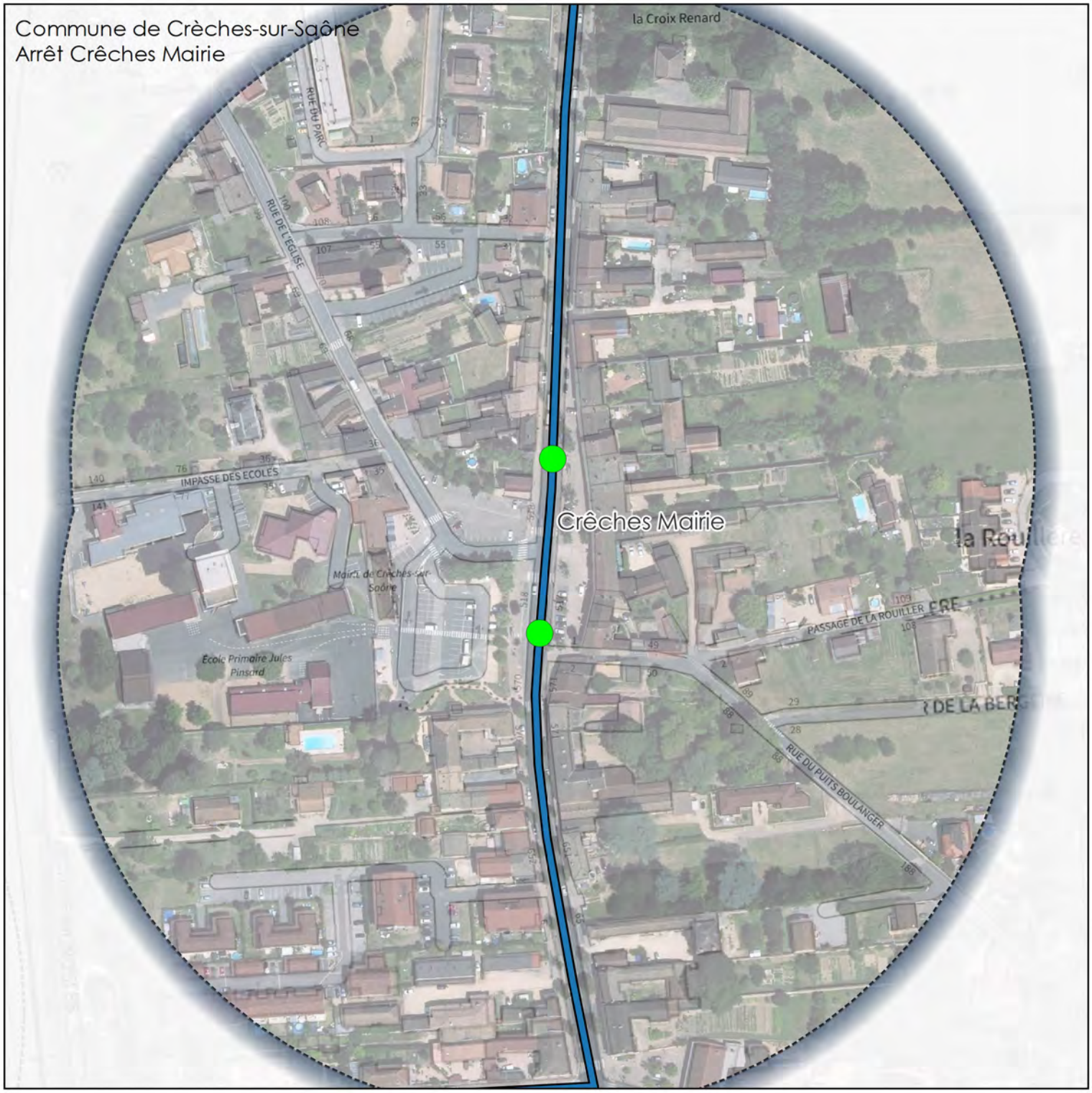
Accessible

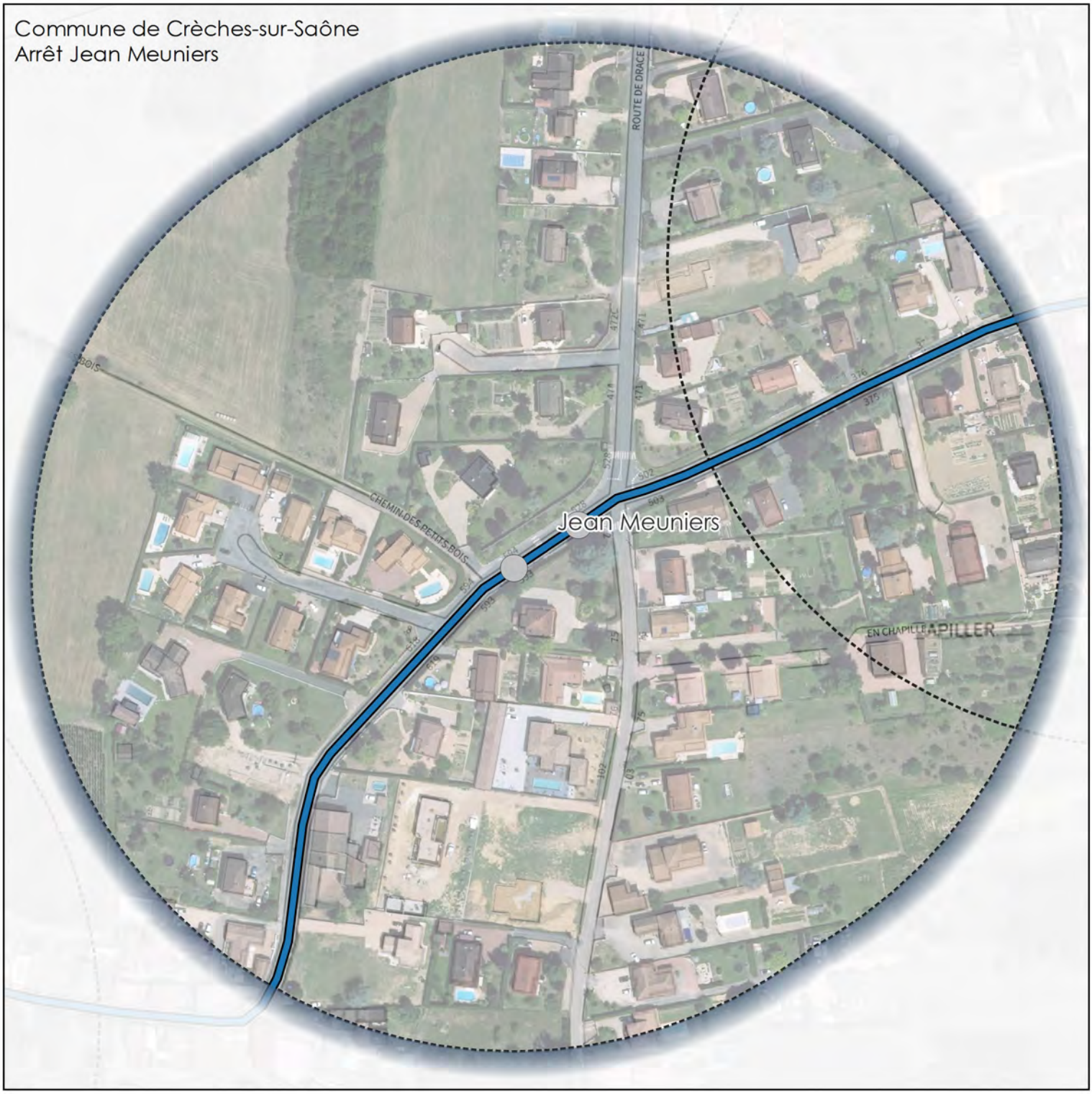
Impossibilté tech.

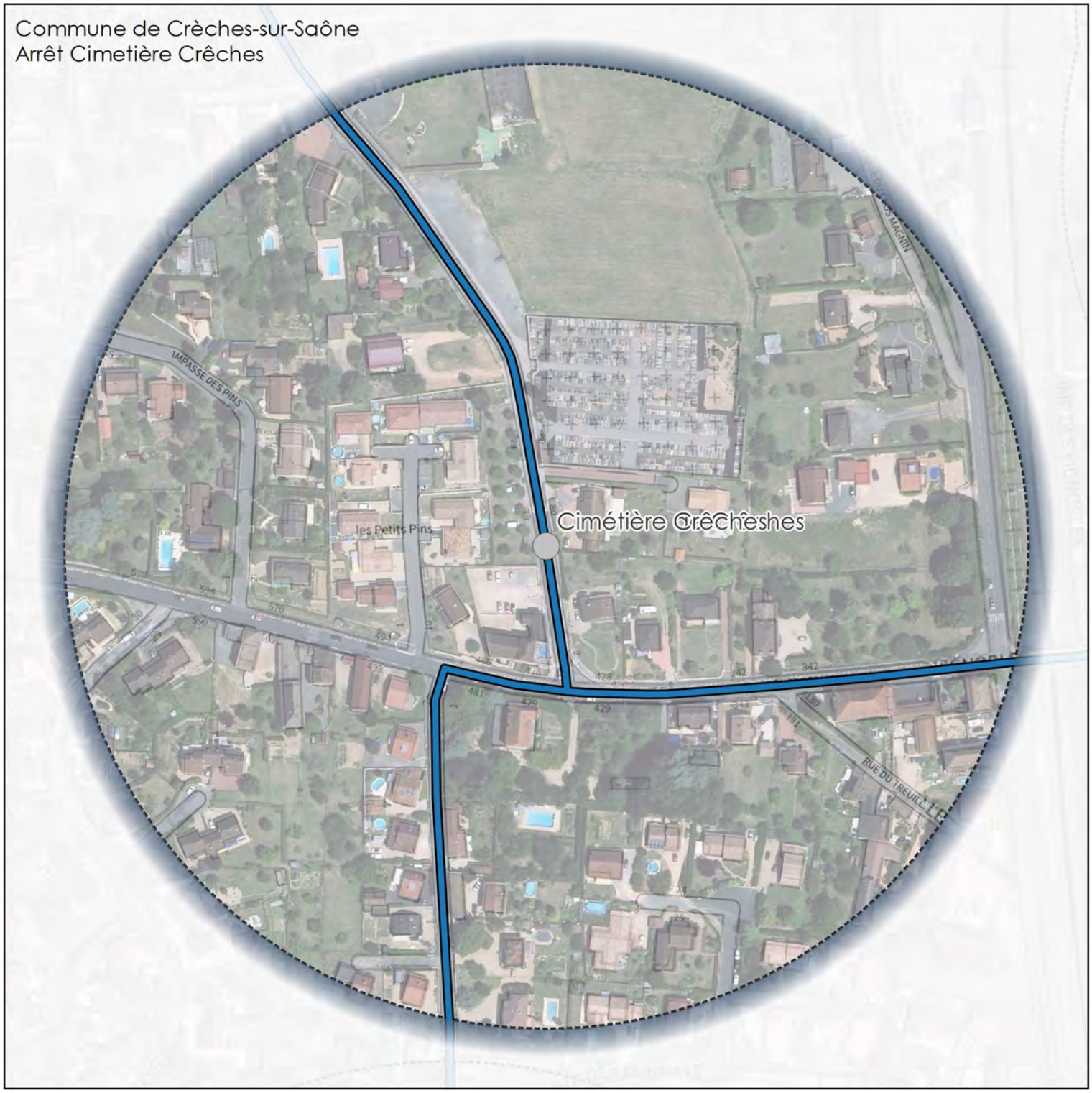
Non prioritaire

Non recensé en 2016

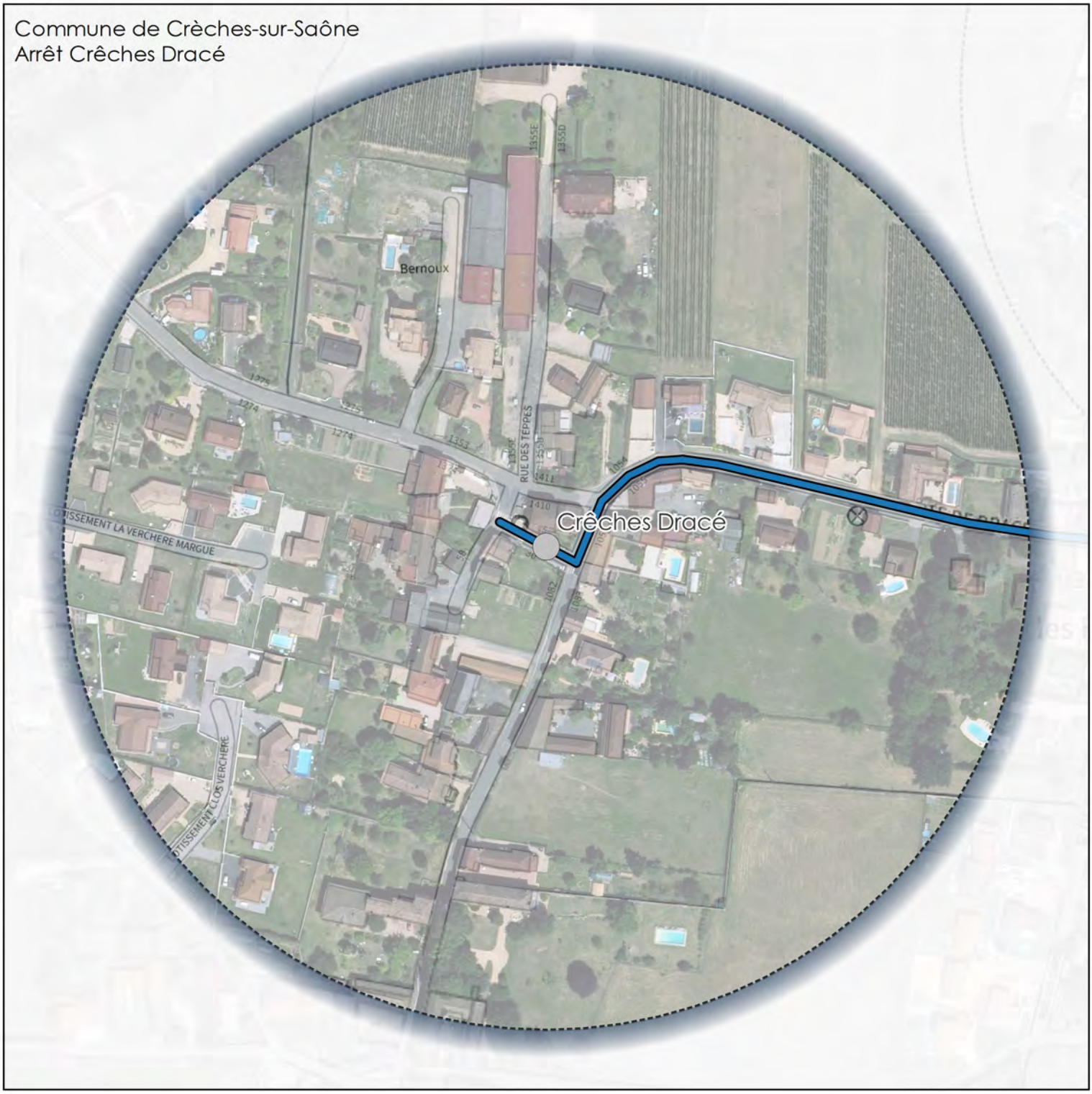
Zone tampon de 200 m


Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Crêches Mairie
la Croix Renard
RUE DU PARC
RUE DE L'EGLISE
IMPASSE DES ECOLES
Crêches Mairie
Mairie de Crèches-sur-Saône
Ecole Primaire Jules Pinsard
PASSAGE DE LA ROUILLER
RUE DU PUITS BOULANGER
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Jean Meuniers
ROUTE DE DRACE
CHEMIN DES PETITS BOIS
Jean Meuniers
EN CHAPILLE
APILLER
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Cimetière Crêches
IMPASSE DES PINS
Les Petits Pins
Cimétière Crêchêshes
RUE DU TREUILL
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Crêches Dracé



0 50 100 m

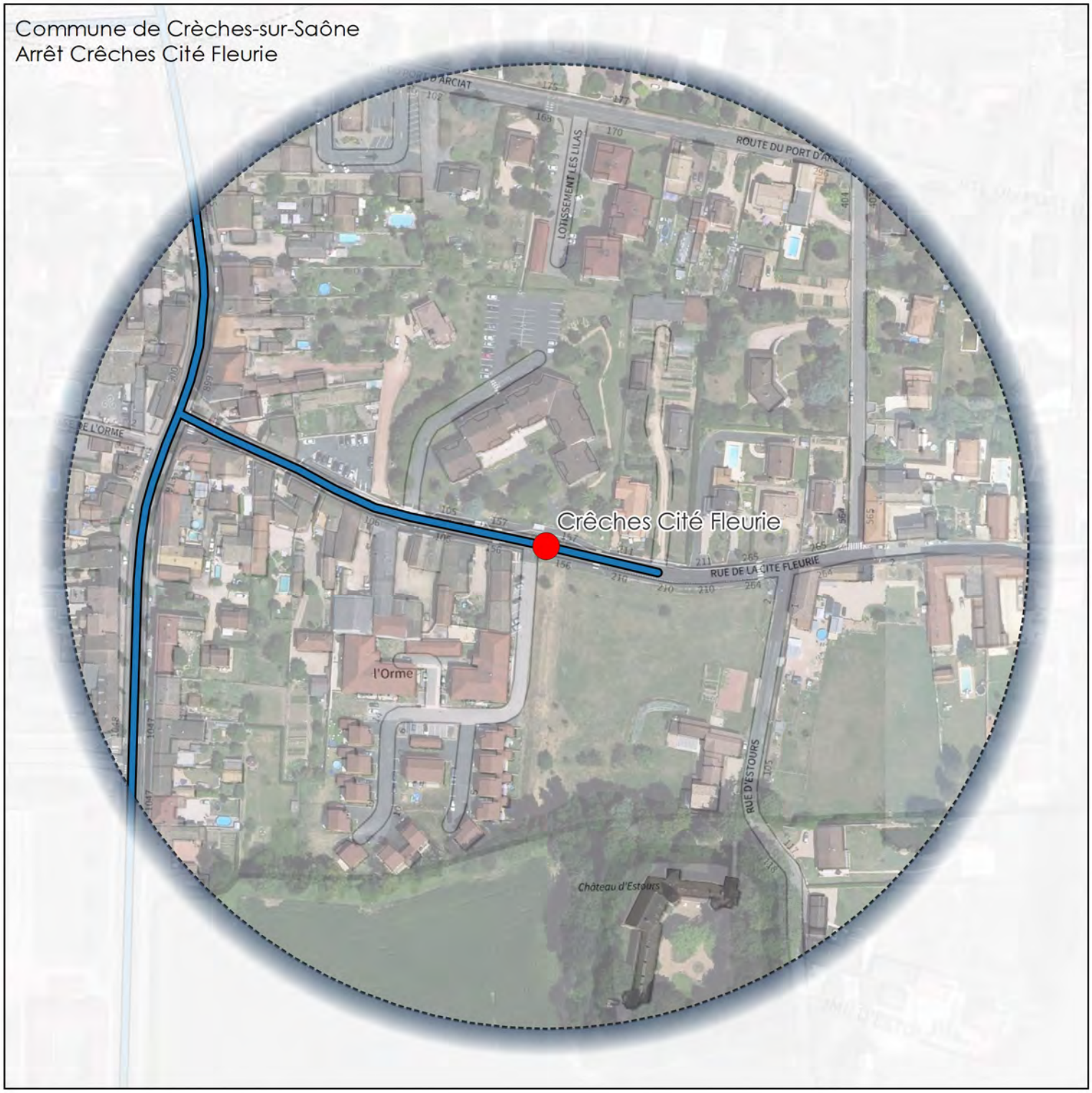
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m

Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Crêches Cité Fleurie

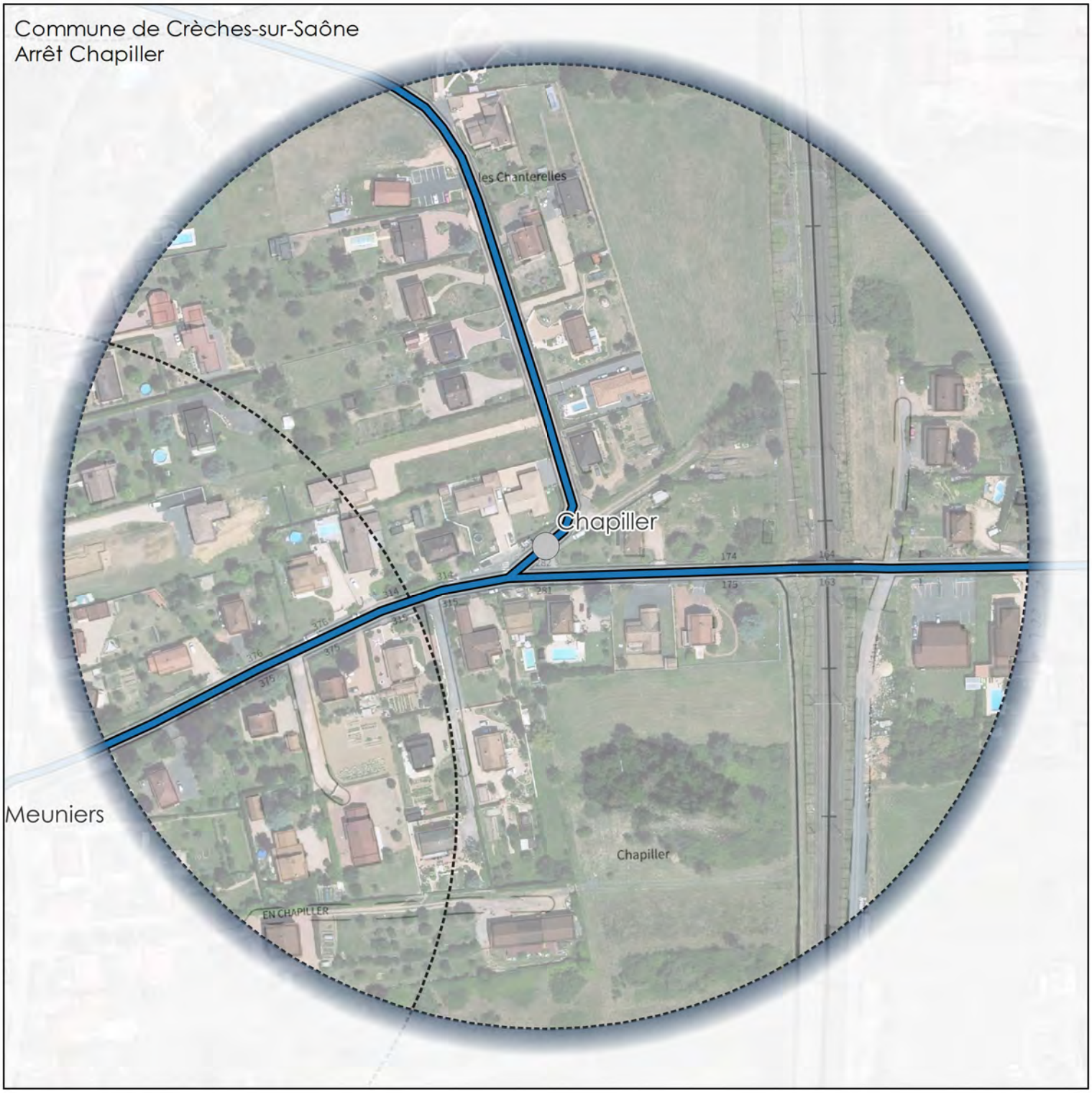


0 50 100 m

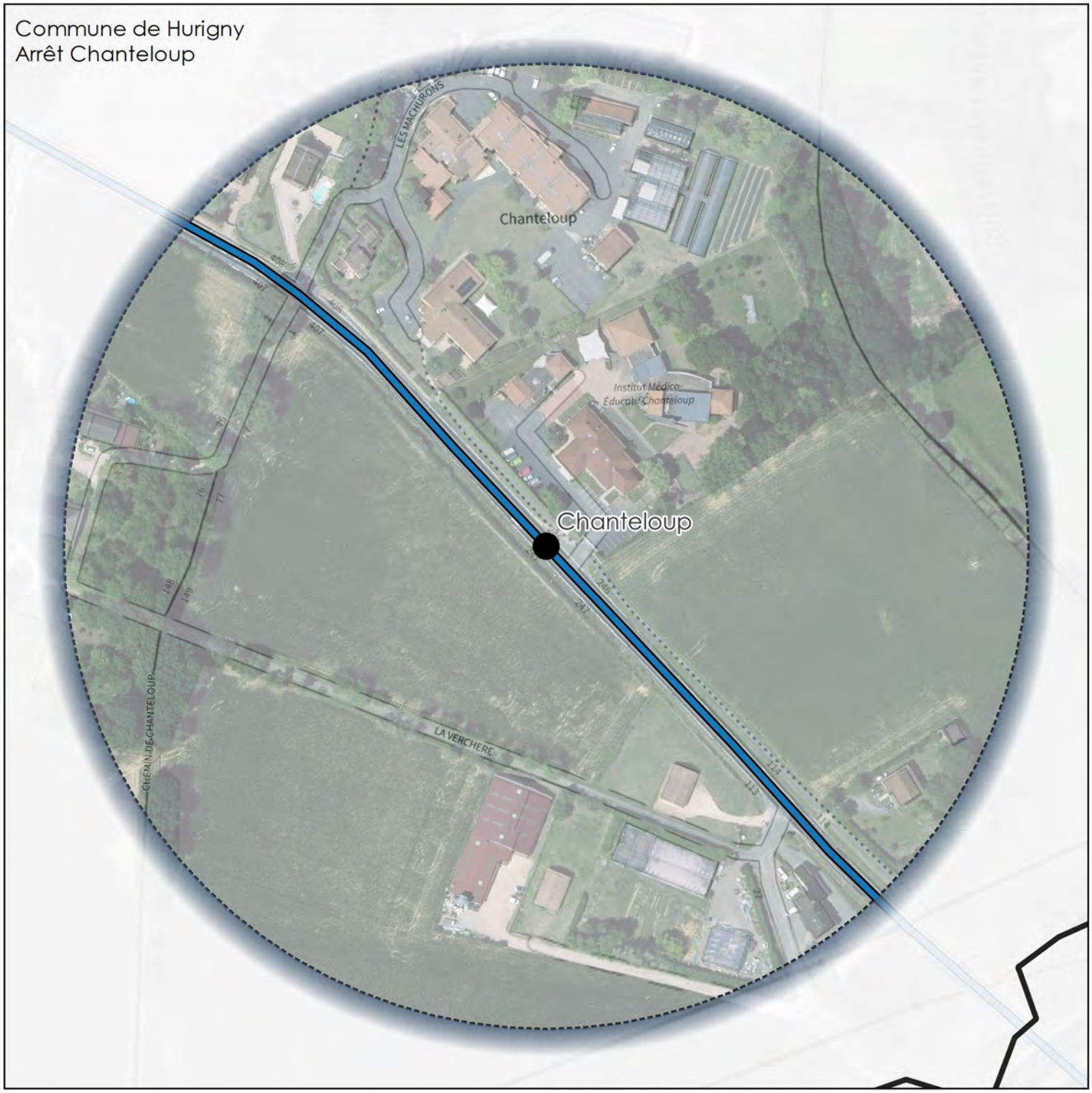
Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Crèches-sur-Saône
Arrêt Chapiller
les Chanterelles
Chapiller
Meuniers
Chapiller
EN CHAPILLER
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Hurigny
Arrêt Chanteloup



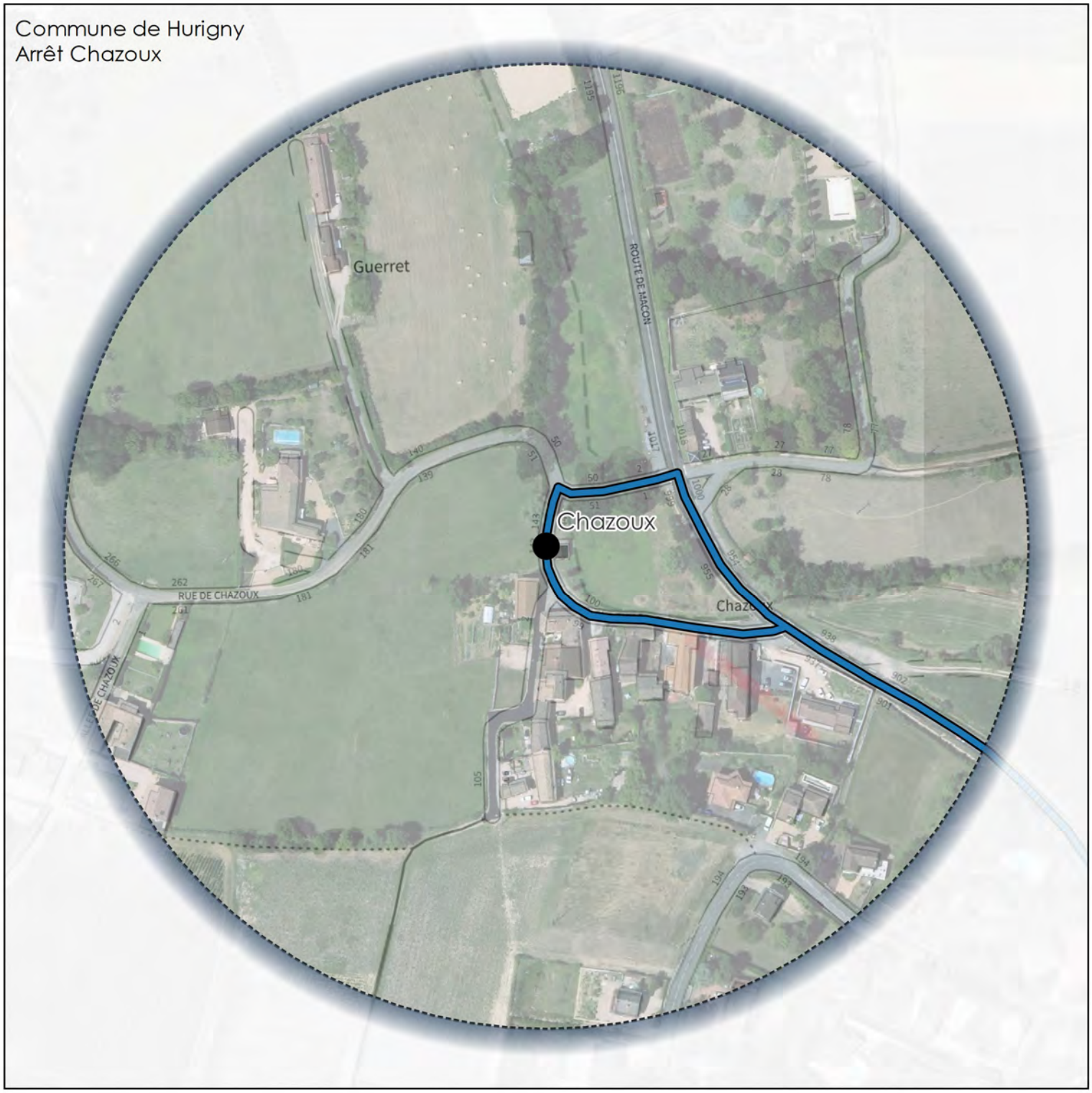
0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Hurigny
Arrêt Chazoux

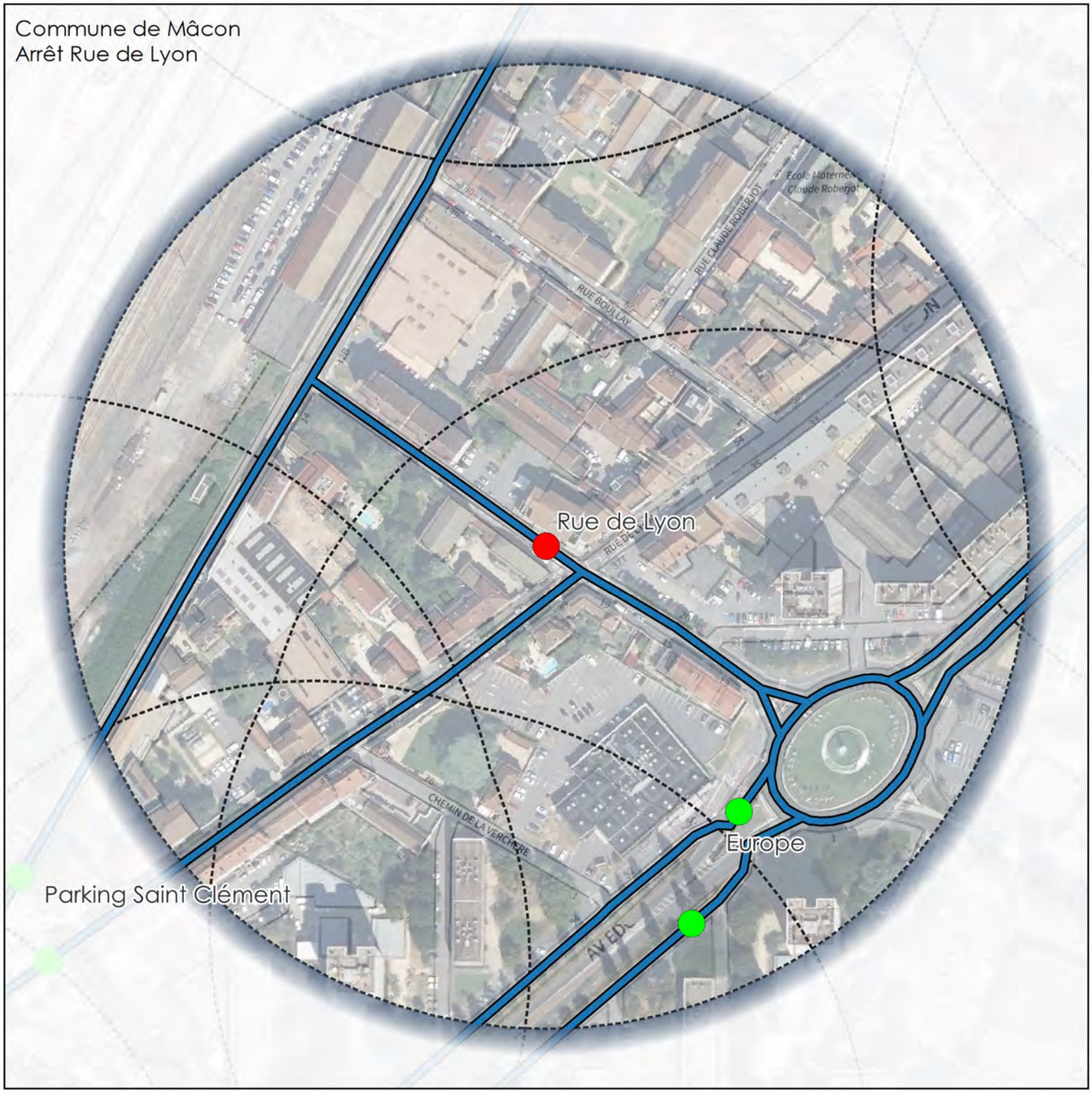


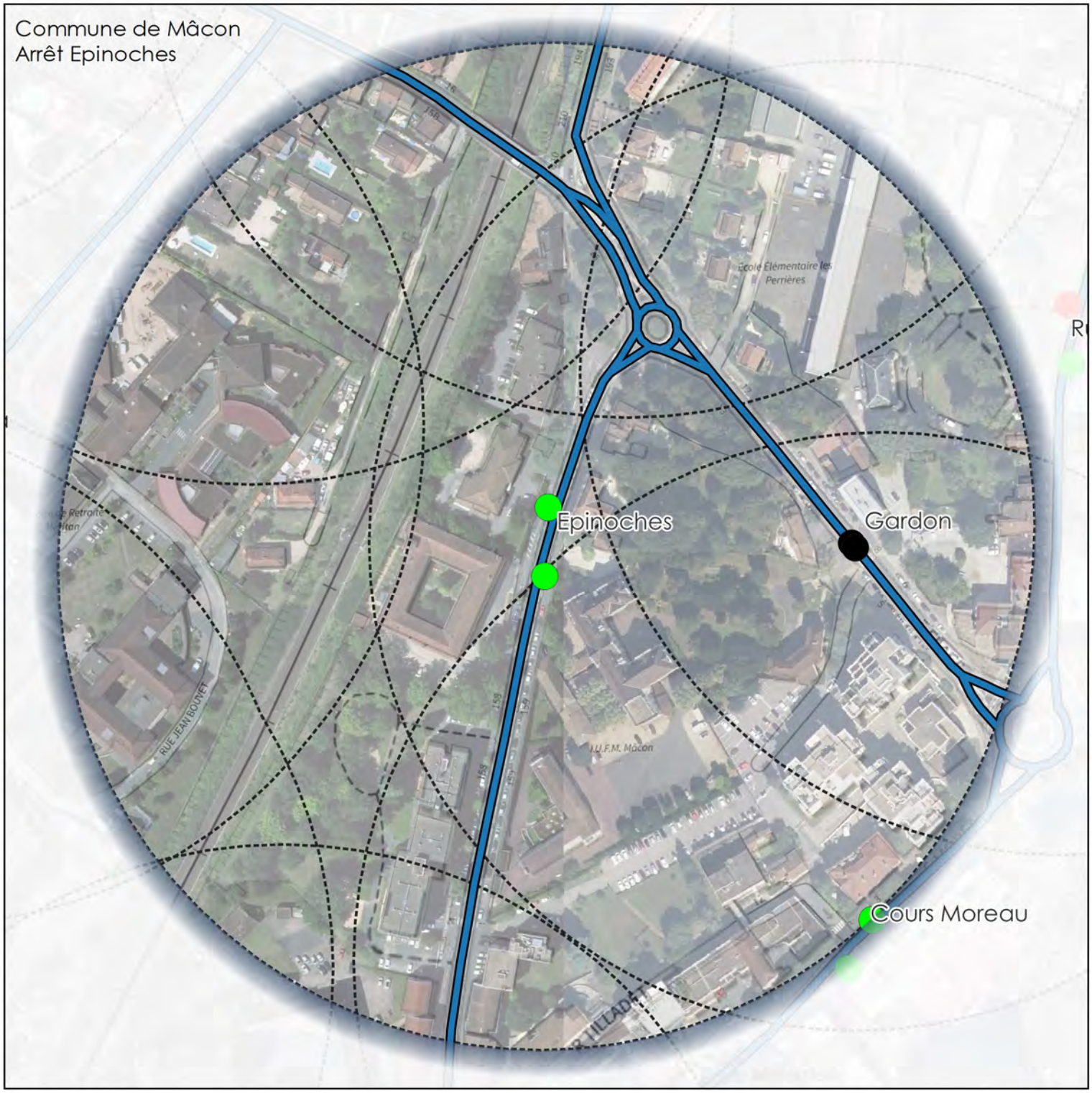
0 50 100 m

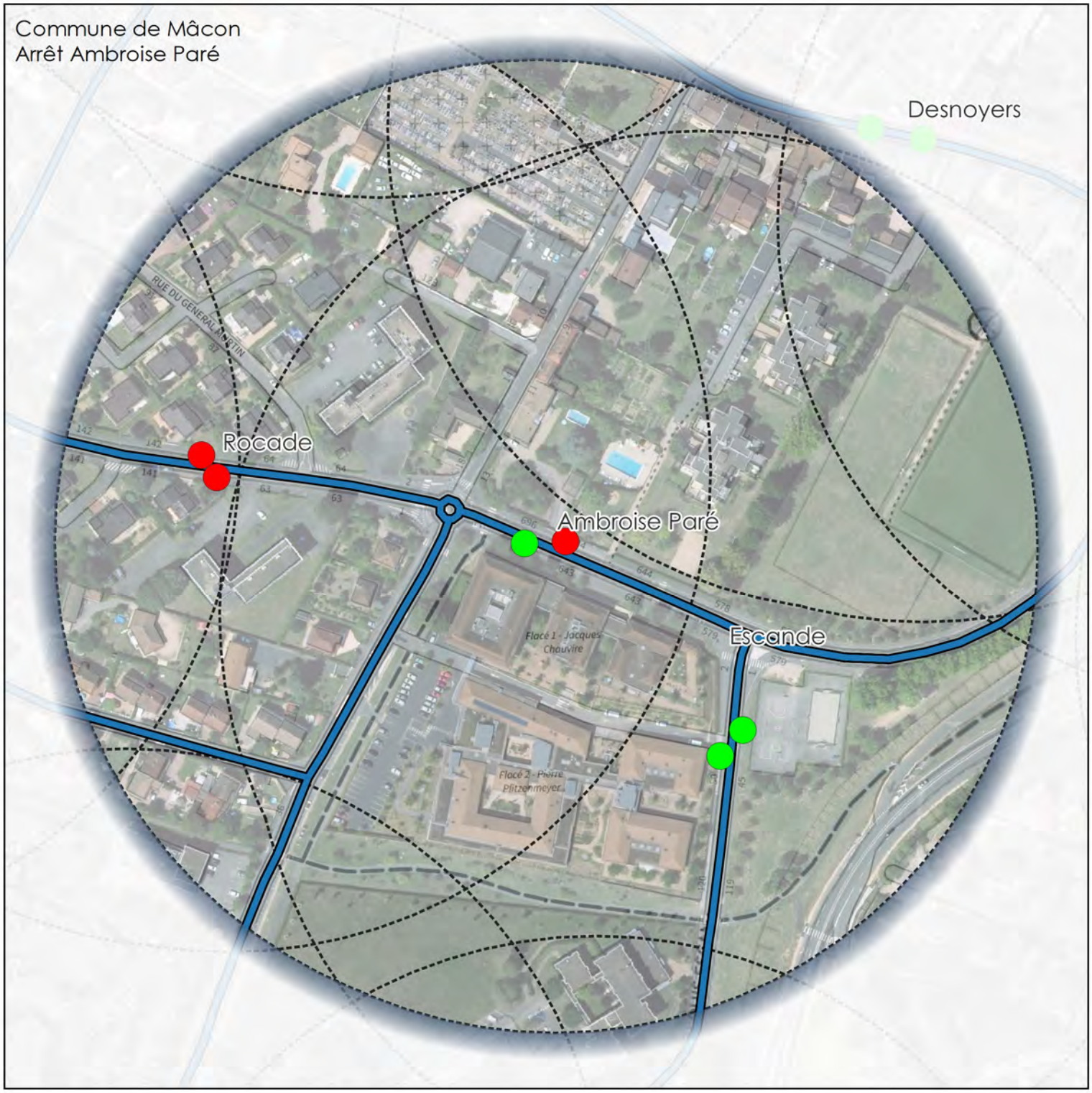
Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Rue de Lyon
Rue de Lyon
Europe
Parking Saint Clément
RUE BOULLAY
RUE CLAUDE ROBERJOT
CHEMIN DE LA VERCHÈRE
AV ED.
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Epinoches
Epinoches
Gardon
Cours Moreau
RUE JEAN BOUVET
I.U.F.M. Mâcon
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

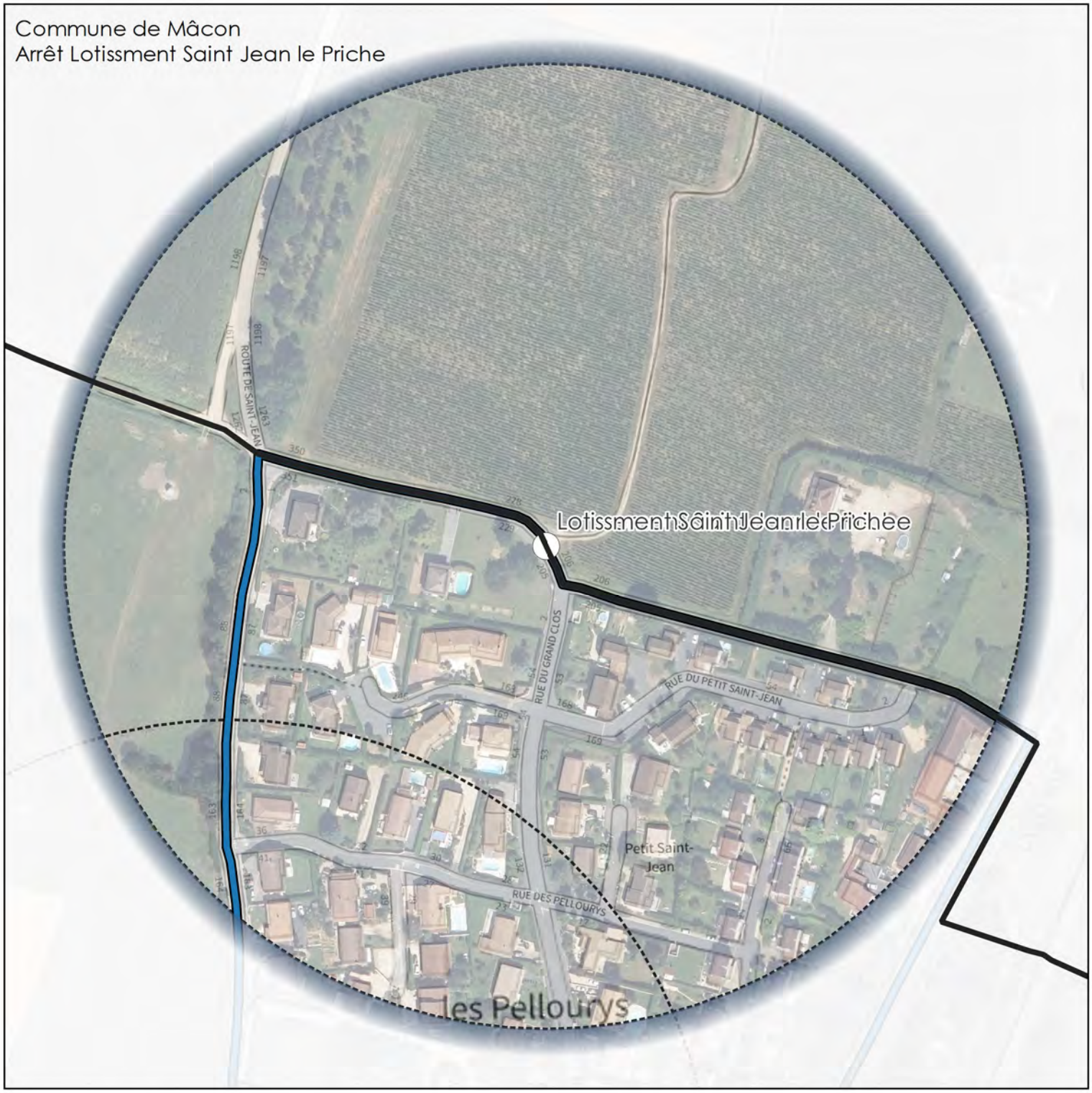
Non prioritaire

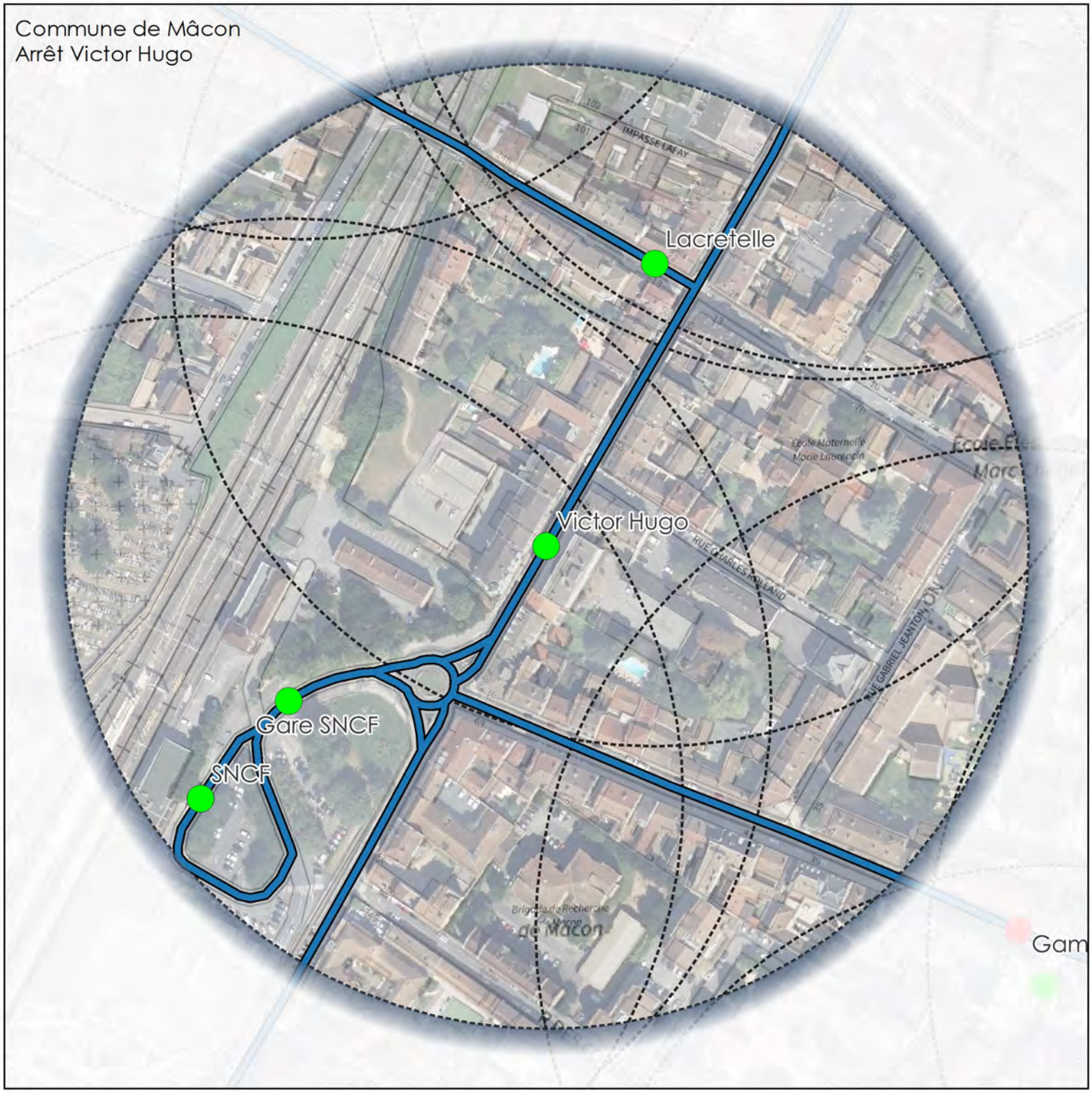
Non recensé en 2016

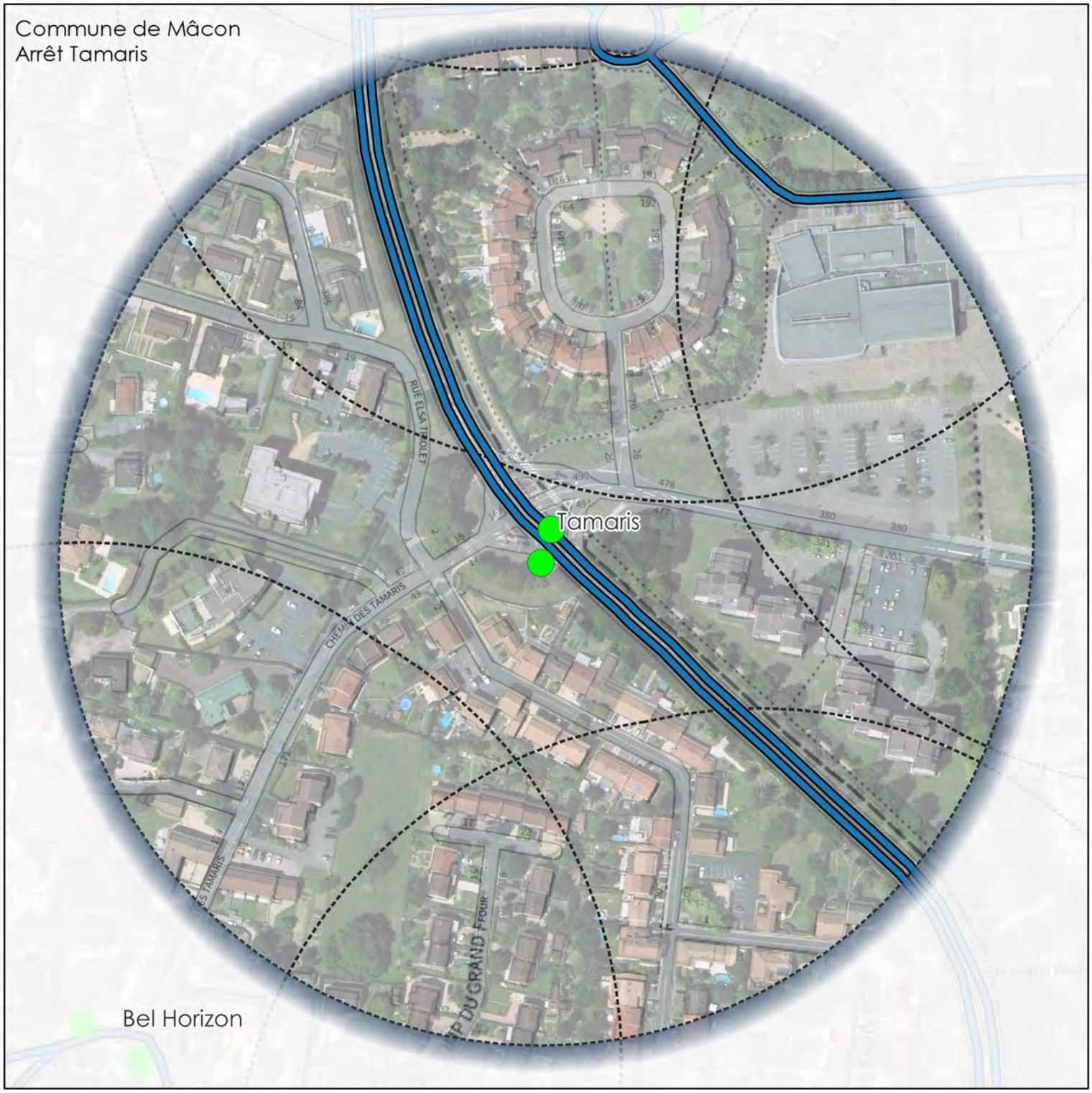
Zone tampon de 200 m

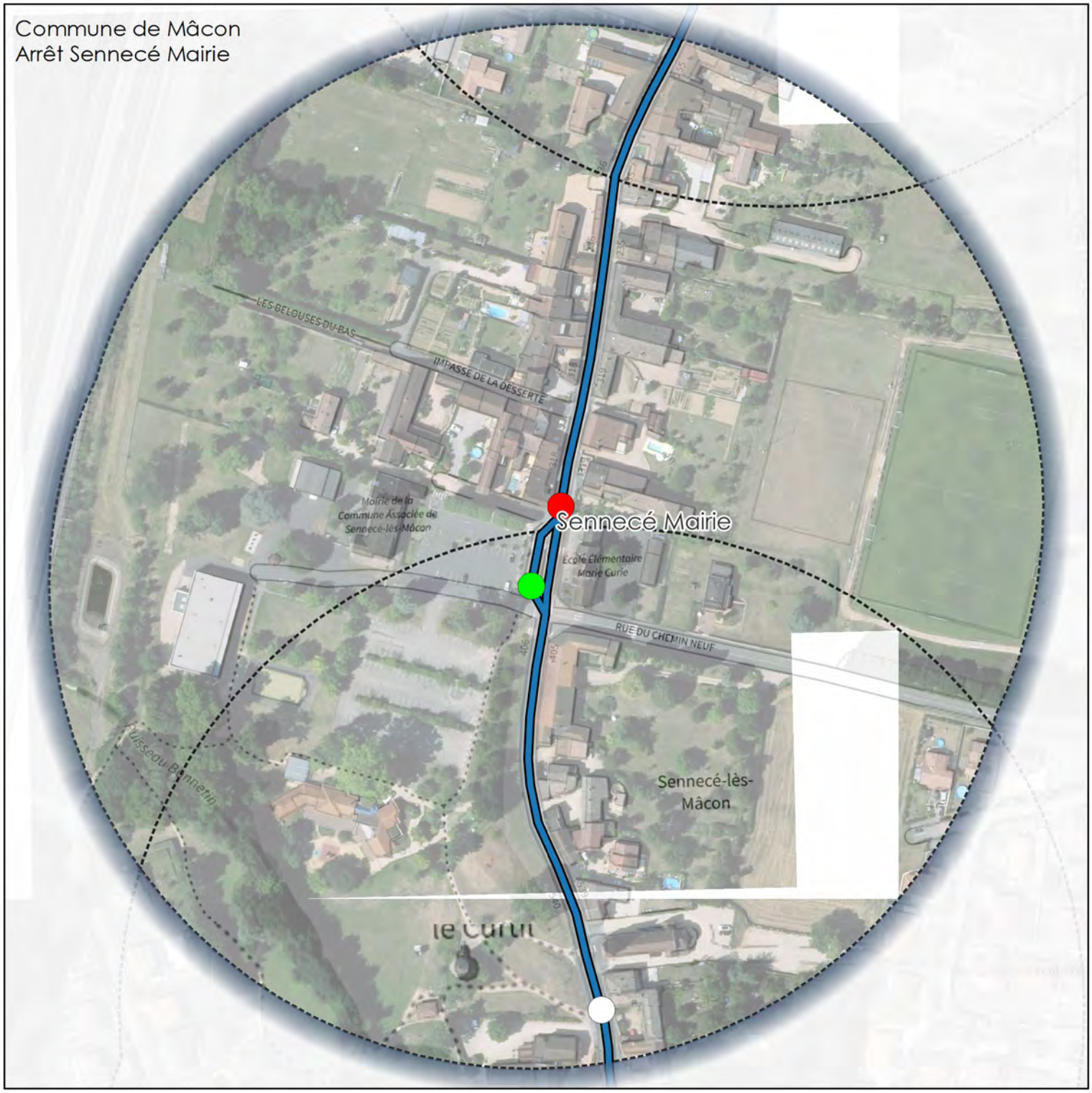

Commune de Mâcon
Arrêt Malcus
RUE JEAN COCTEAU
RUE EMILE ZOLA
IMPASSE DE MALCUS
ALLEE MALCUS
Malcus
Terre Martin
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

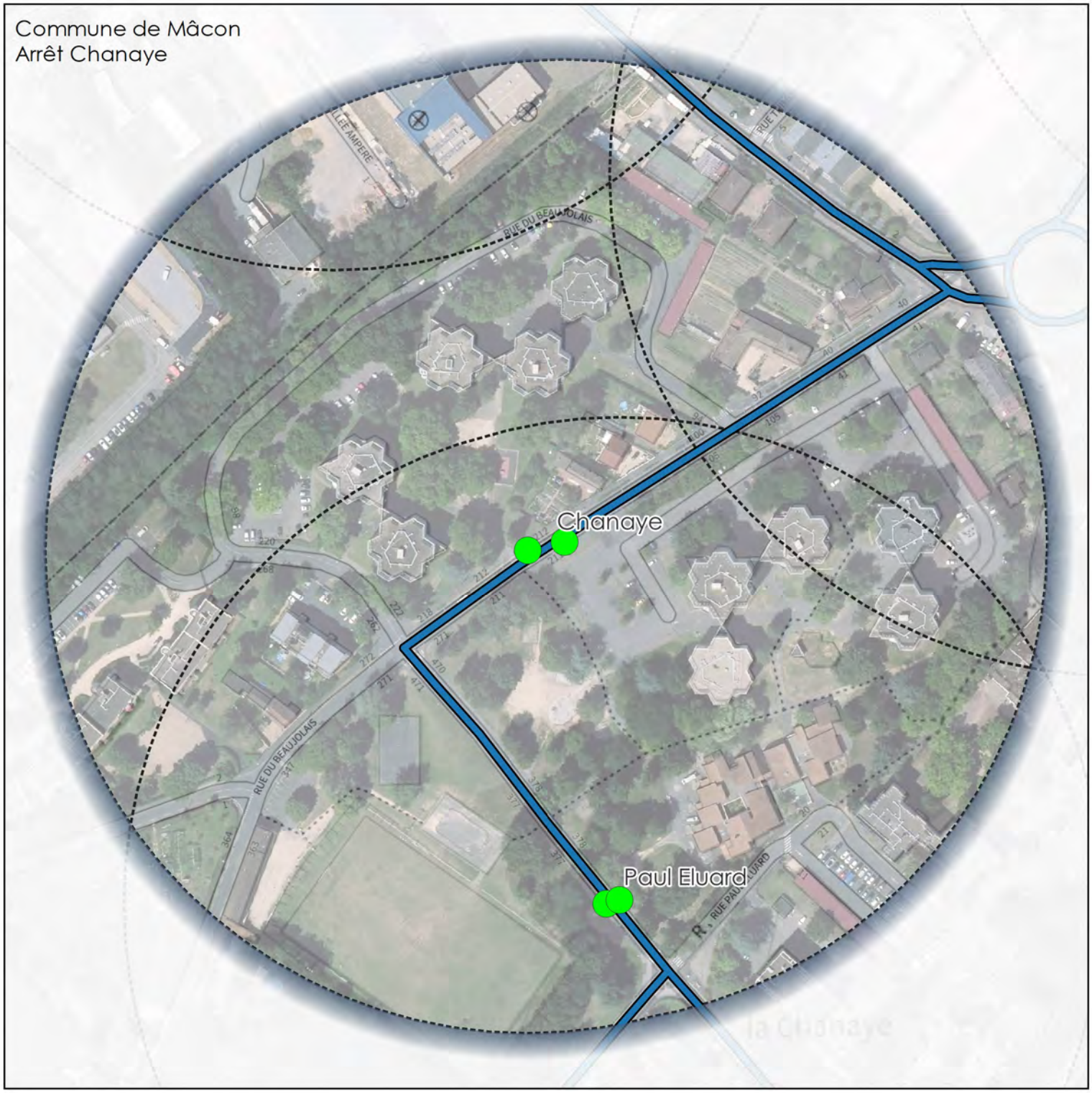

Commune de Mâcon
Arrêt Revillon
Desnoyers
Revillon
lacé
Rue Nouvelle
scande
RUE GEORGES BRASSENS
PLACE DE L'EGLISE
IMPASSE DE L'EGLISE
RAIME CESAIRE
Ruisseau de l'Abyme
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Lotissment Saint Jean le Priche
Lotissment Saint Jean le Prichée
RUE DU GRAND CLOS
RUE DU PETIT SAINT-JEAN
RUE DES PELLOURYS
Petit Saint-Jean
les Pellourys
ROUTE DE SAINT-JEAN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

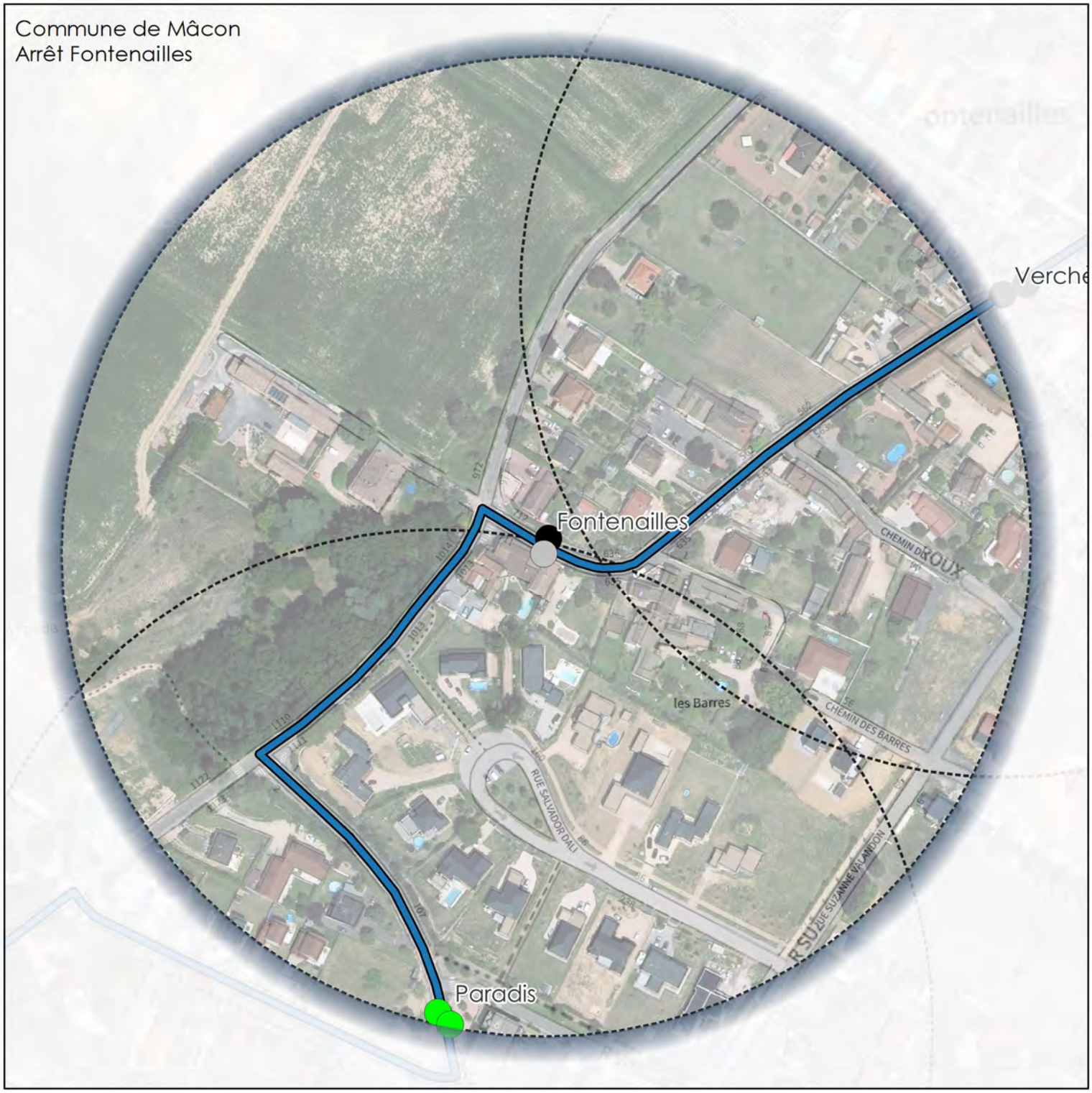

Commune de Mâcon
Arrêt Victor Hugo
Lacretelle
Victor Hugo
Gare SNCF
SNCF
IMPASSE LAFAY
RUE CHARLES ROLLAND
RUE GABRIEL JEANTON
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Tamaris
Tamaris
Bel Horizon
RUE ELSA TRIOLET
CHEMIN DES TAMARIS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Sennecé Mairie
LES BELOUSES DU BAS
IMPASSE DE LA DESSERTE
Mairie de la Commune Associée de Sennecé-lès-Mâcon
Sennecé Mairie
École Élémentaire Marie Curie
RUE DU CHEMIN NEUF
Sennecé-lès-Mâcon
le Curtil
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Chanaye
Chanaye
Paul Eluard
RUE DU BEAUJOLAIS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Mâcon
Arrêt Fontenailles



0 50 100 m

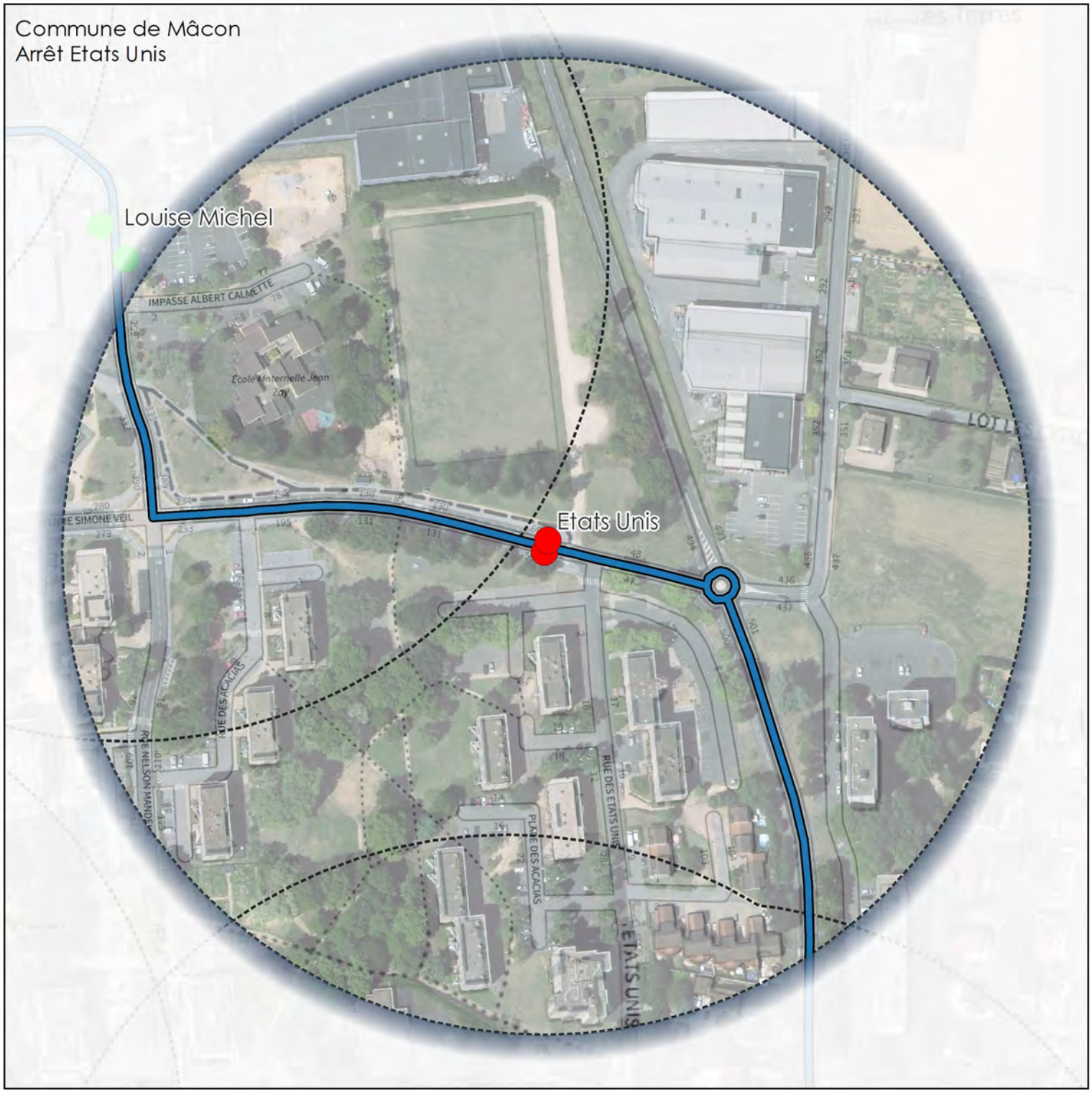
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Girouette
utriats
RUE DE LA DESERTE
RUE DE L'ECOLE DES T
les Balcons de la Saône
RUE DE L'ECOLE DES TAMBOURS
RUE DE CREVE
les Gautriats
Girouette
RUE D'AUVERGNE
IMPASSE DU FOUR A CHAUX
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

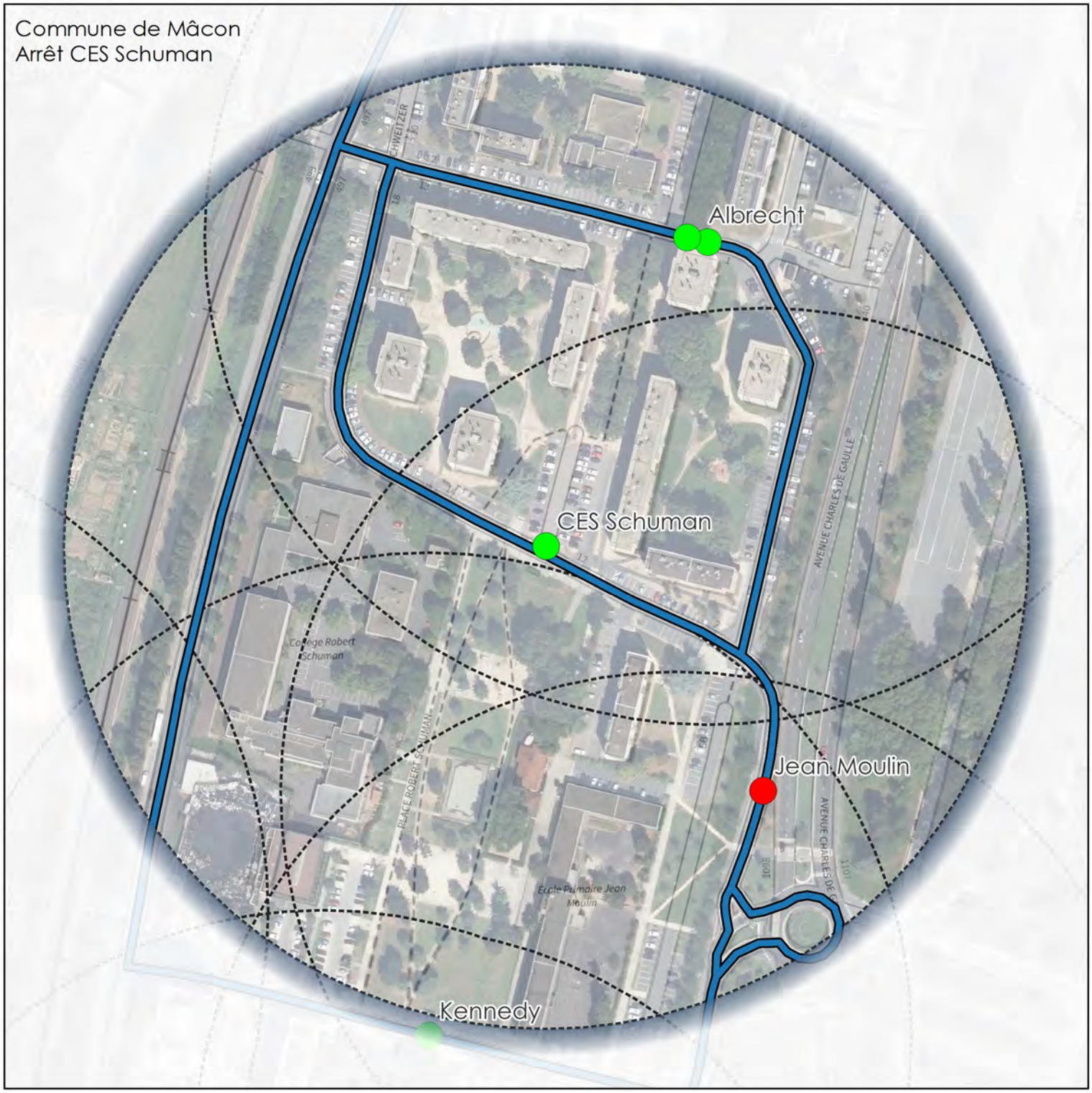
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt CES Schuman
Albrecht
CES Schuman
Jean Moulin
Kennedy
AVENUE CHARLES DE GAULLE
PLACE ROBERT SCHUMAN
Collège Robert Schuman
École Primaire Jean Moulin
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Monnier
Rue de Paris
RUE HECTOR BERLIOZ
Monnier
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

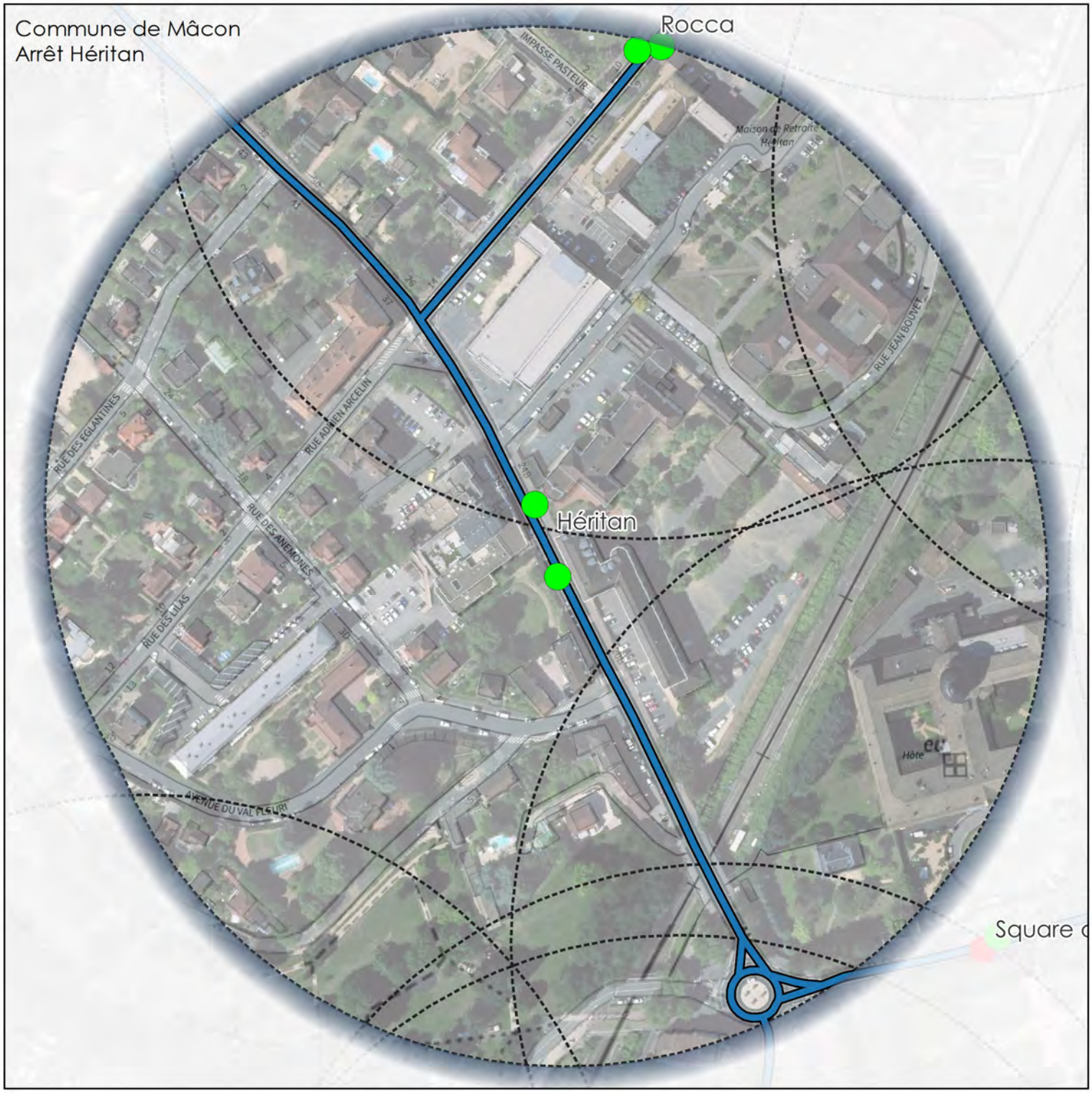


Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m

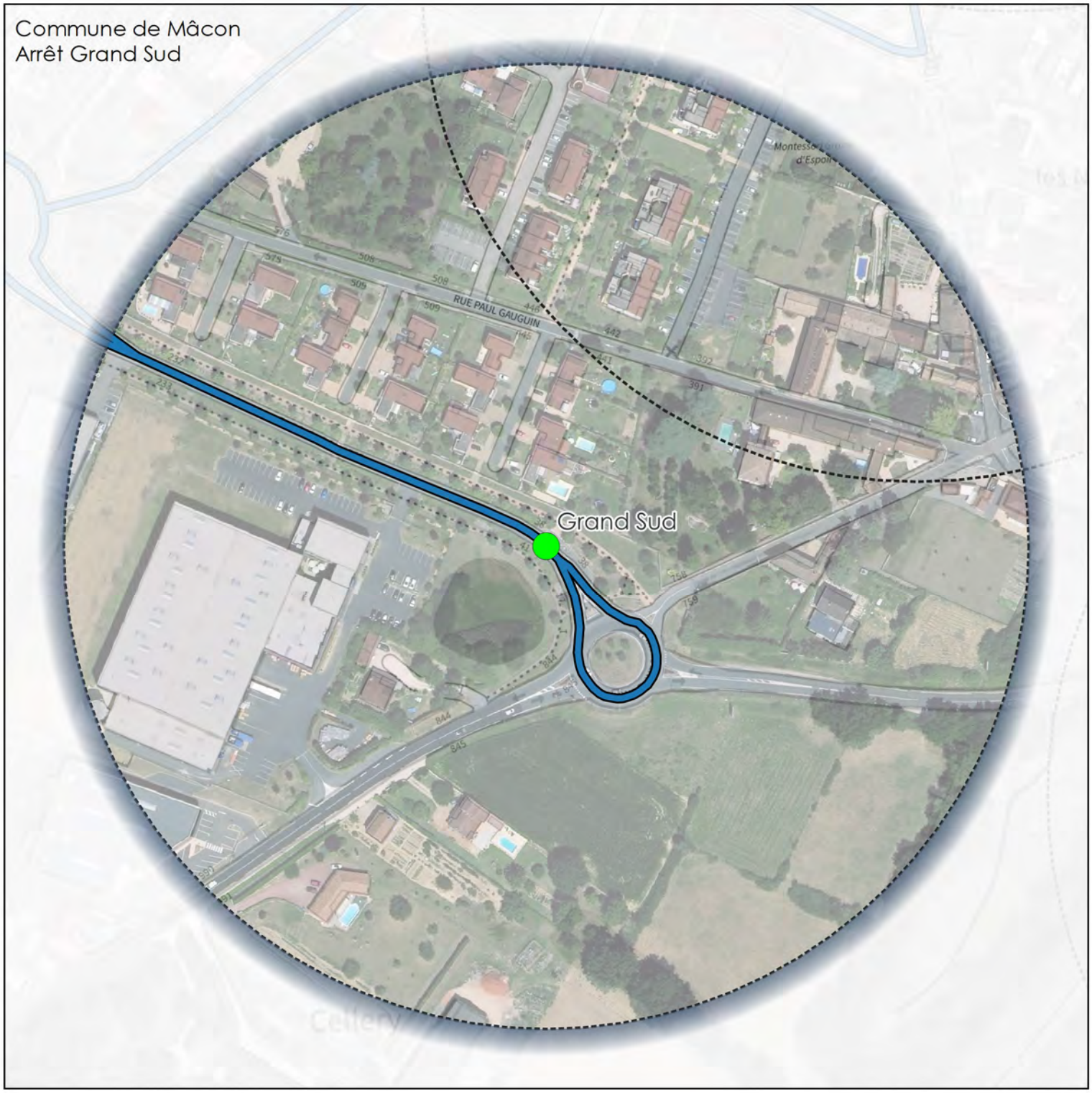


Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

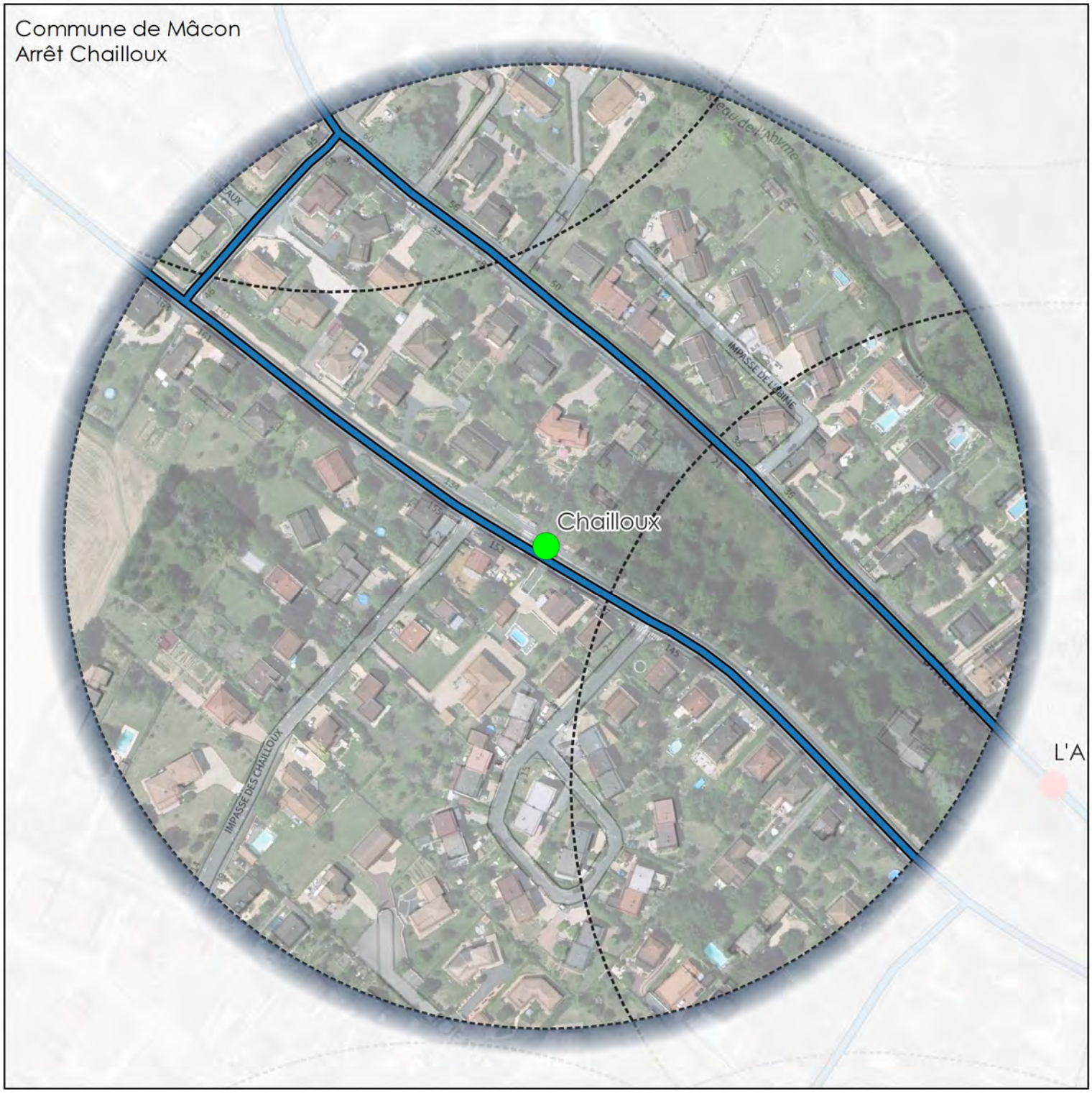
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

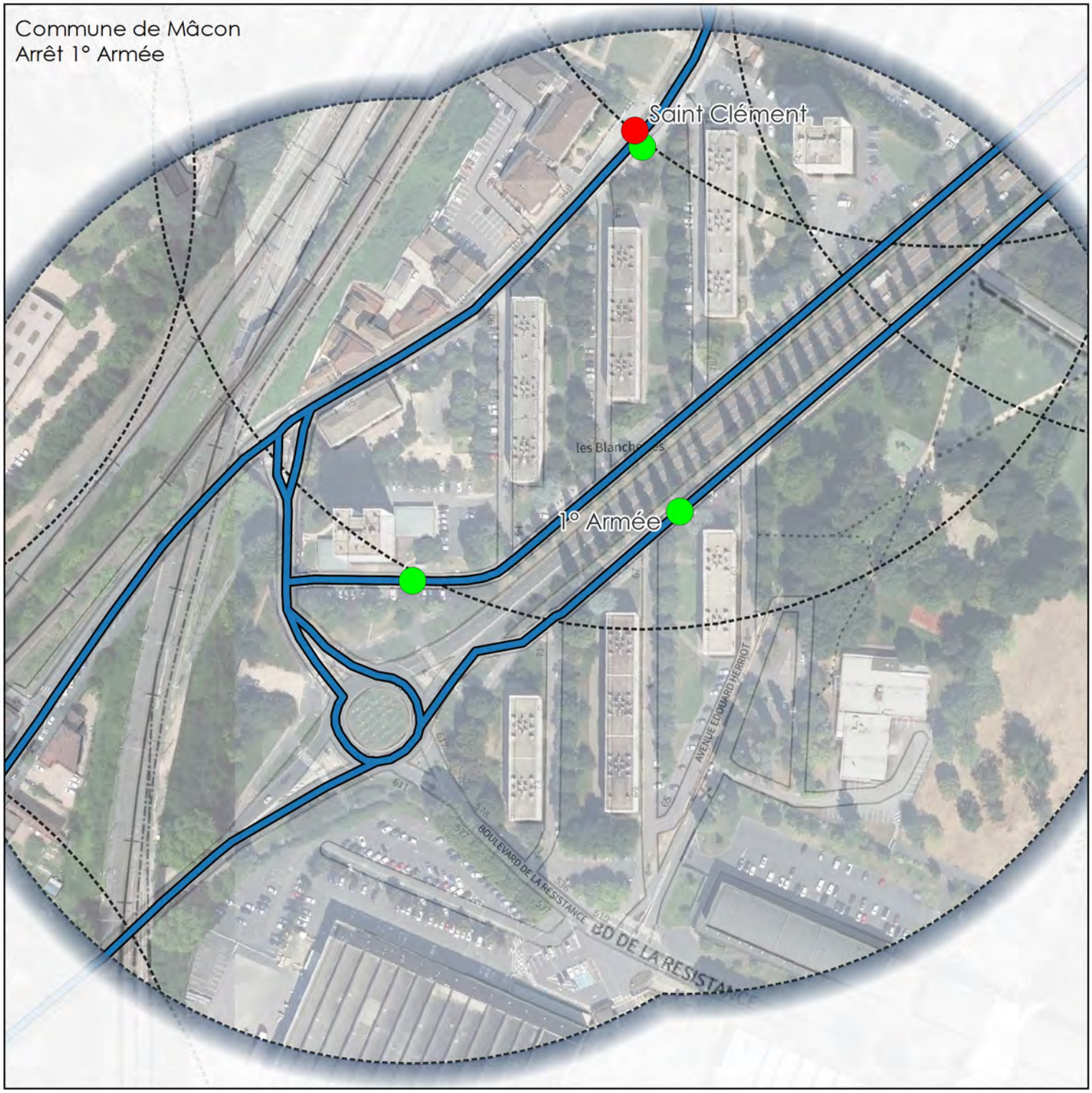
Accessible

Impossibilté tech.

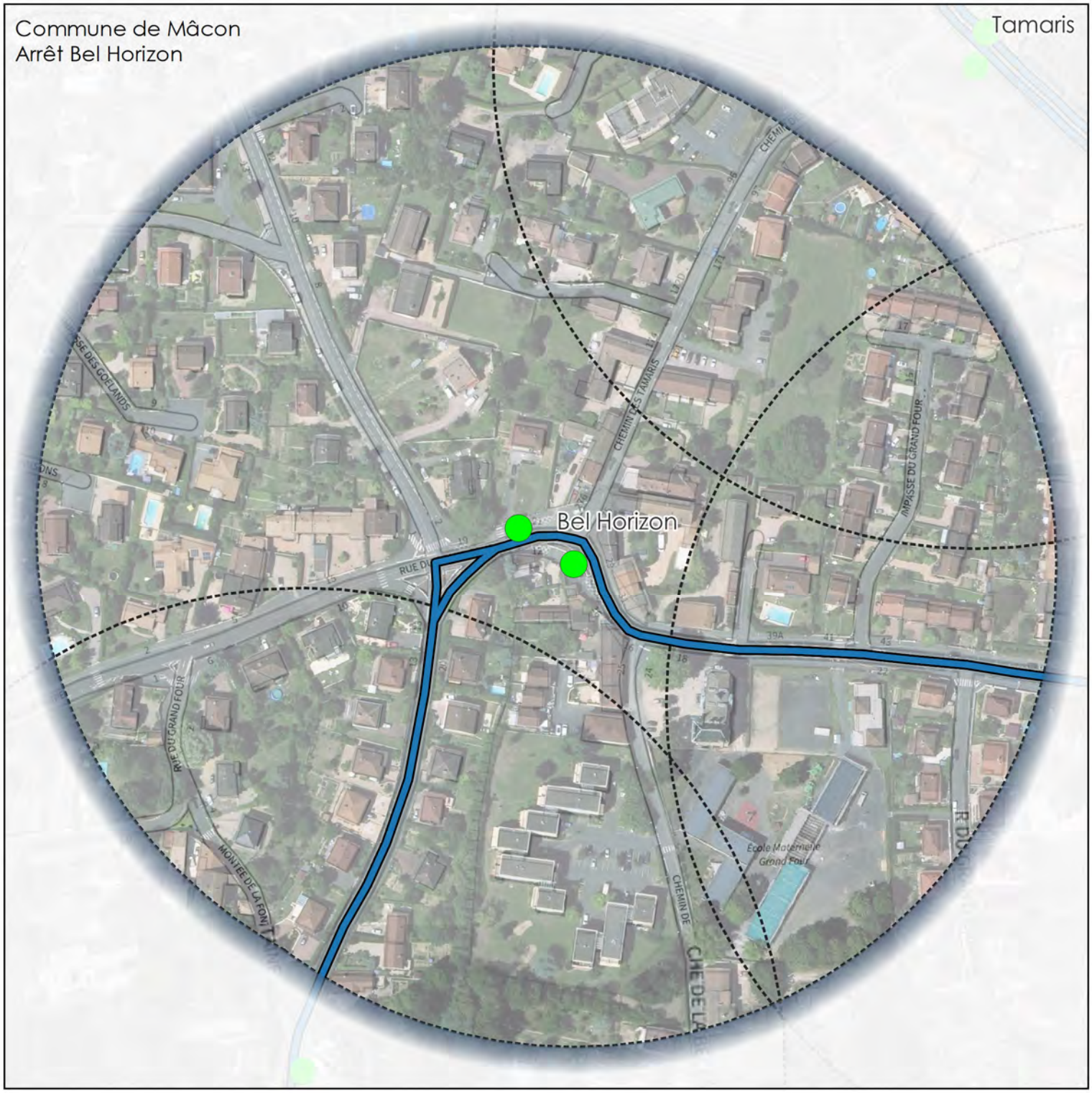
Non prioritaire

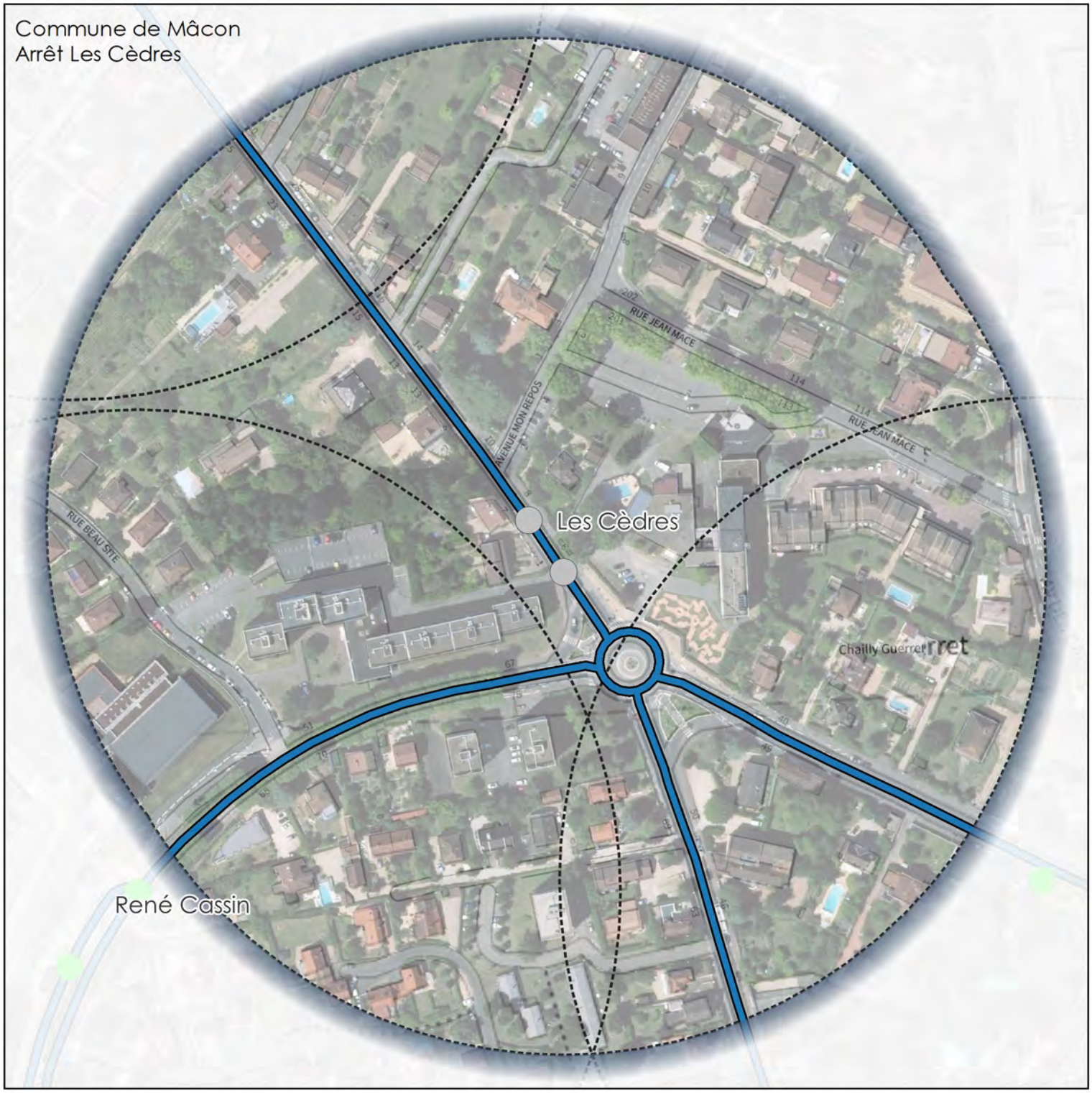
Non recensé en 2016

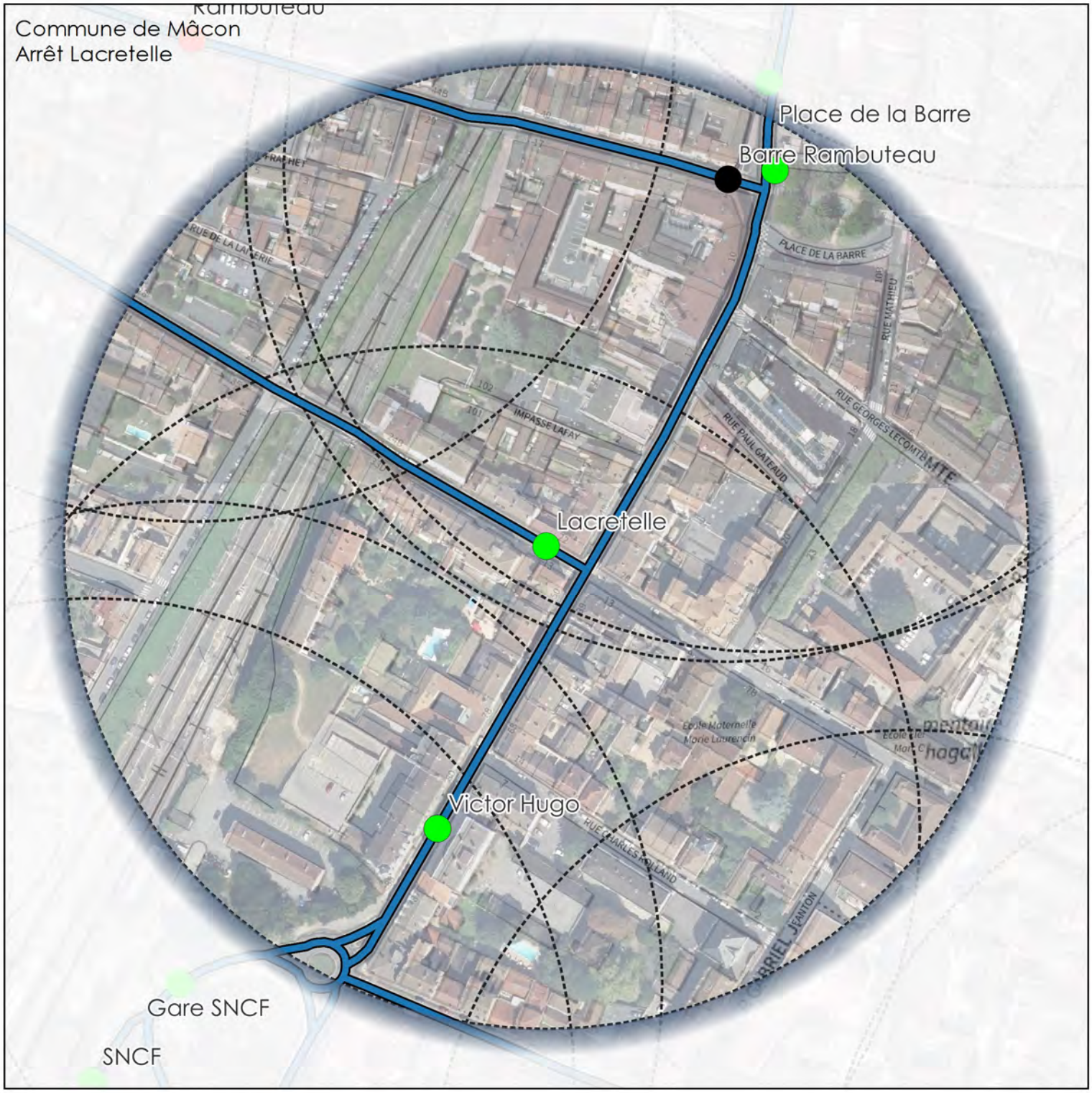
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt 1° Armée
Saint Clément
1° Armée
les Blanchettes
AVENUE EDOUARD HERRIOT
BOULEVARD DE LA RESISTANCE
BD DE LA RESISTA
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Hôtel de Ville
RUE SAINT-NIZIER
RUE JEAN-BAPTISTE FERRET
PLACE POISSONNIÈRE
RUE DES MINIMES
RUE JOSEPH DUFOUR
RUE SAINT-PIERRE
RUE RAMEAU
RUE LOCHE
RUE CARNOT
Mairie de Mâcon
RUE MONTMOREL
Hôtel de Ville
RUE VINZELLES
RUE SAINT-PIERRE
RUE DES CHANTIERS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Bel Horizon
Tamaris
Bel Horizon
CHEMIN DES TAMARIS
IMPASSE DU GRAND FOUR
RUE DU GRAND FOUR
MONTEE DE LA FONT
CHEMIN DE
École Maternelle Grand Four
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Les Cèdres
Les Cèdres
René Cassin
RUE JEAN MACE
AVENUE MON REPOS
RUE BEAU SITE
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Lacretelle
Place de la Barre
Barre Rambuteau
Lacretelle
Victor Hugo
Gare SNCF
SNCF
PLACE DE LA BARRE
RUE MATHIEU
RUE GEORGES LECOMTE
RUE PAUL GATEAUD
IMPASSE LAFAY
RUE DE LA LAITERIE
RUE CHARLES HOLLAND
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Mâcon
Arrêt Buis

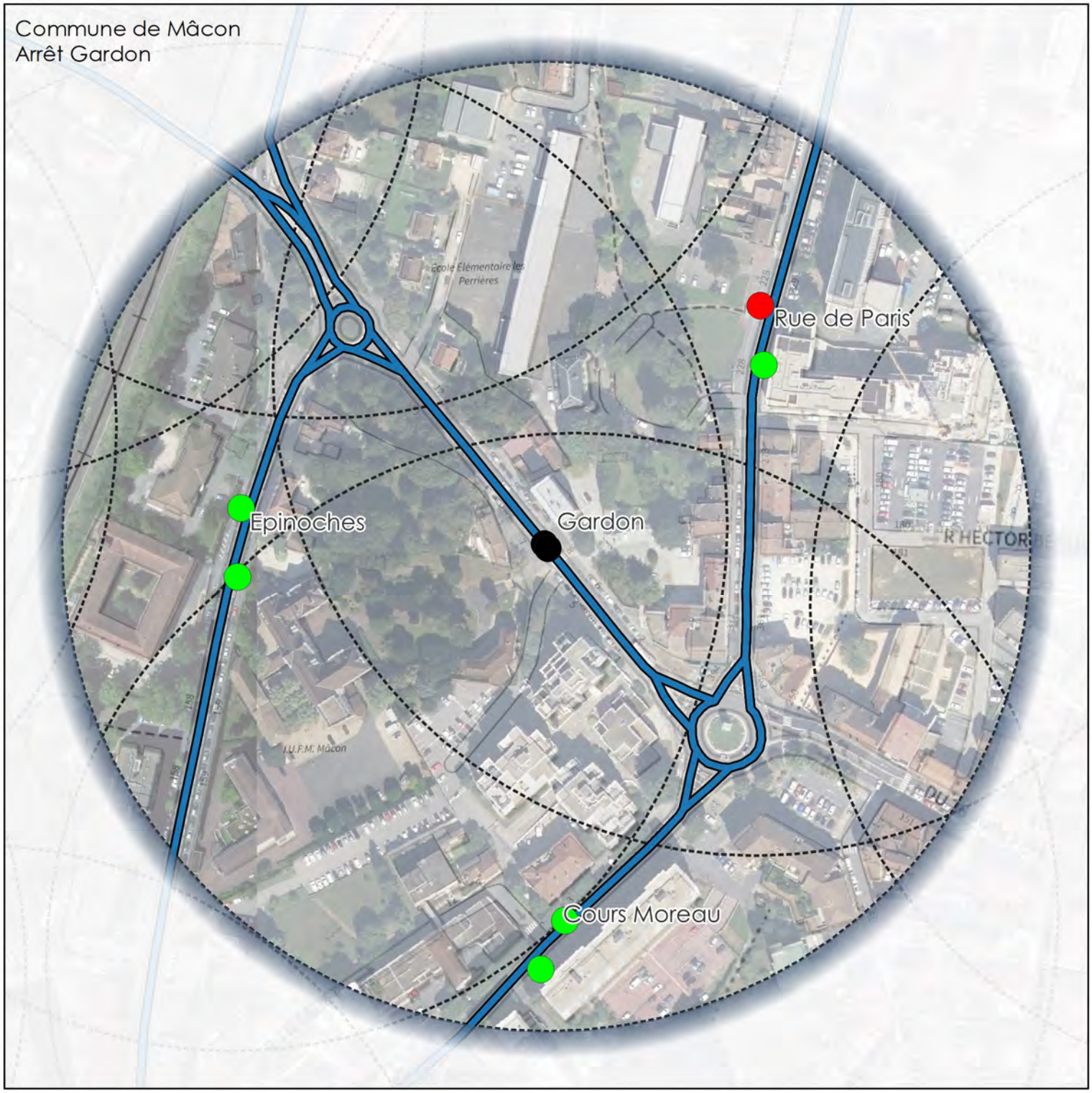


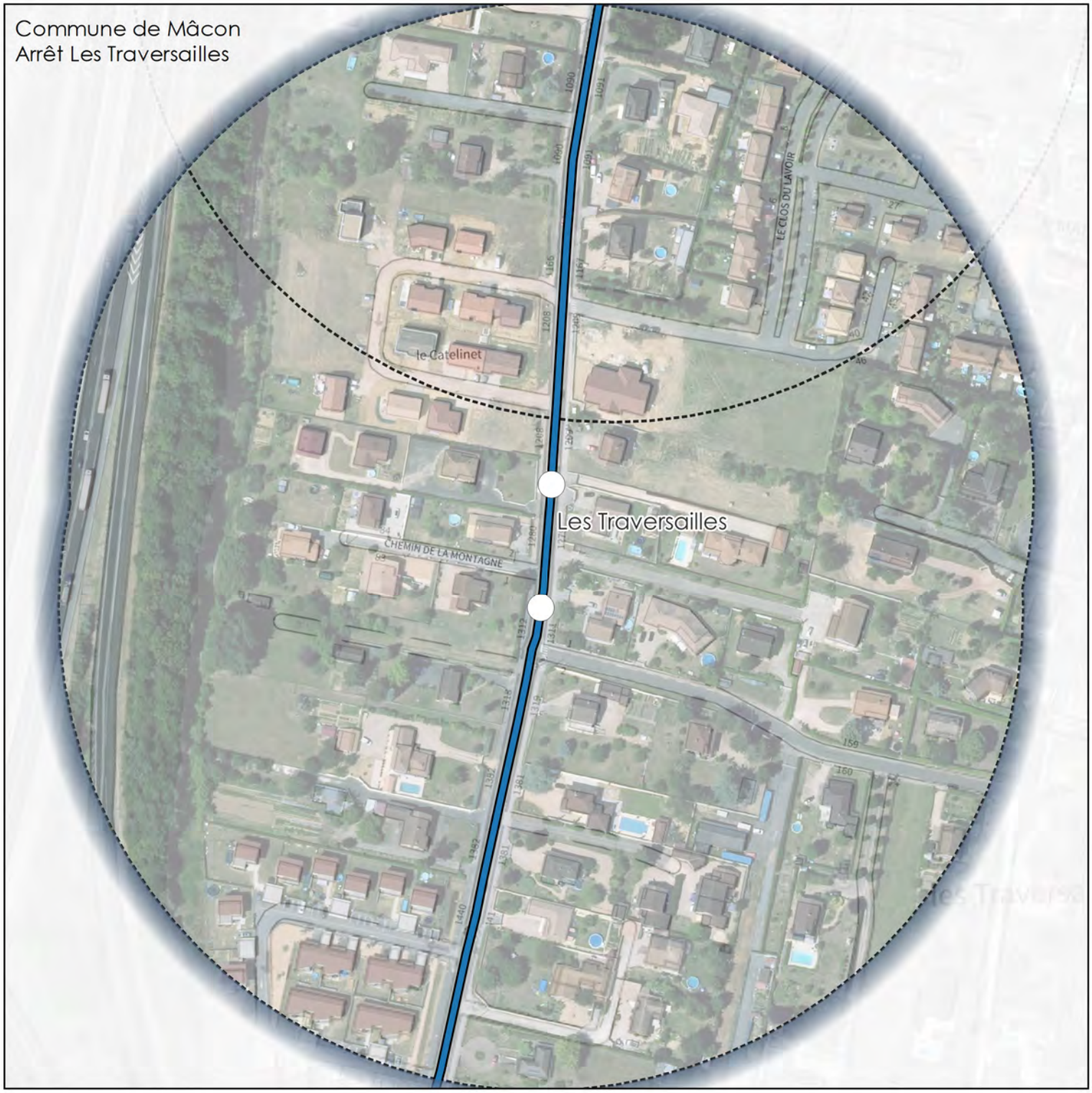
0 50 100 m

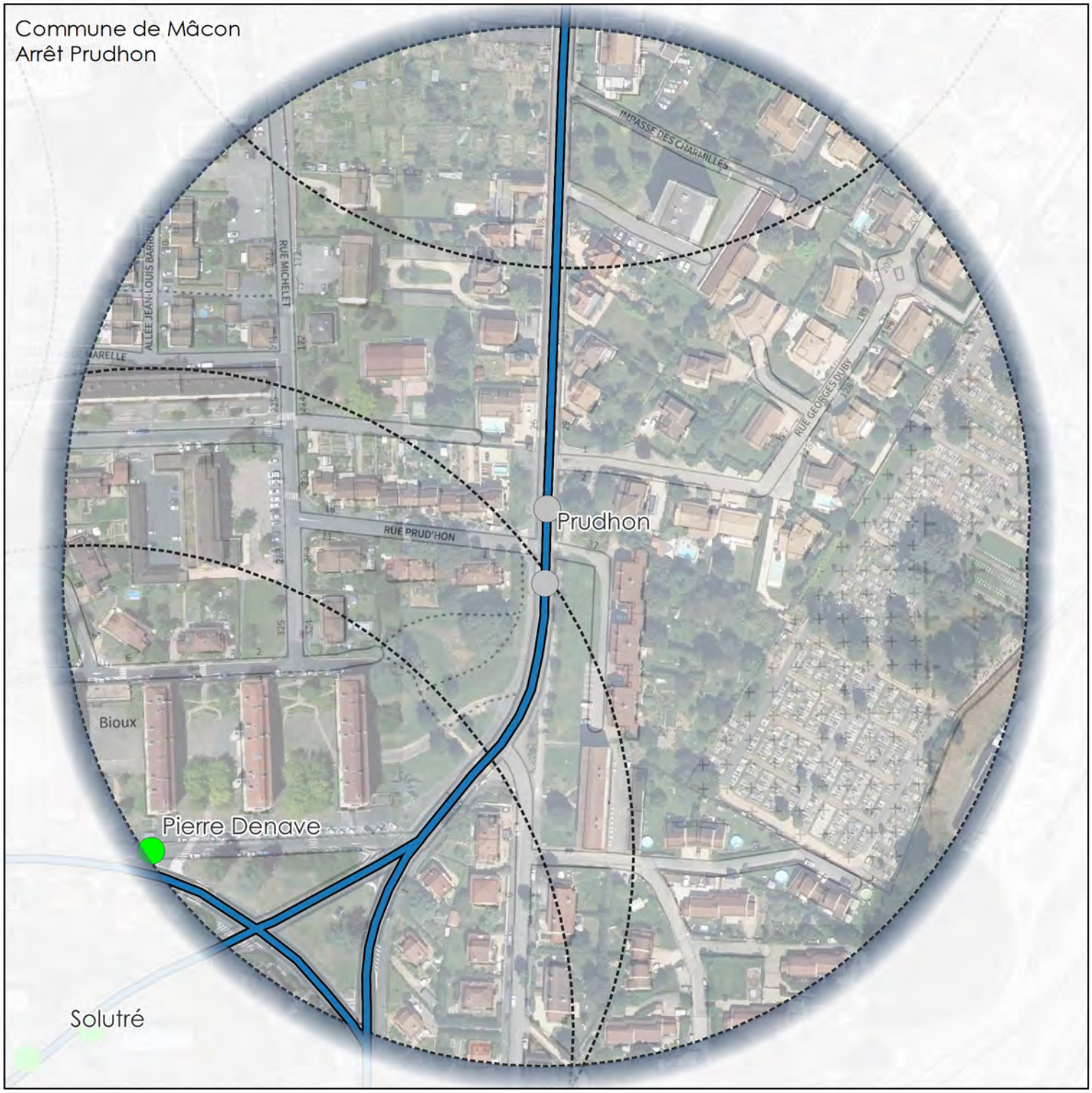
Légende

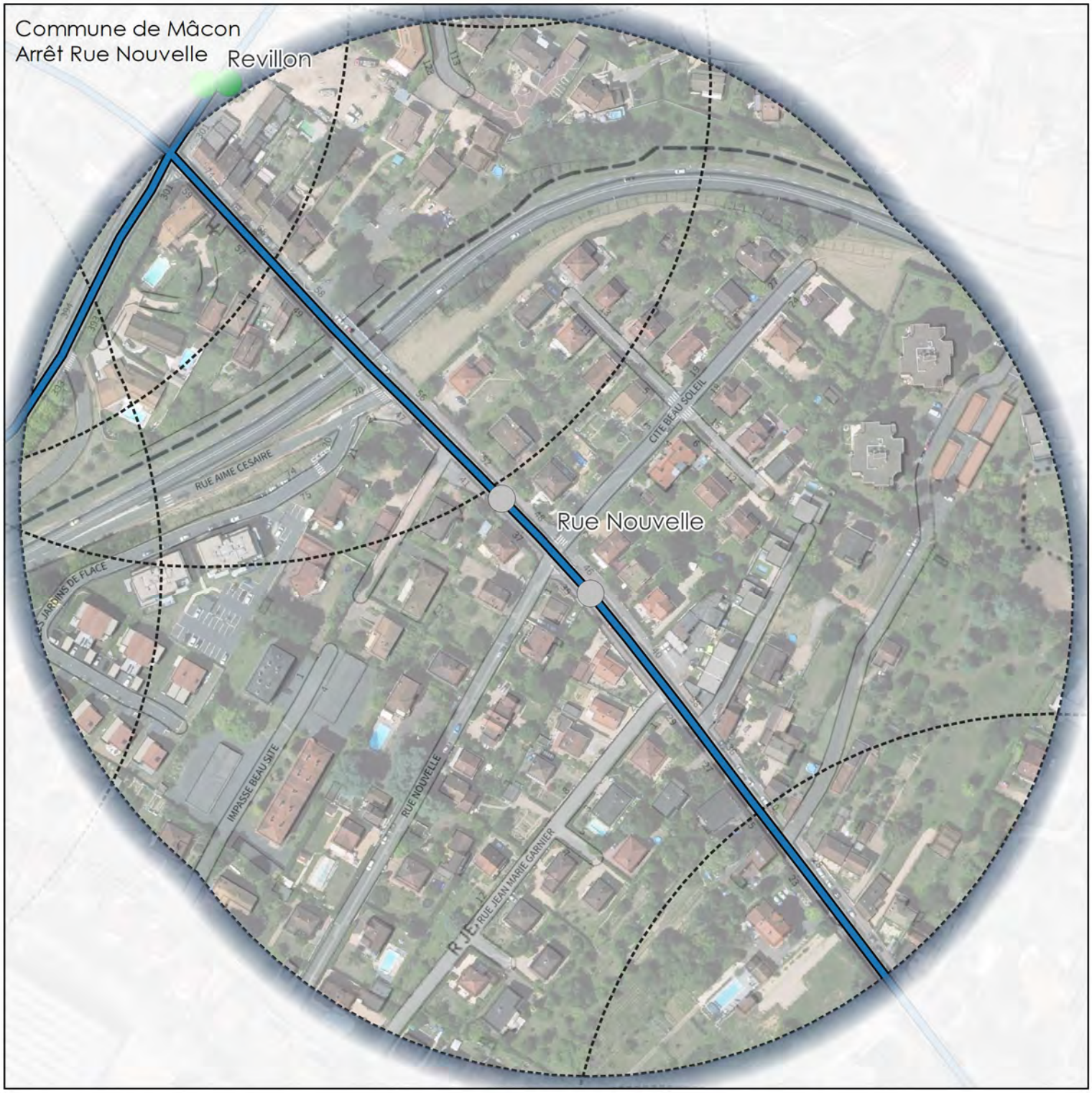
Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Gardon
Rue de Paris
Epinoches
Gardon
Cours Moreau
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Les Traversailles
le Catelinet
Les Traversailles
CHEMIN DE LA MONTAGNE
LE CLOS DU LAVOIR
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Prudhon
IMPASSE DES CHARMILLES
RUE MICHELET
ALLÉE JEAN-LOUIS BARRAULT
RUE GEORGES DUBY
RUE PRUD'HON
Prudhon
Bioux
Pierre Denave
Solutré
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



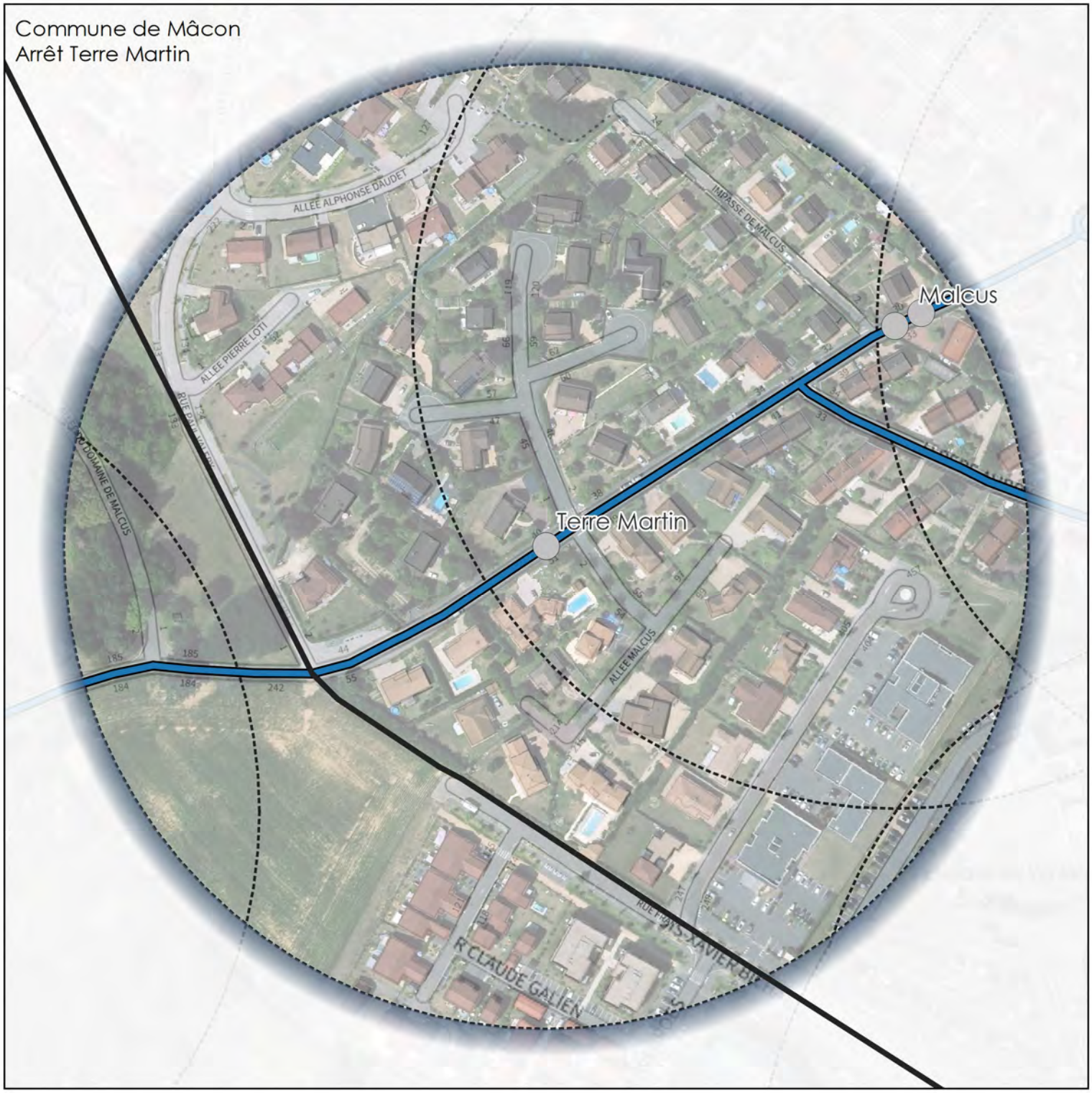
0 50 100 m

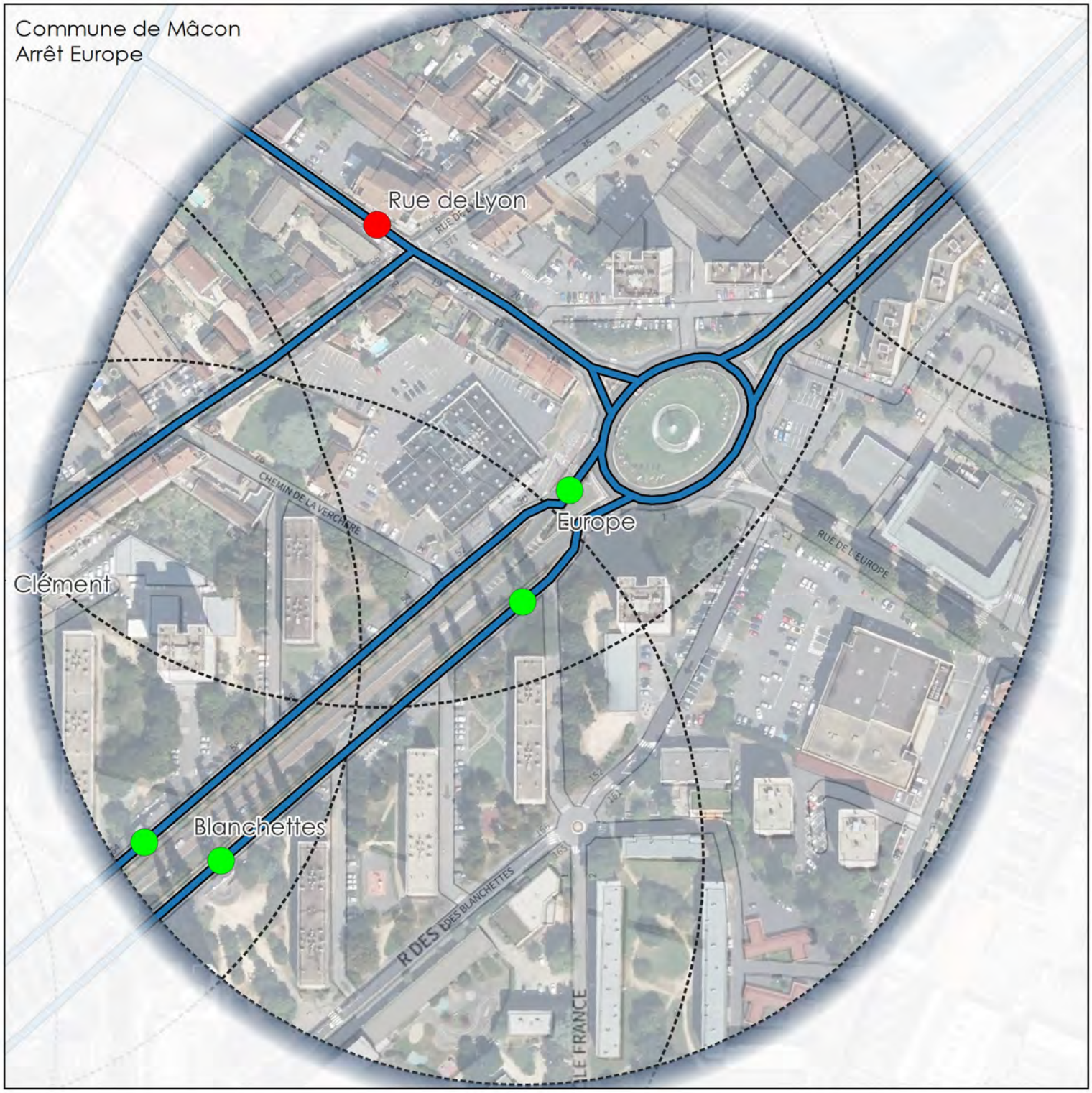
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Terre Martin
Malcus
Terre Martin
ALLEE ALPHONSE DAUDET
IMPASSE DE MALCUS
ALLEE PIERRE LOTI
RUE DU DOMAINE DE MALCUS
ALLEE MALCUS
R CLAUDE GALIEN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

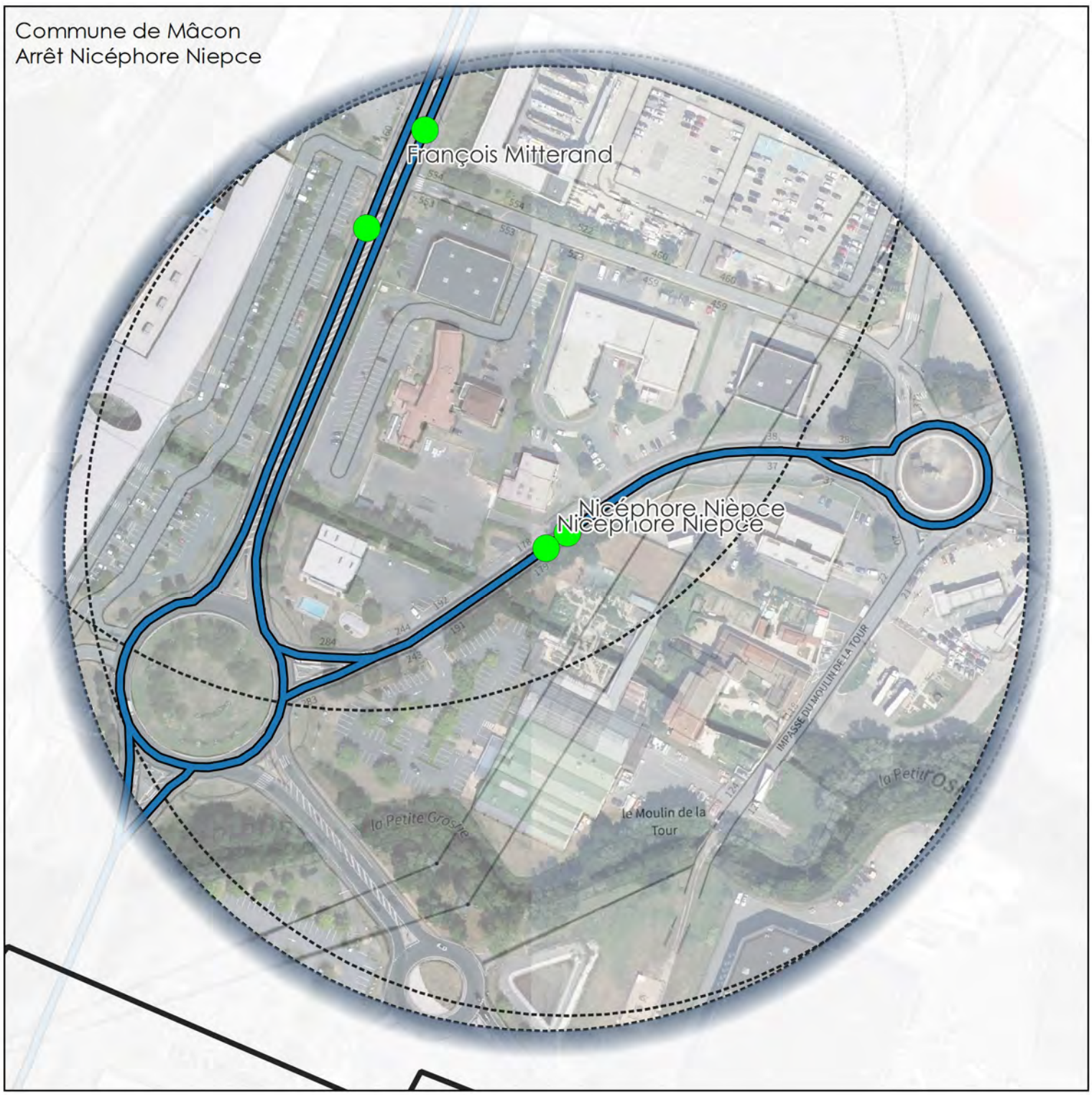
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

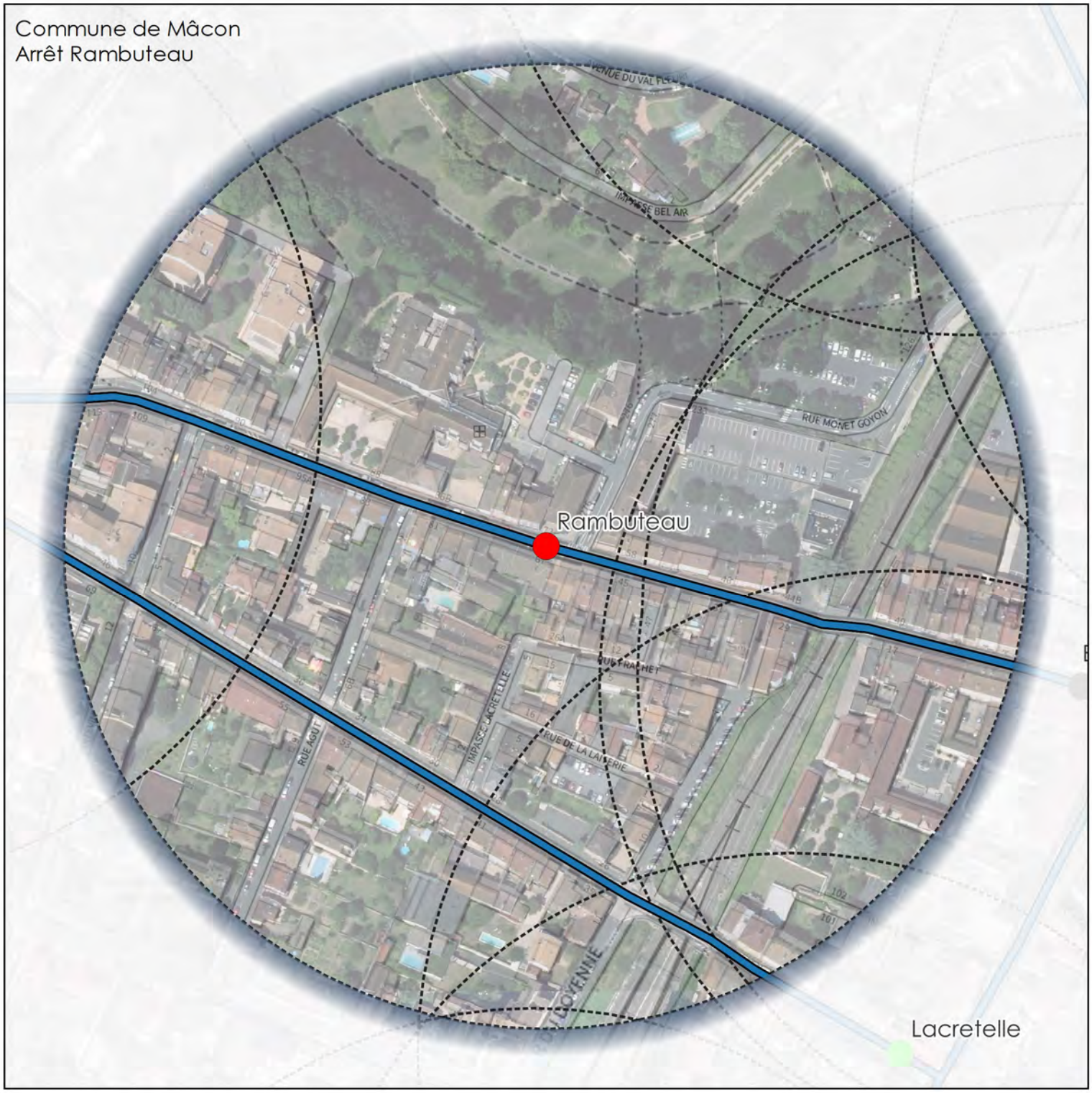
Accessible

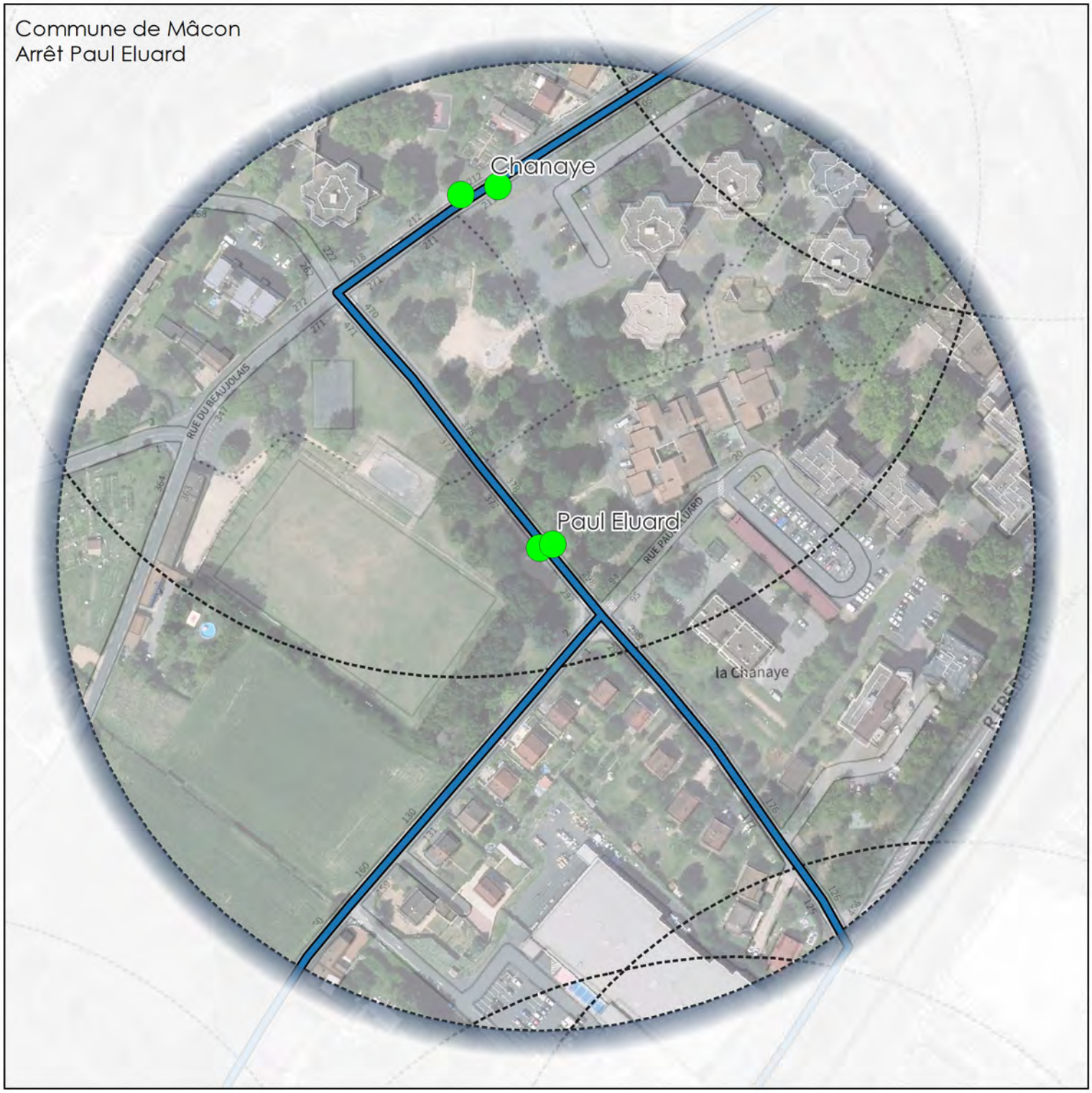
Impossibilté tech.

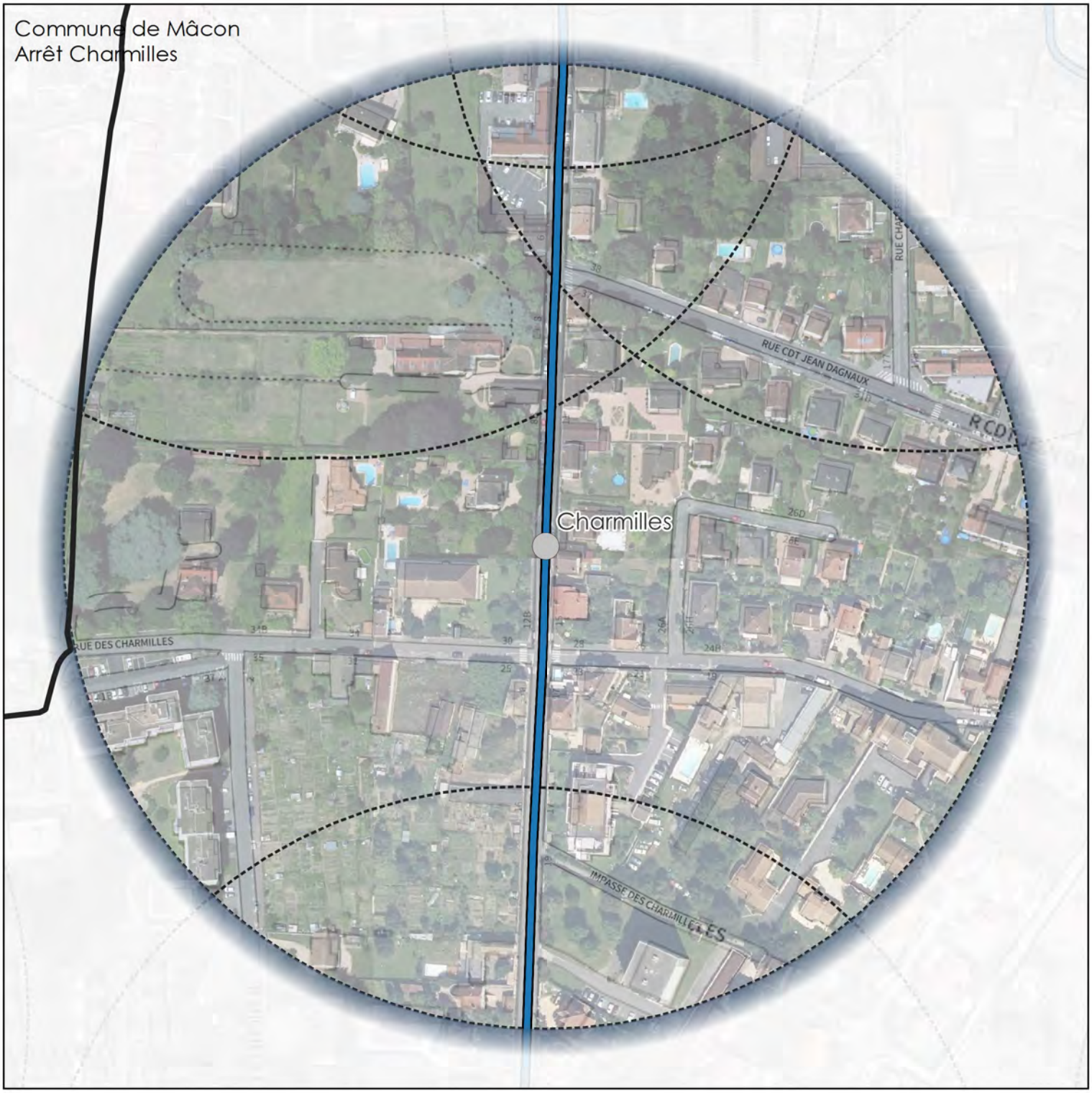
Non prioritaire

Non recensé en 2016

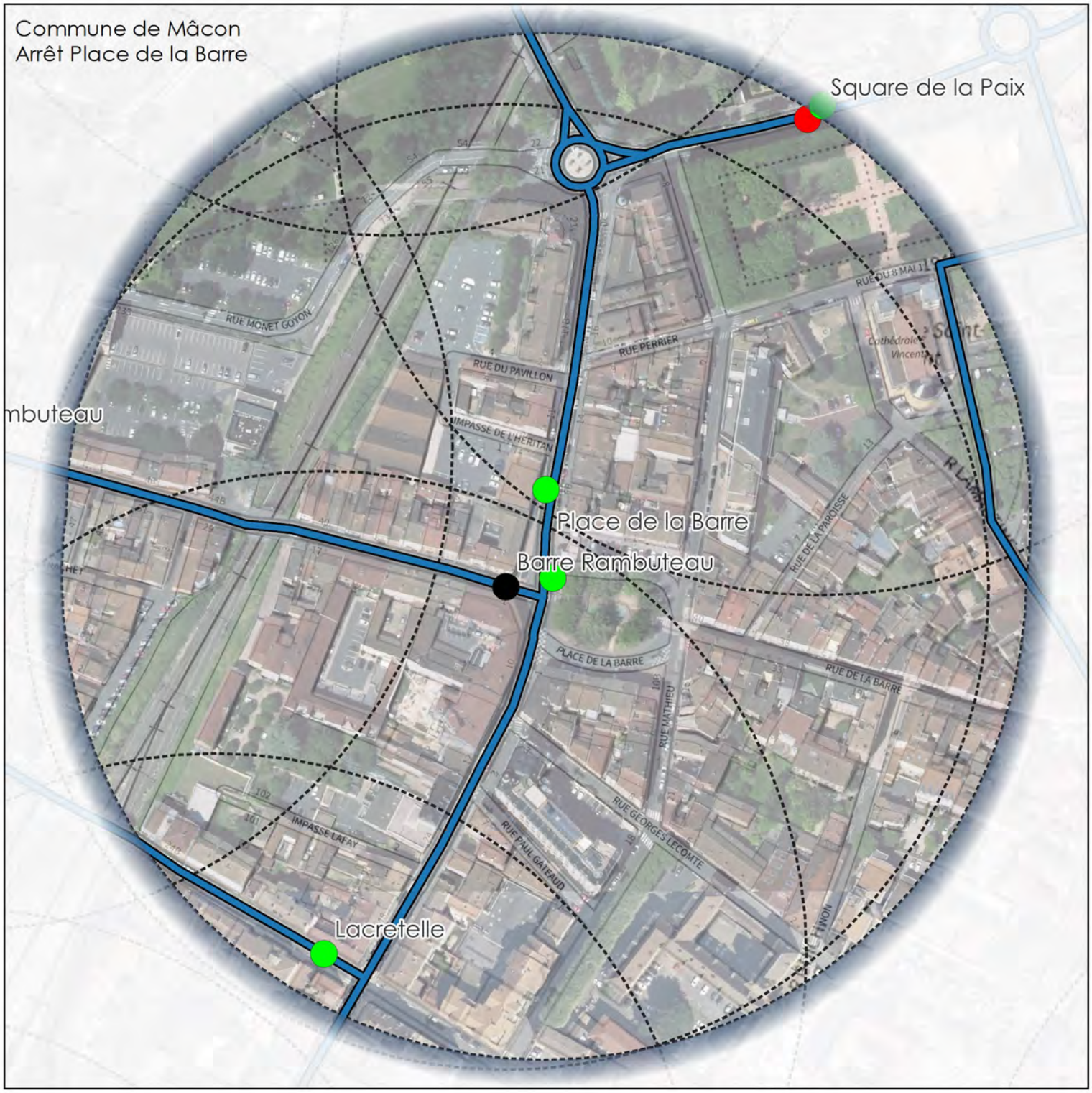
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Rambuteau
AVENUE DU VAL FLEURI
IMPASSE BEL AIR
RUE MONET GOYON
Rambuteau
RUE FRACHET
IMPASSE LACRETELLE
RUE DE LA LAITERIE
RUE AGUT
LOYENNE
Lacretelle
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Paul Eluard
Chanaye
Paul Eluard
RUE DU BEAUJOLAIS
RUE PAUL ELUARD
la Chanaye
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Charmilles
Charmilles
RUE CDT JEAN DAGNAUX
RUE DES CHARMILLES
IMPASSE DES CHARMILLES
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Sennecé lès Macon
le Fourneau
IMPASSE DU COUVENT
ALLEE DES COMBETTES
Résidence Camille Claudel
Sennecé lès Macon
RUE TERRE CHAMBART
LE CLOS DU MUGUET
CHEMIN RURAL DES BELOUSES
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

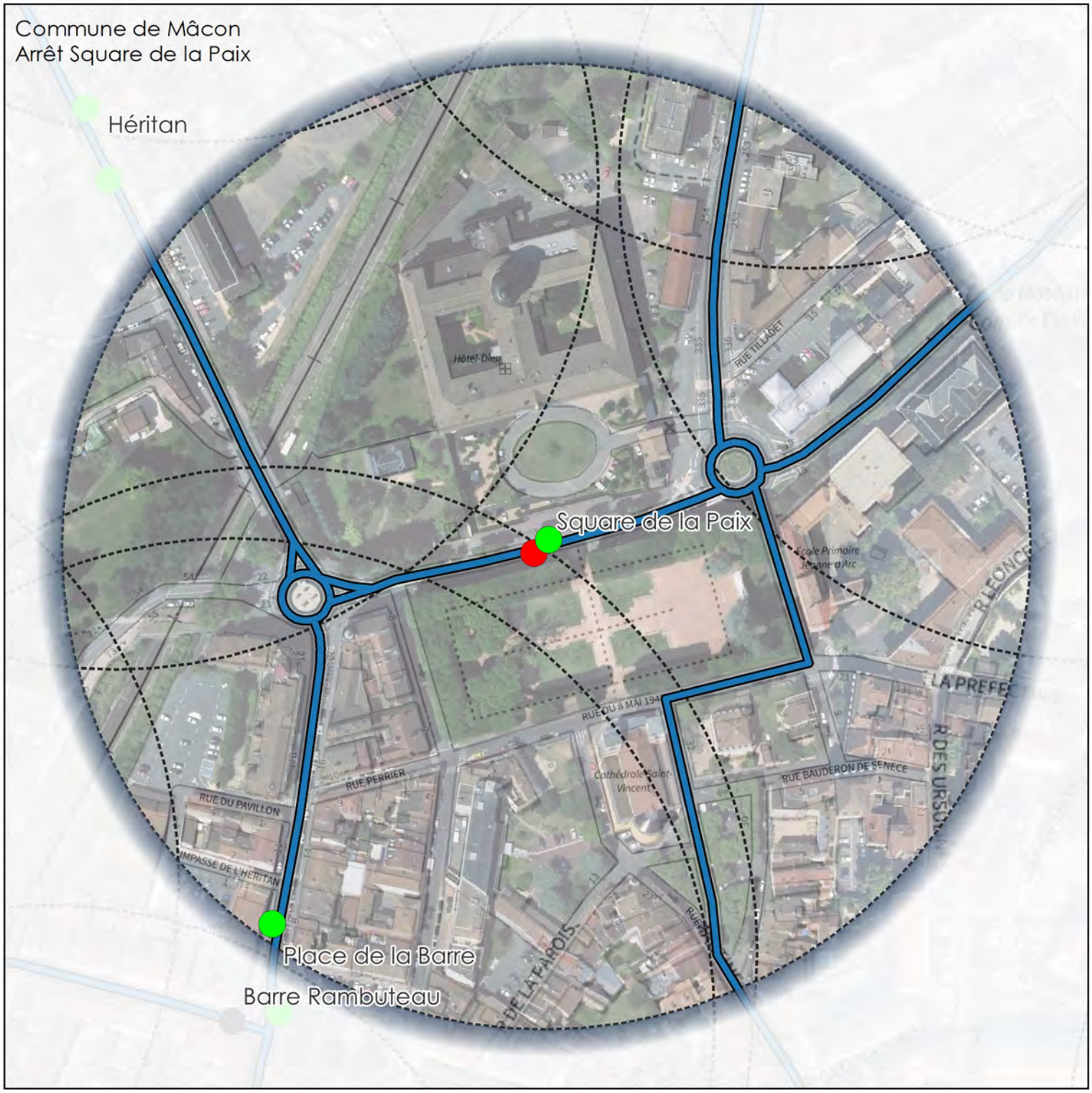


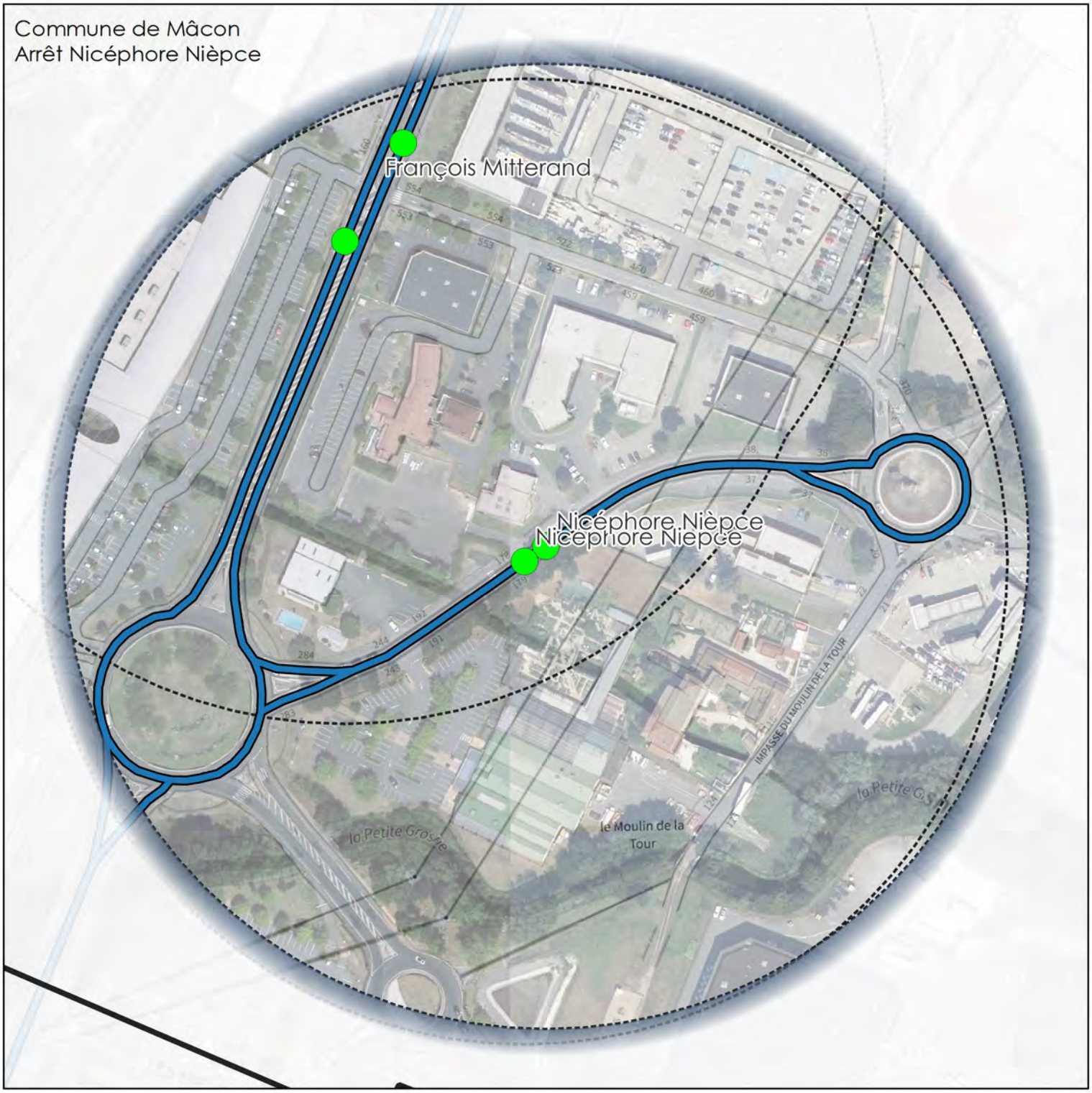
0 50 100 m

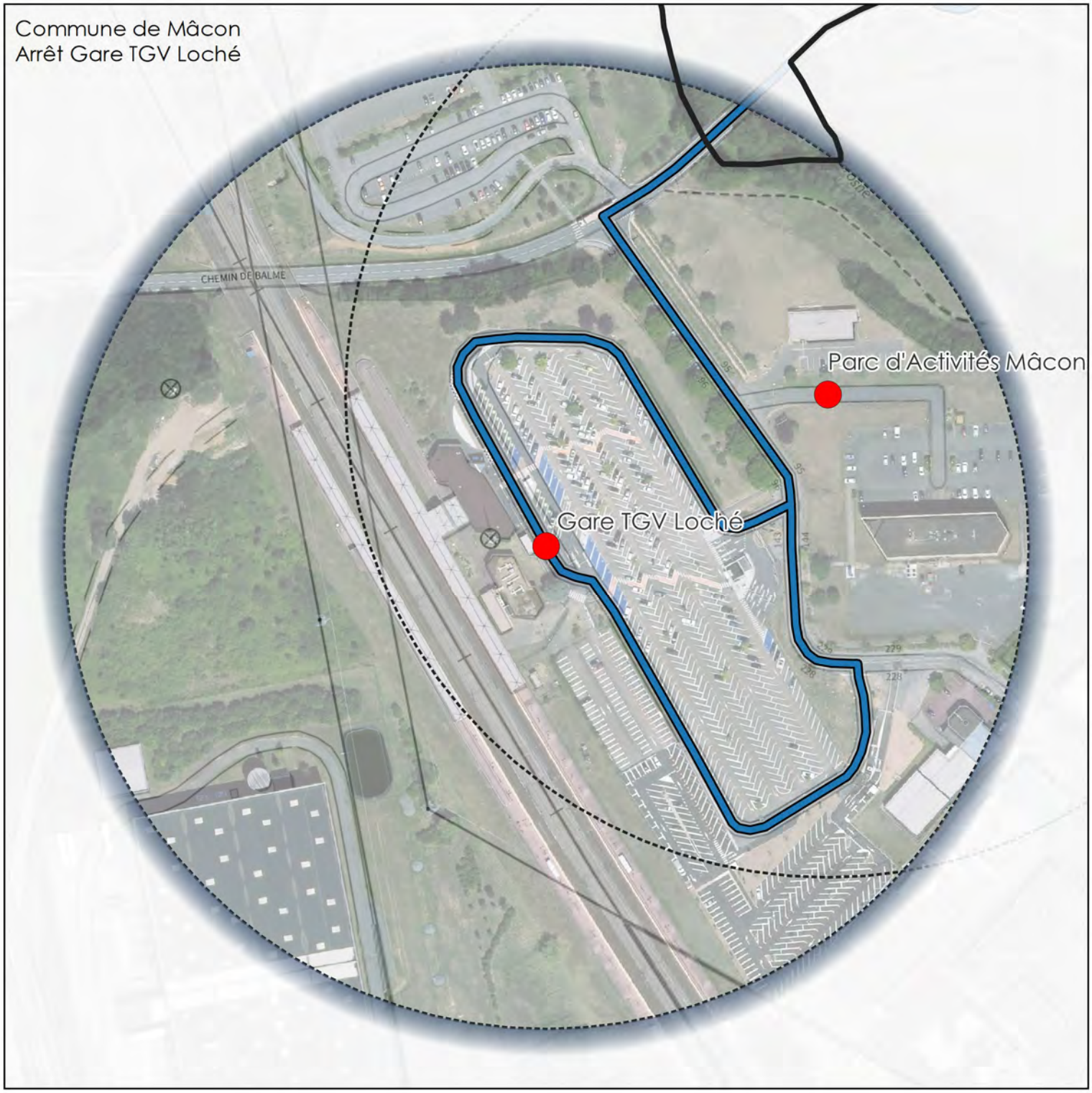
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus
- Points d'arrêt
  - A aménager
  - Accessible
  - Impossibilté tech.
  - Non prioritaire
  - Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Desnoyers
L'Abîme
Desnoyers
Revillon
Ambroise Paré
Escande
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Square de la Paix
Héritan
Square de la Paix
Place de la Barre
Barre Rambuteau
Hôtel-Dieu
RUE TILLADET
RUE PERRIER
RUE DU PAVILLON
IMPASSE DE L'HERITAN
RUE DU 8 MAI 194
RUE BAUDERON DE SENECE
Cathédrale Saint-Vincent
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Nicéphore Nièpce
François Mitterand
Nicéphore Nièpce
Nicéphore Niepce
le Moulin de la Tour
IMPASSE DU MOULIN DE LA TOUR
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

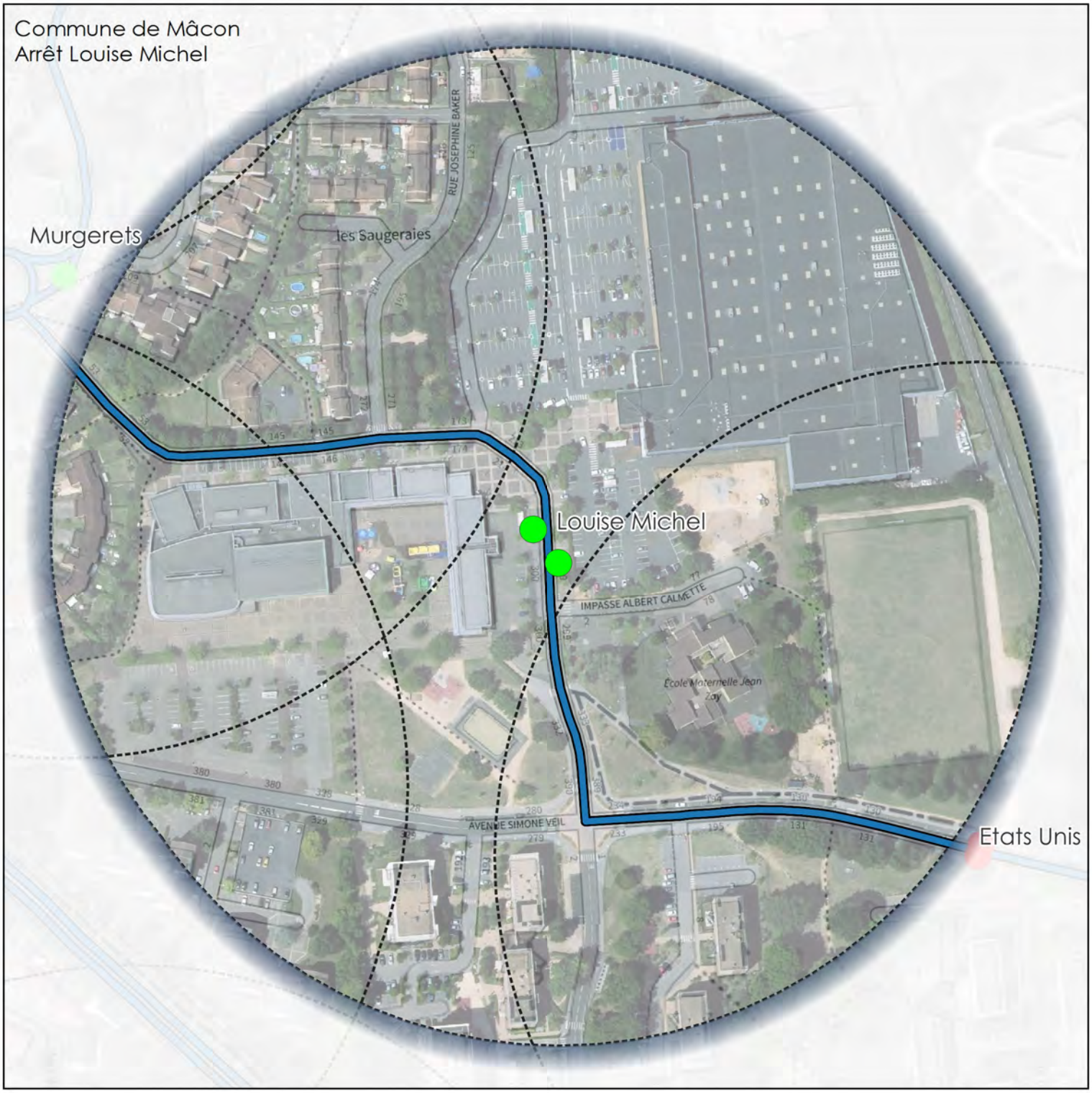
Accessible

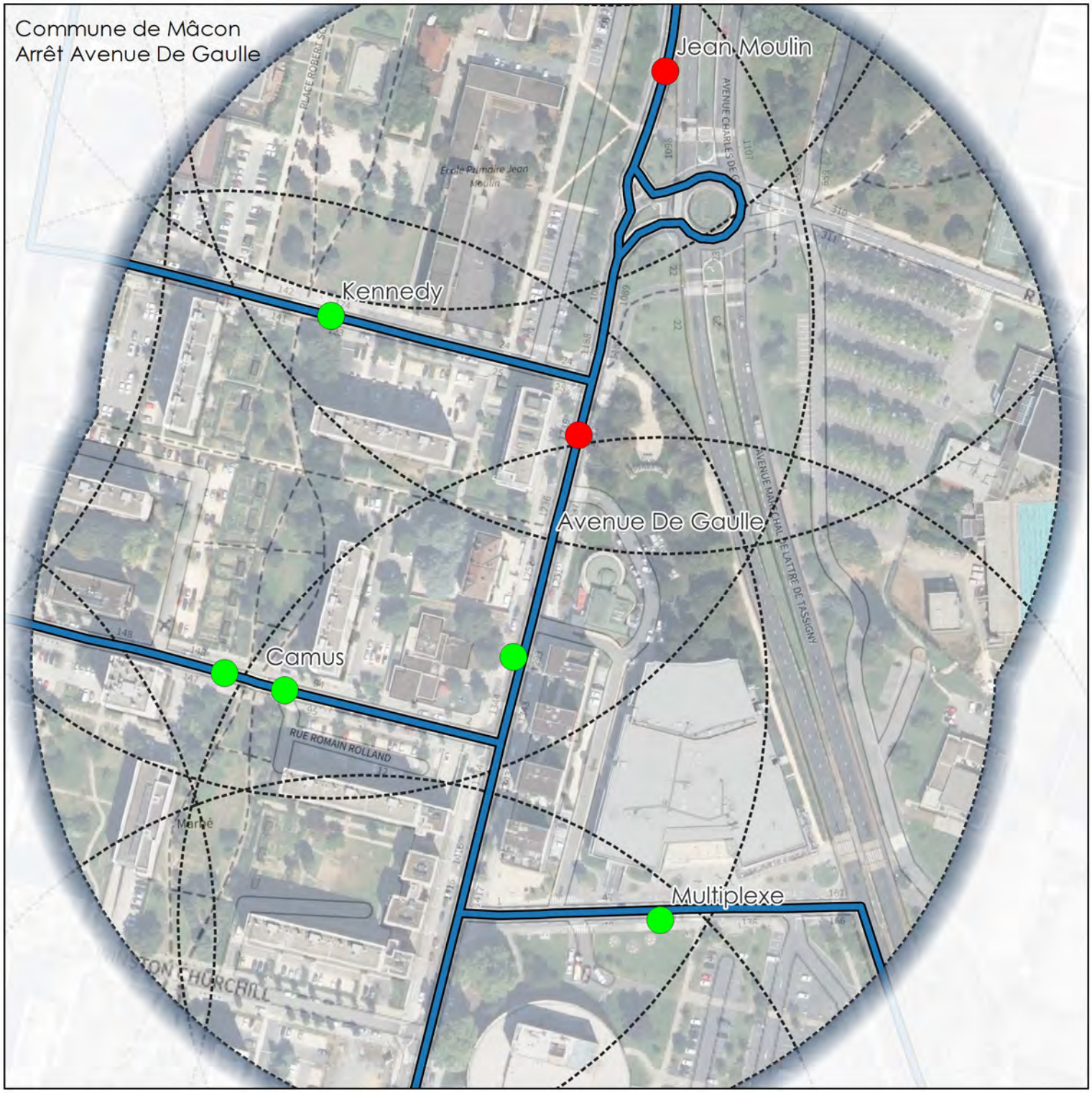
Impossibilté tech.

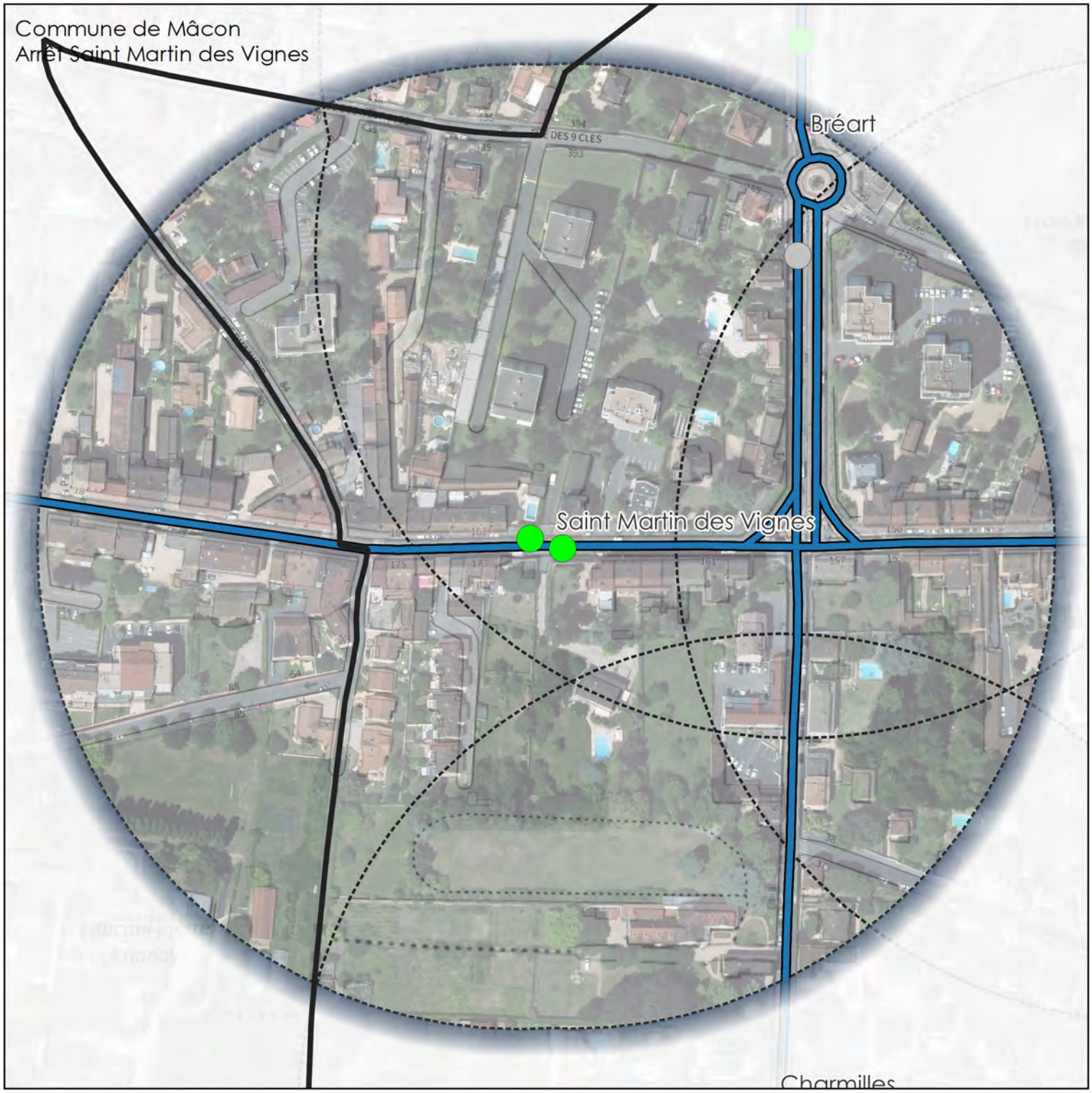
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Louise Michel
Murgerets
les Saugeraies
RUE JOSEPHINE BAKER
Louise Michel
IMPASSE ALBERT CALMETTE
AVENUE SIMONE VEIL
Etats Unis
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Avenue De Gaulle
Jean Moulin
Kennedy
Avenue De Gaulle
Camus
Multiplexe
RUE ROMAIN ROLLAND
AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

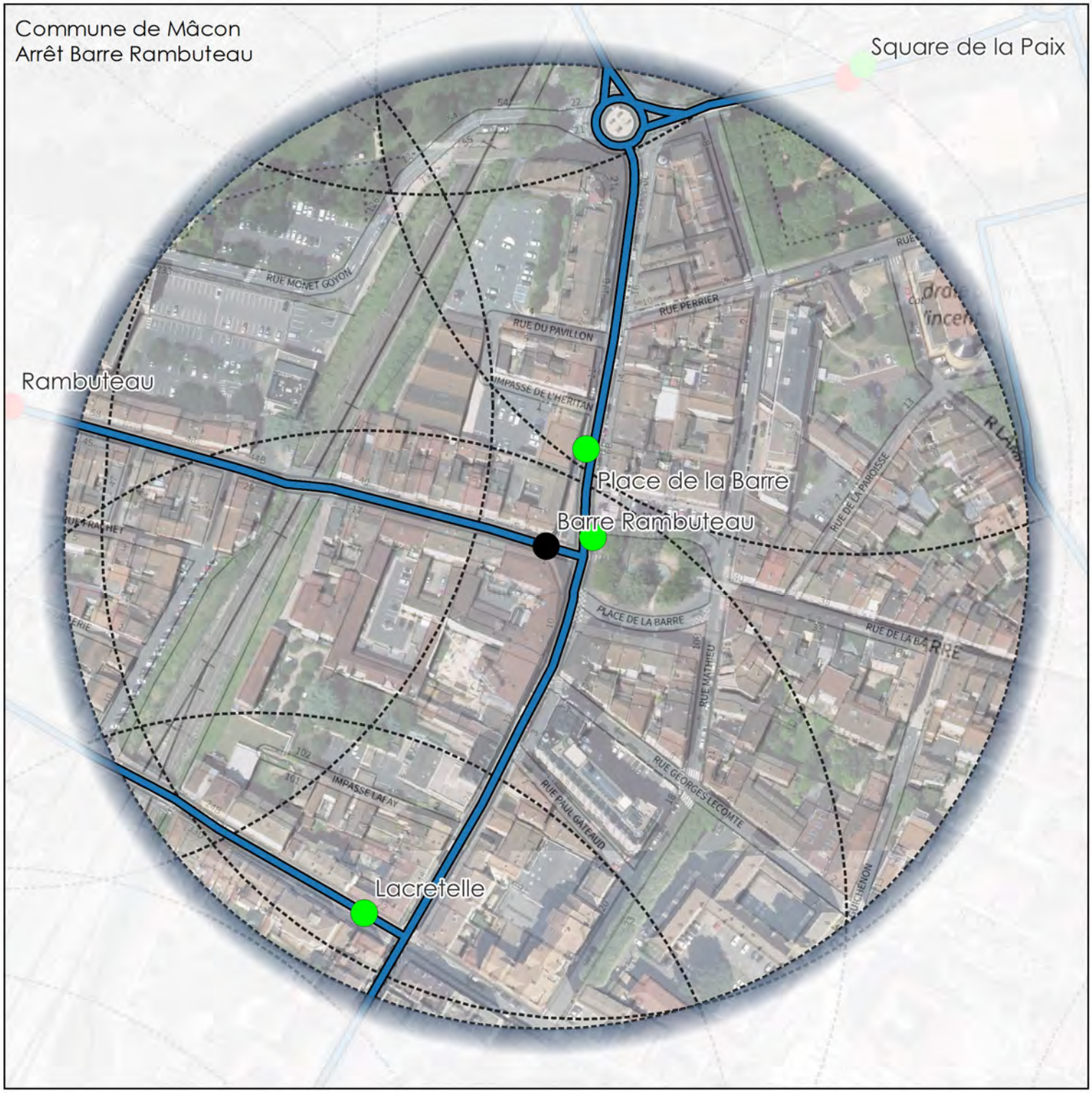
Accessible

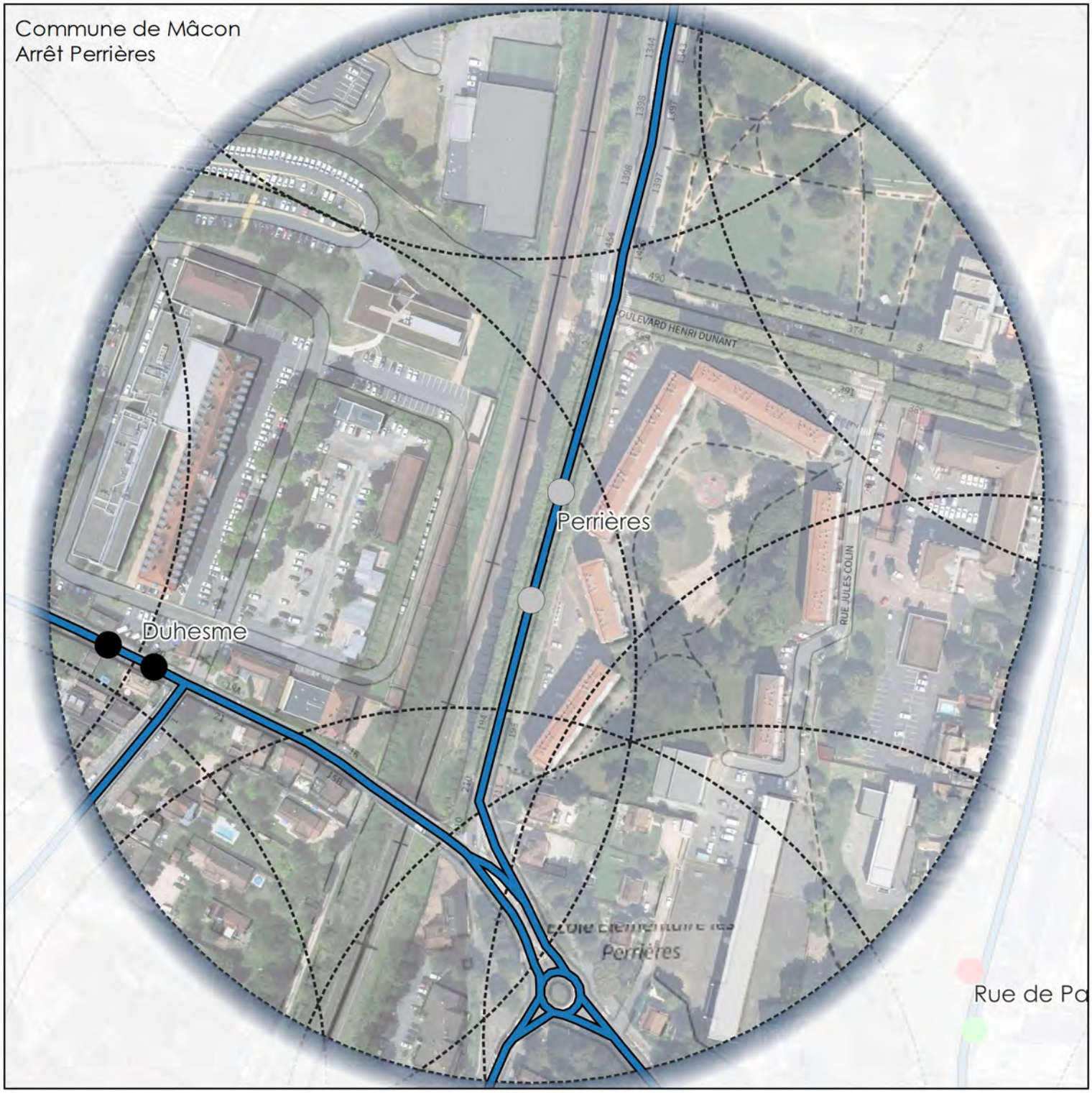
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Barre Rambuteau
Square de la Paix
Rambuteau
Place de la Barre
Barre Rambuteau
Lacretelle
RUE MONET GOYON
RUE DU PAVILLON
IMPASSE DE L'HERITAN
RUE PERRIER
RUE DE LA PAROISSE
PLACE DE LA BARRE
RUE MATHIEU
RUE GEORGES LECOMTE
RUE PAUL GATEAUD
IMPASSE LAFAY
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

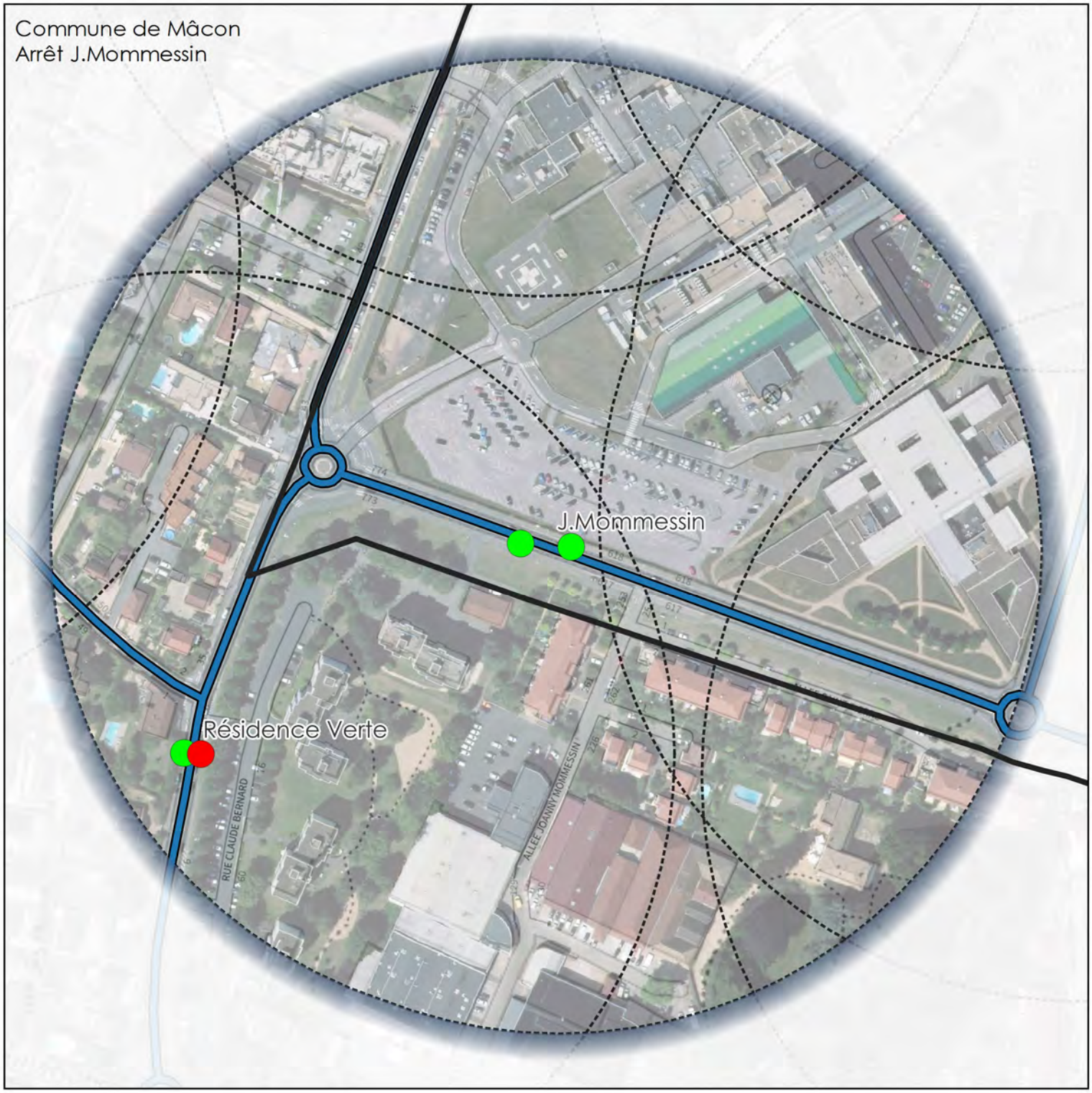
Accessible

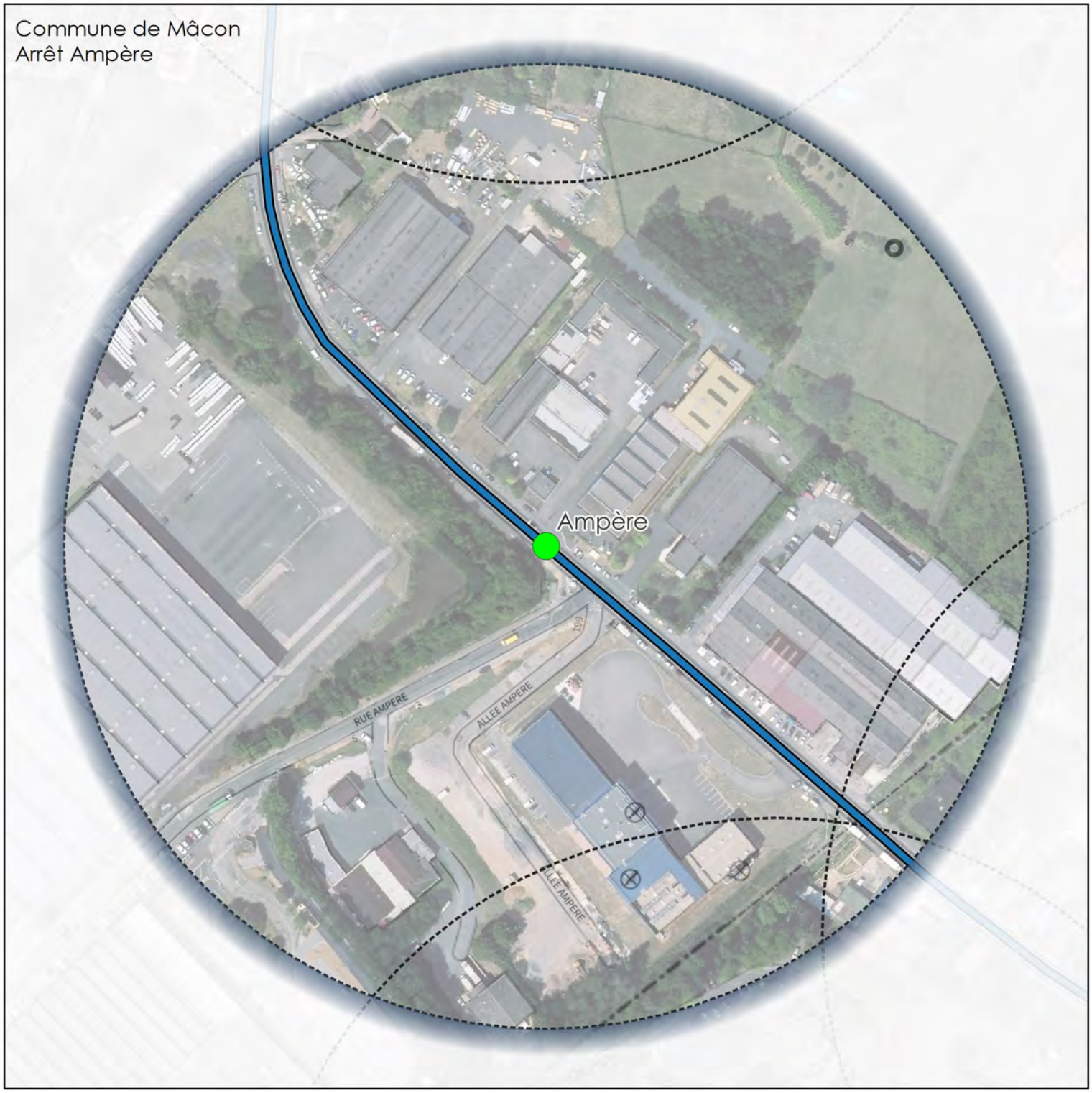
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt J.Mommessin
J.Mommessin
Résidence Verte
RUE CLAUDE BERNARD
ALLEE JOANNY MOMMESSIN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



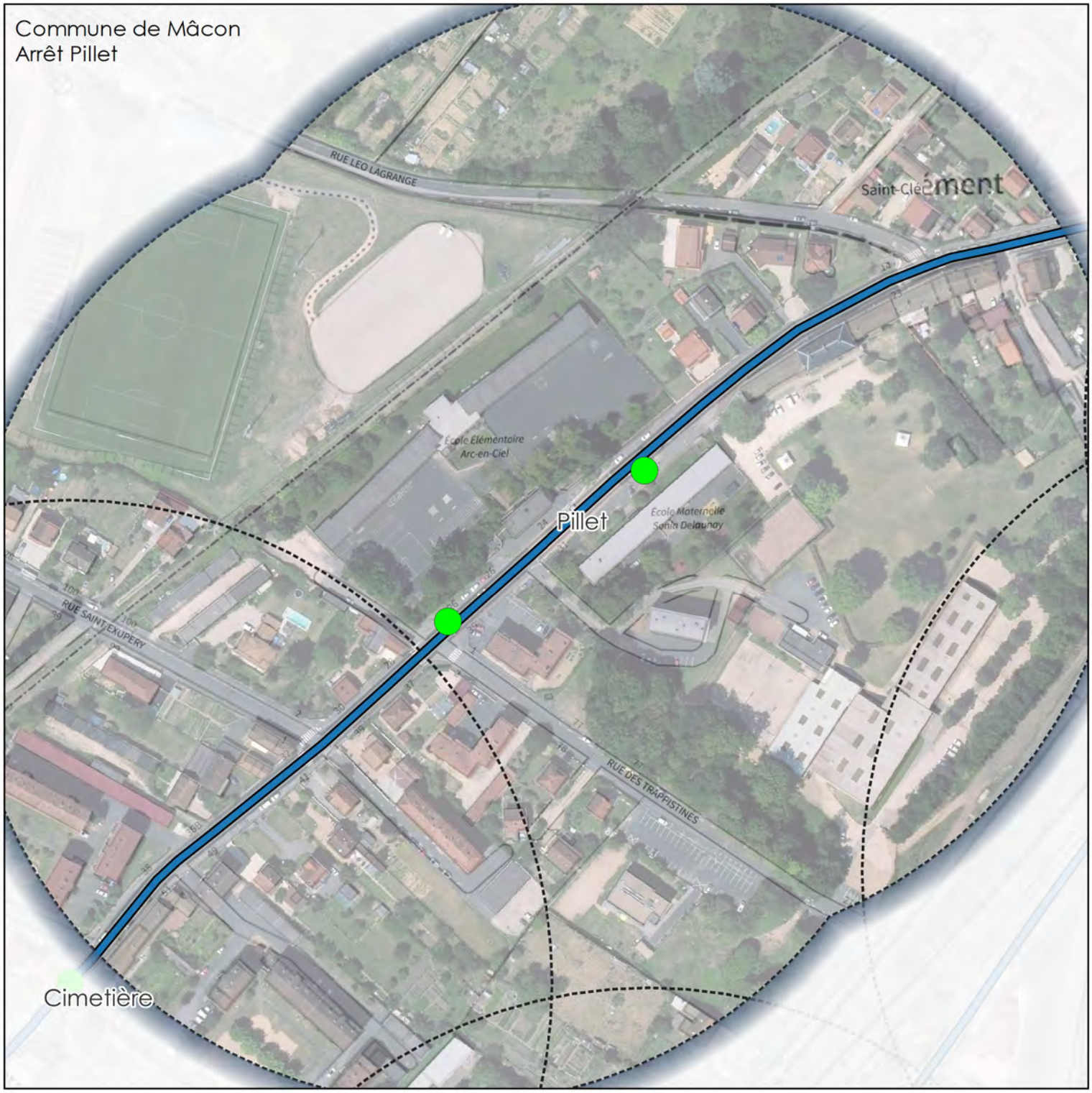
0 50 100 m

Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

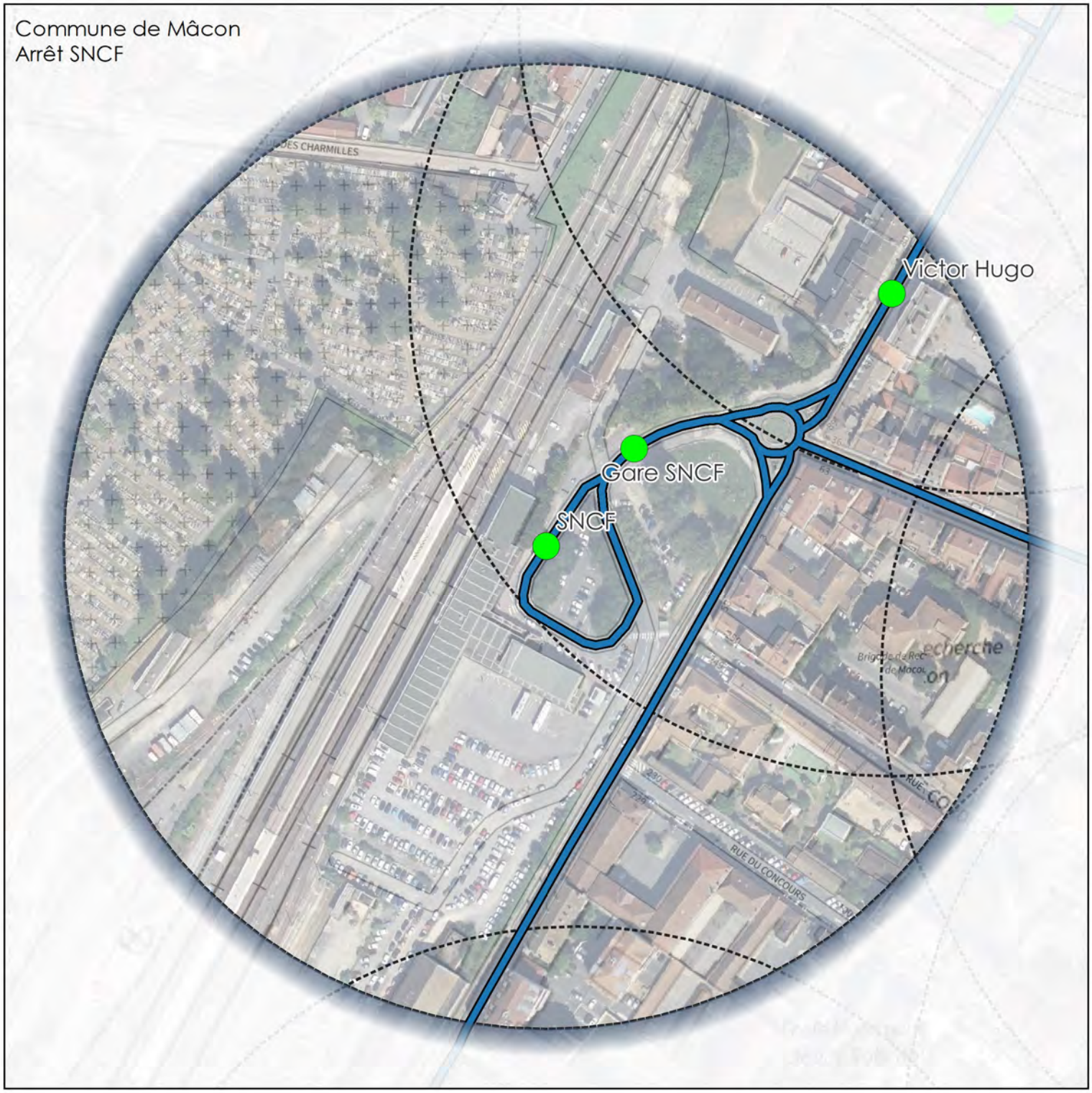
Accessible

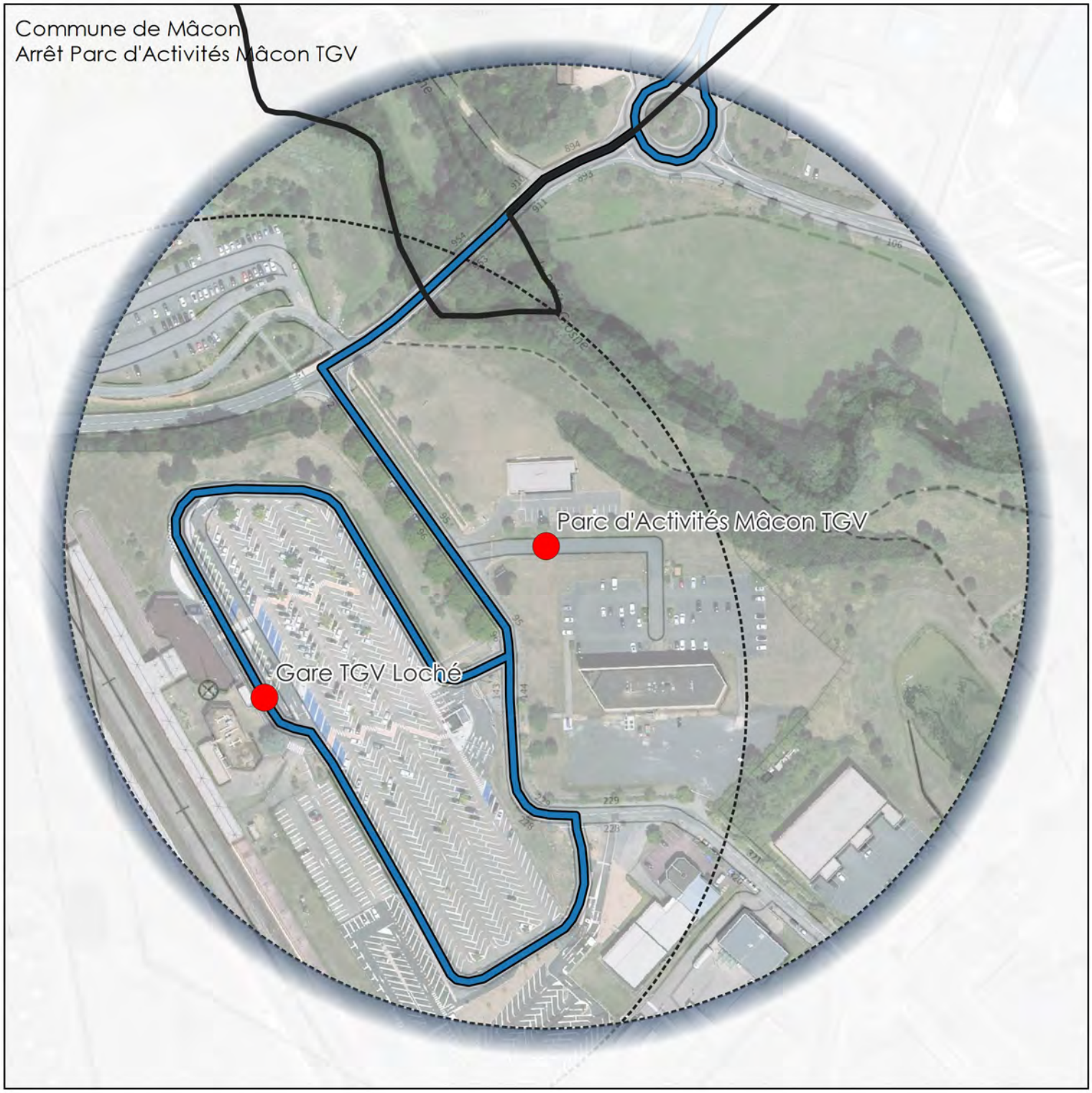
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt SNCF
Victor Hugo
Gare SNCF
SNCF
RUE DU CONCOURS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

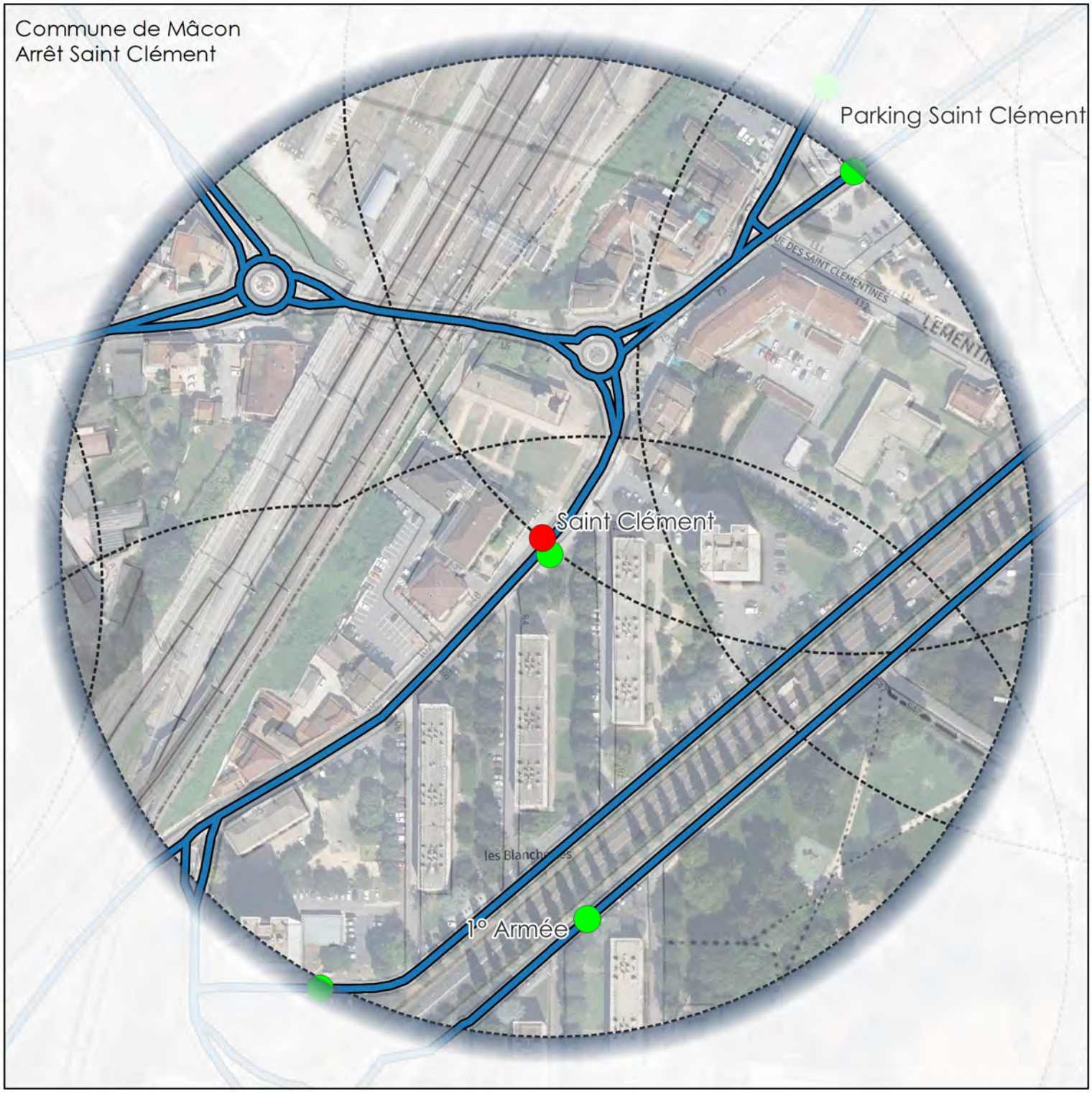
Accessible

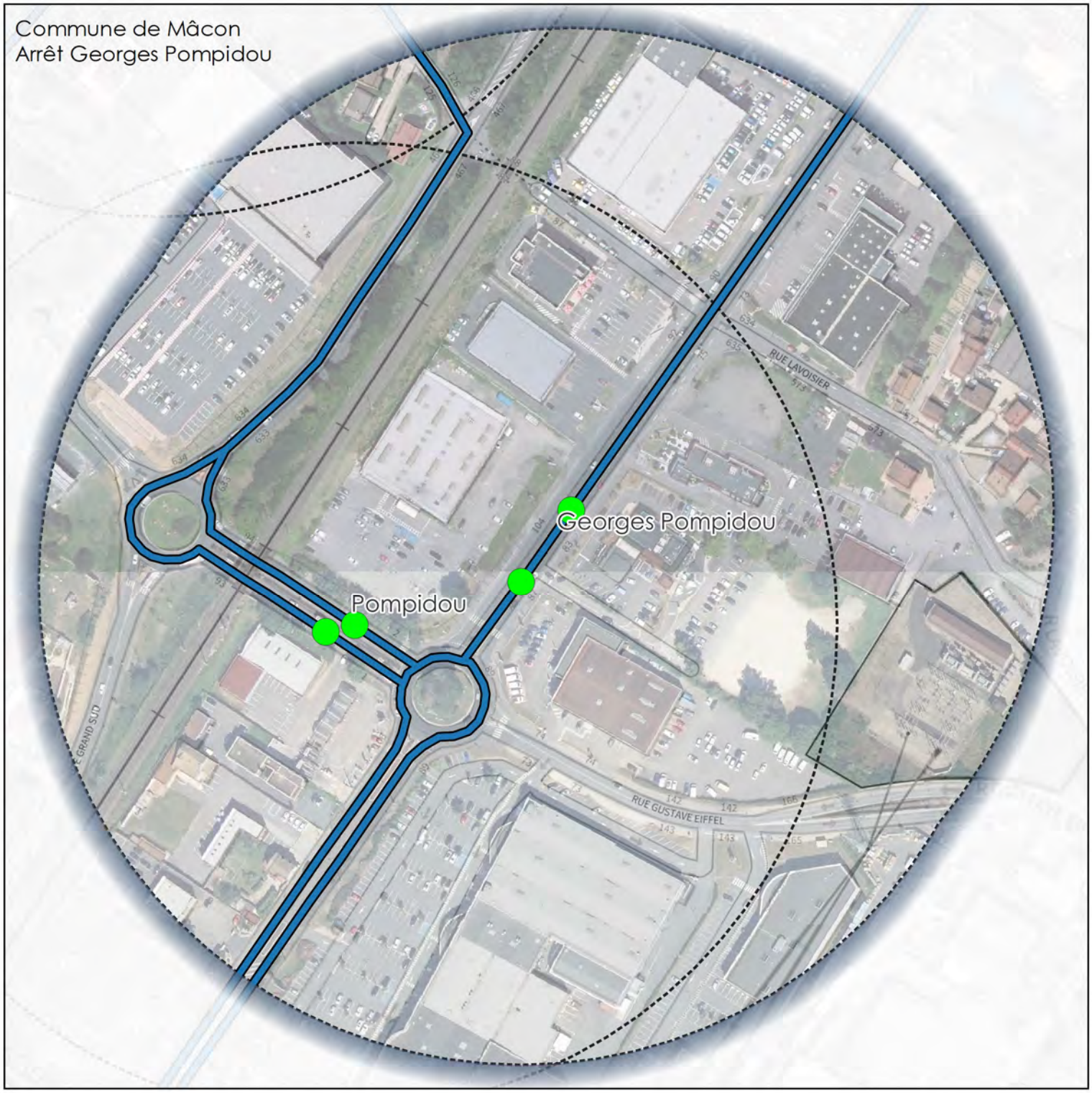
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Saint Clément
Parking Saint Clément
Saint Clément
1° Armée
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

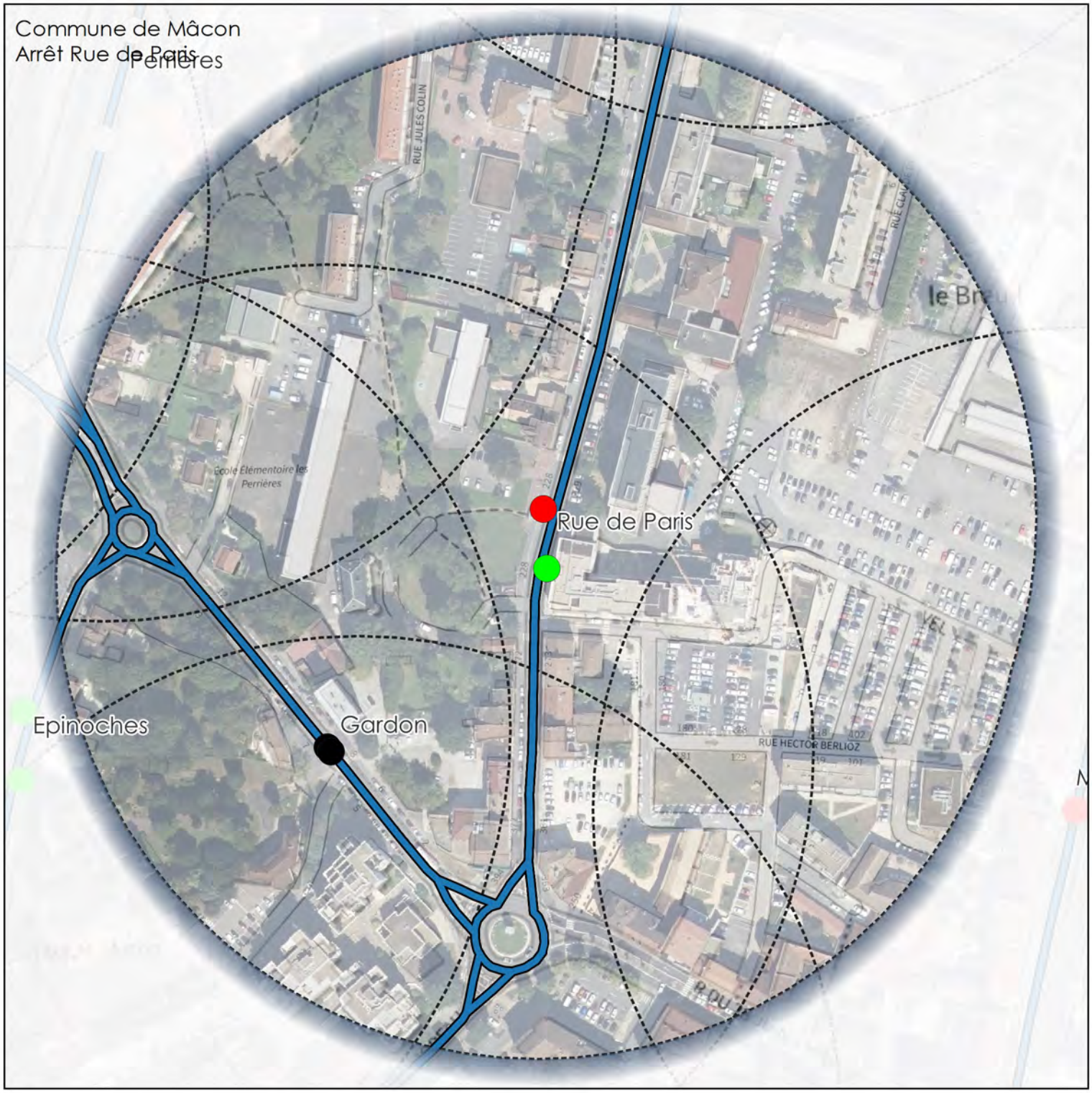
Accessible

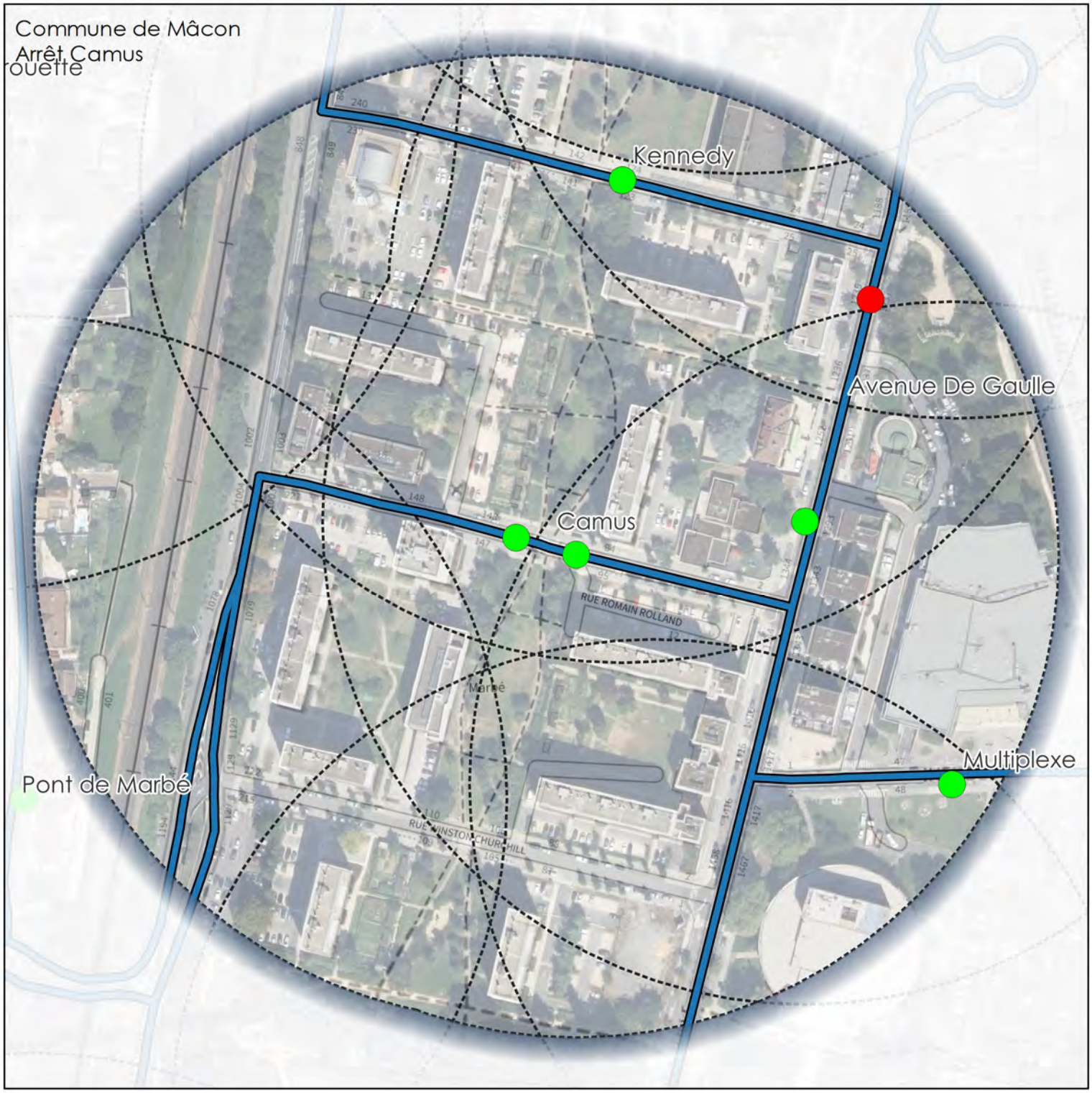
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Rue de Paris
Perrières
RUE JULES COLIN
Ecole Elémentoire les Perrières
Rue de Paris
Epinoches
Gardon
RUE HECTOR BERLIOZ
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

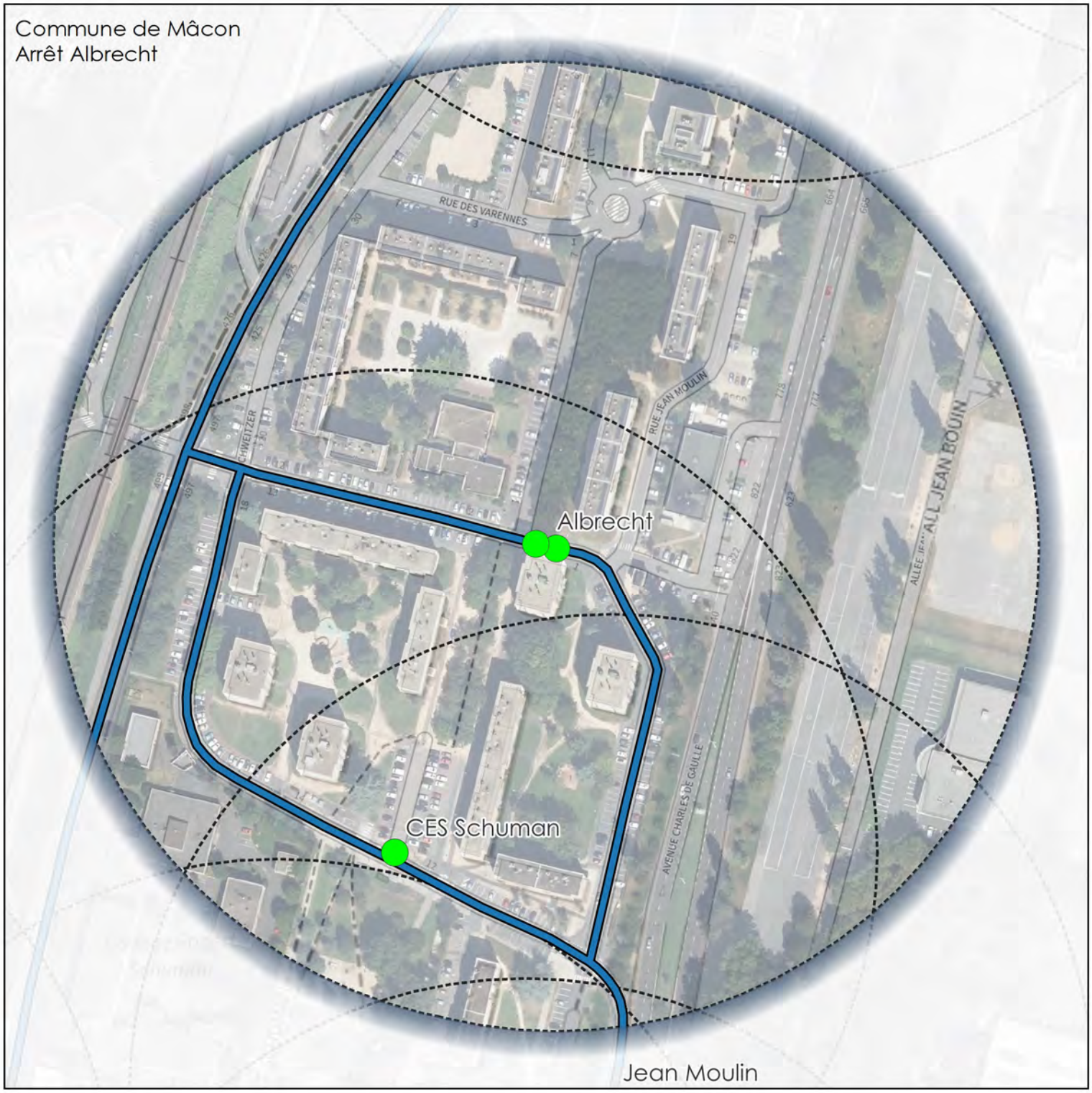
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

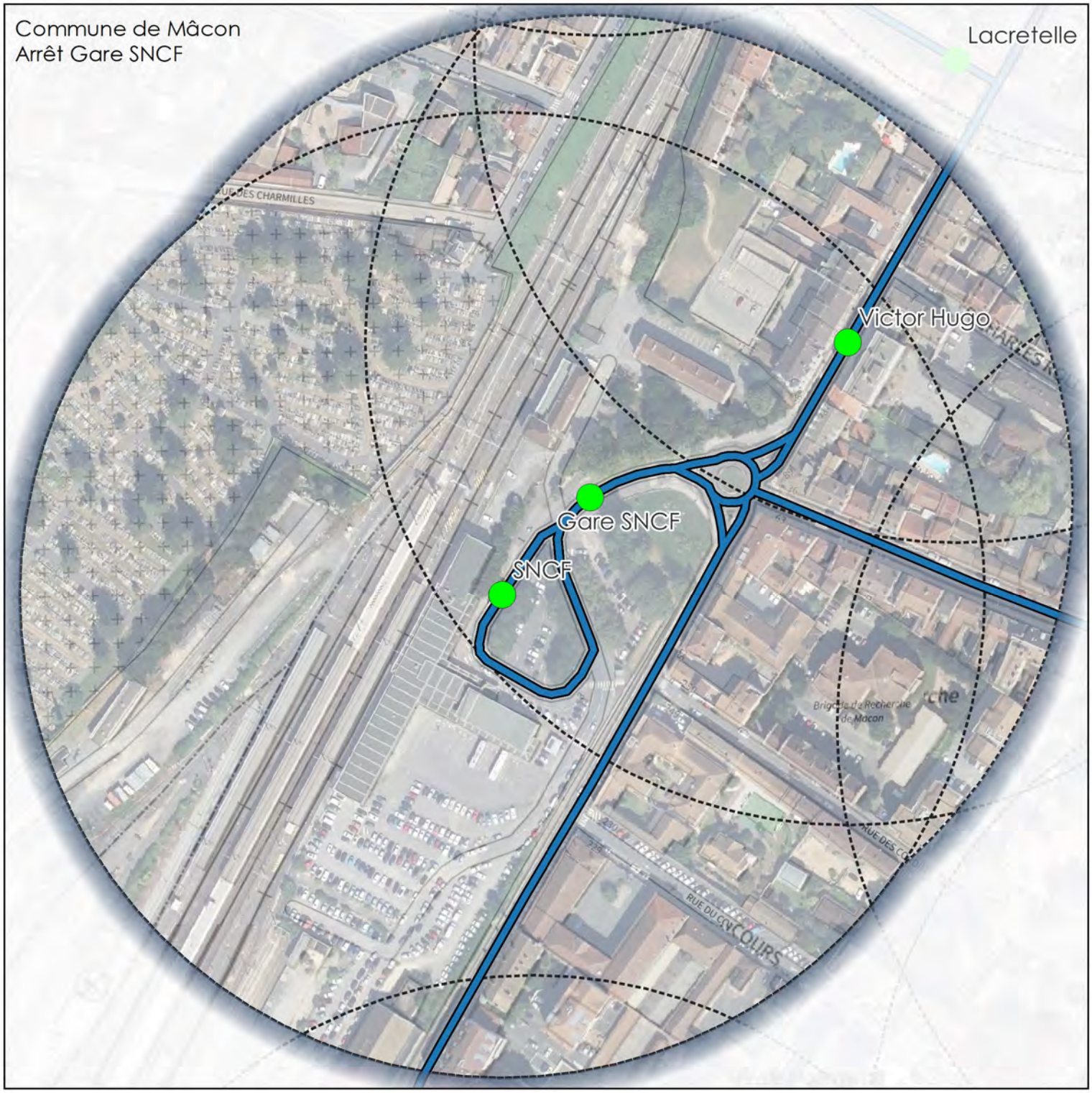
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

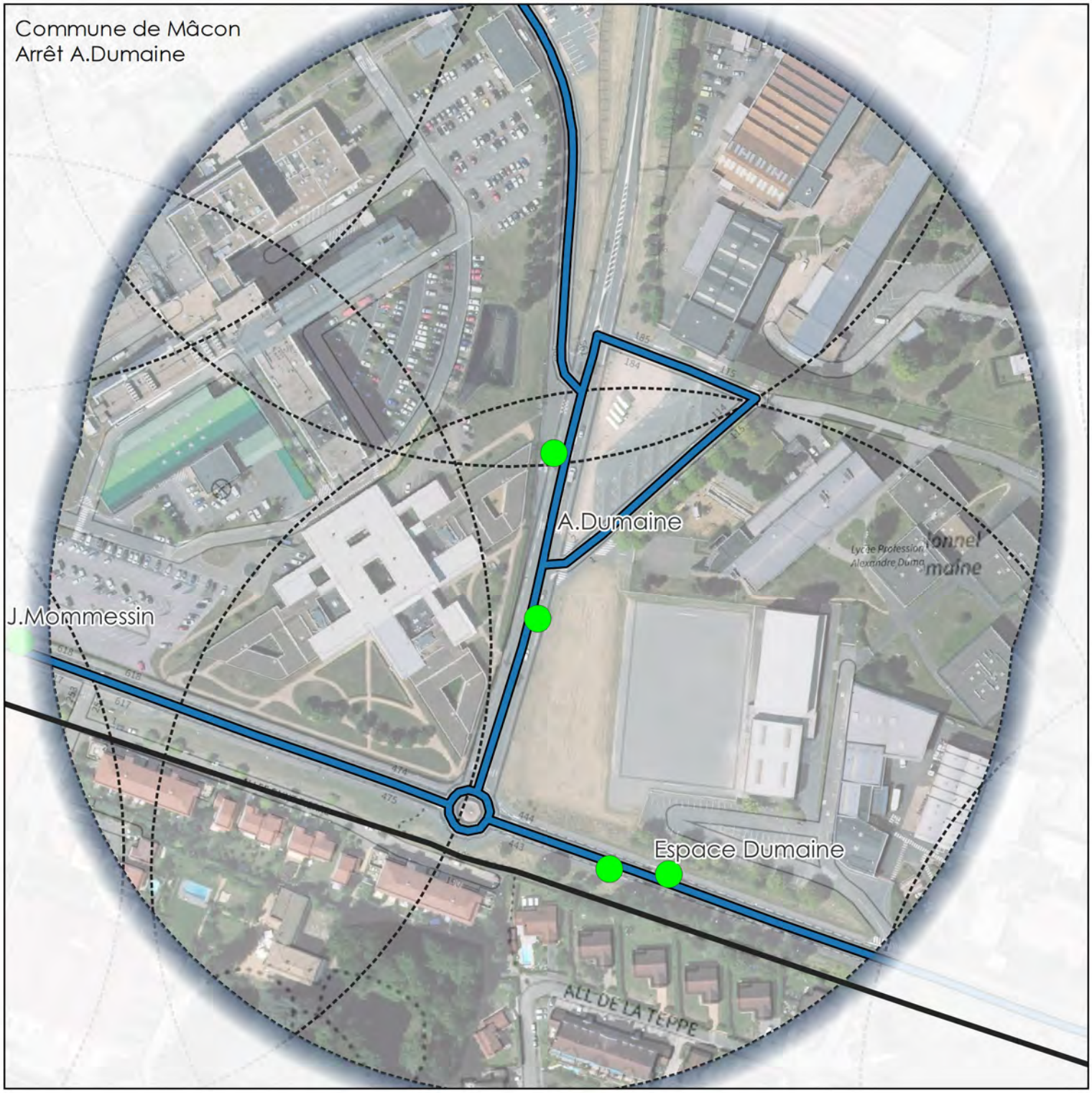
Accessible

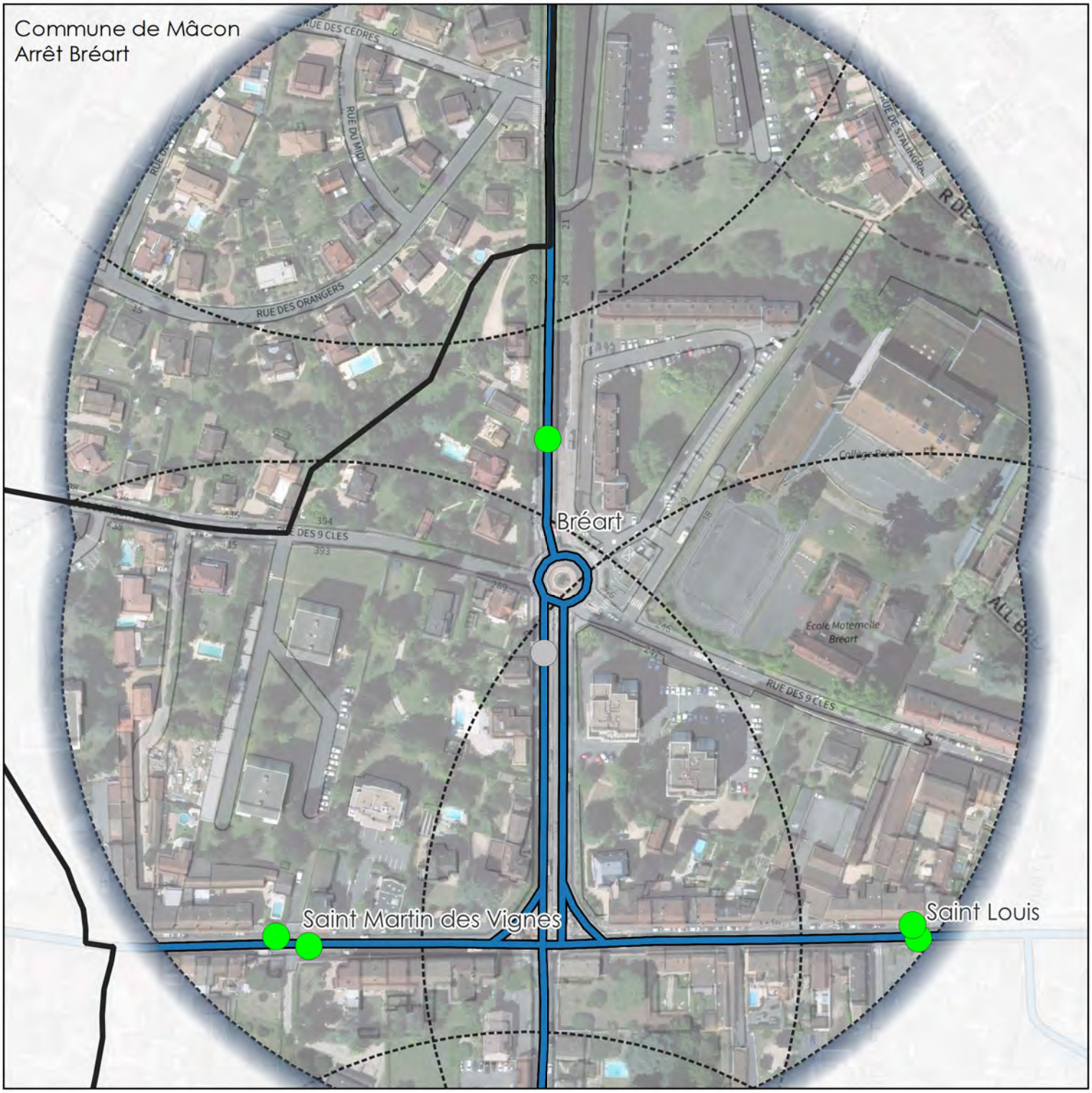
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt A.Dumaine
A.Dumaine
J.Mommessin
Espace Dumaine
ALL DE LA TEPPE
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

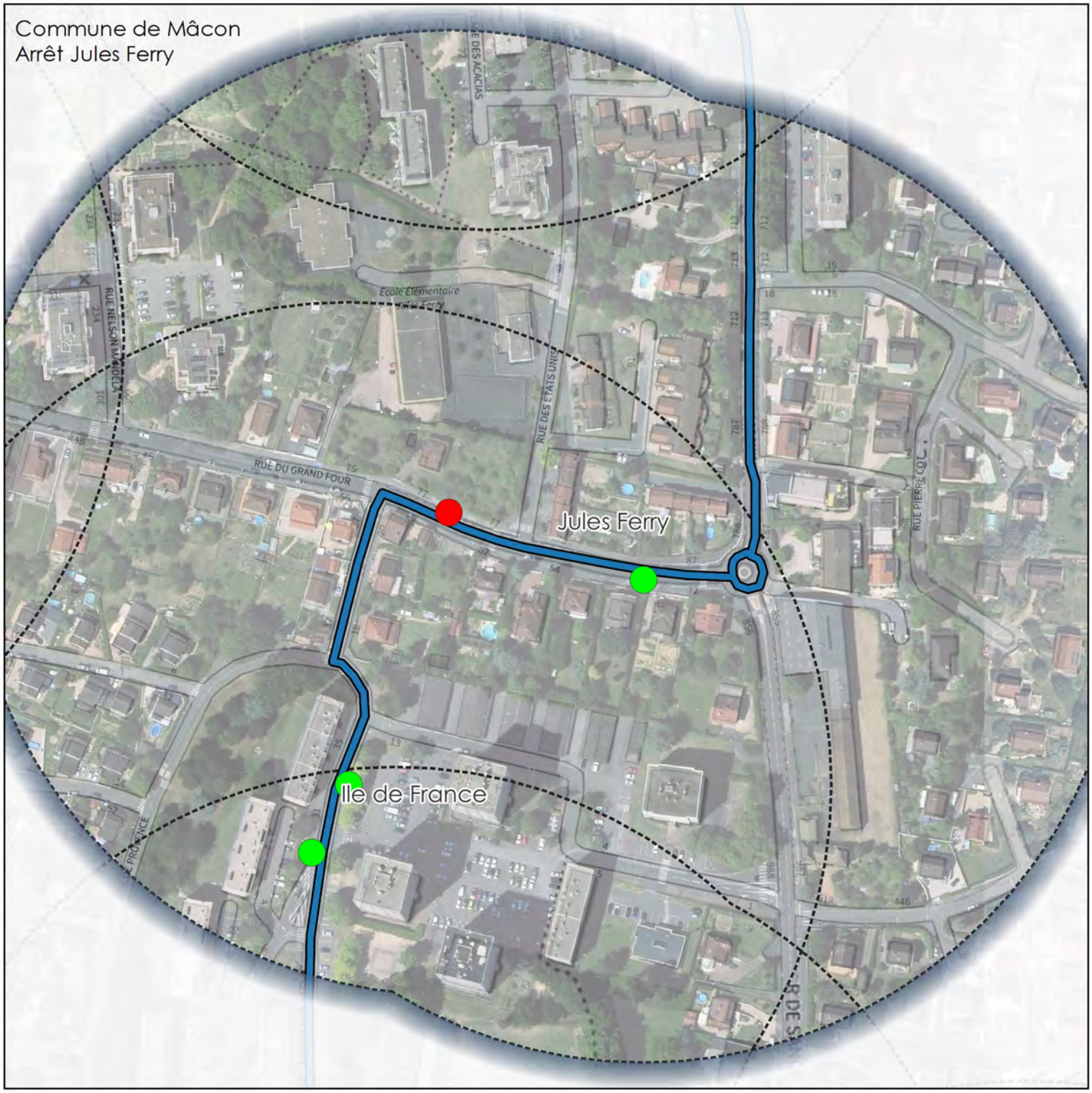
Impossibilté tech.

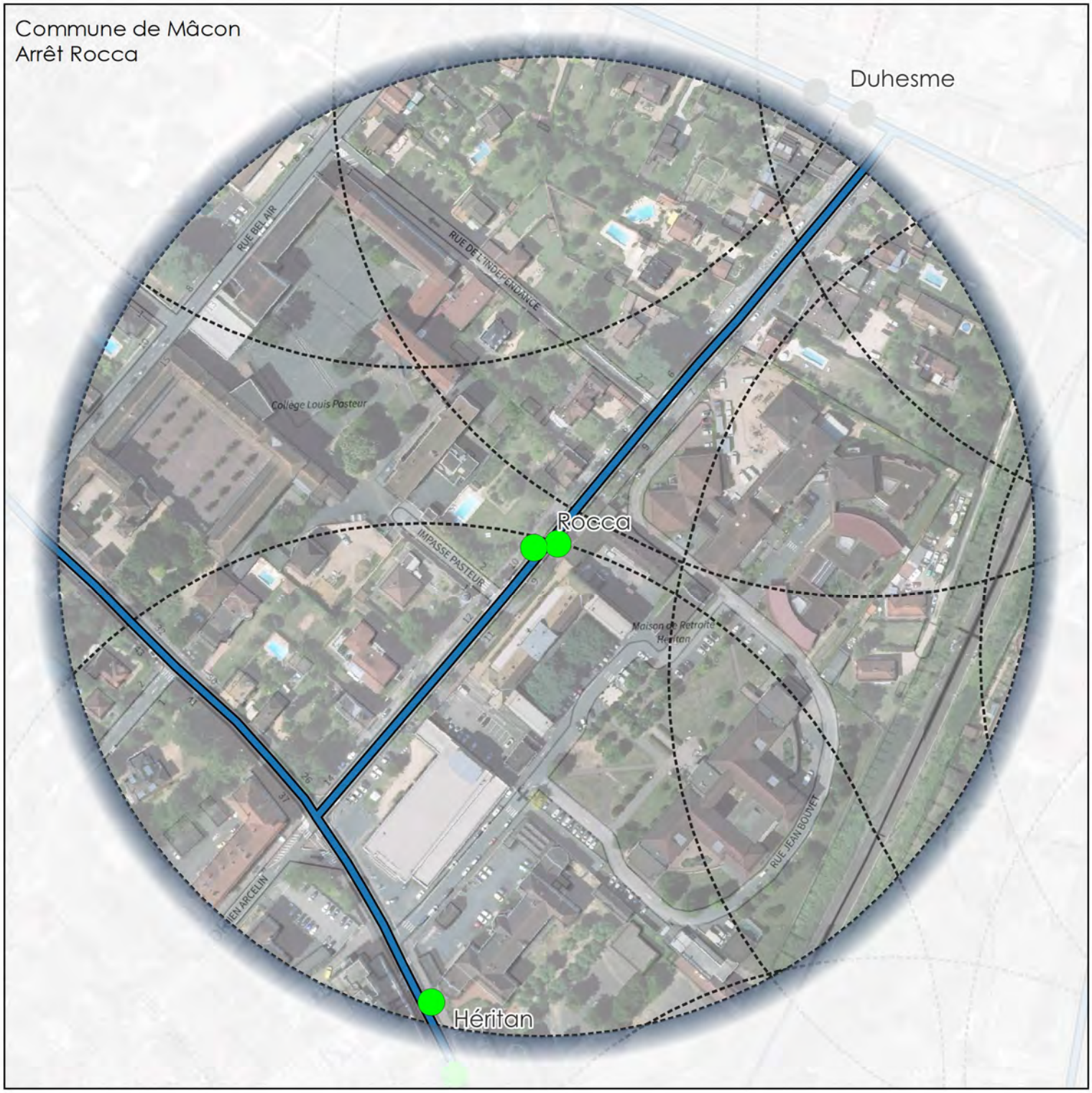
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Grisières
Grisières
ALLEE DU CLOS
les Jardins Liberté
CHEMIN DES TERREAUX
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Jules Ferry
Jules Ferry
Ile de France
RUE DU GRAND FOUR
RUE NELSON MANDELA
RUE DES ETATS UNIS
RUE PIERRE COT
AVE DES ACACIAS
AVE DE PROVENCE
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

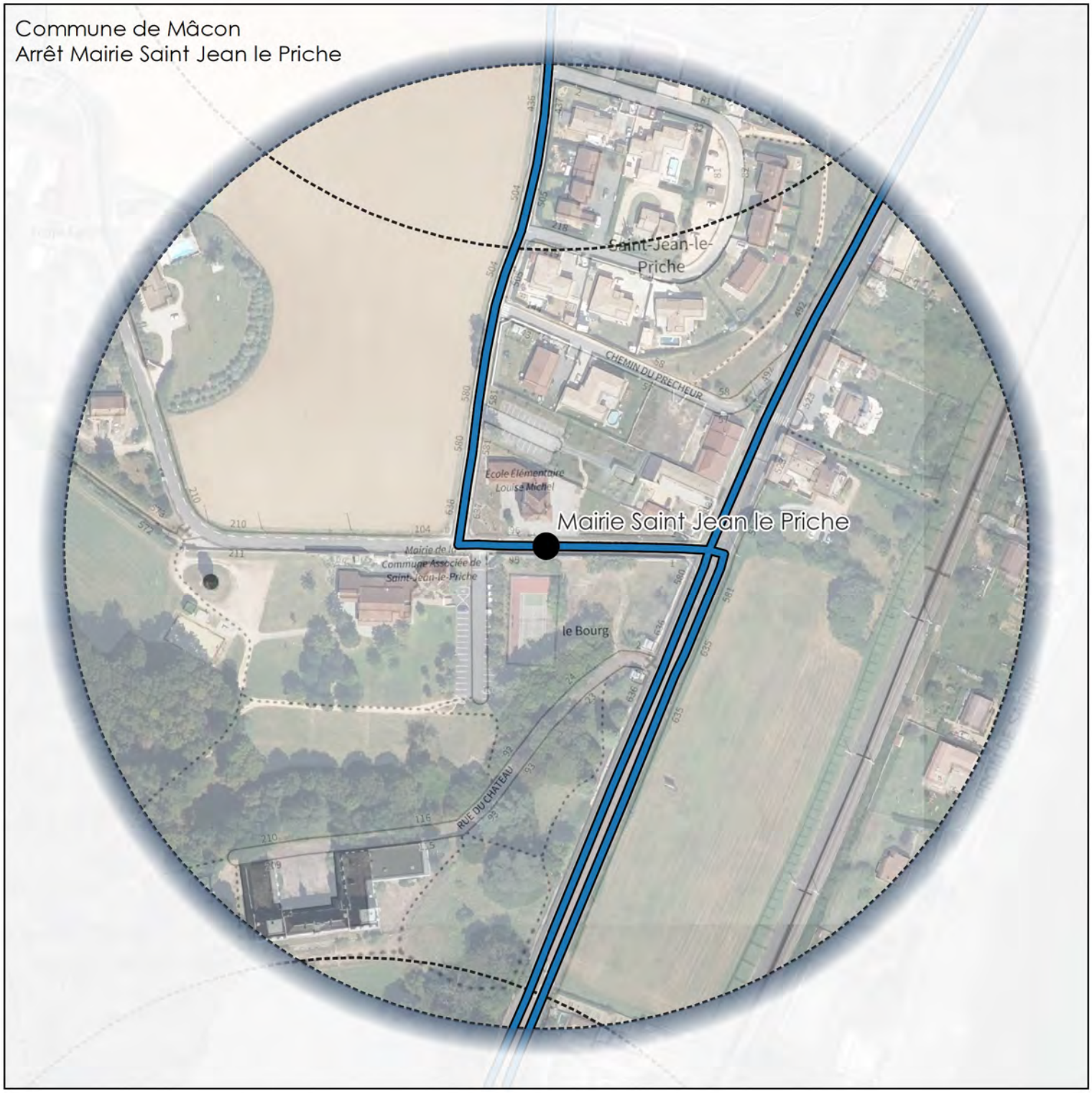
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Mâcon
Arrêt Mairie Saint Jean le Priche

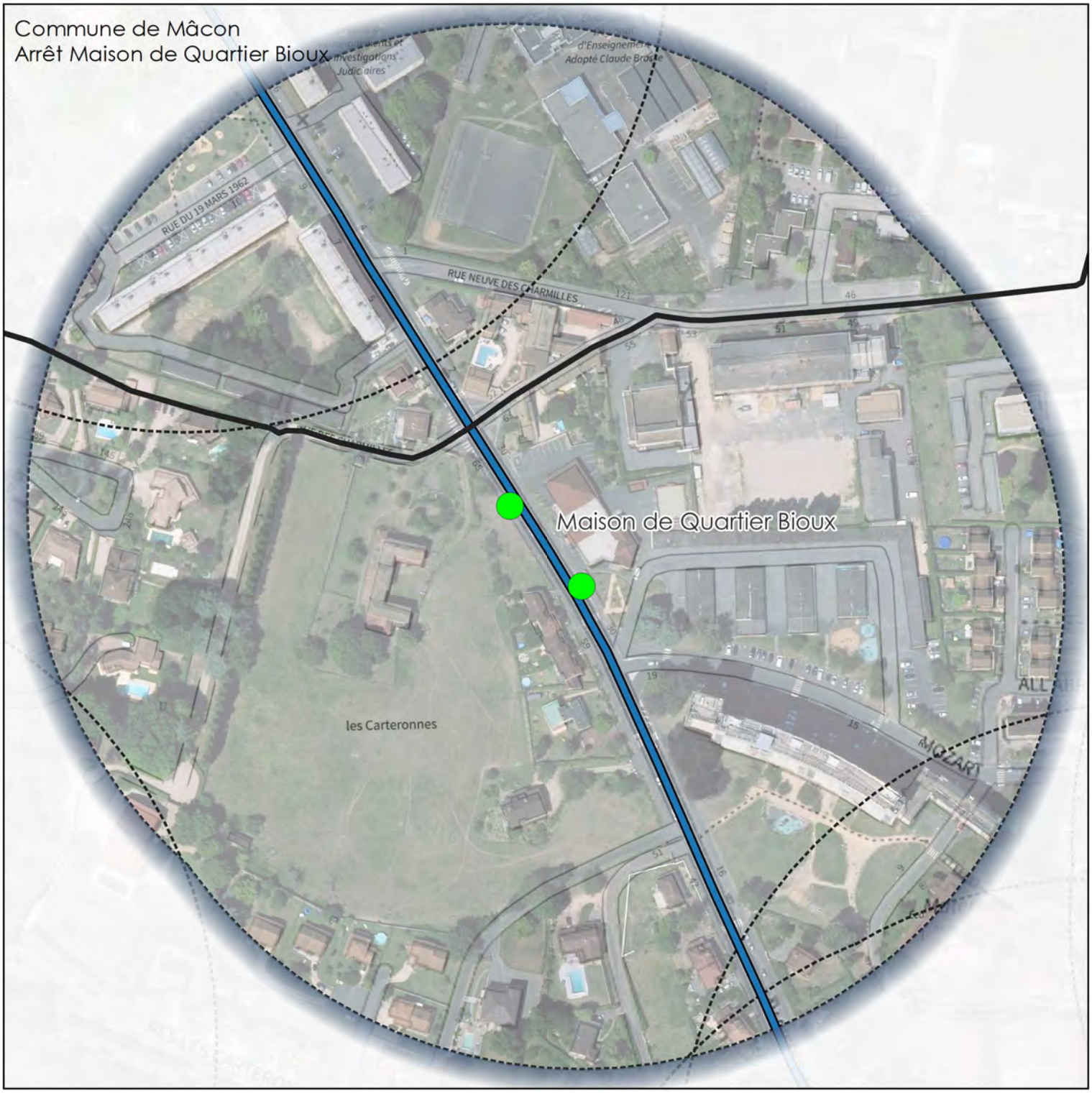


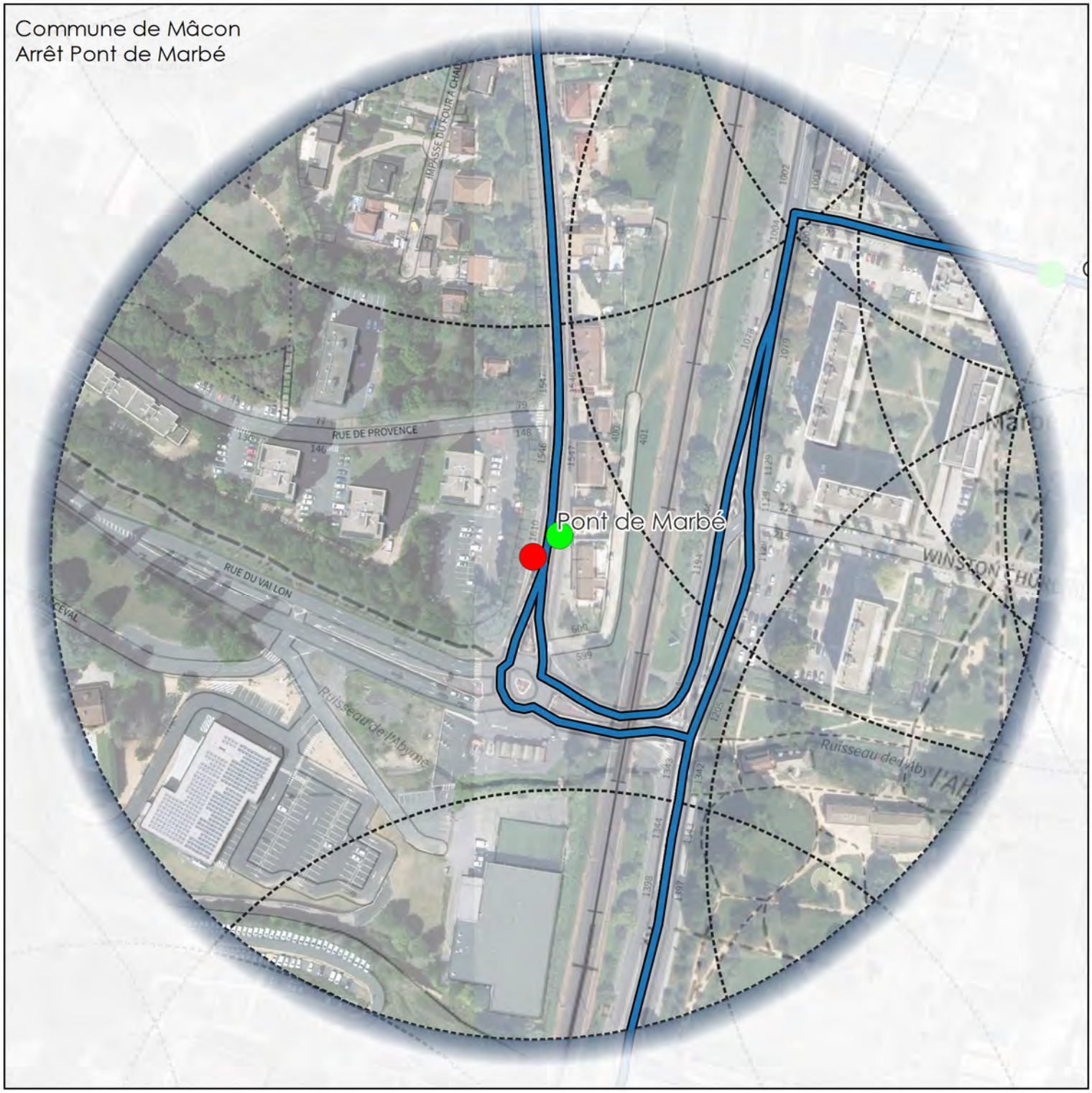
0 50 100 m

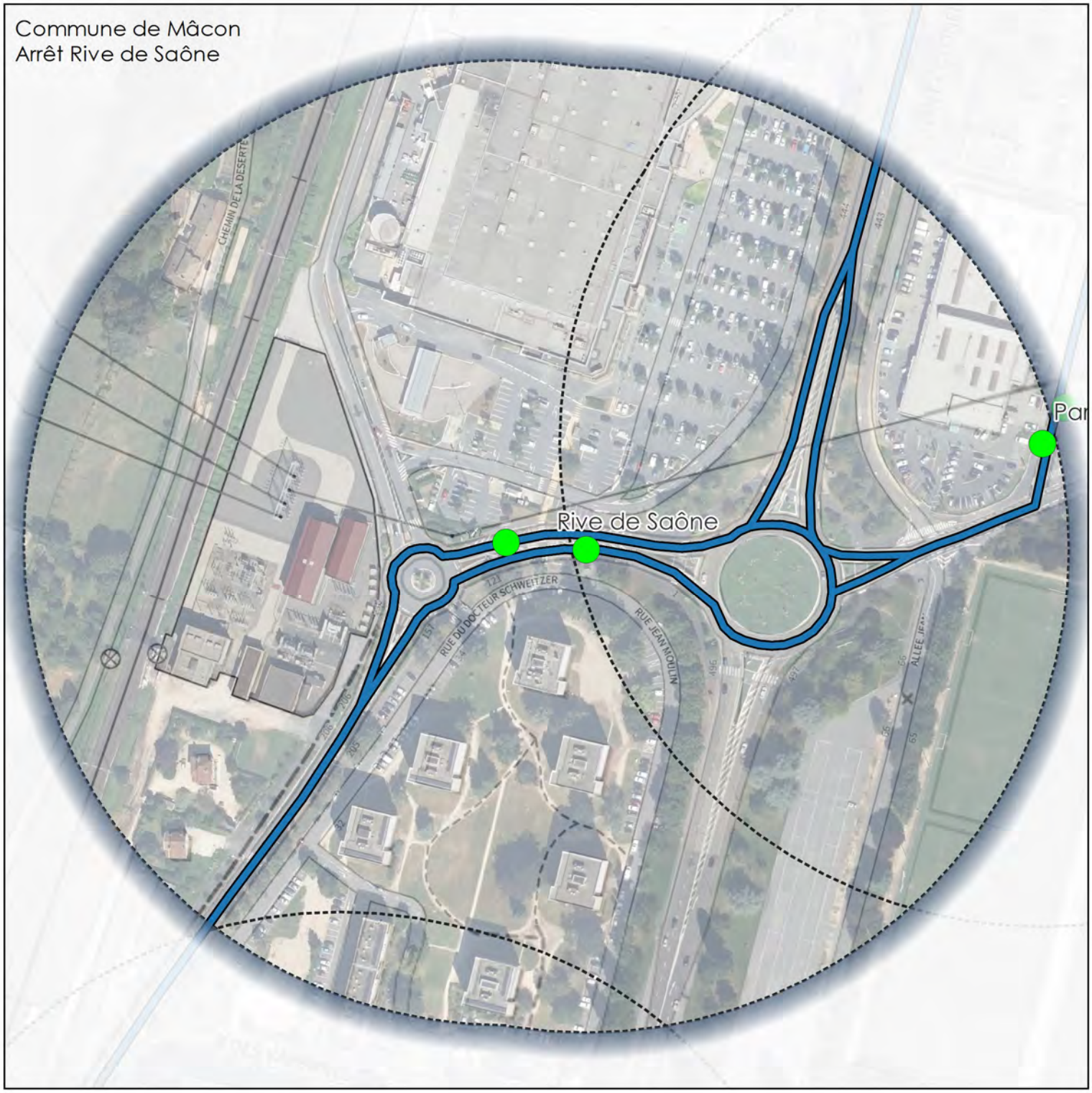
Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Maison de Quartier Bioux
RUE DU 19 MARS 1962
RUE NEUVE DES CHARMILLES
Maison de Quartier Bioux
les Carteronnes
MOZART
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Pont de Marbé
Pont de Marbé
RUE DE PROVENCE
RUE DU VAL LON
Ruisseau de l'Abyme
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

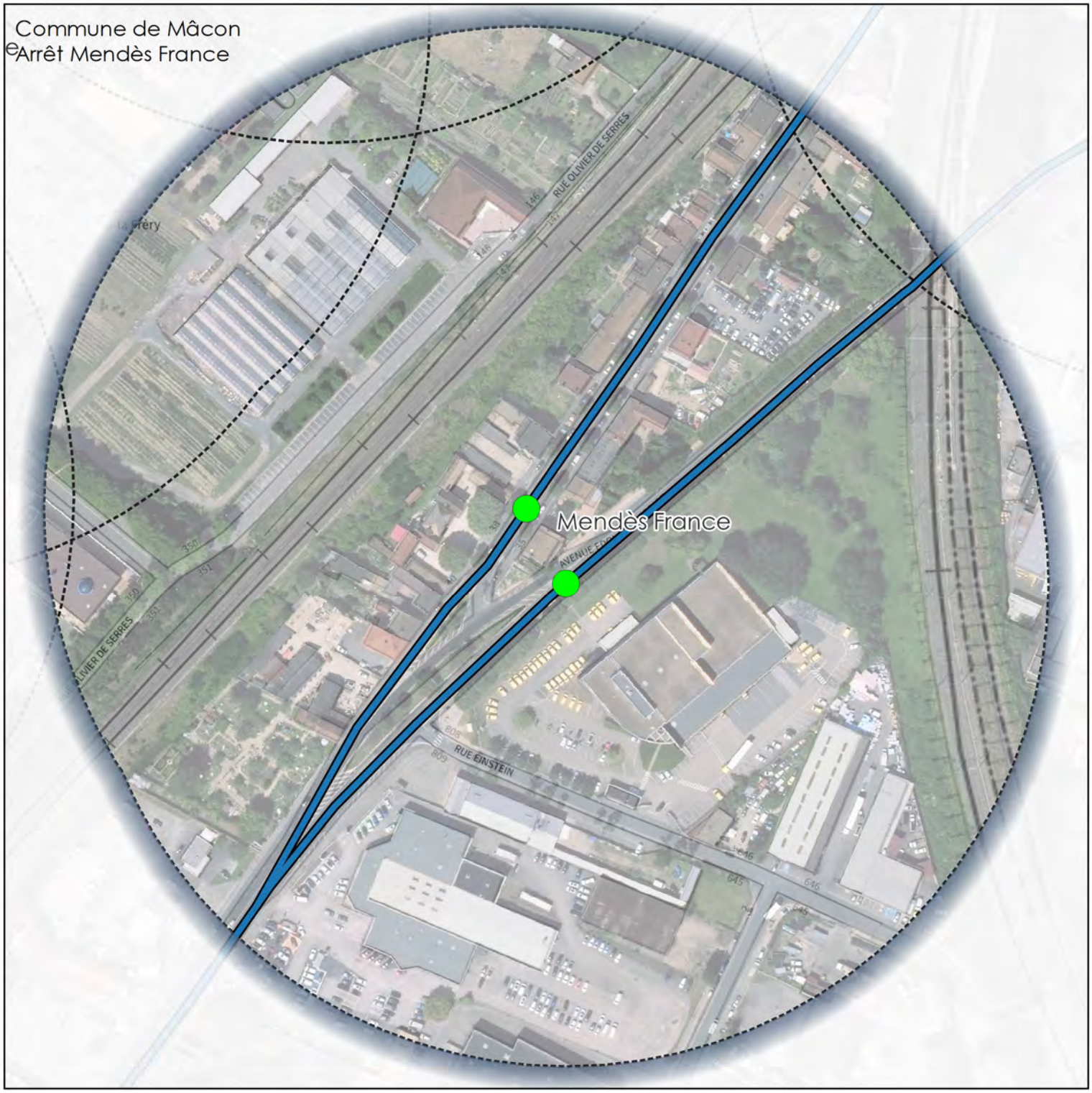
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

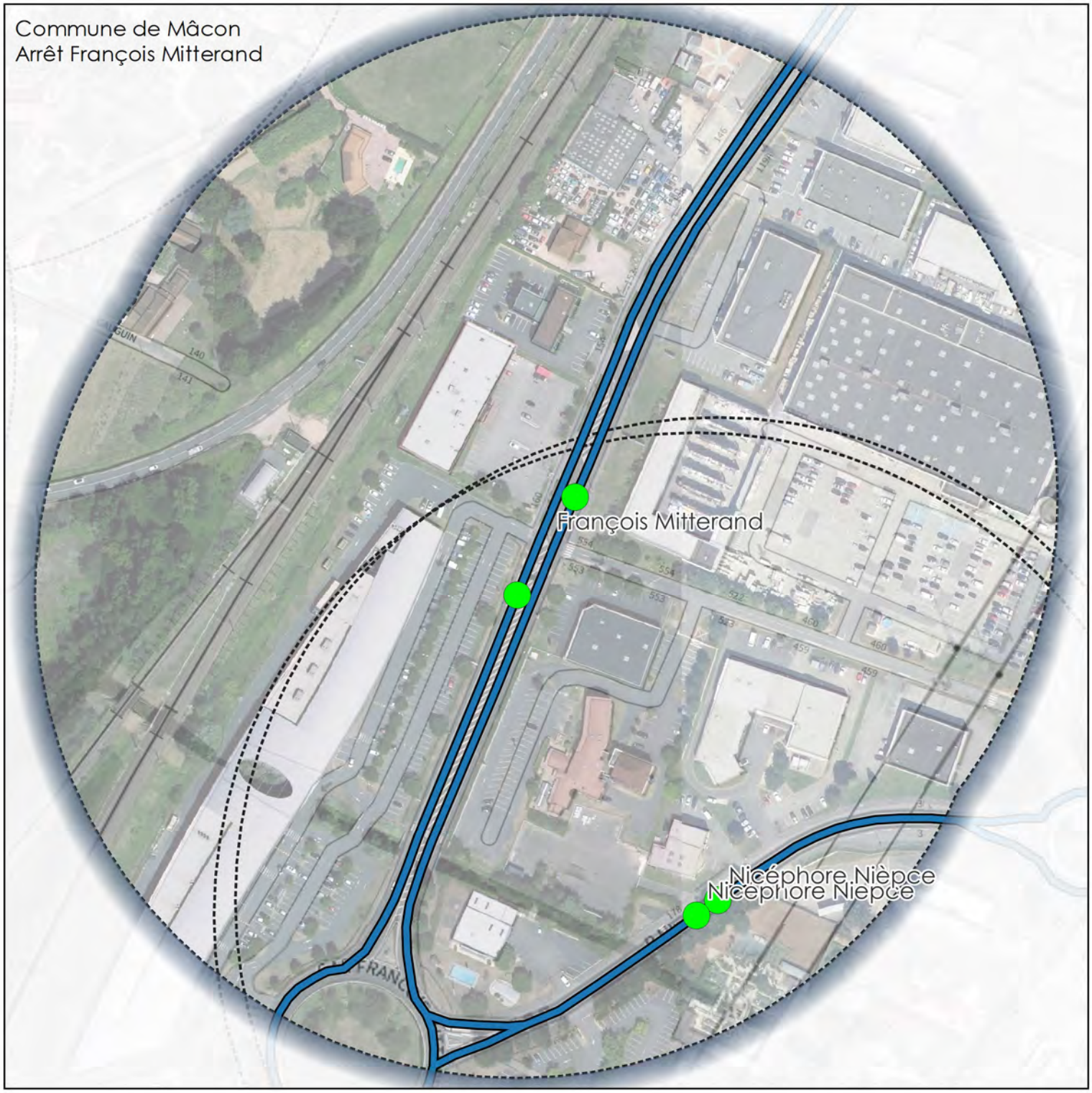
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

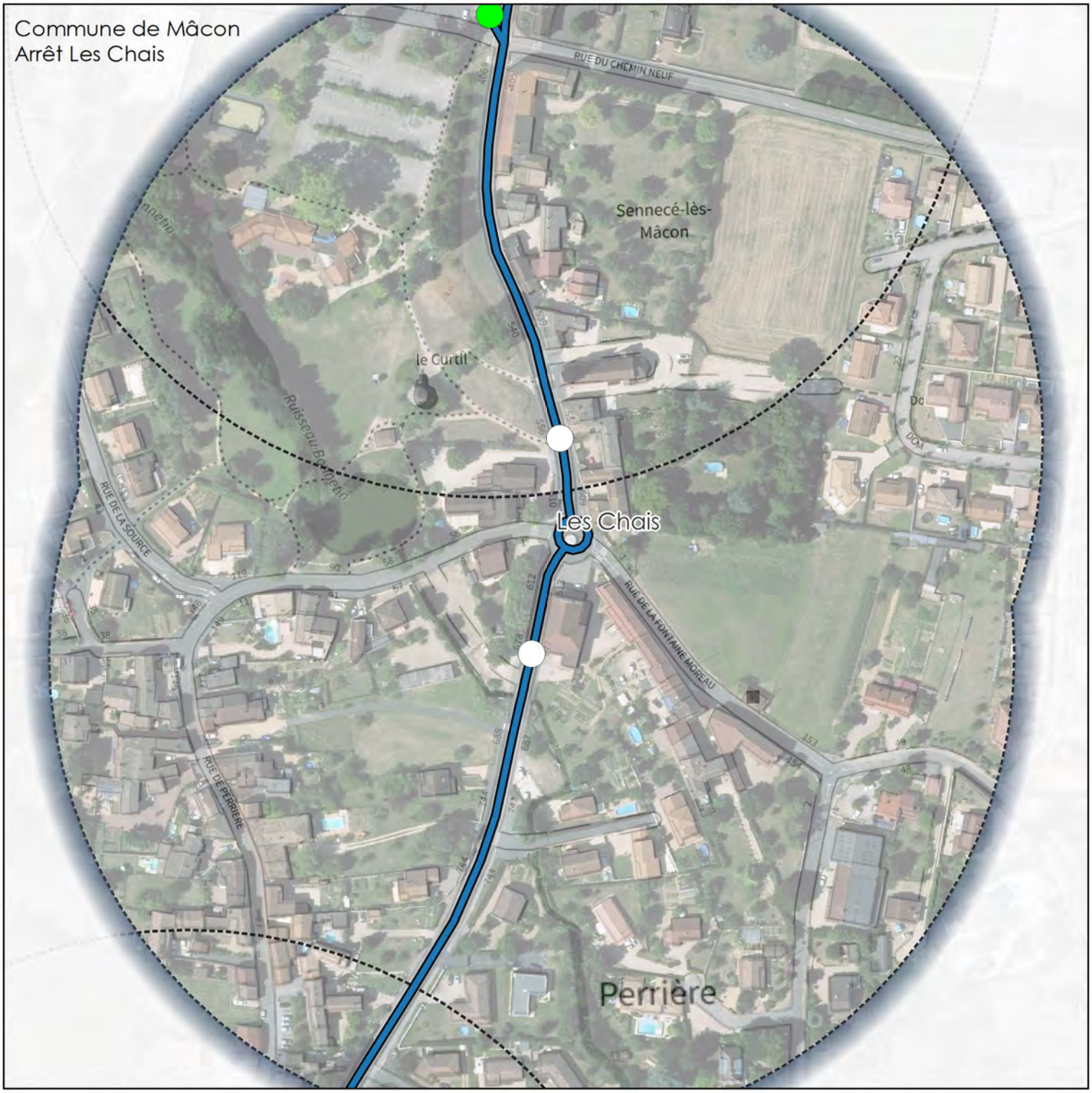
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

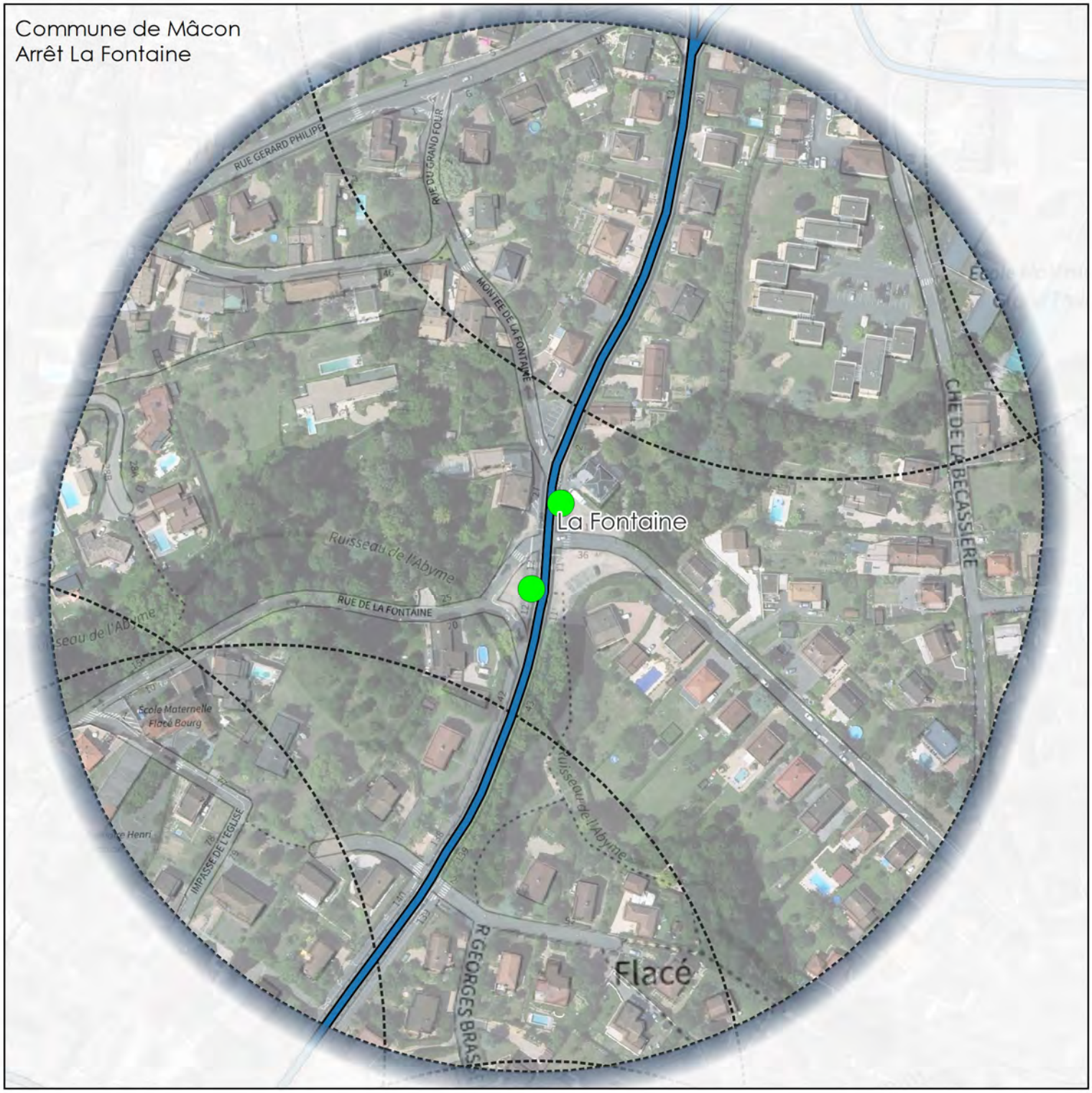
Accessible

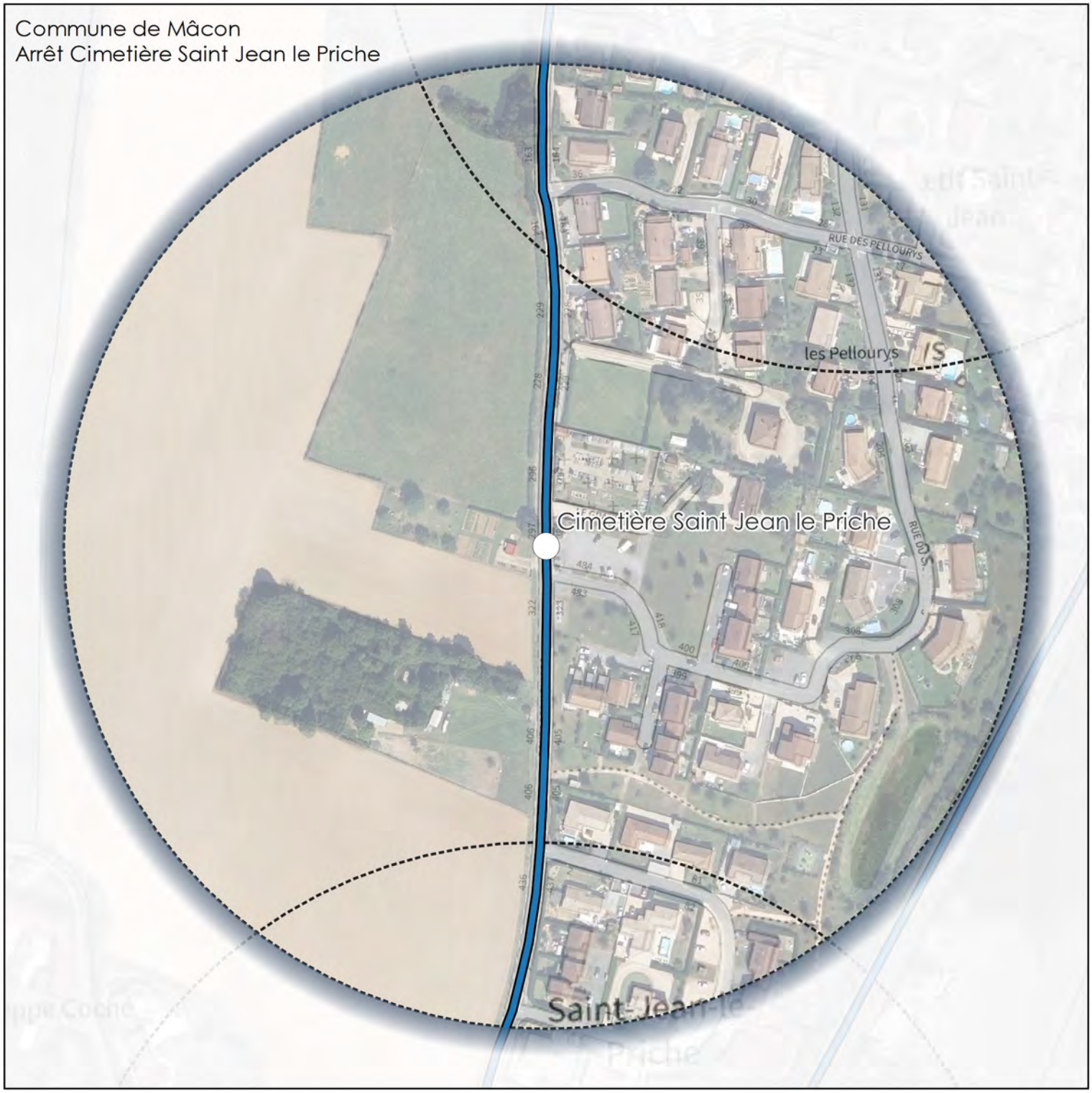
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt La Fontaine
RUE GERARD PHILIPE
RUE DU GRAND FOUR
MONTEE DE LA FONTAINE
CHE DE LA BECASSIERE
La Fontaine
Ruisseau de l'Abyme
RUE DE LA FONTAINE
Ecole Maternelle
Flacé Bourg
IMPASSE DE L'EGLISE
R GEORGES BRAS
Flacé
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

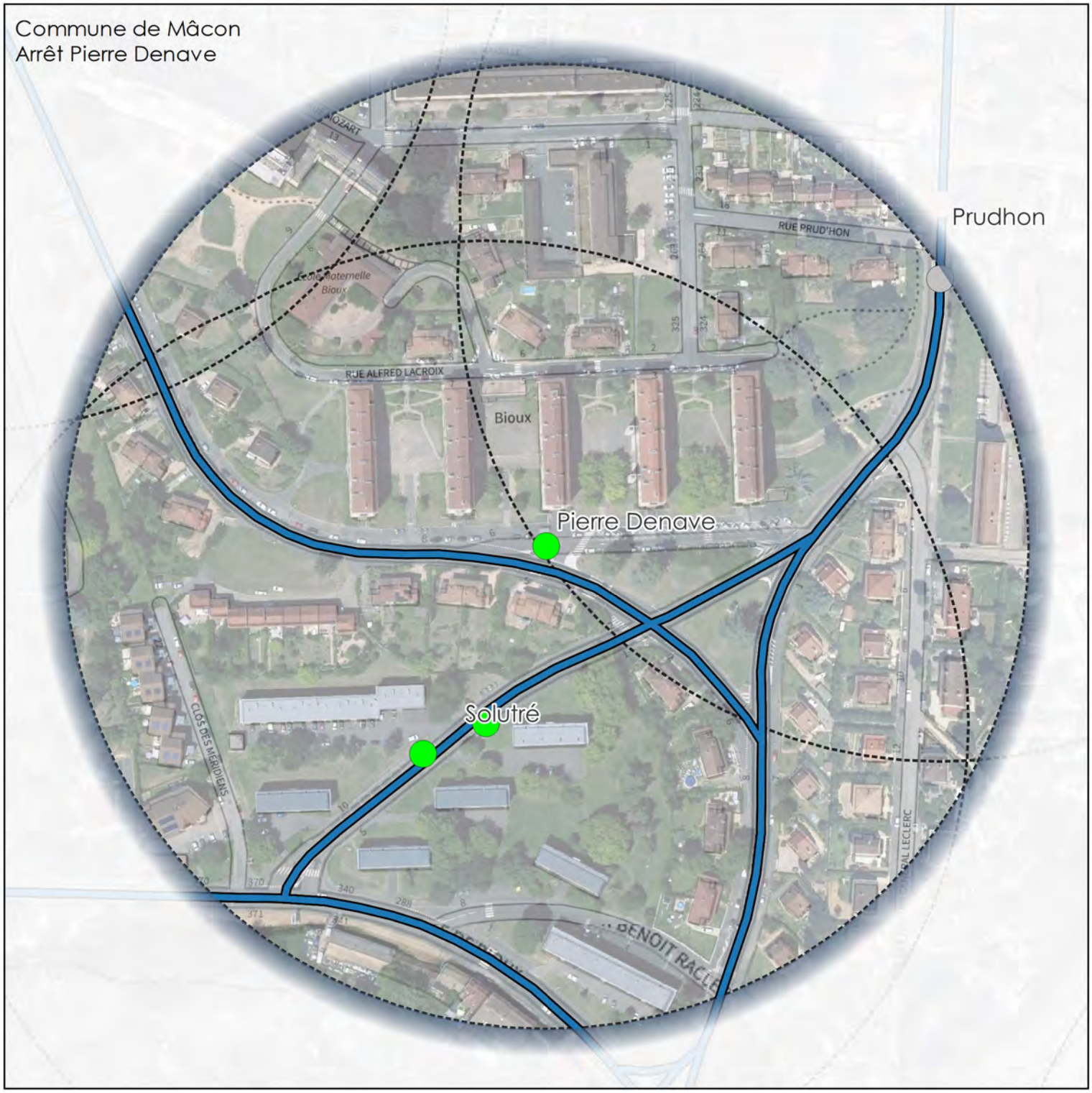
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Pierre Denave
Prudhon
RUE PRUD'HON
RUE ALFRED LACROIX
Bioux
Pierre Denave
Solutré
CLOS DES MERIDIENS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Mâcon
Arrêt ZAC Mâcon Nord



0 50 100 m

Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

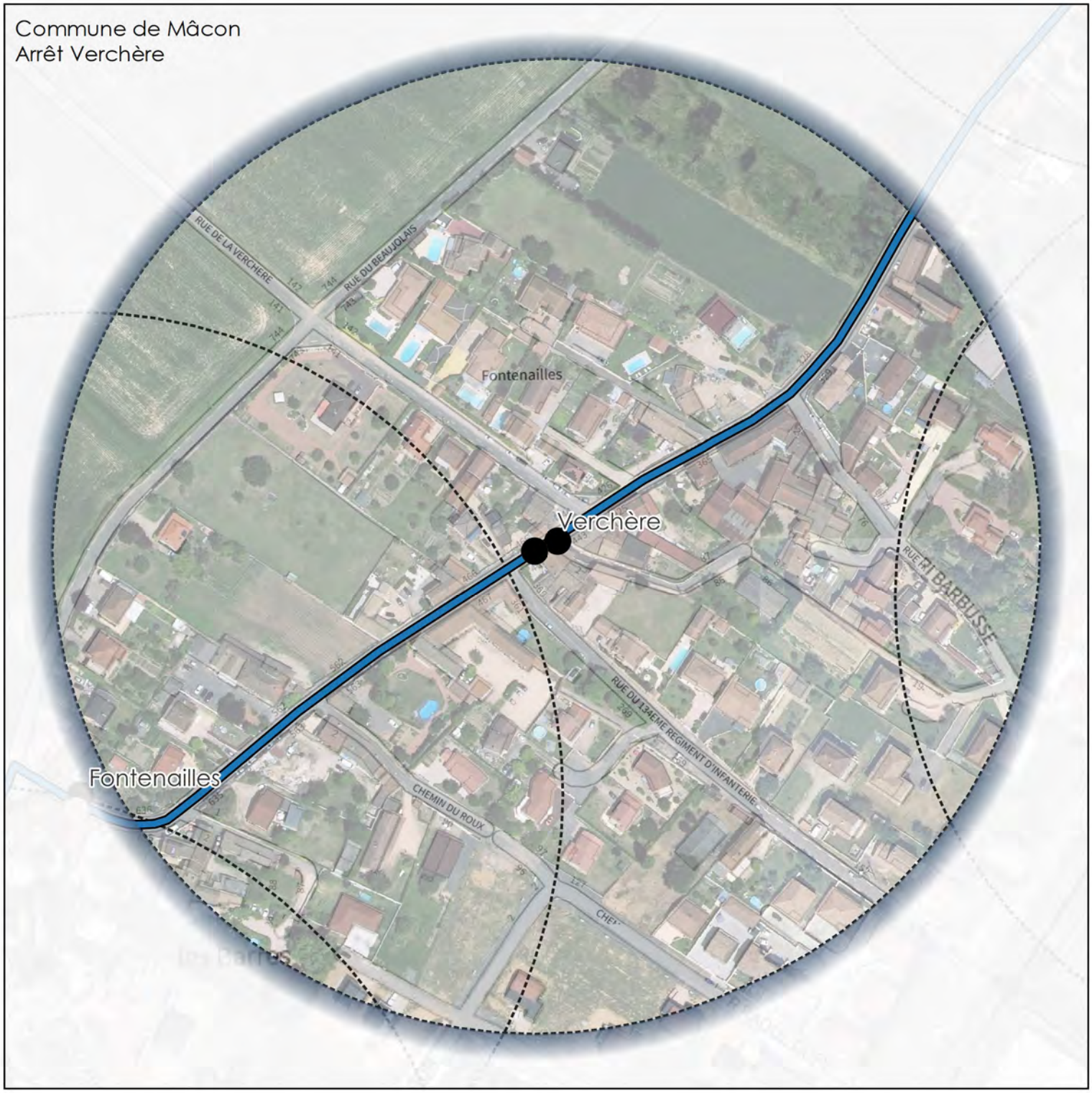
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Grand Four
Grand Four
le Grand Four
IMPASSE DU GRAND FOUR
RUE DU GRAND COURONNE
RUE BELLEVUE
RUE DES ERABLES
Ecole Maternelle le Grand Four
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Verchère
RUE DE LA VERCHERE
RUE DU BEAUJOLAIS
Fontenailles
Verchère
RUE R. BARBUSSE
RUE DU 134EME REGIMENT D'INFANTERIE
Fontenailles
CHEMIN DU ROUX
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

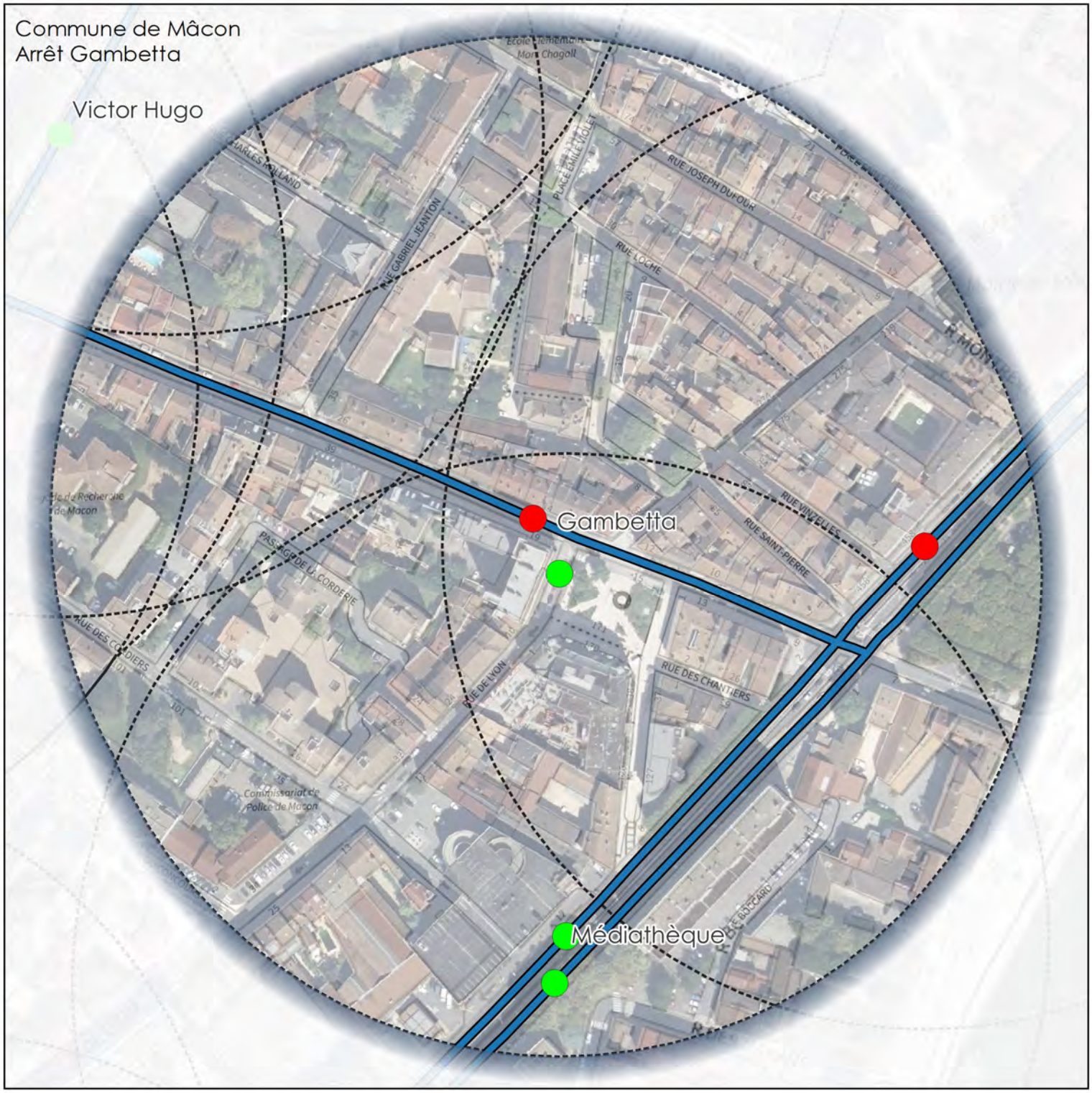
Accessible

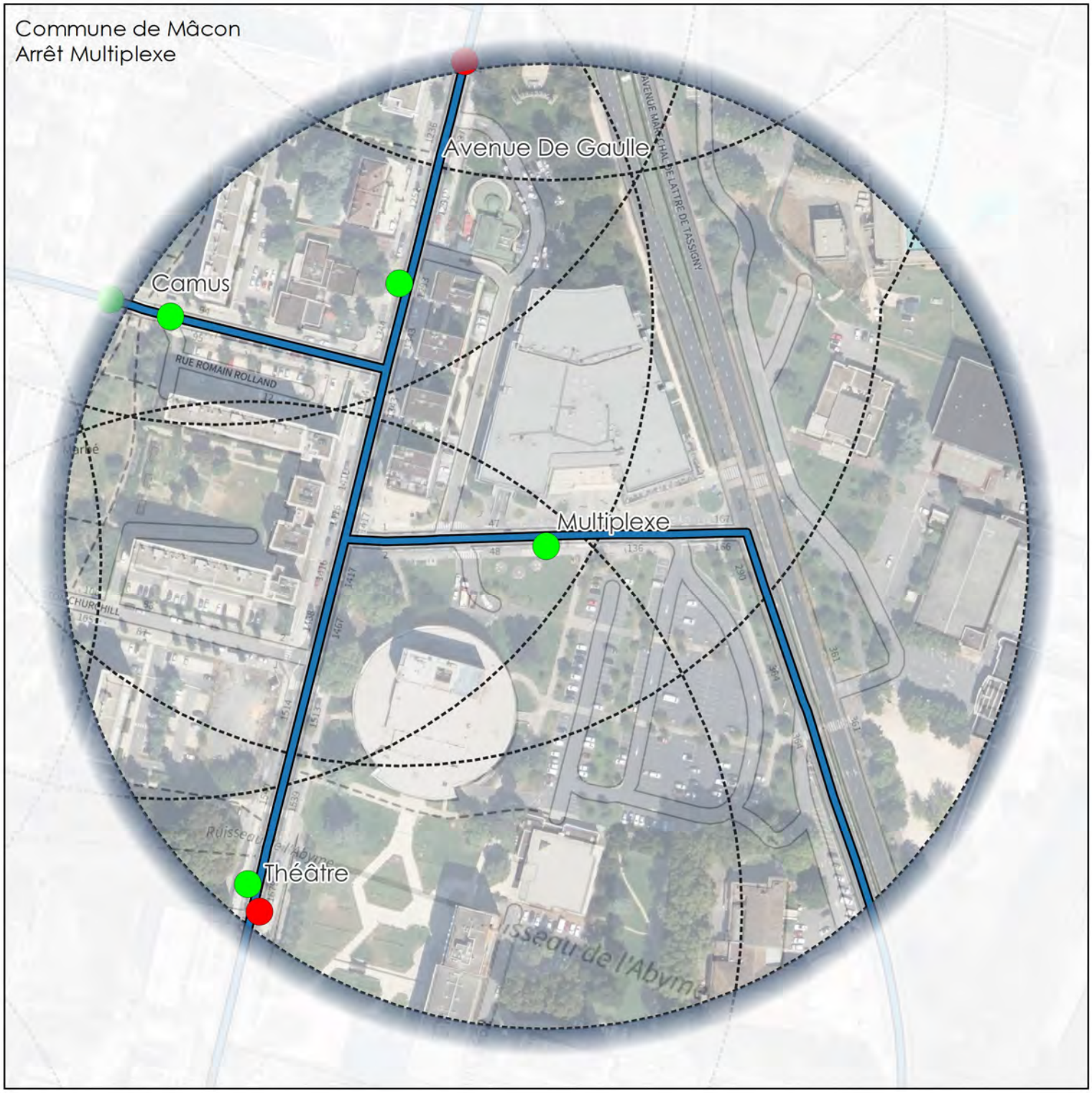
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Gambetta
Victor Hugo
Gambetta
Médiathèque
RUE JOSEPH DUFOUR
RUE LOCHE
RUE GABRIEL JEANTON
RUE VINZELLES
RUE SAINT-PIERRE
RUE DES CHANTIERS
RUE DES CORDIERS
PASSAGE DE LA CORDERIE
RUE DE LYON
PLACE BOCCARD
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

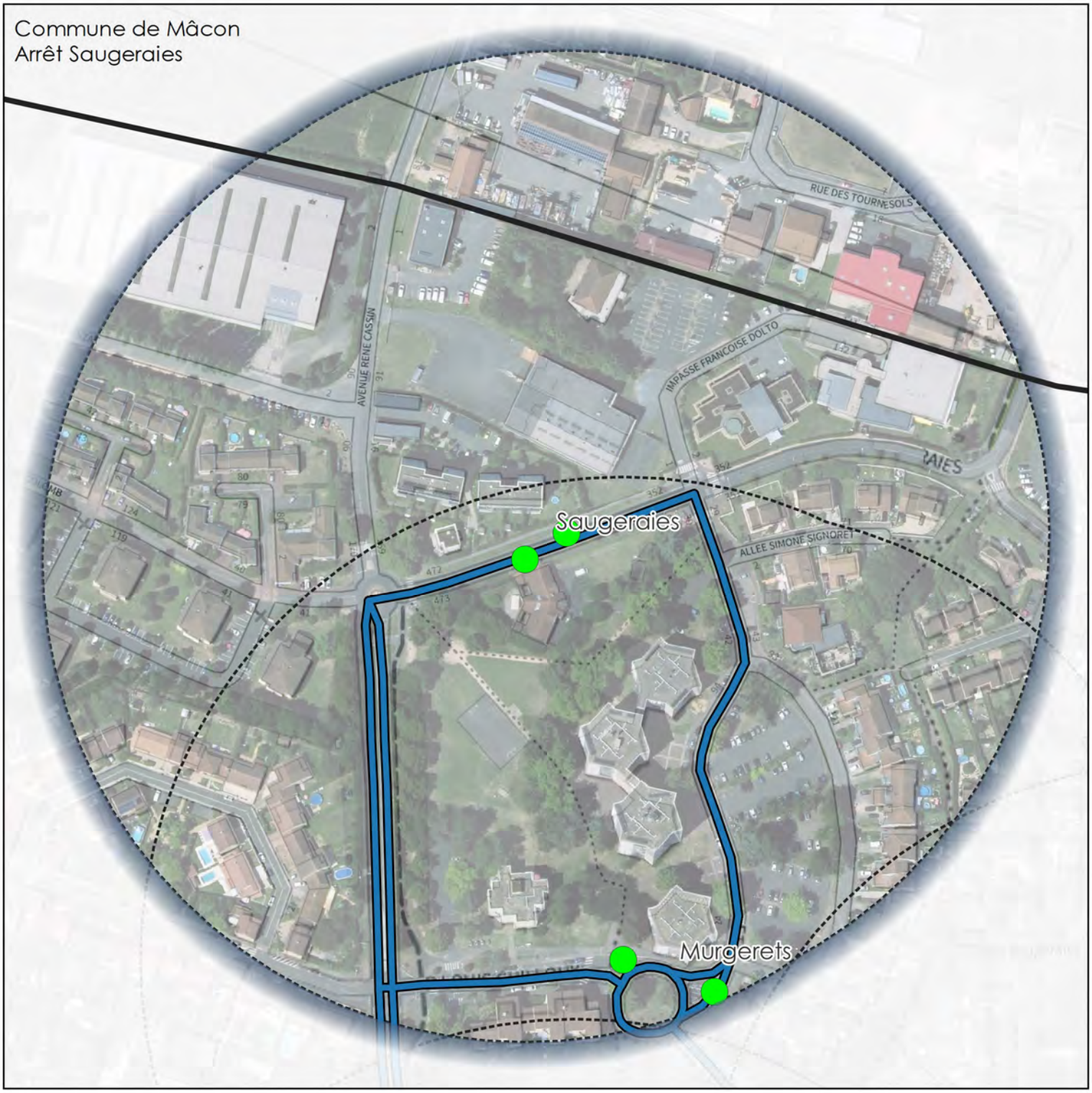
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

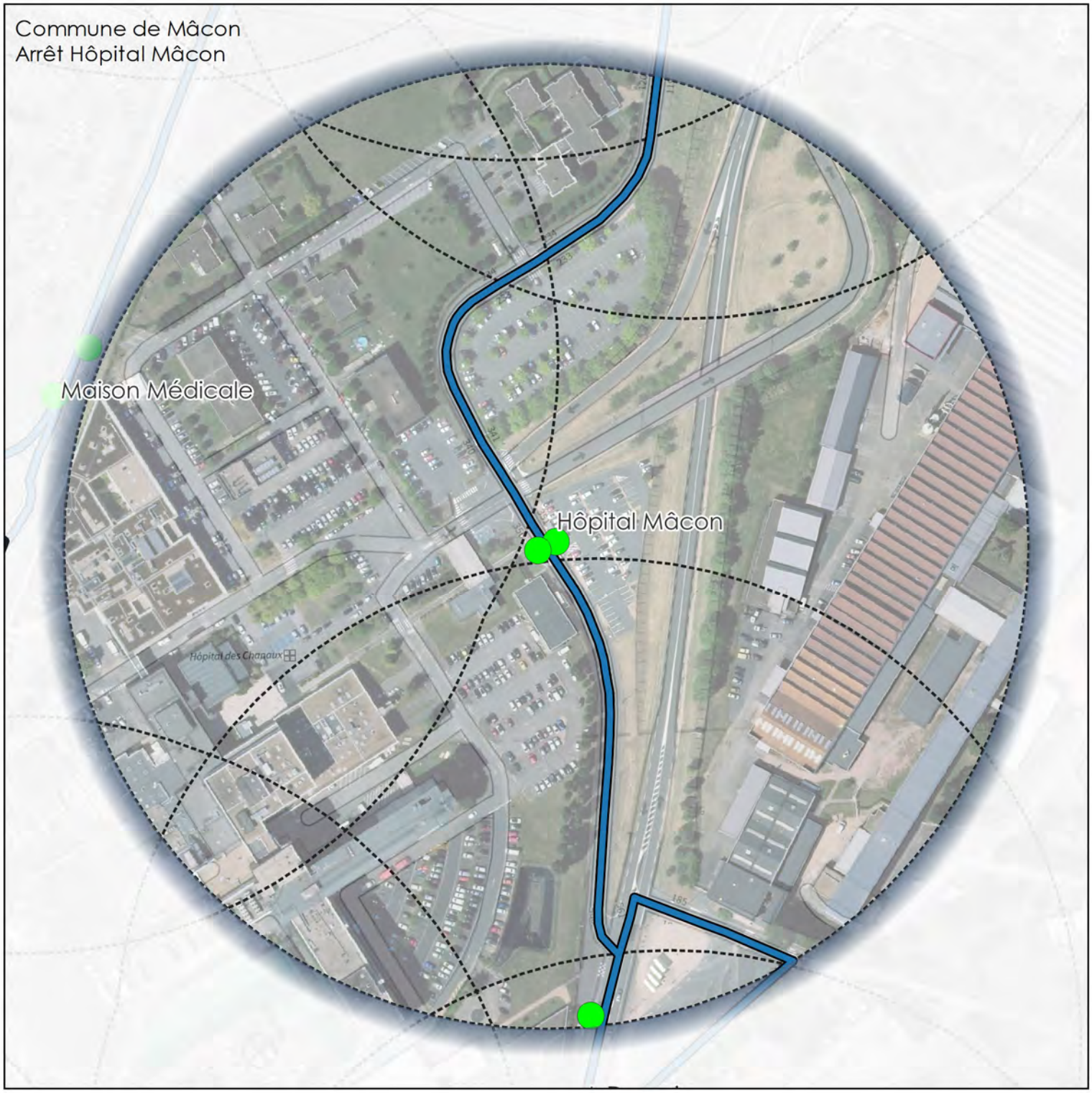
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Parc des Expositions
RUE LIEUTENANT-COLONEL ANDRE MARLIN
Parc des Expositions
AVENUE PIERRE BEREGOVOY
Rive de Saône
RUE JEAN MOULIN
ALLEE JEAN BOUIN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

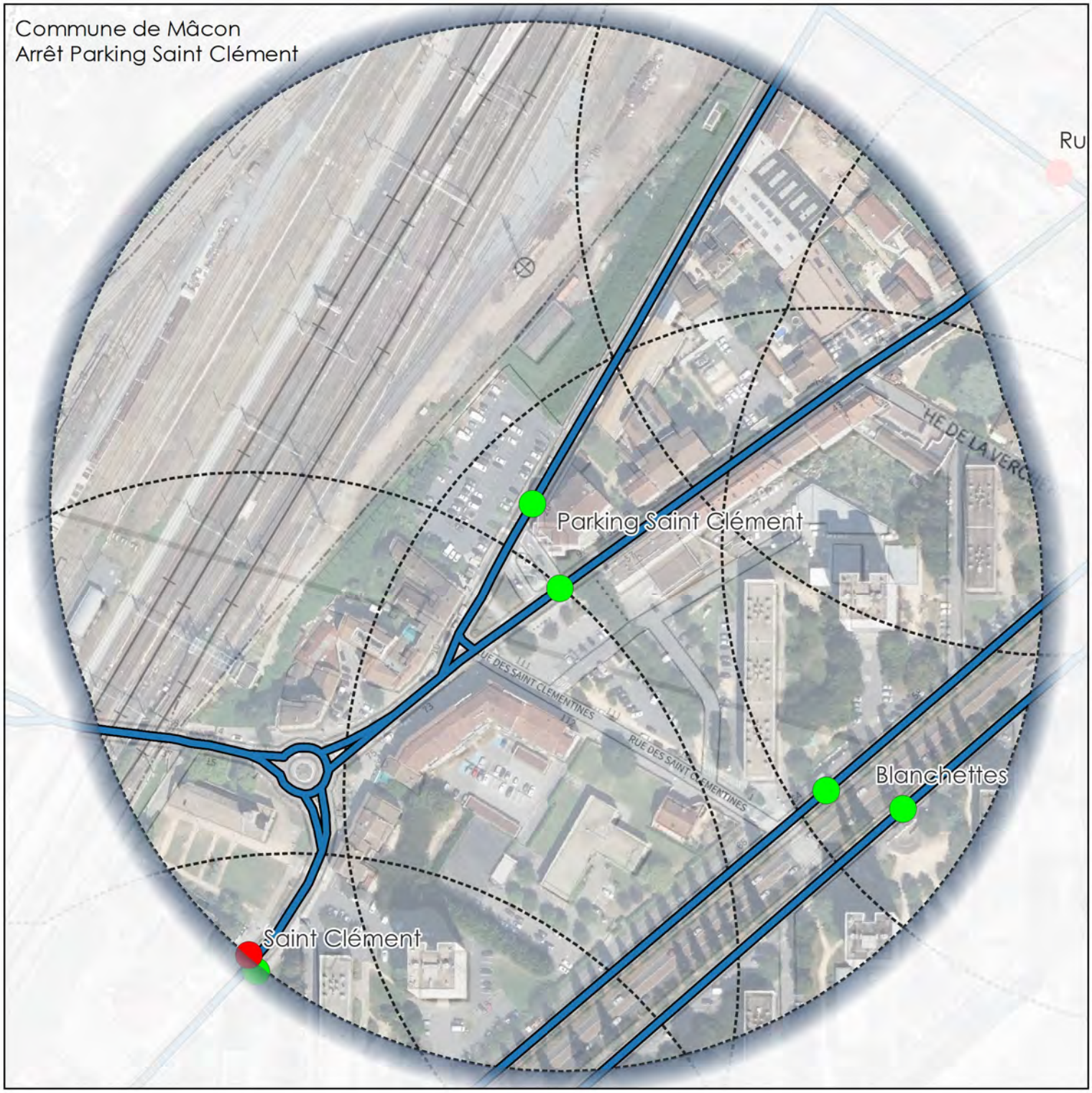
Accessible

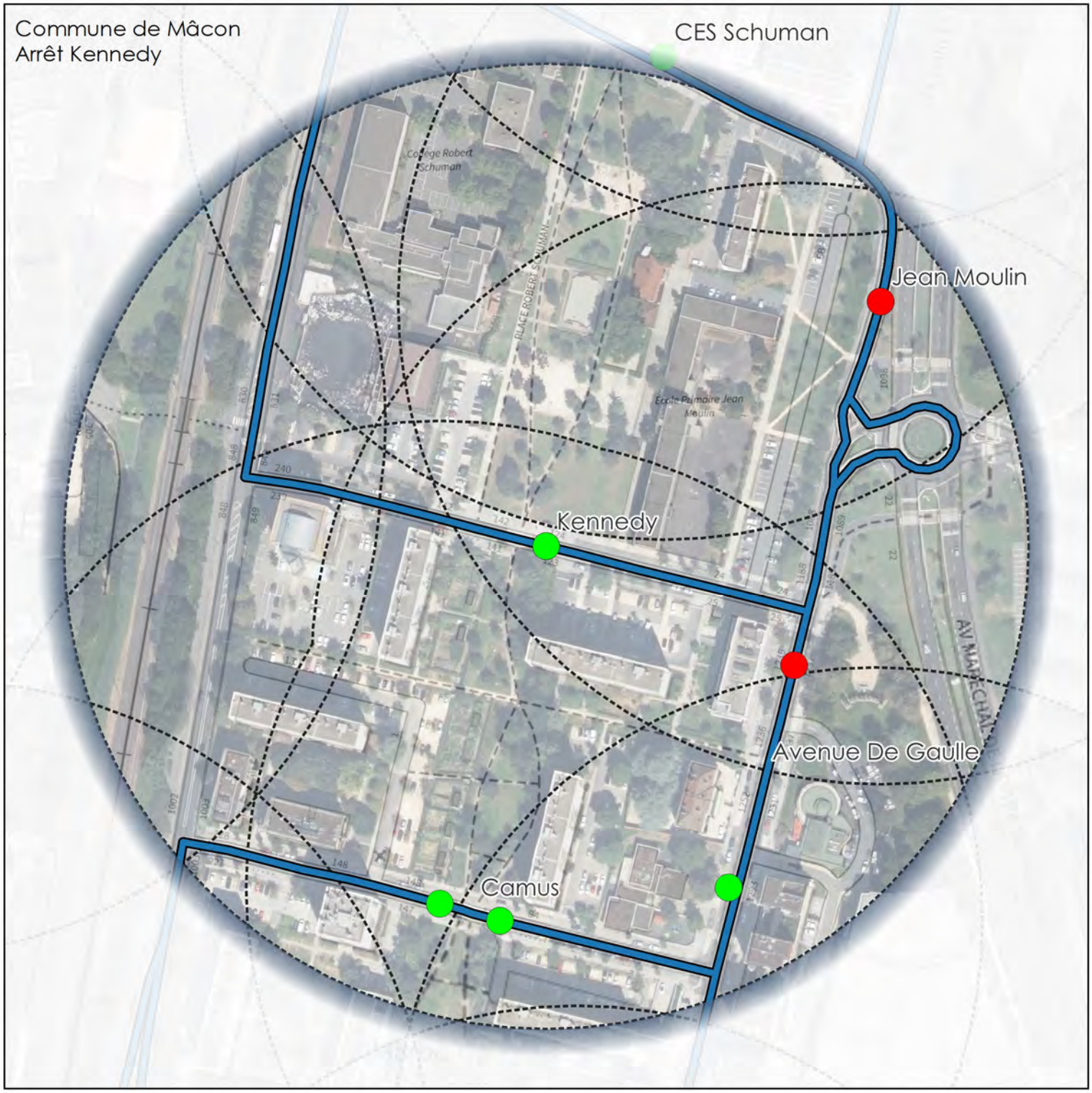
Impossibilté tech.

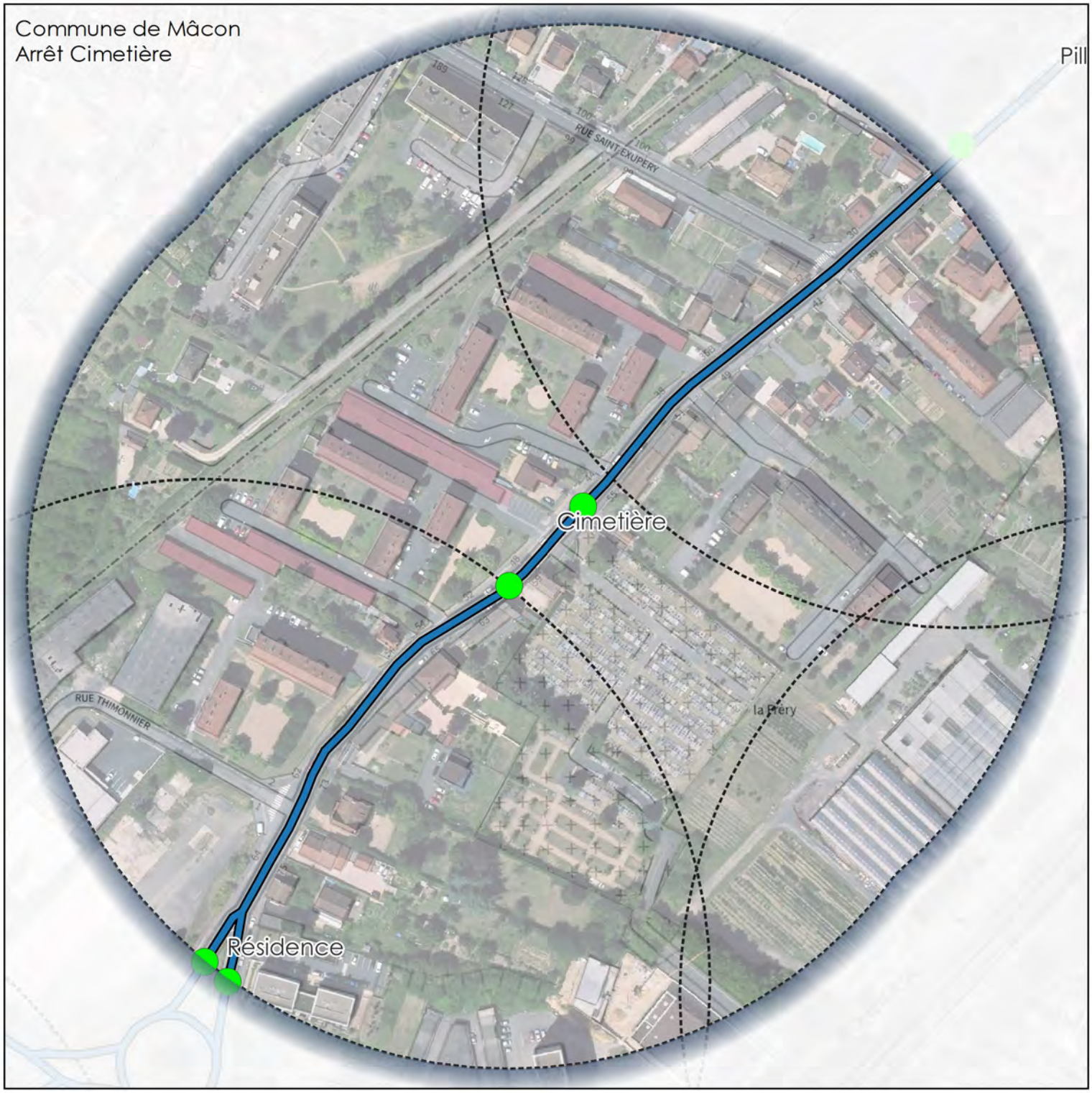
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Parking Saint Clément
Parking Saint Clément
Blanchettes
Saint Clément
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Kennedy
CES Schuman
Jean Moulin
Kennedy
Avenue De Gaulle
Camus
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

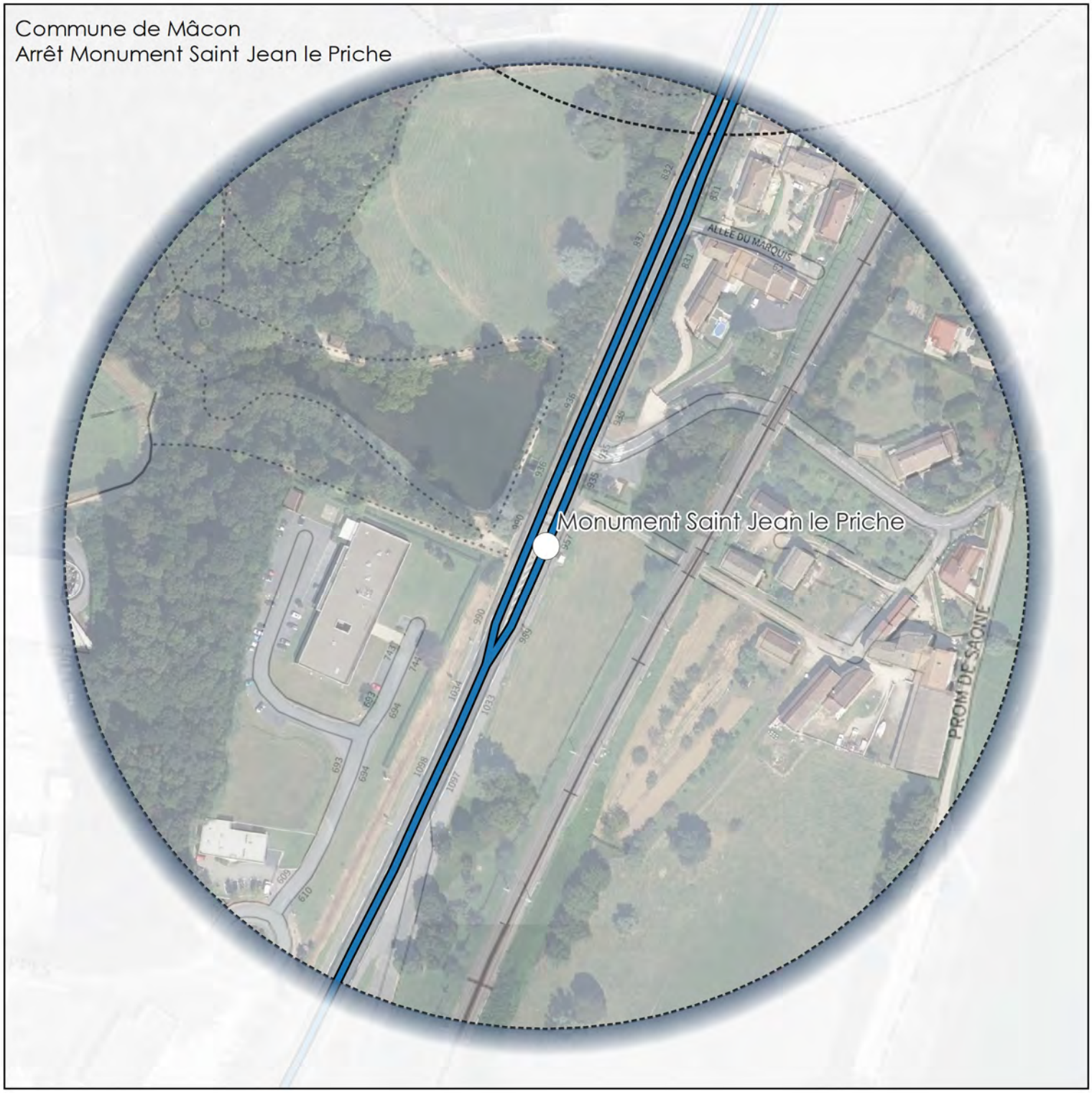
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Commune de Mâcon
Arrêt Monument Saint Jean le Priche



0 50 100 m

Légende

Limites communales
Lignes de bus

Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

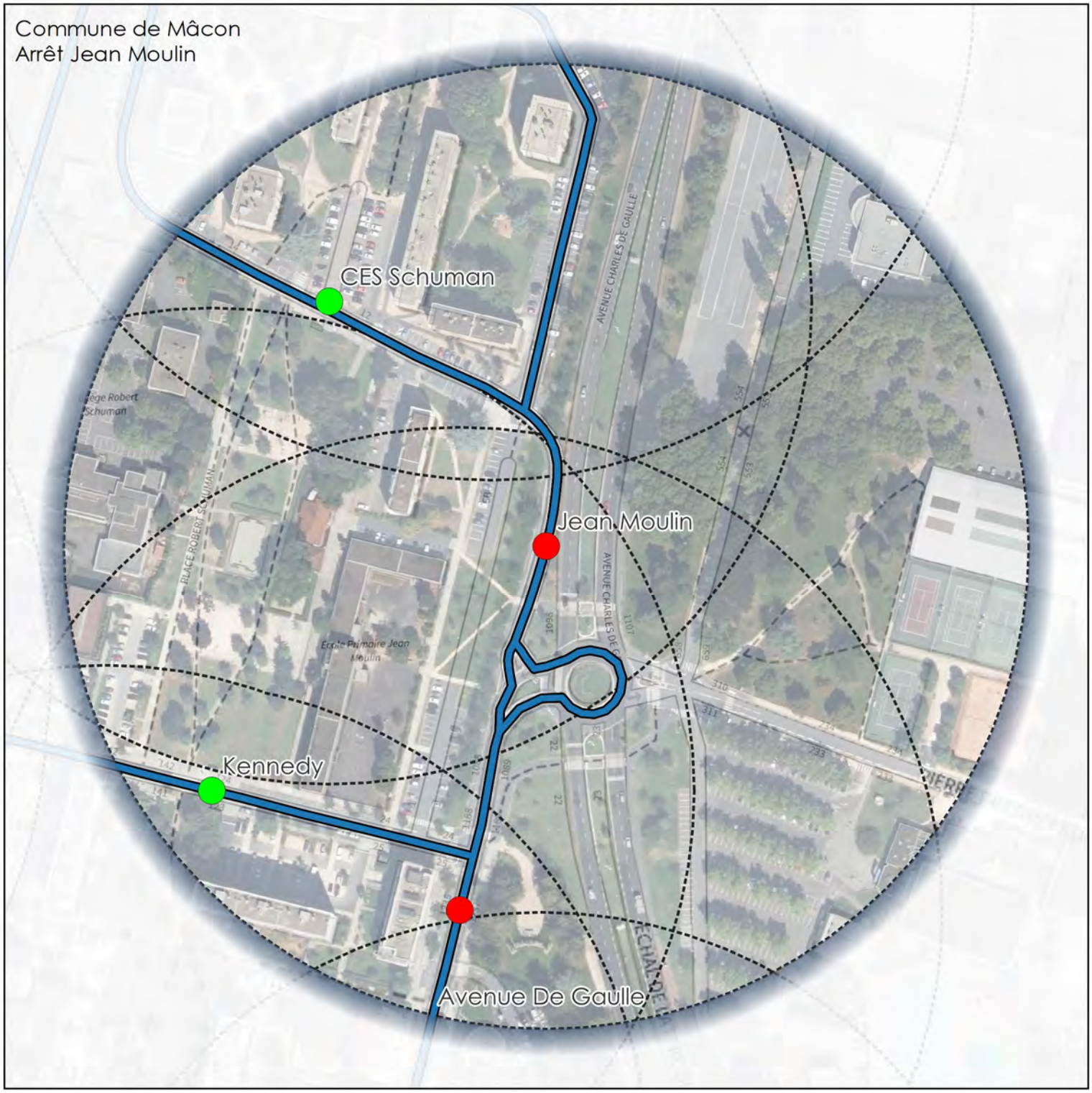
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



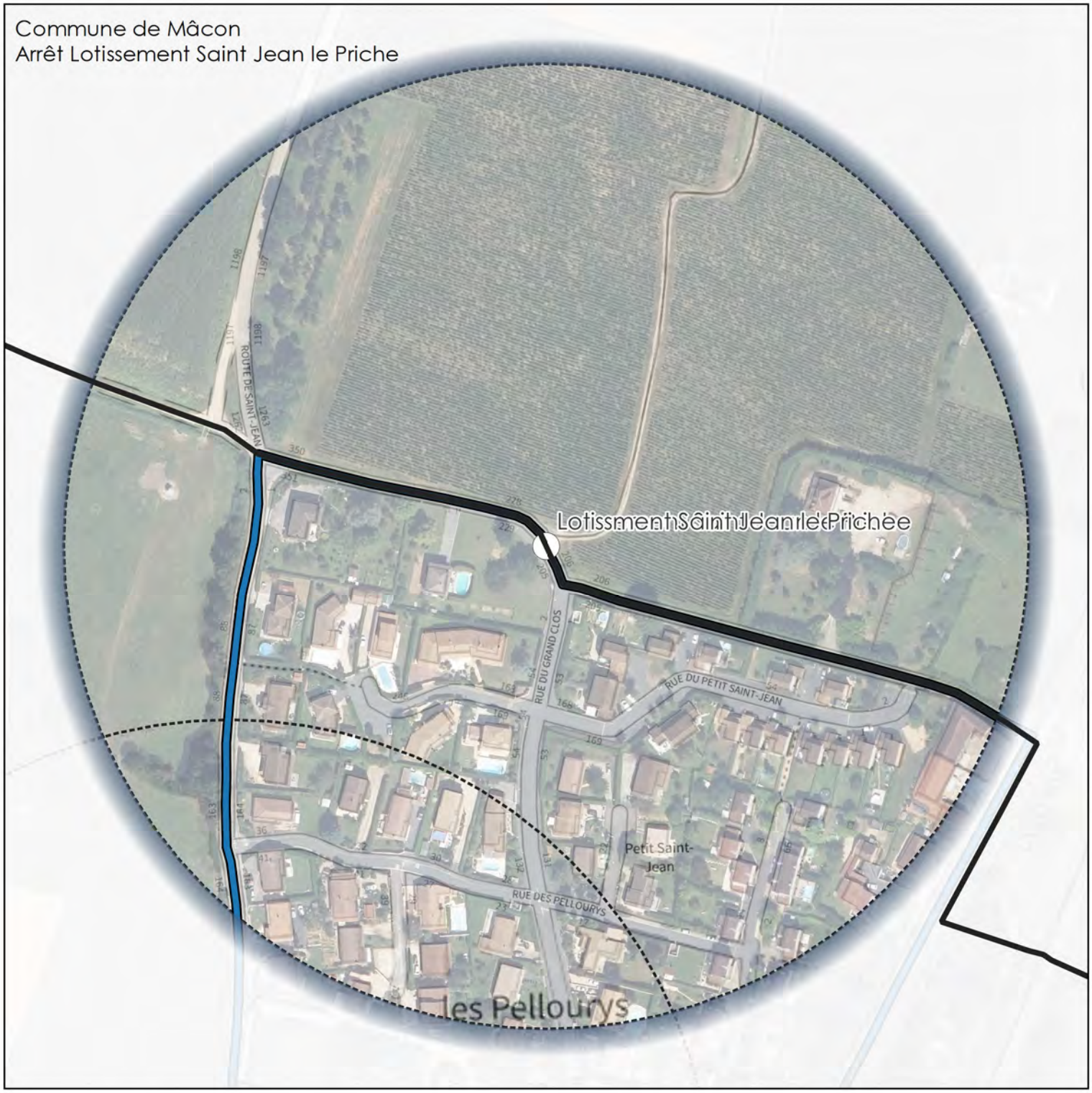
0 50 100 m

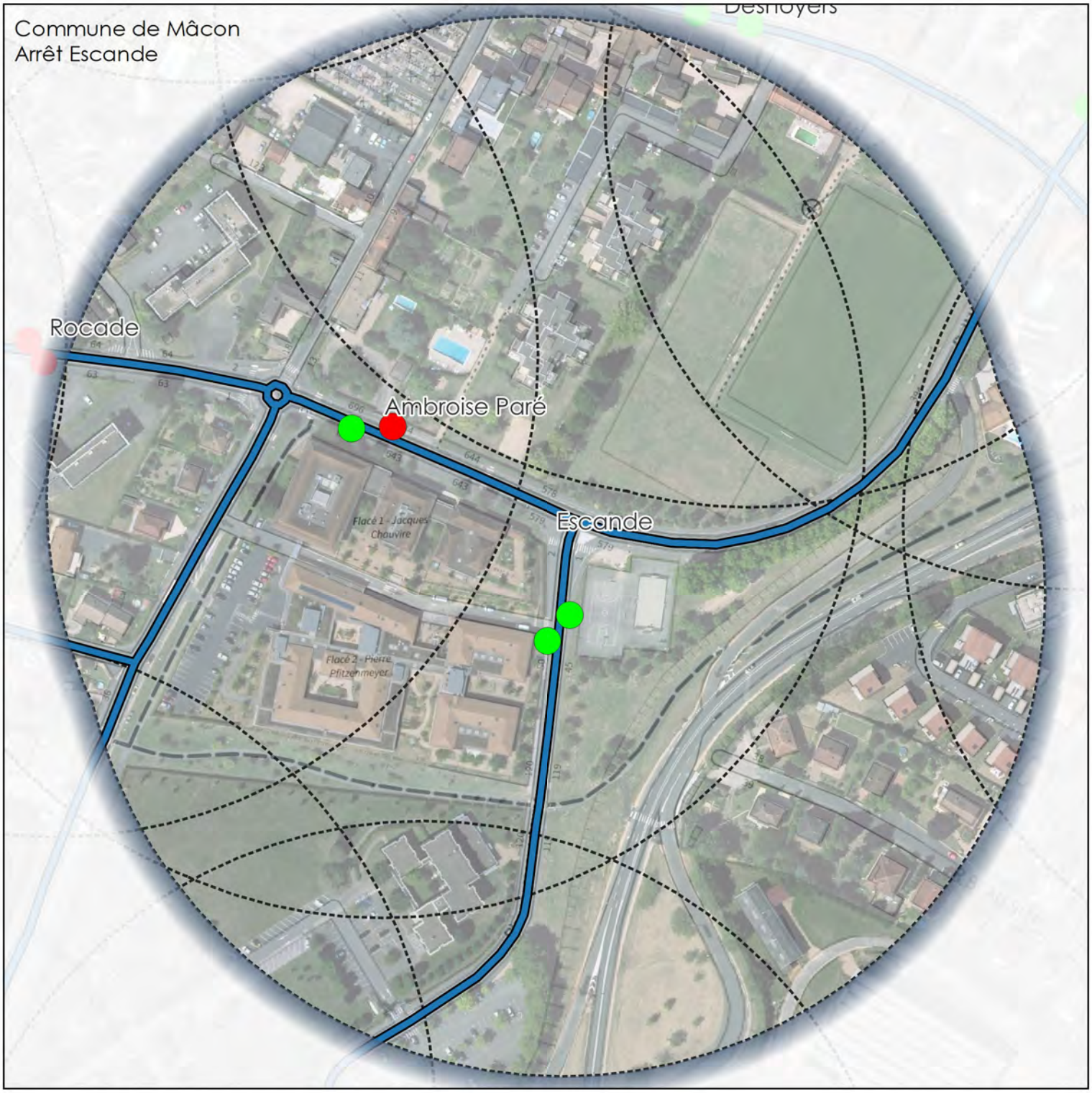
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Lotissement Saint Jean le Priche
Lotissment Saint Jean le Prichée
ROUTE DE SAINT-JEAN
RUE DU GRAND CLOS
RUE DU PETIT SAINT-JEAN
RUE DES PELLOURYS
Petit Saint-Jean
les Pellourys
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

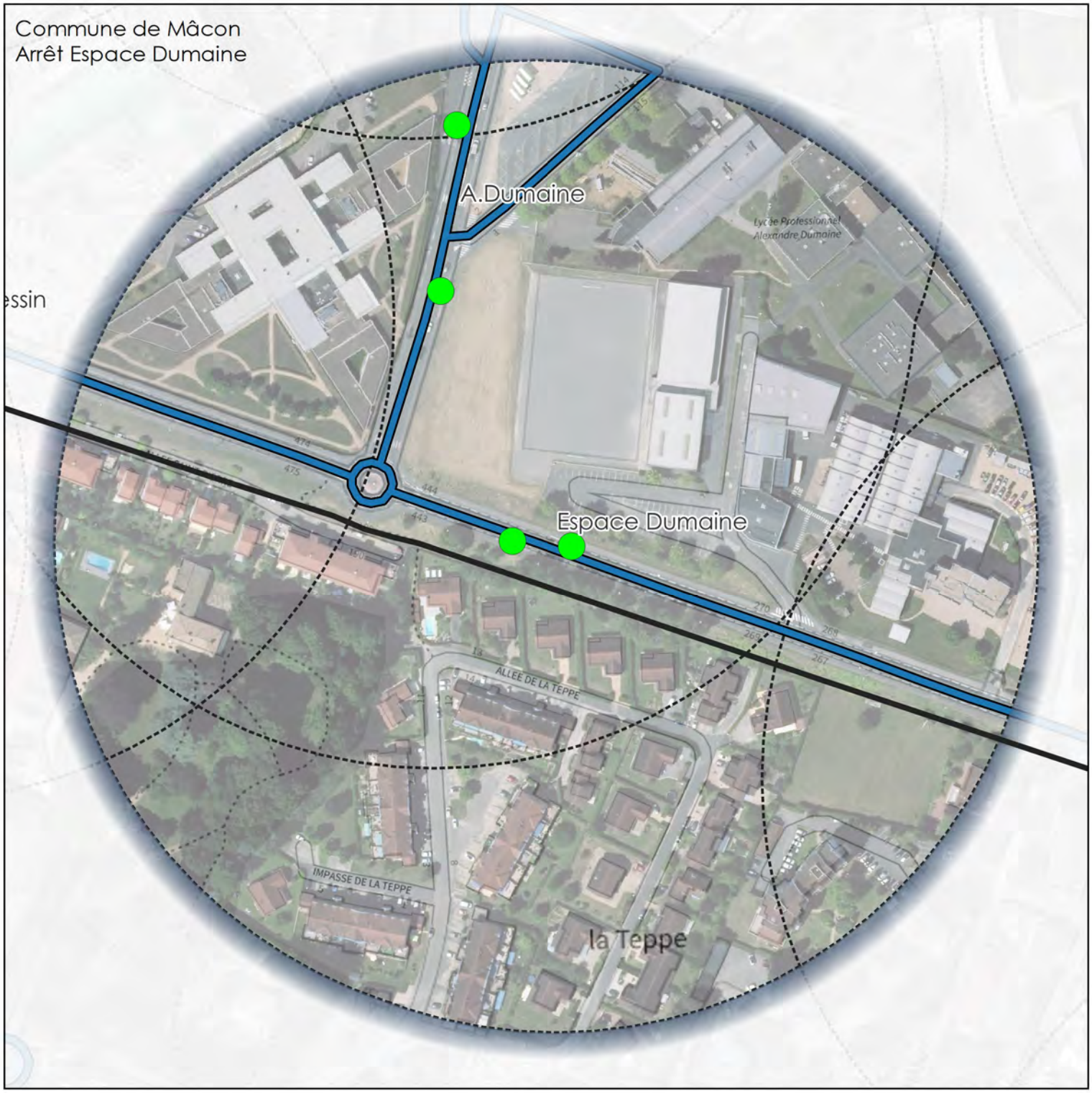
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

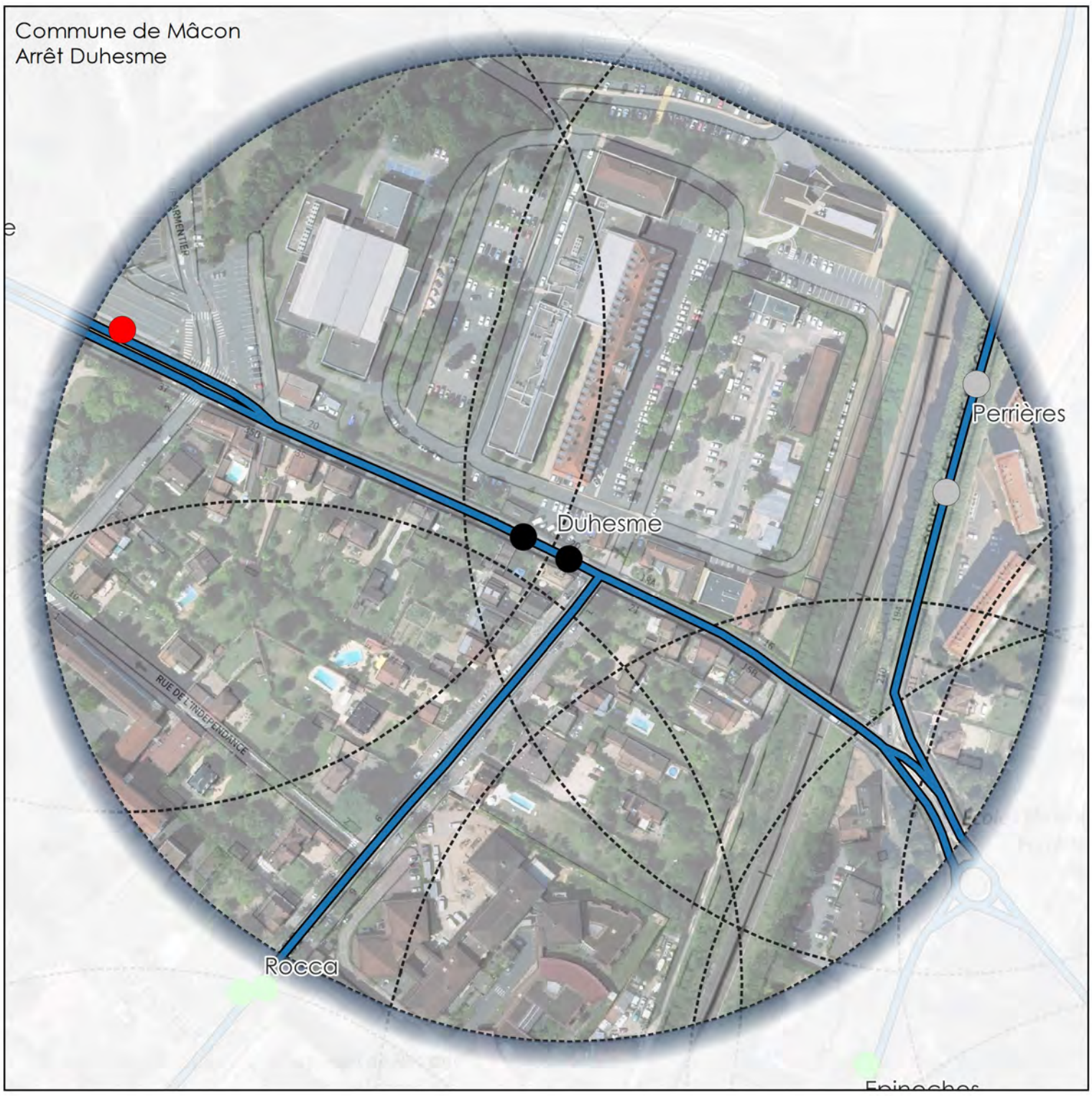
Accessible

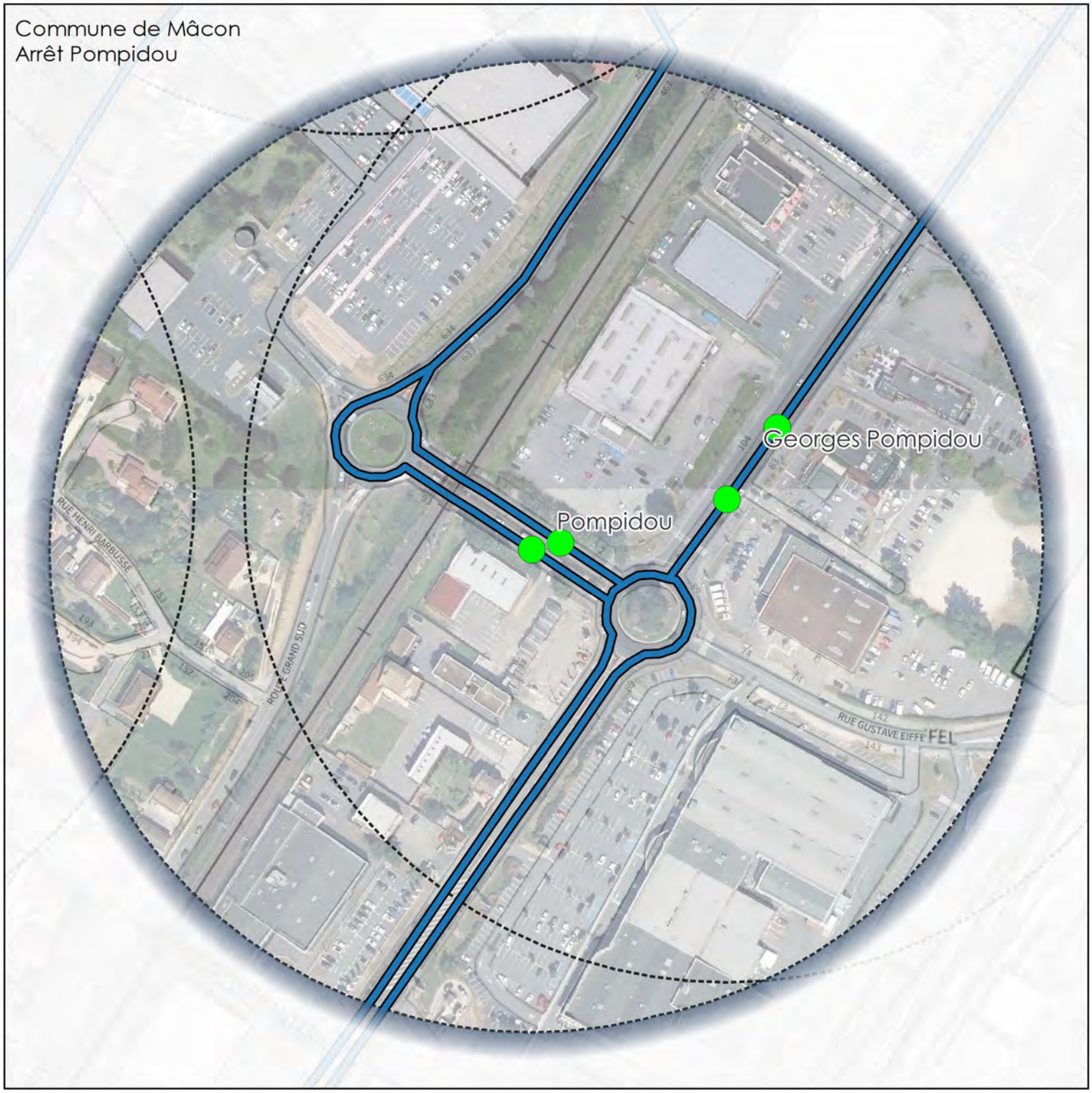
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Duhesme
Perrières
Duhesme
Rocca
RUE DE L'INDEPENDANCE
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

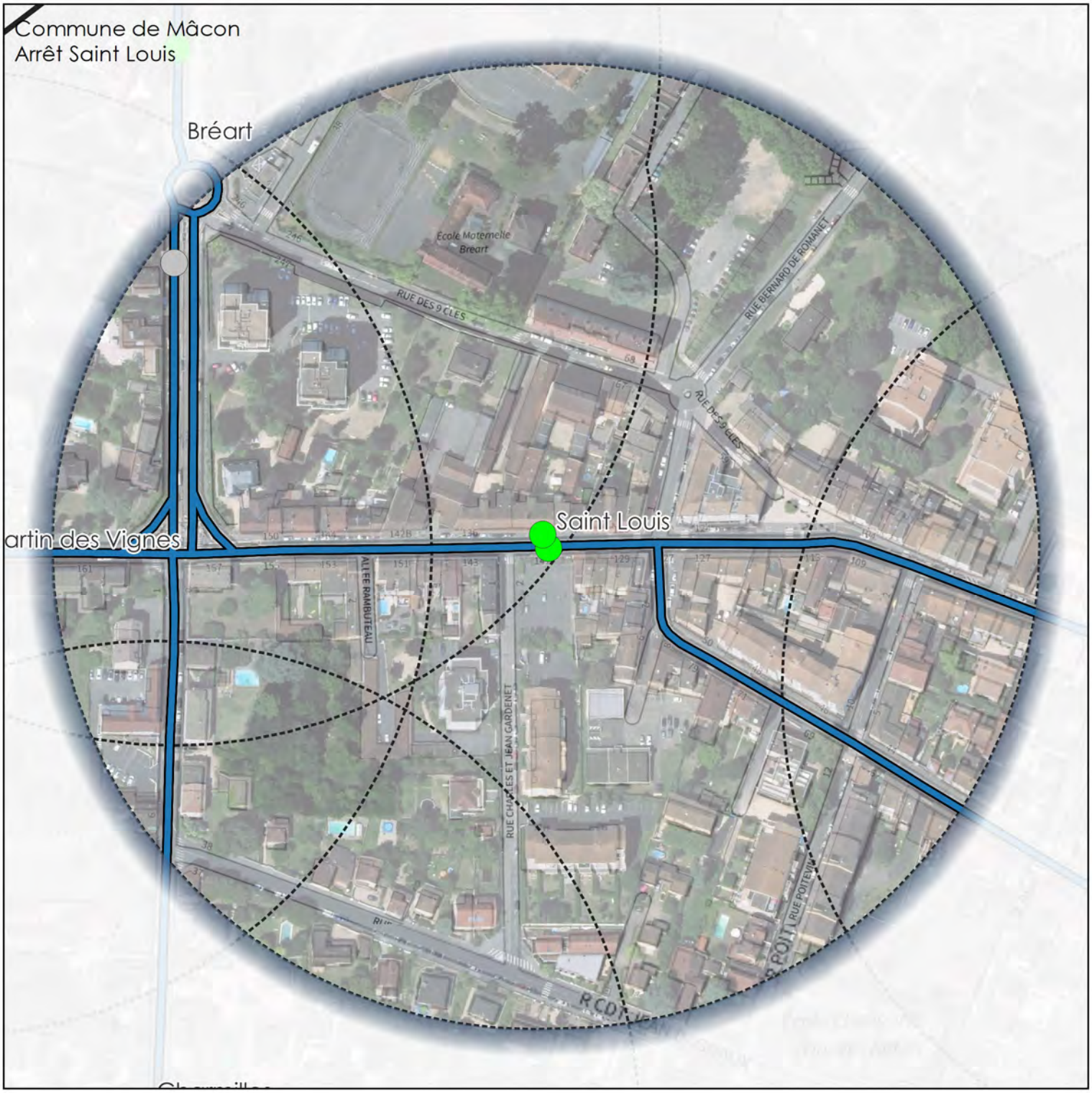
Accessible

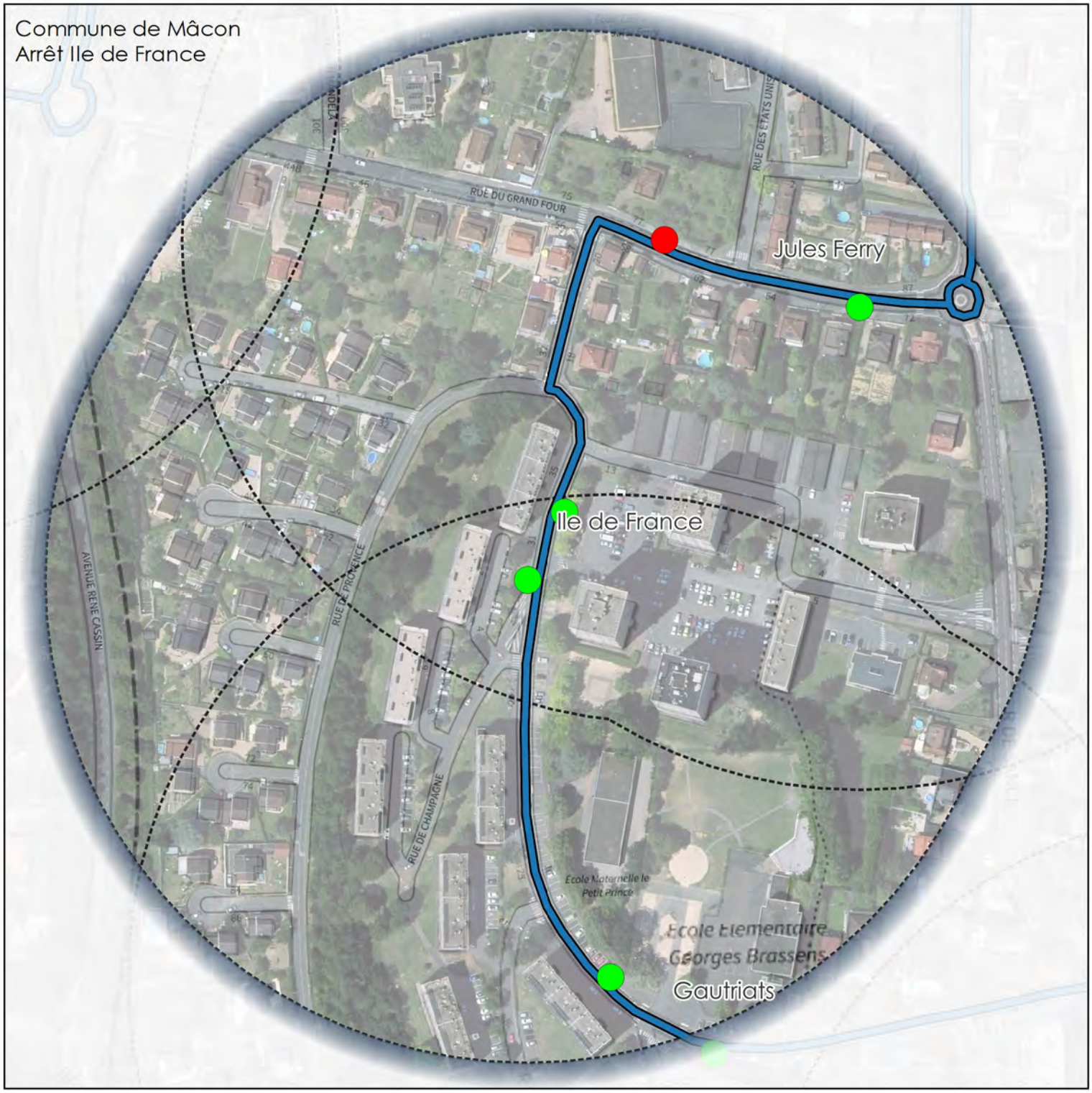
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Saint Louis
Bréart
Ecole Maternelle Breart
RUE DES 9 CLES
RUE BERNARD DE ROMANET
Saint Louis
artin des Vignes
ALLEE RAMBUTEAU
RUE CHARLES ET JEAN GARDENET
RUE POITEVIN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

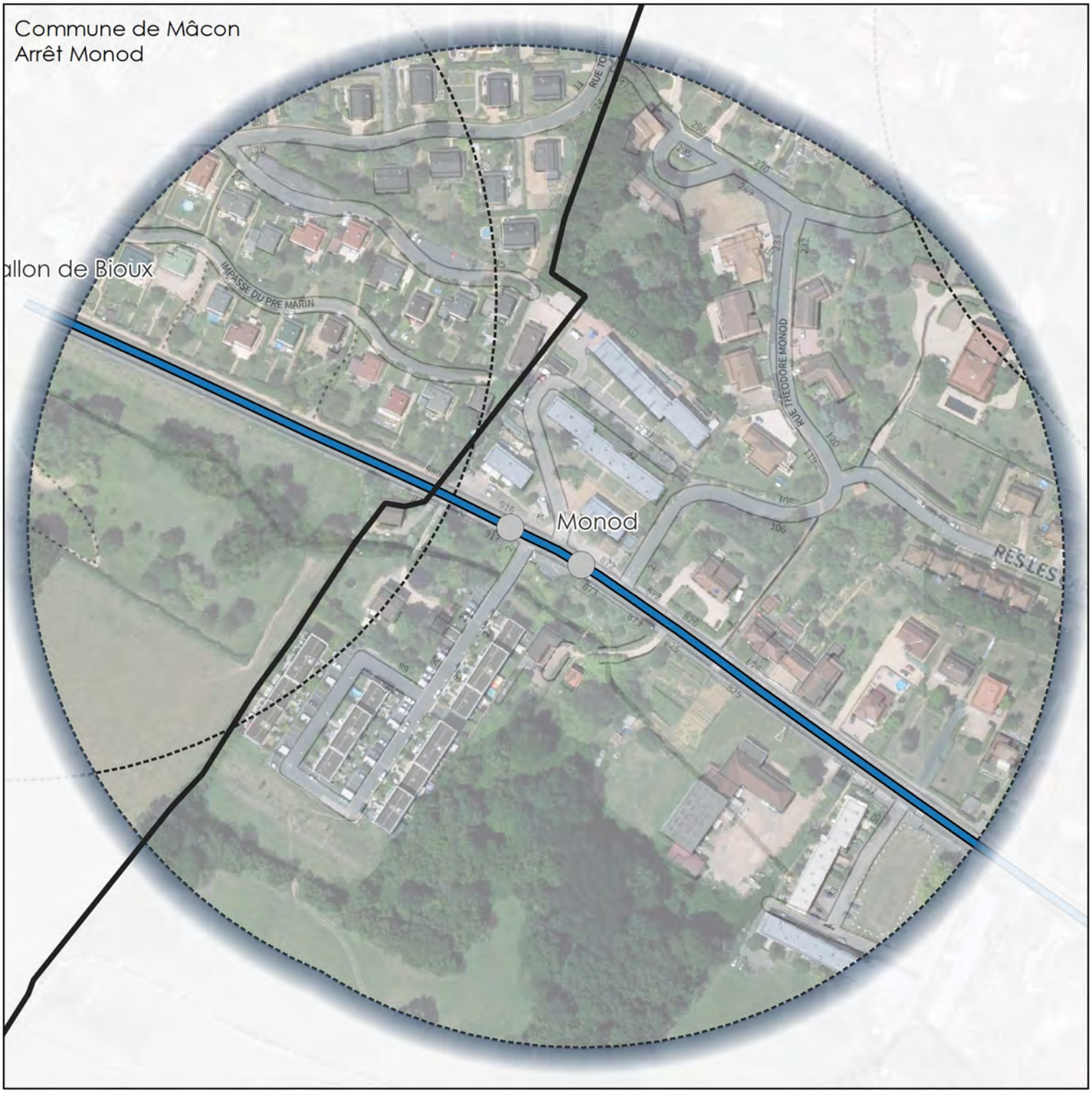
Accessible

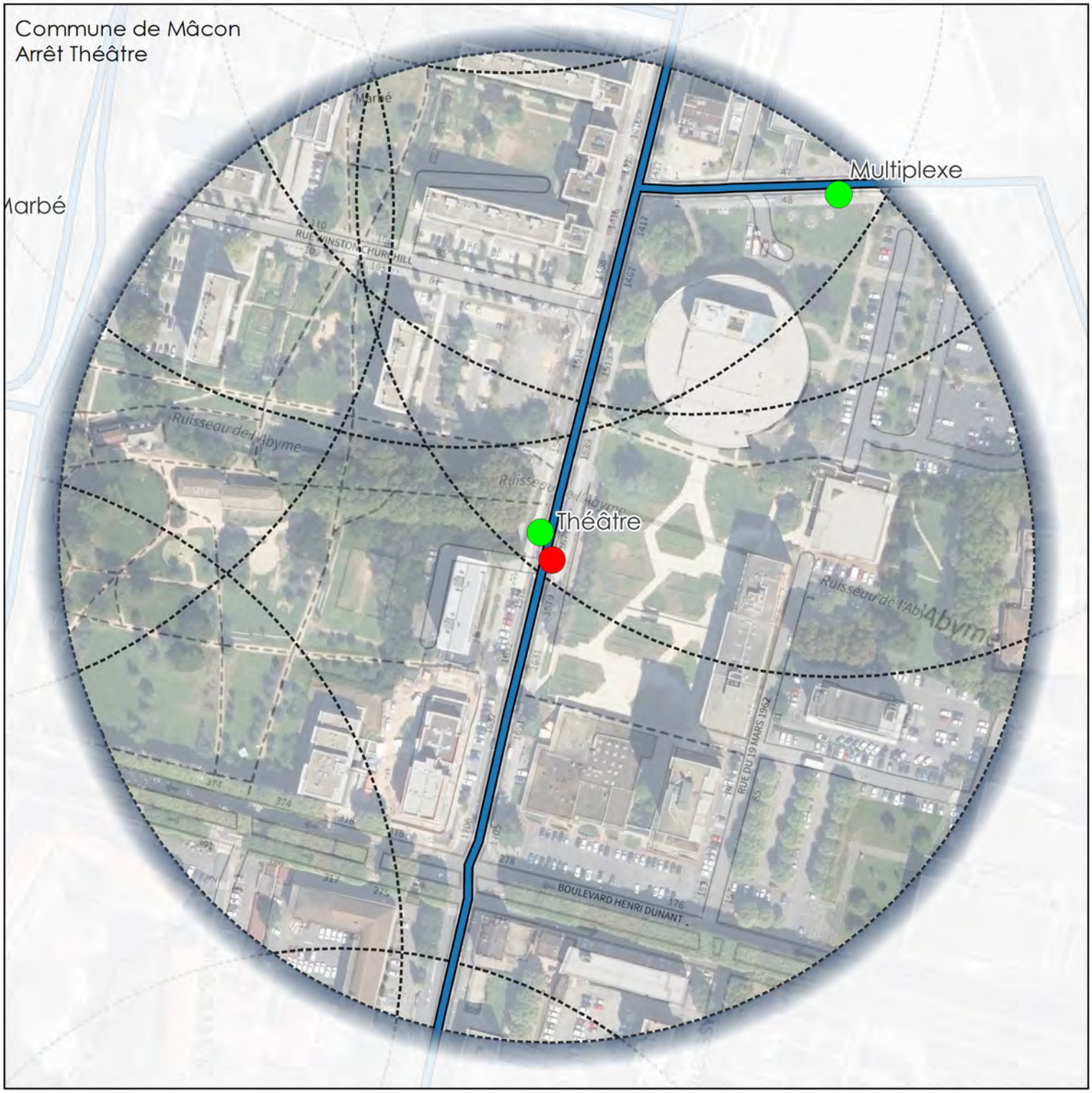
Impossibilté tech.

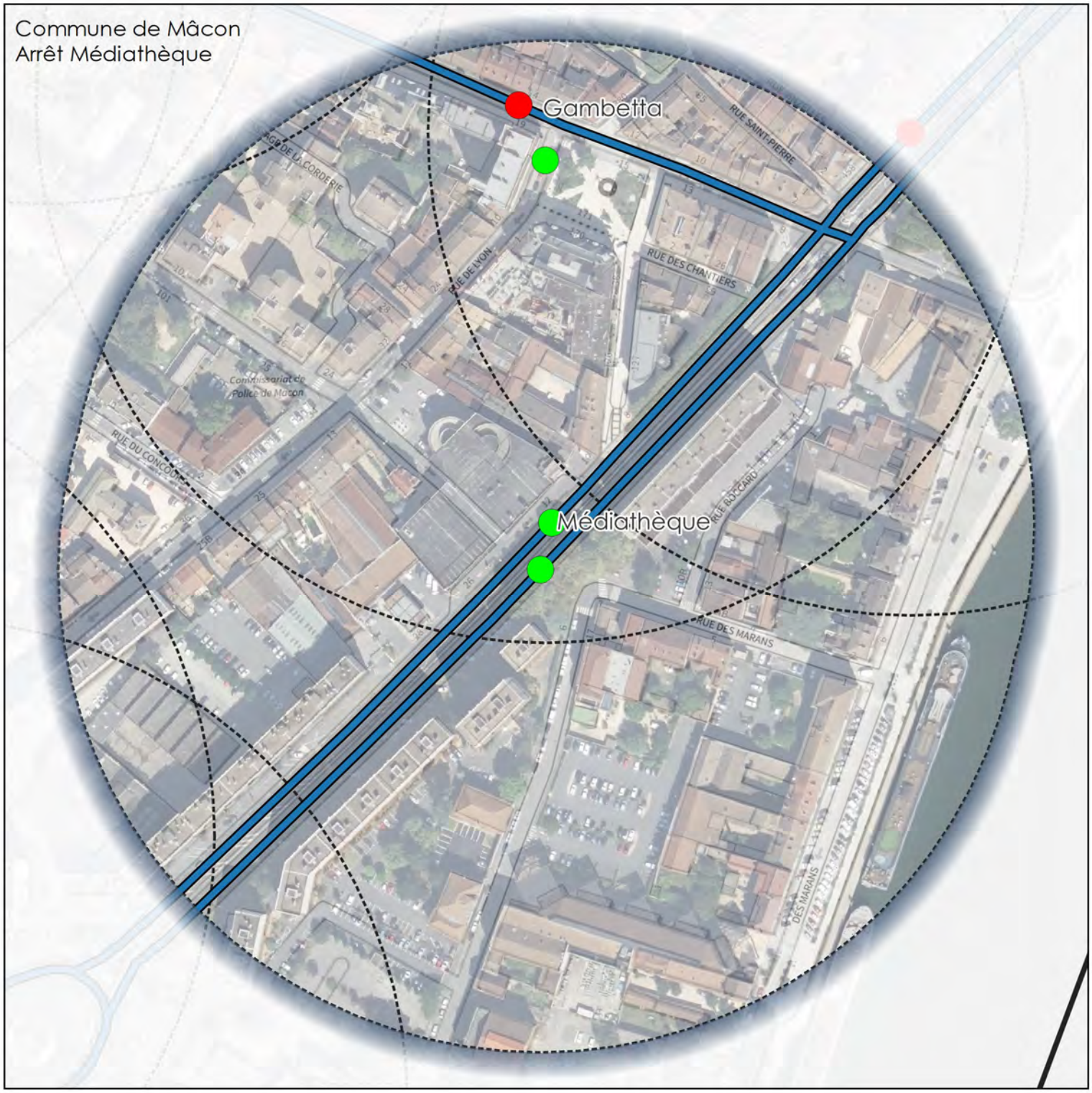
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Monod
allon de Bioux
IMPASSE DU PRE MARIN
RUE THEODORE MONOD
Monod
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Théâtre
Multiplexe
Théâtre
Marbé
RUE WINSTON CHURCHILL
Ruisseau de l'Abyme
RUE DU 19 MARS 1962
BOULEVARD HENRI DUNANT
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

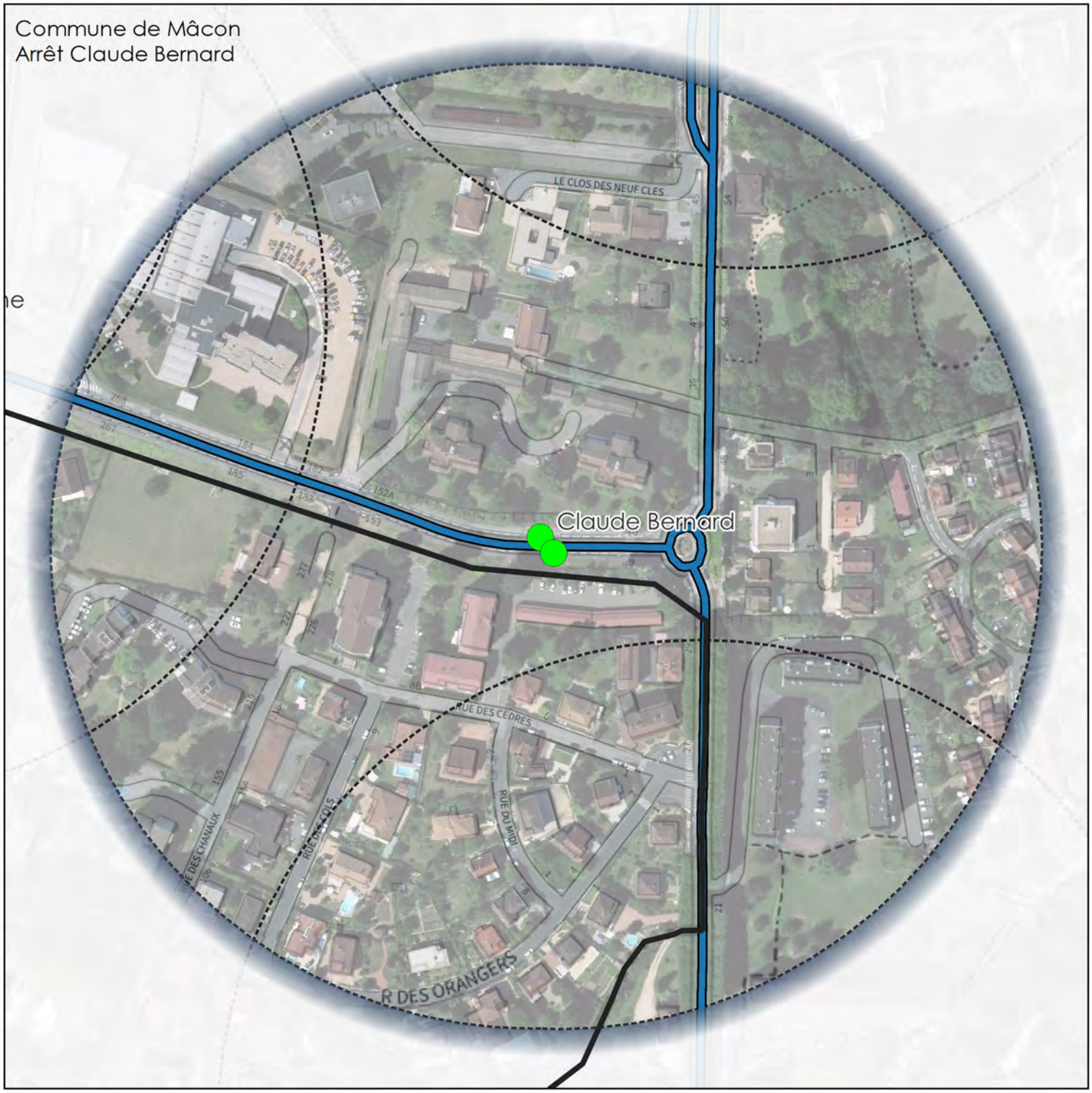
Accessible

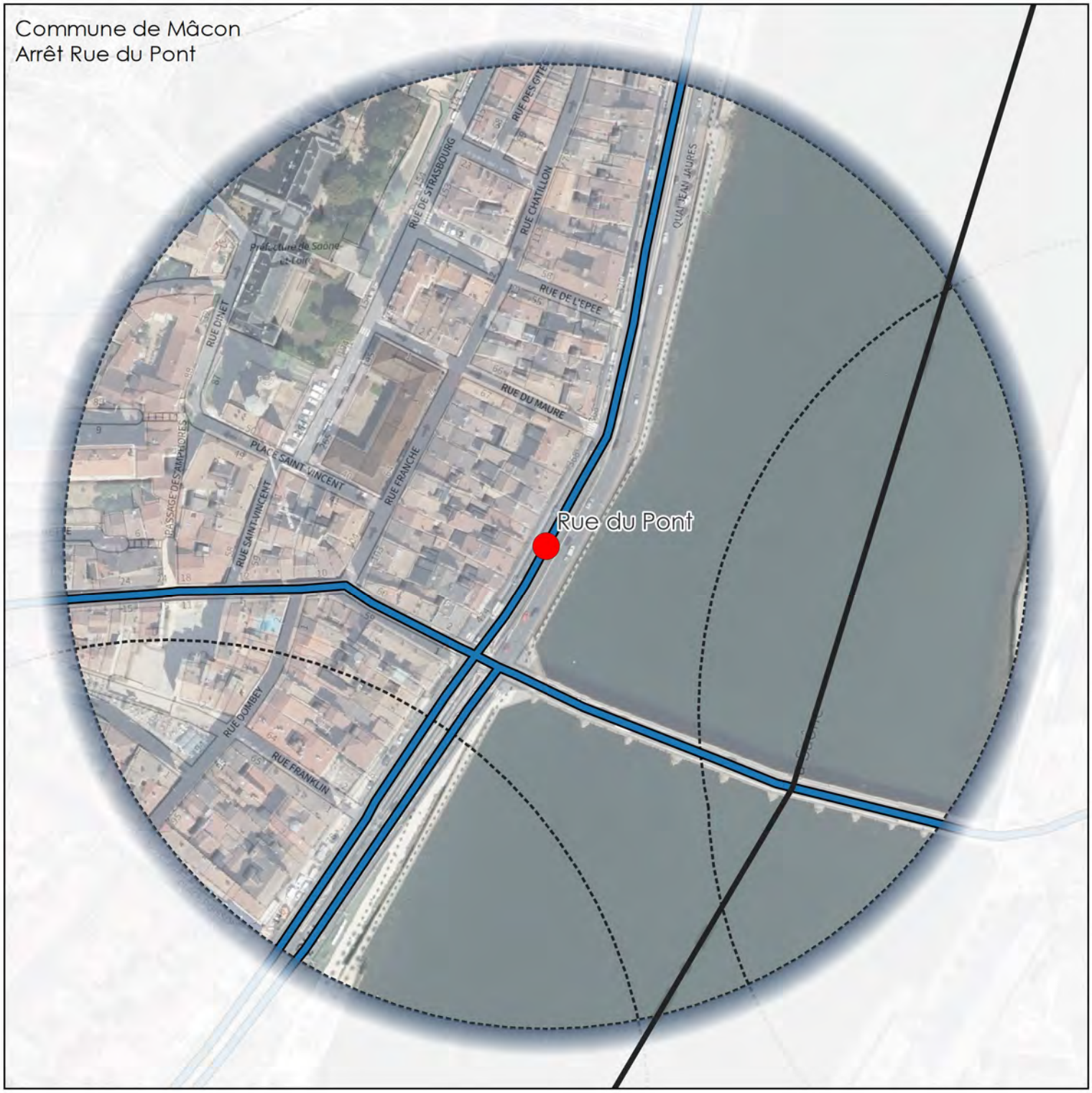
Impossibilté tech.

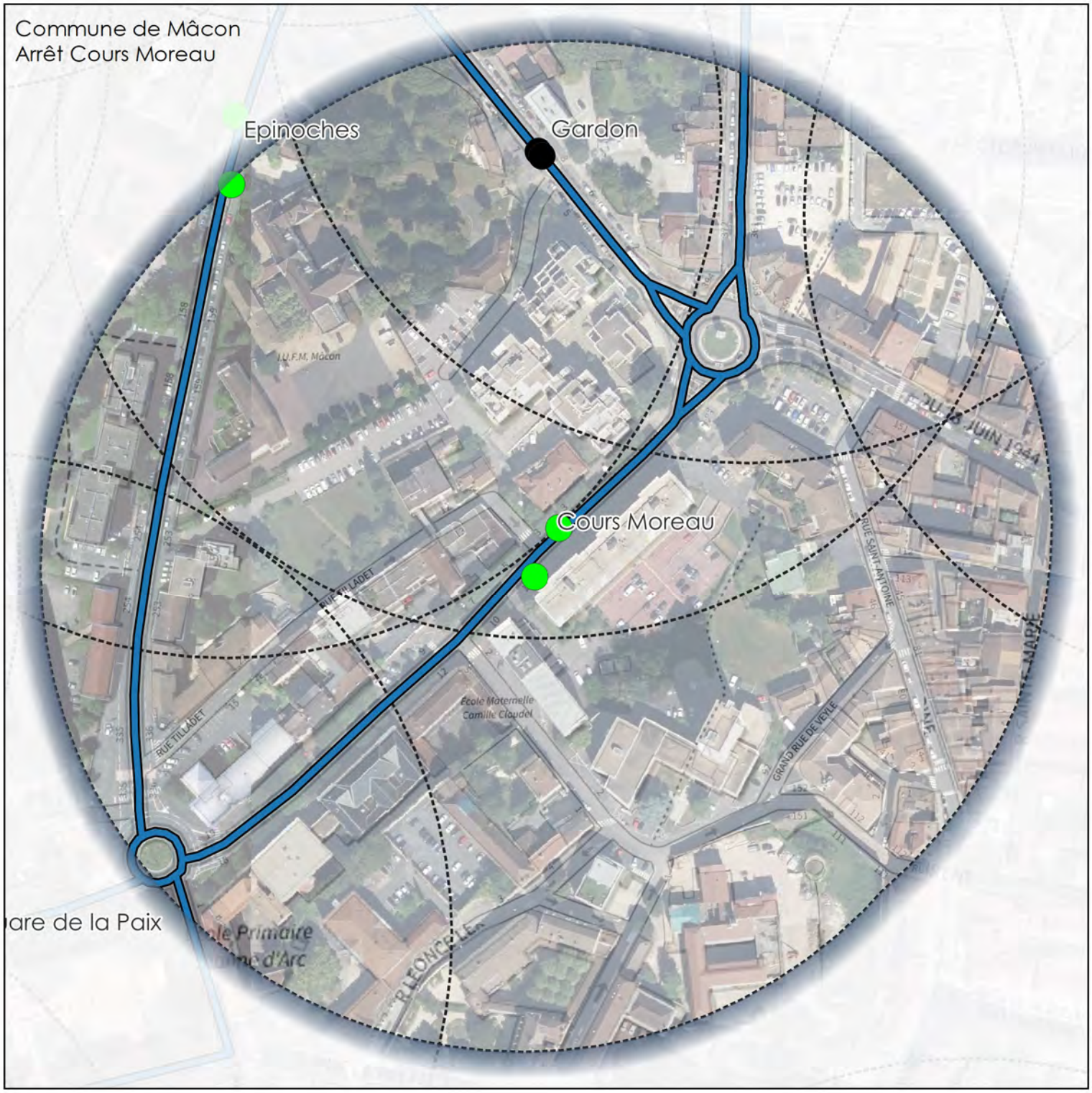
Non prioritaire

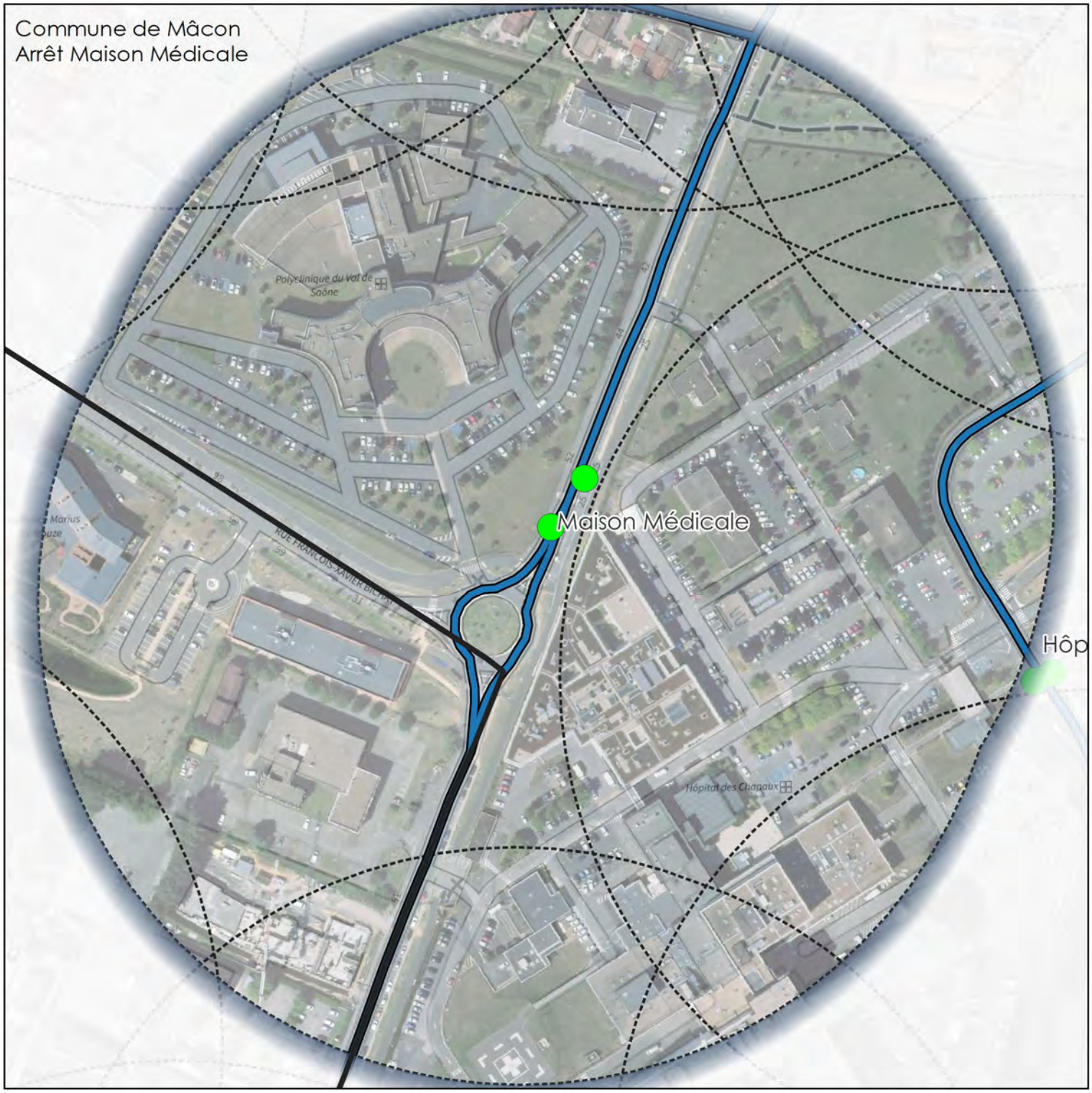
Non recensé en 2016

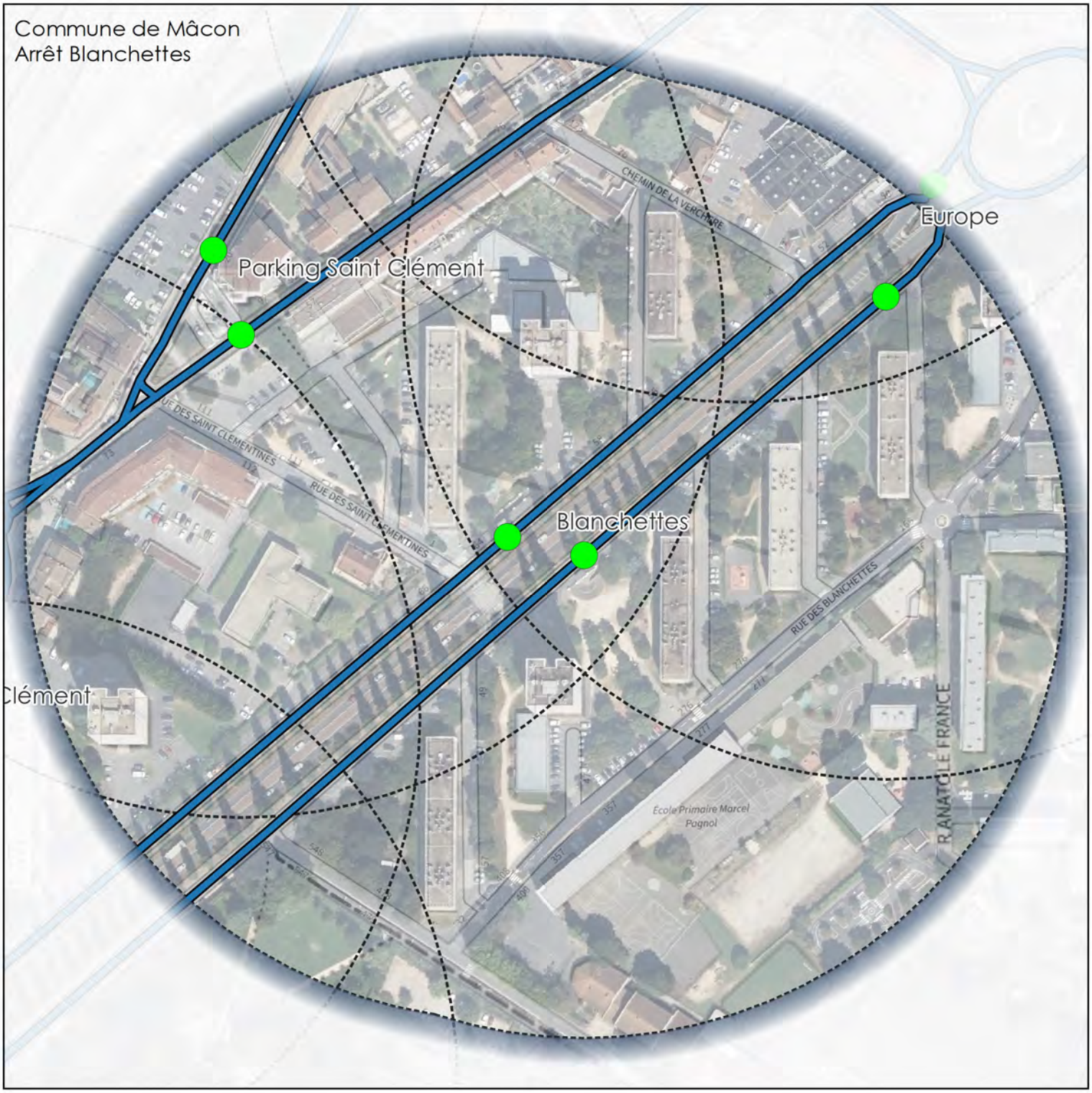
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Claude Bernard
LE CLOS DES NEUF CLES
Claude Bernard
RUE DES CEDRES
RUE DU MIDI
R DES ORANGERS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Rue du Pont
Rue du Pont
RUE DES GITES
RUE DE STRASBOURG
RUE CHATILLON
QUAI JEAN JAURES
RUE DE L'EPEE
RUE D'HET
RUE DU MAURE
PLACE SAINT VINCENT
PASSAGE DES AMPHORES
RUE SAINT-VINCENT
RUE FRANCHE
RUE DOMBET
RUE FRANKLIN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Cours Moreau
Epinoches
Gardon
Cours Moreau
RUE TH LADET
RUE TILLADET
RUE SAINT-ANTOINE
GRAND RUE DE VEYLE
École Maternelle
Camille Claudel
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Maison Médicale
Maison Médicale
Hôp
Polyclinique du Val de Saône
Hôpital des Chanaux
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

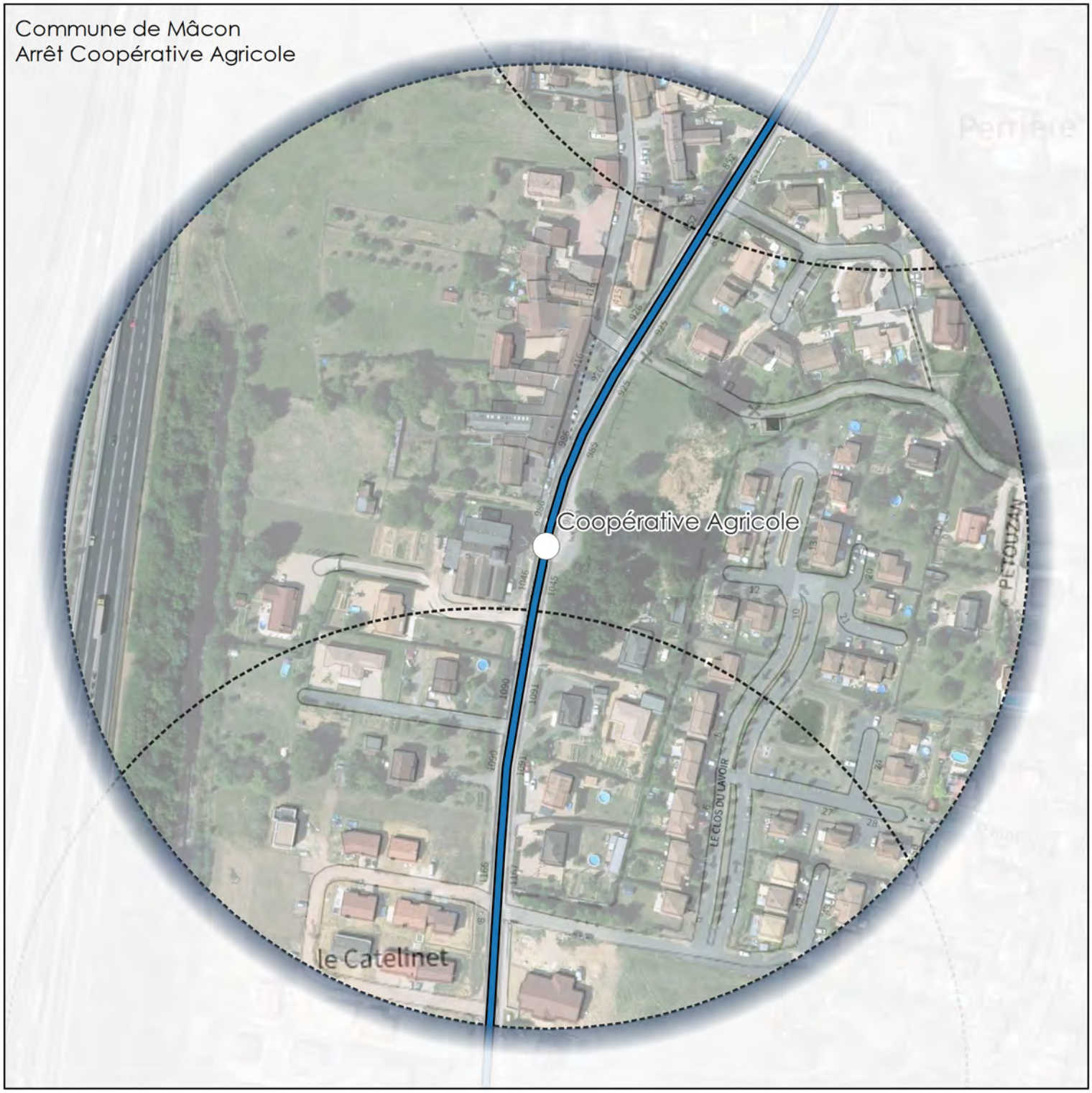
Accessible

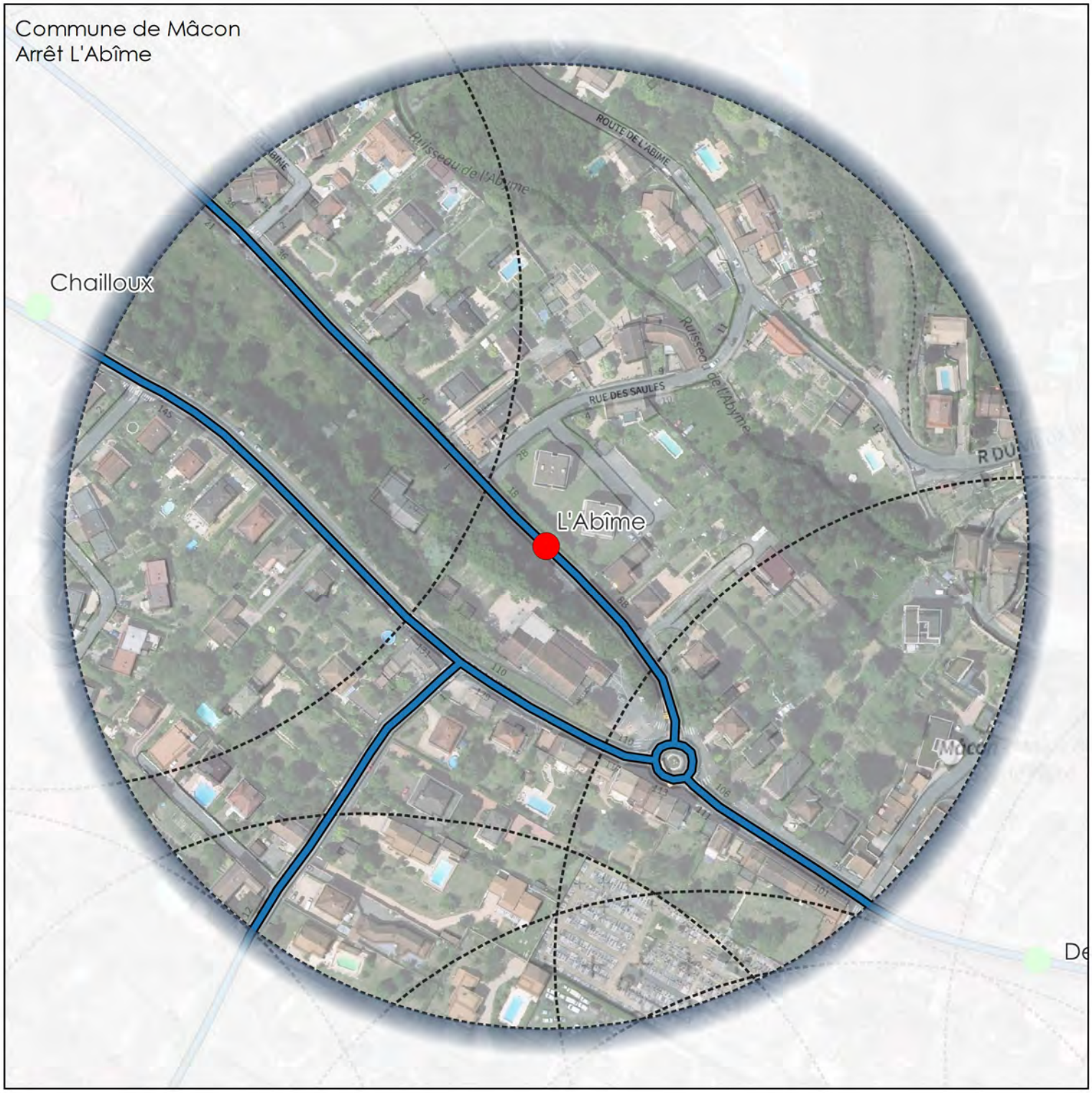
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Coopérative Agricole
Coopérative Agricole
le Catelinet
LE CLOS DU LAVOIR
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

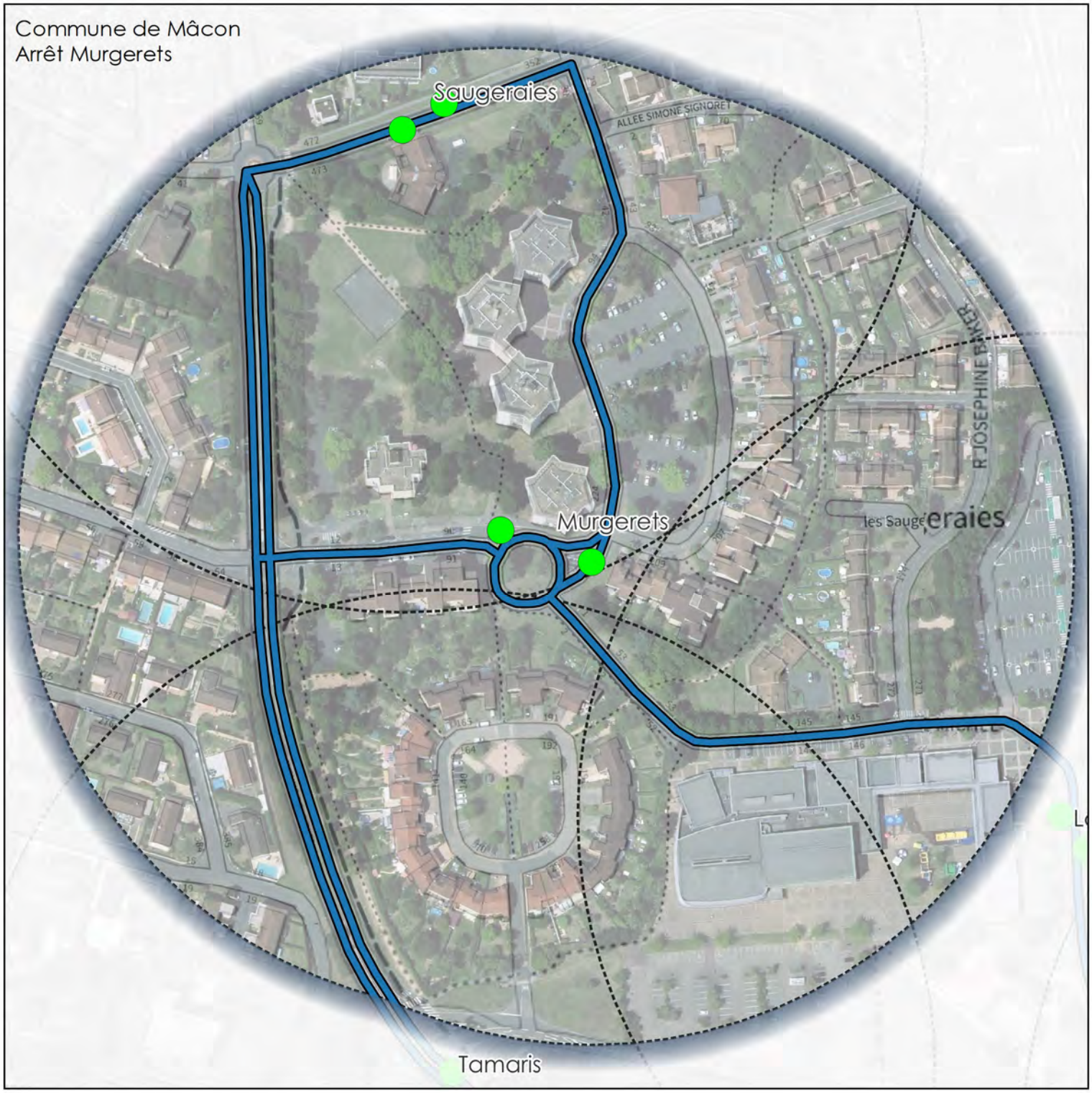
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Murgerets
Saugeraies
Murgerets
Tamaris
ALLEE SIMONE SIGNORET
R JOSEPHINE BAKER
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Mâcon
Arrêt Saint Exupéry Mermoz
Champlevert
Collège Saint-Exupéry
Saint Exupéry Mermoz
RUE SAINT-EXUPERY
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Saint-Laurent-sur-Saône
Arrêt Place de la République
ont
Place de la République
RUE DUVERNAY
RUE JEAN MOULIN
RUE HENRI IV
RUE TUPIN
RUE ROULE
PLACE JULES GOYON
RUE TONY REVILLON
RUE DU 13 AOUT 1944
ALLEE DE LA GRENETTE
RUE DE LA POSTE
PLACE PIERRE CASIMIR ORDINAIRE
R DE LA RESISTANCE
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m

Commune de Saint-Laurent-sur-Saône
Arrêt Maison Bouchacourt



0 50 100 m

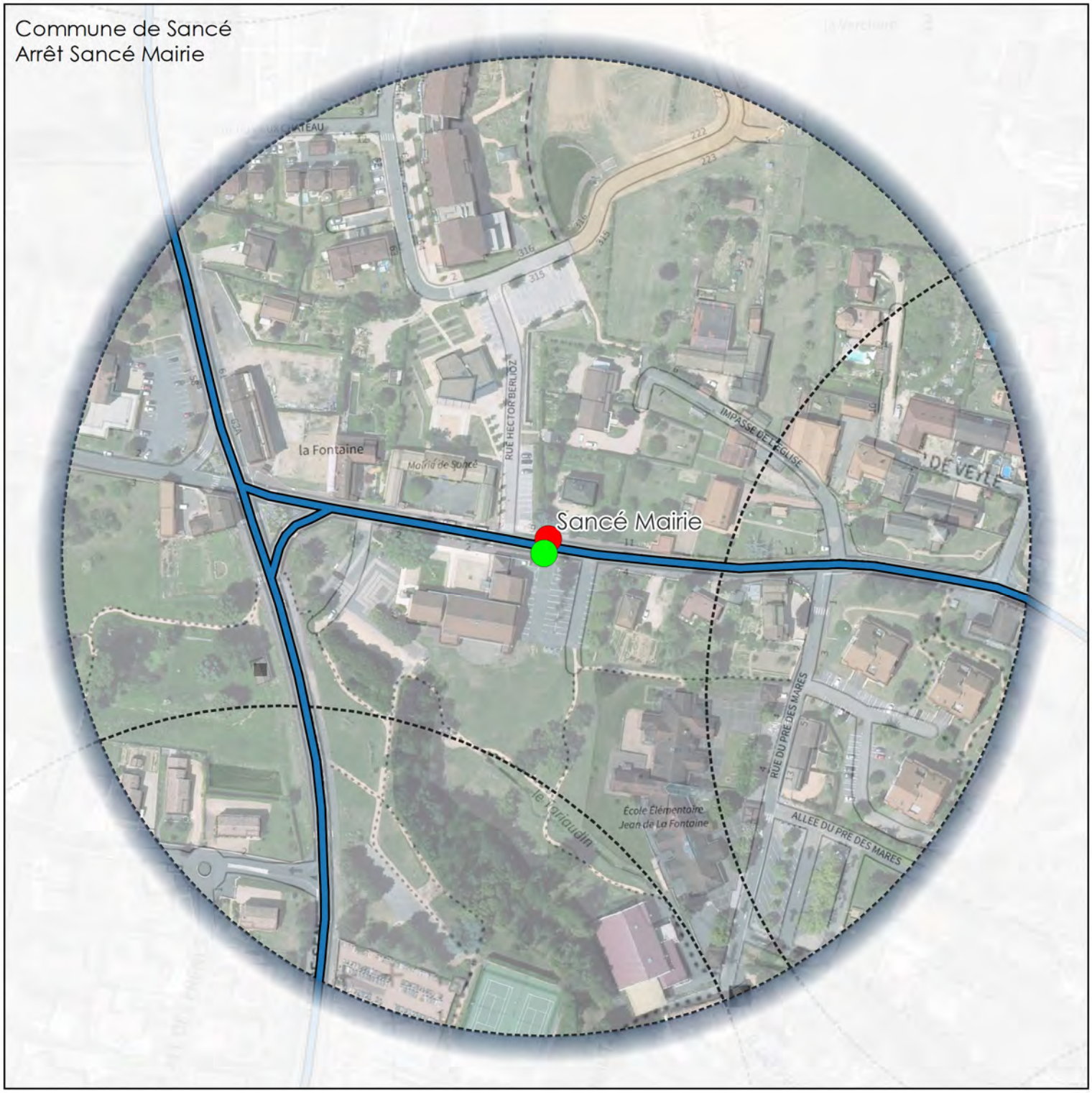
Légende

- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m

Commune de Sancé
Arrêt Sancé Mairie



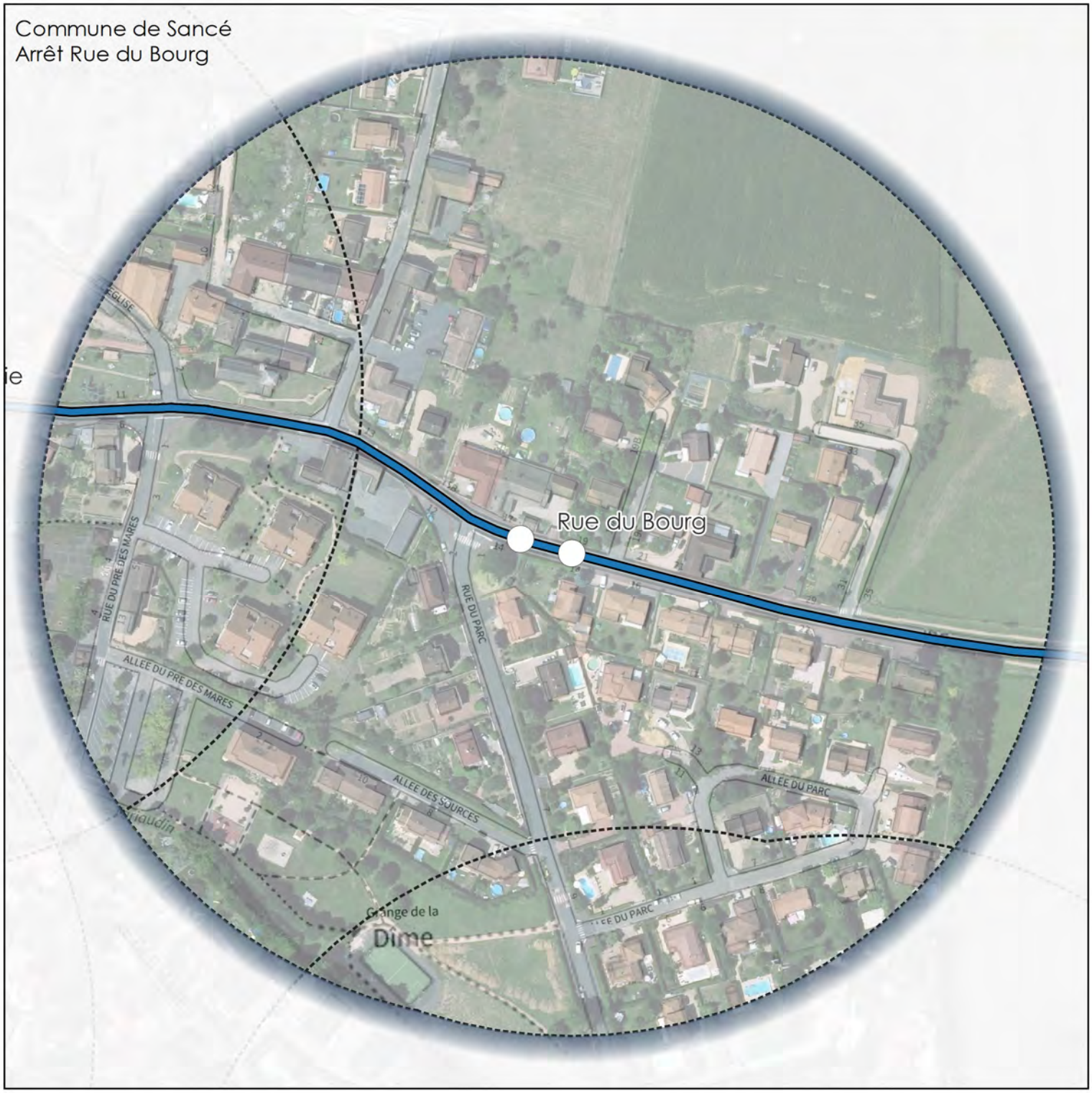
0 50 100 m

Légende

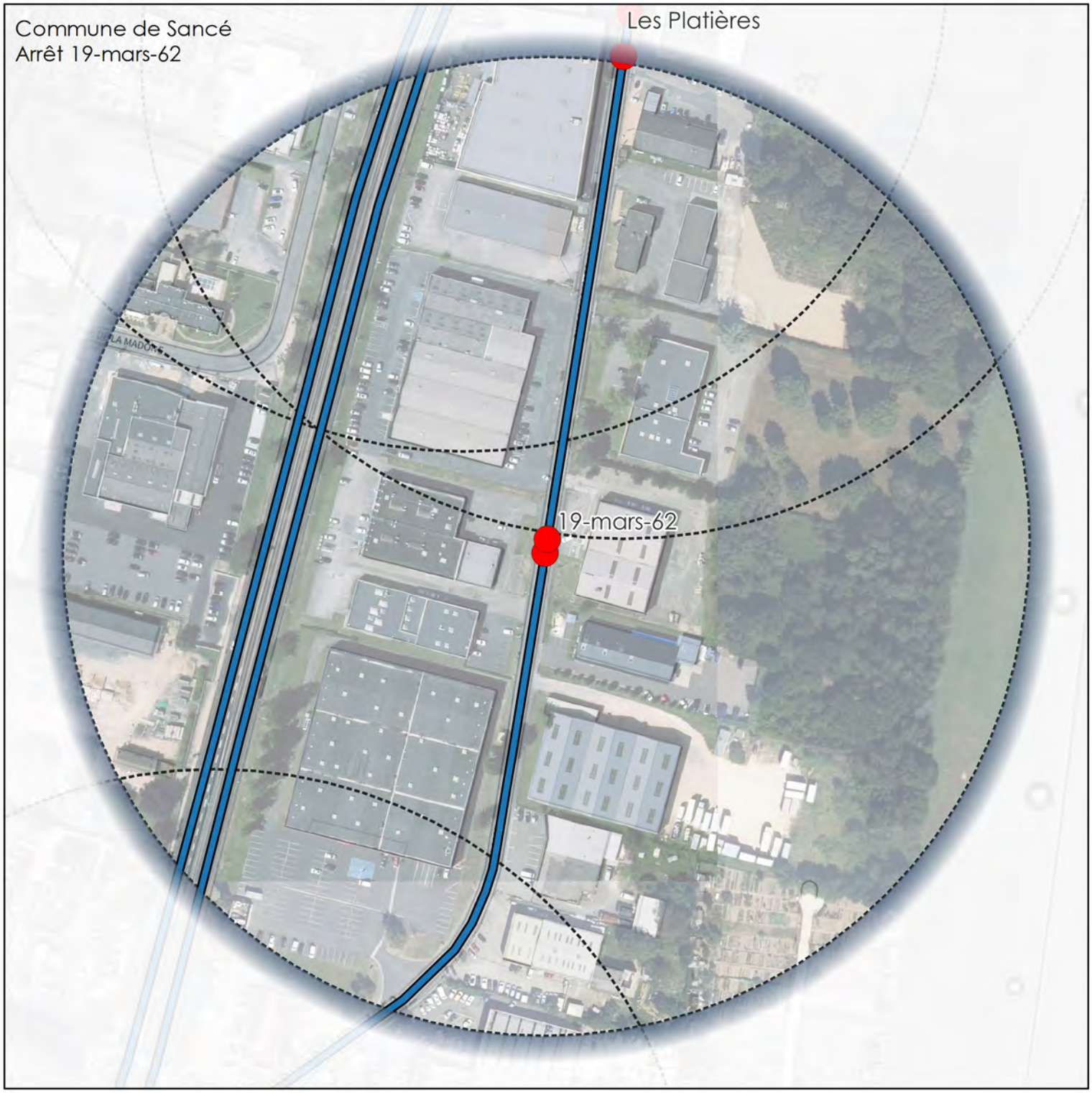
- Limites communales
- Lignes de bus

Points d'arrêt

- A aménager
- Accessible
- Impossibilté tech.
- Non prioritaire
- Non recensé en 2016
- Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Rue du Bourg
Rue du Bourg
RUE DU PRE DES MARES
ALLEE DU PRE DES MARES
RUE DU PARC
ALLEE DES SOURCES
ALLEE DU PARC
Grange de la
Dîme
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Clos Briaud
Clos Briaud
RUE DES BELOUSES
le Clos Briaud
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt 19-mars-62
Les Platières
19-mars-62
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Les Saugeys
ALLEE DU CLOS DES LAVOIRS
ALLEE DES FRENES
Les Saugeys
ALLEE DES SAUGEYS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

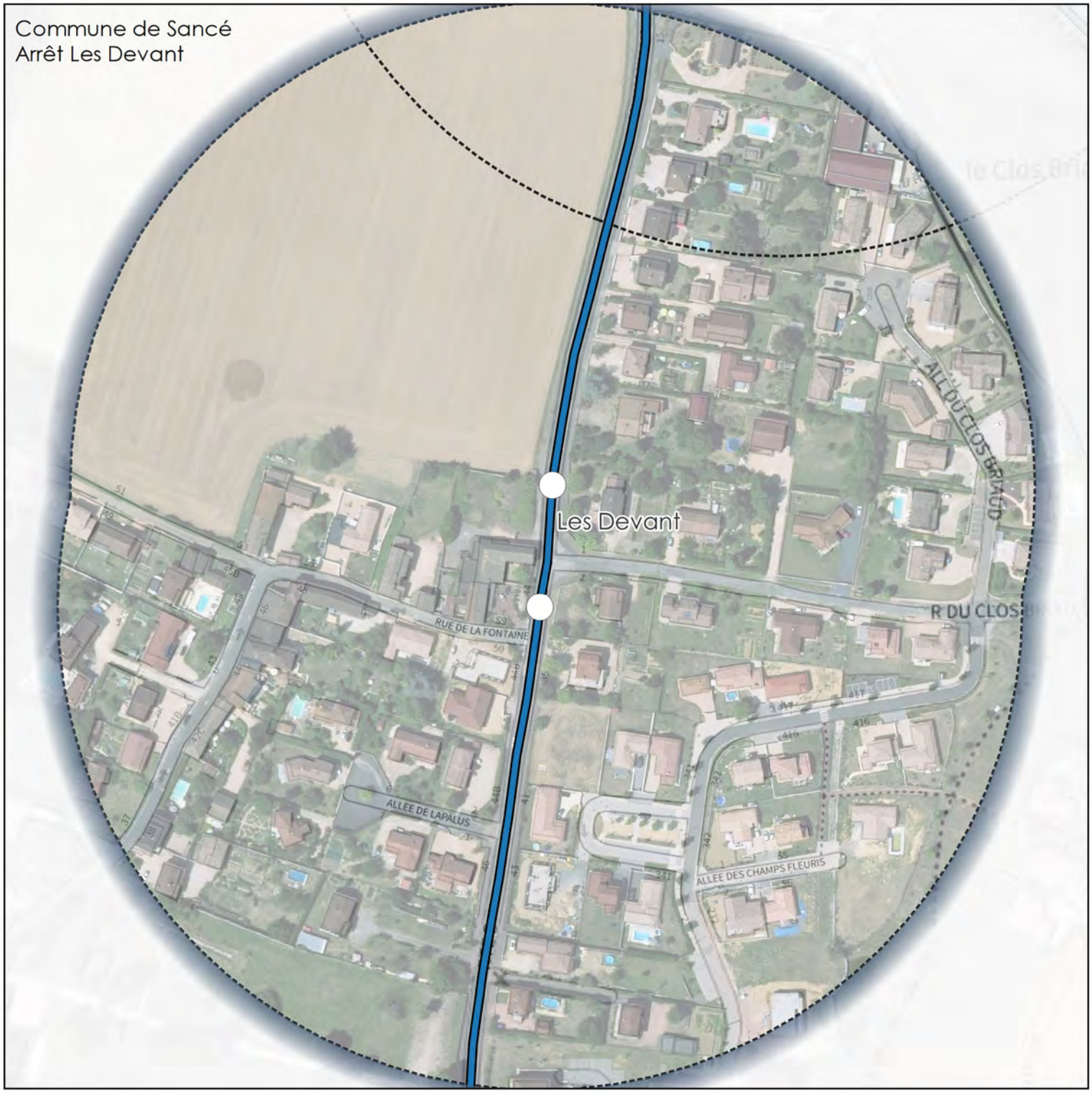
Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Les Devant
Les Devant
RUE DE LA FONTAINE
ALLEE DE LAPALUS
ALLEE DES CHAMPS FLEURIS
ALL DU CLOS BRIAUD
R DU CLOS
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

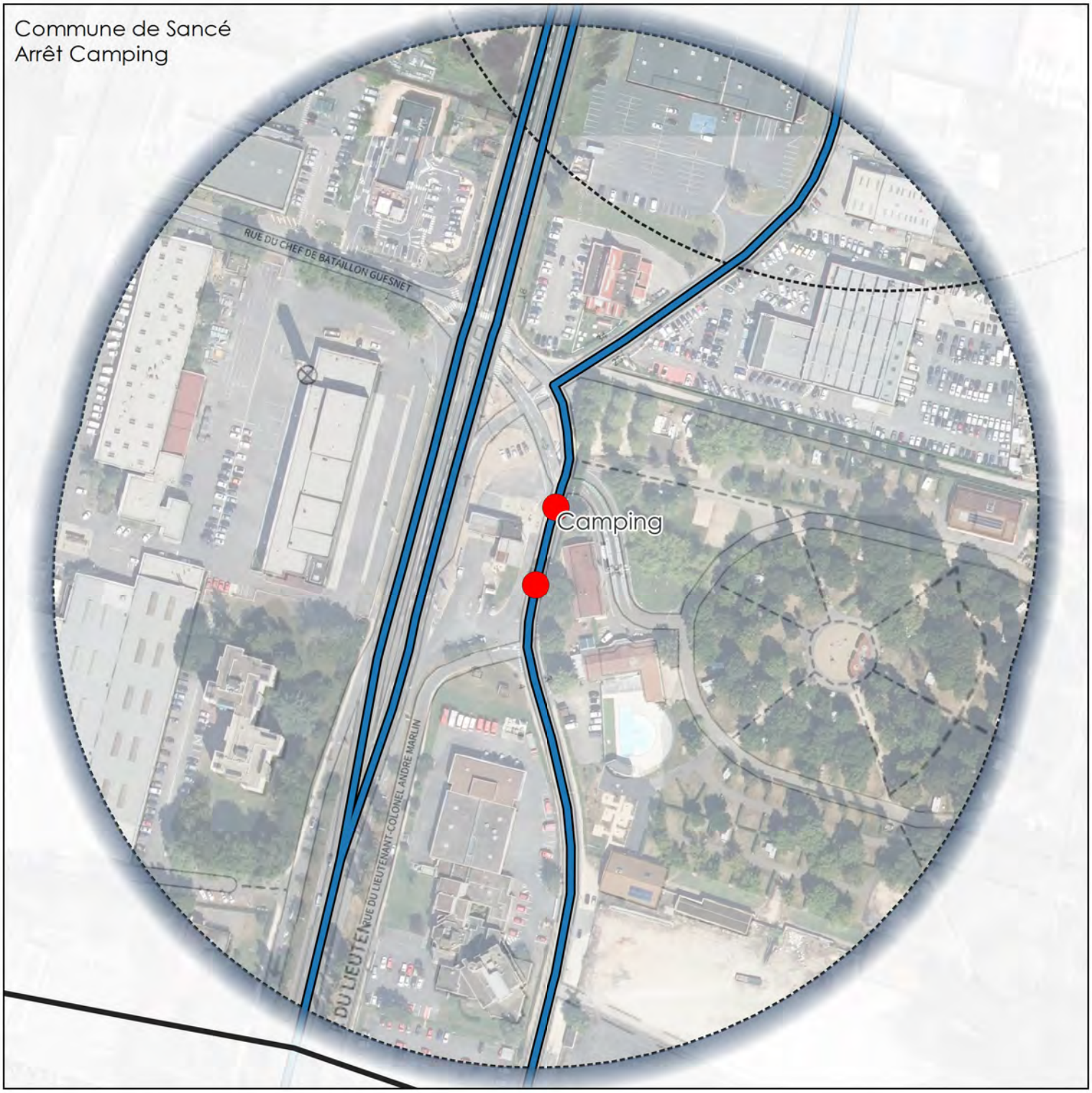
Accessible

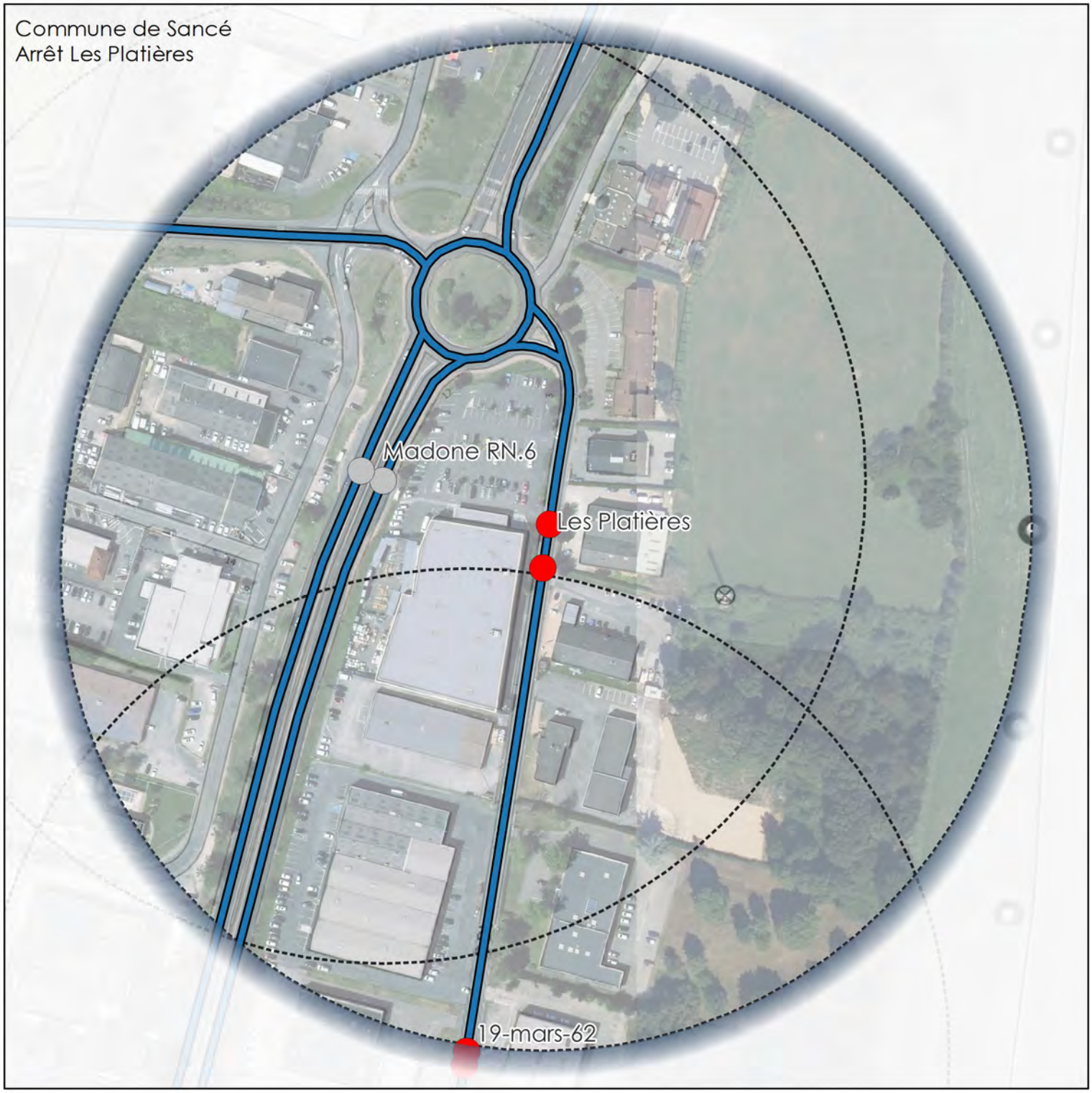
Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Camping
RUE DU CHEF DE BATAILLON GUESNET
Camping
RUE DU LIEUTENANT-COLONEL ANDRE MARLIN
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

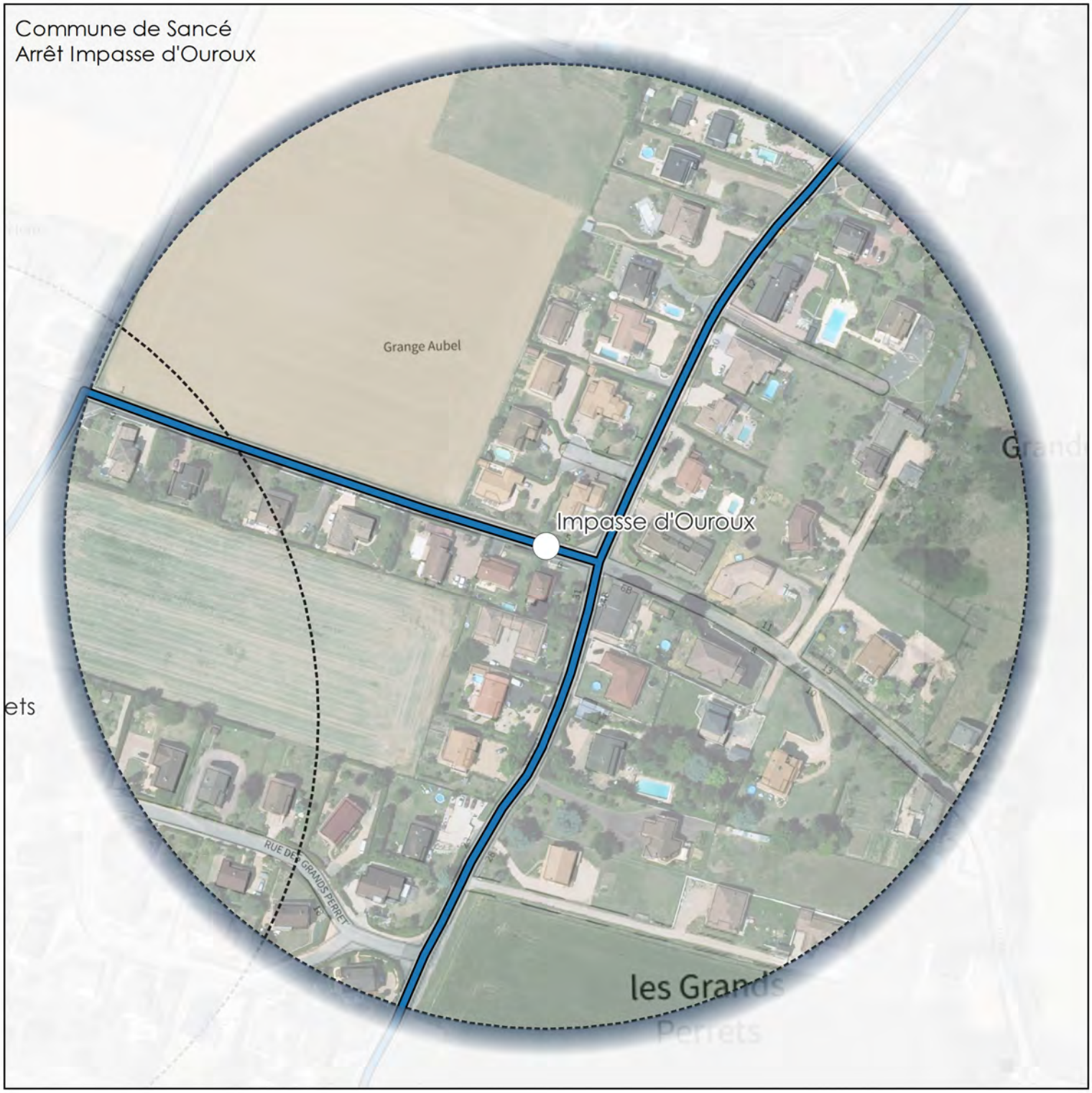
Accessible

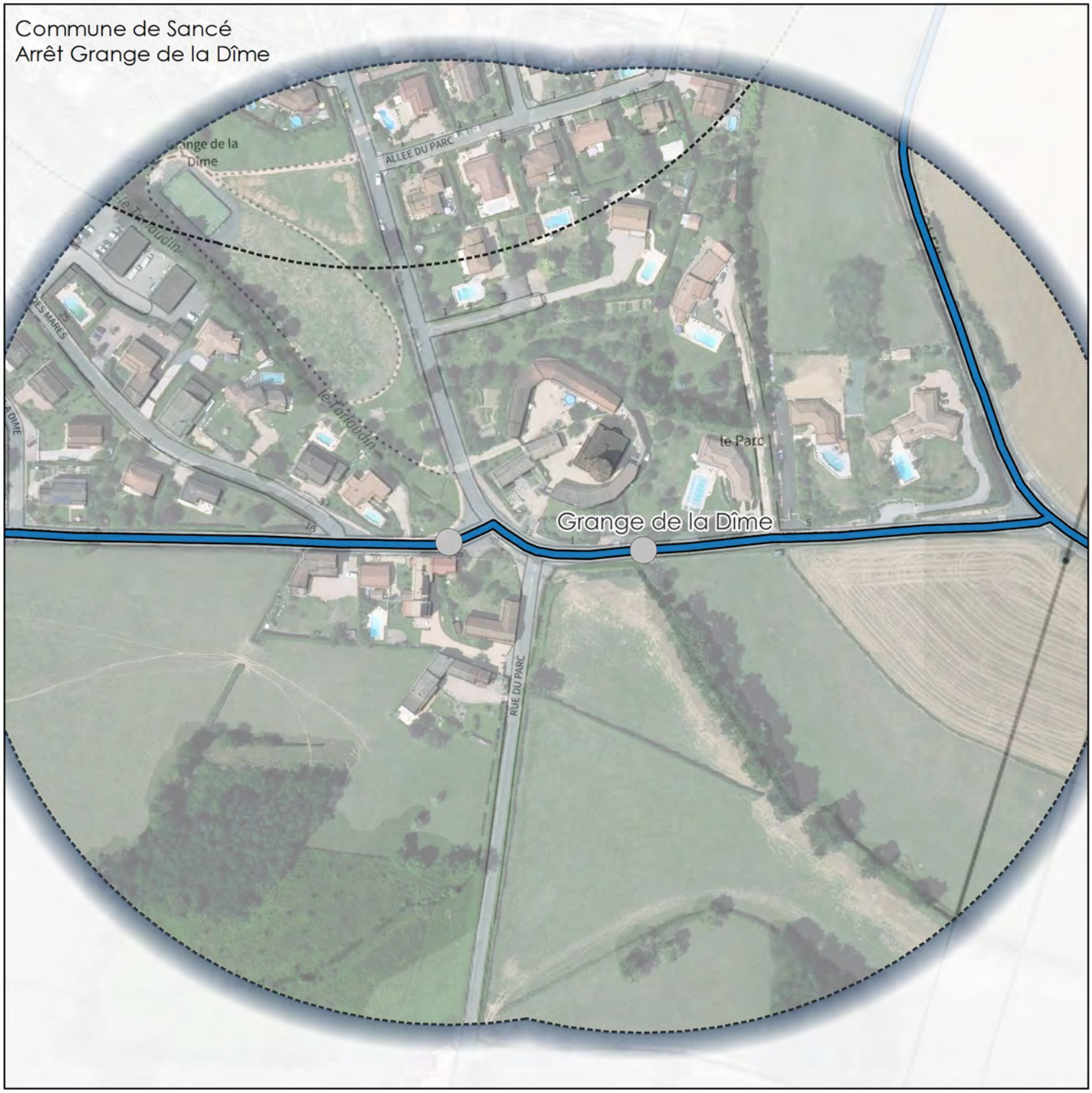
Impossibilté tech.

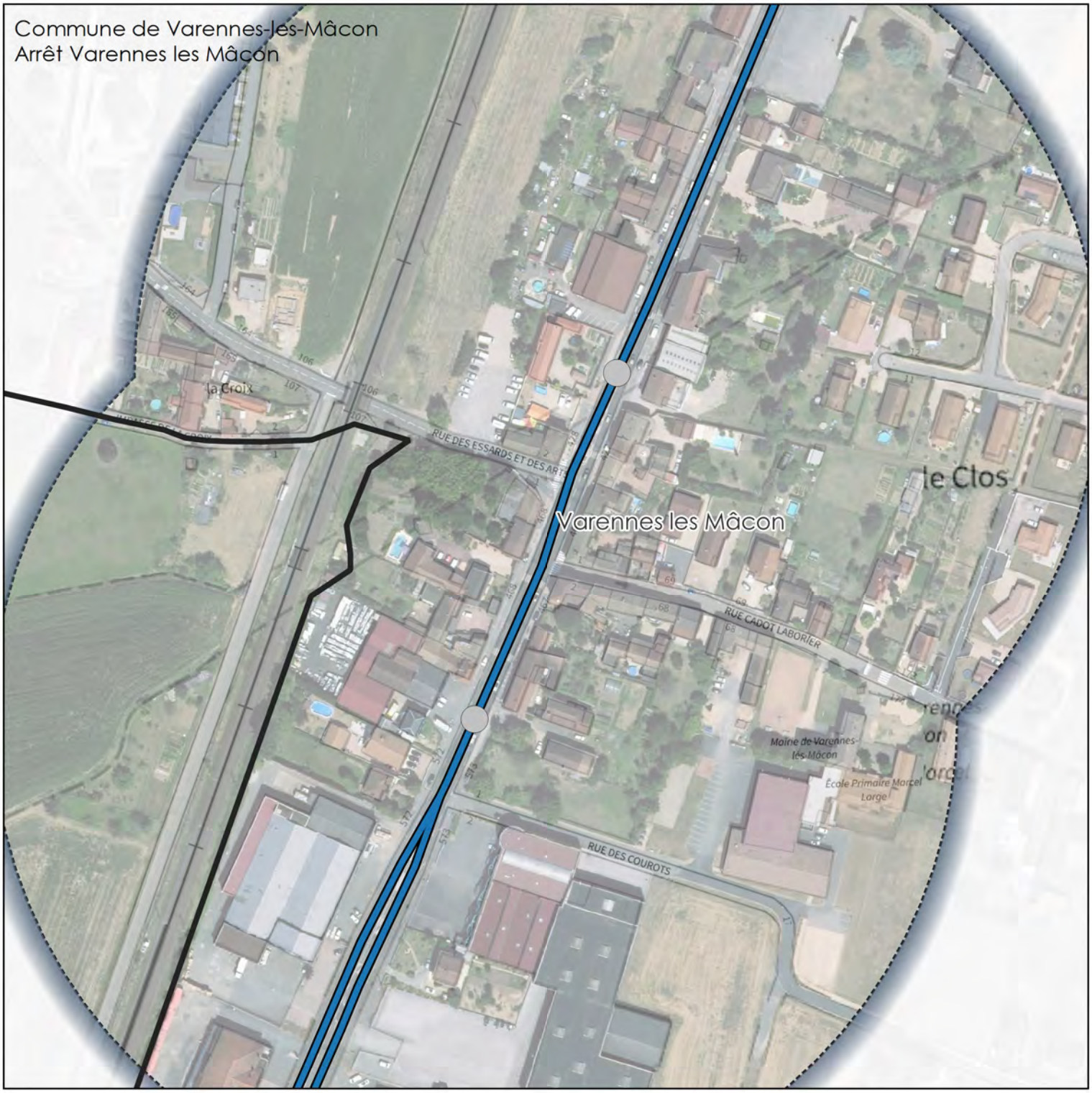
Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Impasse d'Ouroux
Grange Aubel
Impasse d'Ouroux
les Grands
Perrets
RUE DES GRANDS PERRET
ets
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m


Commune de Sancé
Arrêt Grange de la Dîme
Grange de la Dîme
ALLEE DU PARC
le Terroudin
le Parc
RUE DU PARC
0
50
100 m
Légende
Limites communales
Lignes de bus
Points d'arrêt
A aménager
Accessible
Impossibilté tech.
Non prioritaire
Non recensé en 2016
Zone tampon de 200 m



0 50 100 m

Légende

Limites communales

Lignes de bus

Points d'arrêt

A aménager

Accessible

Impossibilté tech.

Non prioritaire

Non recensé en 2016

Zone tampon de 200 m

Convention 2024-2026
de gestion en flux de réservation de logements sociaux à l'échelle de Mâconnais Beaujolais Agglomération.
Entre l'OPAC de Saône et Loire et ses réservataires

La présente convention est établie entre :

- L'organisme locatif social Office Public de Saône et Loire représenté par son Directeur Général, dénommé « le bailleur »

Et

- L'établissement public de coopération intercommunale Mâconnais Beaujolais Agglomération représenté par son Président, dénommé « l'EPCI »

ET

- La commune de Charnay-lès-Mâcon représentée par son Maire,
- La commune de La Roche-Vineuse, représentée par son Maire,
- La commune de Chevagny-les-Chevrières, représentée par son Maire,

dénommées **« Les communes »**

Elle définit :

- l'objet et le cadre territorial de la convention ;
- le patrimoine locatif social concerné par la convention ;
- l'état du stock de logements réservés et la détermination du flux par réservataire ;
- la détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir ;
- les objectifs quantitatifs à atteindre et le principe de répartition du flux ;
- les modalités de gestion ;
- la gestion particulière du parc neuf ;
- les modalités d'attribution des logements ;
- les modalités d'évaluation annuelle ;
- les modalités d'actualisation ;
- la durée de la convention.

Article 1er : Objet et cadre territorial de la convention

La présente convention vise à définir le cadre commun de mise en œuvre des droits de réservation des collectivités territoriales (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Elle prévoit les modalités pratiques de gestion des contingents des communes réservataires.

Elle vaut convention unique de réservation pour l'ensemble des collectivités territoriales réservataires (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Une annexe spécifique à chaque réservataire est jointe à la convention afin de préciser le volume de droits uniques et à titre indicatif la part du flux, l'assiette de calcul et les objectifs quantitatifs annuels sur son territoire pour l'année 2024. Cette annexe sera actualisée annuellement sans nécessité d'un avenant sur la base des données transmises par le bailleur et en application des modalités de calcul fixées aux articles 3 à 6 de la convention.

Le contingent de MBA (droits de réservation obtenus en contrepartie des garanties d'emprunt ou subventions accordées sur les différents projets du territoire (construction, acquisition-amélioration ou rénovation de logement sociaux)), fera l'objet d'une gestion territorialisée par les communes.

Article 2 : Patrimoine locatif social concerné par la gestion en flux

Le patrimoine du bailleur, objet de la présente convention, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH :

- les logements conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- les logements non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH.

Pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements locatifs sociaux, seuls les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL sont pris en compte.

Sont exclus de la gestion en flux :

- les logements-foyers, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ainsi que ceux relevant des établissements publics de santé.

Selon la décision partenariale adoptée dans le département de Saône-et-Loire, afin de répondre à des besoins et publics spécifiques les logements suivants feront l'objet de mode de gestion adaptée et sont exclus de la convention (exclusions soumises à accord du préfet) :

- les PLA-i adaptés,
- les logements dédiés à la sédentarisation des Gens du voyage,
- les logements bénéficiant d'un financement spécifique au titre de l'habitat inclusif,
- les logements faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la loi Elan.

Les modalités de gestion de ces logements doivent faire l'objet d'échanges en 2024 avec les services de l'Etat (DDETS 71) et les bailleurs et seront fixées par avenant.

Article 3 : Etat du stock de logements réservés

Le recensement des droits existants est réalisé sur l'ensemble des logements concernés par un droit de réservation ayant été formalisé dans le cadre d'une convention en contrepartie de l'octroi d'une garantie d'emprunt et/ou d'un apport financier et/ou de foncier.

L'état de lieux des réservations, première phase de mise en œuvre de la gestion en flux, a été validé par les parties en 2023.

Les engagements contractualisés en droits de suites sont traduits en droits uniques (DU) [1] au regard du taux de rotation du contingent concerné et de la durée des conventions initiales. Ce volume total des droits uniques de chaque réservataire est dénommé (**Y**).

Article 4 : Objectif quantitatif annuel d'attribution

L'objectif quantitatif annuel d'attribution (**B**) est calculé de la façon suivante :

$$(\boldsymbol{B}) = (\boldsymbol{Y}) / (\boldsymbol{Z}) \ (\boldsymbol{durée\ de\ la\ convention})$$

[1] Définitions :
- Droit unique : droit réservé pour une seule attribution.
- Droit de suite : droit réservé pour attribution pendant une durée déterminée.

L'atteinte de cet objectif est conditionnée à la libération de logements sur le territoire, au respect des engagements pris avec les autres réservataires et l'EPCI et à la stratégie portée par le bailleur en matière d'occupation et de mixité de son parc de logements.

Au-delà du recensement des droits de réservation, le bailleur s'engage à poursuivre le partenariat existant avec la collectivité sur les attributions et pourra dans ce cadre lui octroyer des droits de réservation supplémentaires dans la limite réglementaire de 20% du flux annuel

En contrepartie la collectivité s'engage à poursuivre et/ou développer son soutien à la production locative sociale sur son territoire (garantie d'emprunt, apport en foncier et en financement).

Les engagements portent sur les attributions effectuées en rang 1 (que ces attributions soient ou non suivies d'une signature de bail).

Le bilan annuel permettra de comptabiliser le nombre de droits uniques consommés qui seront déduits du volume total de droits uniques du réservataire, jusqu'à épuisement de celui-ci, s'il ne fait pas l'objet de nouvelles contreparties avant la fin de la présente convention.

Article 5 : Détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires est déterminée sur la base du nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune duquel sont soustrait différents logements, notamment les logements mobilisés par le bailleur pour favoriser la mobilité résidentielle.

L'assiette de calcul du **flux annuel global (A)** est calculée comme suit :

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

Avec :

- (b) : nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1(que cette attribution soit suivie ou non d'un bail signé) dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune ;
- (c) : logements prévisionnels nécessaires aux mutations au sein du patrimoine du bailleur ;
- (d) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine ou de renouvellement urbain ;
- (e) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de requalification de copropriétés dégradées (ORCOD) mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 du CCH (opérations d'intérêt local et national) ;
- (f) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres (art. L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH) ;
- (g) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'opérations de vente.

Article 6 : Détermination du flux annuel par réservataire et principe de répartition du flux

6.1 Détermination du flux

Le flux annuel affecté à chaque réservataire, dénommé (**X**) est exprimé en pourcentage.

La part (X) affectée à chaque réservataire est calculé de la façon suivante :

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{B}) / (\boldsymbol{A}) * \boldsymbol{100\%}$$

Celui-ci ne peut excéder la limite réglementaire fixée à 20% du flux annuel pour les collectivités territoriales (cf. décret n°2020-145 du 20 février 2020).

Le taux de réservation sera actualisé chaque année afin d'intégrer les variations du parc de logements et les nouvelles contreparties octroyées par les collectivités territoriales (EPCI et commune).

Le bilan réalisé au terme de la convention permettra de maintenir ou réviser la part des attributions du flux annuel réalisée dans ce cadre partenarial. Le taux pourra être revu, en accord avec le réservataire, notamment si un pourcentage significatif de refus persiste sur plusieurs années ou si l'engagement de la collectivité varie.

6.2 Principe de répartition du flux

La répartition du flux proposé par le bailleur aux réservataires dépendra des libérations et mises en services de logements et considérera :

- le principe général d'équité / de préservation des équilibres dans la répartition des logements (en termes de localisation, de financement et de typologie) proposés à l'ensemble des réservataires (Etat, Collectivités, Action Logement Service) ;
- les dispositions de la Convention Intercommunale d'Attributions, dans une perspective de répondre à la diversité de la demande et d'être en cohérence avec les orientations d'attribution définies localement ;
- la stratégie portée par le bailleur pour maintenir ou renforcer la mixité sociale au regard de l'occupation sociale du parc.

Article 7 : Mode de gestion des logements réservés

Les droits de réservation peuvent être gérés selon plusieurs modes :

- gestion directe : la collectivité présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location ;
- gestion déléguée au bailleur : le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats à l'attribution.

Au regard des caractéristiques du territoire de l'EPCI et du partenariat existant avec les bailleurs, il est proposé dans la présente convention un mode de gestion mixte : le réservataire présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location. A défaut de candidat ou en complément, le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats sur son contingent.

Le mode de gestion retenu au titre de la présente convention par la commune est indiqué en annexe. ***Quel que soit le mode de gestion retenu, les attributions réalisées seront comptabilisées pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune et seront décomptées du volume total de droits de réservation de la commune.***

Les attributions réalisées devront permettre au réservataire d'atteindre les obligations réglementaires :

- attribution de 25 % des logements du contingent de réservation aux ménages prioritaires du CCH,
- attributions suivis de baux signés aux ménages du premier quartile pour 25 % des attributions réalisées hors QPV,

- ainsi que les orientations en matière d'attribution et de mixité sociale définies :
    - la Conférence intercommunale du logement (CIL) ;
    - la Commission intercommunale d'attribution (CIA) ;
    - la cotation de la demande définie par l'EPCI.

En cas de gestion directe ou mixte :

Les deux parties seront attentives aux engagements réciproques sur :

- les délais, pour éviter la vacance ;
- l'adéquation de la proposition des candidats aux enjeux d'occupation sociale et d'équilibre territorial éventuellement identifiés par le bailleur et/ou la collectivité ;
- dans la mesure du possible, la proposition de trois candidats.

Dans ce cadre, le bailleur transmet à la commune, dès réception du préavis, les caractéristiques des logements disponibles à la location qu'il propose à la réservation. En retour, la commune transmet au bailleur la liste des candidats proposés sur le logement identifié dans un délai de :

-1 mois en cas de préavis de 3 mois,
-10 jours ouvrés en cas de préavis d'1 mois,

à compter de la date de transmission de l'information.

Le bailleur s'engage à étudier la/les proposition(s) et à les présenter, le cas échéant, en CALEOL, à l'issue d'une instruction préalable favorable.

En cas d'une proposition inférieure à 3 candidats, le bailleur s'autorise à compléter la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative sociale pour le logement proposé, notamment sur les communes en tension locative sur les petites typologies.

En cas d'impossibilité pour la commune de désigner des candidats pour le logement proposé, elle en informe le bailleur dans les meilleurs délais et en tout état de cause, au plus tard selon les délais mentionnés précédemment après la transmission par le bailleur de l'offre de logement.
Le bailleur recherchera alors des candidats dans le fichier de la demande. En cas de gestion mixte, l'attribution qui en découle sera comptabilisée pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune selon l'avancement de celui-ci et sera décompté du nombre de droits de réservation de la commune, si le candidat ne relève pas d'un autre contingent de réservation (Etat, ALS,…).

En cas de gestion déléguée au bailleur, ce dernier aura en charge l'identification des candidats dans le fichier de la demande locative sociale, les propositions et attributions de logements au titre des droits de réservations de la collectivité.

Article 8 : Gestion particulière du parc neuf

Concernant les logements neufs, pour chaque livraison de programme de logements sociaux, le bailleur veillera à répartir de façon équilibrée les logements entre les réservataires de l'opération. En complément afin de garantir un peuplement équilibré (mixité sociale, générationnelle…) dès les premières attributions, comme précisé dans l'action 13 de la Convention Intercommunale d'Attribution de MBA, il sera organisé en accord avec la commune et l'Agglomération une commission spécifique pour les programmes neufs en amont des CALEOL.

Dès la connaissance des éléments de mise en service d'un programme, le bailleur s'engage à envoyer la répartition des logements proposée à tous les réservataires de l'opération financée (sur la base des droits de réservations de chacun) dans le respect des engagements contractuels pris par le bailleur avec les réservataires.

Il adressera au réservataire, par courrier électronique et/ou par voie postale, la liste des logements qui lui seront proposés pour leur première mise en location afin que celui-ci puisse transmettre des propositions de candidat au bailleur pour instruction des dossiers.

Cette transmission devra en outre préciser pour chacun des logements :

- la typologie du logement et la surface habitable,
- le loyer par mois et le type de financement,
- la localisation précise et le niveau (étage).

Le réservataire dispose d'un délai de 30 jours avant la date de mise en service prévisionnelle (réception contractuelle) pour procéder à la proposition d'un ou plusieurs candidats. Le défaut de proposition dans ce délai de 30 jours vaut renonciation à son droit de réservation jusqu'à la prochaine libération de ce logement qui intégrera la gestion en flux.

Par ailleurs, le bailleur pourra, si le réservataire a proposé moins de 3 candidats, proposer un ou deux candidats en 2ème et 3ème position, afin de limiter le risque de vacance en cas de refus du ou des candidats proposés par le réservataire.

Article 9 : Proposition et attribution de logement – CALEOL

Les propositions et attributions des logements effectuées par le bailleur devront respecter l'équilibre sur le plan territorial du patrimoine existant et la recherche de solutions adaptées aux besoins des ménages concernés (adéquation du logement aux caractéristiques et à la situation financière des ménages).

La prise en compte de ces ménages repose sur le dépôt préalable, par le ménage, d'une demande de logement social enregistrée dans le fichier commun de la demande locative sociale.

L'EPCI et la commune reçoivent les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) lors desquels des attributions seront réalisées pour les logements situés sur son territoire. La CALEOL reste souveraine dans ses décisions.

Article 10 : Evaluation annuelle de la convention

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet, d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et l'EPCI. Il est transmis avant le 28 février de chaque année. L'EPCI la communique aux communes réservataires.

Cette évaluation sera réalisée sur la base d'un bilan de l'année écoulée, faisant apparaître les logements proposés, ainsi que les logements attribués, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction.

L'objectif de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux (objectivé et documenté) consiste à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- veiller à l'adéquation des candidats proposés aux logements à attribuer ;

- questionner le taux de refus des demandeurs post attributions ;
- redéfinir les objectifs annuels en fonction des évolutions du patrimoine et des nouvelles contreparties apportées par les réservataires.

À la suite du bilan, s'il apparaît que le bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre l'EPCI, la commune réservataire et le bailleur afin d'en établir les raisons et définir les éventuelles actions correctives à mettre en place en année N+1.

A l'échéance de la convention, un bilan global de celle-ci sera réalisé avec l'ECPI et l'inter-bailleurs afin de déterminer les modalités de la prochaine convention.

Article 11 : Modification de la convention

Outre l'actualisation automatique des annexes prévues à l'article 1 qui fera suite à la transmission annuelle des données par le bailleur et à l'évaluation du dispositif prévue à l'article 10, la convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 12 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Fait en 5 exemplaires à Mâcon, le ……..

MBA Pour le Président et par délégation, Le Vice-Président en charge de l'habitat Patrick BUHOT	Le Bailleur social OPAC de Saône et Loire Le Directeur général par intérim	La commune de Charnay-Lès-Mâcon Le Maire
La commune de Chevagny-Lès-Chevrières Le Maire	La commune de La Roche Vineuse Le Maire	

Liste des annexes

Annexe 1 : Références réglementaires

Annexe 2 : Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

Annexe 3 : Etat des droits de réservation de la commune de La Roche Vineuse

Annexe 4 : Etat des droits de réservation de la commune de Chevagny-lès-Chevrières

Annexe 5 : Choix du mode de gestion par commune

Annexe 6 : Trame du bilan annuel

Annexe 1 :

Références réglementaires

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, il est convenu la réservation de flux annuels de logements qui s'appliqueront sur le parc locatif du bailleur implanté sur le département de Saône-et-Loire.

La gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux est un des moyens de mise en œuvre de la politique locale d'attribution, définie dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et contractualisée dans la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Par rapport à la gestion en stock antérieure, elle porte désormais sur l'ensemble du patrimoine de logements locatifs du bailleur à l'échelle de la collectivité disposant de droits de réservation et non plus sur des bâtiments identifiés. Les réservations portent sur un flux annuel de logements disponibles à la location et distribués aux réservataires afin que ces derniers présentent des candidats en vue d'une attribution en fonction du mode de gestion des droits de réservation retenu.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social et de mieux répondre aux demandes de logement social dans leur diversité en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, par dérogation aux dispositions de l'article R. 441-5, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire.

Les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux alinéas trois à dix-huit de l'article L. 441-1.

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions, dont les flux annuels de logements exprimés en pourcentage, de façon compatible avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution.

Cette convention de réservation porte sur un flux annuel de propositions de logements, au titre des droits acquis à la date de signature de la présente convention.

Ce flux prévisionnel est précisé pour la première année dans la présente convention, puis actualisé annuellement en fonction des mises en service intervenues l'année précédente et de l'échéance des droits de réservation.

Annexe 2

Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 14 logements réservés par la commune de Charnay-Lès-Mâcon en droit de suite, soit 14,51 arrondis à **15 logements en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

$$(\boldsymbol{B}) = (\boldsymbol{Y})/(\boldsymbol{Z})\ (durée\ de\ la\ convention)$$

$$(\boldsymbol{B}) = \mathbf{15/3} = \mathbf{5}$$

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

$$(\boldsymbol{A}) = \mathbf{117 - 4 - 0 - 0 - 0 - 0} = \mathbf{113}$$

Flux annuel (X)

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{B})/(\boldsymbol{A}) * \mathbf{100\%}$$

$$(\boldsymbol{X}) = \mathbf{5/113} * \mathbf{100\%} = \mathbf{4,28\%}$$

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 5 logements pour la commune de Charnay-Lès-Mâcon, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 3

Etat des droits de réservation de la commune de la Roche Vineuse

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 1 logements réservés par la commune de La Roche Vineuse en droit de suite, soit 0,16 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

$$(\boldsymbol{B}) = (\boldsymbol{Y})/(\boldsymbol{Z})\ (durée\ de\ la\ convention)$$

$$(\boldsymbol{B}) = \mathbf{0,16/3} = \mathbf{0,052}$$

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

$$\mathbf{2} = \mathbf{3} - \mathbf{1} - \mathbf{0} - \mathbf{0} - \mathbf{0} - \mathbf{0}$$

Flux annuel (X)

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{B})/(\boldsymbol{A}) * \mathbf{100\%}$$

$$(\boldsymbol{X}) = \mathbf{0,052/2} * \mathbf{100\%} = \mathbf{2.61\%}$$

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 1 logement pour la commune de la Roche Vineuse, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 4

Etat des droits de réservation de la commune de Chevagny-Lès-Chevrières

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 1 logements réservés par la commune de Chevagny-Lès-Chevrières en droit de suite, soit 0,57 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

$$(\boldsymbol{B}) = (\boldsymbol{Y})/(\boldsymbol{Z})\ (durée\ de\ la\ convention)$$

$$(\boldsymbol{B}) = \mathbf{0,52/3} = \mathbf{0,1885}$$

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

$$\mathbf{2} = \mathbf{2} - \mathbf{0} - \mathbf{0} - \mathbf{0} - \mathbf{0} - \mathbf{0}$$

Flux annuel (X)

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{B})/(\boldsymbol{A}) * \mathbf{100\%}$$

$$(\boldsymbol{X}) = \mathbf{0.1885/2} * \mathbf{100\%} = \mathbf{9,43\%}$$

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 1 logement pour la commune de Chevagny-Lès-Chevrières, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 5

Choix du mode de gestion par commune

Communes	Mode de gestion choisie
Charnay-lès-Mâcon	Gestion directe
La Roche-Vineuse	Gestion mixte
Chevagny-Lès-Chevrières	Gestion mixte

Annexe 6

Trame du bilan annuel (du 01/01/N-1 au 31/12/N-1)

Réservataire	Logements proposés (si gestion directe)	Logements attribués en rang 1 suivis ou non d'un bail signé					
		Total	Typologie	Financement	QPV / hors QPV	Commune	Période de construction
Etat			T1 : T2 : T3 : T4 : T5 et + :	PLAI : PLUS : PLS :	QPV : Hors QPV :		
ALS							
EPCI							
Commune 1							
Commune 2							
Commune 3							
Autres réservataires							
Total							

Eléments pour détermination assiette de calcul de l'année N					
Nombre d'attributions en rang 1 de l'année N-1 suivies ou non d'un bail signé dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux (b)	Nombre prévisionnel de logements à soustraire du calcul du flux de logement				
	Mutation interne (c)	Relogement ANRU (d)	Relogement ORCOD (e)	Relogement habitat indigne (f)	Relogement pour vente (g)

Convention 2024-2026
de gestion en flux de réservation de logements sociaux à l'échelle de Mâconnais Beaujolais Agglomération.
Entre la SEMCODA et ses réservataires

La présente convention est établie entre :

- La Société d'Economie Mixte SEMCODA représenté par son Directeur Général, dénommé « le bailleur »

Et

- L'établissement public de coopération intercommunale Mâconnais Beaujolais Agglomération représenté par son Président, dénommé « l'EPCI »

ET

- La commune de Charnay-Lès-Mâcon représentée par son Maire,
- La commune de Mâcon représentée par son Maire,
- La commune de La Chapelle-de-Guinchay représentée par son Maire,
- La commune de Sancé, représentée par son Maire,
- La commune d'Hurigny, représentée par son Maire,

dénommées **« Les communes »**

Elle définit :

- l'objet et le cadre territorial de la convention ;
- le patrimoine locatif social concerné par la convention ;
- l'état du stock de logements réservés et la détermination du flux par réservataire ;
- la détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir ;
- les objectifs quantitatifs à atteindre et le principe de répartition du flux ;
- les modalités de gestion ;
- la gestion particulière du parc neuf ;
- les modalités d'attribution des logements ;
- les modalités d'évaluation annuelle ;
- les modalités d'actualisation ;
- la durée de la convention.

Article 1er : Objet et cadre territorial de la convention

La présente convention vise à définir le cadre commun de mise en œuvre des droits de réservation des collectivités territoriales (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Elle prévoit les modalités pratiques de gestion des contingents des communes réservataires.

Elle vaut convention unique de réservation pour l'ensemble des collectivités territoriales réservataires (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Une annexe spécifique à chaque réservataire est jointe à la convention afin de préciser le volume de droits uniques et à titre indicatif la part du flux, l'assiette de calcul et les objectifs quantitatifs annuels sur son territoire pour l'année 2023. Cette annexe sera actualisée annuellement sans nécessité d'un avenant sur la base des données transmises par le bailleur et en application des modalités de calcul fixées aux articles 3 à 6 de la convention.

Le contingent de MBA (droits de réservation obtenus en contrepartie des garanties d'emprunt ou subventions accordées sur les différents projets du territoire (construction, acquisition-amélioration ou rénovation de logement sociaux)), fera l'objet d'une gestion territorialisée par les communes.

Article 2 : Patrimoine locatif social concerné par la gestion en flux

Le patrimoine du bailleur, objet de la présente convention, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH :

- les logements conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- les logements non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH.

Pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements locatifs sociaux, seuls les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL sont pris en compte.

Sont exclus de la gestion en flux :

- les logements-foyers, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ainsi que ceux relevant des établissements publics de santé.

Selon la décision partenariale adoptée dans le département de Saône-et-Loire, afin de répondre à des besoins et publics spécifiques les logements suivants feront l'objet de mode de gestion adaptée et sont exclus de la convention (exclusions soumises à accord du préfet) :

- les PLA-i adaptés,
- les logements dédiés à la sédentarisation des Gens du voyage,
- les logements bénéficiant d'un financement spécifique au titre de l'habitat inclusif,
- les logements faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la loi Elan.

Les modalités de gestion de ces logements doivent faire l'objet d'échanges en 2024 avec les services de l'Etat (DDETS 71) et les bailleurs et seront fixées par avenant.

Article 3 : Etat du stock de logements réservés

Le recensement des droits existants est réalisé sur l'ensemble des logements concernés par un droit de réservation ayant été formalisé dans le cadre d'une convention en contrepartie de l'octroi d'une garantie d'emprunt et/ou d'un apport financier et/ou de foncier.

L'état de lieux des réservations, première phase de mise en œuvre de la gestion en flux, a été validé par les parties en 2023.

Les engagements contractualisés en droits de suites sont traduits en droits uniques (DU) [1] au regard du taux de rotation du contingent concerné et de la durée des conventions initiales. Ce volume total des droits uniques de chaque réservataire est dénommé (**Y**).

Article 4 : Objectif quantitatif annuel d'attribution

L'objectif quantitatif annuel d'attribution (**B**) est calculé de la façon suivante :

$$(\boldsymbol{B}) = (\boldsymbol{Y}) / (\boldsymbol{Z}) \ (\boldsymbol{durée\ de\ la\ convention})$$

[1] Définitions :
- Droit unique : droit réservé pour une seule attribution.
- Droit de suite : droit réservé pour attribution pendant une durée déterminée.

L'atteinte de cet objectif est conditionnée à la libération de logements sur le territoire, au respect des engagements pris avec les autres réservataires et l'EPCI et à la stratégie portée par le bailleur en matière d'occupation et de mixité de son parc de logements.

Au-delà du recensement des droits de réservation, le bailleur s'engage à poursuivre le partenariat existant avec la collectivité sur les attributions et pourra dans ce cadre lui octroyer des droits de réservation supplémentaires dans la limite réglementaire de 20% du flux annuel

En contrepartie la collectivité s'engage à poursuivre et/ou développer son soutien à la production locative sociale sur son territoire (garantie d'emprunt, apport en foncier et en financement).

Les engagements portent sur les attributions effectuées en rang 1 (que ces attributions soient ou non suivies d'une signature de bail).

Le bilan annuel permettra de comptabiliser le nombre de droits uniques consommés qui seront déduits du volume total de droits uniques du réservataire, jusqu'à épuisement de celui-ci, s'il ne fait pas l'objet de nouvelles contreparties avant la fin de la présente convention.

Article 5 : Détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires est déterminée sur la base du nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune duquel sont soustrait différents logements, notamment les logements mobilisés par le bailleur pour favoriser la mobilité résidentielle.

L'assiette de calcul du **flux annuel global (A)** est calculée comme suit :

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

Avec :

- (b) : nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1(que cette attribution soit suivie ou non d'un bail signé) dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune ;
- (c) : logements prévisionnels nécessaires aux mutations au sein du patrimoine du bailleur ;
- (d) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine ou de renouvellement urbain ;
- (e) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de requalification de copropriétés dégradées (ORCOD) mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 du CCH (opérations d'intérêt local et national) ;
- (f) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres (art. L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH) ;
- (g) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'opérations de vente.

Article 6 : Détermination du flux annuel par réservataire et principe de répartition du flux

6.1 Détermination du flux

Le flux annuel affecté à chaque réservataire, dénommé (**X**) est exprimé en pourcentage.

La part (X) affectée à chaque réservataire est calculé de la façon suivante :

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{B}) / (\boldsymbol{A}) * \boldsymbol{100\%}$$

Celui-ci ne peut excéder la limite réglementaire fixée à 20% du flux annuel pour les collectivités territoriales (cf. décret n°2020-145 du 20 février 2020).

Le taux de réservation sera actualisé chaque année afin d'intégrer les variations du parc de logements et les nouvelles contreparties octroyées par les collectivités territoriales (EPCI et commune).

Le bilan réalisé au terme de la convention permettra de maintenir ou réviser la part des attributions du flux annuel réalisée dans ce cadre partenarial. Le taux pourra être revu, en accord avec le réservataire, notamment si un pourcentage significatif de refus persiste sur plusieurs années ou si l'engagement de la collectivité varie.

6.2 Principe de répartition du flux

La répartition du flux proposé par le bailleur aux réservataires dépendra des libérations et mises en services de logements et considérera :

- le principe général d'équité / de préservation des équilibres dans la répartition des logements (en termes de localisation, de financement et de typologie) proposés à l'ensemble des réservataires (Etat, Collectivités, Action Logement Service) ;
- les dispositions de la Convention Intercommunale d'Attributions, dans une perspective de répondre à la diversité de la demande et d'être en cohérence avec les orientations d'attribution définies localement ;
- la stratégie portée par le bailleur pour maintenir ou renforcer la mixité sociale au regard de l'occupation sociale du parc.

Article 7 : Mode de gestion des logements réservés

Les droits de réservation peuvent être gérés selon plusieurs modes :

- gestion directe : la collectivité présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location ;
- gestion déléguée au bailleur : le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats à l'attribution.

Au regard des caractéristiques du territoire de l'EPCI et du partenariat existant avec les bailleurs, il est proposé dans la présente convention un mode de gestion mixte : le réservataire présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location. A défaut de candidat ou en complément, le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats sur son contingent.

Le mode de gestion retenu au titre de la présente convention par la commune est indiqué en annexe. ***Quel que soit le mode de gestion retenu, les attributions réalisées seront comptabilisées pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune et seront décomptées du volume total de droits de réservation de la commune.***

Les attributions réalisées devront permettre au réservataire d'atteindre les obligations réglementaires :

- attribution de 25 % des logements du contingent de réservation aux ménages prioritaires du CCH,
- attributions suivis de baux signés aux ménages du premier quartile pour 25 % des attributions réalisées hors QPV,
- ainsi que les orientations en matière d'attribution et de mixité sociale définies dans :
    - la Conférence intercommunale du logement (CIL) ;
    - la Commission intercommunale d'attribution (CIA) ;
    - la cotation de la demande définie par l'EPCI.

En cas de gestion directe ou mixte :

Les deux parties seront attentives aux engagements réciproques sur :

- les délais, pour éviter la vacance ;
- l'adéquation de la proposition des candidats aux enjeux d'occupation sociale et d'équilibre territorial éventuellement identifiés par le bailleur et/ou la collectivité ;
- dans la mesure du possible, la proposition de trois candidats.

Dans ce cadre, le bailleur transmet à la commune, dès réception du préavis, les caractéristiques des logements disponibles à la location qu'il propose à la réservation. En retour, la commune transmet au bailleur la liste des candidats proposés sur le logement identifié dans un délai de :

-1 mois en cas de préavis de 3 mois,
-10 jours ouvrés en cas de préavis d'1 mois,

à compter de la date de transmission de l'information.

Le bailleur s'engage à étudier la/les proposition(s) et à les présenter, le cas échéant, en CALEOL, à l'issue d'une instruction préalable favorable.

En cas d'une proposition inférieure à 3 candidats, le bailleur s'autorise à compléter la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative sociale pour le logement proposé, notamment sur les communes en tension locative sur les petites typologies.

En cas d'impossibilité pour la commune de désigner des candidats pour le logement proposé, elle en informe le bailleur dans les meilleurs délais et en tout état de cause, au plus tard selon les délais mentionnés précédemment après la transmission par le bailleur de l'offre de logement.
Le bailleur recherchera alors des candidats dans le fichier de la demande. En cas de gestion mixte, l'attribution qui en découle sera comptabilisée pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune selon l'avancement de celui-ci et sera décompté du nombre de droits de réservation de la commune, si le candidat ne relève pas d'un autre contingent de réservation (Etat, ALS,…).

En cas de gestion déléguée au bailleur, ce dernier aura en charge l'identification des candidats dans le fichier de la demande locative sociale, les propositions et attributions de logements au titre des droits de réservations de la collectivité.

Article 8 : Gestion particulière du parc neuf

Concernant les logements neufs, pour chaque livraison de programme de logements sociaux, le bailleur veillera à répartir de façon équilibrée les logements entre les réservataires de l'opération. En complément afin de garantir un peuplement équilibré (mixité sociale, générationnelle…) dès les premières attributions, comme précisé dans l'action 13 de la Convention Intercommunale d'Attribution de MBA, il sera organisé en accord avec la commune et l'Agglomération une commission spécifique pour les programmes neufs en amont des CALEOL.

Dès la connaissance des éléments de mise en service d'un programme, le bailleur s'engage à envoyer la répartition des logements proposée à tous les réservataires de l'opération financée (sur la base des droits de réservations de chacun) dans le respect des engagements contractuels pris par le bailleur avec les réservataires.

Il adressera au réservataire, par courrier électronique et/ou par voie postale, la liste des logements qui lui seront proposés pour leur première mise en location afin que celui-ci puisse transmettre des propositions de candidat au bailleur pour instruction des dossiers.

Cette transmission devra en outre préciser pour chacun des logements :

- la typologie du logement et la surface habitable,
- le loyer par mois et le type de financement,
- la localisation précise et le niveau (étage).

Le réservataire dispose d'un délai de 30 jours avant la date de mise en service prévisionnelle (réception contractuelle) pour procéder à la proposition d'un ou plusieurs candidats. Le défaut de proposition dans ce délai de 30 jours vaut renonciation à son droit de réservation jusqu'à la prochaine libération de ce logement qui intégrera la gestion en flux.

Par ailleurs, le bailleur pourra, si le réservataire a proposé moins de 3 candidats, proposer un ou deux candidats en 2ème et 3ème position, afin de limiter le risque de vacance en cas de refus du ou des candidats proposés par le réservataire.

Article 9 : Proposition et attribution de logement – CALEOL

Les propositions et attributions des logements effectuées par le bailleur devront respecter l'équilibre sur le plan territorial du patrimoine existant et la recherche de solutions adaptées aux besoins des ménages concernés (adéquation du logement aux caractéristiques et à la situation financière des ménages).

La prise en compte de ces ménages repose sur le dépôt préalable, par le ménage, d'une demande de logement social enregistrée dans le fichier commun de la demande locative sociale.

L'EPCI et la commune reçoivent les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) lors desquels des attributions seront réalisées pour les logements situés sur son territoire. La CALEOL reste souveraine dans ses décisions.

Article 10 : Evaluation annuelle de la convention

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet, d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et l'EPCI. Il est transmis avant le 28 février de chaque année. L'EPCI la communique aux communes réservataires.

Cette évaluation sera réalisée sur la base d'un bilan de l'année écoulée, faisant apparaître les logements proposés, ainsi que les logements attribués, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction.

L'objectif de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux (objectivé et documenté) consiste à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- veiller à l'adéquation des candidats proposés aux logements à attribuer ;
- questionner le taux de refus des demandeurs post attributions ;
- redéfinir les objectifs annuels en fonction des évolutions du patrimoine et des nouvelles contreparties apportées par les réservataires.

À la suite du bilan, s'il apparaît que le bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre l'EPCI, la commune réservataire et le bailleur afin d'en établir les raisons et définir les éventuelles actions correctives à mettre en place en année N+1.

A l'échéance de la convention, un bilan global de celle-ci sera réalisé avec l'ECPI et l'inter-bailleurs afin de déterminer les modalités de la prochaine convention.

Article 11 : Modification de la convention

Outre l'actualisation automatique des annexes prévues à l'article 1 qui fera suite à la transmission annuelle des données par le bailleur et à l'évaluation du dispositif prévue à l'article 10, la convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 12 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Fait en 7 exemplaires à Mâcon, le ……..

MBA Pour le Président et par délégation Le Vice-Président en charge de l'habitat Patrick BUHOT	Le Bailleur social SEMCODA Le Directeur général	La commune de Charnay-Lès-Mâcon Le Maire
La commune de La Chapelle-de-Guinchay Le Maire	La commune de Sancé Le Maire	La commune d'Hurigny Le Maire
La commune de Mâcon Le Maire		

Liste des annexes

Annexe 1 : Références réglementaires

Annexe 2 : Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

Annexe 3 : Etat des droits de réservation de la commune de Mâcon

Annexe 4 : Etat des droits de réservation de la commune de La Chapelle-de-Guinchay

Annexe 5 : Etat des droits de réservation de la commune de Sancé

Annexe 6 : Etat des droits de réservation de la commune d'Hurigny

Annexe 7 : Choix du mode de gestion par commune

Annexe 8 : Trame du bilan annuel

Annexe 1 :

Références réglementaires

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, il est convenu la réservation de flux annuels de logements qui s'appliqueront sur le parc locatif du bailleur implanté sur le département de Saône-et-Loire.

La gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux est un des moyens de mise en œuvre de la politique locale d'attribution, définie dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et contractualisée dans la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Par rapport à la gestion en stock antérieure, elle porte désormais sur l'ensemble du patrimoine de logements locatifs du bailleur à l'échelle de la collectivité disposant de droits de réservation et non plus sur des bâtiments identifiés. Les réservations portent sur un flux annuel de logements disponibles à la location et distribués aux réservataires afin que ces derniers présentent des candidats en vue d'une attribution en fonction du mode de gestion des droits de réservation retenu.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social et de mieux répondre aux demandes de logement social dans leur diversité en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, par dérogation aux dispositions de l'article R. 441-5, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire.

Les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux alinéas trois à dix-huit de l'article L. 441-1.

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions, dont les flux annuels de logements exprimés en pourcentage, de façon compatible avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution.

Cette convention de réservation porte sur un flux annuel de propositions de logements, au titre des droits acquis à la date de signature de la présente convention.

Ce flux prévisionnel est précisé pour la première année dans la présente convention, puis actualisé annuellement en fonction des mises en service intervenues l'année précédente et de l'échéance des droits de réservation.

Annexe 2

Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 14 logements réservés par la commune de Charnay-Lès-Mâcon en droit de suite, soit 14,51 **droits de réservation unique,** arrondis à **15**.

Objectif quantitatif annuel (B)

(B) = (Y)/(Z) *(durée de la convention)*

(B) = 74/3 = 24,5494

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

13 = 13-0-0-0-0-0

Flux annuel (X)

(X) = (B)/(A)*100%

(X) = 24,5494/13 *100% = 188,84 %

En cas de dépassement du seuil réglementaire, les objectifs sont recalculés de la façon suivante :

B= Ax20%

2,6 = 20% * 13

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 3 logements pour la commune de Charnay-Lès-Mâcon, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 3

Etat des droits de réservation de la commune de Mâcon

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 9 logements réservés par la commune de Mâcon en droit de suite, soit 34 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

(B) = (Y)/(Z) *(durée de la convention)*

(B) = 34/3 = 11,3333

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

21 = 23-2-0-0-0-0

Flux annuel (X)

(X) = (B)/(A)*100%

(X) = 11,3333/21 *100% = 53,97 %

En cas de dépassement du seuil réglementaire, les objectifs sont recalculés de la façon suivante :

B= Ax20%

4,2 = 20% * 21

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 4 logements pour la commune de Mâcon, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 4

Etat des droits de réservation de la commune de La Chapelle-de-Guinchay

Au 01/01/2024

Nombre total de Droits Uniques (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 1 logements réservés par la commune de La Chapelle-de-Guinchay en droit de suite, soit 1 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

(B) = (Y)/(Z) *(durée de la convention)*

(B) = 1/3 = 0,2855

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

2= 2-0-0-0-0-0

Flux annuel (X)

(X) = (B)/(A)*100%

(X) = 0,2855/2 *100% = 14,28 %

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 1 logement pour la commune de La Chapelle-de-Guinchay, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 5

Etat des droits de réservation de la commune de Sancé

Au 01/01/2024

Nombre total de Droit Unique (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 8 logements réservés par la commune de Sancé en droit de suite, soit 18 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

(B) = (Y)/(Z) *(durée de la convention)*

(B) = 18/3 = 6

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

2 = 2 -0-0-0-0-0

Flux annuel (X)

(X) = (B)/(A)*100%

(X) = 6/2 *100% = 300 %

En cas de dépassement du seuil réglementaire, les objectifs sont recalculés de la façon suivante :

B= Ax20%

0,4 = 20% * 2

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 1 logement pour la commune de La Sancé, au titre de ses droits de réservation

Annexe 6

Etat des droits de réservation de la commune d'Hurigny

Au 01/01/2024

Nombre total de Droit Unique (Y) affectés à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 1 logements réservés par la commune d'Hurigny en droit de suite, soit 5 **en droits de réservation unique**.

Objectif quantitatif annuel (B)

(B) = (Y)/(Z) *(durée de la convention)*

(B) = 5/3 = 1,6667

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

5 = 5-0-0-0-0-0

Flux annuel (X)

(X) = (B)/(A)*100%

(X) = 16667/5 *100% = 33,33 %

En cas de dépassement du seuil réglementaire, les objectifs sont recalculés de la façon suivante :

B= Ax20%

1 = 20% * 5

Pour l'année 2024, le bailleur s'engage à octroyer 1 logement pour la commune d'Hurigny, au titre de ses droits de réservation.

Annexe 7

Choix du mode de gestion par commune

Communes	Mode de gestion choisie
Charnay-Lès-Mâcon	Gestion directe
Mâcon	Gestion mixte
La Chapelle de Guinchay	Gestion mixte
Sancé	Gestion mixte
Hurigny	Gestion mixte

Annexe 8

Trame du bilan annuel (du 01/01/N-1 au 31/12/N-1)

Réservataire	**Logements proposés (si gestion directe)**	**Logements attribués en rang 1 suivis ou non d'un bail signé**					
		Total	**Typologie**	**Financement**	**QPV / hors QPV**	**Commune**	**Période de construction**
Etat			T1 : T2 : T3 : T4 : T5 et + :	PLAI : PLUS : PLS :	QPV : Hors QPV :		
ALS							
EPCI							
Commune 1							
Commune 2							
Commune 3							
Autres réservataires							
Total							

Eléments pour détermination assiette de calcul de l'année N					
Nombre d'attributions en rang 1 de l'année N-1 suivies ou non d'un bail signé dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux (b)	**Nombre prévisionnel de logements à soustraire du calcul du flux de logement**				
	Mutation interne (c)	**Relogement ANRU (d)**	**Relogement ORCOD (e)**	**Relogement habitat indigne (f)**	**Relogement pour vente (g)**

Convention 2024-2026
de gestion en flux de réservation de logements sociaux à l'échelle de Mâconnais Beaujolais Agglomération.
Entre Alliade Habitat et ses réservataires

La présente convention est établie entre :

- L'organisme bailleur social SA HLM ALLIADE HABITAT, au capital de 153 283 712 euros, identifiée au RCS de Lyon (Rhône) sous le n° 960 506 152 00276, dont le siège social est situé 173 avenue Jean Jaurès, 69007 LYON, représenté par Madame Elodie AUCOURT, Directrice Générale.

Et

- L'établissement public de coopération intercommunale Mâconnais Beaujolais Agglomération représenté par son Président, dénommé « l'EPCI »

ET

- La commune de Mâcon représentée par son Maire,
- La commune de Charnay-lès-Mâcon représentée par son Maire,
- La commune de Crêches-sur-Saône représentée par son Maire,

dénommées **« Les communes »**

Elle définit :

- l'objet et le cadre territorial de la convention ;
- le patrimoine locatif social concerné par la convention ;
- l'état du stock de logements réservés et la détermination du flux par réservataire ;
- la détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir ;
- les objectifs quantitatifs à atteindre et le principe de répartition du flux ;
- les modalités de gestion ;
- la gestion particulière du parc neuf ;
- les modalités d'attribution des logements ;
- les modalités d'évaluation annuelle ;
- les modalités d'actualisation ;
- la durée de la convention.

Article 1er : Objet et cadre territorial de la convention

La présente convention vise à définir le cadre commun de mise en œuvre des droits de réservation des collectivités territoriales (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Elle prévoit les modalités pratiques de gestion des contingents des communes réservataires.

Elle vaut convention unique de réservation pour l'ensemble des collectivités territoriales réservataires (EPCI et communes) sur le territoire de MBA.

Une annexe spécifique à chaque réservataire est jointe à la convention afin de préciser à titre indicatif la part du flux, l'assiette de calcul et les objectifs quantitatifs annuels sur son territoire pour l'année 2023. Cette annexe sera actualisée annuellement sans nécessité d'un avenant sur la base des données transmises par le bailleur et en application des modalités de calcul fixées aux articles 3 à 5 de la convention.

Le contingent de MBA (droits de réservation obtenus en contrepartie des garanties d'emprunt ou subventions accordées sur les différents projets du territoire (construction, acquisition-amélioration ou rénovation de logement sociaux)), fera l'objet d'une gestion territorialisée par les communes.

Article 2 : Patrimoine locatif social concerné par la gestion en flux

Le patrimoine du bailleur, objet de la présente convention, est celui qui est concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH :

- les logements conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- les logements non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- les logements déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH.

Pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de logements locatifs sociaux, seuls les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL sont pris en compte.

Sont exclus de la gestion en flux :

- les logements-foyers, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ainsi que ceux relevant des établissements publics de santé.

Selon la décision partenariale adoptée dans le département de Saône-et-Loire, afin de répondre à des besoins et publics spécifiques les logements suivants feront l'objet de mode de gestion adaptée et sont exclus de la convention (exclusions soumises à accord du préfet) :

- les PLA-i adaptés,
- les logements dédiés à la sédentarisation des Gens du voyage,
- les logements bénéficiant d'un financement spécifique au titre de l'habitat inclusif,
- les logements faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la loi Elan.

Les modalités de gestion de ces logements doivent faire l'objet d'échanges en 2024 avec les services de l'Etat (DDETS 71) et les bailleurs et seront fixées par avenant.

Article 3 : Etat du stock de logements réservés et détermination du flux par réservataire

Le recensement des droits existants est réalisé sur l'ensemble des logements concernés par un droit de réservation ayant été formalisé dans le cadre d'une convention en contrepartie de l'octroi d'une garantie d'emprunt et/ou d'un apport financier et/ou de foncier.

L'état de lieux des réservations, première phase de mise en œuvre de la gestion en flux, a été validé par les parties en 2023.

A l'issue de cette validation, le flux annuel, dénommé (**X**) et exprimé en pourcentage, affecté à chaque réservataire a été établi selon la méthode de calcul suivante :

Nombre total des droits de réservation de la commune (**U**) sur le nombre total de logements du bailleur (**V**) concernés par la gestion en flux sur le périmètre de la commune.

$$(\boldsymbol{X}) = (\boldsymbol{U}) / (\boldsymbol{V}) * \mathbf{100}$$

En tout état de cause, le résultat sera ramené à 20% lorsque le calcul aboutira à un résultat supérieur afin de ne pas excéder le plafond réglementaire.

Article 4 : Détermination de l'assiette de calcul du flux annuel de logements à répartir

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires est déterminée sur la base du nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune duquel sont soustrait différents logements, notamment les logements mobilisés par le bailleur pour favoriser la mobilité résidentielle.

L'assiette de calcul du **flux annuel global (A)** est calculée comme suit :

$$(\boldsymbol{A}) = (\boldsymbol{b}) - (\boldsymbol{c}) - (\boldsymbol{d}) - (\boldsymbol{e}) - (\boldsymbol{f}) - (\boldsymbol{g})$$

Avec :

- (b) : nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1(que cette attribution soit suivie ou non d'un bail signé) dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux sur le territoire de la commune ;
- (c) : logements prévisionnels nécessaires aux mutations au sein du patrimoine du bailleur ;
- (d) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine ou de renouvellement urbain ;
- (e) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements dans le cadre d'une opération de requalification de copropriétés dégradées (ORCOD) mentionnée aux articles L. 741-1 et L. 741-2 du CCH (opérations d'intérêt local et national) ;
- (f) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres (art. L. 521-3-1 à L. 521-3-3 du CCH) ;
- (g) : logements prévisionnels nécessaires aux relogements en cas d'opérations de vente.

Article 5 : Objectif quantitatif annuel d'attribution et principe de répartition du flux

5.1 Objectif quantitatif annuel d'attribution

L'objectif quantitatif annuel d'attribution correspond au flux annuel affecté à chaque réservataire, c'est-à-dire la part des logements réservés, défini dans l'article 3, appliquée à l'assiette de calcul définie à l'article 4.

Il est calculé de la façon suivante : $(\boldsymbol{X})\ \boldsymbol{x}\ (\boldsymbol{A})$.

L'atteinte de cet objectif est conditionnée à la libération de logements sur le territoire, au respect des engagements pris avec les autres réservataires et l'EPCI et à la stratégie portée par le bailleur en matière d'occupation et de mixité de son parc de logements.

Au-delà du recensement des droits de réservation, le bailleur s'engage à poursuivre le partenariat existant avec la collectivité sur les attributions et pourra dans ce cadre lui octroyer des droits de réservation supplémentaires dans la limite réglementaire de 20% du flux annuel.

En contrepartie la collectivité s'engage à poursuivre et/ou développer son soutien à la production locative sociale sur son territoire (garantie d'emprunt, apport en foncier et en financement).

Les engagements portent sur les attributions effectuées en rang 1 (que ces attributions soient ou non suivies d'une signature de bail).

Le bilan réalisé au terme de la convention permettra de maintenir ou réviser la part des attributions du flux annuel réalisée dans ce cadre partenarial. Le taux pourra être revu, en accord avec le réservataire, notamment si un pourcentage significatif de refus persiste sur plusieurs années ou si l'engagement de la collectivité varie.

5.2 Principe de répartition du flux

La répartition du flux proposé par le bailleur aux réservataires dépendra des libérations et mises en services de logements et considérera :

- le principe général d'équité / de préservation des équilibres dans la répartition des logements (en termes de localisation, de financement et de typologie) proposés à l'ensemble des réservataires (Etat, Collectivités, Action Logement Service) ;
- les dispositions de la Convention Intercommunale d'Attributions, dans une perspective de répondre à la diversité de la demande et d'être en cohérence avec les orientations d'attribution définies localement ;
- la stratégie portée par le bailleur pour maintenir ou renforcer la mixité sociale au regard de l'occupation sociale du parc.

Article 6 : Mode de gestion des logements réservés

Les droits de réservation peuvent être gérés selon plusieurs modes :

- gestion directe : la collectivité présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location ;
- gestion déléguée au bailleur : le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats à l'attribution.

Au regard des caractéristiques du territoire de l'EPCI et du partenariat existant avec les bailleurs, il est proposé dans la présente convention un mode de gestion mixte : le réservataire présente au bailleur des demandeurs pour l'attribution de logements sociaux lors d'une mise en location. A défaut de candidat ou en complément, le réservataire confie au bailleur le soin de désigner des candidats sur son contingent.

Le mode de gestion retenu au titre de la présente convention par la commune est indiqué en annexe. ***Quel que soit le mode de gestion retenu, les attributions réalisées seront comptabilisées pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune réservataire.***

Les attributions réalisées devront permettre au réservataire d'atteindre les obligations réglementaires :

- attribution de 25 % des logements du contingent de réservation aux ménages prioritaires du CCH,
- attributions suivis de baux signés aux ménages du premier quartile pour 25 % des attributions réalisées hors QPV,
- ainsi que les orientations en matière d'attribution et de mixité sociale définies dans :
    - la Conférence intercommunale du logement (CIL) ;
    - la Commission intercommunale d'attribution (CIA) ;
    - la cotation de la demande définie par l'EPCI.

En cas de gestion directe ou mixte :

Les deux parties seront attentives aux engagements réciproques sur :

- les délais, pour éviter la vacance ;
- l'adéquation de la proposition des candidats aux enjeux d'occupation sociale et d'équilibre territorial éventuellement identifiés par le bailleur et/ou la collectivité ;
- dans la mesure du possible, la proposition de trois candidats.

Dans ce cadre, le bailleur transmet à la commune, dès réception du préavis, les caractéristiques des logements disponibles à la location qu'il propose à la réservation. En retour, la commune transmet au bailleur la liste des candidats proposés sur le logement identifié dans un délai de :

-1 mois en cas de préavis de 3 mois,
-10 jours ouvrés en cas de préavis d'1 mois,

à compter de la date de transmission de l'information.

Le bailleur s'engage à étudier la/les proposition(s) et à les présenter, le cas échéant, en CALEOL, à l'issue d'une instruction préalable favorable.

En cas d'une proposition inférieure à 3 candidats, le bailleur s'autorise à compléter la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative sociale pour le logement proposé, notamment sur les communes en tension locative sur les petites typologies.

En cas d'impossibilité pour la commune de désigner des candidats pour le logement proposé, elle en informe le bailleur dans les meilleurs délais et en tout état de cause, au plus tard selon les délais mentionnés précédemment après la transmission par le bailleur de l'offre de logement.
Le bailleur recherchera alors des candidats dans le fichier de la demande. En cas de gestion mixte, l'attribution qui en découle sera comptabilisée pour l'atteinte de l'objectif quantitatif annuel de la commune selon l'avancement de celui-ci et sera décompté du nombre de droits de réservation de la commune, si le candidat ne relève pas d'un autre contingent de réservation (Etat, ALS,…).

En cas de gestion déléguée au bailleur, ce dernier aura en charge l'identification des candidats dans le fichier de la demande locative sociale, les propositions et attributions de logements au titre des droits de réservations de la collectivité.

Article 7 : Gestion particulière du parc neuf

Concernant les logements neufs, pour chaque livraison de programme de logements sociaux, le bailleur veillera à répartir de façon équilibrée les logements entre les réservataires de l'opération. En complément afin de garantir un peuplement équilibré (mixité sociale, générationnelle…) dès les premières attributions, comme précisé dans l'action 13 de la Convention Intercommunale d'Attribution de MBA, il sera organisé en accord avec la commune et l'Agglomération une commission spécifique pour les programmes neufs en amont des CALEOL.

Dès la connaissance des éléments de mise en service d'un programme, le bailleur s'engage à envoyer la répartition des logements proposée à tous les réservataires de l'opération financée (sur la base des droits de réservations de chacun) dans le respect des engagements contractuels pris par le bailleur avec les réservataires.

Il adressera au réservataire, par courrier électronique et/ou par voie postale, la liste des logements qui lui seront proposés pour leur première mise en location afin que celui-ci puisse transmettre des propositions de candidat au bailleur pour instruction des dossiers.

Cette transmission devra en outre préciser pour chacun des logements :

- la typologie du logement et la surface habitable,
- le loyer par mois et le type de financement,
- la localisation précise et le niveau (étage).

Le réservataire dispose d'un délai de 30 jours avant la date de mise en service prévisionnelle (réception contractuelle) pour procéder à la proposition d'un ou plusieurs candidats. Le défaut de proposition dans ce délai de 30 jours vaut renonciation à son droit de réservation. Ce logement intégrera la gestion en flux lors de sa prochaine libération.

Par ailleurs, le bailleur pourra, si le réservataire a proposé moins de 3 candidats, proposer un ou deux candidats en 2ème et 3ème position, afin de limiter le risque de vacance en cas de refus du ou des candidats proposés par le réservataire.

Article 8 : Proposition et attribution de logement – CALEOL

Les propositions et attributions des logements effectuées par le bailleur devront respecter l'équilibre sur le plan territorial du patrimoine existant et la recherche de solutions adaptées aux besoins des ménages concernés (adéquation du logement aux caractéristiques et à la situation financière des ménages).

La prise en compte de ces ménages repose sur le dépôt préalable, par le ménage, d'une demande de logement social enregistrée dans le fichier commun de la demande locative sociale.

L'EPCI et la commune reçoivent les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) lors desquels des attributions seront réalisées pour les logements situés sur son territoire. La CALEOL reste souveraine dans ses décisions.

Article 9 : Evaluation annuelle du dispositif

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet, d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et l'EPCI. Elle est transmise avant le 28 février de chaque année. L'EPCI la communique aux communes réservataires.

Cette évaluation sera réalisée sur la base d'un bilan de l'année écoulée, faisant apparaître les logements proposés, ainsi que les logements attribués, par réservataire et par typologie de logement, type de financement, localisation hors et en quartier politique de la ville, commune et période de construction.

L'objectif de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux (objectivé et documenté) consiste à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- veiller à l'adéquation des candidats proposés aux logements à attribuer ;
- questionner le taux de refus des demandeurs post attributions ;
- redéfinir les objectifs annuels en fonction des évolutions du patrimoine et des nouvelles contreparties apportées par les réservataires.

À la suite du bilan, s'il apparaît que le bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre l'EPCI, la commune réservataire et le bailleur afin d'en établir les raisons et définir les éventuelles actions correctives à mettre en place en année N+1.

A l'échéance de la convention, un bilan global de celle-ci sera réalisé avec l'ECPI et l'inter-bailleurs afin de déterminer les modalités de la prochaine convention.

Article 10 : Modification de la convention

Outre l'actualisation automatique des annexes prévues à l'article 1 qui fera suite à la transmission annuelle des données par le bailleur et à l'évaluation du dispositif prévue à l'article 9, la convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Article 11 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Fait en 5 exemplaires à Mâcon, le ……..

MBA Pour le Président et par délégation Le Vice-Président en charge de l'habitat Patrick BUHOT	Le Bailleur social Alliade Habitat Le Directeur général	La commune de Mâcon Le Maire
La commune de Charnay-Lès-Mâcon Le Maire	La commune de Crèches-sur-Saône Le Maire	

Liste des annexes

Annexe 1 : Références réglementaires

Annexe 2 : Etat des droits de réservation de la commune de Mâcon

Annexe 3 : Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

Annexe 4 : Etat des droits de réservation de la commune de Crèches-sur-Saône

Annexe 5 : Choix du mode de gestion

Annexe 6 : Trame du bilan annuel

Annexe 1 :

Références réglementaires

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, il est convenu la réservation de flux annuels de logements qui s'appliqueront sur le parc locatif du bailleur implanté sur le département de Saône-et-Loire.

La gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux est un des moyens de mise en œuvre de la politique locale d'attribution, définie dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et contractualisée dans la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Par rapport à la gestion en stock antérieure, elle porte désormais sur l'ensemble du patrimoine de logements locatifs du bailleur à l'échelle de la collectivité disposant de droits de réservation et non plus sur des bâtiments identifiés. Les réservations portent sur un flux annuel de logements disponibles à la location et distribués aux réservataires afin que ces derniers présentent des candidats en vue d'une attribution en fonction du mode de gestion des droits de réservation retenu.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer plus de fluidité dans le parc social et de mieux répondre aux demandes de logement social dans leur diversité en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, par dérogation aux dispositions de l'article R. 441-5, la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire, sauf si ce réservataire dispose de réservations sur un autre territoire.

Les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux alinéas trois à dix-huit de l'article L. 441-1.

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions, dont les flux annuels de logements exprimés en pourcentage, de façon compatible avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution.

Cette convention de réservation porte sur un flux annuel de propositions de logements, au titre des droits acquis à la date de signature de la présente convention.

Ce flux prévisionnel est précisé pour la première année dans la présente convention, puis actualisé annuellement en fonction des mises en service intervenues l'année précédente et de l'échéance des droits de réservation.

Annexe 2

Etat des droits de réservation de la commune de Mâcon

A titre indicatif ci-dessous les valeurs 2023 qui seront actualisées avant le 28 février 2024 pour obtenir l'objectif annuel 2024.

Part du flux (X) affectée à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 6 logements réservés par la commune de Mâcon en droit de suite.

Le flux annuel pour l'année 2023 de la commune est établi à **11,32 % des attributions effectuées sur la commune.**

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires sur le territoire de la commune s'apprécie de la façon suivante :

- (b) nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 :
- Logements exclus de l'assiette :
  - (c) mutations internes :
  - (d) relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain :
  - (e) relogements dans le cadre d'une ORCOD :
  - (f) relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres :
  - (g) relogements en cas d'opérations de vente :

Pour l'année 2023, le volume prévisionnel est estimé à :

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

(8) = (9) – (1) – (0) – (0) – (0) – (0)

Objectif quantitatif annuel

Il est calculé de la façon suivante : (8) x (11,32%) = 0,91

Le bailleur s'engage à octroyer **1** logements pour la commune de Mâcon, au titre de ses droits de réservation, sous réserve de la libération de logements sur la commune et du respect des engagements pris par le bailleur auprès des autres réservataires, de l'EPCI et de sa stratégie d'occupation.

Annexe 3

Etat des droits de réservation de la commune de Charnay-Lès-Mâcon

A titre indicatif ci-dessous les valeurs 2023 qui seront actualisées avant le 28 février 2024 pour obtenir l'objectif annuel 2024.

Part du flux (X) affectée à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 8 logements réservés par la commune de Charnay-Lès-Mâcon en droit de suite.

Le flux annuel pour l'année 2023 de la commune est établi à **20 % des attributions effectuées sur la commune.**

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires sur le territoire de la commune s'apprécie de la façon suivante :

- (b) nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 :
- Logements exclus de l'assiette :
    - (c) mutations internes :
    - (d) relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain :
    - (e) relogements dans le cadre d'une ORCOD :
    - (f) relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres :
    - (g) relogements en cas d'opérations de vente :

Pour l'année 2023, le volume prévisionnel est estimé à :

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

(2) = (2) – (0) – (0) – (0) – (0) – (0)

Objectif quantitatif annuel

Il est calculé de la façon suivante : (2) x (20%) = 0,4

Le bailleur s'engage à octroyer **0** logements pour la commune de Charnay-Lès-Mâcon, au titre de ses droits de réservation, sous réserve de la libération de logements sur la commune et du respect des engagements pris par le bailleur auprès des autres réservataires, de l'EPCI et de sa stratégie d'occupation.

Annexe 4

Etat des droits de réservation de la commune de Crèches-sur-Saône

A titre indicatif ci-dessous les valeurs 2023 qui seront actualisées avant le 28 février 2024 pour obtenir l'objectif annuel 2024.

Part du flux (X) affectée à la commune

Les droits de réservation établis sur la base de l'état des lieux des conventions en cours fait apparaître 10 logements réservés par la commune de Crèches-sur-Saône en droit de suite.

Le flux annuel pour l'année 2023 de la commune est établi à **12,99 % des attributions effectuées sur la commune.**

Assiette de calcul (A) du flux annuel de logements à répartir sur la commune

L'assiette de calcul du flux annuel global de logements de l'année N à répartir entre les réservataires sur le territoire de la commune s'apprécie de la façon suivante :

- (b) nombre d'attributions en rang 1 effectuées au cours de l'année N-1 :
- Logements exclus de l'assiette :
  - (c) mutations internes :
  - (d) relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain :
  - (e) relogements dans le cadre d'une ORCOD :
  - (f) relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres :
  - (g) relogements en cas d'opérations de vente :

Pour l'année 2023, le volume prévisionnel est estimé à :

(A) = (b) – (c) – (d) – (e) – (f) – (g)

(9) = (10) – (1) – (0) – (0) – (0) – (0)

Objectif quantitatif annuel

Il est calculé de la façon suivante : (9) x (12,99%) = 1,17

Le bailleur s'engage à octroyer **1** logements pour la commune de Crèches-sur-Saône, au titre de ses droits de réservation, sous réserve de la libération de logements sur la commune et du respect des engagements pris par le bailleur auprès des autres réservataires, de l'EPCI et de sa stratégie d'occupation.

Annexe 5

Choix du mode de gestion par commune

Communes	Mode de gestion choisie
Charnay-Lès-Mâcon	Gestion directe
Mâcon	Gestion mixte
Crèches-sur-Saône	Gestion mixte

Annexe 6

Trame du bilan annuel (du 01/01/N-1 au 31/12/N-1)

Réservataire	Logements proposés (si gestion directe)	Logements attribués en rang 1 suivis ou non d'un bail signé					
		Total	Typologie	Financement	QPV / hors QPV	Commune	Période de construction
Etat			T1 : T2 : T3 : T4 : T5 et + :	PLAI : PLUS : PLS :	QPV : Hors QPV :		
ALS							
EPCI							
Commune 1							
Commune 2							
Commune 3							
Autres réservataires							
Total							

Eléments pour détermination assiette de calcul de l'année N					
Nombre d'attributions en rang 1 de l'année N-1 suivies ou non d'un bail signé dans le patrimoine du bailleur soumis à la gestion en flux (b)	**Nombre prévisionnel de logements à soustraire du calcul du flux de logement**				
	Mutation interne (c)	**Relogement ANRU (d)**	**Relogement ORCOD (e)**	**Relogement habitat indigne (f)**	**Relogement pour vente (g)**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVENANT N°4 A LA CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE MÂCON, SIGNEE LE 8 MARS 2017

ENTRE :

- L'État, représenté par le Préfet de Saône-et-Loire, Yves SEGUY

- La Ville de Mâcon, représentée par son Maire Jean Patrick COURTOIS

- **Mâconnais Beaujolais Agglomération,** représentée par sa Vice-présidente en charge de la politique de la ville, **Véronique-Laure VERRAEST**, dûment habilitée en vertu du Conseil Communautaire du 7 décembre 2023

Et

- L'Office public de l'habitat Mâcon Habitat, représenté par sa Directrice Générale, Karen CLIVIO FONTANY,

Ci-après désignés : « les signataires »,

PREAMBULE :

À compter de 2016, l'article 1388 bis du code général des impôts (CGI), dispose que la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des logements à usage locatif mentionnés à l'article L 441-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), appartenant à l'un des organismes cités à l'article L 411-2 du même code ou à une société d'économie mixte et ayant bénéficié d'une exonération prévue aux articles 1384, 1384 A, au II bis de l'article 1385 ou acquis avant le 1er janvier 1998 en vue de leur location avec le concours financier de l'État en application du 3° de l'article L 351-2 du CCH, fait l'objet d'un abattement de trente pour cent lorsque ces logements sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Cet abattement s'applique aux logements dont le propriétaire est signataire, dans les quartiers concernés, d'un contrat de ville prévu à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Ainsi une convention d'utilisation a été conclue entre la Ville de Mâcon, le bailleur social Mâcon Habitat, Mâconnais Beaujolais Agglomération et le représentant de l'Etat, le 8 mars 2017, relative à l'utilisation de l'abattement pour l'entretien et la gestion du patrimoine, mais aussi la qualité de service rendue aux locataires.

Dans l'attente de l'approbation du prochain contrat de ville « quartiers 2030 », qui sera signé au printemps 2024 et avant l'élaboration de la nouvelle génération des conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Mâcon, il est nécessaire de contractualiser un 4ème avenant de prolongation.

Les logements situés en QPV conformément audit contrat de ville sont les suivants, au 31 décembre 2022 :

Quartiers	Nombre total de logements	Estimation de l'abattement 2024
Saugeraies - Gautriats - Murgerets	808	150 904 €
La Chanaye - Résidence	594 492 au 31/12/2023 416 au 31/12/2024 suite démolitions	110 937 €
Marbé	691	129 054 €
Les Blanchettes	959	179 105 €
TOTAL	**3 052**	**570 000€**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Les articles 1, 6, 7, 8 et 9 de la convention initiale demeurent inchangés.

Article II – Durée

Le présent avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB en QPV est conclue pour une période d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Article III – Résultats du diagnostic et objectifs en lien avec la gestion urbaine de proximité

Le diagnostic a été élaboré à partir de des plaintes enregistrées par les services de Mâcon Habitat : pour chaque acte de dégradation sur son patrimoine, mais aussi d'agression envers son personnel, le bailleur dépose une plainte, auprès des services de la police nationale. Toutes ces plaintes sont enregistrées dans un logiciel qui permet un suivi par bâtiment des faits constatés et des coûts induits. Le bailleur peut ainsi adapter sa politique de tranquillité et de sécurité en fonction de l'analyse des résultats.

III.1 Récapitulatif des plaintes déposées par Mâcon Habitat en 2022 auprès du Commissariat de Police de Mâcon pour des actes de vandalisme.

	PLAINTES		REPARATIONS	
	NOMBRE	%	COÛT	%
LA CHANAYE-RESIDENCE	15	13,8%	530 €	2,4%
BLANCHETTES	21	19,3%	1 975 €	9,0%
GAUTRIATS (ILE DE FRANCE)	7	6,4%	451 €	2,0%
MARBE/PERRIERES	29	26,6%	6 955 €	31,6%
SAUGERAIES	18	16,5%	6 401 €	29,1%
AUTRES	19	17,4%	5 706 €	25,9%
TOTAL	**109**	**100%**	**22 018 €**	**100%**

On constate une certaine stabilité, tant dans le nombre de plaintes que dans le coût total des réparations.

Concernant le quartier de La Chanaye, comme en 2021, le nombre de plaintes déposées n'est pas représentatif des difficultés rencontrées par Mâcon Habitat au sein de ce quartier en terme de vandalisme et d'insécurité. En effet, pour les immeubles 115 et 141 rue du Beaujolais, faisant l'objet d'une opération de relogement dans le cadre du NPNRU, et dont la démolition est programmée en 2024, Mâcon Habitat ne dépose plus de plainte en cas de dégradation. Or, les actes de vandalisme y sont fréquents, et la délinquance bien présente.

Marbé et les Saugeraies représentent la moitié des coûts induits par le vandalisme sur le parc de Mâcon Habitat.

III.2 Interventions Dom Sécurité dans les QPV et hors QPV (2022)

La société Dom Sécurité, intervient pour le compte du bailleur social, dans les QPV, afin d'assurer la sûreté, par de la présence dans les quartiers et des outils mis en place allant de l'ingénierie au conseil. La société effectue des rondes et des interventions (suite aux appels de locataires) au sein des QPV.

	RONDES		APPELS TELEPHONIQUES	
	NOMBRE	**%**	**NOMBRE**	**%**
BIOUX	633	10,7%	34	6,5%
CENTRE-VILLE	120	2,0%	52	9,9%
GAUTRIATS	744	12,5%	44	8,4%
LA CHANAYE-RESIDENCE	664	11,2%	37	7,1%
LA DESERTE	517	8,7%	74	14,1%
BLANCHETTES	764	12,9%	94	17,9%
MARBE	758	12,8%	55	10,5%
NEUF CLES	607	10,2%	36	6,9%
PERRIERES	544	9,2%	40	7,6%
SAUGERAIES	591	9,9%	58	11,1%
TOTAL	**5942**	**100%**	**524**	**100%**

On note une hausse sensible du nombre de rondes sur le parc de Mâcon Habitat (3 841 rondes en 2021), ainsi qu'un nombre croissant d'appels téléphoniques à la société de veille résidentielle (460 appels en 2021). La société DOM Sécurité répartit équitablement ses rondes sur l'ensemble des quartiers. En revanche, on note des appels beaucoup plus nombreux de la part des locataires résidant aux Blanchettes.

Il convient de noter que le nombre de conflits de voisinage augmente constamment depuis 2020. Ils sont par ailleurs beaucoup plus longs à traiter et difficiles à régler de manière pérenne. Il est d'ailleurs fréquent que Mâcon Habitat soit dans l'obligation d'engager des procédures juridiques et administratives à l'encontre des fauteurs de troubles.

Article IV – Identification des moyens de gestion de droit commun pour Mâcon Habitat

Action de gestion	Indicateurs	En QPV	Hors QPV	Commentaire
Entrée dans les lieux	Coût moyen de remise en état	**3 492,29 €**	**2 470,06 €**	Moyenne par logement des coûts de remise en état des logements en 2022. Pour rappel, respectivement 3 559 € et 2 557 € en 2021.
Ascenseurs	Coûts du contrat d'entretien et réparation (en € TTC par an / équipement)	**1 095 €**	**1 074 €**	Données issues des bordereaux de prix des marchés (Copropriétés exclues)
Contrôles d'accès	Coûts du contrat d'entretien et réparation (en € TTC par an / équipement)	**290 €**	**180 €**	Données issues du bordereau de prix du marché de maintenance pour un portail standard (hors réparation supplémentaire)
Nettoyage des parties communes et des abords	Coût moyen annuel par logement	**182 €**	**174 €**	Données issues de la régularisation des charges 2022 avec correction prorata temporis. Le coût par m² de surface habitable est de 2,59 € en QPV contre 2,49 € hors QPV.
Gardiennage et Surveillance	Nombre de personnes pour cent logements (gardien, agent d'immeuble)	**1,1**	**0,95**	Calcul réalisé à partir du nombre de logements total dans chaque quartier divisé par le nombre de personnel de proximité équivalent temps plein (référent secteur, gardien, médiateur, agents d'entretien + veille résidentielle).

Le premier indicateur montre une baisse du coût de remise en état en 2022 sur l'ensemble du parc de Mâcon Habitat. Toutefois, le recul est plus important hors QPV (- 3,40 %) qu'en QPV (- 1,88 %). On peut noter une augmentation de 57 % dans les QPV depuis 2015 contre seulement 21 % hors QPV. Ce résultat est à la fois inhérent à une politique volontariste de Mâcon Habitat et à la fois par des logements rendus en moins bon état dans les QPV.

Pour les contrats d'entretien et de réparation, les chiffres montrent un coût largement plus important dans les QPV, notamment lié au vandalisme.

Enfin, pour le gardiennage et la surveillance, le service proximité a été renforcé depuis plusieurs années pour tenir compte de la situation particulière de certains quartiers. En 2022, des gardiens logés ont été mis en place sur le patrimoine de Mâcon Habitat pour poursuivre ce renforcement des équipes de proximité.

Article V – Programme d'actions prévisionnel 2024 faisant objet de l'abattement TFPB

En contrepartie de l'abattement de TFPB dont il bénéficie, le bailleur met en œuvre dans les QPV un programme d'actions qui se décompose en huit axes :

1. Renforcement du personnel de proximité : **165 000 euros**
   Exemple : mise à disposition par Mâcon Habitat d'un agent de médiation sociale pour accompagner les locataires dans leurs demandes quotidiennes, un Référent sécurité, un Coordinateur de la gestion Proximité, deux agents dédiés à l'entretien des espaces verts, un Référent secteur supplémentaire et un correspondant de quartier supplémentaire dédiés aux QPV, recrutement de plusieurs gardiens logés, recrutement d'un second médiateur ;

2. Formation/soutien des personnels de proximité : **6 500 euros**
   Exemple : assermentation, dispositif de soutien ;

3. Sur-entretien : **16 000 euros**
   Exemple : réparations des équipements vandalisés (portes de garages, d'ascenseurs, appareils de vidéosurveillance, …) ;

4. Gestion des déchets et encombrants : **65 000 euros**
   Exemple : remplacements de colonnes brûlées d'ordures ménagères, nouvelle implantation, actions spécifiques, … ;

5. Tranquillité résidentielle : **130 000 euros**
   Exemple : mise en place d'une prestation de surveillance et de médiation sociale ;

6. Animation, lien social, vivre ensemble : **80 000 euros**
   Exemple : participation au financement de chantiers jeunes, chantier éducatif 16-25 ans, accompagnement social spécifique 3CESF), participation à divers évènements de quartier, … ;

7. Petits travaux d'amélioration de la qualité de service : **400 000 euros**
   Exemple : travaux de sécurisation des immeubles, d'amélioration du cadre de vie… ;

8. La Culture et le Sport dans les quartiers : **20 000 euros**
   Exemple : création bibliothèque, boîtes à livres dans les quartiers, soirées contes, spectacles divers…

Chaque axe regroupe une ou plusieurs actions.

L'ensemble de ces actions représente un montant total prévisionnel de **882 500 euros** pour 2024.

Ci-dessous, la répartition des actions envisagées par quartier. Il s'agit d'une première approche qui pourra évoluer selon certaines décisions arrêtées en Conseil d'Administration ou avec la ville.

Actions	Marbé	Blanchettes	La Chanaye-Résidence	Saugeraies-Gautriats
Renforcement personnel de proximité, formation et soutien	42 875 €	42 875 €	42 875 €	42 875 €
Sur-entretien	4 800 €	3 200 €	4 800 €	3 200 €
Gestion déchets/encombrants				65 000 €
Tranquillité résidentielle	35 000 €	30 000 €	25 000 €	40 000 €
Animation Lien social	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Petits travaux amélioration **Qualité de service**	70 000 €	130 000 €	70 000 €	130 000 €
Culture / sport	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAL	**177 675 €**	**231 075 €**	**167 675 €**	**306 075 €**

Les montants annuels sont communiqués à titre indicatif, l'engagement de Mâcon Habitat étant basé sur le montant d'exonération de TFPB constaté pour la même période.

Fait en 4 exemplaires à Mâcon, le ……..

Pour l'Etat,

Le Préfet de Saône-et-Loire,

Yves SEGUY

Pour Mâconnais Beaujolais Agglomération,

Pour le Président et par délégation,

Sa Vice-présidente en charge de la politique de la ville,

Véronique-Laure VERRAEST

Pour la Ville de Mâcon,

Le Maire,

Jean-Patrick COURTOIS

Pour l'Office Public de l'Habitat Mâcon Habitat,
le Directeur général,

Karen Clivio-Fontany

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN NATURE

-

Fourniture de vélos à assistance électrique et les équipements correspondant à l'association Aile Sud Bourgogne

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par sa Vice-Présidente en charge des mobilités durables et de la transition énergétique, Madame **Claude CANNET**, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire n°2023-235 du 7 décembre 2023,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71000 MACON,

Ci-après dénommée « **MBA** »

ET,

L'association Aile Sud Bourgogne représentée par sa Présidente, **Madame Florence BATTARD** dûment habilitée par une décision du Conseil d'Administration du ……..……,

Ayant son siège, 1000 Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny, 71000 MACON

Ci-après dénommée « **l'Association** »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Aile Sud Bourogne dans le cadre de son projet « L'écomobilité pour tous » souhaite :

- développer des actions d'information, de sensibilisation et d'accompagnement dans le domaine de la mobilité auprès des publics précaires et en insertion,
- renforcer son offre de solutions proposées par sa plateforme mobilité au profit des demandeurs d'emploi ayant repris une formation ou une activité professionnelle avec la location de vélo ò assistance électrique et les équipements correspondant.

Dans le cadre du schéma des mobilités durables, voté en septembre 2021, Mâconnais Beaujolais Agglomération s'était fixée les objectifs suivants :

- Proposer une alternative crédible et performante à l 'usage de la voiture individuelle sur les espaces à fort potentiel,
- Faciliter l'accès à l'offre de mobilité pour tous les publics,
- Proposer une solution de mobilité à l'ensemble des habitants de MBA.

MBA entend donc soutenir l'Aile Sud Bourgogne à travers la mise à disposition d'une flotte de 4 vélos à assistance électrique et les équipements correspondant, constitutive d'une subvention en nature.

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, MBA met à disposition de l'association et à titre gratuit des vélos à assistance électrique et les équipements correspondant pour la mise en œuvre du projet détaillé en préambule et dont le détail (désignation, nombre, valorisation) est déterminé en annexe 1 conformément à la délibération d'attribution de la subvention en nature.

ARTICLE 2 : MODALITES DE REALISATION DE LA SUBVENTION

La subvention sera réalisée par la mise à disposition, à titre gratuit, d'une flotte de 4 vélos à assistance électrique et les équipements correspondant à la signature de la convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS

3.1 Obligations comptables

En application des dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, l'association produira un compte financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Par ailleurs, l'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

La présentation budgétaire retenue doit permettre d'individualiser les actions subventionnées.

Les documents comptables devront être conservés au moins 4 ans.

3.2 Obligations d'informations

L'association s'engage à informer MBA de tous les événements susceptibles de modifier sa situation, financière et juridique.

Elle lui communique les comptes annuels, à savoir le bilan financier, le compte de résultats et l'annexe dans un délai de 6 mois après la clôture de l'exercice. Elle fournit un bilan annuel de ses actions qui comprend le détail des opérations entreprises et leur coût. Dans les 6 mois après la clôture de l'exercice, elle rendra compte des effets et des résultats de ses opérations.

3.3 Obligations générales

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et notamment la subvention à la réalisation des actions prévues pour lesquelles elle sollicite un financement, ainsi qu'à la diffusion de l'information relative à l'aide de MBA. Elle ne pourra employer la subvention, en tout ou partie, en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises.

De plus, en application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, l'association veille à ce que le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit lors de la demande de subvention soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles. Sont imputables à l'association :

- Les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité,
- Tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

ARTICLE 4 : CONTROLE

L'association s'engage à faciliter le contrôle, par MBA, de la réalisation des actions.

Des agents de la collectivité ou des personnes mandatées à cet effet par MBA pourront à tout moment, dans un délai de deux ans après le virement de la totalité de la subvention, exercer un contrôle sur pièces et sur place.

ARTICLE 5 : SANCTIONS

En cas de manquement, d'inexécution, de modification substantielle ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord de MBA ou en cas de résiliation de la convention telle que prévu à l'article 6, MBA peut respectivement décider :

- La suspension de la subvention ;
- La diminution de son montant ;
- Le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, notamment si la subvention n'a pas reçu l'usage auquel elle était affectée, au vu des pièces justificatives de l'emploi de la subvention et à la demande expresse de la collectivité par l'émission d'un titre de recette.

Par ailleurs, tout refus de communication ou toute communication tardive injustifiée des documents financiers ou d'informations visés dans la convention (comptes, bilan des actions, compte-rendu financier si la subvention est affectée à une dépense déterminée, etc…) entraînera la suppression de la subvention et sa récupération intégrale.

Ces mesures prendront effet à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, permettant aux représentants de l'association de présenter leurs observations.

Enfin, conformément à l'article 5 du décret n° 2021-1947, si MBA vient à établir que l'association poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain auquel l'association a souscrit, MBA procèdera au retrait de cette subvention dans les conditions et selon les modalités fixées à cet article par une décision motivée, après que le bénéficiaire a été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, et enjoindra au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'association de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, en cas de manquement grave ou en cas de changement d'activité ou de modification des statuts de l'association, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par MBA, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, permettant aux représentants de l'association de présenter leurs observations. Une telle résiliation implique l'interruption du versement de la subvention et la restitution des subventions qui auraient été indûment perçues par l'association.

MBA se réserve la possibilité de résilier unilatéralement la présente convention pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue au titre de l'année 2023, elle sera reconduite tacitement sous réserve de reconduction de l'attribution de la subvention en nature par délibération annuelle de MBA.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour l'exécution de la présente convention, les parties déclarent élire domicile à MBA. Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Fait à Mâcon, en deux exemplaires, le

Pour Aile Sud Bourgogne,

La Présidente de l'association

Florence BATTARD

Pour MBA,
Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente en charge des mobilités durables et de la transition énergétique,

Claude CANNET

ANNEXE 1 :
LISTE DES MATERIELS MIS A DISPOSITION

Numéro de référence UGAP et désignation	Quantité	Prix € H.T.
Vélo VTC électrique Arcade Charlie 26'' - mixte - 15 Ah - taille M - Ref Four : A019136 + Sérigraphie supérieur - Ref Four : PDSKXX2	4	5 938,07 €
Antivol pliable Abus Bordo 6000/90BKSH A019425 - noir – Ref Four : OPTAMG_416281_17	4	253,76 €
Panier avant LOC Line - fixe - avec support - noir – Ref Four : A019878	4	128,96 €

TOTAL H.T.	**6 320,79 €**
TVA	**1 264,16 €**
TOTAL T.T.C.	**7 584,95 €**

SMET 71

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

Exercice 2022 – Mars 2023

Route de Lessard- le- National
71150 CHAGNY
☎ 03 85 91 09 80
www.smet71.fr



Unité de Tri-Méthanisation-Compostage

et

Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

Glossaire

ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
AP	Arrêté préfectoral
APc	Arrêté préfectoral complémentaire
CA	Communauté d'agglomération
CAP	Certificat d'Acceptation Préalable
CAR	Centre d'Analyses et de Recherches
CC	Communauté de Communes
CS	Collecte Sélective
DDPP	Direction Départementale de la Protection des Populations
DEEE	Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques
DIB	Déchets Industriels Banals
DIO	Déchets Industriels Organiques
DNR	Déchets Non Recyclables - correspond aux déchets réceptionnés en déchetterie qui ne peuvent être valorisés
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRI	Direction des Routes et des Infrastructures
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale (ex. : communauté de communes, communauté d'agglomération)
FIP	Fiche Information Préalable
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
ISDND	Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
OMR	Ordures Ménagères Résiduelles
ONF	Organisme National des Forêts
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
SHNA	Société d'Histoire Naturelle d'Autun
SMET 71	Syndicat Mixte d'Études et de Traitement des Déchets Ménagers
STEP	STation d'ÉPuration des eaux usées
TGAP	Taxe Générale sur les Activités Polluantes
TMB	Tri Mécano Biologique
VLE	Valeurs Limites d'Emission

Sommaire

BILAN TECHNIQUE COMMUN AUX DEUX INSTALLATIONS 6

I - BILAN DES TONNAGES 7

II - AMENAGEMENTS DU SITE 11

UNITE DE TRI-METHANISATION COMPOSTAGE ECOCEA 14

I - BILAN TECHNIQUE 15

II - BILAN ENVIRONNEMENTAL 20

III - CONCLUSION 21

INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX 22

I - BILAN TECHNIQUE 23

II - BILAN ENVIRONNEMENTAL 30

III - CONCLUSION 47

COMMUNICATION-PREVENTION 48

I - LES ACTIONS DE PREVENTION STRUCTURANTES 49

II - PARTICIPATION AUX ACTIONS DE PREVENTION PORTEES PAR LES ADHERENTS 51

III - ACTIONS DE COMMUNICATION 52

IV - AUTRES OUTILS DE COMMUNICATION 53

BILAN FINANCIER 54

I - LES TARIFS 54

II - FONCTIONNEMENT 55

III - INVESTISSEMENT 57

CONCLUSION GÉNÉRALE 58

ÉVOLUTION DU SMET 71



Carte du périmètre 2022 du SMET 71



➪ **En 2022, le SMET 71 compte 9 collectivités adhérentes :**

	ADHÉRENTS	*COMMUNES*	*POPULATION MUNICIPALE*
1	CA Le Grand Chalon	37	110 641
2	CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	26	65 530
3	CA Beaune Côte et Sud	46	44 595
4	SIVOM du Louhannais	47	42 452
5	SIRTOM de Chagny	57	30 292
6	SICED Bresse Nord	46	30 291
7	CC Entre Saône et Grosne	23	11 506
8	CC Mâconnais-Tournugeois	24	16 339
9	CC Sud Côte Chalonnaise	36	11 843
	TOTAL	**342**	**363 489**

1 BILAN TECHNIQUE COMMUN AUX DEUX INSTALLATIONS

I - BILAN DES TONNAGES

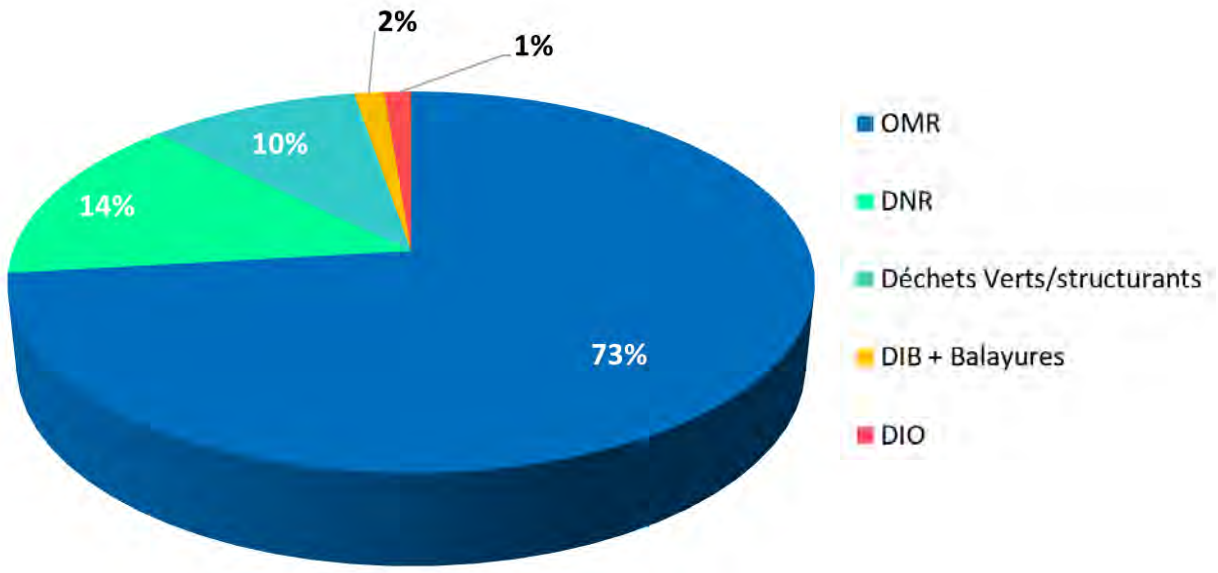
I.1 - APPORTS DES DECHETS ET EVOLUTION

Le tableau ci-dessous récapitule les apports 2022 de déchets sur l'ensemble des installations ECOCEA et ISDND par flux et toutes origines confondues (Adhérents + Clients).

GLOBAL DES APPORTS ECOCEA + ISDND, adhérents + clients (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2019/2022	Evolution 2021/2022
Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)	73 865 t	71 887 t	70 807 t	72 836 t	70 915 t	-1,35%	-2,64%
Divers Non Recyclables et refus de tri	15 903 t	15 662 t	14 571 t	15 291 t	13 861 t	-10,86%	-9,35%
Déchets Verts et structurants	8 228 t	8 810 t	9 165 t	10 090 t	9 599 t	+8,96%	-4,87%
Bois broyé	2 406 t	201 t	0 t	0 t	0 t	-	-
DIB + Balayures	2 408 t	1 784 t	1 282 t	1 341 t	1 368 t	-23,32%	2,06%
Déchets Industriels Organiques (DIO)	1 t	650 t	515 t	507 t	1 223 t	+88,15%	141,09%
Refus broyage de métaux	0 t	315 t	18 t	0 t	0 t	-	-
TOTAL	**102 811 t**	**99 309 t**	**96 358 t**	**100 065 t**	**96 966 t**	**-2,36%**	**-3,10%**

NB : l'année 2020 ayant été très particulière en termes de consommation du fait des confinements, elle n'est pas prise en référence au profit de l'année 2019.

Répartition des flux 2022 ECOCEA + ISDND : 96 966 t



Conclusion : le périmètre du SMET 71 est stable depuis le 1er janvier 2018. Une tendance à la baisse est constatée sur les deux principaux types de déchets réceptionnés (en kg/an/hab pour les OMr et les DNR)

I.2 - APPORTS DES ADHERENTS

I.2.1 - Les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)

APPORTS OMR ADHERENTS (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2019/2022 %	Evolution 2021/2022 %
Le Grand Chalon	22 373 t	21 277 t	21 846 t	22 406 t	21 380 t	+0,48%	-4,58%
Mâconnais Beaujolais Agglomération	15 078 t	15 079 t	15 056 t	15 584 t	15 382 t	+2,01%	-1,30%
CA Beaune Côte et Sud	11 172 t	10 971 t	10 269 t	10 636 t	10 532 t	-4%	-0,98%
SIVOM Louhannais	7 013 t	6 768 t	6 474 t	6 542 t	5 739 t	-15,2%	-12,27%
SICED Bresse Nord	5 372 t	5 097 t	5 071 t	5 232 t	5 150 t	+1,04%	-1,57%
SIRTOM Chagny	5 576 t	5 409 t	5 416 t	5 514 t	5 002 t	-7,52%	-9,28%
CC Mâconnais Tournugeois	3 458 t	3 348 t	3 310 t	3 421 t	3 364 t	-0,48%	-1,67%
CC Sud Côte Chalonnaise	2 203 t	2 015 t	2 047 t	2 083 t	2 036 t	+1,04%	-2,25%
CC Entre Saône et Grosne	1 312 t	1 304 t	1 318 t	1 348 t	1 409 t	+8,05%	4,51%
TOTAL	**73 557 t**	**71 269 t**	**70 807 t**	**72 767 t**	**69 994 t**	**-1,79%**	**-3,81%**
Population desservie	362 444	364 457	363 770	362 919	**363 489**		
Ratio OMR en kg/hab/an	202,95	195,55	194,65	200,5	**192,6**		

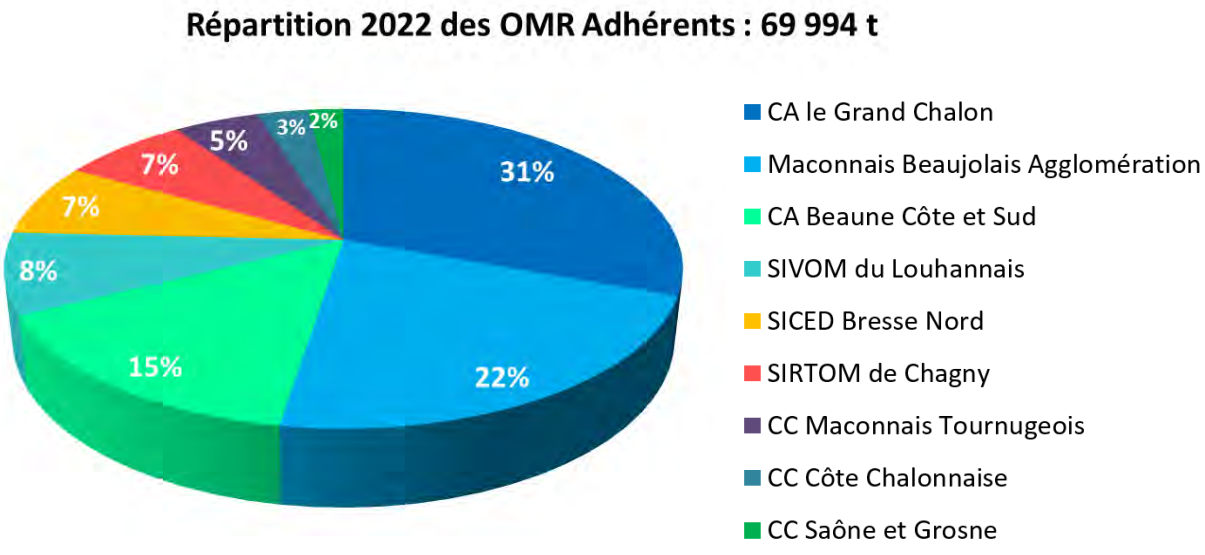
Commentaires :

On constate pour la majorité des adhérents une diminution de la production d'OMr allant de -1,30 % à -12,27% par rapport à 2021. Si tous mènent des actions de préventions, les plus grosses baisses constatées concernent :

- **Le SIVOM du Louhannais (-12,27%)** : cette forte réduction s'explique par le déploiement au 1er janvier 2022 de la collecte sélective en bac et son ramassage en porte à porte sur l'ensemble du territoire.
- **Le SIRTOM de Chagny (-9,28%)**
- **Le Grand Chalon (-4,58%)**

La réduction sur les territoires du Grand Chalon et du SIRTOM de Chagny s'explique par la mise en place de l'extension des consignes de tri en novembre 2021.

Seule la Communauté de Communes Entre Saône et Grosne connait une augmentation de 4,51% de sa production d'OMr par rapport à 2021.

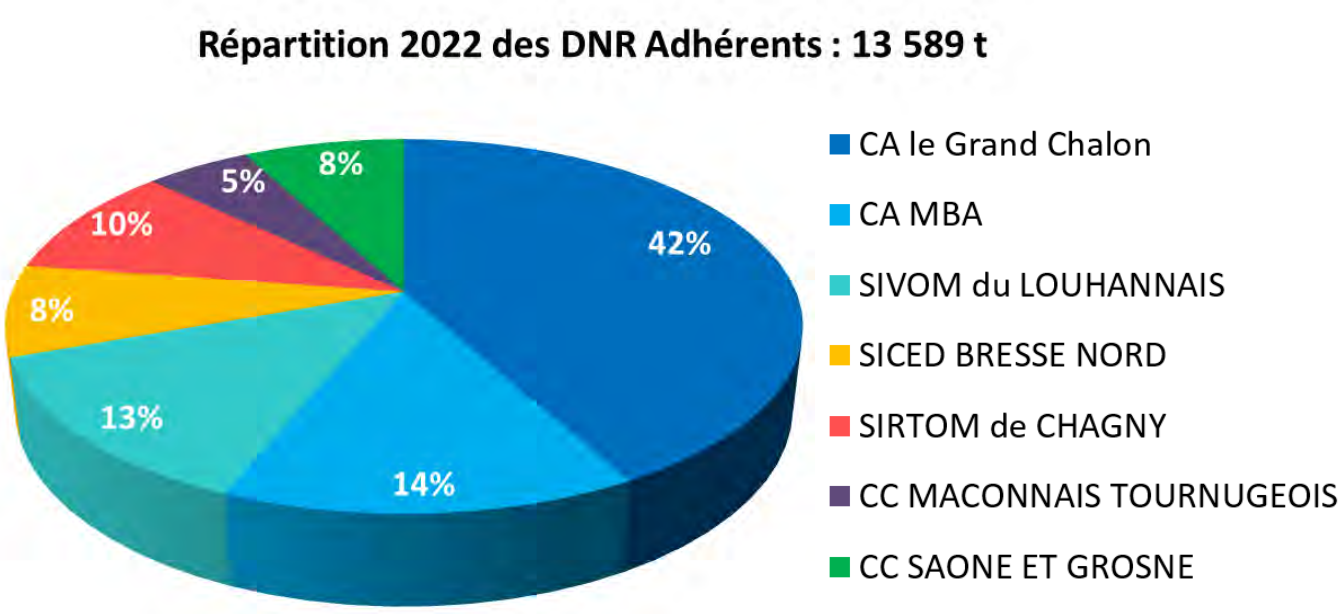


I.2.2 - Les Divers Non Recyclables (DNR)

APPORTS DNR ADHERENTS (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2019/2021 %	Evolution 2021/2022 %
Le Grand Chalon	5 590 t	5 565 t	5 799 t	6 148 t	5 708 t	+2,57%	-7,2%
Mâconnais Beaujolais Agglomération	1 986 t	2 010 t	1 762 t	2 190 t	1 927 t	-4,13%	-12,0%
CA Beaune Côte et Sud							
SIVOM Louhannais	2 914 t	2 811 t	2 507 t	2 231 t	1 803 t	-35,86%	-19,2%
SICED Bresse Nord	1 430 t	1 250 t	1 089 t	1 182 t	1 070 t	-14,4%	-9,4%
SIRTOM Chagny	1 998 t	2 049 t	1 583 t	1 489 t	1 326 t	-35,3%	-11,0%
CC Mâconnais Tournugeois	942 t	944 t	819 t	824 t	694 t	-26,48%	-15,8%
CC Sud Côte Chalonnaise							
CC Entre Saône et Grosne	1 040 t	1 032 t	1 003 t	1 122 t	1 061 t	+2,81%	-5,4%
TOTAL	**15 901 t**	**15 660 t**	**14 562 t**	**15 186 t**	**13 589 t**	**-13,22%**	**-10,5%**
Population desservie	304 997	306 999	306 841	306 331	**307 051**		
Ratio DNR en kg/hab/an	52,13	51	47,46	49,6	**44,26**		

Commentaires :
Les apports de DNR sont en forte diminution par rapport aux années précédentes. Ceci s'explique, pour les adhérents concernés par les plus fortes diminutions par les actions qu'ils déploient dans les déchetteries :

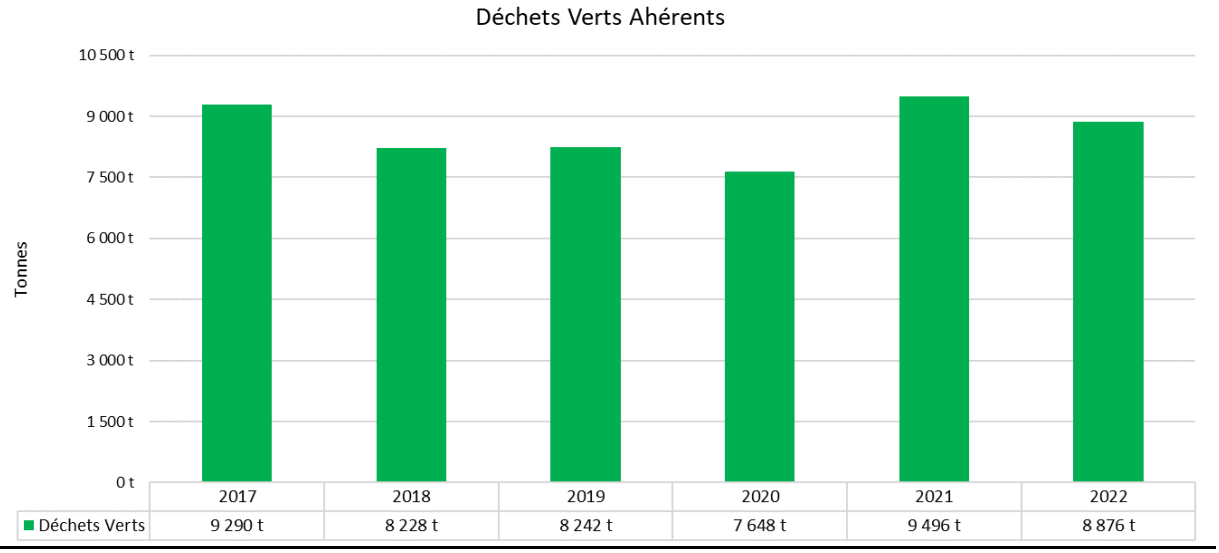
- Mise en place de nouvelles filières de collecte ou généralisation (plastiques, plâtre…)
- Contrôle d'accès
- Formations et sensibilisation des gardiens, renforcement des contrôles



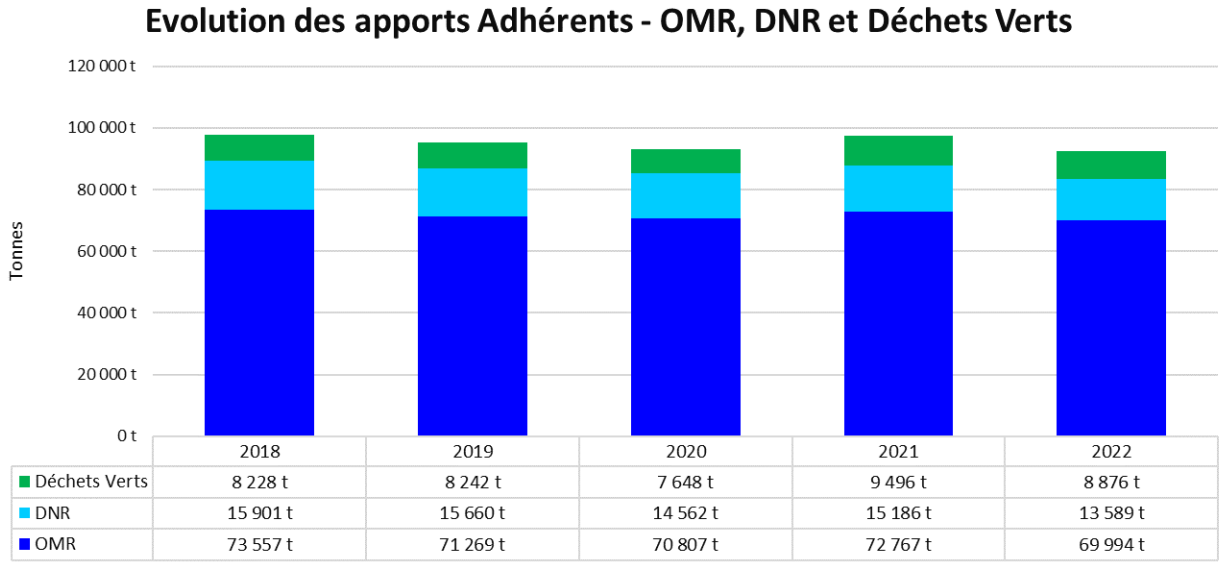
I.2.3 - Les Déchets Verts

Les déchets verts sont nécessaires à la production de compost de l'usine ECOCEA. Ils proviennent principalement des déchèteries du Grand Chalon et du SIRTOM de Chagny.

En 2022, les apports des adhérents ont représenté 8 876 tonnes contre 9 496 tonnes en 2021 soit une diminution de 6,5%. Cette baisse est due à la météorologie de l'année 2022, particulièrement sèche. La production de déchets verts est en effet saisonnière et très liée à la pluviométrie.



I.2.4 - Evolution globale des apports Adhérents



La diminution globale des apports des adhérents entre 2022 et 2021 est de -4 990 tonnes soit -5,12%, et de -2 712 tonnes, soit -2,85% depuis 2019.

II - AMENAGEMENTS DU SITE

Le service Aménagements du SMET 71 aménage et entretient les espaces selon leur fonction sur l'ISDND et sur le site ECOCEA. Il assure le suivi de ces missions lorsqu'elles sont confiées à un prestataire.

II.1 - VEGETALISATION ET ENTRETIEN

Les secteurs en post-exploitation, les secteurs non exploités en zone de stockage, ainsi que les digues des casiers de stockage sont entretenus et/ou aménagés de manière à maintenir ou recréer un environnement en rapport avec celui existant naturellement, c'est-à-dire un milieu boisé.

D'une manière générale les opérations d'entretien et d'aménagement sont menées pour être compatibles avec les principes du développement durable, la certification environnementale, la réglementation et la maîtrise des coûts.

II.1.1 - Engazonnement

L'enherbement concerne toutes les surfaces remaniées où le sol est nu. Il a pour finalité de limiter l'érosion du site (menace sur l'intégrité des couvertures, des digues, risque de colmatage des réseaux d'évacuation d'eau pluviale...), de stabiliser le terrain, de limiter le développement d'espèces invasives (renouée, ambroisie), et d'intégrer ces zones dans le paysage.

L'ensemencement des casiers en post-exploitation garantit l'intégrité des couvertures (contrairement à des plantations) ; une végétation basse facilite par ailleurs l'entretien du site et l'accès aux réseaux de dégazage pour suivi, réglages et maintenance.

Les mélanges de semences mis en place comportent un certain nombre d'espèces, pour la plupart présentes naturellement dans les environs, dont des vivaces et graminées assurant la pérennité du semis. Le SMET 71 confie l'ensemencement à des sociétés spécialisées dans ce genre d'activité, retenue dans le cadre d'une procédure de commande publique.

II.1.2 - Plantations

Il s'agit de planter diverses variétés d'arbres, d'arbustes ou de graminées adaptées au milieu (favorisation des espèces locales) sur toutes les zones non exploitées mais bouleversées, et celles en post-exploitation. Les zones stables ne nécessitant plus d'intervention de terrassement, et présentant un volume de terre conséquent, sont végétalisées par le biais de plantations d'arbres et d'arbustes. Pour l'arrosage de ces plantations le SMET procède des cuves de récupération d'eau de pluie, ainsi qu'un bassin d'orage qui sont utiliser, pour un volume annuel de 83,46 m3.
A l'automne 2022, il n'y a pas eu de plantation suite à des mouvements de personnels au sein du SMET 71 et à des travaux importants de création d'un nouveau casier d'enfouissement qui ont monopolisés le service.

II.1.3 - Entretien

Les accotements de voies, les fossés, les réseaux de captage du biogaz, les plantations récentes, les clôtures et les zones proches de celles en exploitation (risque d'incendie et de propagation) sont entretenues régulièrement.

Les couvertures de casiers sont entretenues une fois par an (fin d'été) afin de favoriser l'implantation naturelle des végétaux et laisser place à la biodiversité.

Des interventions de désherbage manuel sont nécessaires sur certaines zones minéralisées. Le SMET 71 sollicite un ESAT pour réaliser ces opérations.

Des opérations d'abattage d'arbres mort risquant de tomber sur les clôtures du site, sont effectuées régulièrement.

II.2 - BIODIVERSITE

Dans un souci de sauvegarde et de protection de certaines espèces, un suivi est réalisé en continu, en collaboration avec un écologue (partenaire du site depuis plusieurs années) et des spécialistes de la Société d'Histoire Naturelle d'Autun (SHNA).

L'étude préalable menée en concertation avec l'écologue avait identifié différents points intéressants pour créer des milieux propices aux espèces protégées. Ainsi, des mares pour les batraciens, des nichoirs pour les oiseaux et des gîtes pour les chauves-souris ont été mis en place au cours de ces dernières années.

- ⇨ Il y a aujourd'hui 14 mares implantées autour des deux sites (ECOCEA et ISDND), une vingtaine de nichoirs et autant de gîtes pour les chauves-souris.

Pour rappel, un protocole de suivi des milieux et des espèces concernant les zones de compensation du SMET 71, a été validé entre les différents acteurs dans une convention conclue pour une durée de 20 ans.
Un document de gestion et d'aménagement pour le suivi et la gestion des zones boisées du SMET 71 a également été signé avec l'ONF. L'intégrité des mesures compensatoires mises en place sera respectée lors de futurs travaux de gestion forestière.

Le tracé des corridors écologiques défini par le service Aménagements du SMET 71, l'écologue et l'Office National des Forêts a été achevé en 2020. Des îlots de senescence ont été répertoriés afin de préserver la biodiversité.

Le SMET 71 a un apprenti en BTS Gestion et Protection de la Nature. Il a pu participer aux suivis et échanges concernant le volet biodiversité avec l'écologue et les différents spécialistes de la SHNA.

II.3 - ENTRETIEN GENERAL DU SITE

II.3.1 - Entretien des voiries

Les voiries sont nettoyées en régie et occasionnellement avec une balayeuse d'une société privée.
Les conditions météo de l'hiver 2022 ont permis de n'utiliser que très peu de sel (environ 110 kg) pour le déneigement des accès, et en particulier pour les déverglacer à certains endroits. Cette mission a été assurée en régie.

II.3.2 - Propreté du site

Des filets limitant les envols sont installés tout autour de la zone d'exploitation ; ils sont suivis et réparés en cas de détérioration. Ils sont démontés et aussitôt réinstallés lors des changements de zones d'exploitation. Ceux qui ceinturent l'aire de débâchage et ceux à proximité de la zone de déchargement sont renforcés à la base par un grillage à mailles plus fines pour retenir les éléments les plus petits.
En 2022, plusieurs opérations de démontage et de remise en place des filets ont été nécessaires pour répondre à l'évolution de l'exploitation du casier F. Des filets de plus grande dimension ont été positionnés à proximité du quai de déchargement, celui-ci se situant sur le point le plus haut du site, plus fortement exposé au vent et plus impacté par les envols lors du déchargement des bennes.

La propreté du site est assurée en régie, parfois renforcée par des agents extérieurs, généralement en insertion, pour ce qui concerne « le ramassage des envols ».
Le ramassage est effectué manuellement ou à l'aide d'un aspirateur à feuilles posé sur une benne, et également avec un aspirateur urbain (électrique) permettant le nettoyage des abords du quai de déchargement plus régulièrement et surtout de façon plus ergonomique.

Le nettoyage est effectué au quotidien pour les zones d'activités, telles que :

- Le quai de déchargement ;
- L'aire de manœuvre/débâchage ;
- Les voiries internes ;
- Les couvertures d'alvéoles.

Pour les autres zones périphériques du site et les voies externes, des campagnes de ramassage sont réalisées périodiquement selon les besoins.





2 UNITE DE TRI-METHANISATION COMPOSTAGE ECOCEA

Le présent bilan 2022 de l'exploitation de l'unité de tri-méthanisation-compostage ECOCEA est présenté dans le cadre de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 en vigueur.

Les évènements techniques qui ont marqué l'activité de traitement sur ECOCEA en 2022 sont les suivants :

- Equipements de tri :
  - Casse de la flèche de la pelle en février, puis casse du bras principal en juillet
  - Mise en service de la nouvelle chaine de sur-tri en juillet
  - Casse de plusieurs roulements de galet de tube 2 entre septembre et novembre.
- Equipements de méthanisation :
  - Désordre biologique d'origine inconnue à partir du mois de novembre 2021 jusqu'en février 2022, entrainant une limitation de l'introduction de la matière organique dans le digesteur, et par conséquence, une baisse de la production de biogaz.
- Equipements d'épuration/compression du biogaz :
  - Production de biogaz durant l'été supérieur au dimensionnement du système de compression, ce qui a entraîné une augmentation des heures de torchage.
  - Arrêt technique de GRTgaz en octobre avec un redémarrage plus long que prévu

Suite aux aléas sur la méthanisation et la chaine d'épuration/injection du biométhane, un seuil de l'arrêté préfectoral a été dépassé en 2022, à savoir : le nombre d'heures de fonctionnement de la torchère : 687 h pour 600 h autorisées.

Malgré cela, l'organisation interne de l'exploitation et la maintenance ont été confortées, et l'installation a pu traiter plus de 70 040 t d'ordures ménagères/DIO.

Il est à noter que l'intégration de TIRU par PAPREC a donné lieu à PAPREC Energies Centre Est.

I - BILAN TECHNIQUE

I.1 - APPORTS DE DECHETS SUR ECOCEA ET EVOLUTION

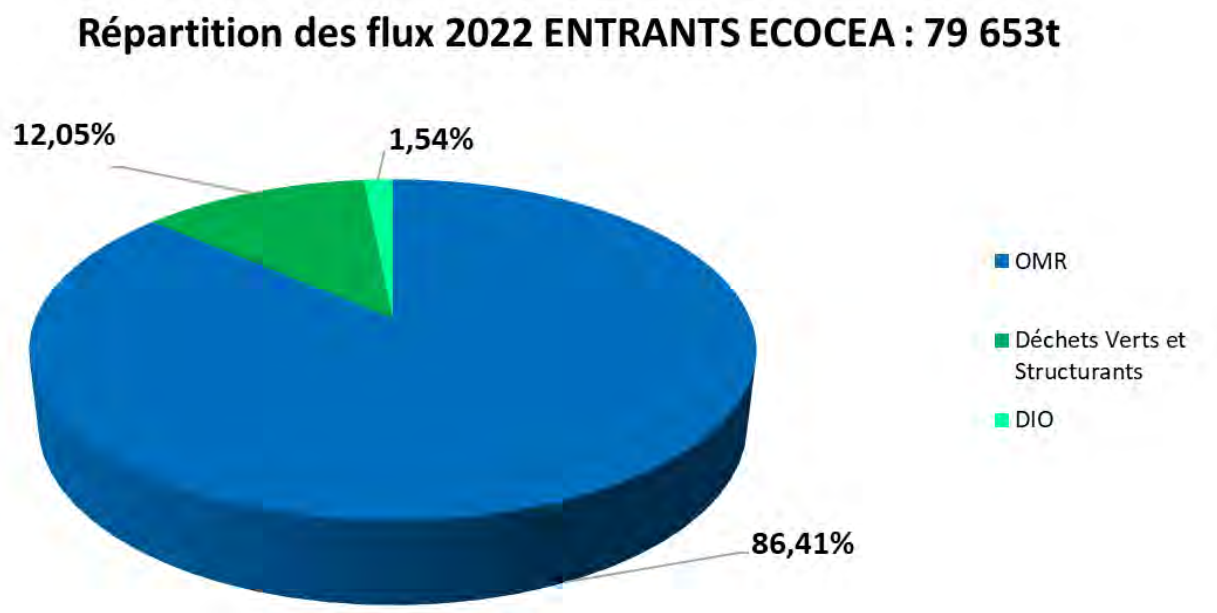
Les déchets traités sur l'installation de tri-méthanisation-compostage ECOCEA sont :

- Pour 98,5 % : les déchets issus des adhérents du SMET (OMR et Déchets Verts) ;
- Pour 1,5 % : les Déchets Industriels Organiques réceptionnés de façon marginale uniquement pour répondre à un besoin de valorisation de proximité.

Globalement, en 2022, l'usine ECOCEA a traité plus de déchets que les années précédentes :

APPORTS ECOCEA (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022 %
OMR	62 244 t	63 985 t	65 473 t	67 242 t	68 831 t	+2,36%
Déchets Verts et Structurants	8 494 t	8 810 t	9 165 t	10 090 t	9 599 t	-4,86%
DIO	1 t	650 t	515 t	507 t	1 223 t	+141,24%
TOTAL	**70 740 t**	**73 445 t**	**75 154 t**	**77 839 t**	**79 653 t**	**+2,33%**

La hausse de la quantité d'OMr traitées s'explique principalement par une meilleure disponibilité de l'installation tout au long de l'année. En effet, les arrêts techniques fortuits n'ont pas entrainé de détournement des ordures ménagères vers l'ISDND de Chagny.
La hausse de la quantité de DIO traité a nécessité l'obtention d'un agrément sanitaire complémentaire provisoire.



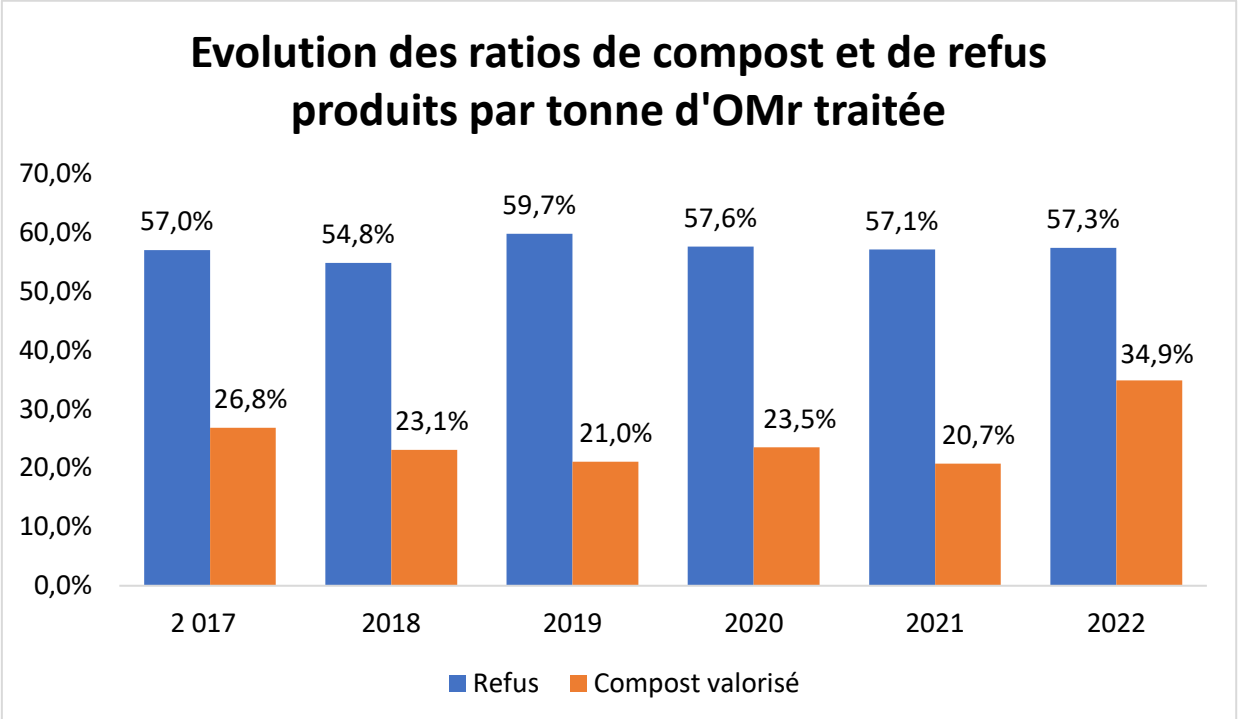
I.2 - GESTION DES ENTREES

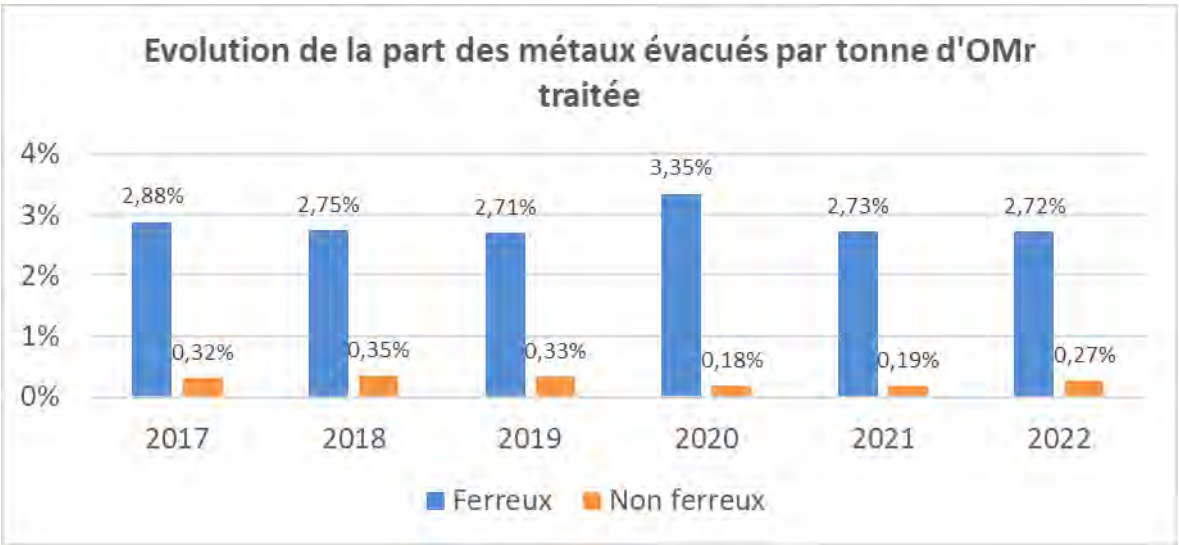
Les déchets entrants font l'objet d'une Fiche d'Information Préalable (FIP) ou d'un Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) dont la liste complète est donnée en **Annexe ECO 0.**

CAP et FIP acceptés	11 CAP Clients DIO, 9 FIP clients déchets verts, et 3 FIP clients OMR 11 FIP Adhérents pour les OMr et les déchets verts.
Total camions entrants	5816 camions OMR, 3057 camions DV, 210 camions DIO
Total camions non conformes	12 non-conformités identifiées (présence d'OMR dans les DV, tuyaux, matériel électrique…)

I.3 - FLUX SORTANTS ET EVOLUTION

SORTIES ECOCEA (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022 %
Refus de tri (hors encombrants)	34 100 t	38 208 t	37 692 t	38 388 t	39 459 t	+2,79%
Ferreux	1 709 t	1 733 t	2 192 t	1 833 t	1 875 t	+2,29%
Non Ferreux	216 t	209 t	118 t	128 t	189 t	+47,65%
Compost valorisé	14 356 t	13 458 t	15 383 t	13 945 t	24 003 t	+72,13%
TOTAL	**50 381 t**	**53 608 t**	**55 385 t**	**54 294 t**	**65 526 t**	**+20,69%**
Biogaz produit Nm^3	4 192 314	4 099 689	4 421 068	4 274 905	5 179 732	+21,17%
Biométhane injecté kWh	20 856 459	21 138 259	20 768 782	20 710 441	23 909 295	+ 15,44%





Commentaires relatifs aux flux sortants

Les refus :
Les refus de tri correspondent aux déchets qui n'ont pu être dégradés dans les tubes malaxeurs de l'usine (soit parce qu'ils ne sont pas biodégradables comme les plastiques, soit parce qu'ils sont de trop grandes tailles comme certains textiles) et ont été écartés des matières valorisables pour être orientés sur l'ISDND de Chagny. En 2022, le taux de production des refus par tonne d'OMr est de 57,3%. Ce taux tend légèrement à diminuer suite à la mise en service en cours de l'été 2022 d'équipements de sur-tri des refus. L'effet de cette ligne complémentaire doit se confirmer en 2023.

Métaux ferreux et non ferreux :
La captation des métaux ferreux est conforme aux années précédentes (2020 faisant figure d'exception).
La collaboration mise en place avec Paprec Métal porte ses fruits, les évacuations de camions sont régulières et les stocks sur site minimes.
La captation des non ferreux n'a pas été à son niveau nominal une partie de l'année 2022 suite à la panne de la roue polaire de la machine à courant de Foucault.

Compost :
Tous les lots de composts produits restent conformes à la norme NFU 44-051. Leur valorisation est assurée par la Coopérative Bourgogne du Sud.
L'évacuation du compost a été exceptionnellement bonne en 2022 : 24 000 tonnes évacuées, dont plusieurs milliers de tonnes produites en 2021. Ce retournement de tendance très sensible par rapport aux années précédentes peut s'expliquer par l'envol des prix des engrais en 2022.

Biogaz :
On observe une production exceptionnelle de biogaz globale par rapport à 2021 malgré un désordre biologique ayant entrainé une réduction drastique (-60%) de l'alimentation des digesteurs de novembre 2021 à février 2022. Cela s'explique essentiellement par :

- Des essais d'optimisation des digesteurs au cours de l'été 2022.
- L'apport de DIO riches en produits méthanogènes.
- L'apport supplémentaire de matière organique lié à la mise en service de la chaine de sur-tri.

Biométhane :
La vente de biométhane a très fortement augmenté en 2022 par rapport à 2021. Cette augmentation s'explique par la forte augmentation de la production de biogaz et une très bonne disponibilité de l'installation (malgré les difficultés techniques sur la méthanisation et l'épuration du biogaz).

Déchets non conformes :
Un pré-tri des ordures ménagères réceptionnées est réalisé à la pelle mécanique, qui en extrait les déchets non conformes listés ci-dessous.

Déchets non conformes	Bouteilles de gaz	DEEE	Pneus	Encombrants
2016	120 kg	300 kg	640 kg	449 t
2017	97 kg	904 kg	1012 kg	504 t
2018	242 kg	808 kg	729 kg	491 t
2019	66 kg	285 kg	342 kg	303 t
2020	156 kg	302 kg	261 kg	167 t
2021	***90 kg***	***402 kg***	***510 kg***	***259 t***
2022	***0***	***210 kg***	***413 kg***	***148 t***
Evolution 2021/2022	***-100%***	***- 48%***	***-19%***	***-43%***

Même si la tendance à la baisse de certains déchets non conformes est constatée (en partie liée aux pannes sur la pelle du hall de réception), les ordres de grandeurs sont conservés.
La hausse significative, en 2021 et 2022, des pneus écartés s'explique en partie par le fait que certaines déchèteries ne les prennent plus, ou de façon limitée.
Les quantités évacuées de pneus et de bouteille de gaz indiquées pour 2022 ne sont pas représentatives compte-tenu des difficultés rencontrées avec le prestataire en charge de l'évacuation.

I.4 - INCIDENTS RECENSES EN 2022

Trois déclenchements des portiques de radiodétection en entrée de site (dont deux ayant conduit à des caractérisations des déchets par le SDIS71) sont à signaler en 2022 :

- Déclenchement le 23/02/22 avec une caractérisation le 01/03/22. La levée de doute du SDIS le 04 mai a confirmé l'aboutissement de la décroissance de la radioactivité.
- Déclenchement le 21/03/22 avec une caractérisation le 25/03/22. La levée de doute du SDIS le 04 mai a confirmé l'aboutissement de la décroissance de la radioactivité.
- Déclenchement le 06/12/2022 : incident clos avant la phase 1, le chauffeur avait reçu un examen médical (raison du déclenchement du portique)

Les principaux incidents qui ont eu un impact sur le fonctionnement de l'usine sont d'ordre technique :

Incidents fortuits sur le matériel (casse, panne, …)				
Date	**Lieux**	**Nature de l'incident**	**Action corrective immédiate**	**Action corrective de 2ème niveau**
A partir du 20 novembre 21	Digesteurs	Dérèglement biologique	Diminution de la charge organique fin 2021 + suivi par deux laboratoires	Remontée en charge progressive pendant 2 mois pour être au nominal au 1er mars avec suivi augmenté des analyses

04 février	Bâtiment A	Casse de la flèche de la pelle	Réparation provisoire Location d'une pelle le temps de l'indisponibilité	Commande de la pièce pour remplacement
20 juillet	Bâtiment A	Casse du bras de la pelle	Réparation provisoire Location d'une pelle le temps de l'indisponibilité	Commande de la pièce pour remplacement Arrêt de la pelle jusqu'à changement complet du bras prévu début 2023
23 septembre	Tube 2	Casse d'un roulement de galet	Changement du roulement (en stock)	Redémarrage le 28/09
26 octobre				Redémarrage le 02/11
04 novembre				Redémarrage le 10/11

I.5 - COMPTE-RENDU D'EXPLOITATION AU TITRE DE LA SECURITE EN 2022

Conformément à l'article 11.4.5 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, le tableau ci-après présente un bilan relatif aux accidents survenus entre l'épuration du gaz et la vanne du poste d'injection du gaz :

Fréquence du contrôle : annuelle

Nature du contrôle	Commentaires
Déroulement du programme de maintien de la sécurité de fonctionnement prévu au titre de l'article 11.4.1	Conforme
Caractéristiques des accidents et incidents	Aucun
Travaux de tiers effectués à proximité de la tuyauterie ou du réseau de tuyauterie	Aucun
Travaux notables et réparations réalisés sur la tuyauterie ou sur le réseau de tuyauterie	Aucun

II - BILAN ENVIRONNEMENTAL

Articles De l'AP	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle	Conforme / Non conforme	N° annexe
4.2.3	Vérification des réseaux de collecte des effluents	En fonction du programme de maintenance	Conforme	
4.3.4	Nettoyage et vérification des séparateurs hydrocarbures	Annuel et/ou volume de boues = 2/3 de la hauteur utile	Conforme	1
4.3.5	Etanchéité des bassins et cuves	En fonction du programme de maintenance	Non conforme (*)	2A → 2K
7.2.2	Alimentation en biogaz de la chaufferie	En fonction du programme de maintenance	Conforme	3A → 3B
7.3.2	Vérification du matériel électrique	Annuel	Conforme	4A → 4B
7.2.4	Vérification des moyens d'extinction	Suivant référentiel en vigueur	Conforme	5A → 5D
7.3.3	Protection contre la foudre	Suivant dispositions en vigueur	Conforme	6
7.3.6	Systèmes de détection	Semestriel	Conforme	7A et 7B
7.5.3	Vérification et maintenance des équipements	En fonction du programme de maintenance	Conforme	
8.1.11	Composition du biogaz	Quotidien	Conforme	
9.2.1.1.1	Emissions atmosphériques canalisées	Annuel	Conforme	8A et 8B
9.2.1.1.2	Emissions atmosphériques du traitement de l'air	Trimestriel	Conforme	8A → 8D
9.2.1.1.3	Contrôle du biogaz	Trimestriel	Conforme	9A → 9D
9.2.1.1.3	Contrôle du biométhane	Annuel	Conforme	9C
9.2.2	Relevé des prélèvements d'eaux	Mensuel	Conforme (**)	
9.2.3	Rejets d'eaux pluviales	Annuel	Conforme	10A et 10B
9.2.6	Niveaux sonores	6 mois après mise en service puis tous les 3 ans	Conforme	Fait en 2021
9.2.7.1	Odeurs	Dans l'année suivante la mise en service puis tous les 3 ans	Conforme	
9.2.7.2	Equipements de traitement des odeurs	Annuel	Conforme	

(*) Réparations du bassin incendie réalisées en juin 2022. Cuve de rétention de la station-service à réparer.
(**) Consommation d'eau potable = 4 546 m^3

III - CONCLUSION

L'usine ECOCEA a terminé sa septième année de fonctionnement ; les performances sont encore en progression par rapport aux années précédentes :

- L'installation a traité 68 831 tonnes d'ordures ménagères en 2022. Ce tonnage correspond à plus de 97% des ordures ménagères apportées et est en progression constante depuis les cinq dernières années.

- L'installation conserve un bon rendement de sa production de gaz, malgré les difficultés techniques :
  - La quantité de biométhane valorisé aurait pu être supérieure sans l'incident biologique de début d'année. Elle reste néanmoins la plus importante depuis la mise en service.
  - La quantité de biogaz produite reste très bonne malgré deux mois avec une alimentation réduite.

Le compost a été valorisé à 100 % par la Coopérative Bourgogne du Sud. Les évacuations ont été soutenues tout au long de l'année.

La présence en quantité notable des métaux dans les ordures ménagères interroge sur l'obligation d'utilisation de ces matières premières secondaires, dans la mesure où des filières de tri à la source et de valorisation sont en place et éprouvées.

L'exploitation est tournée vers l'avenir et entérine son organisation grâce au renouvellement de la quadruple certification : ISO 9001, 14001, 50001, et 45001.



3 INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX

Le présent bilan 2022 de l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Chagny est présenté en application de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 en vigueur.

En 2022, les évènements marquants sur l'ISDND de Chagny sont :

1. En termes d'exploitation : la fin du remplissage de la première moitié du casier F, jusqu'à la cote sommitale autorisée.
2. La sortie du marché réglementé pour la vente de l'électricité produite par la centrale de cogénération.
3. En termes d'autorisation : la recevabilité du dossier de demande d'autorisation d'exploiter l'ISDND dans le cadre d'une extension en rehausse, puis l'enquête publique associée.
4. En termes de travaux : la poursuite du dégazage du casier en exploitation, et surtout le début des travaux préparatoires aux futurs casiers en rehausse (G1 et G2).
5. En termes d'organisation : un audit de renouvellement de la certification ISO 14 001, en mai, valide la conformité du système de management environnemental de l'ISDND.
6. L'accueil de nombreux visiteurs, et en particulier, celui des gardiens de déchetteries du territoire pour les sensibiliser sur le devenir des déchets non recyclables qui transitent par leur plateforme et finissent à l'ISDND de Chagny.

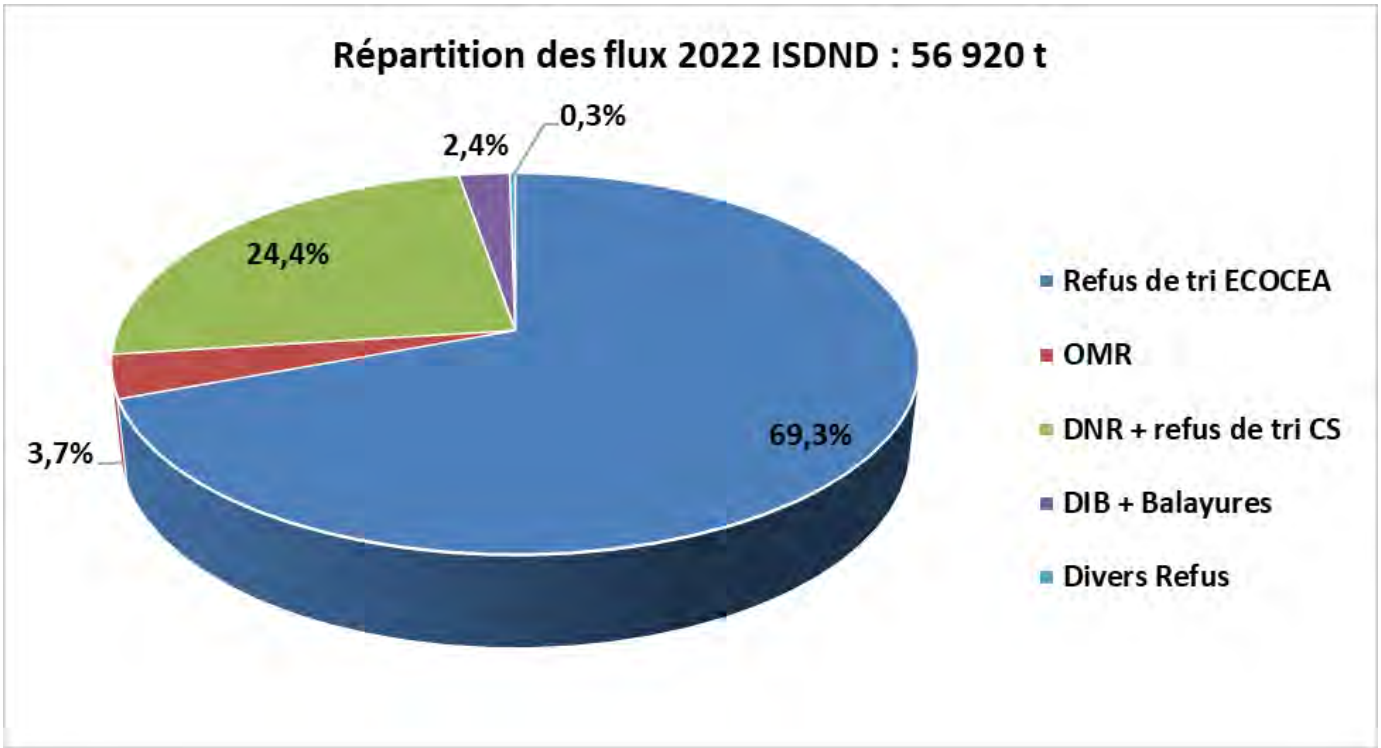
Le SMET 71 a poursuivi ses objectifs de gestion du site selon le principe de l'amélioration continue au niveau environnemental tout en maîtrisant les coûts supportés par les producteurs de déchets.

I - BILAN TECHNIQUE

I.1 - APPORTS DE DECHETS SUR L'ISDND ET EVOLUTION

APPORTS ISDND (tonnes)	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021/2022 %
Refus ECOCEA	34 100 t	38 208 t	37 310 t	38 388 t	39 459 t	2.79%
OMR	11 621 t	7 903 t	5 334 t	5 525 t	2 085 t	-62,27%
DNR + refus de tri CS	15 903 t	15 662 t	14 571 t	15 291 t	13 861 t	-9,35%
DIB + Balayures	2 408 t	1 784 t	1 282 t	1 341 t	1 368 t	2,06%
Divers refus*	0 t	315 t	400 t	259 t	148 t	-42.88%
Bois broyé	2 406 t	201 t	0 t	0 t	0 t	-
TOTAL	**66 438 t**	**64 072 t**	**58 896 t**	**60 804 t**	**56 920 t**	**-6,39%**

**Refus d'encombrants, broyage métaux*



Le tonnage 2022 accepté sur le site (56 920 t) est sensiblement inférieur (de -7,5%) au tonnage annuel maximal autorisé (61 500 tonnes pour 2022 selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2018). Ceci s'explique principalement par :

- Une bonne disponibilité de l'usine ECOCEA et le détournement d'ordures ménagères uniquement pendant l'arrêt technique programmé du printemps, pour une quantité maitrisée.
- Une tendance à la baisse des déchets ménagers (OMR et surtout DNR, directement enfouis).

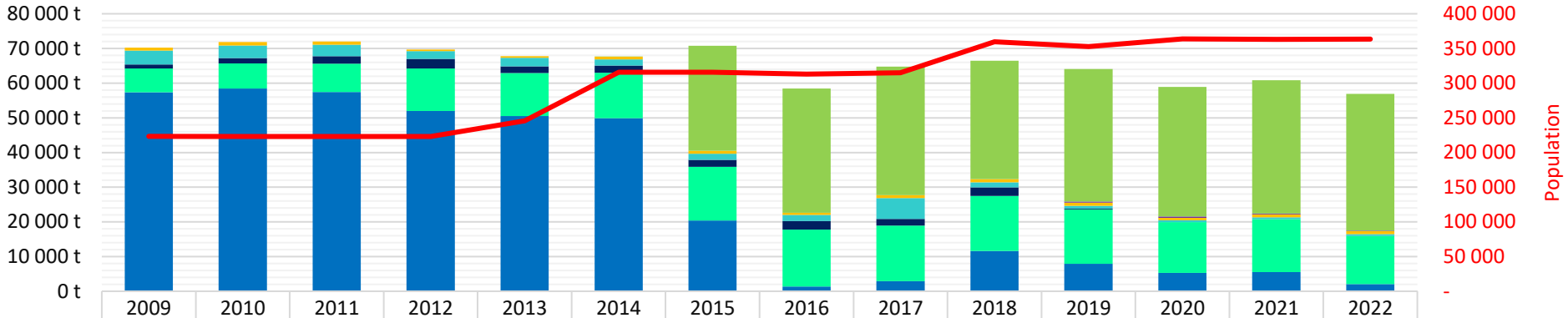
La quantité de refus réceptionnés depuis l'usine ECOCEA, est légèrement supérieur à celle de 2021 du fait de la plus importante quantité d'OMr traitées sur cette installation.

Pour mémoire, les tonnages autorisés à être enfouis sur l'ISDND de Chagny not été rééchelonnés dans le cadre un arrêté préfectoral complémentaire en 2021, conformément au tableau ci-dessous :

	Arrêté préfectoral complémentaire du
2021	61 500 t
2022	61 500 t
2023	39 636 t selon capacité résiduelle estimée

L'évolution depuis 2009 des apports de déchets de l'ISDND de Chagny, par nature et quantité, est représentée sur le graphe de la page suivante.

Evolution des apports sur l'ISDND depuis 2009



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Refus ECOCEA						94 t	30 255 t	35 817 t	36 993 t	34 100 t	38 208 t	37 310 t	38 388 t	39 459 t
*Divers refus											315 t	400 t	259 t	148 t
Balayures	879 t	954 t	929 t	452 t	453 t	737 t	836 t	601 t	839 t	917 t	879 t	743 t	815 t	833 t
DIB	4 003 t	3 626 t	3 322 t	2 262 t	2 499 t	1 775 t	1 818 t	1 778 t	6 074 t	1 491 t	904 t	539 t	526 t	535 t
Bois broyé	1 163 t	1 562 t	2 179 t	2 736 t	1 922 t	2 061 t	2 023 t	2 462 t	1 898 t	2 406 t	201 t	0 t	0 t	0 t
DNR	6 865 t	7 188 t	8 113 t	12 280 t	12 397 t	13 091 t	15 482 t	16 394 t	16 032 t	15 903 t	15 662 t	14 571 t	15 291 t	13 861 t
OMR	57 357 t	58 486 t	57 473 t	51 975 t	50 488 t	49 937 t	20 370 t	1 364 t	2 907 t	11 621 t	7 903 t	5 334 t	5 525 t	2 085 t
Population	223 501	223 118	223 118	223 118	245 482	315 684	315 684	313 000	315 000	359 668	352 857	363 770	362 919	363 489

Commentaires :

On peut constater que malgré un bassin de population desservi plus important (≅+62% entre 2009 et 2022), les déchets enfouis tendent à la baisse (-19% entre 2009 et 2022). Par rapport à la population desservie par le service, **en 2009, les déchets enfouis (tout flux confondu) représentent 314 kg/habitant, alors qu'en 2022, ils représentent 157 kg/habitant.**

Par ailleurs, la part des OMr dans les déchets enfouis a significativement diminué passant de 82% en 2009 à 4% des déchets totaux en 2022. Ainsi, conformément à l'année de référence prise par le Plan Régional de Gestion des Déchets Ménagers de la Bourgogne Franche Comté, la part des ordures ménagères enfouies, à périmètre constant, a donc été divisée par plus de 10 depuis 2010 (les collectivités actuellement adhérentes au SMET 71 ont alors exclusivement recours à l'enfouissement pour le traitement de leurs ordures ménagères, soit près de 80 000 t/an).

I.2 - GESTION DES ENTREES

CAP et FIP acceptés	17 CAP Clients 18 FIP Adhérents
Total camions entrants	7 990 camions OMR, DNR, DIB et balayures
Total camions contrôlés	522 (6,5 % des entrées)
Total camions non conformes	88 non conformités signalées (présence de pneus, bois, DEEE, batteries, déchets végétaux, blocs béton)

[Annexe ISD 2 - Liste des CAP et FIP 2022]

I.3 - DUREE DE VIE DU SITE

Les limites de l'autorisation préfectorale en vigueur au 31/12/2022 sont synthétisées ci-dessous :

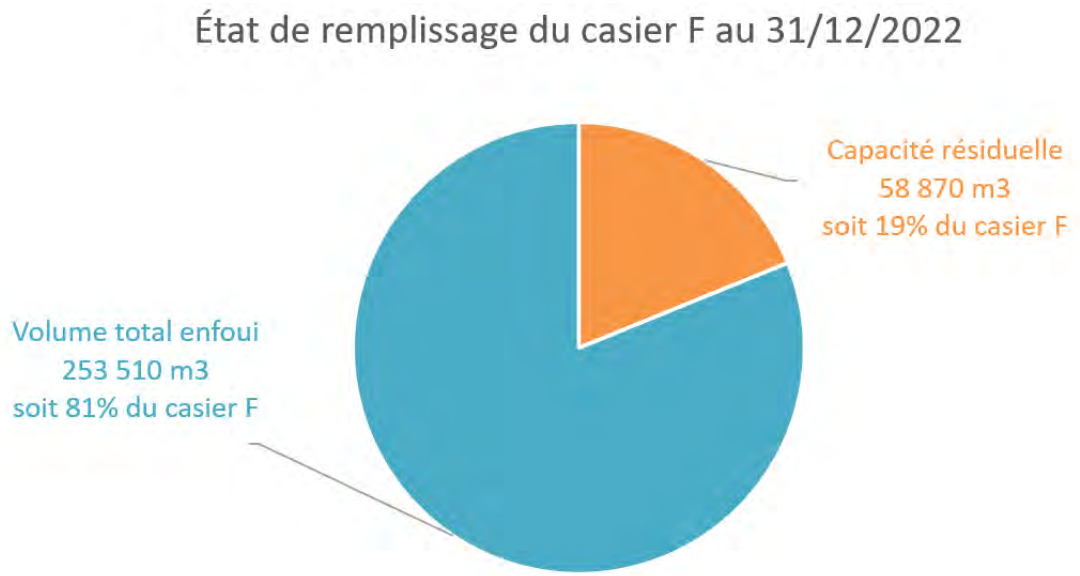
	AP du 27/07/2015 complété APc du 02 juin 2022[1]
Capacité annuelle maximale	Jusqu'au 23/07/2018 81 000 t 2018-2019-2020 65 000 t 2021 61 500 t 2022 61 500 t 2023 39 636 t
Volume commercial	432 328 m^3
Casiers	E3, E4 207 209 m^3 * F 312 380 m^3
Echéance AP	22/08/2023

**dont 119 948 m^3 au titre de l'AP de 2015 modifié.*

Le casier F a la particularité d'être exploité par niveau : les 6 alvéoles sont comblées successivement sur une hauteur de 8 m, puis réhaussées. A la fin de chaque comblement, elles sont couvertes provisoirement par une couche de matériaux argilo-terreux en attendant d'être remises en exploitation. A terme, ce mode d'exploitation doit améliorer le tassement différentiel des casiers.

A fin 2022, la densité moyenne observée sur l'ensemble du site est de 1,15 ; elle est en moyenne de 1,05 sur l'ensemble du casier F.

[Annexe ISD 1 - Calcul de densité]



Au 31 décembre 2022, le volume enfoui dans le casier F était 253 510 m^3. La capacité résiduelle du casier F est de 58 870 m^3. Sur la base d'une capacité maximale annuelle autorisée de 60 000 t/an en 2023 et de la densité moyenne des déchets stockés dans le casier F, la fin de site est estimée à fin 2023.

I.4 - GESTION DES CASIERS

Le phasage d'exploitation du site est repris dans le tableau ci-dessous :

Alvéole	Date de début	Date de fin	Tonnage au 31/12/2022
C3 - Niveau 1	04/10/2002	24/10/2003	52 784
C2 - Niveau 1	27/10/2003	16/07/2004	47 466
C3 - Surélévation	17/07/2004	07/03/2005	43 970
C2 - Surélévation	08/03/2005	07/11/2005	49 127
D3 - Niveau 1	08/11/2005	04/07/2006	47 943
D2 - Totalité	05/07/2006	16/10/2007	100 681
D3 - Surélévation	17/10/2007	14/05/2008	39 795
E2 -Totalité	15/05/2008	18/03/2009	60 677
E1 - Totalité	19/03/2009	30/06/2010	94 717
D1 - Niveau 1	01/07/2010	12/04/2011	61 720
C1 - Totalité	13/04/2011	17/06/2013	146 932
D1 - Niveau 2	18/06/2013	24/01/2014	42 284
E3 / E4	27/01/2014	23/06/2018	288 904
F1	24/06/2018	10/10/2018	19 609
F2	11/10/2018	02/03/2019	26 579
F4	05/03/2019	02/08/2019	26 886
F5	05/08/2019	04/01/2020	26 184
F3	06/01/2020	23/06/2020	27 392
F6	24/06/2020	11/08/2020	7 880
F3	12/08/2020	31/08/2020	3 134
F6	01/09/2020	03/01/2021	20 639
F8 (+rehausse F13)	04/01/2021	25/09/2021	47 522*
F7 (+rehausse F12)	27/09/2021	31/10/2022	60 549
F9	01/11/2022	En cours	9 562

** Valeur modifiée par rapport à l'année 2021 : pendant l'exploitation de F7, 2 000t de déchets ont été remis sur l'alvéole F13 pour compenser le tassement de ces derniers, juste avant la couverture de l'alvéole.*

I.5 - INCIDENTS 2022

Départs de feu				
Date	**Lieu**	**Incident**	**Réponse de 1er niveau**	**Réponse de 2ème niveau**
Avril 2022	Casier F	Deux départs de feu sur le casier F	Mise en œuvre de la procédure. Intervention agents de compactage pour éteindre le feu à temps. Levée de doute faite par les agents dans un 2nd temps. Pas d'interruption du service.	Incident clos avant appel des pompiers
Juillet 2022	Casier F	Deux départs de feu sur le casier F (Batteries, plaque en métal avec composante électronique)	Mise en œuvre de la procédure	Incident clos avant appel des pompiers
Aout/Septembre	Casier F	Quatre départs de feu sur le Casier F (Batterie, bouteille de produits toxiques)	Mise en œuvre de la procédure	Incident clos avant appel des pompiers
02/11/2022	Casier F	Départ de feu sur le casier F en dehors des périodes d'ouverture du site. Intervention astreinte d'exploitation (AE) et astreinte de sécurité (AS)	Mise en œuvre de la procédure : levée de doute par AS (5h47), appel du SIDS (5h49), appel de l'AE (5h49), accueil du SDIS par l'AE.	Arrosage de la zone (50m², loin de la structure du casier) par le SDIS. Creusement dans les déchets à partir de 07h/07h30. Arrosage de nouveau. Fin de l'intervention du SDIS vers 10h. Couverture en sable (environ 50-60 m³) de la zone concernée après contrôle par la caméra thermique. Reprise des apports de déchets vers 10h45. Pas d'impact sur le casier (étanchéité, quai, etc.)
23/11/2022	Casier F	Départ de feu sur le casier F pendant les heures d'ouverture du site	Mise en œuvre de la procédure : levée de doute par agent de compactage et encadrement (12h59), appel du SIDS (13h15), accueil du SDIS par resp. aménagement.	Arrosage de la zone (50m², loin de la structure du casier) par le SDIS. Creusement dans les déchets à partir de 13h45/14h15. Arrosage de nouveau. Fin de l'intervention du SDIS vers 16h. Couverture en sable (environ 50-60 m³) de la zone concernée après contrôle par la caméra thermique. Reprise des apports le lendemain. Pas d'impact sur le casier (étanchéité, quai, etc.)

Déversements				
Date	**Lieu**	**Incident**	**Réponse de 1er niveau**	**Réponse de 2ème niveau**
Juillet 2022	Entrée du site	Fuite sur chariot télescopique du prestataire OTEXIO	Mise en œuvre de la procédure "déversement"	Incident clos.
	Casier F	Le prestataire Terre-Net a renversé un fût d'huile de vidange + moteur sur le sol	Mise en œuvre de la procédure "déversement" + rappel des règles au prestataire.	Incident clos.

II - BILAN ENVIRONNEMENTAL

II.1 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

II.1.1 - Captation du biogaz et sources d'odeurs

En 2022, l'exploitation a concerné les alvéoles F7, F12, et F9.
Les autres casiers et alvéoles sont couverts soit d'une couverture définitive soit d'une couverture provisoire.

Le biogaz produit par ces casiers et alvéoles est capté et pris en charge, par ordre de priorité, par les installations suivantes :

1. Installation de cogénération de DALKIA : valorisation du biogaz par production d'énergies thermique et électrique ;
2. Transvapo : valorisation du biogaz pour évaporer les perméats issus du traitement *in situ* des lixiviats ;
3. Torchère : destruction du biogaz en secours des deux installations précédentes.

Réseau de captage du biogaz au 31/12/2022

Alvéoles et/ou casiers	Puits	Drains
A	6	
B	9	
C2 C3	9	
D2 D3	17	
E2	5	
E1	8 + 1 RGL*	4
C1	8 + 1RGL*	6
D1	8 + 1 RGL*	7
E3	6 + 1 RGL*	4
E4	7 + 1 RGL*	9
F1	-	3
F3	-	3
F4	-	3
F5	-	3
F6	-	3
F7	-	3
F8	-	3
F9	-	-
F12	-	3

**regards à lixiviats*

Suivi des odeurs 2022

Le programme de suivi olfactif n'a pas été reconduit pour l'année 2022. Mais suite aux conclusions de la dernière campagne de suivi qui mettaient en avant la nécessité d'un « pool » de riverains d'au moins une dizaine de personnes pour assurer la représentative des signalements, les maires des communes riveraines ont été sollicités fin 2022 afin de reconstituer un groupe de riverains pour relancer la démarche en 2023.

II.1.2 - Cartographie des émanations gazeuses

Référence réglementaire	Article 3.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Tous les deux ans : Emanations diffuses de CH_4

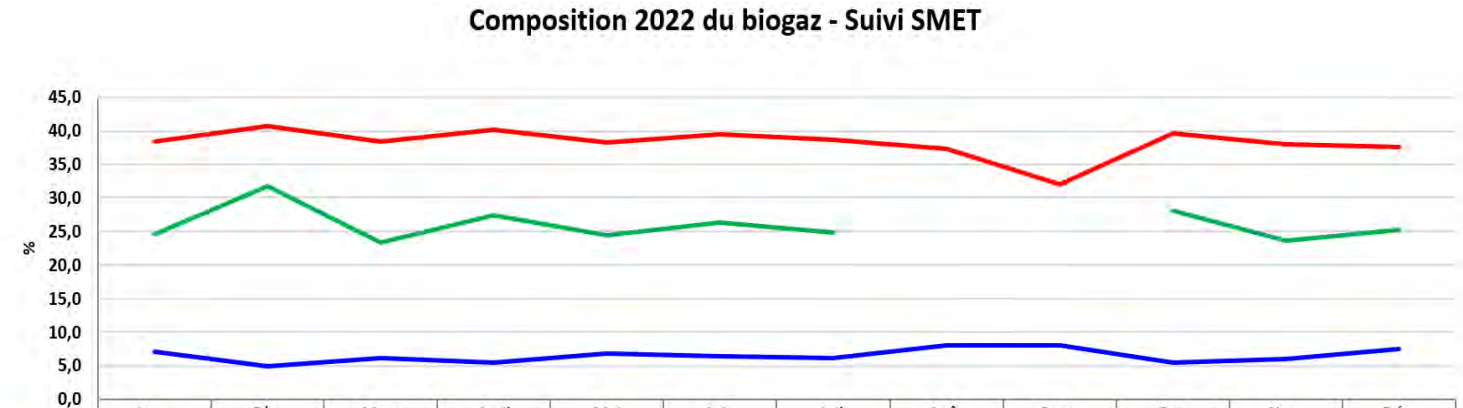
Suivi 2022

Sans objet. La dernière cartographie a moins de 2 ans (02/11/2022).

II.1.3 - Contrôle du biogaz

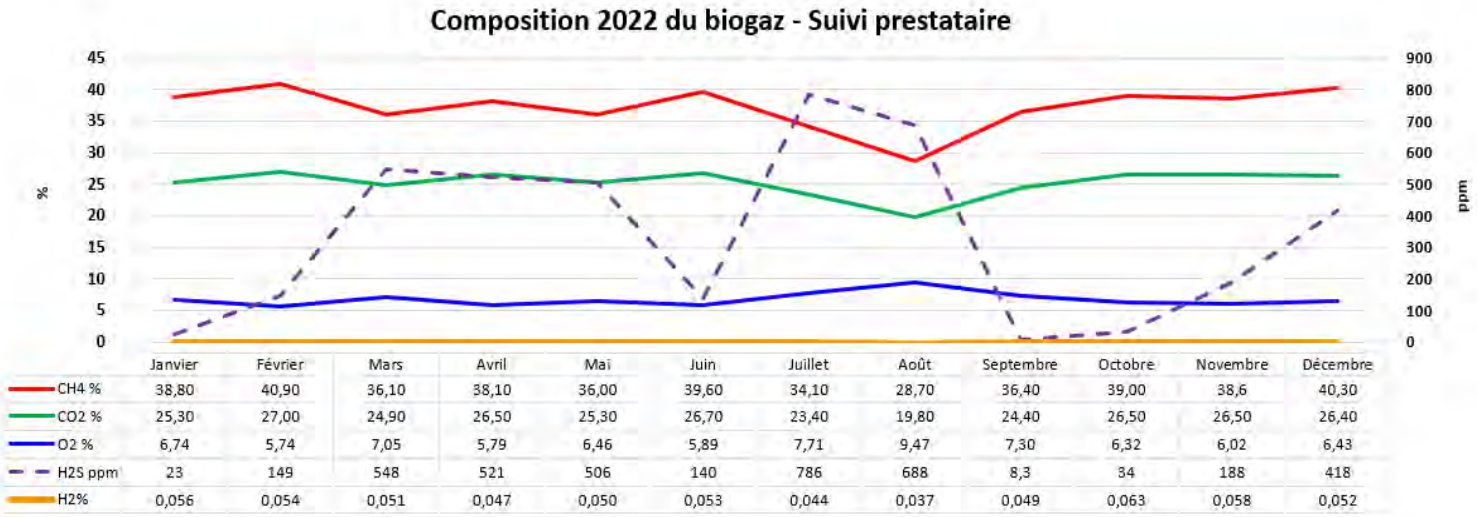
Référence réglementaire	Article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Quotidien (SMET 71) : CH_4, CO_2, O_2, efficacité du réseau de captage et réglages si nécessaires Mensuel (organisme agréé) : CH_4, CO_2, O_2, H_2S, H_2, H_2O et CO *Les analyses du biogaz ne font l'objet d'aucun seuil spécifique à respecter. La vigilance porte sur les seuils d'explosivité du biogaz (proportion entre le pourcentage de méthane et d'oxygène).*
Annexe ISD 3	Contrôle Biogaz

Suivi 2022



	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
CH4 %	38,4	40,7	38,4	40,1	38,2	39,5	38,6	37,3	32,0	39,6	38,0	37,6
CO2 %	24,6	31,7	23,4	27,4	24,5	26,3	24,9			28,1	23,7	25,2
O2 %	7,1	4,9	6,1	5,5	6,9	6,4	6,1	8,0	8,0	5,5	6,0	7,5

N.B. : Aucune valeur pour août et septembre pour le CO_2 suite à une erreur de reporting



	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
CH4 %	38,80	40,90	36,10	38,10	36,00	39,60	34,10	28,70	36,40	39,00	38,6	40,30
CO2 %	25,30	27,00	24,90	26,50	25,30	26,70	23,40	19,80	24,40	26,50	26,50	26,40
O2 %	6,74	5,74	7,05	5,79	6,46	5,89	7,71	9,47	7,30	6,32	6,02	6,43
H2S ppm	23	149	548	521	506	140	786	688	8,3	34	188	418
H2%	0,056	0,054	0,051	0,047	0,050	0,053	0,044	0,037	0,049	0,063	0,058	0,052

N.B. : Le CO non représenté sur la courbe ci-dessus est resté en dessous de la limite de détection de 10 ppm

La qualité du biogaz produit est relativement constante si l'on fait abstraction des artefacts dus aux aléas ponctuels d'exploitation et des prélèvements avec un taux de :

- CH_4 autour de 37,2% (moyenne pour les analyses externes) / 38,2 % (pour le suivi SMET) ;
- CO_2 autour de 25,23% (moyenne pour les analyses externes) / 26 % (pour le suivi SMET);
- O_2 autour de 6,74 % (moyenne pour les analyses externes) / 6,5 % (pour le suivi SMET).

N.B. : la légère baisse de CH4 et CO2 mesurée en août lors du prélèvement du prestataire ou en septembre lors du contrôle interne correspond à un aléa sur le réseau de biogaz (déboitement d'un branchement), confirmé par la hausse d'O2 (entrée d'air parasite). Ce genre de difficultés est rapidement identifiée et résorbée compte tenu du suivi des installations de combustion par le personnel d'astreinte et des contrôles réguliers sur le réseau de biogaz.

II.1.4 - Contrôle de l'installation de cogénération DALKIA BIOGAZ

Référence réglementaire	Articles 3.2.4.2.1 et 9.2.1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 Article 4.2 de l'arrêté complémentaire du 11 mai 2017
Programme de surveillance	Annuel Microturbines : NOx, Poussières, COVNM, CO, HAP Moteur : CO, NOx, COVNM, HAP, poussières, SO2, Formaldéhyde, Hg+Cd+Tl, As+Se+Te, Pb, Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn
Annexe ISD 4	Contrôle Dalkia

Résultat contrôle rejets turbines 2022 :

Paramètres	Unité	Résultats corrigés à 15% d'O_2 23/08/2022	Valeurs Limites d'Emission
Poussières	mg/Nm^3	0,79	150
Nox	mg/Nm^3	5,64	225
CO	mg/Nm^3	87,55	300
COV NM	mg/Nm^3	0	50
HAP	mg/Nm^3	0,000081	0,1

Les rejets des turbines sont conformes aux seuils réglementaires.

Résultat contrôle rejets moteur 2022 :

Paramètres	Unité	Résultats corrigés à 15% d'O_2 23/08/2022	Valeurs Limites d'Emission
CO	mg/Nm^3	216	450
Nox	mg/Nm^3	135	190
COVNM	mg/Nm^3	0	50
HAP	mg/Nm^3	0,000041	0,1
Poussières	mg/Nm^3	0,16	150
SO2	mg/Nm^3	0,42	40
Formaldéhyde	mg/Nm^3	4,10	15
Hg+Cd+Tl	mg/Nm^3	0,0013	1
As+Se+Te	mg/Nm^3	0,000044	1
Pb	mg/Nm^3	0,00016	1
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	mg/Nm^3	0,36	20

Les rejets du moteur sont conformes aux seuils réglementaires.

II.1.5 - Contrôle du Transvapo

Référence réglementaire	Article 4 de l'arrêté complémentaire du 6 février 2019 (n°2019-37-2)
Programme de surveillance	Dans les 8 jours suivant la première injection puis tous les trois mois. CO, SO_2, HCl, HF, NOx, H_2S, COV nm, Pb, (Cd, Hg, Tl), (Sb, As, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V)
Annexe ISD 5	Contrôle Torchère et Transvapo

Résultats des contrôles des rejets du transvapo 2022 :

Paramètres	Unité	Résultats corrigés à 11% d'O_2		Valeurs Limites d'Emission
		04/05/2022	13/10/2022	
CO_2	%	6	5,5	-
HCl	mg/Nm^3	0,19	0	50
HF	mg/Nm^3	0,13	0,82	5
CO	mg/Nm^3	0	37	150
SO_2	mg/Nm^3	184	8	300
Nox	mg/Nm^3	42	19	500
COV non méthaniques	mg/Nm^3	8	15	50
Plomb	mg/Nm^3	0,0030	0,013	1
Hg + Cd + Tl	mg/Nm^3	0,00065	0,0023	0,1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	mg/Nm^3	0,39	4,5	5

Les rejets du transvapo sont conformes aux seuils réglementaires.

II.1.6 - Contrôle de la torchère

Référence réglementaire	Articles 3.2.4.1 et 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Annuel (organisme agréé) : CO, SO_2, HCl, HF
Annexe ISD 5	Contrôles Torchère et Transvapo

Résultats des contrôles des rejets de la torchère 2022

Paramètres	Unité	Résultats corrigés à 11% O2		Valeurs Limites d'Emission
		04/05/2022	13/10/2022	
CO_2	%	5,7	4,6	-
HCl	mg/Nm^3	4,9	1,4	50
HF	mg/Nm^3	0	0	5
CO	mg/Nm^3	43	170*	150
SO_2	mg/Nm^3	4,5	3,5	300

En 2022, un contrôle supplémentaire par rapport à la fréquence réglementaire a été réalisé. La seconde analyse a mis en évidence un dépassement en CO, caractéristique d'une combustion incomplète (comburant présent en quantité insuffisante). Suite à cette mesure, un réglage des vantelles qui acheminent l'air de combustion dans le fut de la torchère a été fait.

II.1.7 - Taux de valorisation du biogaz

Bilan de la capacité de traitement	Volume de biogaz capté	6 427 822	Nm^3
	Volume de biogaz traité/valorisé *Centrale de co-génération* *Chaudière SIRTOM (chauffage et sanitaire) + Transvapo*	5 701 566 *4 459 235* 1 242 331	Nm^3 *Nm^3* *Nm^3*
Bilan de la valorisation énergétique de la centrale de cogénération	Production annuelle d'énergie électrique	5 533	MWh
	Energie électrique exportée au réseau ERDF	5 072	MWh
	Production annuelle d'énergie thermique	4 698	MWh_{th}

Source : relevés huissier et relevés internes

II.2 - LIXIVIATS ET BILAN HYDRIQUE

II.2.1 - Surveillance des lixiviats

Référence réglementaire	Articles 9.2.2, 4.5.2.1 et 4.5.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Mensuelle : Volumes traités sur place et en station d'épuration urbaine Annuelle : Contrôle d'étanchéité des réseaux de collecte de lixiviats Trimestrielle : pH, conductivité, DCO, DBO_5, COT, MES, azote global, azote total, ammonium, phosphore total, chlorure, sulfate, métaux totaux, plomb, cuivre, chrome et chrome 6, nickel, zinc, arsenic, manganèse, fer, cadmium, mercure, AOX, hydrocarbures totaux, cyanures libres, fluors et composés, PCB et phénol
Annexe ISD 6	Contrôle d'étanchéité
Annexe ISD 7	Evolution de la qualité physico-chimique et teneur en métaux des lixiviats.

Volumes traités en 2022

Traitement en STEP de Chalon	*9 443 m³*
Traitement dans l'unité mobile	*2 309 m³*
Traitement par cogénération	*0 m³*
Traitement total	*11 752* m³

Contrôle d'étanchéité des bassins 2022

La société SOCNA SOLS est intervenue le 18 janvier 2023 afin de contrôler l'intégrité des bassins n°1, dit bassin « Nord » (lixiviats des casiers A à E), et celle du bassin n°2, dit bassin « Sud » (lixiviats du casier F).
Tous les essais et contrôles réalisés indiquent la conformité du dispositif d'étanchéité par géomembrane.

Qualité 2022

Pour les quatre campagnes réglementaires réalisées en 2022, la majorité des paramètres étudiés se trouve en conformité avec les limites fixées par l'arrêté préfectoral d'exploitation en vigueur.

Au niveau du bassin n°1 (lixiviats des casiers A à E), on relève trois déclassements ponctuels qui concernent les éléments :

- **Azote Global :** 1 748,3 mg/l en mars 2022 (valeur limite : 1 500 mg/l),
- **Cyanures libres** : 340 µg/l en novembre 2022 (valeur limite : 200 µg/l),
- **Nickel :** 590 µg/l en mars 2022 (valeur limite : 500 µg/l).

On observe également un déclassement récurrent relatif à l'élément :

- **Chrome Total** : 2 240 µg/l en mars et 2 220 µg/l en juin 2022 (valeur limite : 1 200 µg/l).

Au niveau du bassin n°2 (lixiviats du casier F), les analyses mettent en évidence trois déclassement ponctuels :

- **Azote Global :** 1 712,3 mg/l en mars 2022 (valeur limite : 1 500 mg/l),
- **Nickel :** 640 µg/l en août 2022 (valeur limite : 500 µg/l).
- **Somme des métaux** : 21 900 µg/l en août 2022 (valeur limite : 20 000 µg/l).

On observe également un déclassement récurrent lié au :

- **Chrome Total** : 2 360 µg/l en août et 1 330 µg/l en novembre 2022 (valeur limite : 1 200 µg/l)

Les déclassements constatés peuvent être en partie dus à la sécheresse de l'année 2022 qui a entrainé, tout au long de l'année, une évaporation naturelle à la surface des bassins, accentuant la concentration en polluants.

N.B : Pour rappel, la charge en Azote Global est liée à la présence d'Azote Kjeldahl qui représente l'azote sous ses formes réduites organiques (protéines, polypeptides, acides aminées, urée...) et ammoniacales (NH4). Ces formes de l'azote proviennent de la transformation du contenu organique des déchets stockés par le biais des microorganismes présents dans le massif.

N.B.2 : Les analyses du bassin 2 n'ont pas été effectuées lors de la campagne du 08 juin 2022. Les échantillons ont été cassés lors du convoyage au laboratoire et l'information n'a pas été communiquée par ce dernier.

II.2.2 - Bilan hydrique

Référence réglementaire	Article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Annexe ISD 8	Bilan hydrique

Le volume de lixiviats extraits des casiers (10 383 m^3) est cohérent avec le volume théorique produit (10 609 m^3).
Le faible écart est lié au mode de calcul qui utilise des paramètres dont les valeurs ne sont pas connues précisément en tout point du site (coefficients de ruissellement et données météorologiques notamment) ainsi qu'au comportement des couvertures en période particulièrement sèche.

	Surface (m^2)	**Eau infiltrée (mm)**	**Volume (m^3)**
Zones couvertes : casiers A, B, C, D et E	116 100	72	8 301
Alvéoles F13 en exploitation jusqu'en février et couverte ensuite	4 109	62	256
Alvéoles F7 et F12 en exploitation jusqu'au 31/10 et non couverte	4 595	95	436
Alvéole F9 fermée puis en exploitation à partir du 01/11	5 300	50	263
Alvéole F8 en exploitation puis non converte (janvier à décembre)	5 500	95	521
Alvéoles F10 et F11 couvertes	9 190	72	657
Piste en enrobés (01/01 - 31/12)	10 500	17	174
Production théorique 2022			**10 609**
Lixiviats pompés et en transit dans le bassin de stockage 2022			**10 383**

II.3 - RELEVE DES PRELEVEMENTS D'EAU

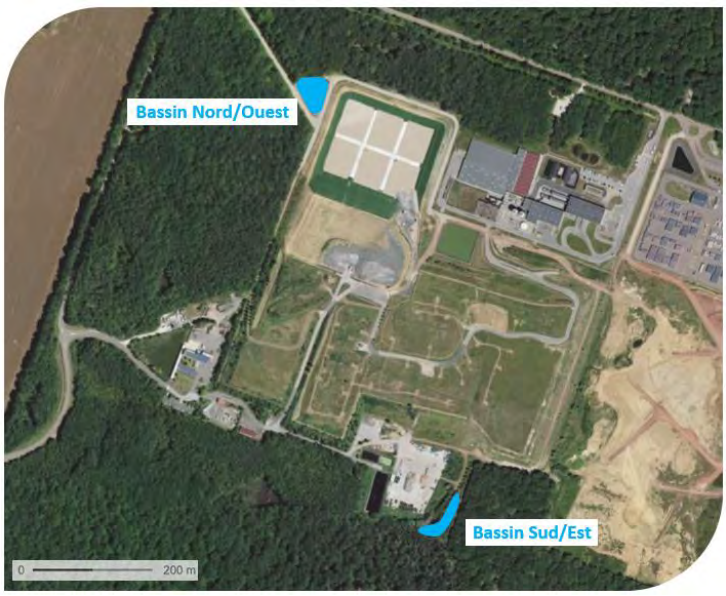
Référence réglementaire	Article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015

La consommation d'eau potable a été de 345 m^3 sur l'année 2022 pour une consommation maximale autorisée par l'arrêté préfectoral en vigueur de 500 m^3.

II.4 - SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

II.4.1 - Effets sur les eaux de ruissellement

Référence réglementaire	Articles 4.5.9 et 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Quotidien (SMET 71) : pH et conductivité (analyseur portatif) Trimestriel (organisme agréé) : pH, conductivité, MES, DBO_5, DCO, COT, azote global, phosphore total, phénols, fluor et composés, métaux totaux, plomb, chrome total et chrome 6, cadmium, mercure, arsenic, hydrocarbures totaux, AOX, cyanures libres.
Réseau de surveillance	**Bassin tampon sud-est** Bassin de stockage des eaux pluviales ruisselant sur les casiers A à E ; après contrôle qualité, les eaux du bassin tampon sont rejetées dans le Creux du fossé qui rejoint le ruisseau du Gorgeat. **Bassin tampon nord-ouest** Bassin de stockage des eaux pluviales ruisselant sur le casier F ; les eaux du bassin sont rejetées dans le ruisseau de la Vandaine.
Annexe ISD 9	Evolution de la qualité physico-chimique et teneurs métaux des eaux de ruissellement



Bassin Sud/Est

La grande majorité des paramètres étudiés en 2022 se trouve en conformité avec les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'exploitation en vigueur.

On relève toutefois deux déclassements qui interviennent lors de la campagne du **10 août 2022** et concernent les paramètres suivants :

- **MEST** : 193 mg/l (valeur limite : 100 mg/l),
- **Phosphore total :** 7,42 mg/l (valeur limite : 0,5 mg/l).

Toutefois, ces déclassements apparaissent ponctuels car aucune non-conformité n'est à déplorer lors de la campagne suivante du 15 novembre 2022. Les deux déclassements mesurés sur les prélèvements du mois d'août peuvent en partie s'expliquer par les conditions très sèches du moment, accentuant les concentrations en certains paramètres des eaux pluviales contenues dans le bassin.

Bassin Nord/Ouest

La quasi-totalité des paramètres étudiés en 2022 se trouve en conformité avec les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'exploitation en vigueur.

Les teneurs élevées en Fer, Aluminium et Manganèse sont uniquement liées au contexte argileux du secteur. En effet, les différents fossés de récupération des eaux pluviales et de ruissellement sont taillés dans l'argile.

On relève toutefois deux déclassements qui interviennent lors de la campagne du 10 août 2022 et concernent les paramètres suivants :

- **DCO :** 183 mg/l (valeur limite : 125 mg/l),
- **Azote global** : 10,1 mg/l (valeur limite : 10,0 mg/l) majoritairement sous forme réduite (azote Kjeldahl : 8,0 mg/l).

L'origine de ces deux éléments aux teneurs significatives est inconnue.
La teneur en azote global (10,1 mg/l) est très proche de la valeur limite fixée à 10,0 mg/l, surtout si on la confronte à l'incertitude analytique (16 % soit une valeur basse pouvant se situer à 8,5 mg/l).

Toutefois, ces déclassements apparaissent ponctuels car aucune non-conformité n'est à signaler lors de la campagne suivante du 15 novembre 2022.

II.4.2 - Perméats de l'unité mobile de traitement des lixiviats

Référence réglementaire	Article 9.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 Article 4 de l'APc n°2019-37-2 du 6 février 2019 Arrêtés ministériels du 15/02/2016 et du 24/08/2017
Programme de surveillance	En continu : pH et conductivité Hebdomadaire : pH, conductivité, MES, DBO_5, DCO, COT, azote global, phosphore total, phénols, fluor et composés, métaux totaux, plomb, chrome total et chrome 6, cadmium, mercure, arsenic, hydrocarbures totaux, AOX, cyanures libres.
Annexe ISD 10	Rapport d'exploitation de l'unité mobile de traitement des lixiviats

Suivi 2022

En 2022, 2 309m³ de lixiviats ont été traités sur l'unité mobile Biome.
Afin de de tester l'efficacité du traitement, conformément à la réglementation, des analyses de perméats (lixiviats traités) ont été réalisées en septembre (début de campagne de traitement) et en novembre (fin de campagne).

La qualité des perméats est conforme aux valeurs seuils pour un rejet dans le milieu naturel.

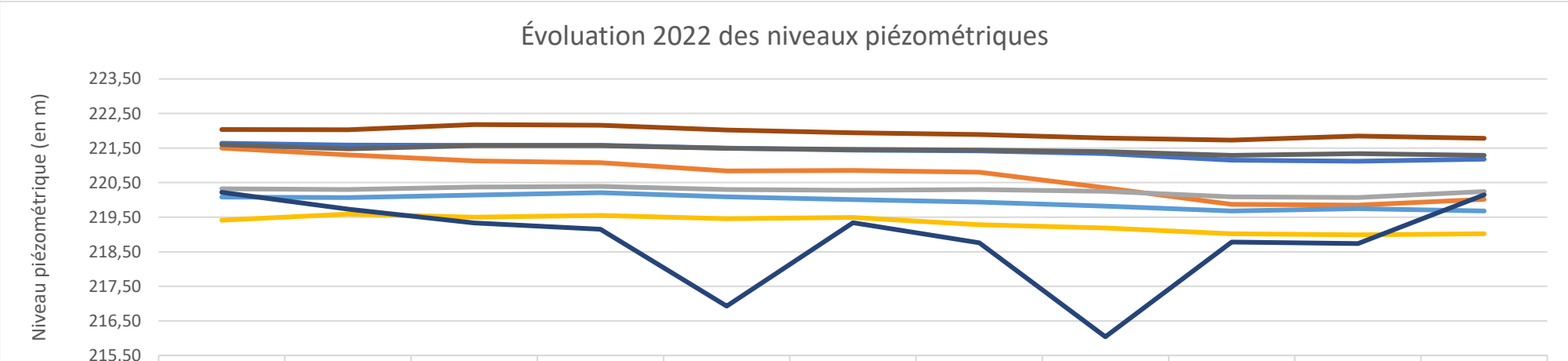
II.5 - SURVEILLANCE DES EFFETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES

II.5.1 - Effets sur les eaux souterraines

Référence réglementaire	*Article 9.2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015*
Programme de surveillance	Semestriel : Relevé des niveaux piézométriques, pH, potentiel rédox, résistivité, COT Annuel : pH, potentiel rédox, résistivité, nitrites, nitrates, azote Kjeldahl, chlorures, sulfates, phosphates, potassium, sodium, calcium, magnésium, manganèse, plomb, cuivre, chrome, nickel, zinc, étain, cadmium, mercure, DCO, DBO, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux *Nota : les analyses des eaux souterraines, réalisées annuellement, ne font l'objet d'aucun seuil spécifique à respecter.*
Réseau de surveillance	
Annexe ISD 11	Evolution de la qualité physico-chimique et teneurs en métaux des eaux souterraines

Niveaux piézométriques

Comme les années précédentes, l'évolution globale parallèle des niveaux d'eau dans les piézomètres traduit une réaction homogène et donc une bonne continuité des niveaux sableux. Seul le piézomètre 13ter, situé en position latérale du site, connait 2 relevés de niveau plus faible que la tendance attendue, sans explication particulière. L'année 2022 ayant été particulièrement sèche dans sa globalité, l'évolution des masses d'eau souterraine est faible tout au long de l'année.



	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Octobre	Novembre	Décembre
PZ 1	221,64	221,59	221,58	221,58	221,50	221,44	221,42	221,34	221,15	221,12	221,18
PZ 2bis	221,50	221,30	221,13	221,08	220,84	220,85	220,80	220,35	219,87	219,85	220,02
PZ 3ter	220,32	220,30	220,37	220,39	220,30	220,28	220,30	220,25	220,09	220,07	220,24
PZ 4bis	219,41	219,59	219,50	219,55	219,46	219,49	219,28	219,19	219,02	218,99	219,02
PZ 5	220,08	220,07	220,14	220,21	220,09	220,01	219,94	219,82	219,68	219,75	219,68
PZ 12bis	210,15	210,34	210,45	210,59	210,37	210,27	210,22	210,23	210,06	210,10	210,01
pz 13 ter	220,22	219,73	219,33	219,15	216,93	219,34	218,76	216,04	218,78	218,74	220,15
PZ 14	222,04	222,03	222,18	222,16	222,02	221,94	221,89	221,79	221,73	221,85	221,78
PZ 18	221,60	221,48	221,57	221,57	221,49	221,46	221,44	221,40	221,29	221,34	221,29

**Aucune valeur pour septembre suite à un problème organisationnel interne*

Suivi qualité 2022

Sur les 9 piézomètres étudiés, les teneurs élevées en MEST, Fer et Manganèse sont uniquement liées au contexte argileux du secteur. Les limites de quantification liées aux HAP ont été fortement abaissées par rapport aux suivis antérieurs. La quasi-totalité des teneurs quantifiées pour ce suivi de 2022 n'auraient pas été détectées précédemment.

PZ1 - Amont hydraulique du site

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
On relève une **charge azotée** significative en mars 2022. Cette teneur relevée est la plus forte sur les quatorze années antérieures de suivi. En effet les concentrations n'ont jamais dépassé 16,2 mg/l, quantifiés le 16 mars 2011. L'origine agricole et/ou viticole est certainement à privilégier.
La recherche de **HAP** s'est révélée positive en août 2022 mais les teneurs sont faibles et considérées comme non significatives.
Concernant les **PCB**, la recherche s'est révélée positive en mars 2022. Antérieurement ils n'ont pas été détectés.

- ⇨ **Ce piézomètre est situé en amont hydraulique du site ; ces teneurs ne sont donc pas liées à l'activité de stockage.**

PZ2bis - Position latérale du site

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
La **charge azotée** au regard de l'Azote Kjeldahl est désormais très faible (NKJ : < 0,5 mg/l). De même pour les teneurs en **Nitrates**, la concentration quantifiée lors de cette campagne a largement diminué par rapport à celle relevé en 2021.
La quantification des **BTEX** s'est révélée positive en mars 2022 mais la teneur quantifiée est très faible et correspond au seuil de détection du laboratoire.
Concernant les **PCB**, la recherche s'est révélée positive en août alors qu'en mars 2022, aucune détection n'est à signaler. Antérieurement ils n'ont pas été détectés.

- ⇨ **Ce piézomètre est situé en position latérale ; ces teneurs ne sont donc pas liées à l'exploitation.**

PZ3ter - Position latérale du site

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont faibles.
La quantification des **BTEX** s'est révélée positive pour les deux campagnes mais la teneur quantifiée est très faible.
On constate également la présence de plusieurs **HAP** (3 éléments) Des teneurs similaires ont déjà été quantifiées par le passé. Leur origine nous est actuellement inconnue et les teneurs apparaissent très faibles.

Pour la totalité des autres éléments analysés lors de ce suivi, les concentrations relevées sont similaires à celles observées depuis 2014.

- ⇨ **Ce piézomètre est situé en position latérale ; il n'est pas influencé par l'exploitation.**

PZ4 - Aval hydraulique

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
La charge organique (**DCO**) est significative avec 142 mg/l en août 2022 ; cette charge organique est liée au contexte forestier.
Pour les deux campagnes, on relève la présence de quelques **HAP** (3 éléments). L'origine de ces **HAP** nous est inconnue mais les teneurs apparaissent très faibles.

PZ5 - Position latérale

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
On observe toutefois une teneur significative en Carbone Organique Total (13 et 11 mg), en DCO (31 et 28 mg/l) et dans une moindre mesure en DBO_5 (2,6 et 1 mg/l). Les suivis antérieurs ont déjà mis en évidence cette charge organique.
Une teneur significative en azote Kjeldahl (4,1 et 2,7 mg/l) est à signaler. La concentration en ammonium est également significative avec 4,91 et 3,16 mg/l.

Comme lors des suivis antérieurs, on relève une teneur marquée en Nickel (30,0 et 27,0 µg/l) mais cette concentration demeure globalement stables au fil des suivis.

⇨ **Ce piézomètre est situé en position latérale ; ces teneurs ne sont donc pas liées à l'exploitation.**

PZ12bis - Aval hydraulique

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
On observe la présence de deux **HAP** : naphtalène (0,01274 et 0,00853 µg/l) et 2-méthyl naphtalène (0,00354 et 0,00126 µg/l). Ces teneurs apparaissent très faibles et peuvent être liées au massif de compost stocké précédemment (début 2021) à proximité , mais sans certitude aucune.
Concernant la somme des **7 PCB**, la recherche s'est révélée positive en août 2022 (0,00056 µg/l), au contraire de la campagne précédente de mars (< 0,0002 µg/l).
En août 2022, la quantification des **BTEX** s'est révélée positive mais la teneur quantifiée (Xylènes (m+p) : 0,11 µg/l) est très faible et proche du seuil de détection du laboratoire fixé à 0,10 µg/l.

PZ13 ter - Position latérale de l'extension

Les teneurs des différents paramètres étudiés sont majoritairement faibles.
Une teneur significative en **Nitrates** a été quantifiée en mars (37 mg/l) et a fortement diminué en août (11,0 mg/l) ; ce type d'évolution est récurent d'une année à l'autre.
Pour la campagne de mars 2022, on relève une charge particulaire élevée (MEST :2 100 mg/l) liée aux conditions hydrologiques (faible renouvellement des eaux dans le piézomètre lors du prélèvement). Lors de la campagne d'août 2022, les teneurs sont à la baisse et retrouvent des valeurs habituelles.

⇨ **Ce piézomètre étant situé en position latérale par rapport au site, le contexte viticole et agricole du bassin versant peut expliquer en partie cette concentration.**

PZ14 - Amont hydraulique de l'extension

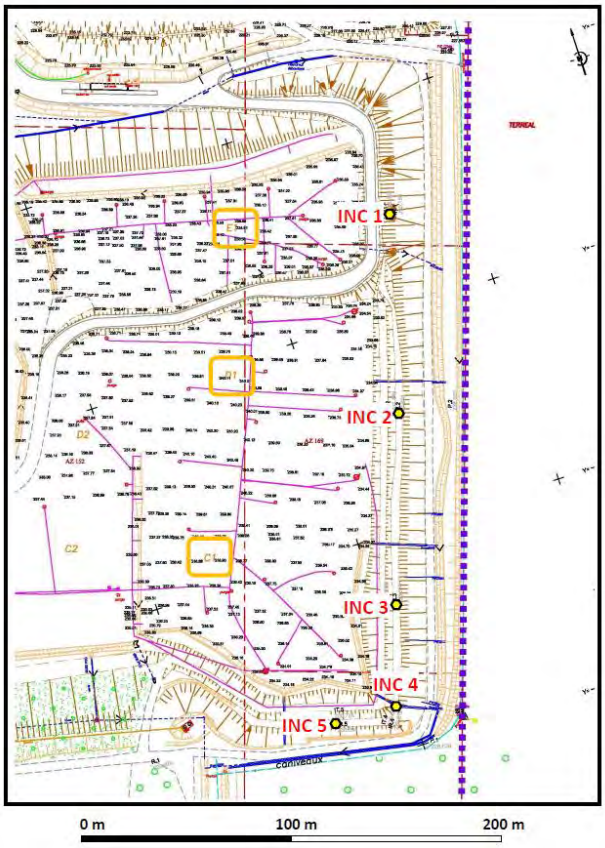
Les teneurs des différents paramètres étudiés apparaissent faibles.
On peut toutefois noter une teneur significative en **Nitrates** (35,0 mg/l en mars et 36,0 mg/l en août. Les suivis précédents ont déjà mis en évidence des concentrations relativement élevées sur la période 2014-2020. Ce piézomètre étant situé en amont hydraulique du site, le contexte viticole et agricole du bassin versant peut expliquer en partie ces concentrations.
Sur les deux campagnes, la recherche des **HAP** s'est révélée positive (3 éléments : naphtalène, 2-méthyl naphtalène et phénanthrène) mais les teneurs sont très faibles.

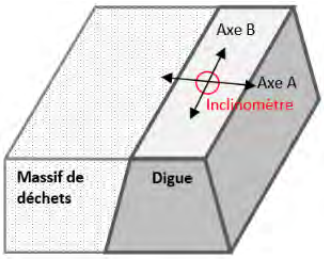
PZ18 - Aval hydraulique de l'extension

Les teneurs des différents paramètres étudiés apparaissent faibles.
Comme pour les années précédentes, une légère concentration en **Nitrates** est à signaler (8,0 en mars et 8,5 mg/l en août) et à mettre en relation avec le contexte viticole et agricole du bassin versant.
La teneur en certains métaux (Plomb, Nickel, Cuivre et Zinc) a sensiblement diminué en 2021 et 2022 par rapport aux campagnes précédentes.
La quantification des **BTEX** s'est révélée positive pour les deux campagnes mais la teneur quantifiée (Xylènes (m+p) : 0,11 µg/l et 0,10 µg/l) est très faible et se situe à proximité du seuil de détection du laboratoire fixé à 0,10 µg/l.

II.6 - SUIVI DES DIGUES

Référence réglementaire	Article 9.2.7 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Annuel : Inclinaison/déplacement des digues selon un axe A perpendiculaire à la digue et un axe B parallèle.
Réseau de surveillance	Réseau de 5 inclinomètres (capteurs) implantés entre 12 et 15 m de profondeur dans les digues Est et Sud du casier E1/D1/C1. Les inclinomètres implantés dans les digues de confinement des déchets sont suivis depuis 7 ans. Les relevés inclinométriques d'avril 2015 à février 2020 ont été réalisés par GÉOTEC. Depuis février 2021, les relevés sont réalisés par Anteagroup.

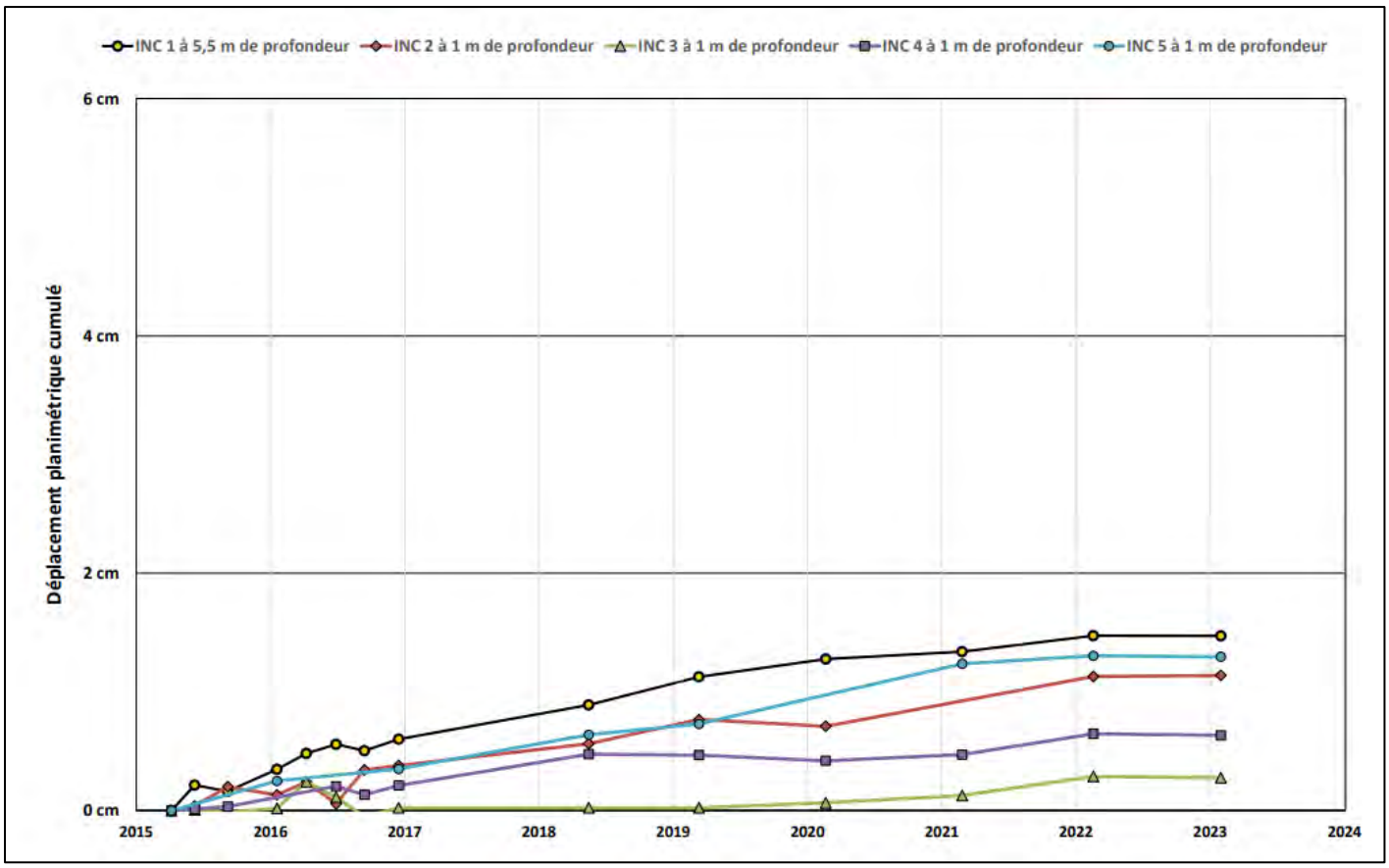




Annexe ISD 12	Rapports de contrôle des digues

Suivi 2022

Des déformations faibles sont mesurées en profondeur dans les digues de confinement : elles sont dues à un fluage très lent des matériaux argileux. L'amplitude des mouvements cumulés en 8 ans de suivi est inférieure à 2 cm (Cf. figure ci-dessous).



La dynamique du fluage est sans accélération depuis le début du suivi, voire nulle au cours de la dernière année : Il n'y a eu aucun mouvement significatif entre le 16 février 2022 et le 30 janvier 2023.

La stabilité des digues sur la période 2015-2023 est vérifiée par les résultats des suivis inclinométriques et topométriques.

L'entretien régulier des talus et fossés assure une bonne continuité de l'écoulement des eaux superficielles, ce qui évite le risque de saturation des matériaux argileux du corps de digue par infiltration.

La fréquence annuelle de suivi inclinométrique, en vigueur depuis 2017, est adaptée pour suivre l'évolution des phénomènes de fluage lent.

II.7 - AUTO-SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire	Article 9.2.10 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015
Programme de surveillance	Tous les trois ans
Réseau de surveillance	Limites de site Limites de Zones à Émergence Règlementée (ZER)[2]

Contrôle 2022

Sans objet. Le dernier contrôle à moins de 3 ans (2021).

III - CONCLUSION

L'exploitation de l'ISDND de Chagny s'est poursuivie dans la continuité des années précédentes :

- 56 920 tonnes de déchets non dangereux principalement issus des ménages du territoire ont été enfouis. Ce chiffre est inférieur au tonnage autorisé annuel, ce qui permet de ménager la durée de vie du casier en exploitation (casier F).

- La centrale de cogénération et le transvapo ont valorisé plus de 75% du biogaz capté.

- L'année 2022 a été particulièrement sèche : ces conditions météorologiques ont eu un impact sur la production de lixiviats (tendance à la baisse par rapport à 2021) et sur la qualité des rejets liquides de l'installation, en particulier en période estivale.

En 2022, le SMET 71 a renouvelé sa certification ISO 14001 pour l'installation de stockage de Chagny.







4 COMMUNICATION-PREVENTION

I - LES ACTIONS DE PREVENTION STRUCTURANTES

En 2022, le SMET a initié ou poursuivi plusieurs actions relevant de la communication et de la prévention des déchets.
Certaines d'entre elles sont faites dans le cadre du partenariat signé en 2019 entre le SMET 71 et l'ADEME, pour une durée de 3 ans.

I.1 - EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI A TOUS LES EMBALLAGES PLASTIQUES

L'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques, en simplifiant et en harmonisant les règles pour les particuliers, représente un enjeu majeur à l'échelle du Département de Saône-et-Loire, au regard de la grande hétérogénéité des organisations et de la forte disparité des modalités de tri actuelles. Il s'agit d'un enjeu environnemental primordial, dans la mesure où une amélioration du tri réduit les tonnages enfouis in fine sur le site de Chagny.
En 2022, le SMET a coconstruit en concertation avec trois autres Établissements Publics (la Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau, devenue adhérente du SMET au 1er janvier 2023 ; le SMEVOM du Charolais-Brionnais et de l'Autunois, et le SYTRAIVAL, syndicat de traitement des déchets de Villefranche-sur-Saône), une solution optimisée avec la création d'un centre de tri unique sur la commune de Torcy.
Soucieux de limiter l'impact de ce projet au niveau environnemental tant en termes de consommation foncière que d'émissions de carbone liées aux flux entrants, le SMET 71, en accord avec ses partenaires, a privilégié la requalification du centre de tri existant de Torcy en assurant la réhabilitation, la modernisation et l'agrandissement du site.
Le Centre de tri répondra aux besoins de près de 670 000 habitants et sera dimensionné pour traiter 30 000 tonnes de déchets ménagers recyclables par an.
Un marché global de performance (MGP) portant sur la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance d'un centre de tri des déchets recyclables à Torcy et été lancé en mai 2022 en procédure avec négociation. Ce marché devrait être attribué en mai 2023.

Le futur centre de tri de Torcy n'étant pas opérationnel au 1er janvier 2023, échéance ultime pour la mise en œuvre de l'extension des consignes de tri, le SMET a donc assuré en fin d'année 2022, l'organisation de la phase transitoire qui a consisté à :

- Récupérer la gestion des contrats/conventions de traitement des déchets issus de la collecte sélective des 3 adhérents du SMET déjà en extension des consignes de tri
- Assurer le suivi du contrat d'exploitation du centre de Torcy permettant un maintien de l'activité sur le site par un tri simplifié des tonnages de la Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau en extension des consignes de tri.
- Assurer le traitement des déchets issus de la collecte sélective pour les 6 autres adhérents du SMET passant en extension des consignes de tri au 1er janvier 2023.

I.2 - LE TRI A LA SOURCE DES BIODECHETS POUR TOUS LES PRODUCTEURS

Une étude relative à la mise en place du tri à la source des biodéchet portée par le SMET71 pour l'ensemble de ses adhérents, et réalisée avec le Bureau d'Etude ECOGEOS, initiée en avril 2021, s'est terminée en juillet 2022.
Cette étude a eu pour finalité d'accompagner les collectivités adhérentes dans la mise en œuvre de la règlementation en vigueur sur le tri à la source des biodéchets, applicable au 31 décembre 2023.

L'étude est composée de plusieurs étapes :

1. Réalisation d'une enquête auprès du grand public pour évaluer les pratiques de compostage existantes.
2. Réalisation d'un diagnostic territorial : évaluations des gisements issus des professionnels et des ménages selon la typologie des communes de chaque collectivité, cartographie, recensement des installations existantes, positionnement de chaque collectivité par rapport aux objectifs nationaux, sur la base du gisement de déchets caractérisé lors de la campagne menée par le SMET en 2020.
3. Comparaison (chiffrage basé sur des ratios de référence) de 2 scénarios choisis par et pour chaque adhérent (moyens humains, financiers, investissement nécessaire, etc.) pour atteindre les objectifs réglementaires.
4. Analyse détaillée pour un scénario choisi par chaque adhérent.

Le comité de pilotage de rendu final de cette étude s'est tenu au mois de juin 2022. A partir de là, chaque collectivité adhérente s'est emparée des résultats pour définir les modalités et le calendrier de mise en œuvre du tri à la source des biodéchets, sur la base des actions qu'elle réalisait déjà.

I.3 - ACTIONS SUR LES DECHETS NON RECYCLABLES

La réduction des DNR est induite par les obligations de diminution des tonnages enfouis sur l'ISDND à l'horizon 2025, qui répond aux objectifs de la Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte ainsi que du PRPGD de la région Bourgogne-Franche-Comté.
Pour ce faire, le SMET a porté ou accompagné plusieurs actions tout au long de l'année 2022 :

I.3.1 - Sensibilisation des gardiens de déchetteries

Le SMET 71, de par son activité d'enfouissement, se situe au bout de la chaine de prise en charge des Déchets Non Recyclable issus des déchèteries. L'information des gardiens est essentielle puisqu'ils sont le relais auprès des apporteurs de déchets en déchèterie. Une sensibilisation particulière est réalisée sur la qualité des DNR, les contrôles réalisés lors du vidage sur l'ISDND, et le risque d'incendie que certains déchets représentent pour l'ISDND de Chagny. En 2022, plusieurs visites de gardiens de déchèteries des adhérents ont été réalisées (communauté de communes Entre Saône et Grosne, SICED Bresse nord, CUCM).

I.3.2 - Développement des filières REP en déchetteries

En 2023, 4 filières REP doivent être déployées dans les déchetteries :

- Filière Jouet avec Eco-Maison
- Filière Articles de Sport et de Loisirs avec Ecologic
- Filière Articles de Bricolage et de Jardin avec EcoDDS / Ecologic / Eco-Maison
- Filière Produits et Matériaux de Construction du secteur du Bâtiment (PMCB) avec Eco-Maison / EcoMinéro / Valdelia / Valobat

Le SMET 71 a organisé des groupes de travail en octobre et décembre 2022, afin que ses adhérents échangent sur leurs problématiques et les obstacles à la mise en œuvre de ces filières (espace insuffisant, disponibilité des gardiens), qu'ils soient au fait des actualités (connaissance des différents éco-organisme, échéances, modalités de déploiement et prise en charge en financière).

I.3.3 - Contrôles des déchets réceptionnés

Fin 2018, le SMET a établi une liste de déchets interdits sur l'ISDND, qu'il a communiquée auprès des collectivités adhérentes. Des contrôles sont initiés depuis, donnant lieu à des fiches de non-conformité.
Depuis 2021, ces fiches sont suivies d'une pénalité de 150€, appliquée à l'adhérent, en particulier lorsque la filière de recyclage existe sur ses déchetteries (ex. : DEEE) ou que le déchet a un caractère potentiellement dangereux (batteries).
Cette démarche qui s'inscrit dans la durée a permis de fortement sensibiliser les adhérents sur la qualité des DNR, et a engendré un rappel régulier des consignes de tri auprès des gardiens de déchetteries, voire un renforcement des moyens humains.
En 2022, un total de 88 fiches de non-conformité ont été envoyés.

I.3.4 - Accompagnement la DRI dans la prévention des déchets collectés sur les routes départementales

La DRI est un client historique du SMET 71. Malgré le faible tonnage de déchets apportés sur l'ISDND de Chagny, une démarche de sensibilisation a été initiée avec la DRI du Louhannais et la DRI du Chalonnais, à l'occasion de journées de sensibilisation où la problématique des dépôts sauvages sur les aires de repos, au bord des routes a été rapidement identifiée. L'issue de ces journées, la collaboration se poursuit en 2023 afin d'identifier les acteurs à l'échelle de l'ensemble du territoire du SMET et les perspectives pour la gestion des aires de repos (contrat à l'échelle départementale avec un prestataire privé, convention avec chaque collectivité à compétence collecte).

II - PARTICIPATION AUX ACTIONS DE PREVENTION PORTEES PAR LES ADHERENTS

II.1 - PROJET DE NOUVELLE DECHETERIE DE LA CC SUD COTE CHALONNAISE

Dès 2020, la communauté de communes Sud Côte Chalonnaise a associé le SMET 71 dans son projet de création d'une nouvelle déchèterie sur son territoire. Le SMET 71 a contribué aux recherches sur les nouvelles filières (plâtre, polystyrène, plastiques durs et plastiques souples) et nouveaux exutoires (modalités techniques et financières).
Cette déchetterie, que les élus locaux souhaitent la plus complète possible en termes de filières proposées, doit intégrer les futures filières REP (articles de sports et loisirs, articles de bricolage et de jardin, jouets). En 2022, le SMET a participé aux différentes réunions d'évolution du projet.

II.2 - RESEAUX

Le programme d'animation de prévention et économie-circulaire du SMET 71 se construit en cohérence avec les autres plans, programmes et schémas du territoire, qu'ils concernent ou non exclusivement les déchets, parmi lesquels :

- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) 2015-2031 de la région Bourgogne-Franche-Comté – Membre de la CCES et participation aux groupes de travail.

- Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Bourgogne-Franche-Comté.
- Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) de la Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud – Membre de la CCES.
- Contrat d'Objectif Territoriale (COT) de la Communauté d'Agglomération Le Grand Chalon.
- Contrat de Transition Ecologique (CTE) de la Communauté de Commune Sud Côte Chalonnaise.
- Réseau A3P Bourgogne-Franche-Comté – participation aux journées organisées par l'ADEME.

D'une façon générale, le SMET joue un rôle de coordonnateur auprès de ses adhérents et certains acteurs du territoire (entreprises privées, éco-organismes, institutions). Il développe, depuis 2019 maintenant, cette mise en réseau en organisant des réunions, voire des formations à destination des personnels de ses adhérents (ex. : formation aux gardiens de déchetteries), et participe à de nombreuses journées thématiques initiées par l'ADEME (journées A3P), la Région (suivi du Plan Régional, suivi du SRADDET), les éco-organismes (CITEO, VAOBAT, etc.) et les associations de professionnels (AMROCE, ASCOMADE).

III - ACTIONS DE COMMUNICATION

III.1 - VISITES

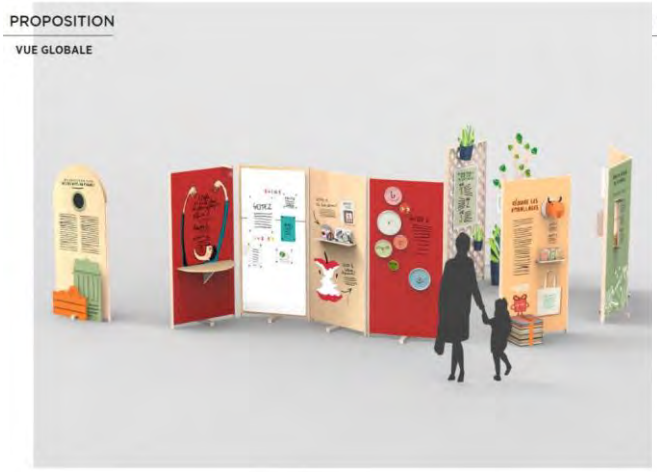
Toute au long de l'année 2022, les équipes du SMET ont accueilli un total de près de 1300 visiteurs.

Ces visites concernent à la fois des établissements scolaires, des professionnels du secteur (Ecollant), des association (ACTE), des partenaires (personnels des adhérents, DRI), des élus d'autres collectivités (Journée intercommunalité d'outre-mer en partenariat avec le Grand Chalon), etc. Elles sont l'occasion de sensibiliser chaque visiteur à son geste de tri et à la production des déchets, mais aussi, plus largement, sur les enjeux du Service public de gestion des déchets.

Les journées Portes Ouvertes sont un point d'orgue de cette volonté de transparence. Elle se sont déroulées les 23 et 24 septembre 2022, accueillant 160 visiteurs. A l'occasion de cet événement, divers stands sont présentés :

- Consigne de tri
- Compostage
- Espace enfant : cahier de jeux, présentation du jeu de société « famille zéro déchet », coin lecture avec plusieurs livres sur les déchets
- Espace « libre-service » : rapport d'activité, plaquette, stop pub

- Exposition « des gestes en plus, des déchets en moins » réalisé par la Région Bourgogne Franche-Comté





III.2 - EVENEMENTS

Le SMET 71 assure le suivi de trois centres de stockage de déchets non dangereux fermés depuis de nombreuses années.
La Région Bourgogne−Franche−Comté s'est fixée un objectif de 69% d'énergies renouvelables en 2030, au-delà de l'objectif national de 32 % à la même échéance. .

Parmi eux, le site de Chagny-La croissante, a accueilli une centrale photovoltaïque sur une partie de sa surface.
Cette centrale photovoltaïque a été inaugurée le 21 juin 2022. Sa construction a débuté en septembre 2021. Afin de valoriser au mieux le foncier du Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Chagny La Croissante géré en post-exploitation depuis 1995 et de participer à l'atteinte de l'objectif de la Région, le SMET 71 et EDF Renouvelables ont décidés de couvrir le CET de 8 370 panneaux solaires, soit sur 8,4 hectares, pour une production électrique équivalente à la consommation de 2300 habitants (40 % de la population de Chagny)

IV - AUTRES OUTILS DE COMMUNICATION

En 2022, le SMET a fait évoluer plusieurs de ses outils de communications, avec notamment :

- SITE INERNET (www.smet71.fr) : modernisation des échanges (commandes de support tels que les « Stop Pub » et inscriptions aux JPO en lignes), amélioration de la diffusion de l'information (création d'un onglet « Formations » qui liste les filières et lieux de formation/apprentissage dans le domaine de l'environnement, création d'un onglet « recrutement », etc.),
- Synthèse du rapport annuel d'activité : le contenu du document a été entièrement repensé en 2022 afin d'être plus adapté au grand public
- Compte LINKED'IN : réactivation du compte SMET, régulièrement alimenté, afin d'améliorer la visibilité sur le périmètre d'intervention et les enjeux du SMET, ainsi que ses acteurs.

Enfin, le SMET travaille régulièrement avec la presse locale (Journal de Saône-et-Loire, Info Chaloin, etc.) afin de communauté sur ses actualités.

5 BILAN FINANCIER

I - LES TARIFS

Source : compte administratif 2022 du SMET 71

La principale ressource du SMET 71 est la redevance calculée en fonction du tonnage apporté par les adhérents pour le traitement des déchets de leur territoire. Le syndicat dispose également de ressources annexes composées principalement de la vente du biométhane à TERREAL et du traitement des déchets industriels banals.

Afin de sécuriser l'équilibre économique du syndicat, depuis le 1er janvier 2020, le tarif de traitement des ordures ménagères résiduelles (OMr) et les déchets non recyclables (DNR) pour les adhérents est scindé en deux parts respectives de 50%, se composant d'une part fixe, et d'une part variable calculée en fonction des tonnages réels apportés par chaque adhérent.

Lors de sa séance du 14 décembre 2021, le comité syndical a décidé de fixer, pour 2022, le coût à la tonne du traitement des OMR à 101,81 € et des DNR à 93,63 € (hors TVA et hors TGAP) pour les adhérents, et de scinder ce tarif en deux parts respectives de 50%, se composant :

- D'une part fixe d'un montant total de ≅ 4 450 k€ ;
- D'une part variable calculée en fonction des tonnages réels apportés par chaque adhérent.

Tarifs appliqués sur l'ISDND (€ HT/tonne)

Adhérents	Divers Non Recyclables (DNR)	93,63 € HT
	Matériaux de recouvrement périodique	Ce tarif suit l'évolution de la TGAP selon la nature du déchet.
Clients	Déchets Industriels Banals (DIB) et Balayures	81,91 € HT
	Refus produits par l'usine ECOCEA	70,37 € HT
	Matériaux de recouvrement périodique	Ce tarif suit l'évolution de la TGAP selon la nature du déchet.

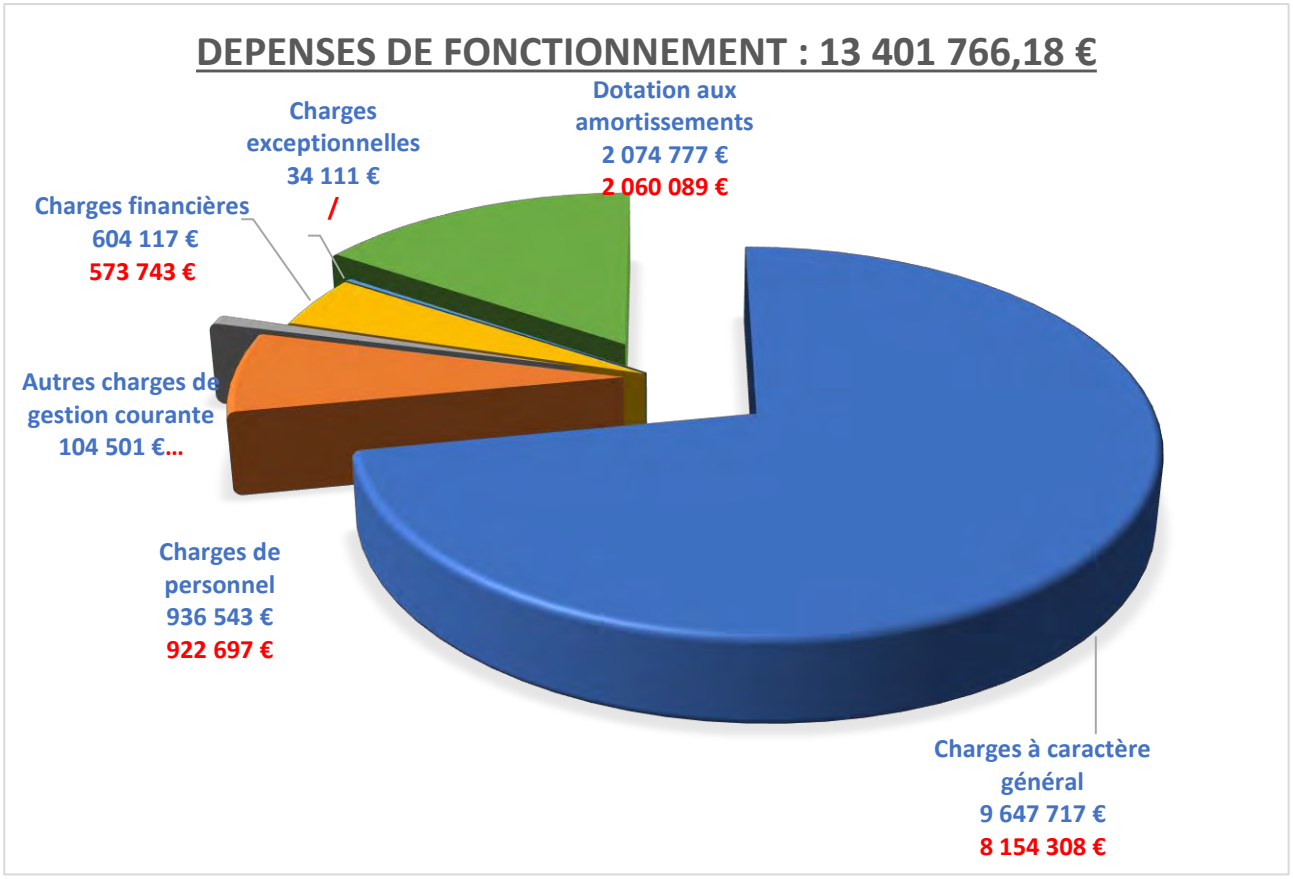
Tarifs appliqués sur ECOCEA (€ HT/tonne)

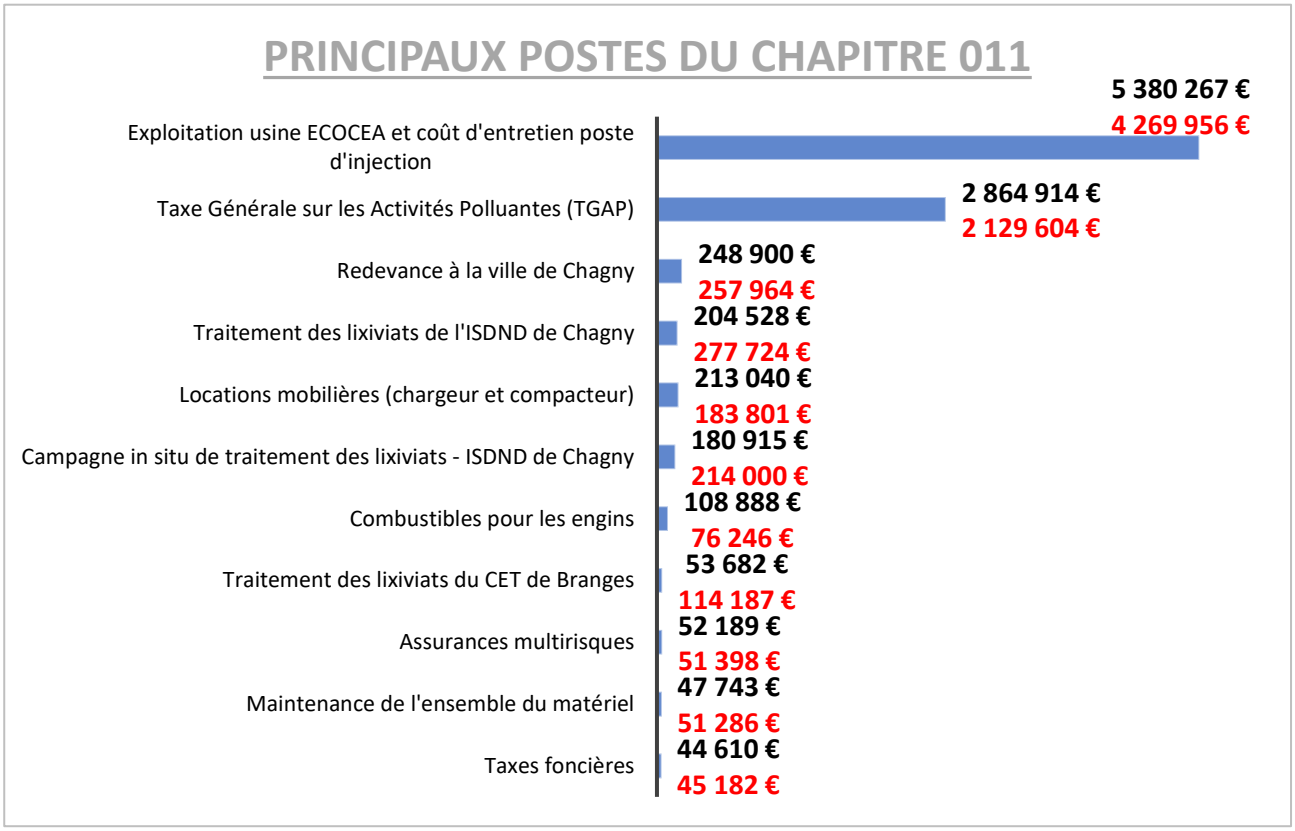
Adhérents et Clients	Ordures Ménagères Résiduelles (OMR)	101,81 € HT
	Déchets fermentescibles de petite taille issus du traitement mécanique des déchets ménagers résiduels	94,94 € HT
	Déchets Verts	19,61 € HT

La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) s'est élevée pour 2022 à 45 €HT/t ; elle passera à 52 €HT/t au 1er janvier 2023. La TVA s'applique en sus de ces montants.

II - FONCTIONNEMENT

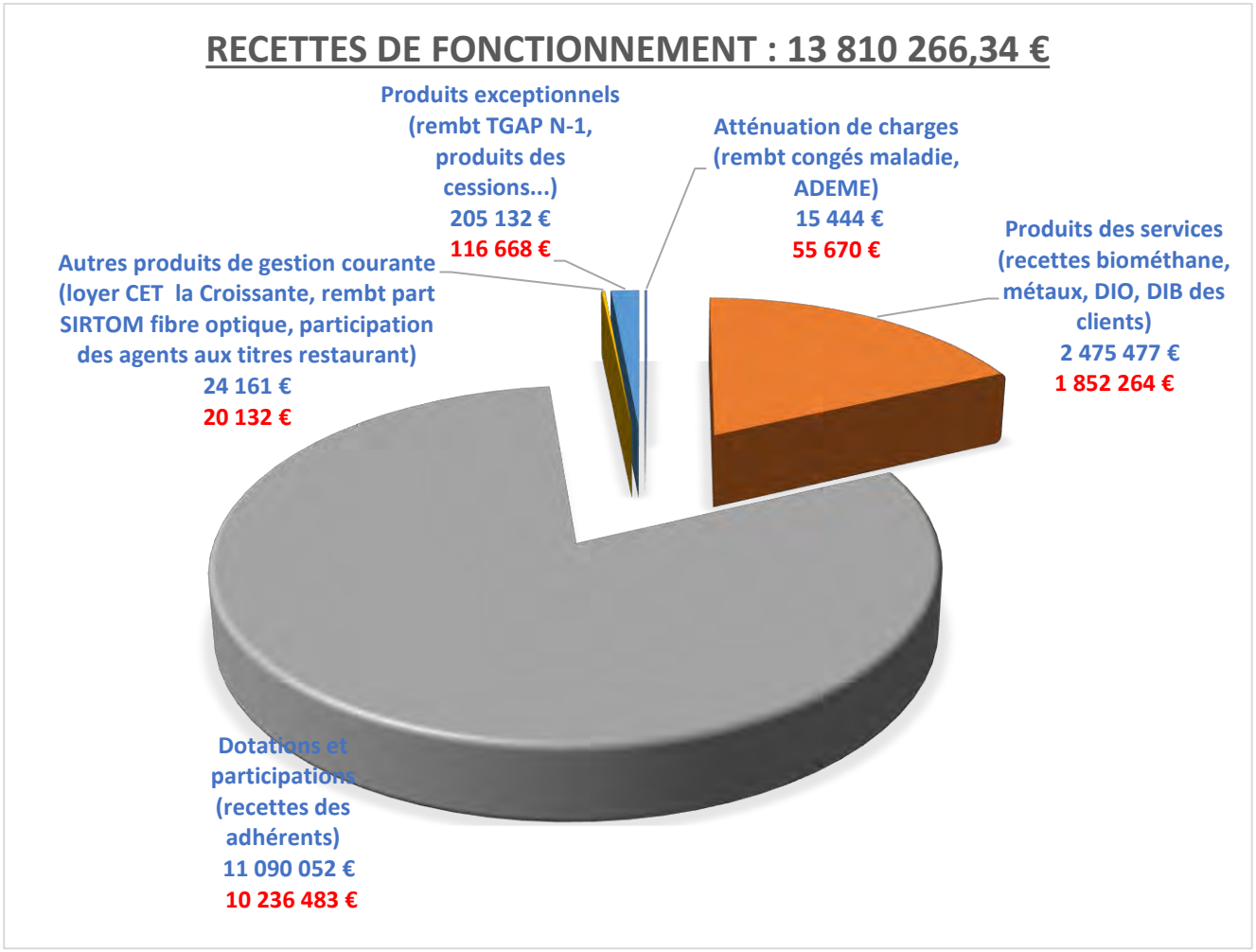
Les dépenses et recettes de fonctionnement 2022 du SMET71 sont synthétisées dans les graphiques suivants :





N.B. : le « chapitre 011 » correspond aux prestations de services

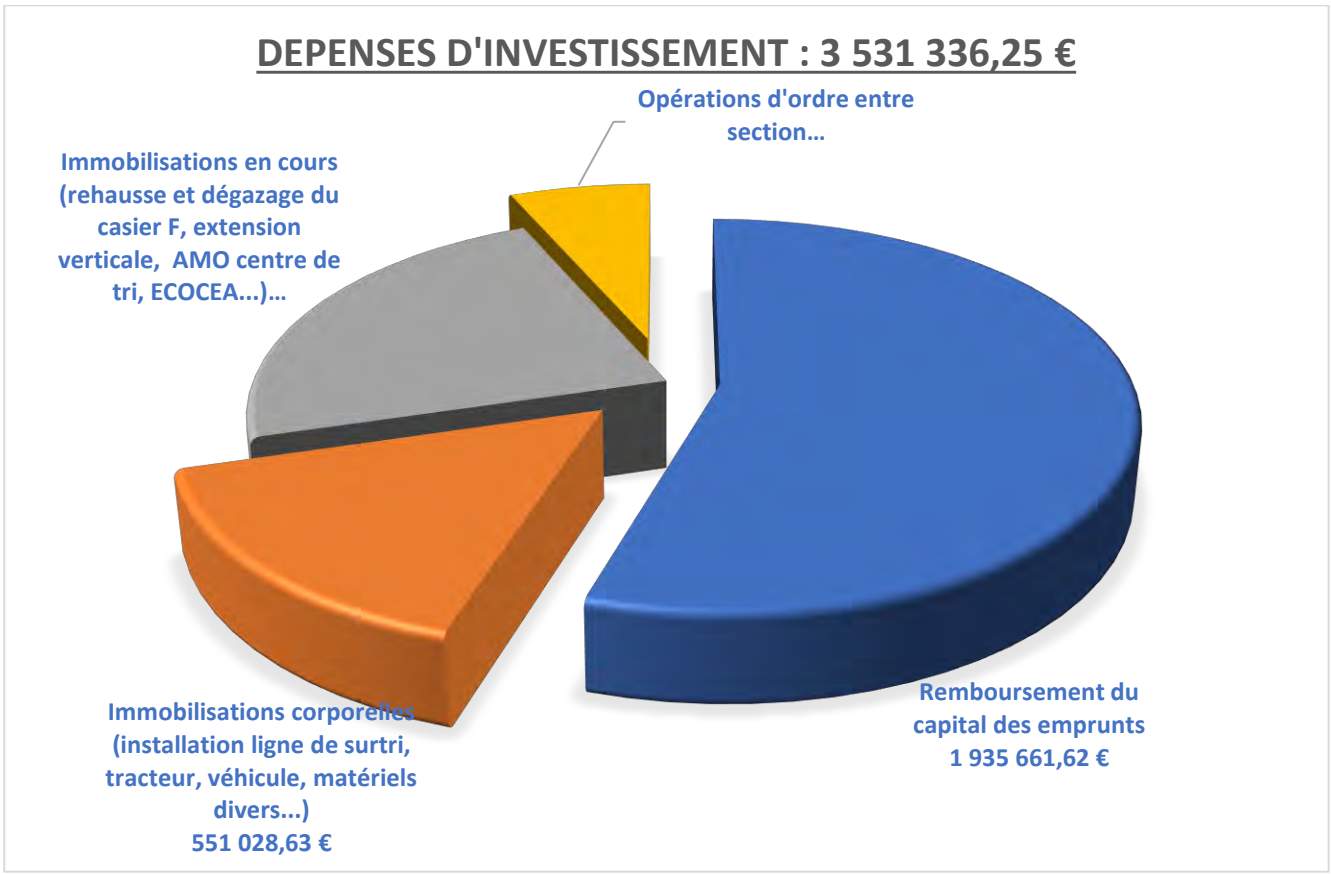
N.B : les valeurs en rouge correspondent aux montants 2021

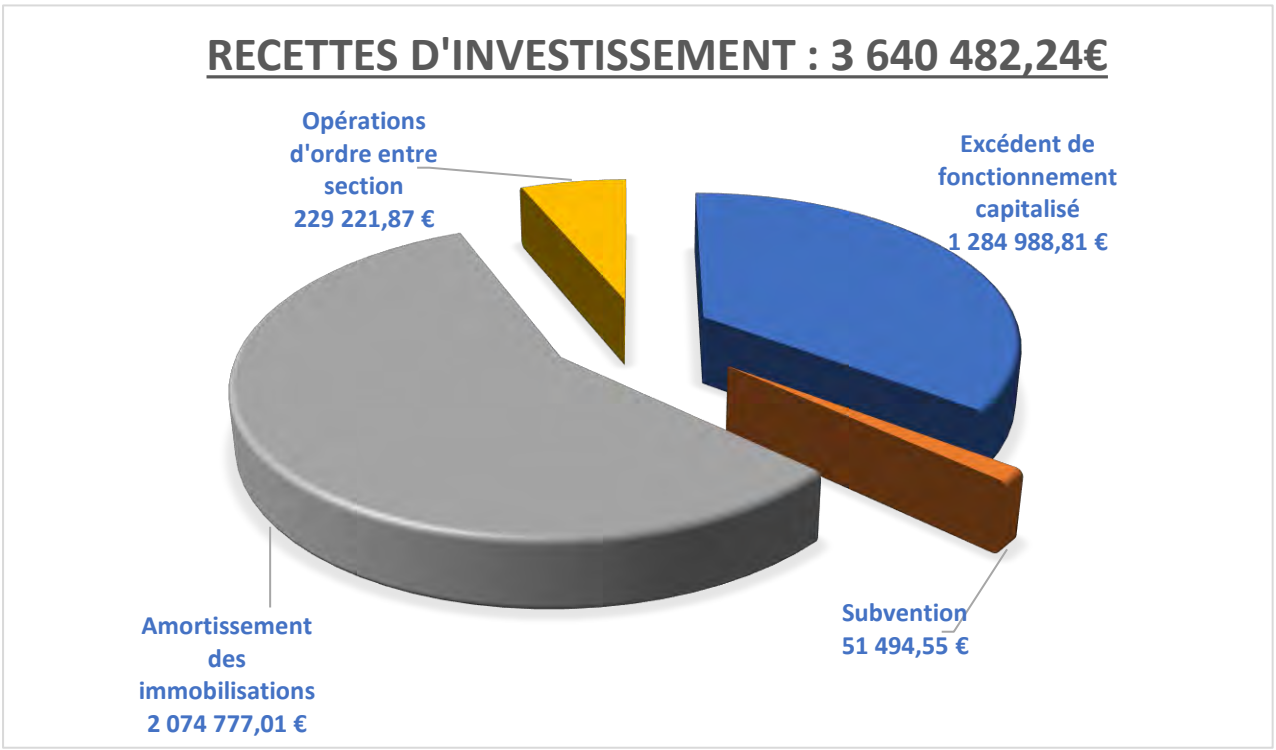


N.B : les valeurs en rouge correspondent aux montants 2021

III - INVESTISSEMENT

Les dépenses et recettes d'investissement 2022 du SMET71 sont synthétisées dans les graphiques suivants :





6 CONCLUSION GÉNÉRALE

En 2022, le SMET 71 a assuré la continuité de traitement de 96 966 tonnes de déchets principalement issus des ménages de son territoire : environ 73% sont des ordures ménagères résiduelles, 14% des déchets non recyclables issus des déchetteries, et 10% des déchets verts (les 3% restant étant des DIO, Balayures ainsi que des DIB).

Le volume global de déchets pris en charge par le SMET 71 sur ses installations a baissé de 3% par rapport à 2021, avec une diminution particulièrement parquée de la production de déchets non recyclables des déchetteries.

Pour traiter ces déchets, les deux installations du SMET 71 :

- l'usine ECOCEA de tri-méthanisation-compostage des OMR, exploitée par TIRU,
- l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux exploitée en régie,

s'inscrivent dans une démarche quotidienne d'amélioration continue. Elles ont confirmé cet ancrage en maintenant en 2022 respectivement la quadruple certification ISO 9001-14001-50001 et OHS18001, et la certification ISO 14001.

Le bilan de l'année 2022 sur les deux installations est globalement positif :

- L'usine ECOCEA a traité plus d'ordures ménagères que les années précédentes, et, malgré des aléas techniques d'exploitation, valorisé davantage de biométhane. Par ailleurs, la valorisation des sous-produits tels que le compost et les métaux a été favorisée par le contexte économique.
- L'exploitation du centre de stockage s'est poursuivie dans la continuité, avec une volonté concrète d'intégrer le site dans son environnement. Le tonnage de déchets enfouis s'est avéré inférieur au tonnage réglementairement autorisé, ce qui permet de ménager d'autant la durée d'exploitation. Les travaux préparatoires à l'extension en rehausse ont par ailleurs commencé fin 2022.

Le bilan environnemental des deux installations est positif : la majorité du suivi environnemental mis en œuvre est conforme au cadre réglementaire.

Le SMET 71 est désormais tourné vers l'objectif 2025, première échéance du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets dans lequel ses activités s'inscrivent : la rapide baisse des tonnages enfouis autorisés, croisé à la très forte hausse de TGAP à cet horizon, sont désormais le principal défi à relever à court terme.

Table des annexes ECOCEA

Annexe ECO 0.	Liste des FIP et CAP des déchets reçus sur l'usine ECOCEA
Annexe ECO 1.	BSD séparateurs hydrocarbures
Annexe ECO 2.	Inspections bassins, cuves et fosses
Annexe ECO 3.	Vérification sécurité chaudière
Annexe ECO 4.	Vérification matériel électrique
Annexe ECO 5.	Vérification trappe de désenfumage, BAES, extincteurs et poteaux incendie
Annexe ECO 6.	Rapport protection contre la foudre
Annexe ECO 7.	Maintenance des systèmes de détection incendie
Annexe ECO 8.	Rapports d'analyse rejets biofiltre, chaudière, torchère
Annexe ECO 9.	Rapports d'analyse biogaz et biométhane
Annexe ECO 10.	Rapport d'analyse rejets eaux pluviales

Table des annexes ISDND

Annexe ISD 1.	Calcul de densité
Annexe ISD 2.	Liste des CAP et FIP 2022
Annexe ISD 3.	Rapports de contrôle Biogaz - EXPLORAIR
Annexe ISD 4.	Rapport de contrôle Chaudière Dalkia - SOCOTEC
Annexe ISD 5.	Rapports de contrôle Torchère et Transvapo – IRH
Annexe ISD 6.	Contrôle d'étanchéité du bassin de lixiviats - SOCNA SOLS
Annexe ISD 7.	Evolution de la qualité des lixiviats
Annexe ISD 8.	Bilan hydrique
Annexe ISD 9.	Evolution de la qualité des eaux de ruissellement
Annexe ISD 10.	Analyses des perméats
Annexe ISD 11.	Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Annexe ISD 12.	Rapports de contrôle des digues – ANTEA
Annexe ISD 13.	Rapport de suivi des eaux - Sciences Environnement

Sytraival

des déchets réinventés

RAPPORT D'ACTIVITE

2022

SOMMAIRE

En 2021… FAITS MARQUANTS 5

SITUATION GENERALE 6

1.1 Le territoire 7

1.2 Les filières de traitement des déchets ménagers 8

1.3 Les objectifs 9

1.4 Les installations du SYTRAIVAL 10

1.5 Les modalités de gestion 10

COLLECTE 11

2.1. Les modes de collecte : le porte-à-porte et le point d'apport volontaire 12

2.2. Répartition globale des déchets des ménages 12

2.3. Collecte en déchèteries : les D3E et les DEA 15

2.3.1. Collecte des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) 15

2.3.2. Collecte des meubles (Eco-Mobilier) 16

2.4. Evolutions des déchets collectés, en Kg/hab/an 17

TRANSFERT & TRANSPORT 18

VALORISATION & TRAITEMENT 19

3.1. La valorisation matière 20

3.2. La valorisation organique 21

3.3. La valorisation énergétique 21

2.4.1. L'Unité de Valorisation Energétique (UVE) 21

2.4.2. La chaufferie bois / Gaz 23

3.4. Le site de Saint-Etienne-sur-Chalaronne (ISDND et ISDI) 23

3.5. L'ISDI d'Arnas 24

3.6. Centre de traitement de Quincieux 24

3.7. Les modes de valorisation et de traitement 26

INDICATEURS FINANCIERS 27

4.1 Présentation des budgets 28

4.2. Répartition des recettes et dépenses réelles de fonctionnement 28

4.3. Répartition des recettes et dépenses réelles d'investissement 30

4.4. Tarifs 2021 31

4.5. Prestations rémunérées à des entreprises sur contrat en 2021 32

PREVENTION & COMMUNICATION 33

5.1. Prévention 34

5.1.1. Le compostage de proximité 34
5.1..2. Expérimentation sur la collecte des déchets alimentaires 34
5.1..3. Manifestation 0 déchets 34
5.1..4. Accompagnement à l'économie circulaire 34
5.2. La communication 35
5.2.1. Les animations scolaires : 35
5.2.2. Les manifestations 35
5.2.3. Plan d'action commuication 35
5.2.4. Film institutionnel 36
5.2.5. Communication sur les ECT 36
5.2.6. Expositions 36
5.2.7. Ouverture de la salle pédagogique de l'UVE 36

HISTORIQUE ET CHIFFRES CLES

1978
Création du SYTRAIVAL

1981
Construction d'une usine d'incinération (35 000 T)

1983
Réalisation d'un réseau de chaleur (10 sous-stations)

1997
Ouverture d'une plateforme de compostage

1998
Signature du premier contrat d'objectif de collecte sélective

2001
Extension et mise aux normes de l'usine d'incinération (86 000 t) avec production électrique

2011
Rénovation et extension du réseau de chaleur (29 sous stations) et construction d'une chaufferie bois

2016
Construction d'une plateforme pour les mâchefers, le transfert de la collecte sélective et le broyage des DNR

2021
Rénovation de l'UVE : optimisation énergétique et des performances

378 000 habitants

+ 4 kg/hab de déchets d'emballages légers *

-9 kg/hab d'ordures ménagères *

207 532 t de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)

553 kg/hab De DMA

- 3 kg/hab de papiers collectés dans les PAV *

95 % de déchets ménagers valorisés

-2 kg/hab de verre collecté*

32 sites de compostage partagés mis en place

291 interventions dans les écoles

***Par rapport à 2021**

En 2022… FAITS MARQUANTS

Février : la simplification des consignes de tri c'est parti !

Au 1er février, 2022 tous les habitants du territoire du SYTRAIVAL ont vu évoluer les consignes de tri. Depuis cette date, tous les emballages peuvent se jeter dans le contenant jaune. Le tri est ainsi simplifié.



Février : deux centres de tri pour la collecte sélective

Le marché centre de tri a été renouvelé et comportait deux lots : un lot pour le multi et un lot pour les emballages légers. Le lot multi a été attribué à PAPREC et celui des emballages légers a été attribué à Nicollin. Le marché a été effectif au 1er février en même temps que le passage à la simplification des consignes de tri.

Février : reconstruction du bâtiment DNR à Quincieux

Il a fallu reconstruire le bâtiment DNR à Quincieux suite à l'incendie de Septembre 2021 le détruisant. Les travaux ont débuté en février 2022 et la mise en service a eu lieu en juillet.

Avril : changement de prestataire pour la collecte du verre et papier

Le 1er avril 2022 Serfim reprenait le marché de collecte du verre et du papier du SYTRAIVAL pour une durée de trois ans reconductibles deux fois par période d'un an. Cette branche de Serfim a été racheté par Mineris en novembre 2022.

Mai : réponse à l'appel à projet pour l'expérimentation de la collecte des biodéchets

Le SYTRAIVAL a répondu à l'appel à projet lancé par l'ADEME sur l'expérimentation de la collecte des biodéchets. Notre dossier à reçu une réponse favorable. Deux collectivités partent sur ce projet : la Communauté d'Agglomération Villefranche Beaujolais Saône (CAVBS) et la Communauté de Communes Dombes Saône Vallée (CCDSV). Cette expérimentation d'un an débutera au 1er janvier 2023.

Juillet: changement de prestataire à la plateforme d'Arnas

Le marché pour les plateformes de compostage a été relancé. Pour l'exploitation de la plateforme d'Arnas, c'est la société AWT qui a été retenue.

Novembre: les travaux à l'UVE se terminent

Après 20 ans de fonctionnement, il était nécessaire de rénover les fours / chaudières des deux lignes d'incinération. Ces rénovations ont permis d'améliorer, d'une part, les performances énergétiques de l'unité, qui pourra délivrer 17 GWh supplémentaire sur le réseau de chauffage urbain et 10 GWh d'électricité, et, d'autre part, les performances environnementales par un abaissement des valeurs de rejets. La salle pédagogique a quant à elle été livrée en décembre 2022.



SITUATION GENERALE

378 000
habitants

9
EPCI

263
communes

1
Président

9
Vice-Présidents

51
Elus délégués au Conseil Syndical

4
vommissions de travail

1
Unité de Valorisation Energétique

85 870 T
de Déchets Ménagers et Assimilés traités sur l'UVE

1
plateforme de maturation des mâchefers

4
quais de transfert

37 484 T
de déchets ayant transités via les quais de transfert

16 932 t
De mâchefers valorisés sur la plateforme

1
Plateforme de compostage

8796t
de déchets verts valorisés sur la plateforme

1.1 Le territoire

Le Syndicat Mixte est un établissement public intercommunal qui regroupe, suite à la réforme territoriale du 1er janvier 2014, 9 groupements, 263 communes représentant environ 380 000 habitants, sur 3 départements (Rhône, Ain et Saône-et-Loire).

Il est né en **1978** de la volonté des élus, placés devant le problème difficile de l'élimination des déchets, à la suite du remplissage de la décharge contrôlée de Villefranche-sur-Saône.

En 1981, une **usine d'incinération** a été construite permettant de traiter environ 35 000 tonnes de déchets par an. L'énergie produite était valorisée grâce à la construction d'un réseau d'une longueur de 5 500 mètres fournissant de la chaleur et de l'eau chaude à 3 000 logements sociaux et 1 000 m² de bureaux.

Une première réflexion sur la collecte sélective conduit à la création d'une **plate-forme de compostage des déchets verts** afin d'assurer la valorisation organique de 14 000 tonnes de végétaux qui finissaient auparavant en décharge ou dans l'usine d'incinération avec les ordures ménagères. Cette plate-forme de compostage a été ouverte en avril 1997.

Des **contrats d'objectifs de collecte sélective** sont signés entre les groupements de communes, le Syndicat Mixte et Eco-Emballage au mois de décembre 1998.

Le Syndicat Mixte s'engageait dans le même temps, conformément aux plans départementaux, à compléter le dispositif de gestion des déchets par l'extension de son usine d'incinération en construisant en 2001 un second four de 6,5 tonnes à l'heure, et à la mise aux normes du traitement des fumées sur le four existant. L'énergie produite est valorisée via le réseau de chaleur, la production de vapeur pour sécher les boues de la station d'épuration et la vente d'électricité.

Cet ensemble de dispositions a permis au Syndicat Mixte et aux établissements de coopération intercommunale qui le composent de passer l'échéance légale de 2002, et d'assurer l'application des nouvelles normes de 2005.

En 2020, de nouvelles exigences suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur de l'incinération (décembre 2019) vont faire évoluer les Unités de Valorisation Energétiques.

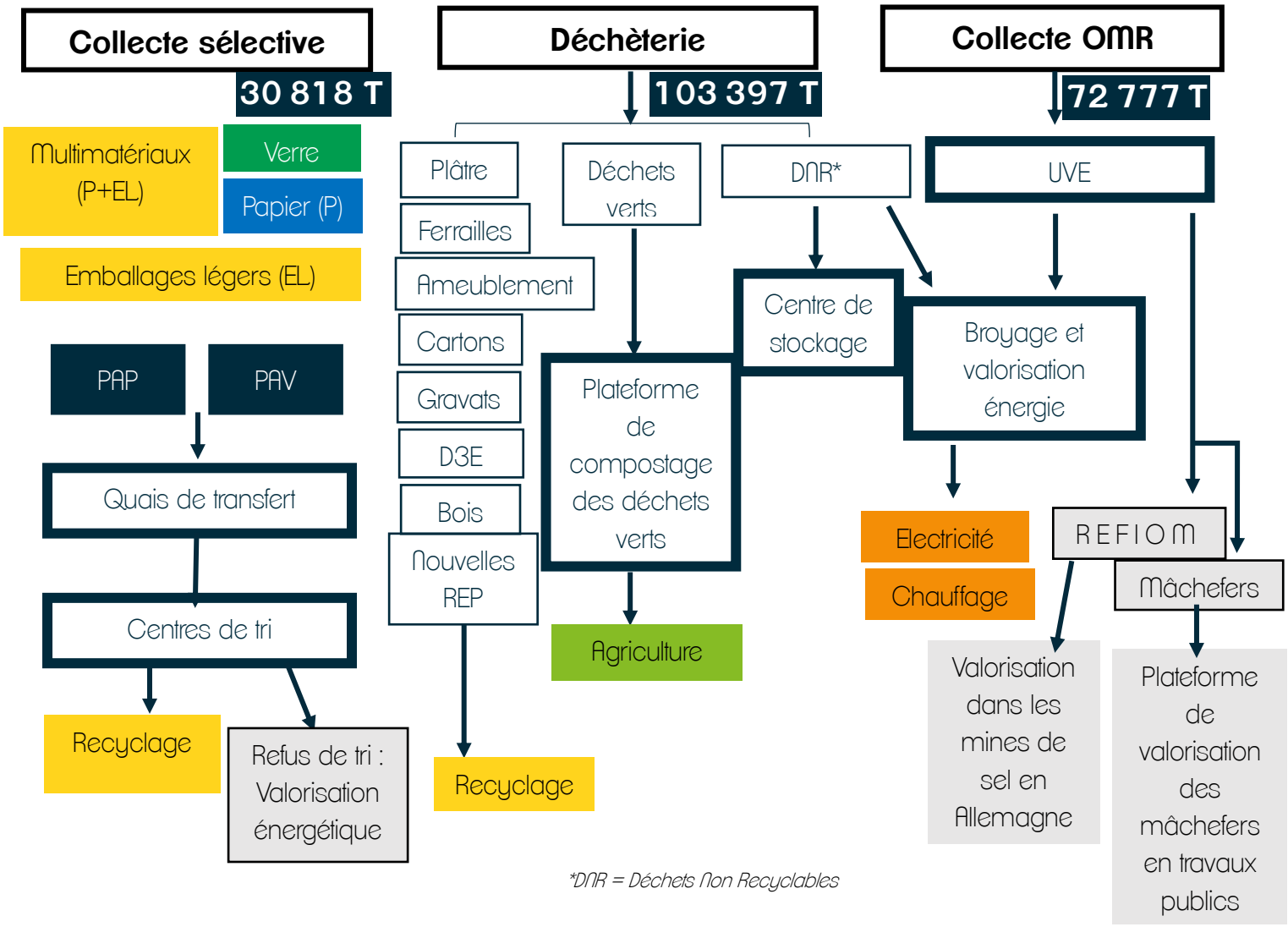
Des travaux de rénovation et de réduction des émissions ont débutés en 2020 sur l'UVE de Villefranche-sur-Saône et se sont terminés en 2021. En 2023 des travaux complémentaires seront réalisés pour le changement du turbo alternateur permettant de produire 10 000 kWh supplémentaires.

Le SYTRAIVAL a pour compétence **la valorisation énergétique des ordures ménagères, le traitement des déchets issus de la collecte sélective et le compostage des déchets verts.** Les EPCI adhérents ont la compétence collecte des déchets et déchèteries.



1.2 Les filières de traitement des déchets ménagers

Voici un schéma récapitulatif des différentes filières de traitement :



DNR = Déchets Non Recyclables

Les EPCI adhérents s'occupent de la collecte des ordures ménagères résiduelles et des emballages légers/multimatériaux, mais aussi de la collecte en haut de quai de déchèteries.

Le SYTRAIVAL, quant à lui, gère la collecte du papier et du verre via un marché public. Il gère également une partie des flux des déchèteries, avec le transfert vers les différents sites de recyclage et la gestion des déchets soumis à des REP.

Les tonnages seront présentés ci-après.

1.3 Les objectifs

Généraux :

La Loi de Transition Energétique et de la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015, et la loi du 10 février 2020 relative à la Lutte contre le gaspillage et à l'Economie Circulaire (Loi AGEC) fixent comme priorité la prévention et la réduction de la production des déchets et à défaut, hiérarchisent les modes de traitement : réutilisation, recyclage, valorisation (matière ou énergétique) et élimination.

Les objectifs que doivent atteindre le SYTRAIVALl et ses adhérents sont les suivants :

- Réduire de 15 % les déchets ménagers à l'échéance 2030 par rapport à 2010.
- Augmenter la quantité de déchets ménagers et assimilés faisant l'objet d'une préparation en vue de la réutilisation ou d'un recyclage de 55 % en 2025 à 65 % en 2035.
- Passage à l'extension des consignes de tri de tous les plastiques d'emballages ménagers en 2022.
- Mise en place du tri à la source des déchets organiques d'ici 2024.

Des outils sont en cours de développement au sein des EPCI adhérents avec le soutien et l'accompagnement du Sytraival :

- Mise en place de programme locaux de prévention ou territoires Zéro déchets / Zéro gaspillage par les EPCI adhérents.
- Création de ressourceries et / ou de valoristes sur les déchèteries par les EPCI adhérents.
- Animation de commissions travaillant sur la prévention, le développement durable, la communication et la collecte sélective, permettant une réflexion globale sur le territoire du SYTRAIVAL
- Participation du SYTRAIVAL au développement de la collecte des biodéchets

Du SYTRAIVAL :

Le SYTRAIVAL a pour compétence le traitement et la valorisation des déchets collectés par ses EPCI adhérents.

Les statuts SYTRAIVAL se décomposent en 4 secteurs de compétence bien distincts, avec pour chacun d'entre eux une comptabilité autonome :

- La valorisation énergétique par l'incinération de déchets ménagers assimilables avec récupération de l'énergie sous forme de chaleur et d'électricité ;
- La valorisation de la collecte sélective ;
- Le compostage des déchets verts ;
- La valorisation des déchets inertes.

La mission principale du SYTRAIVAL est de traiter les déchets confiés par ses EPCI adhérents en respectant la hiérarchisation des modes de traitement, à savoir : la réutilisation, la valorisation matière, la valorisation organique, la valorisation énergétique et l'élimination.

Lors du débat d'orientation budgétaire, des objectifs annuels chiffrés de réduction des déchets ménagers et d'augmentation des taux de valorisation sont fixés.

Les résultats de l'année par rapport aux objectifs sont présentés en fin de rapport au niveau du bilan.

1.4 Les installations du SYTRAIVAL

Afin de mener ses missions à bien, le SYTRAIVAL dispose de 9 installations réparties sur le territoire. D'autres installations appartenant à des prestataires privés sont utilisées dans le cadre de marchés publics.

Sur cette carte, les installations appartenant au SYTRAIVAL :

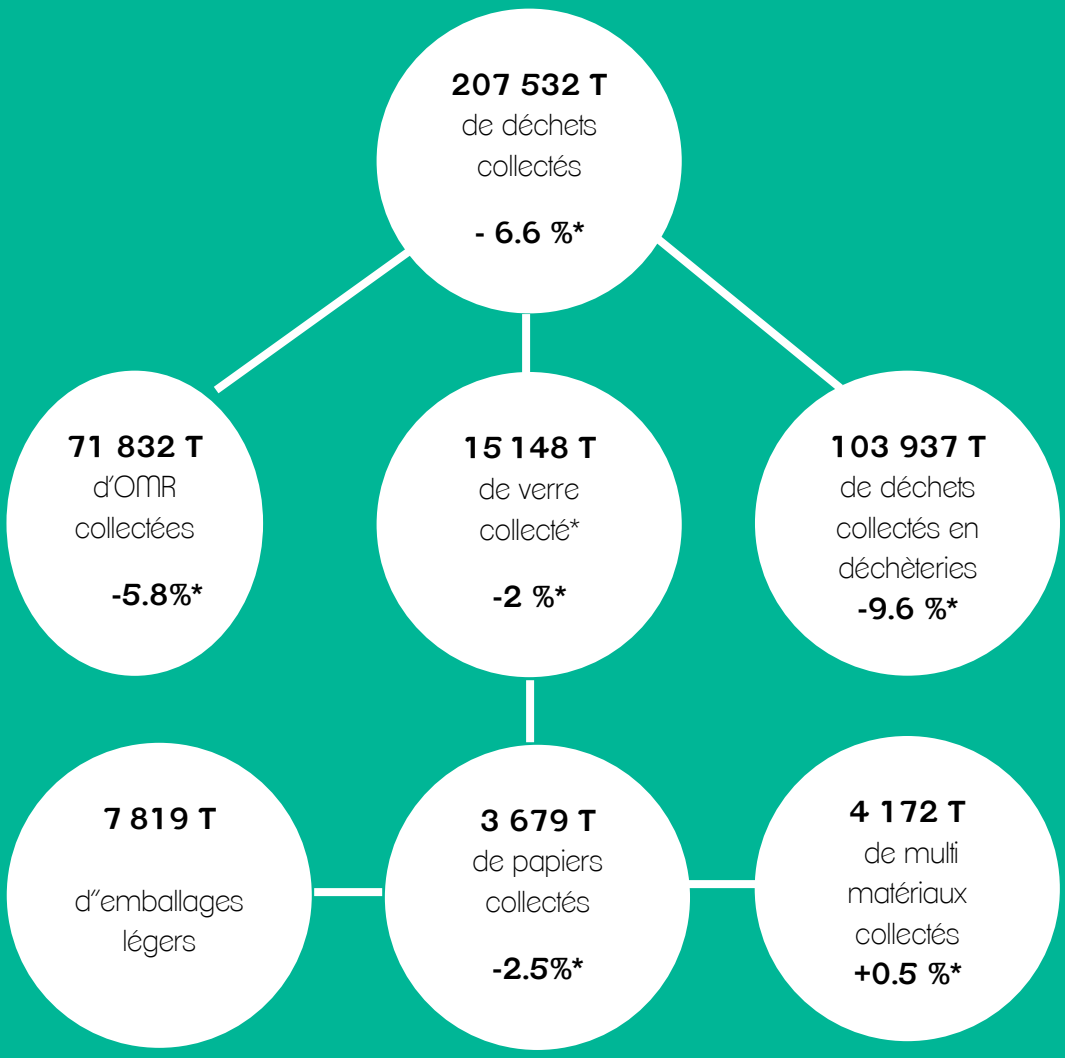
- L'Unité de Valorisation Energétique à Villefranche-sur-Saône.
- Le site de Quincieux, qui comprend :
  - Une plateforme de valorisation des mâchefers
  - Une plateforme de broyage des DNR
  - Un quai de transfert
- Les quais de transfert de :
  - Thizy-les-Bourg,
  - Fleurieux-sur-l'Arbresle
  - St-Etienne-sur-Chalaronne
- La plateforme de compostage à Arnas
- Les Installations de Stockage de Déchets :
  - St-Etienne-sur-Chalaronne (ISDND / ISDI)
  - Arnas (ISDI)



1.5 Les modalités de gestion

Sur 2022, **24 marchés** étaient en cours sur les trois compétences : collecte sélective, valorisation énergétique, et compostage des déchets verts. Le détail des marchés se trouve en annexe.

COLLECTE



*Par rapport à 2021

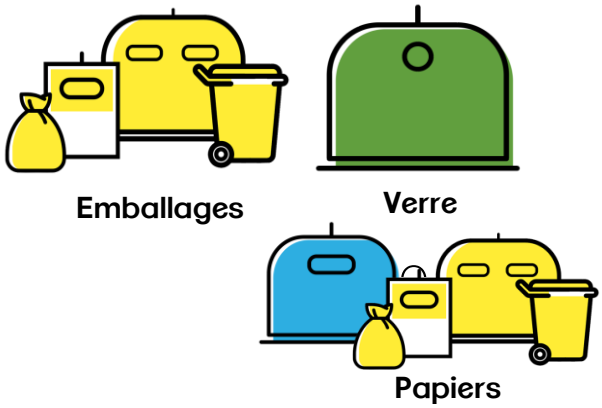
La collecte comprend les déchets ménagers et assimilés qui sont collectés soit en porte-à-porte (PAP), soit en points d'apport volontaire (PAV), et ceux qui sont déposés en déchèterie.

Les EPCI adhérents au SYTRAIVAL ont la compétence de la collecte des déchets. Elles ont le choix entre la régie ou la prestation de service.

Cependant, en ce qui concerne la collecte du verre et du papier, il s'agit d'un marché public géré par le SYTRAIVAL.

2.1. Les modes de collecte : le porte-à-porte et le point d'apport volontaire

Les déchets ménagers résiduels : la majorité des déchets ménagers résiduels de l'ensemble des habitants du territoire du SYTRAIVAL est collectée en porte-à-porte, sauf situation exceptionnelle où les rues ne sont pas accessibles en camion. Sur la COR, les OMR sont collectés en Points d'Apports Volontaires. Cela représente 72 777 tonnes collectées en 2022, soit 194 kg/hab.

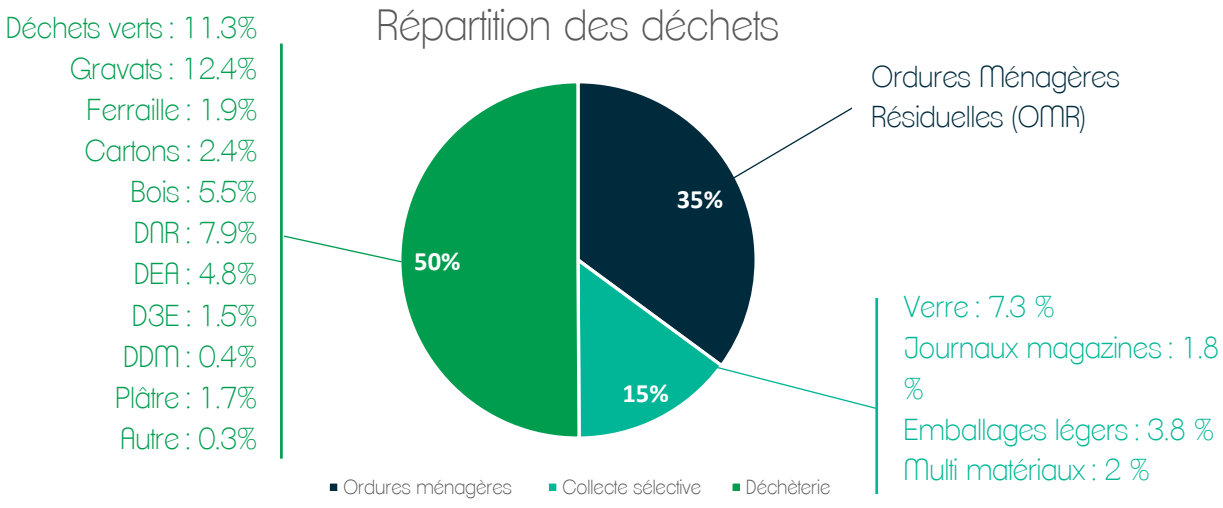


Les déchets d'emballages ménagers : là encore, l'ensemble de la population a accès à une solution pour trier ses déchets d'emballages. Concernant les emballages ménagers hors verre (contenant jaune), les communes voient leurs emballages collectés en porte-à-porte ou en points d'apports volontaires. Sur ces communes, 28, réparties sur trois communautés de communes sont en « multi matériaux », c'est-à-dire que le papier est collecté avec les emballages. Concernant le verre et le papier, il s'agit uniquement de collectes en points d'apports volontaire.

2.2. Répartition globale des déchets des ménages

Les groupements de communes composant le SYTRAIVAL ont collecté en 2022 **207 532 tonnes de déchets ménagers,** soit **553 kg par an et par habitant**. (590 kg en 2021)

Pour bien prendre conscience des enjeux pour les collectivités, ils sont répartis de telle manière :



La répartition des tonnages par nature et par groupement de communes est présentée dans le tableau ci-après (prenant en compte l'intégralité des tonnages produits par les collectivités, sachant que certaines catégories / flux de déchets ne sont pas gérés par le Sytraival) :

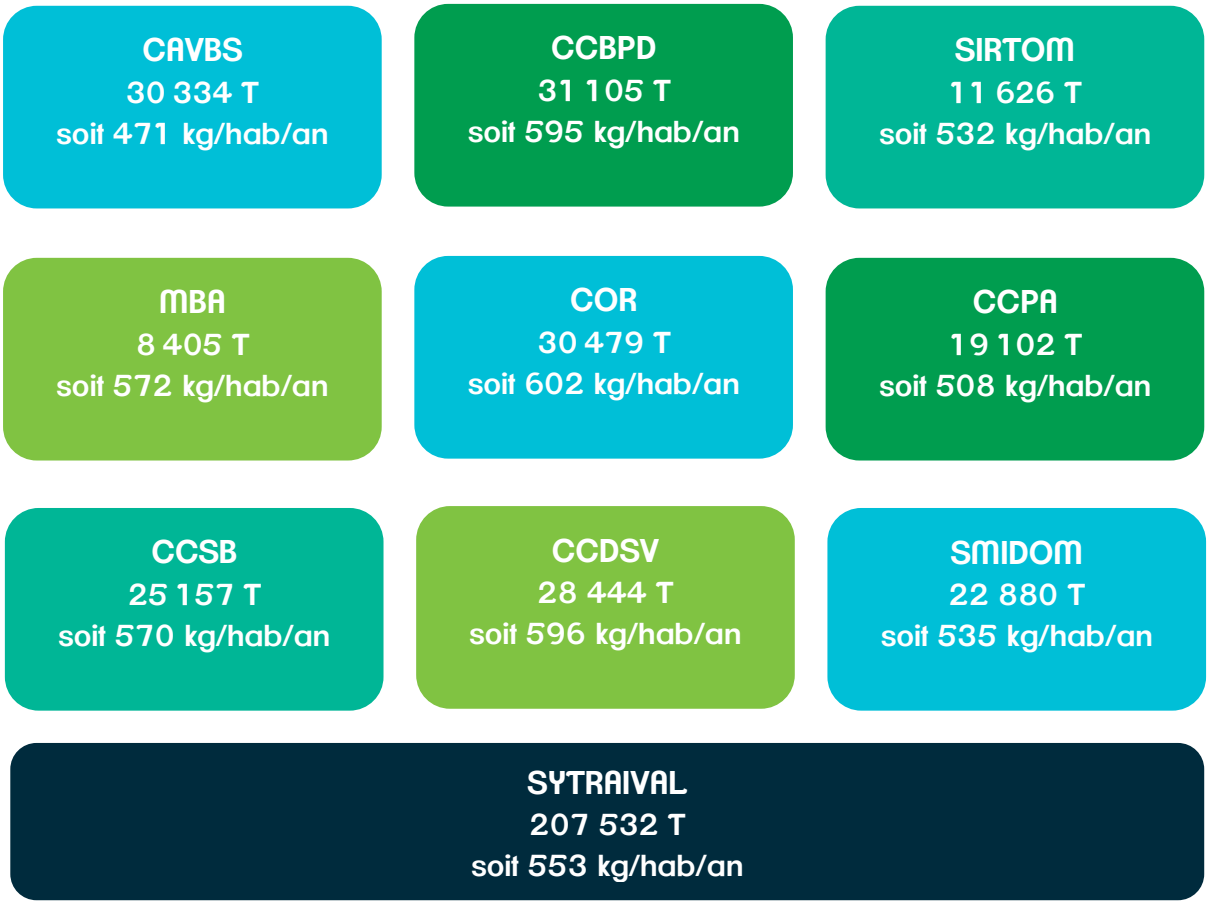
En tonnes (OMR et CS)	Agglo de Villefranche	Beaujolais Pierres Dorées	SIRTOM	Maconnais Beaujolais	Ouest Rhodanien	Pays de l'Arbresle	Saône Beaujolais	Dombes Saône Vallée	SMIDOM
Ordures ménagères	15 564	10 534	3 689	3 079	10 364	6 346	9 504	8 855	4 842
Verre	1 899	2 201	1 181	720	1 819	1 447	2 452	1 595	1 834
Papiers (P)	100	577	382	251	589	0	583	479	718
Emballages légers (EL)	98	1 834	571	220	1 504	0	714	1 550	1 328
Multimatériaux (P+EL)	2 171	0	0	0	0	1 848	153	0	0

En Kg/an/habitant (OMR et CS)	Agglo de Villefranche	Beaujolais Pierres Dorées	SIRTOM	Maconnais Beaujolais	Ouest Rhodanien	Pays de l'Arbresle	Saône Beaujolais	Dombes Saône Vallée	SMIDOM
Ordures ménagères	*233*	*202*	*169*	*209*	*205*	*169*	*215*	*199*	*113*
Verre	*28*	*42*	*54*	*49*	*36*	*38*	*56*	*36*	*43*
Papiers (P)	*1,5*	*11*	*17*	*17*	*12*	*0*	*13*	*11*	*17*
Emballages légers (EL)	*1,5*	*35*	*26*	*15*	*30*	*0*	*16*	*35*	*31*
Multimatériaux (P+EL)	*33*	*0*	*0*	*0*	*0*	*49*	*3,5*	*0*	*0*
sous total CS	64	88	98	81	77	88	88	82	91

En tonnes (déchèteries)	Agglo de Villefranche	Beaujolais Pierres Dorées	SIRTOM	Maconnais Beaujolais	Ouest Rhodanien	Pays de l'Arbresle	Saône Beaujolais	Dombes Saône Vallée	SMIDOM
Déchets verts	2 196	3 639	970	1 105	2 405	2 245	2 397	3 661	4 819
Gravats	2 654	4 472	1 315	842	2 178	2 707	2 697	5 429	3 393
Ferraille	432	589	358	172	460	367	614	560	383
Cartons	608	786	398	186	841	399	742	473	592
Bois	940	1 459	912	613	2 931	931	1 401	818	1 434
Encombrants	1 381	2 620	877	695	4 595	1 091	1 693	1 838	1 519
DEA	1 367	1 356	400	214	1 261	1 068	1 192	2 127	973
D3E	362	473	278	127	401	353	443	264	391
DDM	46	99	97	25	91	48	79	204	194
Plâtre	496	372	186	133	881	247	443	541	310
Autre	20	94	12	23	159	5	50	50	150

En Kg/an/habitant (déchèteries)	Agglo de Villefranche	Beaujolais Pierres Dorées	SIRTOM	Maconnais Beaujolais	Ouest Rhodanien	Pays de l'Arbresle	Saône Beaujolais	Dombes Saône Vallée	SMIDOM
Déchets verts	36	70	44	75	48	60	54	72	113
Gravats	44	86	60	57	43	72	61	107	79
Ferraille	7	11	16	12	9	10	14	11	9
Cartons	10	15	18	13	17	11	17	9	14
Bois	16	28	42	42	58	25	32	16	34
Encombrants	23	50	40	47	91	29	38	36	36
DEA	23	26	18	15	25	28	27	42	23
D3E	6	9	13	9	8	9	10	5	9
DDM	1	2	4	2	2	1	2	4	5
Plâtre	8	7	9	9	17	7	10	11	7
Autre	0	2	1	2	3	0	1	1	4
Sous total déchèteries	173	305	265	281	320	252	266	315	331

Production de déchets totale



La quantité produite de DMA par habitant a **diminué de 6.3%** entre 2021 et 2022.

2.3. Collecte en déchèteries : les D3E et les DEA

2.3.1. Collecte des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E)

En complément de la collecte sélective, la collecte des Déchets d'Equipements Electroniques et Electriques (D3E) a été mise en place en 2007 dans les déchèteries situées sur le territoire du SYTRAIVAL.

La mise à disposition des contenants et la collecte en déchèterie sont à la charge de l'éco-organisme ECOSYTEMES depuis le 1er janvier 2015. Les D3E ainsi collectés sont démantelés avant recyclage de leurs différents composants et matériaux.

2 957 tonnes de D3E ont été collectées en 2022, représentant une baisse de 4 %.

La performance du SYTRAIVAL est de 8 Kg/hab/an en 2022, résultat supérieur au niveau national se situant à 7 Kg / an / hab (à milieu identique : semi-urbain).

Les adhérents du SYTRAIVAL ont perçu l'intégralité des soutiens versés par ECOSYSTEMES s'élevant à 215 953 €.

Le taux de valorisation, incluant le réemploi (appareils entiers et composants), la valorisation matière et la valorisation énergétique s'élève à 89.5 % pour l'année 2022 : 2 273 tonnes de matières recyclées (ferreux, non ferreux, plastiques), 373 tonnes en valorisation énergétique et 311 tonnes en élimination.

Les filières de traitement sont les suivantes :

- Pour le Gros Electro Ménager Hors Froid, société PURFER à Saint-Pierre-de-Chandieu (69)

- Pour le Gros Electro Ménager Froid, société TERRECOVAL à La Chambre (74) et SUEZ à Feyzin (69)
- Les Petits Appareils en Mélange, société SUEZ à Feyzin (69)
- Pour les écrans, société ENVIE à Villeurbanne (69)
- Pour les écrans plats, ENVIRONNEMENT RECYCLING à Dommerat (03)

Tonnages	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2021-2022
Gros Electro Ménager Hors Froid	1011	1076	1004	1049	989	-6%
Gros Electro Ménager	496	492	439	495	512	3%
Ecrans	308	300	245	251	186	-26%
Petits Appareils en Mélange	1090	1183	1204	1287	1270	-1%
TOTAL D3E	2905	3051	2892	3082	2957	-4%
Kg / an / hab	8,89	9,34	8,90	9,48	9,10	-4%
Reversements aux collectivités	200 732 €	212 660 €	204 307 €	222 691 €	215 953 €	-3%

2.3.2. Collecte des meubles (Eco-Mobilier)

Le 1er avril 2014, un contrat avec ECOMOBILIER a été signé pour la mise en place d'une collecte des Déchets d'Equipement d'Ameublement (DEA) en déchèterie.

En 2013, le tonnage total (encombrants, bois, ferrailles) collecté sur les déchèteries du territoire était de 27 797 tonnes, soit un tonnage estimé de meubles à 6 430 tonnes.

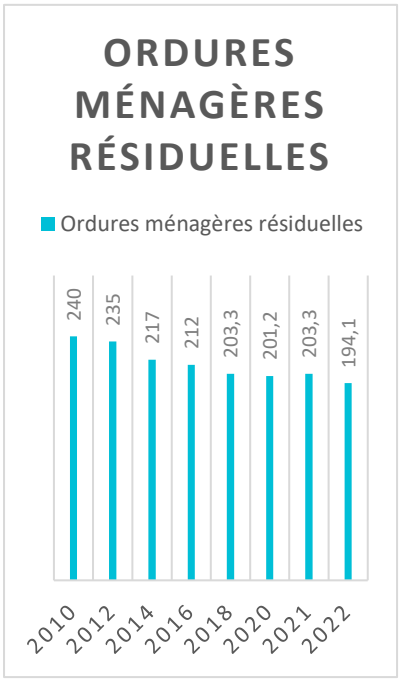
Au 31 décembre 2022, 27 déchèteries sur 28 sont équipées en bennes de collecte des DEA. Un total de 9 730 tonnes de DEA a été collecté en 2022.

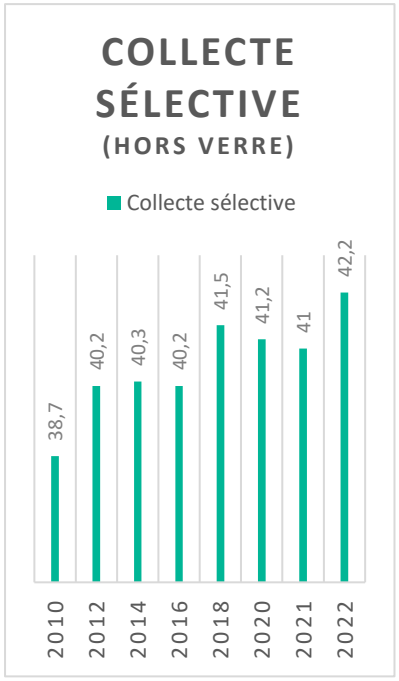
Une fois collectés, ces DEA sont envoyés sur un centre de pré tri (SUEZ à Quincieux) et séparés en cinq fractions, avant expédition dans des « centres de préparation » spécifiques (pour le bois, la literie, les rembourrés, le plastique et la ferraille).

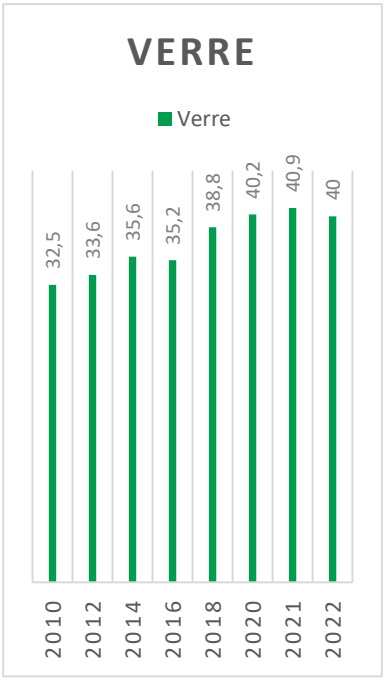
Les adhérents du SYTRAIVAL ont perçu l'intégralité des soutiens versés par ECOMOBILIER s'élevant à 269 391 € en 2022.

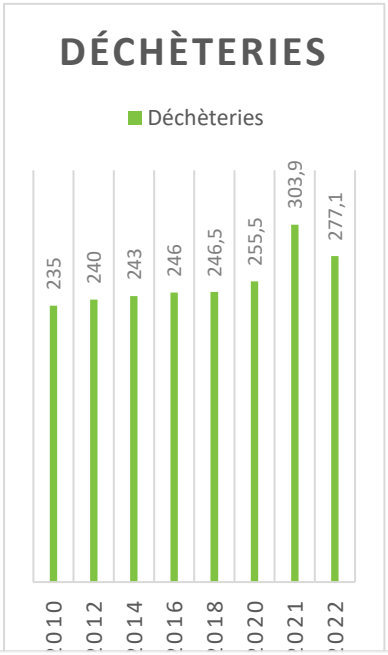
DEA	Tonnes		T/Benne	
Nom collectivité	2021	2022	2021	2022
AGGLO VILLEFRANCHE Beaujolais	1 320	1 357	2,92	2,60
CC BEAUJOLAIS PIERRES DOREES	1 342	1 355	2,75	2,56
CA OUEST RHODANIEN	1 335	1 261	2,43	2,28
CC PAYS DE L'ARBRESLE	1 049	1 068	2,49	2,66
CC SAONE BEAUJOLAIS	1 119	1 199	2,22	2,04
SMICTOM	2 214	2 127	2,74	2,74
SMIDOM	986	963	2,28	2,35
SIRTOM	397	400	2,02	1,97
Nombre de déchèteries équipées	27	27		
	9 762	9 730	2,48	2,40

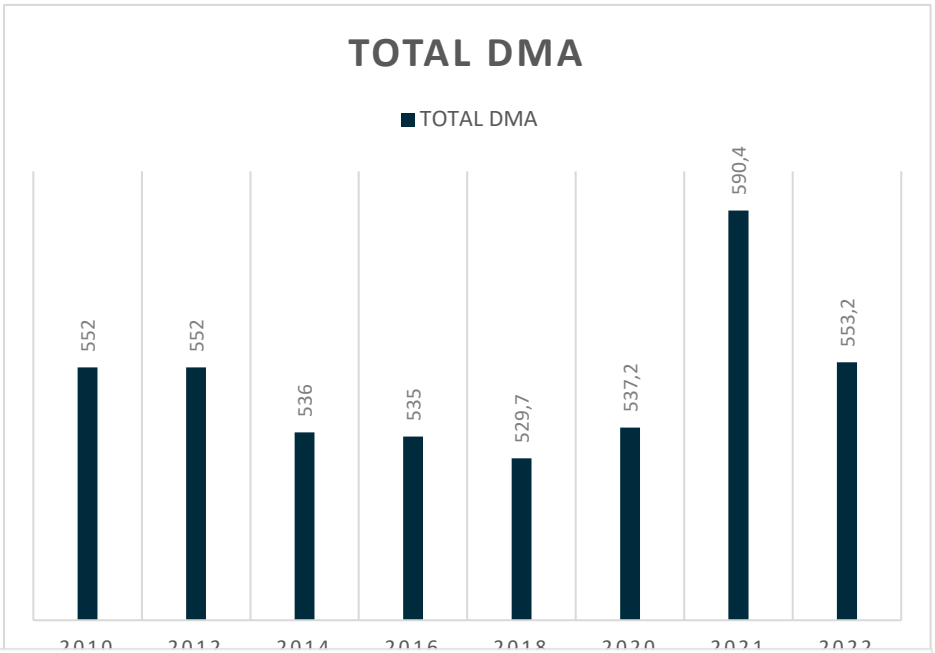
2.4. Evolutions des déchets collectés, en Kg/hab/

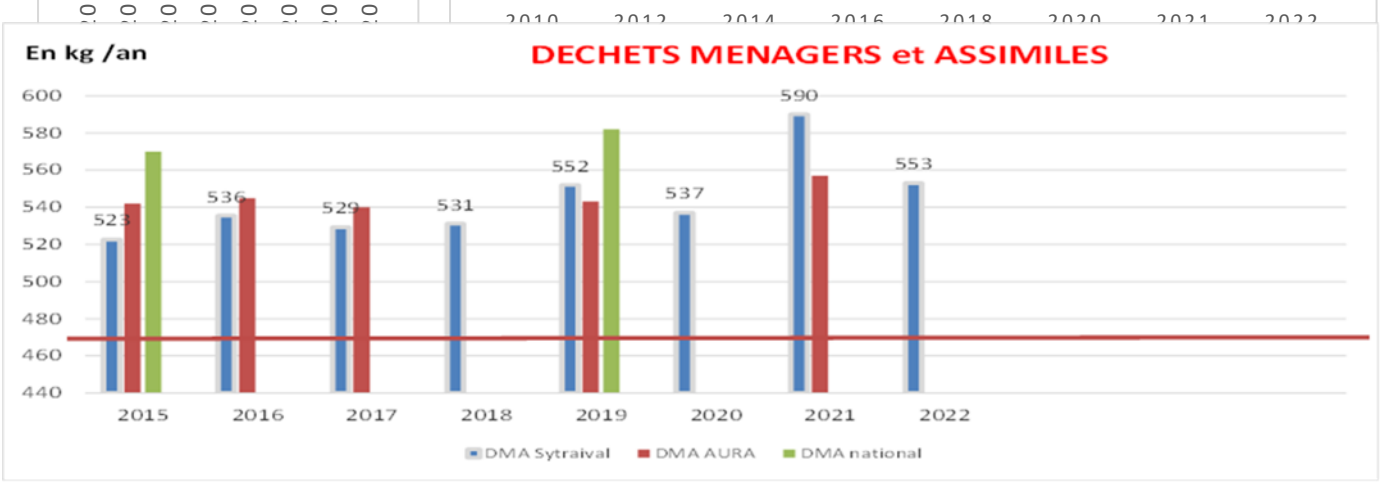




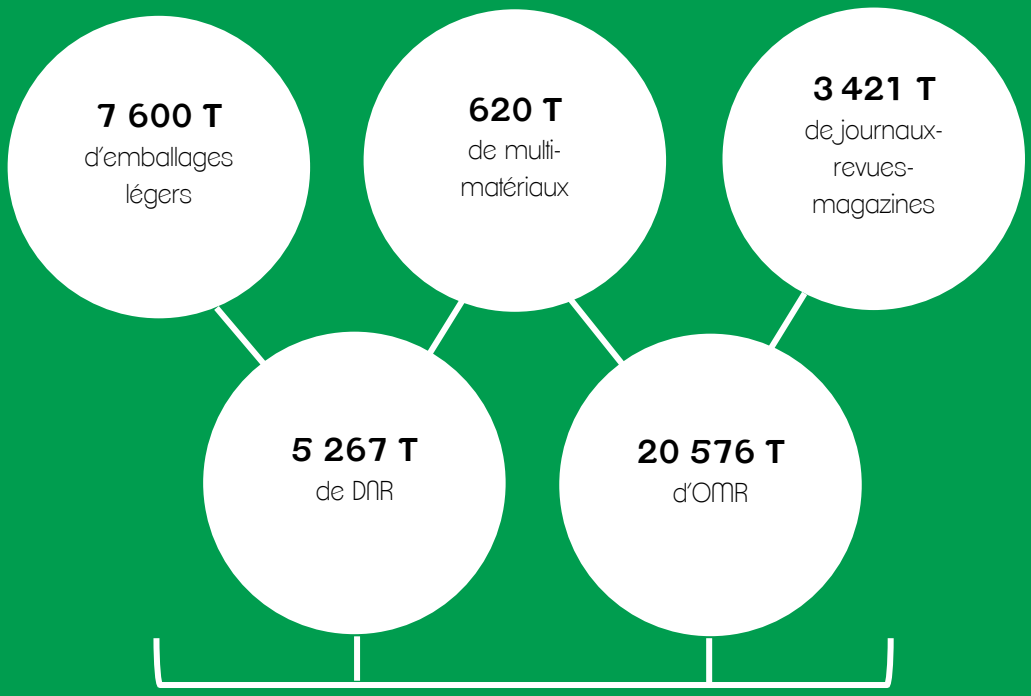








TRANSFERT & TRANSPORT



Ayant transité sur les **quatre**
quais de transfert du SYTRAIVAL

VALORISATION & TRAITEMENT

1
Unité de Valorisation Energétique

85 870 T
de déchets traités à l'UVE

7 400 T
de compost produit

16 082 h
de fonctionnement de l'UVE (2 lignes)

4
plateformes de compostage

2
plateformes de broyage des DNR

1
centre de stockage des DND

1
centre de stockage des déchets inertes

3.1. La valorisation matière

Les déchets d'emballages ménagers :

En 2022, le verre a été collecté par les sociétés Guérin et SERFIM, puis envoyé directement (ou par le biais des cases de transfert d'Arnas et St-Etienne-sur-Chalaronne) à Andrézieux-Bouthéon (42) chez le centre de tri dédié avant d'être redirigé chez le verrier Verallia à St-Romain-le-Puy (42) pour être recyclé à 100%.

Le papier, collecté par Guérin et SERFIM en 2022 également, passe par le quai de transfert de Quincieux pour un tri au sol, puis part directement chez notre papetier Norske Skog à Golbey (88) afin de procéder à son recyclage. Seul le papier collecté en multi-matériaux passe par le centre de tri de PAPREC à Chassieu (69).

Après passage sur les quais de transfert, les emballages légers sont envoyés au centre de tri de Firminy. Les déchets d'emballages ménagers sont séparés en fonction de leurs matériaux et résines afin d'être redirigés vers les filières de valorisation adéquates. En 2022 :

- L'aluminium est repris par SUEZ
- L'acier est repris par PAPREC
- Les différentes résines de plastique sont reprises par PAPREC
- Le carton est repris par Suez
- Le gros de magasin est repris par Nicollin

Du centre de tri, ressortent également les refus de tri (25%). Ceux-ci coûtent aux collectivités car ils demandent un double traitement. Ils reviennent donc à l'UVE de Villefranche-sur-Saône pour être valorisés énergétiquement.

Les déchets des déchèteries :

Pour valoriser toujours plus de déchets, des REP (*Responsabilité Elargie du Producteur*) voient le jour. Au total, en 2022, 4 REP sont portées par le SYTRAIVAL par le biais de 3 éco-organismes : CITEO, ECOMOBILIER et ECOSYSTEM. Les déchets sont ainsi réorientés vers des filières de recyclage spécifiques.

L'Eco-organisme des emballages ménagers : CITEO

Soutiens perçus par CITEO :

ECO-ORGANISMES	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CITEO, papiers	Hors Syt	386 300 €	365 885 €	334 322 €	301 708 €	303 772 € *
CITEO, emballages	3 006 524 €	3 168 960 €	3 155 040 €	3 589 443 €	3 240 926 €	4 000 156 € *

**Estimations au 01/07/2023*

Performances de recyclage matière :

	2017	2018(1)	2019	2020	2021	2022(2)	Taux recyclage national, source CITEO 2021
Taux moyen de recyclage : performance SYTRAIVAL / gisement annuel national	63,83%	74,97%	70,29%	77,45%	72,74%	79,44%	72,00%
Acier/alu	52,10%	85,90%	80,40%	100,00%	74,50%	84,00%	90,00%
Cartons	87,70%	92,80%	83,50%	82,20%	91,20%	93,30%	72,00%
Plastique	15,50%	21,20%	17,30%	28,20%	25,30%	34,60%	30,00%
Verre	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	88,00%

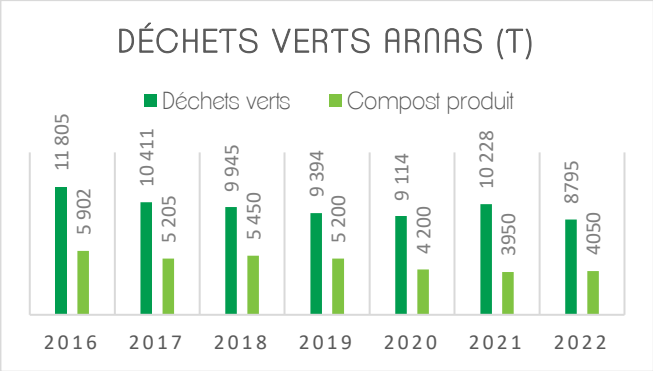
(1)En 2018, remise à jour des populations par CITEO

(2)Estimations au 01/07/2023

3.2. La valorisation organique

Le SYTRAIVAL valorise les déchets verts collectés en déchèterie de la CAVBS, la CCBPD, la CCDSV, la CCSB, le MBA et le SMIDOM. Les déchets verts sont ensuite redirigés sur des plateformes de compostage, en fonction de leur proximité géographique. Au total, le SYTRAIVAL travaille avec 5 plateformes, dont une qui lui appartient. Il s'agit de la plateforme d'Arnas, qui a pour capacité le traitement de 12 000 tonnes de déchets verts par an.

La plateforme d'Arnas :



En 2022, 8 795 tonnes ont été traitées sur la plateforme d'Arnas, soit 12,1% de moins qu'en 2021.

10 648 tonnes ont été traitées sur les sites externes, soit une diminution de 13.1 % par rapport à 2021. Voici la répartition :

- BIODE : 3 281 T
- DCR Baneins : 5 017 T
- SEDE Monsols : 356 T
- RDS / laye Ecologie : 2 028 T

Les déchets verts proviennent essentiellement des déchèteries, des artisans et des services d'espaces verts des collectivités.

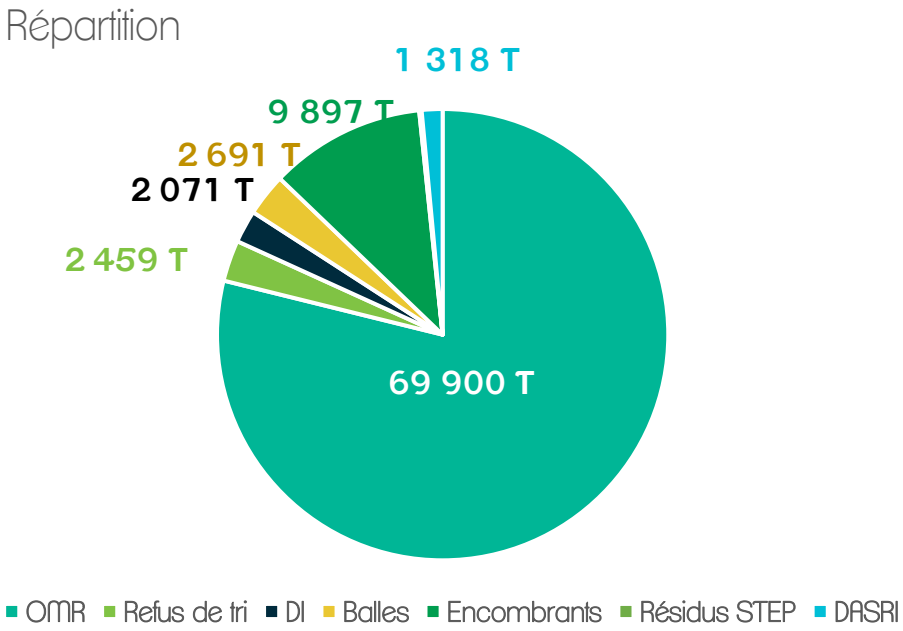
L'objectif du SYTRAIVAL et de ses adhérents est de réduire les quantités de déchets verts produits et déposés en déchèteries par le biais d'actions de prévention :

- Communication sur l'utilisation des bonnes essences ;
- Gestion raisonnée du jardin ;
- Interdiction des tontes en déchèteries.

3.3. La valorisation énergétique

2.4.1. L'Unité de Valorisation Energétique (UVE)

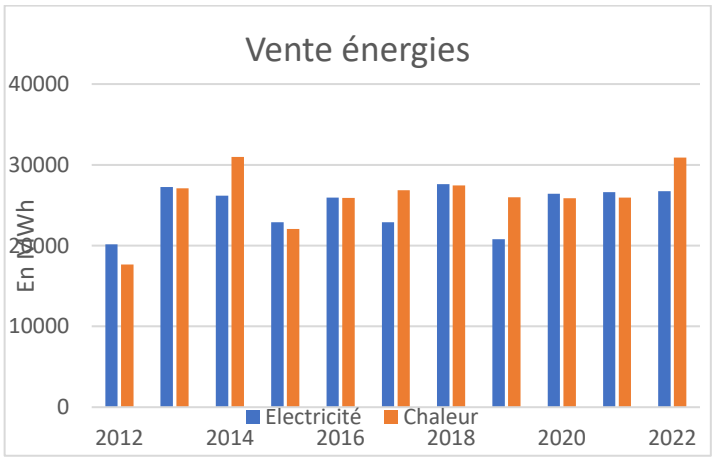
Nature des déchets traités sur l'UVE (en tonnes) :



69 900 T d'OMR ont été incinérées en 2022, et 5 201 T ont dû être détournées pour cause d'arrêt technique et travaux de rénovation.

Vente énergie :

Pour 34 998 MWh produits, le SYTRAIVAL a vendu **26 745 MWh** d'électricité, soit une consommation stable par rapport à 2021 (hausse de 0,43%). En ce qui concerne la vente de chaleur**, 23 983 MWh** ont été fournis au réseau, soit - 8.9% de plus qu'en 2021.



Efficacité énergétique de l'installation :

La performance énergétique de l'usine est égale à 78 %, contre 82.6 % en 2021. Elle permet la réduction de la TGAP (supérieure à 60 %).

Résidus issus de l'incinération :

- Les mâchefers (15 235 t.), soit 177 kg par tonnes de déchets incinérés (ratio en légère baisse par rapport à 2021), ont été en totalité transportés sur la plateforme de maturation de Quincieux pour être valorisés en sous-couche routière après extraction des métaux ferreux et non ferreux.
- Métaux ferreux : 1 247 tonnes valorisées en aciérie.
- Métaux non ferreux : 200 tonnes qui partent sur une plateforme en Italie pour séparer les différents métaux avant valorisation.
- Les Résidus d'Epuration des Fumées de l'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) (2 468 t.), soit 28.7 kg par tonnes de déchets incinérés, sont valorisées après un traitement de solidification / stabilisation dans une mine de sel en Allemagne comme matériaux de comblement.

Les travaux de l'UVE :

Après les travaux réalisés entre 2020 et 2021, l'année 2022 devient une année de référence à la suite de la validation des essais de performance des nouveaux équipements depuis le nouveau contrat renouvelé en 2019

Mise en route du traitement des oxydes d'azote par de l'urée début 2022 :

Un nouveau traitement des oxydes d'azote par de l'urée a été mis en route en janvier pour limiter les rejets atmosphériques liés à l'incinération, et ainsi améliorer la performance environnementale de l'UVE. L'objectif est d'avoir un **taux de Nox inférieur à 50mg/Nm3**.

Remplacement et/ou revamping de divers équipements :

Différents équipements ont été remplacés et/ou revampés car ils avaient un niveau d'usure trop important, tel que des racleurs à chaîne pour le transport de cendres sous chaudières, la trémie d'alimentation de la ligne 2.

Renforcement du système incendie :

Le volume d'eau stocké a été augmenté pour protéger l'augmentation du volume de la fosse de déchets.

2.4.2. La chaufferie bois / Gaz

La mise en route a eu lieu en Novembre 2010. Cette chaufferie bois de 2 MWh a pour vocation d'apporter une énergie complémentaire au réseau de chaleur. Deux chaudières gaz d'une puissance de 5 MWh permettent de fournir l'énergie en cas de panne de l'UVE ou lors des pics de consommation.

En 2022, la chaufferie bois a fourni près de 19% (6 034 MWh, soit 2160 tonnes de bois) de l'énergie primaire annuelle délivrée au départ du réseau, soit 31 937 MWh.

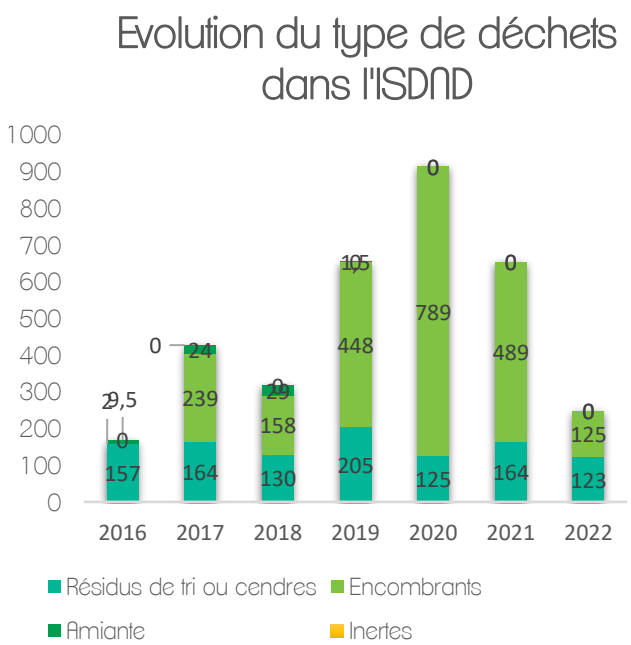
La part de gaz consommée est de 6%. Le taux d'énergie renouvelable du réseau est de 94%.

3.4. Le site de Saint-Etienne-sur-Chalaronne (ISDND et ISDI)

En 2017, le centre de Saint-Etienne-sur-Chalaronne est autorisé par arrêté préfectoral à continuer l'exploitation de la zone de stockage, et à réaliser les activités de broyage des DNR et de mise en balle des OMR pour des tonnages supérieurs.

Seuls les déchets ne pouvant pas être valorisés en matière ou en énergie sont enfouis. Les tonnages enfouis ont augmenté en 2019 et 2020 suites aux arrêts de l'UVE de Villefranche-sur-Saône.

Stockage de déchets non dangereux :



Le site a une autorisation de stockage de 1000 tonnes par an permettant d'enfouir des déchets non valorisables énergétiquement (laine de verre ou de roche) issus du broyage ou des déchets non recyclables (DNR) lors des arrêts techniques de l'UVE.

En 2022, 248 tonnes ont été enfouis soit - 62% par rapport à 2021.

Broyage des déchets non recyclables :

3 953 tonnes réceptionnées en provenance des déchèteries du SMIDOM Veyle Saône, du SIRTOM de la Vallée de la Grosne, de l'Agglomération de Villefranche et d'une partie des déchèteries de la CC Saône Beaujolais.

Les déchets non recyclables issus des déchèteries font l'objet d'un tri sommaire à la pelle de manière à séparer les déchets valorisables en recyclage, et les déchets non incinérables (comme les isolants thermiques).

Mise en balle :

Durant l'arrêt technique de l'usine de Septembre 2022, une partie des ordures ménagères (1 199 tonnes) a été mise en balle par un prestataire extérieur, puis stockée temporairement pour être reprise durant cet hiver, permettant d'une part de combler les périodes de faible charge de l'usine d'incinération, et d'autre part de valoriser de l'énergie supplémentaire.

Station de traitement des lixiviats in situ

En 2018, une station de traitement in situ des lixiviats qui permet de réduire de 65 % le transport des eaux souillées en station d'épuration a été mise en place. Celle-ci est constituée d'un traitement biologique, suivi d'une filtration membranaire et l'eau traitée est réutilisée sur le site.

En 2022, la station (ENKI 10) n'a pas permis de traiter la totalité des effluentes produits : 4 029 m3. Une seconde station portative, ENKI 5, a permis de traiter le lixiviat restant.

- Traitement in situ : 2 830 m3 de lixiviats ont été traités, et 1 869 m3 de perméat ont été réutilisés sur le site pour humidier les DNR (pour abattre les poussières), laver les BOM du SMIDOM ou rejetés dans le bassin d'EP, et 970 m3 de concentrat ont été évacués à la station d'épuration de Mâcon.
- ENKI 5 : 1 351 m3

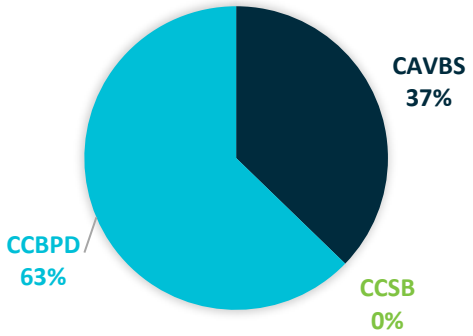
Création d'un casier de stockage des déchets inertes : l'ISDI

Cette création permet de répondre aux besoins des EPCI adhérents au SYTRAIVAL sur le traitement de leurs bennes de déchets inertes en provenance de leurs déchèteries. L'exploitation a démarré en février 2021.

En 2022, le tonnage stocké est de 2 711 tonnes en provenance essentiellement des déchèteries de la CC Saône Beaujolais.

3.5. L'ISDI d'Arnas

En 2022, le site d'Arnas a réceptionné 7 126 tonnes. Voici la provenance de ces tonnages :



Le centre de stockage et de valorisation des déchets inertes permet, à partir des déchets de démolition, de produire des matériaux (sable, tout-venant, terre…) par du broyage, du concassage et du tri, qui sont recyclés en BTP. Avec du compost, la terre peut servir de terre végétale.

3.6. Centre de traitement de Quincieux

Le SYTRAIVAL a renouvelé en 2021 le marché d'exploitation de Quincieux des 3 activités du site, démarré début 2017 :

- Maturation et valorisation des mâchefers d'incinération, depuis Janvier 2017
- Tri et broyage des DNR de déchèteries, depuis Mars 2017
- Transfert des collectes sélectives (flux emballages légers, multi-matériaux et JRM), Avril 2017

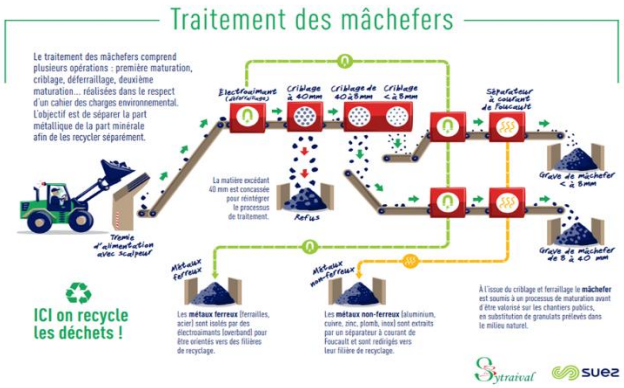
Valorisation des mâchefers :

En 2022, 20 287 tonnes ont été acceptés en provenance de l'UVE de Villefranche sur Saône pour 15 235 tonnes et 5 052 tonnes en provenance des UVE de la métropole de Lyon.

Les mâchefers passent dans une unité de criblage qui permet de séparer :

- Les métaux ferreux résiduels (une partie est extraite sur les UVE) : 553 T

- Les métaux non ferreux : 201 T
- La grave de mâchefer : 16 932 T



La grave de mâchefer après analyse est valorisée comme sous couche routière sur 14 chantiers. Ces chantiers se situent pour la plupart à moins de 80 km de la plateforme.

Broyage des déchets non recyclables des déchèteries :



Les déchets entrants sont triés à l'aide de la pelle mécanique en 3 catégories :

- Les plastiques et les DEEE sont stockés dans des bennes de 30 m3 avant valorisation ;
- Les refus de broyage (matelas, tapis, moquette, laine de verre, …) sont également stockés dans des bennes de 30 m3 ;
- La matière restante est broyée sur place (plusieurs campagnes de broyage sur 2021), avant d'être réacheminée à l'UVE de Villefranche sur Saône.

En 2022, 1 316 tonnes ont été acceptés sur le site suite à la reconstruction du bâtiment incendié le 11 septembre, incendie provoqué par la présence de déchets dangereux comme les piles qui peuvent s'enflammer d'elles-mêmes.

Depuis la remise en route, les encombrants sont triés et broyés au fur et à mesure afin de limiter les stocks et les risques d'incendie.

Transfert des collectes sélectives :

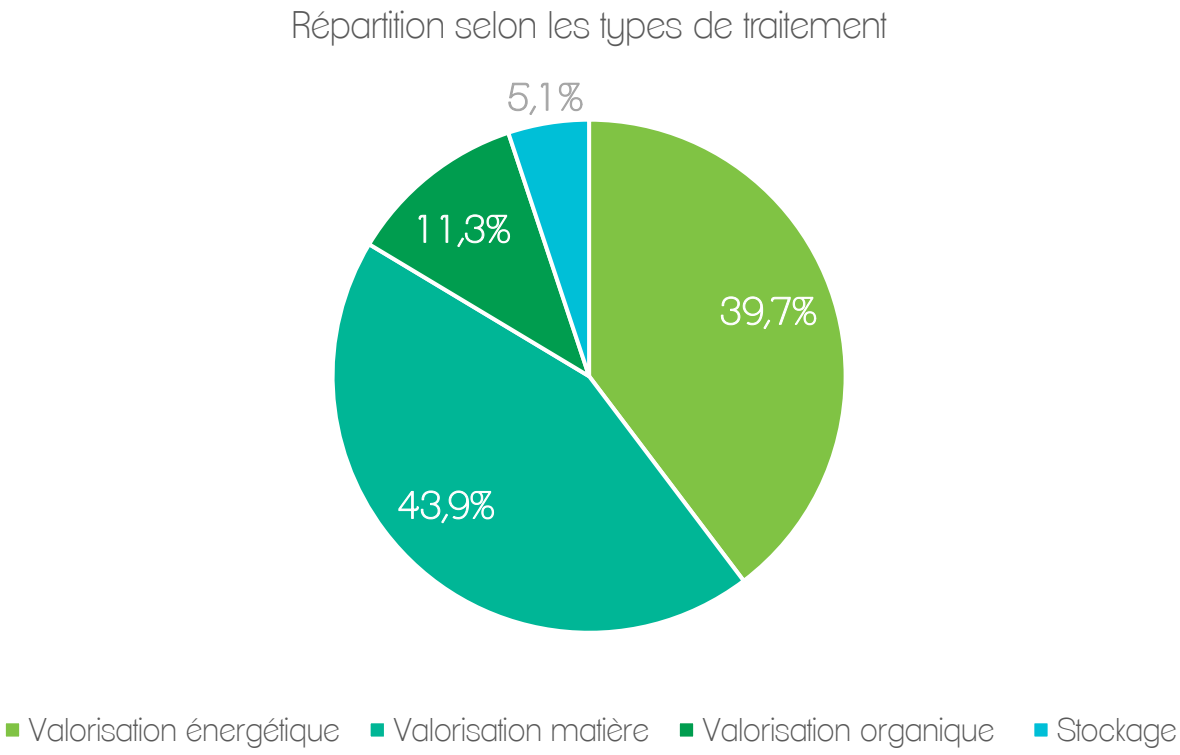
Suivant la distance entre les collectes et les centres de tri, il peut être nécessaire de massifier les tonnages collectés afin de réduire le coût de transport et la pollution.

En 2022, 11 557 tonnes de collectes sélectives ont transféré sur le site de Quincieux :

- 6 949 tonnes d'emballages légers
- 747 tonnes de multi matériaux et 701 tonnes pour le compte de la métropole de Lyon
- 3 159 tonnes de papiers

Des prélèvements (échantillonnages normés) et des caractérisations sont réalisés sur le site afin de connaître la composition des trois flux de collecte sélective réceptionnés.

3.7. Les modes de valorisation et de traitement



INDICATEURS FINANCIERS

5
budgets

26
marchés
publics

5 884 365 €
d'investissements

4.1 Présentation des budgets

Les activités du SYTRAIVAL sont retracées dans 5 budgets :

Budget Principal
Frais de structure

Alimenté par 4 budgets annexes :

Budget Valorisation Energétique
-Réseau de chauffage urbain,
UVE des OMR et chaufferie bois
-3 quais de transfert intermédiaires
-CET de St-Etienne-sur-Chalaronne
-Site de Quincieux

Budget Collecte Sélective
Traitement des déchets recyclables apportés par les adhérents

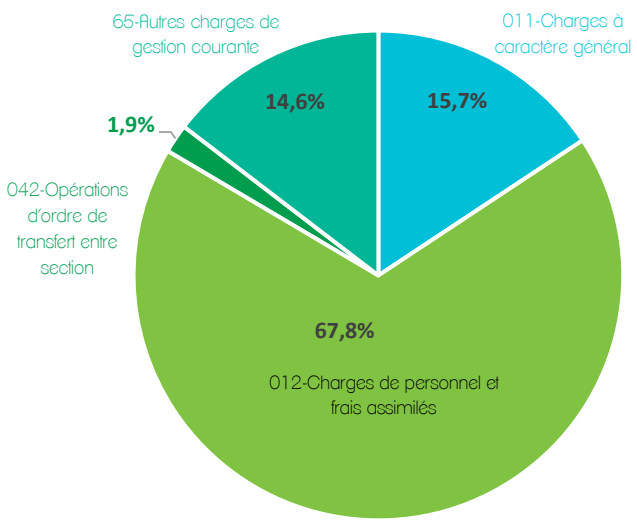
Budget Compostage
Plateforme de compostage d'Arnas

Budget CET III
CET d'Arnas (gravats)

4.2. Répartition des recettes et dépenses réelles de fonctionnement

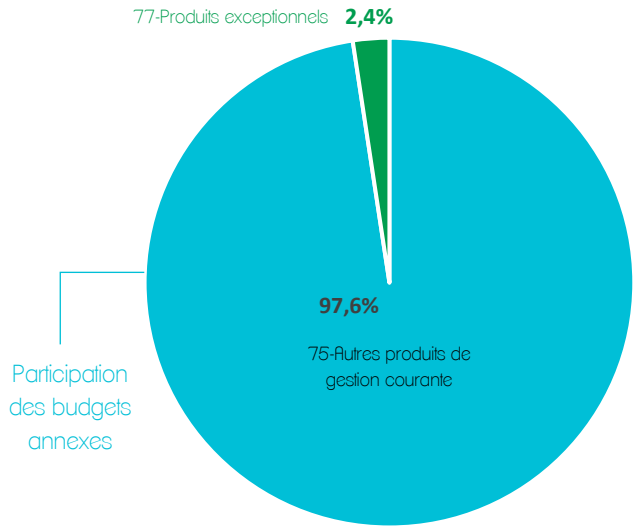
Budget Principal :

Dépenses réelles



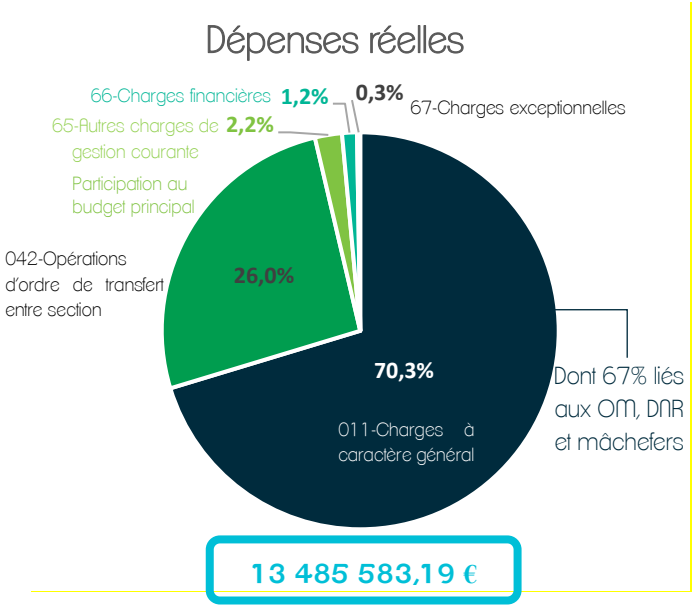
557 160,61 €

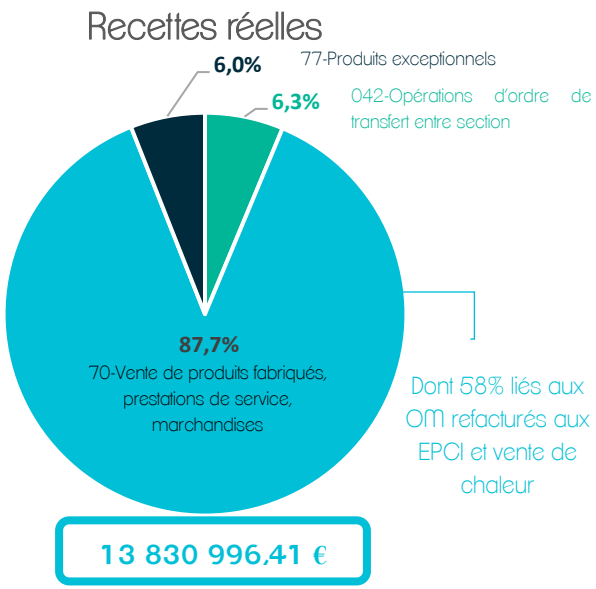
Recettes réelles



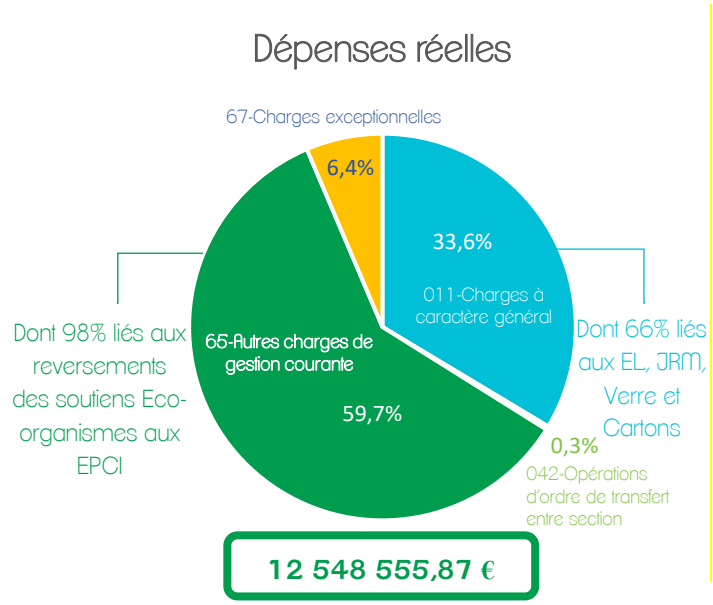
502 292,38 €

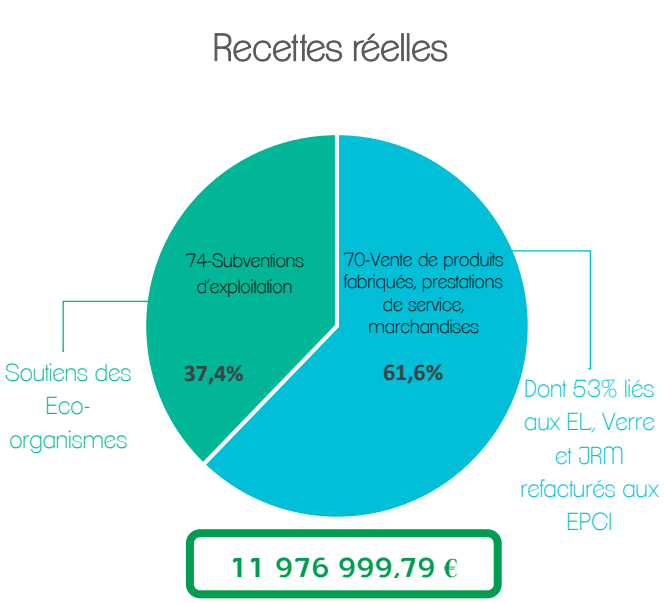
Budget Valorisation Energétique :



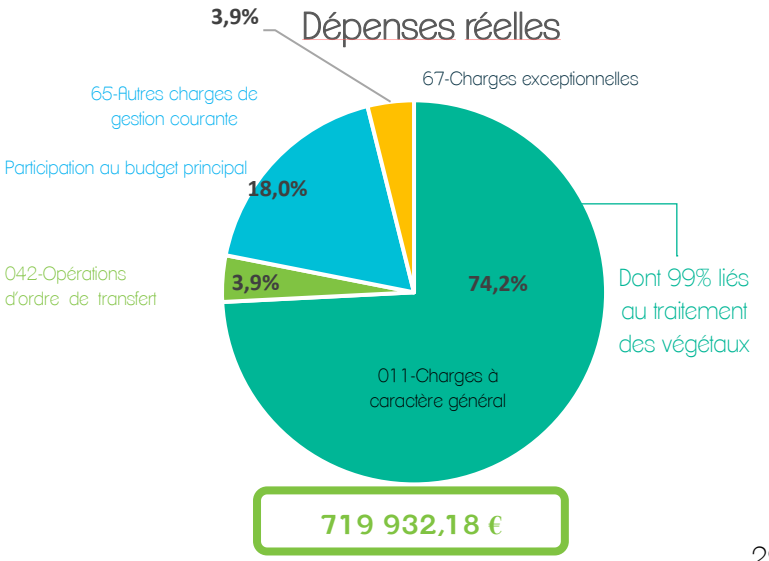


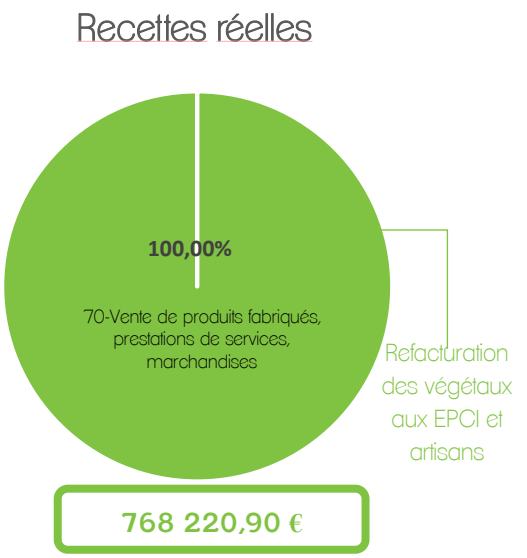
Budget Collecte sélective :



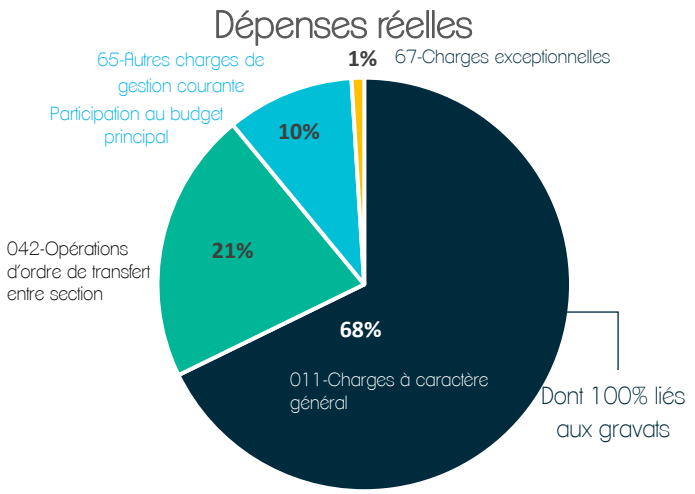


Budget Compostage :

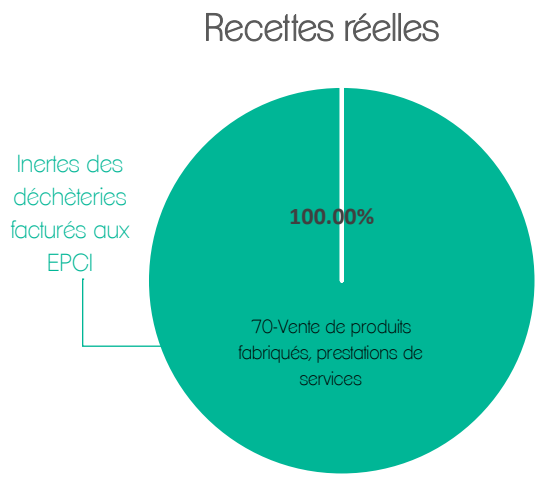




Budget CET III :



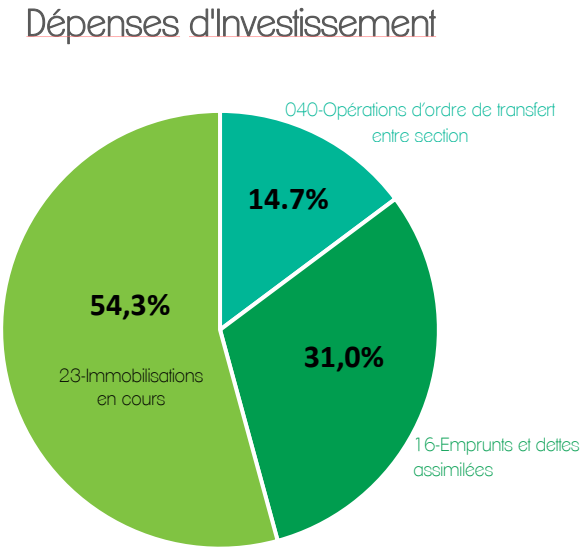
49 109,00 €



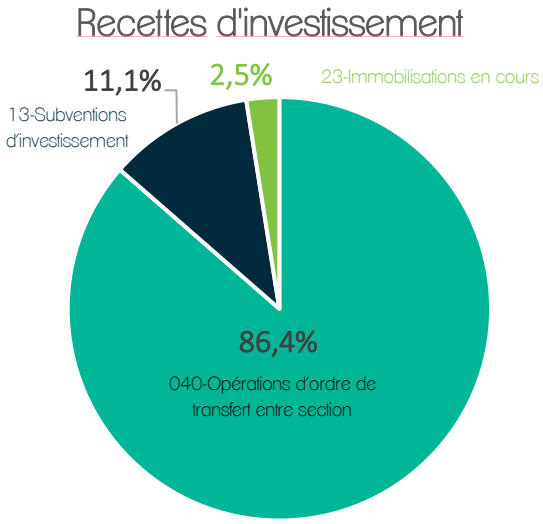
94 241,10 €

4.3. Répartition des recettes et dépenses réelles d'investissement

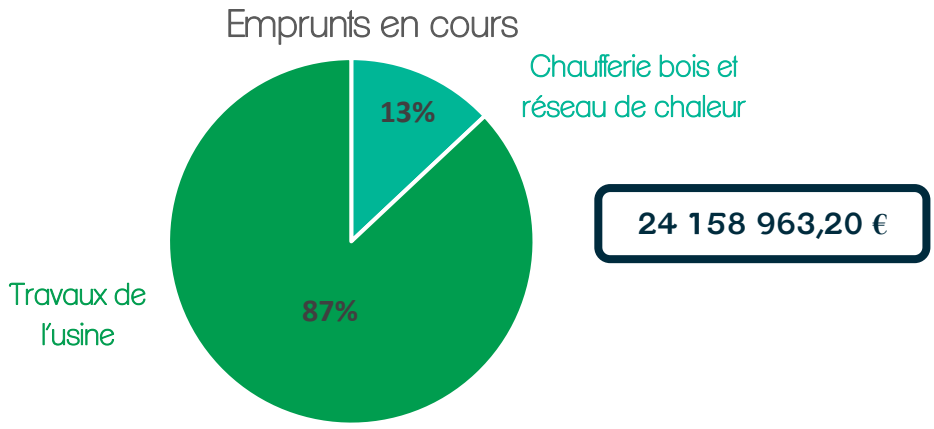
Budget valorisation énergétique



5 884 365,03 €



4 062 478,95 €



24 158 963,20 €

4.4. Tarifs 2021

Valorisation énergétique :

LIBELLE RUBRIQUE	Rappel tarifs 2021 *(€ HT / t.) Hors TGAP*	Montant proposé 2022 *(€ HT / t.) Hors TGAP*	Montant proposé 2022*(€ HT / t.) TGAP comprise*	Taux de variation %
Accueil des déchets ménagers des collectivités membres du syndicat mixte sur l'usine d'incinération :				
- Collectivités adhérentes	* 95	* 96	107	-
- Collectivités non-adhérentes	* 111	* 112	123	-
- Apports selon notre demande	* 99	* 100	111	-
Déchets encombrants	* 100	* 110	121	10.00
Déchets encombrants hors quota			180	-
Déchets industriels assimilés	* 136	* 137.50	148.50	-
Déchets industriels en régie	* 143	* 145	156	-
Déchets hospitaliers	379	382	382	-

* Montant TGAP 2021 à ajouter : * 11 € / t.

Plateforme de compostage :

	Rappel tarifs 2021 *(€ HT / t.)*	Montant proposé 2022 *(€ HT / t.)*	Taux de variation *%*
Déchets en provenance des déchèteries	34	34	-
Déchets en provenance des communes	32	32	-
Autres déchets verts reçus sur la plate-forme	40	40	-

CET III Arnas :

Déchets en provenance des déchetteries	10	10	-
Autres déchets inertes	10.30	10.30	-

Collecte sélective :

	Rappel tarifs 2021 *(€ HT / t.)*	Montant proposé 2022 *(€ HT / t.)*	Plus-value ouverture sacs *(€ HT / t.)*	Taux de variation *%*
Papiers	75.50	92	-	21.80
Tri emballages légers en vrac avec transfert	210	235	15	11.90
Tri emballages légers en vrac sans transfert	182	205	15	12.64
Tri multi en vrac avec transfert	180	235	15	30.56
Tri multi en vrac sans transfert	156.50	208.50	15	33.23
Refus de tri	* 95	* 96	-	1.05
Verre	53	53	-	178.95
Plâtre	96	98	-	2.00
Huisseries Location de racks	- -	155 12.00/rack/mois	-	

* Montant TGAP 2021 à ajouter : * 11 € / t.

CET II – St-Etienne-sur-Chalaronne :

	Rappel tarifs 2021 *(€ HT / t.) Hors TGAP*	Montant proposé 2022 *(€ HT / t.) Hors TGAP*	Montant proposé 2021 *(€ HT / t.) TGAP comprise*	Taux de variation *%*
Refus de tri	* 105	* 105	163	-
Amiante en alvéole dédiée	* 100	* 105	163	5.00

* Montant TGAP 2021 à ajouter : 58 € / t

4.5. Prestations rémunérées à des entreprises sur contrat en 2022

	Société	Montant de la prestation (HT)
VALORISATION ENERGETIQUE		
Traitement des lixiviats St Etienne sur Chalaronne	SERPOL	108 423 €
Transfert St Etienne sur Chalaronne	SERFIM	64 555 €
Transfert Fleurieux sur Arbresle	SUEZ	170 099 €
Transfert Bourg de Thizy	SUEZ	145 492 €
Exploitation Quincieux – Mâchefers et Encombrants	SUEZ	987 318
Exploitation de l'usine d'incinération	CIDEME UVE	3 985 763 €
Exploitation du réseau de chaleur	DALKIA RCU	454 987 €
Broyage et transport des encombrants	SERFIM	347 945 €
Transport des mâchefers	YK TRANSPORT	81 337 €
Combustible chaufferie bois	RACINE	140 565 €
COMPOST		
Exploitation de la plate-forme de compostage	AUTO1	93 818 €
	RACINE	123 002 €
Expérimentation du tri à la source de de la valorisation des biodéchets	LES ALCHIMISTES	29 918 €
Compostage des déchèteries	BIODE	90 754 €
	ADFE	70 953 €
	DCR01	75 669 €
	SEDE	51 585 €
	RDS	25 918 €
COLLECTE SELECTIVE		
Les JRM		
Collecte et transport des journaux magazine	GUERIN	51 450 €
	SERFIM	119 506 €
Transfert et tri des journaux magazine (Quincieux)	SUEZ	76 912 €
Reprise des journaux magazines	NORSKE	381 124 €
Le VERRE		
Collecte et transport du verre	GUERIN	213 549 €
	SERFIM	88 325 €
	DUBUIS	82 254 €
Reprise du verre	VERALLIA	376 277 €
Exploitation de la plate-forme de Saint-Etienne	SERFIM	23 824 €
Les EMBALLAGES LEGERS et le MULTI		
Prestation de transfert des collectes sélectives (Thizy + Quincieux)	SUEZ	208 441 €
Prestation de traitement des CS (Firminy)	SUEZ	295 124 €
Prestation de recrutement, formation Ambassadeurs du tri	L&M ASSOCIES	121 660 €
Prestation de conditionnement des emballages légers	NICOLLIN	1 200 550 €
Prestation de conditionnement des multi-matériaux	PAPREC	574 552 €

PREVENTION & COMMUNICATION

La minute du lundi
Envoi de flash info

291
animations scolaires

6
interventions sur les manifestations

2
expositions de créées

32
sites de compostage partagés subventionnés

27 000
Stop Pub

Economie circulaire et déchets verts

Sortir les déchets verts des déchèteries

49 000
flyers sur la tonte de gazon

5.1. Prévention

5.1.1. Le compostage de proximité

Le compostage individuel :

Le SYTRAIVAL accompagne les EPCI à se former sur le compostage individuel. Le maître composteur peut se joindre aux distributions de composteurs et aux réunions d'information afin de former les usagers à la pratique du compostage. L'achat et la distribution est à la charge de l'EPCI.

8 demi-journées de formation ont eu lieu en 2022. Nos adhérents ont distribué un peu plus de 1900 composteurs individuels.

Le compostage collectif :

Le SYTRAIVAL accompagne ses adhérents à la mise en place de sites de compostage partagés ou autonomes : réunions de mise en place, enquêtes publiques, réunions publiques, formation, inauguration et suivi pendant un an du site.

En 2022, les élus ont voté pour octroyer une aide financière à ces mises en place. Un cahier des charges a été établi définissant les modalités d'obtention de la subvention. La subvention s'élève à 50% du coût total du site de compostage (matériel + moyens humains + formation) avec un maximum de 1 250€ par site et un maximum de 12 500€/collectivité/an.

Le SYTRAIVAL a subventionné 32 sites sur l'ensemble du territoire pour un total de 23 148€.



5.1.2. Expérimentation sur la collecte des déchets alimentaires

Le SYTRAIVAL a répondu à l'appel à projet de l'ADEME pour réaliser une expérimentation sur la collecte des biodéchets sur l'année 2023.
Deux collectivités partiront sur ce projet : la Communauté d'Agglomération Villefranche Beaujolais Saône (CAVBS) ainsi que la Communauté de Communes Dombes Saône Vallée (CCDSV).
L'expérimentation débutera le 1er janvier 2023 pour une durée d'un an. 22 abris bacs seront posés sur deux zones distinctes et desserviront une population de 6600 habitants.
CAVBS : 15 abris-bacs pour 4500 habitants
CCDSV : 7 abris-bacs pour 2100 habitants

L'ADEME a donné une réponse favorable à notre dossier. Un marché de fourniture a été réalisé pour l'achat des abris-bacs. Il a été remporté par Axibio. Pour la formation des usagers, la collecte et le traitement des déchets alimentaires, un marché d'expérimentation a été fait. Les Alchimistes auront en charge cette partie.

Le covering des abris-bacs ainsi que la création des outils de communication ont été réalisés sur le deuxième semestre. Des réunions d'informations se sont tenues sur le dernier trimestre.



5.1.3 Manifestation 0 déchets

Afin de réduire les déchets sur les manifestations, le SYTRAIVAL a réalisé un guide manifestation 0 déchets. Ce guide a été adapté à chaque collectivité de notre territoire et leur a été envoyé en version numérique.



5.1.4 Accompagnement à l'économie circulaire

Bureau d'études Decodex :

Le SYTRAIVAL a missionné le bureau d'étude Decodex afin de nous accompagner à la mise en place d'actions sur l'économie circulaire. Suite à la journée éco-apprenante, un plan d'action a été établi sur 3 ans avec une action par an :

Plan d'action :

2022 : sortir les déchets verts des déchèteries
2023 : sravailler sur la réparabilité et le réemploi
2024 : le gaspillage alimentaire en milieu scolaire

2022 : sortir les déchets verts des déchèteries

Dans un premier temps, un triptyque sur la tonte de gazon a été réalisé. L'objectif étant d'expliquer aux particuliers que le gazon est une ressource et qu'il faut le garder à la maison.



Dans un deuxième temps une boîte à outils de 4 actions a été créée. L'objectif est de permettre aux EPCI adhérents d'avoir des fiches reprenant les partenaires à mobiliser, les étapes clés, les facteurs de succès ou encore les éléments budgétaires. Ces dernières permettront de mettre en place des actions de réduction des déchets verts dans les déchèteries.

OUTILS	n°	DESCRIPTIF	CIBLES
DESENGORGER LES DECHETTERIES	1	Plateforme locale pour amendements agricoles ou litière animale	Agriculteurs Paysagistes Communes
	2	Valorisation in situ par un broyage des apports des particuliers et mise à disposition immédiate	Particuliers Communes
REDUIRE LES TONNAGES A COLLECTER	3	Limiter les pelouses dans les déchèteries	Particuliers
	4	Les plantations adaptées à 2050	Paysagistes / Pépiniéristes Communes Particuliers

5.2. La communication

5.2.1. Les animations scolaires :

Le SYTRAIVAL propose six animations pour le milieu scolaire : tri et recyclage, compostage, consommation, gaspillage alimentaire, papier recyclé, récup'. Ces animations sont payantes et ont un coût de 50€HT.

En 2022, 223 classes en été sensibilisées à la gestion et à la réduction des déchets.

EPCI	Nombre d'animations
CCBPD	99
CCDSV	89
CCSB	35
TOTAL	**223**

5.2.2. Les manifestations

Sur 2022, le SYTRAIVAL est intervenu sur six manifestations :



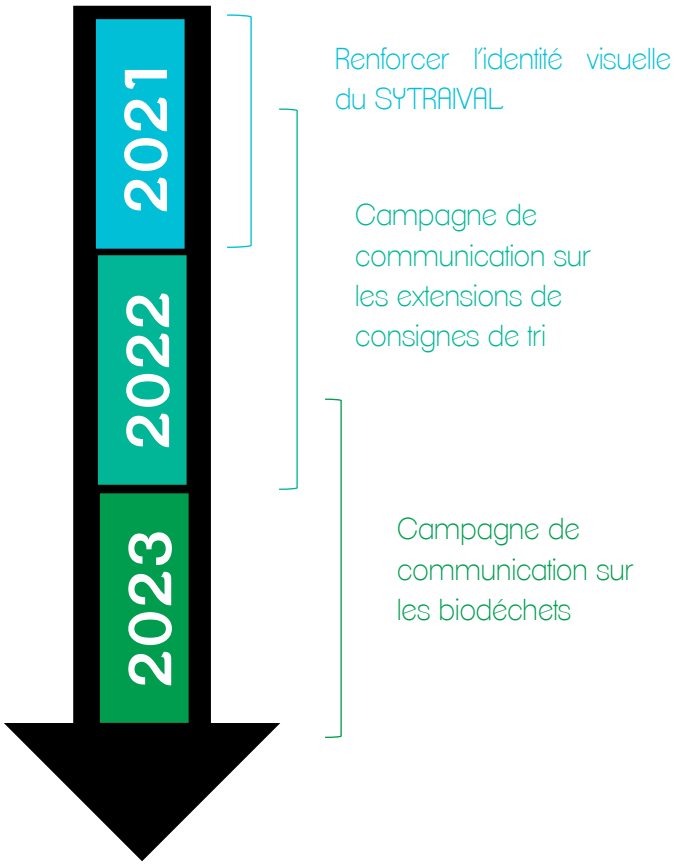
5.2.3. Plan d'action communication

L'agence L&M, basée dans le Jura, a été missionnée début 2021 afin de réaliser un audit sur la communication. A la suite d'un entretien avec chaque EPCI et le SYTRAIVAL sur les actions mises en place, les outils de communication, l'organisation des services et les attentes par rapport au SYTRAIVAL, un plan de communication a été proposé avec deux grands axes :

- Renforcer la communication en interne du SYTRAIVAL

- Porter des projets de territoire et être un acteur ressource pour accompagner les EPCI.

Un planning a été établi sur trois ans :



5.2.4. Film institutionnel

Suite à l'audit sur la communication, les élus ont décidé de revoir l'identité visuelle du SYTRAIVAL. Le logo et la charte graphique ont été réalisé sur 2021. En 2022 l'agence LetM, agence de communication basé à Poligny (39), a travaillé sur le film institutionnel présentant le SYTRAIVAL.

Le motion design dure 3 minutes. Et a été livré en décembre.

5.2.5. Communication sur les ECT

Pour la mise en place des extensions de consignes de tri plastique au 1er février 2022, le SYTRAIVAL a décidé de faire une communication générale sur son territoire et est donc passé, pour la communication, par un marché public. C'est l'agence L&M, basé un Poligny (39) qui l'a remporté. Le marché court sur un an, de septembre 2021 à août 2022.

Le marché était séparé en deux lots :

- Lot 1 : réalisation et impression des supports de communication
- Lot 2 : accompagnement pour la sensibilisation auprès de la population, des élus et des employés communaux et intercommunaux.

Lot 1 : réalisation et impression des supports de communication

Ce lot a été réalisé de septembre 2021 à décembre 2021.

Lot 2 : accompagnement pour la sensibilisation auprès de la population, des élus et des employés communaux et intercommunaux.

Ce lot a été réalisé dans un premier temps de novembre 2021 au 31 janvier 2022 et dans un deuxième temps de mars 2022 à juin 2022.

Il a été demandé à l'agence de mettre en place un dispositif d'accompagnement au changement de consignes pour le publics relais et pour les habitants :

Les publics relais : création d'un module de formation afin de toucher les élus, les secrétaires de mairies et les agents communaux et intercommunaux travaillant sur la thématique déchets.

Les habitants : accompagnement grâce au porte-à-porte (pour l'habitat collectif) ainsi qu'une présence sur des manifestations et des marchés. Pour cela six ambassadeurs ont été recrutés sur 2022 par l'agence de communication. Ils ont été formés préalablement afin d'aller expliquer aux habitants les nouvelles consignes de tri.

Pour aller plus loin, des flashs infos ont été créé sur le deuxième semestre afin de communiquer tous les lundis sur des astuces ou des erreurs de tri…

5.2.6. Expositions

L'exposition existante sur le SYTRAIVAL a été mise à jour. Elle comprend 10 panneaux sur les consignes de tri et de recyclage, le compostage et la réduction des déchets.

Une nouvelle exposition sur la réduction des déchets a été créée. Elle est composée de 9 panneaux sur le

gaspillage alimentaire, la réduction des déchets à la maison, au jardin et à l'extérieur et sur la réparation et le remploi.

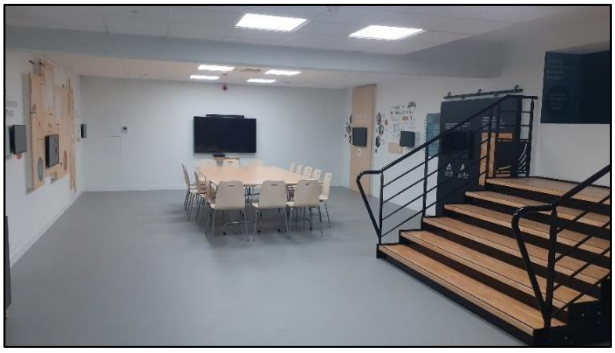
Ces deux expositions sont prêtées gracieusement aux EPCI, aux communes, aux écoles et aux établissements recevant du public de notre territoire.

5.2.7. Ouverture de la salle pédagogique de l'UVE

La salle pédagogique à destination du grand public et du milieu scolaire construite durant les travaux de l'UVE en 2021 a ouvert ses portes en fin d'année 2022.

Cette salle de 78m2 est divisée en cinq pôles :

- Présentation du SYTRAIVAL
- Espace tri/recyclage et prévention
- Espace UVE/process
- Galerie des métiers
- Espace de diffusion



ANNEXES

Annexe n°1 – Modalités de gestion, les marchés publics en cours en 2021

BUDGET	Libelle consultation	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL DUREE FERME + RECOND	DUREE FERME+ reconduction (mois)	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN
CS	Accompagnement simplification des extensions de consignes de tri lot 1 : supports de communication	L ET M	34 900 € HT	12	21/09/2021	20/09/2022
CS	Accompagnement simplification des extensions de consignes de tri lot 2 : sensibilisation aupres de la population, elus, employes	L ET M	102 900 € HT	12	21/09/2021	20/09/2022
CS	Marche de transfert, de caracterisations, de tri et de conditionnement des collectes selectives lot 1 : emballages legers	NICOLLIN	7 159 040 € HT	24+12+12	01/02/2022	31/01/2024
CS	Marche de transfert, de caracterisations, de tri et de conditionnement des collectes selectives lot 2 : multi materiaux	PAPREC	4 635 120 € HT	24+12+12	01/02/2022	31/01/2024
CS	Marche de collecte du verre et du papier lot 1 : verre	SERFIM RECYCLAGE	3 415 750 € HT	36+12+12	01/04/2022	31/03/2025
CS	Marche de collecte du verre et du papier lot 1 : papier	SERFIM RECYCLAGE	1 488 750 € HT	36+12+12	01/04/2022	31/03/2025
VALO ENERG	Surveillance des retombées atmosphériques	SOCOR AIR	5080 € HT			
VALO ENERG	Exploitation lixiviats QT ST ETIENNE SUR CH	SERPOL		36+12+12	10/01/2019	09/01/2022
VALO ENERG	Exploitation uve	CIDEME/PAPREC	33 634 813 € HT	124	01/12/2019	31/03/2030
VALO ENERG	Exploitation rcu	DALKIA WASTE ENERGY	2 300 000 € HT	37+12+12	01/12/2019	31/12/2022
VALO ENERG	Surveillance des eaux souterraines et de surface	GEAUPOLE	458 € / an 5 193 € / an 1 000 €/ an 1 515 € / an 1 920 € / an	36+12+12	20/10/2020	19/10/2023
VALO ENERG	Exploitation qt thizy	SUEZ		36+12+12	01/11/2020	31/10/2023
VALO ENERG	Exploitation qt st etienne/ch	SERNED	2 658 790 € HT	36+12+12	01/11/2020	31/10/2023
VALO ENERG	Installations quincieux lot 1 : transport des machefers	YK TRANSPORT	555 000 E HT	36+12+12	01/12/2021	30/11/2024
VALO ENERG	Installations quincieux lot 2 : exploitation du site	SUEZ	11 521 919.40 E HT	36+12+12	01/12/2021	30/11/2024

VALO ENERG	Exploitation quai de transfert Fleurieux-sur-l'Arbresle	SUEZ	810 940 € HT	36+12+12	01/12/2021	30/11/2024
COMPOST	Exploitation de la plate forme de compostage d'Arnas et fourniture de combustible bois	RACINE	21,60 €/T entrante 45 €/T de bois 8 €/T en vrac et 150 €/T en sac 94 744,03 € HT	32+12+12	01/11/2017	30/06/2020
COMPOST	Prestation de compostage des déchets verts	DCR01	30 €/T 30 €/T	32+12+12	01/11/2017	30/06/2020
COMPOST	Prestation de compostage des déchets verts	SEDE	23,50 €/T 23,50 €/T	32+12+12	01/11/2017	30/06/2020
COMPOST	Prestation de compostage des déchets verts	BIODE	33 €/T 10 €/T	32+12+12	01/11/2017	30/06/2020

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMERATION

CONVENTION D'AUTORISATION DE PASSAGE DES VEHICULES DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES DECHETS MÉNAGERS SUR LE DOMAINE PRIVÉ

Entre les soussignés :

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA), représentée par son Vice-Président en charge de la collecte et valorisations des déchets, **Gilles JONDET**, dûment habilité par délibération n°2023-239 en date du 7 décembre 2023

Ayant son siège 67, Esplanade du Breuil CS 20811-71011 MACON Cedex

Ci-après dénommée ci-après « **MBA** » ou « **la collectivité** »

D'une part,

ET

Nom ou raison sociale :
Adresse :
Représentant (nom et fonction de la personne) :
Téléphone :
Email :

Dénommé(e) ci-après « **le propriétaire** » ou « **les propriétaires** »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre des opérations répétitives de collecte des déchets ménagers sur le territoire de la collectivité, le ramassage des déchets est assuré uniquement sur les voies publiques. Le passage ou la manœuvre des véhicules de collecte sur le domaine privé est parfois rendu nécessaire pour assurer la continuité ou fluidifier le service de collecte, notamment lorsque le passage et le retournement du véhicule est impossible sur les voies publiques ou pour éviter certaines manœuvres.

À cette fin, une convention d'autorisation de passage est nécessaire auprès du ou des propriétaires de la voie privée.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet d'autoriser la circulation et la manœuvre des véhicules du service public de collecte des déchets ménagers de la collectivité sur le terrain privé appartenant au(x) propriétaire(s) et sis …… et d'en fixer les modalités.

Le propriétaire autorise ainsi la collectivité, son prestataire ou son délégataire à passer sur son terrain en empruntant son terrain privé selon la fréquence de collecte définie.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Le propriétaire :

- déclare être le seul propriétaire du terrain privé ou avoir été autorisé à signer la présente convention par l'assemblée générale des copropriétaires ou des colotis ;
- atteste connaître les contraintes d'une collecte normale des déchets et en accepter les conséquences (bruit global général par la collecte, envol possible de déchets lors de leur déversement, action abrasive des pneumatiques sur les voiries empruntées lors de manœuvres, chocs occasionnés par les contenants sur leur environnement lors de leur prise en charge et de leur remise en place (bordures, enclos, claustras…) ;
- s'engage à permettre en tout temps l'accès sécurisé des véhicules de collecte (maintien de la voirie en bon état d'entretien, élagage, éclairage, accessibilité, stationnement…) ;
- Informer MBA en cas d'impossibilité d'accès au site ou d'engagement de travaux pouvant avoir une incidence sur les conditions d'accès et de collecte.

ARTICLE 3 : DROITS ET OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

La collectivité s'engage à n'emprunter le terrain privé défini en lien avec le propriétaire que pour le strict exercice de la mission de collecte et veiller au respect des biens du propriétaire.

La collectivité (ou son prestataire ou son délégataire), se réserve le droit de ne pas assurer le passage des véhicules de collecte si les engagements liés au maintien sécurisé de l'accès des véhicules ne sont pas respectés ou si des conditions météorologiques particulières (verglas, neige, inondations…) ne permettent pas d'intervenir en sécurité.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES

MBA ne saurait être tenu pour responsable d'éventuelles dégradations sur la voirie et le sous-sol qui résulteraient d'un usage normal.

S'agissant des autres sinistres, toute prise en charge financière destinée à réparer des dommages est subordonnée à la démonstration ou à la reconnaissance de la responsabilité de MBA.

ARTICLE 5 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Le propriétaire peut dénoncer la présente convention et retirer son autorisation de passage à tout moment et par écrit sous réserve de respecter un préavis d'un mois afin de permettre à la collectivité de tirer les conséquences opérationnelles du terme de l'autorisation.

MBA peut résilier cette convention par écrit à tout moment en fonction de l'organisation du service (fin du besoin de passage, évolution du circuit de collecte…). Elle s'engage à veiller à prévenir le propriétaire au préalable dans les meilleurs délais.

En cas de transfert de propriété, le propriétaire devra informer en amont l'acquéreur de l'existence de la présente convention et avertir la collectivité.

ARTICLE 6 : LITIGES

Les litiges nés de l'application de la présente convention qui n'auront pas trouvé de solution aimable pourront être portés par l'une des parties devant le tribunal compétent.

ANNEXE(S) (Selon votre guise et selon les cas)

Plan

Photographies des lieux

Fait à MACON, en deux exemplaires originaux, le …….....

Mâconnais Beaujolais Agglomération Pour le Président et par délégation, Le Vice-Président en charge de la collecte et valorisations des déchets Gilles JONDET	Le propriétaire, (…)

Version non signable
Projet de contrat sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics

Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets

CONDITIONS PARTICULIÈRES

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ARTICLE 1 |IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ

Intitulé complet :
Adresse du Siège administratif :
Siren :
Représentée par:

- Nom – Prénom :
- Fonction/Qualité :
- Habilitation :
  - Dûment habilité(e) à l'effet de conclure le présent contrat du fait de ses statuts

  OU
  - Titulaire d'une délégation de pouvoir / de signature à cet effet (à joindre).

ARTICLE 2 | IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

ARTICLE 3 | IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE REEMPLOI OU REUTILISATION

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

ARTICLE 4 | ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ

Les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières**.**

Fait à _____, le _____

Pour la Collectivité

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour ECOMAISON

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALDELIA

Prénom Nom _____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

Pour VALOBAT

Prénom Nom_____
Qualité_____
« Lu et approuvé » et signature

CONDITIONS GENERALES

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L541-10, L541-10-1 (10°), et R543-240 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière de responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ecomaison, société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 495 870 RCS Paris, ayant son siège social 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, représentée par Madame Dominique MIGNON, agissant en qualité de Présidente et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Ecomaison** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valdélia, société par actions simplifiée au capital de 154.000 euros, dont le siège social est sis ZAC de l'Hers, rue du Lac (31670) Labège, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 406 373 R.C.S. Toulouse, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valdelia »**), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valobat, société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 902 722 172 RCS Nanterre, ayant son siège social à La Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX, représentée par Monsieur Hervé de Maistre, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valobat** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ---------- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

L'OCA est l'organisme coordonnateur, agréé par arrêté du ---------- au titre de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour répondre aux exigences fixées par le Cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, Ecomaison, Valdélia et Valobat, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des DEA mentionnés à l'article R543-240 du Code de l'environnement par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets, sous l'égide de l'OCA.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une Collecte des DEA et des EA usagés, et souhaite contracter avec un éco-organisme agréé afin de bénéficier des financements et des services qu'il propose pour la gestion de ceux-ci.

A la date du signature du présent Contrat, en application des dispositions des articles L541-10 II et R. 541-108 du Code de l'environnement et de l'annexe III de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement, il appartient à un éco-organisme désigné aux Conditions particulières en sa qualité d'éco-organisme agréé (« l'Eco-organisme désigné») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge de la Collecte des DEA qui lui incombe.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Ceci expose, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans le Système d'information et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- Acteurs du réemploi ou de la réutilisation : désigne les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation ayant accès, à une Zone dédiée au réemploi ou à la réutilisation des Eléments d'ameublement, dans les conditions prévues par une convention établie avec un ou plusieurs de ces Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation. Les Acteurs du réemploi ou de la réutilisation sont au moins ou prioritairement des entreprises relevant des articles 1 et 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

- Autres collectivités : désigne les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.

- **Benne** : désigne les Contenants en bas de quai pour la collecte des EA

- **Bordereau de transport** : désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce.

- Cahier des charges : désigne l'annexe I à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement désignés à l'article R.543-240 du Code de l'environnement, en application des articles L.541-10, L.541-10-1 (10°) et R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,

- **Collecte non séparée** : la collecte des flux de DEA avec d'autres types de déchets issus de produits ne relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, ou de déchets issus de produits relevant de ces obligations pour lesquels l'éco-organisme n'est pas agréé, et respectant les conditions de l'article D. 543-281.

- **Collecte séparée** : la collecte des flux de DEA qui sont séparés des autres flux de déchets, ou qui sont collectés conjointement avec d'autres flux de déchets issus de produits relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, pour lesquels l'éco-organisme est agréé, et respectant les dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement ;

- Collectivité : désigne la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales titulaire de la compétence collecte et/ou traitement dans le cadre du SPGD sur la totalité du Périmètre du Contrat.

- **Comité de concertation** : désigne le comité de conciliation associant des Représentants de collectivités territoriales chargées du SPGD.

- **Contenant** : désigne les Bennes ou autres équipements de stockage et de transport destinés à la gestion des DEA ou d'EA usagés mis à la disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné.

- Contrat : désigne le présent Contrat multipartite, incluant les conditions générales et les conditions particulières, et leurs annexes, et leurs éventuels avenants.

- **DEA** : désigne les déchets d'Eléments d'ameublement.

- **Déchèterie :** désigne une installation publique de gestion des déchets ménagers et assimilés constituée d'un espace aménagé et protégé où les usagers peuvent déposer leurs déchets qui ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature (toxique). La Déchèterie publique au sens du Contrat s'inscrit dans le Périmètre défini aux Conditions particulières.

- Détenteur : au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, le Détenteur est entendu comme tout producteur des déchets et/ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets. Dans le cadre du Contrat, la détention est définie par le fait, pour une personne physique ou morale, de se trouver en possession de déchets. Concerne uniquement le Détenteur au sens de l'article L541-1-1 C. Env qui apporte lui-même les DEA ou les EA en Déchèterie.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- Détenteur professionnel : désigne le professionnel se trouvant en possession de DEA ou d'AE usagés qu'il apporte en Déchèterie. Concerne uniquement le Détenteur professionnel disposant d'une carte pro)

- Eco-organisme désigné : désigne l'Eco-organisme désigné par l'OCA pour gérer les DEA de la Collectivité. L'éco-organisme désigné peut changer en cours de Contrat, sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité du SPGD. L'Eco-organisme désigné figure aux Conditions particulières du Contrat.

- **Eco-organismes signataires** : désigne les sociétés titulaires d'un Agrément signataires du Contrat.

- **Eléments d'ameublement ou EA** : désigne les éléments d'ameublement couverts par les dispositions des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (10°) et R. 543-240 suivants du C. Env.

- Enlèvement : désigne l'opération lors de laquelle un Opérateur de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec un Eco-organisme désigné, procède, à la suite d'une demande de la Déchèterie, à la collecte gratuite des DEA et les achemine vers un centre de tri ou de traitement.

- Enlèvement et traitement par l'Eco-organisme désigné : désigne la prise en charge par l'Eco-organisme désigné de l'ensemble des opérations de gestion des DEA, à compter de leur Enlèvement par un Opérateur de gestion des déchets missionné par l'Eco-organisme désigné. Dans cette hypothèse, l'Eco-organisme désigné apporte un soutien opérationnel à la Collectivité.

- Interface administrative unique : désigne l'interface mise à disposition de la Collectivité. Elle a notamment pour objet de centraliser les données administratives de la Collectivité, de proposer le Contrat aux Collectivités et de les mettre en relation avec le Système d'information de l'Eco-organisme désigné. En 2024 au minimum, le portail TERRITEO assurera le rôle d'Interface administrative unique pour les données administratives générales, ce qui concerne le portail TERRITEO.

- Liquider/liquidation : désigne la détermination par l'Eco-organisme désigné du montant des soutiens financiers porté sur la facture pro forma des soutiens téléchargeables dans le Système d'information.

- OCA : désigne l'éco-organisme coordonnateur agréé de la filière de REP EA.

- **Opérateur de gestion des déchets :** désigne le prestataire de l'Eco-organisme désigné, chargé de l'Enlèvement des DEA ou d'autres opérations de gestion des déchets.

- Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation : désigne la personne morale réalisant des opérations de réemploi et de réutilisation au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, et favorisant la prévention des déchets.

- Périmètre : désigne le territoire de la Collectivité couvert par le Contrat, tels que définis aux articles 2, 3 et 4 des Conditions particulières.

- Prélèvement : désigne l'action de prélever tous les EA qui peuvent faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation.

- **Règlement de collecte** : règlement de collecte adopté par la Déchèterie

- Règlementation : désigne toute disposition juridique normative en vigueur s'imposant aux Parties dans le cadre du Contrat.

- REP EA : désigne la filière de responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement.

- Représentants : désigne les représentants des collectivités territoriales, à savoir notamment l'AMF, Régions de France, le CNR, AMORCE et Intercommunalités de France.

- SPGD : désigne le service public de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- Système d'information : désigne le portail internet mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.

- **TERRITEO** : désigne le portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.

- **Zone de réemploi ou réutilisation** : désigne la zone au stockage temporaire d'EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, fermée, sécurisée.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des DEA et des EA usagés dans le cadre du service public de gestion des déchets, dans le cadre des articles R541-102, R541-104 et R541-105 du code de l'environnement et de l'arrêté. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché des EA à l'égard de la Collectivité.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la gestion des DEA et de EA pour toute la période 2024-2029 à l'égard de la Collectivité.

Le Contrat est constitué des documents suivants, par ordre d'importance :

- Les présentes Conditions générales
- Les Conditions particulières
- Les annexes suivantes :

  Annexe 1 - Périmètre du Contrat
  Annexe 2 - Schéma de collecte
  Annexe 3 - Conditions techniques et niveaux de services
  Annexe 3A - Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants
  Annexe 3B - Barème de soutiens
  Annexe 4 - Communication
  Annexe 5 - Caractérisations, Bilans matières et justificatifs
  Annexe 6 - RGPD

Les documents du Contrat sont disponibles dans le système d'information de l'Eco-organisme désigné. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents préalablement à la conclusion du Contrat.

En complément du Contrat, l'ensemble des procédures est disponible dans les Systèmes d'information de l'Eco-organisme désigné.

Article 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT

Le Contrat s'applique sur l'ensemble du territoire de compétence de la Collectivité en charge du SPGD. Tous les DEA collectés et/ou traités par la Collectivité seront pris en charge financièrement ou opérationnellement, par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné est identifié aux Conditions particulières.

Le territoire de la Collectivité est déterminé par référence aux données reportées par la Collectivité sur TERRITEO au moment de la contractualisation, figurant aux Conditions particulières. En cas de modification du Périmètre, l'Eco-organisme désigné en est informé dans les conditions prévues à l'article 12 des Conditions générales.

Le Contrat est applicable sur le territoire métropolitain et sur le territoire des départements-régions d'outre-mer (DROM) et des collectivités d'outre-mer (COM) sur lesquels la règlementation relative à la filière de REP EA s'applique.

Article 3 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le Contrat entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la Collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2029.

Par exception pour 2024, lorsque la Collectivité signe le Contrat en 2023, le Contrat entre en vigueur au plus tôt le 1er janvier 2024. Si la Collectivité était en Contrat lors du précédent agrément, le Contrat entre en vigueur au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Par exception, en cas de renouvellement de l'agrément d'au moins un des Eco-organismes signataires du Contrat après le 31 décembre 2029, le Contrat continuera de produire ses effets jusqu'à la signature du nouveau contrat prévu par le renouvellement des agréments et au plus tard jusqu'à 31 mars 2030.

Il peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions précisées à l'article 13 des Conditions générales.

Aucune stipulation du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant l'Eco-organisme désigné à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir l'Eco-organisme désigné responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

Article 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1 : ENGAGEMENTS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ

4.1.1 : Collecte Séparée dans les Déchèteries

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en place la Collecte Séparée dans les Déchèteries selon les modalités décrites en annexe 2 des Conditions Générales.

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en œuvre les soutiens relatifs aux Bennes prévus au Cahier des charges concernant les EA usagés et les DEA faisant l'objet d'une Collecte séparée sur les Déchèteries entrant dans le Périmètre du Contrat, conformément aux Annexes 1 et 2 des Conditions générales. Les informations concernant les Déchèteries sont transmises par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants de collecte et de pré-collecte destinés au dépôt des DEA faisant l'objet de la Collecte séparée,
- organiser l'Enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) des Conditions générales,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité conformément aux annexes 3 (3, 3A et 3B) et 4.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation compatible avec le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Pour les Déchèteries qui, à la date de signature du présent contrat, ne sont pas équipées de deux Contenants, un plan d'évolution vers le schéma cible est défini en commun.

L'Eco-organisme désigné propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

4.1.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et la Collecte des encombrants en porte à porte

Principes
L'Eco-organisme désigné s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B), les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- Dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales (collecte régulière en porte à porte ou sur appel) sous réserve que cette Collecte d'encombrants en porte à porte concoure à la réutilisation ou au recyclage de ces Déchets.
- Collecte en mélange des EA inertes et ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Collecte en mélange des EA hors inertes et hors ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une Collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'annexe 5 aux Conditions générales, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par l'OCA conformément aux dispositions de l'annexe 5 aux Conditions générales.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Ils sont validés par l'OCA.

Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations en Collecte non séparée diligentée par l'Eco-organisme désigné ou par l'OCA, la Collectivité facilite, à l'Eco-organisme désigné ou à toute personne mandatée par L'Eco-organisme désigné, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

4.2.2 : Collecte par les services de Propreté Urbaine de la Collectivité

L'Eco-organisme désigné s'engage à prendre en charge opérationnellement le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en donnant accès à ses centres de tri pour un dépôt des EA.

Si les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine le justifient, l'Eco-organisme désigné s'engage également à prendre en charge opérationnellement l'Enlèvement et le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en mettant à disposition deux Contenants pour les « EA bois » et les « EA multi-matériaux » sur un site de type Centre Technique Municipal, désigné par la Collectivité, sous réserve de la conformité règlementaire de ce site. Le tri devra être effectué par les services de la Collectivité conformément aux consignes transmises par l'Eco-organisme désigné. Des expérimentations seront menées en 2024 afin de proposer les modalités de mise en œuvre de cette collecte.

Si le règlement de collecte de la Déchèterie l'autorise et que les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine ne dégradent pas la performance de collecte, ceux-ci pourront être déposés dans les Contenants. Afin d'assurer la traçabilité de ce flux, la Collectivité devra prévenir préalablement l'Eco-organisme désigné et lui transmettre les éléments justificatifs.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

4.2 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ VIS-À-VIS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

4.2.1 : Dispositions générales

Le Cahier des charges fixe des prescriptions respectées par l'Eco-organisme désigné dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour l'Eco-organisme désigné de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière[1].

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre les Eco-organismes signataires et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs règlementaires de recyclage et de valorisation des DEA dans le cadre de ses relations contractuelles, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions qui suivent, de manière à permettre à l'Eco-organisme désigné de respecter ses obligations au titre de son agrément.

4.2.2 : Collecte séparée dans les Déchèteries

Mise en place de la Collecte séparée
La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée de deux Contenants.

Gestion de la Collecte séparée
Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme désigné selon les consignes de collecte, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à l'Eco-organisme désigné ou à son Opérateur de gestion des déchets.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations de l'Eco-organisme désigné, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par l'Eco-organisme désigné.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf Prélèvements en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation, effectués conformément à l'article 8 des Conditions générales. La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des Enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'Enlèvement, conformément à l'Annexe 2 aux Conditions générales.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à l'Eco-organisme désigné le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Règlementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'Eco-organisme désigné et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'Enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'Enlèvement, retard de l'Opérateur de gestion des déchets, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

[1] "*Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA […]*".

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par L'Eco-organisme désigné, visé au 1.4 de l'annexe 1 aux Conditions générales, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de Collecte et à accompagner l'Eco-organisme désigné dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme désigné à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise L'Eco-organisme désigné, ou toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images, dans le respect des règles de sécurité. L'Eco-organisme désigné s'engage à informer la Collectivité préalablement. L'Eco-organisme désigné s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de Collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété de l'Eco-organisme désigné et peuvent être exploitées par L'Eco-organisme désigné ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par L'Eco-organisme désigné à la Collectivité.

4.2.3 : Collecte non séparée

Organisation de la collecte et du traitement
La Collectivité organise la Collecte non séparée des DEA, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée afin que cette Collecte non séparée concoure soit au moins aux objectifs de réutilisation ou de recyclage des DEA.

Le soutien à la Collecte non séparée est du par l'Eco-organisme conformément aux dispositions annexe 3A des conditions générales

Traçabilité des DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée
La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui sont issus de ce recyclage et de cette valorisation, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à l'Eco-organisme désigné, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via le Système d'information, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 6.1.2 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

Collecte des DEA des détenteurs professionnels
Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par l'Eco-organisme désigné et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité. Si l'apport d'un professionnel perturbe le fonctionnement de la Déchèterie, la Collectivité informe le l'Eco-organisme désigné.

4.2.4 : Non-respect des engagements de la Collectivité
Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définies au Contrat, l'Eco-organisme désigné peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne le délai dans lequel la Collectivité pourra faire valoir ses observations par écrit. A l'issu de ce délai et sans accord entre les parties, à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit l'Eco-organisme désigné à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par l'Eco-organisme désigné pour l'intégralité des tonnages conformes enlevés par l'éco-organisme désigné

4.2.5 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité
Sans préjudice des dispositions de l'article 14, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer l'Eco-organisme désigné de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents de l'Eco-organisme désigné par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

Article 5 : COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité relatives aux Eléments d'ameublement. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4 aux Conditions générales.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet de l'Eco-organisme désigné ou du Système d'information.

L'Eco-organisme désigné favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par l'Eco-organisme désigné.

Article 6 : DÉCLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS

6.1 : SOUTIENS FINANCIERS

6.1.1 : Cas général

L'Eco-organisme désigné s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la Collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la Communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) et aux dispositions du présent article.

6.1.2 : Déclaration Collecte non séparée et données de collecte séparée

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans le Système d'information, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5 aux Conditions générales.

Au terme de chaque semestre civil, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A.1.2 de l'annexe 3B).

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par l'Eco-organisme désigné le sont par période semestrielle échue.

6.1.2 : Paiement des soutiens

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par l'Eco-organisme désigné. Les soutiens Liquidés sont versés par l'Eco-organisme désigné dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par l'Eco-organisme désigné.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 21.

Le paiement des soutiens par l'Eco-organisme désigné est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'Eco-organisme désigné pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

6.2 : RAPPORT D'ACTIVITES

Pour la Collecte séparée, l'Eco-organisme désigné met à disposition de la Collectivité au travers du Système d'information les données relatives aux Enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via e Système d'information, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

6.3 : DEMATERIALISATION

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans le Système d'information.

Article 7 : RECOURS À DES TIERS

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce que l'Eco-organisme désigné puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la Collecte et le cas échéant les Enlèvements et le traitement des DEA.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DU RÉEMPLOI ET DE LA RÉUTILISATION

Le Cahier des charges prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Acteurs du réemploi ou de la réutilisation dans le cas où la demande d'EA usagés excède l'offre.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec un Acteur du réemploi et de la réutilisation, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des EA usagés en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par cet Acteur du réemploi et de la réutilisation ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des Acteurs du réemploi et de la réutilisation concernés par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Acteurs du réemploi et de la réutilisation hors des Déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Acteurs du réemploi et de la réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

Article 9 : RESPONSABILITÉS, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIÉTÉ DES DÉCHETS

9.1 : Collecte séparée

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement jusqu'à leur Enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur Enlèvement par l'Eco-organisme désigné, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'Enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à l'Eco-organisme désigné ou tout Opérateur de gestion des déchets qu'il se substitue, la cession des DEA par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la règlementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement le cas échéant au travers du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et d'une procédure d'isolement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site de l'Opérateur de gestion des déchets intervenant pour l'Eco-organisme désigné. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs de gestion des déchets conservent seuls la possession des Contenants mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'Enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Contenants ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur de gestion des déchets ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

La Collectivité s'engage pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à :

- Utiliser les Contenants mis à sa disposition conformément aux consignes d'utilisation figurant dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, et informer ce dernier des éventuelles difficultés rencontrées dans leur utilisation ;
- Prendre soin desdits Contenants, ceux-ci étant la propriété de l'Opérateur de gestion des Déchets, et à garantir leur intégrité.

9.2 : Collecte non séparée

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale par ses soins ou toute entité qu'elle se sera substitué.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

9.3 : Disposition commune à la collecte séparée et à la collecte non séparée

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1 aux Conditions générales, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de ladite annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

Article 10 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543–248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi des EA usagés, ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

Article 11 : CONTRÔLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser l'Eco-organisme désigné de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

L'Eco-organisme désigné peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux des prestataires de collecte et de traitement de la Collectivité, ou repreneurs opérant pour le compte de celle-ci, ainsi qu'auprès des Opérateurs de gestion des déchets en charge des Enlèvements et du traitement des DEA de la Collectivité, et de ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle de l'Eco-organisme désigné conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par l'Eco-organisme désigné, le mois qui précède le contrôle.

Le tiers diligenté par l'Eco-organisme désigné procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures…) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à l'Eco-organisme désigné ou au tiers mandaté par l'Eco-organisme désigné à cet effet. L'Eco-organisme désigné informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, l'Eco-organisme désigné s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par l'Eco-organisme désigné, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à l'Eco-organisme désigné en vue du calcul du soutien, tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'Eco-organisme peut suspendre le versement des soutiens sur les Flux concernés jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté, y compris les Enlèvements, ou résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 15 des Conditions générales. Préalablement à la résiliation, l'Eco-organisme désigné saisit le Comité de concertation.

Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT

12.1 : Modification des conditions générales et de leurs annexes

Les Conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées.
Ces modifications font l'objet d'une concertation entre les Eco-organismes signataires et les représentants des collectivités dans le cadre du Comité de concertation.

Les Eco-organismes signataires notifient par tout moyen à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet sous réserve des dispositions qui suivent.

En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec l'Eco-organisme désigné, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à l'Eco-organisme désigné.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'Enlèvement, de déclaration ou d'utilisation du Système d'information, peuvent être modifiées par l'Eco-organisme désigné avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

12.2 : Modification des conditions particulières du Contrat

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet. La Collectivité tient à disposition les justificatifs de l'évolution du Périmètre. L'Eco-organisme désigné prend connaissance et met à jour le Système d'information à partir de ces données. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

En dérogation au délai d'un (1) mois mentionné ci-avant, il est entendu que l'ajout comme la suppression d'un Déchèterie, prendra effet à une date fixée par l'Eco-organisme désigné concerné par ladite modification, notamment en fonction des contraintes liées à la disponibilité ou la libération des Contenants.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (Déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Les informations figurant aux Conditions particulières ou en annexe 1 à celles-ci, spécifiques à la Collectivité, peuvent être modifiées unilatéralement par la Collectivité sur le portail TERRITEO, et le cas échéant sur les Système d'information de l'Eco-organisme désigné, chaque fois que l'information est signalée comme modifiable dans ceux-ci, dans le respect du délai d'un (1) mois prévu ci-avant. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibrage.

12.3 : Autres modifications du Contrat

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Article 13 – CONTRACTUALISATION

13.1 : Conditions administratives relatives à la contractualisation

13.1.1 Fourniture des données administratives par le portail TERRITEO

La Collectivité renseigne ses données administratives générales sur le portail TERRITEO, conformément à l'article 13.2 ci-après.

Elle y fait sa demande de mise en relation contractuelle avec les éco-organismes agréés pour la filière de REP EA, le portail TERRITEO ayant le rôle de Guichet unique qui centralise l'ensemble des demandes des Collectivités.

13.1.2 Procédure d'élaboration du Contrat avec l'OCA

Lorsque la Collectivité effectue une demande de mise en relation contractuelle pour la filière de REP EA sur le portail TERRITEO, elle accepte expressément que les données administratives relatives à cette demande soient transférées à l'Eco-organisme désigné.

Dans ce système d'information de l'Eco-organisme désigné, la Collectivité suit le procédé administratif de signature qui est mis en place par l'Eco-organisme désigné.

Elle assure la conformité des données administratives déclarées sur le portail TERRITEO, renseigne ses données administratives particulières prévues au Contrat, et fournit les justificatifs nécessaires à la préparation du Contrat.

13.1.3 Procédure de signature du Contrat

La Collectivité signe le Contrat avec tous les Eco-organismes agréés sur la filière de REP EA.

Un guide produit par les Eco-organismes agréés présente les différentes étapes de la procédure de contractualisation qui doivent être suivies par la Collectivité à partir de la saisine effectuée dans le cadre du Guichet unique, jusqu'à la mise en service opérationnelle du Contrat.

Il est expressément précisé que le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, est un moyen de communication d'informations et de documents. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et du portail TERRITEO (www.territeo.com), consultables sur ces systèmes d'information, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne sur les sites internet concernés.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande complété par la Collectivité et après vérification des rubriques du Système d'information de l'Eco-organisme désigné dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, l'Eco-organisme désigné vérifie que la demande est complète dans les meilleurs délais, ou informe la Collectivité que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet.

13.1.4 Modalités de signature du Contrat

La conclusion du Contrat est formalisée par une signature électronique ou, à titre exceptionnel, par la signature originale d'une version imprimée du Contrat qui fera l'objet d'une numérisation.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux dispositions des articles 1174, 1366 et 1367 du Code civil, les Parties conviennent qu'en cas de signature électronique du Contrat par le biais d'une interface spécifique, chacune s'accorde pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat par le service d'une interface. Les Parties se dispensent donc de la signature d'un quelconque exemplaire original.

13.2 : Informations administratives de la Collectivité

Les informations administratives suivantes sont renseignées par la Collectivité sur le portail TERRITEO.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- Données générales de la Collectivité : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, …
- Périmètre contractuel de la Collectivité identifié aux conditions particulières du Contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de Collecte dans le périmètre du contrat
- Liste des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires, existence d'une Zone de réemploi ou réutilisation, existence d'un accès aux détenteurs professionnels.
- Les Contacts de la collectivité pour la mise en œuvre du Contrat, et a minima le signataire du Contrat, le référent administratif et le référent technique du compte de la Collectivité.

La Collectivité complète les informations nécessaires sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné en vue de signer son Contrat, pour chacune des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat, notamment :

- les choix de gestion des DEA compris dans le Périmètre du Contrat, parmi la liste des choix possibles précisés à l'annexe 2 aux Conditions générales,
- les modalités d'organisation et de gestion de la Zone de réemploi ou réutilisation acceptant les EA usagés dans les conditions prévues au Contrat, ainsi que la désignation des Acteurs du réemploi et de la réutilisation en contrat avec la Collectivité (dénomination, SIRET, adresse)
- l'acceptation ou non des Détenteurs professionnels,

La Collectivité s'engage à effectuer, lorsqu'elles surviennent, toutes les mises à jour nécessaires, concernant notamment l'évolution du Périmètre, sur TERRITEO, sur le portail de contractualisation de l'OCA, et sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné pour toute autre information y figurant, dans le respect des dispositions décrites aux Conditions générales en matière de modification du Contrat.

Article 14 : FIN DU CONTRAT

Le Contrat prend fin à l'arrivée de son terme ou du fait de sa fin anticipée dans les conditions qui suivent.

14.1 : Principe général

Le Contrat continue de produire ses effets dès lors que la Collectivité et un éco-organisme au moins demeurent Parties au Contrat.

Dans cette hypothèse, le Contrat cesse de produire ses effets dès lors qu'il est résilié totalement par la Collectivité.

14.2 : Suspension, retrait ou non renouvellement d'un agrément

14.2.1. Dans le cas où un Eco-organisme signataire du Contrat se voit suspendre son Agrément, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire, durant toute la durée de ladite suspension.

Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Eco-organismes signataires, Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été suspendu est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

14.2.2. Dans le cas où l'Agrément d'un Eco-organisme signataire du Contrat est retiré ou n'est pas renouvelé, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire. Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été retiré ou n'a pas été renouvelé est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

14.2.3. Le Contrat est résilié de plein droit si l'Agrément de tous les Eco-organismes signataires du Contrat est retiré ou non renouvelé.

14.3 : Force majeure

Le Contrat pourra être suspendu ou résilié de plein droit par la Collectivité en cas de survenance d'un évènement de force majeure (i) dont la durée excèderait trois (3) mois à compter de sa notification par celle-ci aux autres Parties, et (ii) empêchant de façon temporaire ou définitive l'exécution du Contrat. Chaque Eco-organisme signataire pourra suspendre ou se retirer du Contrat dans les mêmes conditions.

14.4 : Résiliation du contrat par la Collectivité

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis minimum de trois (3) mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année en cours et est prononcée sans indemnité de quelque nature que ce soit.

14.5 : Manquement grave des Parties

14.5.1. De convention expresse, les manquements graves ne peuvent porter que sur les engagements dont l'inexécution rend impossible ou dangereuse pour les Parties ou les tiers l'exécution du Contrat. De tels manquement peuvent justifier la résiliation du Contrat totale ou partielle, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de quinze (15) jours.

14.5.2. En cas de manquement grave par l'Eco-organisme désigné ou par la Collectivité, à l'une quelconque de leurs obligations aux termes du Contrat, le Comité de concertation sera saisi de manière à organiser une réunion de conciliation dans les conditions de l'article 21 des Conditions générales.

En cas d'urgence, la Collectivité informe l'OCA des manquements de l'Eco-organisme désigné en matière d'enlèvement afin de traiter le manquement et désigner un autre Eco-organisme Désigné.

14.5.3. A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, dans l'hypothèse où le manquement constaté est imputé à un Eco-organisme désigné, la Collectivité a la faculté d'imposer le retrait dudit Eco-organisme désigné qui a manqué à ses obligations, sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi' d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Collectivité pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice.

Il est convenu que la Collectivité ne peut solliciter le retrait ou la réparation de son préjudice auprès du ou des Eco-organismes signataires qui n'ont pas commis de manquement. Les Parties conviennent que les Eco-organismes signataires ne sont responsables qu'au titre des obligations qui leur incombent respectivement.

14.5.4. A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, que le manquement constaté soit imputé à un Eco-organisme désigné ou à la Collectivité, l'Eco-organisme désigné aura la faculté de se retirer.

14.5.5 Si le retrait est confirmé, le retrait est acté sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et accompagné d'un courriel.

Dans cette hypothèse, l'OCA désigne dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant le délai précité, les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Toute Partie lésée pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice. Le règlement des litiges s'opère dans les conditions prévues à l'article 21 des Conditions générales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Article 15 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE L'ECO-ORGANISME DESIGNE

15.1. – La Collectivité est informée que la Règlementation prévoit que des mesures d'équilibrage peuvent être entreprises, entrainant des modifications au Contrat, telles qu'une nouvelle répartition géographique. Dans la mesure du possible, dans le cas où les déséquilibres demeurent faibles, l'OCA privilégiera un équilibrage financier afin de limiter les changements d'éco-organisme en cours d'année.

La Collectivité est également informée qu'une règle d'équilibrage peut conduire à ce qu'un autre Eco-organisme signataire du Contrat devienne un Eco-organisme désigné.

Les Eco-organismes signataires s'engagent à ce que la prise en charge des DEA se fasse suivant le même schéma, financier ou opérationnel, qu'auparavant et à ce que le changement d'Eco-organisme désigné soit sans incidence sur la continuité du SPGD.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national est élaborée par l'OCA en concertation avec un comité de concertation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets. La substitution d'un Eco-organisme désigné par un autre Eco-organisme signataire du Contrat est formalisée sous la forme d'un avenant au Contrat.

15.2 La Collectivité est informée par tout moyen qu'un équilibrage est entrepris au moins un (1) mois à l'avance, avec la date de prise d'effet en début du semestre suivant des modifications au Contrat. Les nouvelles modalités techniques et opérationnelles dans la prise en charge des DEA collectés sur son territoire sont portées à sa connaissance dans le même délai. La Collectivité est notamment informée dans les meilleurs délais des changements de Contenants à intervenir, des changements d'Opérateurs de gestion des déchets ou d'un changement de Système d'information.

La Collectivité donne expressément son accord, par la présente, à tout changement d'un Eco-organisme désigné à la demande de l'OCA.

La substitution d'Eco-organismes désigné, dans les conditions qui précèdent, ne peut intervenir que dans le cadre d'une mesure d'équilibrage. En particulier, aucune substitution ne saurait intervenir en cas de défaillance d'un autre éco-organisme. En toute hypothèse, le nouvel Eco-organisme désigné ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements commis par son prédécesseur. Chaque éco-organisme fera ses meilleurs efforts afin que la transition permette d'assurer le respect du principe de continuité du SPGD.

15.3 Le Comité de concertation est également informé des règles d'équilibrage mises en place.

ARTICLE 16 : RGPD

Les dispositions en matière de SPGD sont jointes en annexe 6 des Conditions Générales.

ARTICLE 17 : ACCES AU SITE INTERNET ET AU SYSTEME D'INFORMATION

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre le Système d'information à la disposition de la Collectivité, et de toute personne disposant de ses codes d'accès, dans les conditions ci-après.

Les codes d'accès qui sont choisis par la Collectivité lors de la création de son compte pour lui permettre de s'identifier et de se connecter lui sont personnels et confidentiels. En conséquence, la Collectivité est entièrement responsable de l'utilisation des codes d'accès. Toute connexion au Système d'information et toute transmission, effectuées au moyen des codes d'accès de la Collectivité seront par conséquent réputées avoir été effectuées par la Collectivité, et avec son autorisation.

La Collectivité s'engage à communiquer à L'Eco-organisme désigné des informations complètes et exactes notamment celles figurant aux Conditions particulières. Ainsi, la Collectivité s'engage à signaler et à renseigner sous sa responsabilité sans délai dans le Système d'information, tout changement concernant les caractéristiques de son entité, qu'elles constituent des comparutions ou des informations administratives. Cette mise à jour est réalisée par les personnes

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

dûment habilitées engageant la Collectivité. La Collectivité reconnaît être responsable de la mise à jour, dans son compte sur le Système d'information, des informations relatives à ses contacts, telles que les coordonnées et adresses électroniques et notamment de l'adresse électronique du destinataire de la facturation émise par L'Eco-organisme désigné. La Collectivité s'engage à effectuer les éventuelles mises à jour nécessaires lorsqu'elles surviennent.

L'Eco-organisme désigné s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation du Système d'information et du site Internet conformément aux règles d'usages de l'Internet, notamment concernant la protection contre les virus. L'Eco-organisme désigné fera ses meilleurs efforts pour que le Système d'information soit accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de L'Eco-organisme désigné et sous réserve des éventuelles pannes affectant le site Internet et des opérations de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que la Collectivité en soit préalablement avertie.

La Collectivité déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître que :

- il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son équipement lui permettent la consultation du Système d'information et du site Internet et le téléchargement des données ;
- elle a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse nécessaires pour consulter, interroger ou transférer des informations ;
- il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses propres données et/ou logiciels contre la contamination par tout virus circulant éventuellement à travers le Système d'information et le Site Internet ;
- son utilisation du Système d'information et du Site Internet se fait sous sa seule responsabilité ; le Système d'information et le Site Internet lui sont accessibles "en l'état" et en fonction de leur disponibilité ;
- elle est seule responsable de ses téléchargements et des éventuels dommages subis par son ordinateur et/ou de toute perte de données consécutifs à ses téléchargements ou, de façon plus générale, à la consultation du Système d'information et du Site Internet ;
- la communication de ses codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité.

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties s'obligent à respecter la Règlementation en vigueur, notamment relative au droit de l'Environnement, au droit du travail, à la protection de la santé et à la sécurité.

La Collectivité, pour le personnel en régie et, le cas échéant, le prestataire de service exploitant la Déchèterie, assure la direction et la formation du personnel des Déchèteries. La Collectivité met à disposition du personnel de la Déchetterie les consignes et supports communiqués par l'Eco-organisme désigné.

Aucun fait de tolérance de l'Eco-organisme désigné, même répété, ne saurait constituer une renonciation de celui-ci à l'une des stipulations ci-dessus définies.

En cas de nullité de l'une quelconque des dispositions des présentes, les Parties chercheront de bonne foi des dispositions équivalentes valables. En tout état de cause, les autres stipulations demeureront en vigueur.

ARTICLE 19 : FORCE MAJEURE

La responsabilité des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est suspendue, retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, au sens qui lui est donné à l'article 1218 du Code civil et par les juridictions françaises de l'ordre judiciaire, du fait de l'autre Partie ou d'un tiers.

La Partie qui entend faire état d'un tel cas de force majeure, doit sans délai et par tout moyen en informer les autres Parties en confirmant cette information par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze (15) jours. La notification de l'information précise les faits invoqués, les conséquences de l'évènement en cause et la durée

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

prévisibles de ses conséquences. La Partie qui invoque la survenance d'un cas de force majeure prendra toutes les mesures qui s'imposent pour en limiter les impacts.

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'une des Parties était conduite à suspendre l'exécution du Contrat, cette interruption ne pourrait être supérieure à trois (3) mois, sous peine d'autoriser l'autre Partie à résilier le Contrat en application des dispositions de l'article 10.3 ci-avant.

ARTICLE 20 : INTÉGRALITÉ

Le Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties.

Tous contrats ou accords antérieurs portant sur les mêmes objets sont révoqués et remplacés en toutes leurs stipulations par le Contrat.

ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant le Comité de concertation avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social de l'Eco-organisme désigné.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandée avec accusé de réception.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS PARTICULIERES : PERIMETRE DU CONTRAT

IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT

Pour les groupements de collectivités territoriales, identification des membres de la Collectivité signataire du Contrat :

N°INSEE ou SIREN	**Intitulé complet de la collectivité membre de la Collectivité signataire du Contrat :**

IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE RÉEMPLOI OU REUTILISATION

L'adresse des Déchèteries et Zones dédiées au réemploi ou à la réutilisation des EA est celle communiquée au public pour déposer ses EA.

Déchèteries :

Nom de la Déchèterie :	**N° INSEE ou SIREN de la collectivité de rattachement :**	**Adresse de la Déchèterie – code postal - ville :**

Zones de réemploi ou réutilisation :

Liste des Déchèteries ayant une Zone réemploi ou réutilisation

ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ : ……

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES : PERIMETRE DU CONTRAT

1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. L'Eco-organisme désigné mettra à disposition une fiche dans le Système d'information sur l'utilisation opérationnelle.

1.2 Les Déchèteries du Périmètre

1.2.1 Nonobstant les Autres Collectivités entrant dans le Périmètre du Contrat, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par L'Eco-organisme désigné, d'Enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée, ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

1.2.2 Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (Déchèterie dite "*désactivée*"), dans un délai fonction de la gravité des manquements, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la Déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la Déchèterie, pour l'Eco-organisme désigné les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de Contenants ou aux Enlèvements de DEA dans le cadre de la Collecte séparée.

1.2.3 Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :
- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 4.1.2 des Conditions générales du Contrat,
- les modalités d'Enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les Enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

1.3 Les Collectes non séparées en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Collectes non séparées régulières d'encombrants en porte à porte sur tournée ou sur appel.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

1.4 Autres points de collecte

Des collectes complémentaires auprès d'autres apporteurs peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et l'Eco-organisme désigné.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 2 : SCHEMAS DE COLLECTE

2.1 Principes généraux

Durant la période couverte par le Contrat, le schéma de collecte cible passera d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux (benne bois, collecte séparée des métaux par exemple).

Pour faciliter les opérations de tri et améliorer les performances de recyclage des EA, l'Eco-organisme désigné propose une évolution cible dans l'organisation de la prise en charge des EA, par rapport au contrat 2018-2023. Cette évolution est proposée en cohérence avec les modalités de collecte proposées pour d'autres filières REP telles que la filière des Produits et Matériaux de Construction pour le Bâtiment, mais aussi de la filières des articles de bricolage et de jardin (hors produits du peintre et articles thermiques) et jouets.

A la signature du Contrat, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné établissent conjointement un plan d'évolution du schéma actuel vers le schéma cible ou vers un schéma adapté à la situation et aux possibilités de chaque Déchèterie. Ce plan d'évolution est élaboré par Déchèterie ou par groupe de déchèteries.

Le schéma de collecte cible de collecte par matériaux a pour objectifs :

- de revenir à une consigne de tri par matériau, plus lisible par les usagers,
- de maintenir les dispositifs de traitement efficaces pré-existants, gérés par la Collectivité,
- de mettre en place une Collecte séparée pour les EA composés de matériaux soumis à des objectifs croissant de recyclage et de valorisation pendant la durée de l'agrément.

Il est proposé de mixer la prise en charge de certains EA en Collecte non séparée (collecte et traitement par la Collectivité) et d'autres en Collectes séparées, conformément aux dispositions du cahier des charges.

2.2. L'organisation cible pour les 4 filières PMCB-DEA-JOUETS-ABJ

L'organisation cible vise à trier par matériau majoritaire les déchets sous REP PMCB, DEA, ABJ et JOUETS, soit dans des contenants gérés par la Collectivités et soutenus financièrement au prorata des déchets sous REP contenus dans ces bennes, soit dans des contenants gérés opérationnellement par un Eco-organisme désigné, qui dispose le cas échéant d'un mandat d'un autre Eco-organisme pour collecter des déchets soumis à REP dans cette benne.

Les matériaux majoritaires concernés sont : les Métaux, le Bois, les Plastiques (si les déchèteries sont équipées de contenant pour ces flux).

Ainsi, on aurait les flux suivants, avec les modalités de prise en charge suivantes :

FLUX	MODALITES DE PRISE EN CHARGE	PRODUITS SOUS REP ACCEPTES	PRODUITS HORS REP ACCEPTES
Inertes	Financier	PMCB - ABJ	Terres et déblais (au choix de la Collectivité)
Métaux	Financier	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui
Bois	Financier Ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (palettes, souches…)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Plastiques	Financier ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (bidons, cagettes…)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	Opérationnel	DEA – ABJ – JOUETS non pris en charge dans les autres flux	Non
Menuiseries vitrées	Opérationnel	PMCB	Non
Plâtre	Opérationnel	PMCB	Non

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Petits Jouets / Articles de Bricolage Jardin	Opérationnel (en caisse palettes)	ABJ - JOUETS	Non
Couettes, Oreillers, tapis, rideaux	Pré-collecte avant mise en benne Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	DEA	Non

Impact pour le schéma de collecte actuel des DEA sur la période d'agrément 2024-2029

Concrètement, il est proposé que les DEA ne soient plus collectés en mélange quel que soit leur matériau, mais qu'ils soient triés selon leur matériau majoritaire, et soient collectés/gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle), dans des contenants mono- et/ou multi-matériaux qui devront être triés ultérieurement, gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle). Par ailleurs, dans certains cas spécifiques (en préfiguration du nouveau schéma de collecte cible, une partie des DEA pourra être collectée et traité par la Collectivité dans des contenants mono-matériaux gérés par la Collectivité (collecte non séparée – soutenue financièrement).

Pour certains DEA (PRAC et DT), une pré-collecte en sacs sera nécessaire avant mise dans le contenant DEA.

2.3 Modalités de collecte des DEA

2.3.1 Schéma cible avec Collecte séparée

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** seront pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité** dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité. Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une Déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les autres EA seront pris en charge via une **Collecte séparée** dans **deux Contenants distincts au minimum**.
  Les deux Contenants obligatoires sont :
  - Un Contenant pour les « EA bois » (bois massif, panneau de particules et autres dérivés de bois)
  - Un Contenant pour les autres « EA multi-matériaux ».

  Un Contenant pour les « EA plastiques » et/ou les « EA literie » pourront être mis en place, après étude de faisabilité avec la Collectivité, et sous réserve de la validation technico-économique de l'Eco-organisme désigné.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de fibres textiles synthétiques ou naturelles, seront pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Le schéma de collecte cible pourra être mis en place dès l'entrée en vigueur du Contrat, après mise à jour de la signalétique et formation des agents d'accueil en Déchèterie. Les soutiens concernés par ce schéma cible avec Collecte séparée sont ceux définis au 3B2 de l'annexe 3B.

Dans le cas où le schéma cible n'est pas réalisable pour des raisons techniques, telle que **l'absence et l'impossibilité de mettre en place une benne pour le flux Bois**, la Collectivité qui a déjà une benne pour la Collecte séparée des DEA pourra **maintenir ce schéma de collecte en une seule benne**.

Pour les cas où **la Déchèterie dispose d'un flux bois, le schéma cible est considéré comme réalisable**, dès lors que la contractualisation de la Collectivité aura été effective sur la filière PMCB et que la Déchèterie aura été activée pour une prise opérationnelle du flux Bois. Durant cette période transitoire, deux schémas de collecte sont proposés en triant à la source les « EA bois » et en maintenant leur prise en charge par l'Eco-organisme désigné.

Ces schémas de collecte seront proposés de manière ciblée selon le potentiel d'optimisations et les délais prévisionnels de la période transitoire.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

2.3.2 Schémas de collecte

Pour assurer une transition entre le schéma de collecte en place à la fin de la période d'agrément précédente et le schéma cible pour chaque Déchèterie, les Collectivités pourront demander, dans le cadre de ce Contrat, la mise en place d'un schéma transitoire, pour une durée maximale **jusqu'à la date d'activation du contrat PMCB pour la Déchèterie concernée**, après étude technico-économique menée avec l'éco-organisme désigné.

Deux schémas transitoires sont proposés :

2.3.2.1 Schéma transitoires alternatif n°1 :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les EA composés majoritairement de bois sont pris en charge via une **Collecte non séparée,** dans le(s) **Contenant(s) Bois de la Collectivité (dans le cadre d'une préfiguration du schéma cible)**
  L'éco-organisme désigné soutient financièrement cette collecte, selon les modalités prévues au contrat, dans l'Annexe 3.
- Les EA multi-matériaux (hors EA bois) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
  Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textile synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°1 sont le soutien forfaitaire définis au 3B2 de l'annexe 3B, les soutiens des variables définis au 3B2 et 3B3.

Dans le cas de la mise en place du schéma transitoire alternatif n°1, la Collectivité s'engage à mettre en place la signalétique et à transmettre les consignes à ses agents d'accueil en Déchèterie, afin de faire appliquer les consignes de tri pour le Contenant géré en Collecte séparée. La présence d'EA bois dans le Contenant « multi-matériaux » sera considérée comme une erreur de tri, et pourra donner lieu au signalement de dysfonctionnements visés à l'article 3.1.2.2 de l'annexe 3 de la Convention. En cas de manquement réitéré, il sera fait application des dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe 1 du Contrat.

2.3.2.2 Schéma de collecte à la fin du précédent agrément modifié :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité
  Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux sont collectés dans le Contenant « multi-matériaux ».
- Les EA hors métaux (bois, matelas, rembourrés, plastiques…) sont pris en charge via une **Collecte séparée opéré par l'éco-organisme désigné,** dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textiles synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°2 sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B2 de l'annexe 3B.

2.3.3 Schéma sans collecte séparée (collecte et traitement par la Collectivité)

La Collectivité a également la possibilité de ne pas mettre en place de Collecte Séparée et de choisir d'être en intégralité en Collecte Non Séparée des EA.

Les soutiens concernés par ce schéma sans Collecte séparée sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B3 de l'annexe 3B.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

2.3.4 Cohérence du schéma avec les autres filières REP pour lesquelles l'Eco-organisme désigné est agréé

Dans le cadre d'expérimentations menées avec des déchets de même nature relevant d'autres filières REP, comme prévu dans le cahier des charges, l'Eco-organisme désigné met en place des Contenants mono-matériaux accueillant à la fois des DEA et des déchets relevant d'autres filières REP, et prend en charge opérationnellement les déchets déposés au sein de ce Contenant, sous réserve qu'ils relèvent bien des filières concernées par l'expérimentation et les consignes de tri qui ont été transmises. Dans le cadre de l'expérimentation, l'Eco-organisme désigné peut donner mandat à l'Eco-organisme agréé sur la filière REP PMCB pour prendre en charge de manière opérationnelle le flux EA bois.

Les dispositions en matière de Caractérisation décrites dans l'annexe 5 des Conditions générales s'appliquent, ainsi que l'ensemble des dispositions des conditions générales en matière d'audits et de contrôle.

2.3.5 Processus de décision pour le passage d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux

- **Étape 1** : La Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent au moment de la signature du Contrat pour chaque Déchèterie, celles qui peuvent mettre en place le schéma de collecte cible, celles qui mettent en place le schéma alternatif 1 au regard des contraintes opérationnelles de la Déchèterie, celles qui demeurent dans le schéma de collecte de fin d'agrément modifié au regard de l'impossibilité d'opter pour le schéma cible ou le schéma transitoire alternatif 1 et celles qui demeurent en Collecte non séparée au regard des contraintes techniques et de l'impossibilité d'opter pour l'un des autres schéma. La Collectivité et l'Eco-organisme désigné peuvent faire évoluer les Déchèteries de Collecte non séparée vers de la Collecte séparée au fur et à mesure de la mise en place des nouvelles filières sous réserve du respect des délais de mise en œuvre du schéma cible. Le plan d'évolution pourra être révisé entre les Parties à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
- **Étape 2** : Pour les Collectivités qui souhaitent passer certaines Déchèteries en deux flux pour la filière EA sans signer les autres filières ou qui ont demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent les modalités de mise en place du schéma cible pour chaque Déchèterie concernée ;
- **Étape 3** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour le schéma alternatif n°1 le plan d'évolution du schéma précédent modifié vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;
- **Étape 4** : Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour rester sur le schéma précédent modifié le plan d'évolution de ce schéma actuel vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;

  Dans le cas où la Déchèterie ne respecterait pas le plan d'évolution décidé d'un commun accord, l'Eco-organisme désigné, après échange avec la Collectivité, pourra basculer la Déchèterie en schéma alternatif 1, sauf retard dans le plan d'évolution non imputable à la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 3 AUX CONDITIONS GENERALES : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS

3.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie

3.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'au moins deux Contenants dédié à la Collecte séparée, dans le cadre du plan de déploiement de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2 Engagements de la Collectivité

3.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de Déchèteries
ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement des Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
iii) Si la Déchèterie est dotée par L'Eco-organisme désigné d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

vii) Les Contenants dédiés fournies par l'Eco-organisme désigné lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les EA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement au travers du Système d'information conformément aux critères d'Enlèvement suivant :

i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément au cahier des charges.
ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage) sans l'accord préalable de l'éco-organisme désigné. Toutefois, l'Eco-organisme désigné autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conforment aux consignes de tri disponibles sur le Système d'information.

Dans le cas des collectes conjointes prévues à l'article 3.9 du Cahier des charges, les DEA seront collectés avec les déchets couverts par la ou les autres filières REP pour lesquelles l'EO est titulaire d'un agrément, conformément aux collectes de tri des différentes filières concernées.

iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'Enlèvement du Contenant par l'Opérateur de gestion des déchets, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'Enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans le Système d'information.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur de gestion des déchets sur le Système d'information lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par L'Eco-organisme désigné. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur de gestion des déchets à la livraison sur le site de tri, de préparation ou de traitement, et saisie dans le Système d'information. Le respect du critère iv) est attesté par L'Eco-organisme désigné lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs de gestion des déchets.

Le non-respect des critères d'Enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur de gestion des déchets, entraine l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A.1.2 du 3B.2 de l'annexe 3B aux Conditions générales.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux Enlèvements, émis conformément au 3.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par l'Eco-organisme désigné.

3.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par L'Eco-organisme désigné avant l'Enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

3.1.2.4 Sur demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux articles de literie et articles de décoration textile soumis à la filière de REP des EA. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par L'Eco-organisme désigné. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des articles de literie et articles de décoration textile précités avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

3.1.3 Engagements de l'Eco-organisme désigné

3.1.3.1 Suivant le plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat, L'Eco-organisme désigné s'engage à équiper de Contenants de 30 m3 minimum pouvant être munis d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Contenants, chaque Déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande d'L'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile en haut-de-quai. L'Eco-organisme désigné transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie peut être organisée par la Collectivité avec L'Eco-organisme désigné (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Contenants, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur de gestion des déchets pour procéder aux dotations en Contenants et aux Enlèvements.

3.1.3.2 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser les Enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 3.A aux Conditions générales.

3.1.3.3 L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses Enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'Enlèvement.

3.1.3.4 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Contenants à l'Enlèvement et des conditions d'Enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

3.1.4 Engagements communs

En cas de récurrence d'Enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 3.1.2.2 ci-avant, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur de gestion des déchets. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Contenants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

3.2- Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément

3.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées de Contenants dédiés à la Collecte séparée en deux flux distincts des DEA par l'Eco-organisme désigné ou dans l'attente de l'équipement d'un Contenant dédié à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné dans le cadre du Plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat du Contrat, ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales et le flux métal font partie du dispositif de Collecte non séparée.

3.2.2 Engagements de la Collectivité

3.2.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

i) Présence d'un dispositif antichute adapté
ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.2.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux métaux, tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur le Système d'information et validées par l'Eco-organisme désigné et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.3 Informations et suivi opérationnel

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans le Système d'information en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives. Tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par l'Eco-organisme désigné dans un délais de dix (10) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, l'Eco-organisme désigné valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les Bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur de gestion des déchets, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que la suite qui y est donnée par l'Eco-organisme désigné (validation ou rejet).

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur de gestion des déchets en charge de l'Enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteinte les seuils de remplissage du Contenant et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par l'Eco-organisme désigné, l'obligation du i) du 3.1.2.2 ci-avant n'est pas applicable.

3.4. : Zones de réemploi ou réutilisation

Dispositions générales

En application du 3.5.3 du Cahier des charges, lorsque la Collectivité dispose sur la Déchèterie d'une zone dédiée à la collecte des EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, et lorsque cette zone garantit la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA ainsi collectés et stockés, notamment en cas d'intempéries, un soutien financier est proposé en accompagnement de la Collectivité pour couvrir la mobilisation d'une partie des Zones de réemploi ou réutilisation en Déchèterie et les coûts de gestion y afférents.

Le barème de soutien à la mise en œuvre d'une Zone de réemploi ou réutilisation, ainsi que les modalités de versement des soutiens financiers figurent en annexe 3B des Conditions générales. L'ensemble des soutiens financiers à la Zone de réemploi ou réutilisation des EA est versé annuellement après acquittement par la Collectivité de sa déclaration annuelle

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

validée par l'Eco-organisme désigné, et suivant la procédure et les délais précisés à l'article 5.2. des Conditions générales, ainsi qu'à l'annexe 3 aux Conditions générales.

Les EA usagés susceptibles d'être réemployés ou les DEA réutilisés qui sont déposés dans cette zone sont mis à la disposition des Opérateurs du réemploi et de la réutilisation qui en font la demande, et au moins des entreprises relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La Zone de réemploi ou réutilisation doit être accessible aux Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation.

Les dispositions du présent article s'adressent exclusivement aux Déchèteries équipées d'une Zone de réemploi ou réutilisation sur laquelle les DEA et des EA usagés sont acceptés.

Déclaration de la Zone de réemploi ou réutilisation

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné, à la signature du Contrat, puis chaque année à l'occasion d'une mise à jour en fin d'année civile, la liste des Déchèteries disposant d'une zone de réemploi ou réutilisation au sein de leur installation ou sur un site contigu à celle-ci, sur laquelle les EA usagés doivent être déposés et stockés de manière temporaire en vue de leur réemploi ou réutilisation, et si possible le détail des EA concernés.

La Collectivité précise dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné ou le cas échéant dans le portail de déclaration de l'OCA, les caractéristiques de la Zone de réemploi ou réutilisation pour chaque Déchèterie équipée d'une telle Zone de réemploi ou réutilisation, afin de bénéficier des soutiens correspondants. Dans le cas où la Zone de réemploi ou réutilisation est installée sur un site contigu, la Collectivité précise notamment les horaires d'ouverture, le nom et les coordonnées du gestionnaire.

Les dépôts de DEA réalisés par les Détenteurs conformément aux dispositions du Règlement de collecte de la Déchèterie, directement auprès d'un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, hors d'une Zone de Réemploi ou réutilisation des Déchèteries ou sur appel entre la Collectivité et un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cette disposition.

Sous réserve de la production par la Collectivité sur demande des/de l'Eco-organisme(s) désigné(s) des justificatifs permettant d'étayer le respect des conditions qui précèdent, ~~l~~es modalités de versement des soutiens figurent en annexe 3B aux Conditions générales.

Prélèvement des EA/DEA sur la Zone de réemploi ou réutilisation

Tout contrat conclu avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la mise à disposition des EA usagés sur la Zone de réemploi ou réutilisation, oblige la Collectivité à s'engager à prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des EA concernés, et de permettre le prélèvement, des EA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par ledit Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation.

La Collectivité s'engage également à mettre les EA concernés à disposition des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation qui en font la demande, sans frais et dans des conditions transparentes, équitables, non discriminatoires et respectueuses du principe de proximité, en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Modalités de contractualisation avec les Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation

Dès lors qu'une Zone de réemploi ou réutilisation est mise en œuvre pour la collecte des EA en Déchèterie, et que la Collectivité est en contrat, ou souhaite signer un contrat, avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la gestion des EA déposés sur ladite Zone de réemploi ou réutilisation, la Collectivité doit préalablement s'assurer que l'Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation en question dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme agréé de la filière REP EA pour bénéficier du soutien défini à l'annexe 3B aux Conditions générales. L'Eco-organisme désigné s'engage à tenir informé la Collectivité de la liste des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation titulaires d'un contrat conclu avec un Eco-organisme.

Conformément à l'article 5.6 du Cahier des charges, la Collectivité s'engage à contracter avec chacun des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation précités, auquel elle donne accès à la Zone de réemploi ou réutilisation situées au sein de ses installations ou sur un site contigu à celles-ci.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Dans le cas où la demande excède l'offre, les critères de choix par la Collectivité des Opérateurs de Réemploi et de la Réutilisation ayant accès à la Zone de réemploi ou réutilisation, sont déterminés suivant les conditions minimales suivantes :

- Critères de choix entre les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (entendus comme les acteurs relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire), classés par ordre d'importance décroissante :

  - Appartenance de l'acteur au secteur de l'économie sociale et solidaire
  - Proximité
  - organisation, moyens, compétences
  - Méthodologie proposée pour atteindre les performances fixées de réemploi et réutilisation
  - Méthodologie proposée permettant d'assurer la traçabilité des flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation.

- Performances attendues concernant les opérations de réemploi et de préparation en vue de la réutilisation des EA usagés avec un taux minimum de 60% de réemploi ou réutilisation. Cet objectif est défini comme étant la quantité (en masse) de EA usagés qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation durant l'année considérée rapportée au gisement défini comme la quantité (en masse) de DEA prélevée.

- Engagement de déclaration et de traçabilité des Flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation et qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation et production aux Eco-organisme désignés des justificatifs correspondants.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 3A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT

Les dispositions qui suivent définissent les conditions d'Enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par l'Eco-organisme désigné en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'Enlèvement.

3A.1 Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'Enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du Comité de concertation avec les Représentants.

Après information du Comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

Les conditions d'Enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre l'Eco-organisme désigné et les Opérateurs de gestion des déchets. Le Comité de concertation avec les Représentants sera informé par l'Eco-organisme désigné de l'élaboration des clauses relatives aux Enlèvements en Déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs de gestion des déchets. L'Eco-organisme désigné, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une Déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

3A.2 Fixation des conditions d'Enlèvement

La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement conformément aux modalités décrites dans le Système d'information de l'Eco-organismes désigné, sous réserve d'observer les dispositions prévues par ailleurs au Contrat.

Les conditions et modalités d'Enlèvement des Contenants par les Opérateurs de gestion des déchets les ayant mis à disposition, doivent respecter les standards de reprise et de tri des DEA, et répondre aux engagements minimums ci-dessous :

Demande d'enlèvement passée sur le SI des Eos		Enlèvement
Journée	Plage	au plus tard
Du lundi au vendredi*	avant midi	Au plus tard le soir de J+1
Du lundi au jeudi*	après-midi	Au plus tard le soir de J+2
le vendredi*	après-midi	Au plus tard le mardi soir (J+4)
le samedi*		Au plus tard le mardi soir (J+3)
le dimanche		Au plus tard le mardi soir (J+2)

*sauf jours fériés

Par ailleurs, la Collectivité doit préciser dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné auprès duquel l'Enlèvement est demandé :

- les horaires et modalités d'accès des Déchèteries pour la réalisation des Enlèvements, précisées dans le protocole de sécurité (plan de prévention) de la Déchèterie,
- les plages horaires préférentielles d'Enlèvement (matin ou après-midi), sous réserve de respecter les conditions précitées, qui seront prises en compte dans mesure du possible par les Opérateurs de gestion des déchets.

Dans tous les cas, l'Enlèvement réalisé selon ces délais maximum devra s'accompagner du Bordereau de transport correspondant dument complété et signé par l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité. Ce document fait partie des éléments justificatifs de la bonne réalisation des Enlèvements demandés et pourra être communiqué par l'Opérateur de gestion des déchets à l'Eco-organisme désigné, au même titre que les tickets de pesées. Une copie du bordereau de transport est laissée à la Déchèterie par l'Opérateur de gestion des déchets.

PROJET DE CONTRAT – NON SIGNABLE

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans le Système d'information.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'Opérateur de gestion des déchets et l'Eco-organisme désigné feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les Enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la Déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les Enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

3A.3 Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements

3A.3.1 Doublement d'un Contenant

Sur demande de la Collectivité et après un examen préalable sur le besoin, la faisabilité technique et la disponibilité foncière pour l'entreposage, l'Eco-organisme désigné peut doter les Déchèteries, d'un doublement de Contenant pour l'une des fractions de DEA (bois ou hors bois). Le fonctionnement sur deux Contenants pour la même fraction permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de ce contenant.

. Dans le cas où au bout de 6 mois, le second contenant demeure sous utilisé, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par l'Eco-organisme désigné et en accord la Collectivité.

3.A.3.2 Mise en place de planning d'Enlèvement

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des Enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre l'Eco-organisme désigné, l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'Enlèvement). Le planning est alors formalisé dans le Système d'information afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 3B AUX CONDITIONS GENERALES : BAREME DE SOUTIENS

3B.1 Dispositions générales

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle[2], ces montants sont appliqués *prorata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte de l'Eco-organisme désigné.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

3B.2 Soutiens financiers pour la Collecte Séparée par l'Eco-organisme désigné

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 3 et 3A des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.1.1.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 3	3 050 € par an par Contenant de 30m3 réceptionnant des flux de DEA	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. Le montant est proratisé en cas de Contenant multi-rep
A.1.2.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné des DEA proportionnels aux quantités de DEA dans le Contenant	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis à l'Annexe 3A	24,4 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.1.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

[2] Cf. annexe A du Cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Enlèvement non conforme signalé par un dysfonctionnement par l'Opérateur et validé par l'Eco-organisme désigné Montant de la part variable visée au A.1.2	0 €/t

3.2.1 CALCUL DU SOUTIEN

Pour chaque semestre civil, le soutien lié au soutien A.1.2 versé par Déchèterie est :

— La somme des soutiens par application du montant unitaire associé (€/tonne) au tonnage constaté pour chaque enlèvement, conformément aux dispositions du tableau ci-avant

3.2.1.1 OUTRE MER

Les soutiens à l'Enlèvement par l'Eco-organisme désigné (part forfaitaire, part variable, et soutien financier à l'information et à la communication locale) sont multipliés par 2,4.

3B.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 1, 2 et 3 des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.2.1.1	Part forfaitaire	Soutien à la Collecte non séparée	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	1525€ / déchèteries fixes ouvertes au public ayant l'ensemble des flux en Collecte non séparée	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié.
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (Déchèterie)	Soutien au recyclage des EA collectés en Collecte non séparée par la Collectivité en Déchèterie	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	79 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (porte-à-porte)	Soutien au recyclage des EA Collectés en Collecte non séparée par Collectivité en porte à porte	Collecte non séparée en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	140 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille s)	Saisie des données dans Le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre

PROJET DE CONTRAT NON SIGNABLE

A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (porte-à-porte)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée en porte à porte	Collecte non séparée en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	98 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (Déchèterie)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée pour une Déchèterie	Collecte non séparée en Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	43 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4.

(1) La valorisation R1 des EA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.
Les quantités de EA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 3.2.2 2 de l'annexe 3 aux Conditions générales du Contrat.

- Conditions d'éligibilité

Si les conditions sont remplies, l'ensemble des soutiens sera versé sous réserve de la déclaration semestrielle par la Collectivité des tonnages collectés et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat. En particulier, la Collectivité devra assurer la justification que les tonnages réceptionnés et collectés ont bien fait l'objet d'un traitement selon le mode de valorisation déclaré. Tout DEA collecté mais dont l'exutoire de valorisation ne pourra justifier le traitement ne pourra bénéficier de soutiens, ni à la reprise, ni au transport, ni au traitement.

Les soutiens forfaitaires et variables sont dus par l'Eco-organisme désigné sous réserve que la performance des différents modes de valorisation des DEA ainsi collectés en Collecte non séparé est au moins équivalente aux objectifs ci-dessous:

Année concernée (à compter de)	**2024**	**2026**	**2028**
Taux de valorisation	90 %	92%	94%

Année concernée (à compter de)	**2024**	**2026**	**2028**
Taux de recyclage	51%	53%	55%

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la Déchèterie combine des contenants en Collecte séparé et en Collecte Non séparé.

3B.4 Autres soutiens financiers

3B.4.1 Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation

Libellé du soutien	Type de soutien	Conditions d'éligibilité	Montant	Progressivité	Justificatifs / mode calcul
Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation	Soutien aux surfaces dédiées à la dépose de EA potentiellement destinés au réemploi ou à la réutilisation en Déchèterie	Ensemble des Déchèteries conformes aux prescriptions du Contrat. Espace réemploi ou réutilisation installé en Déchèterie, sur un site contigu ou de proximité)	200 € /an et par Déchèterie	Soutien versé après la date de prise d'effet du Contrat, à la date d'activation fixée conformément au Contrat pour les Déchèteries concernées,	Soutien annuel versé en proportion du nombre de points de reprise activés disposant d'un espace réemploi et réutilisation.

- Conditions d'éligibilité

Le soutien est accordé sous réserve, d'une part, que l'espace réemploi et réutilisation de la Déchèterie est bien référencé Système d'information de l'Eco-organisme désigné et, d'autre part, qu'il répond aux exigences minimales fixées par le Contrat et détaillées en annexe 1.
Le soutien est versé annuellement en une fois en début d'année N pour l'année N-1 par l'Eco-organisme désigné à cette fin.

- Modalité de calcul / versement

Le montant des soutiens annuels est calculé en fonction du nombre de points de reprise disposant d'un espace réemploi répondant aux conditions d'éligibilité et des montants forfaitaires du barème ci-dessus.

L'ensemble des soutiens à la mise en œuvre d'une zone dédiée au réemploi et à la réutilisation de EA est versé annuellement après renseignement par la Collectivité de sa déclaration annuelle de demande de soutiens et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat.

La demande de soutiens est faite par la Collectivité sur le Système d'information et doit être accompagnée pour chaque Déchèterie concernée :

Pour une première demande de soutiens au réemploi et à la réutilisation ou concernant un point de reprise nouvelle doté :

- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;
- d'une présentation de la méthode mise en œuvre par le Collectivité pour déterminer la ré-employabilité ou le caractère réutilisable des EA éligibles mis à disposition sur la zone ;

Pour toute demande de renouvellement des soutiens au réemploi et à la réutilisation faisant suite à une première demande déjà réalisée et validée au titre du Contrat :

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- de la déclaration par la Collectivité que les espaces réemploi et réutilisation des Déchèteries préalablement enregistrés dans la déclaration de l'année précédente sont toujours actifs. Cette attestation sera réalisée en ligne sur le portail de la Collectivité.
- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée pour toute nouvelle Déchèterie équipée d'un espace réemploi et réutilisation justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;

3B.5 Révision des soutiens

3B.5.1 Modalités de calcul et de révision des soutiens

Les soutiens financiers pour la Déchèterie, tels que détaillés au paragraphe I, feront l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la Collecte et du traitement des Déchets issus de EA sur la durée du Contrat, en considération de l'évolution des indices de référence détaillés au III.2 de la présente annexe, et selon les modalités de calcul détaillées au III.3 ci-dessous au sein du même document. Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2024. Elles seront calculées dès la publication des valeurs de l'ensemble des indices correspondants, pour une année N, et appliqués à l'ensemble des soutiens de l'année N après une information préalable à la Collectivité.

3B.5.2 Indice de révision

3B.5.2.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires à chaque Déchèterie

Les soutiens forfaitaires aux Points de reprise en Déchèterie correspondant à la part fixe des coûts liés à la gestion des Déchets EA en Déchèterie publique seront révisés en tenant compte de l'indice de référence de la construction suivant :

INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

3B.5.2.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA en Déchèteries

Les soutiens variables à la réception des déchets EA correspondant à la part variable des coûts liés à l'accueil, la réception des Déchets EA et à la prise en compte des charges courantes en Déchèterie seront révisés en tenant compte des indices de référence de la construction et de la main d'œuvre suivants :

INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – base 100 en décembre 2008 : identification 0015655187

Indice d'origine : INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges de janvier 2024

3B.5.2.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de Déchets EA en déchèteries

Les soutiens variables au transport et au recyclage de EA correspondant à la part variable des coûts liés au transport, à la préparation en vue de recyclage seront révisés en tenant compte des indices de référence métiers suivants :

- **Métaux EA : Variation mensuelle E40 des ferrailles broyées (platinage, vieilles tôles) – l'Usine Nouvelle par région.**

Il est défini un indice de suivi national comme suit :

Variation annuelle E40 de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles de l'indice E40 par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier 2024 x tonnages de métaux de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de métaux de EA des régions (r) pour l'année N),

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : base 100 au 1er janvier 2024.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- **Bois EA ; Variation mensuelle des coûts de traitement du bois déchets (B) - Recyclage et récupération.**

Il est défini d'un indice de suivi national comme suit :
Variation annuelle de l'indice de coût de traitement bois déchets (B) de l'année N = ∑(r) (variations de cotation mensuelles du coût de traitement bois déchets (B) par région (r) entre le 1er janvier de l'année N et le 1er janvier de l'année N+1 x tonnages de bois de EA par région (r) pour l'année N)/ ∑(tonnages de bois de EA des régions (r) pour l'année N),
avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : au 1er janvier 2024.

- Compte tenu de l'absence d'indice de référence sur les matériaux inertes, il n'est pas proposé d'indice de révision des soutiens au recyclage pour ce Flux.

3B.5.3 Formules de calcul

3B.5.3.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires aux points de reprise
Les soutiens forfaitaires aux points de reprise seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Forfait année N = (60% + 40% x (1+Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Forfait année 2024
Les soutiens forfaitaires révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N

3B.5.3.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA
Les soutiens variables à la réception des Déchets EA seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Soutien réception année N = (80% x (1 + Index ICHT-E (janvier année N/janvier année 2024) + 20% x (1 + Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024)) x Soutien réception année 2024
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

3B.5.3.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de EA

- Pour les déchets de métaux de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets métalliques pourront faire l'objet d'une prise en charge exceptionnelle en cas de forte dégradation des cours de reprise des métaux. Les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, la période de versement du soutien et les conditions de suspension du soutien sont définis au paragraphe 3.2.2.2 de l'annexe 3 aux Conditions générales.
Le déclenchement du soutien exceptionnel est proposé dès lors que :
∑(N) (Variation annuelle E40 de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) +100 < 0.

- Pour les déchets de bois de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets de bois seront recalculés chaque année selon la formule suivante :
Soutien recyclage bois année N = ∑(N) (Variation annuelle coût de traitement bois déchets (B) de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) x Soutien recyclage bois année 2024.
Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

3B.5.4 Suivi des formules de révision

Dans le cadre de l'application de ces formules de révision il sera proposé un point de suivi annuel de leur mise en œuvre dans le cadre du comité de concertation des Collectivités locales.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 4 AUX CONDITIONS GENERALES - COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans la sensibilisation et la communication de proximité destinée à présenter le réemploi, la Collecte séparée et le recyclage des DEA en développant des outils et supports de communication clés en main portant notamment sur :

- la mise en place de la signalétique appropriée en Déchèterie,
- l'application des consignes de tri conformément aux standards de la filière de REP DEA,
- l'information et la communication vers les Détenteurs de DEA.
- La formation des personnels des Déchèteries.

L'Eco-organisme désigné propose également à la Collectivité des éléments de contenu clefs en main, qui permettent d'unifier la communication à l'attention des Détenteurs, sur l'ensemble du territoire national,

Parmi ces outils de communication, L'Eco-organisme désigné propose :

i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la Collecte séparée, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des DEA,

ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage…

iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage des DEA.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par L'Eco-organisme désigné et mis à disposition de la Collectivité sous format numérique.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur le Système d'information.

Les outils, méthodes et actions destinées à la formation de la Collectivité sont notamment :

- des actions d'accompagnement pour les agents d'accueil en Déchèterie et les techniciens
- des outils de signalétique : panneaux, affiches avec les consignes de tri adaptées
- des outils de formation : consignes de tri, vidéos de formation, affiches mémo pour les locaux…
- des sessions de formation : webinaires et parcours de formation adaptés.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 5 AUX CONDITIONS GENERALES : CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d'L'Eco-organisme désigné ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 des Conditions générales du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur le Système d'information.

5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un Opérateur de gestion des déchets sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de Déchèterie, flux bois de Déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de Déchèterie ou flux bois de Déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, …)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par L'Eco-organisme désigné lors des contrôles.

5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans le Système d'information L'Eco-organisme désigné la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en Déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par L'Eco-organisme désigné, établies par ses Opérateurs de gestion des déchets, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 des Conditions générales du Contrat.
Les éléments à justifier auprès d'L'Eco-organisme désigné devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

L'Eco-organisme désigné met à la disposition de la Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur le Système d'information.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des prestataire(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des prestataires en contrat avec la Collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination…),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 5.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

* * *

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

ANNEXE 6 - RGPD

DISPOSITIONS GENERALES

En application du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, il est expressément entendu entre les Parties que les données à caractère personnel, tel que définies par la législation en vigueur, qui sont recueillies de manière licite, loyale, transparente, adéquate, pertinente et limitée par chacune des Parties, en qualité de responsable du traitement, à l'occasion de la signature du Contrat et de son exécution, sont nécessaires à la mise en place et à l'exécution de celui-ci.

Chacune des Parties qu'elle ait la qualité de responsable du traitement et /ou de sous-traitant dans le cadre du Contrat, fait son affaire des formalités préalables lui incombant au titre de la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies telles que les noms, prénoms, adresses, téléphones et mail des représentants de chacune des Parties et des interlocuteurs des Parties, le cas échéant leurs identifiants, mots de passe, et dates de connexion à le Système d'information, communiquées en application du Contrat, pourront faire l'objet de traitements informatisés et être utilisées par les services et personnes qui ont à les connaître, pour les finalités suivantes : gestion du Contrat, recouvrement, évaluation et gestion du risque, suivi du respect des obligations environnementales.

Les données à caractère personnel recueillies seront conservées par les Parties pendant le temps nécessaire à l'exécution du Contrat et postérieurement en cas de différend dans le respect des obligations de conservation et de documentation résultant notamment du Code de Commerce, du Code des Impôts ainsi que de la législation bancaire et anti-blanchiment en vigueur.

Le traitement n'est pas susceptible d'impliquer des transferts hors de l'Espace Economique Européen (EEE). Il peut en être autrement sous réserve de l'accord expresse des Parties organisant les conditions du transfert dans le respect et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Ces données à caractère personnel seront couvertes par le secret professionnel. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, les Parties pourront être tenues de communiquer des données à caractère personnel à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, chaque Partie autorise expressément les autres Parties à partager les données à caractère personnel la concernant et leurs mises à jour éventuelles, avec toute entité de son Groupe, à des fins administratives internes.

Chaque Partie peut, à tout moment, accéder aux données à caractère personnel la concernant ou concernant ses préposés, les faire rectifier, supprimer, s'opposer à ou limiter leur traitement, s'opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par les autres Parties à des fins commerciales ou obtenir la liste des entités du groupe des autres Parties susceptibles d'être bénéficiaires desdites données à caractère personnel, en écrivant à l'adresse de domiciliation de l'autre Partie, ou bien à l'adresse suivante pour l'Eco-organisme désigné : rgpd@[raison sociale de l'Eco-organisme désigné].fr. Chaque Partie et/ou ses préposés ont en outre la faculté de saisir la CNIL de toute demande concernant les données à caractère personnel la concernant ou celles de ses préposés.

DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ

L'Eco-organisme désigné est autorisé à traiter les données à caractère personnel (ci-après « les données ») nécessaires à la réalisation des obligations qui lui incombent dans les conditions suivantes :

- traiter ou consulter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Contrat.

Nature du (des) traitement(s)	Finalité du (des) traitement(s)	Type de Données Personnelles traitées	Catégorie de personnes concernées

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

Contrat conclu	Echanges entre les Parties en application du Contrat	Noms, prénoms, qualités et coordonnées des signataires et personnes à contacter, concernant la Collectivité	Représentant légal et/ou personnels dûment habilités par la Collectivité
Système d'information de l'Eco-organisme désigné	Accès à le Système d'information en vue de permettre à la Collectivité de procéder à la conclusion du Contrat, et aux demandes d'Enlèvement, mais également d'accéder à la documentation mise à disposition par l'Eco-organisme désigné et à toutes informations le concernant en vue le cas échéant de sa mise à jour par ses soins	Noms, prénoms, données personnelles de connexion (dates et heures), adresse mail, adresse IP, identifiant et mot de passe	Personnels dûment habilités par la Collectivité

- Garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté concerneront, à titre d'exemple lorsqu'elles sont possibles :

  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation hors des finalités retenues notamment détournée, malveillante ou frauduleuse des Données à Caractère Personnel et des fichiers objet du traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et à l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique et technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.

- Traiter les données conformément aux instructions ci-dessus.

- Veiller ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à respecter et respectent la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services/prestations informatiques, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Ne pas, sans autorisation de la Collectivité, insérer dans les traitements des données à caractère personnel étrangères à celles confiées par la Collectivité, ni réaliser de copie ou de stockage des données confiées par la Collectivité, ni louer ou vendre les données confiées par la Collectivité.

- Faire appel le cas échéant à tout sous-traitant au sens du RGPD pour mener les activités de traitement qui lui incombent. Dans ce cas, il en informe préalablement la Collectivité de manière à recueillir son accord préalable. Il en est de même concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

- Notifier les éventuelles violations de données à caractère personnel dans un délai maximal de 72 heures après en avoir pris connaissance. La notification contient au moins :

    - la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés.
    - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez l'Eco-organisme désigné auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
    - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
    - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que l'Eco-organisme désigné propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, l'Eco-organisme désigné s'engage à notifier à la Collectivité toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec la Collectivité en vue de la résolution de la violation.

Sort des données

Au terme des obligations prévues au Contrat, chaque Partie procède à la destruction de toutes les copies des données à caractère personnel existantes dans ses systèmes d'information, dont la conservation ne serait pas nécessaire pour les finalités exprimées par le présent Contrat, doit justifier par écrit de leur destruction.

La Collectivité convient toutefois que les informations et données le concernant sont nécessaires à la gestion de son compte, à l'exécution du Contrat et aux obligations de l'Eco-organisme désigné à l'égard des pouvoirs publics et qu'elles pourront ainsi être conservées par l'Eco-organisme désigné pendant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

Transferts des Données à Caractère Personnel vers un Pays Tiers

Dans tous les cas, aucune Partie ne peut transférer des données confiées par l'autre Partie vers un Pays Tiers ou une Organisation Internationale sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

REGLEMENT D'INTERVENTION DU FONDS DE CONCOURS « AIDE AU DEVELOPPEMENT LOCAL » 2020 - 2026

Adopté par délibération n° 2020-179 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, modifié par délibérations du Conseil Communautaire n° 2021-095 du 8 avril 2021,n° 2021-148 du 30 juin 2021, et n° 2023-249 du 7 décembre 2023

PREAMBULE

MBA, dans le cadre de ses compétences, met en œuvre les actions nécessaires à l'aménagement et au développement de son territoire. Les communes membres, dans le cadre de leurs compétences et de leurs actions, peuvent également participer à l'intérêt communautaire.
Afin de favoriser ces actions, MBA met en place un fonds de concours pour une durée de 6 ans (2020-2026) permettant de mieux répondre au développement local de son territoire.

CADRE JURIDIQUE

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement à ses communes membres son financement à la réalisation ou au fonctionnement d'un équipement ne relevant pas de ses compétences.

L'article L5216-5 alinéa VI du CGCT précise que le fonds de concours est destiné à financer un « équipement » considéré comme une immobilisation corporelle, qui peut comprendre à la fois des équipements de superstructure (équipements sportifs, culturels…) et des équipements d'infrastructure (voirie, réseaux divers…).

Le code précise que les **bénéficiaires doivent être les « communes membres »** de la Communauté, lesquelles doivent donc être maîtres d'ouvrage de l'équipement financé. Les syndicats de communes ne sont pas éligibles.

Les dispositions législatives précisent que « **le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours** ». Cette condition restrictive implique donc que le plafond des fonds de concours versés soit au plus égal à la part autofinancée par la commune, sous réserve que le montant total des aides publiques directes (Etat, Région, Département…) y compris le fonds de concours, ne dépasse pas 80% du montant prévisionnel de la dépense H.T.

MODALITES ET CONDITIONS D'OCTROI DU FONDS DE CONCOURS « AIDE AU DEVELOPPEMENT LOCAL »

Le présent règlement d'intervention qui régit les modalités d'attribution du fonds de concours est mis en place à compter de son adoption jusqu'au 31 décembre 2025

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

1. ELIGIBILITE ET DOMAINE D'INTERVENTION

- **Sont éligibles, les actions à maîtrise d'ouvrage communale suivantes :**

- Les équipements et travaux correspondant à des projets de création, de confortement ou de valorisation du patrimoine communal ou devant en faire partie, y compris les acquisitions d'équipement ou acquisition foncière en vue la réalisation de cet équipement

Ils peuvent concerner les sports, les loisirs, la culture, la santé, le social, le scolaire, les espaces publics… (Liste non exhaustive).

- **Sont éligibles, les acquisitions d'immobilisations corporelles suivantes :**

- Les véhicules utilitaires.
- Les engins.

- **Sont également éligibles, les projets permettant la réalisation d'un équipement supra-communal** au bénéfice direct de la population, à la condition que les communes de MBA concernées s'engagent, par délibération de leurs Conseils Municipaux, à apporter ensemble au moins la même somme que MBA pour la part investissement.

- **Ne sont pas éligibles** :

- Les équipements relevant de la compétence de MBA ;
- La constitution de réserves foncières.

Les projets éligibles devront être approuvés au plus tard lors du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025 et engagés dans les 2 ans à compter de la date de la délibération portant attribution du fonds de concours.

Le fonds de concours « Aide au développement local » pourra s'additionner avec les autres fonds de concours proposés par MBA, dans la limite globale de participation exposée au cadre juridique de ce règlement.

Seules les dépenses **d'investissement** seront éligibles.

2. INSTRUCTION DES DOSSIERS

Pour être éligible, la commune doit adresser **un courrier de demande** au Président de MBA, **avant tout commencement de travaux,** accompagné de :

- Une délibération du Conseil Municipal portant demande d'un fonds de concours,
- Une présentation du projet et un descriptif des travaux,
- Un avant-projet sommaire ou devis estimatif,
- Un plan de financement prévisionnel (avec l'ensemble des subventions des partenaires financiers sollicités) dont le coût d'aménagement en hors taxes.

Cette demande, et le dossier afférent, peuvent être transmis par courriel.

Seuls les dossiers complets feront l'objet d'une instruction par les services. Pour être présenté en Conseil Communautaire, le dossier devra être déposé complet au moins 2 mois avant celui-ci.

Dès réception du dossier complet, **un accusé de réception** sera adressé à la commune afin de l'autoriser à démarrer les travaux. L'accusé de réception ne préjuge pas de la décision d'attribution des aides sollicitées qui relève uniquement du Conseil Communautaire.

Une convention d'attribution sera signée entre MBA et la commune bénéficiaire du fonds de concours, qui définira les modalités de versement (acompte et solde) et les justificatifs à présenter pour effectuer le versement.

3. OBLIGATIONS DE PUBLICITE

La commune s'engage à faire mention de la participation de Mâconnais-Beaujolais Agglomération dans toutes ses actions et communications relatives à l'opération soutenue.

CADRE FINANCIER

1. ENVELOPPE DU FONDS DE CONCOURS

1.1 Fonds de concours initial

Le montant de l'enveloppe totale initialement affectée à ce fonds de concours était de 3 000 000 € pour les 6 années. Par délibération du Conseil Communautaire du 8 avril 2021, celui-ci a été voté à hauteur de **6 000 000 €.**

Cette autorisation de programme prévoit une répartition annuelle des crédits de paiement jusqu'en 2026 Cette répartition peut faire l'objet d'une révision lors des différents stades budgétaires.

1.2 Enveloppe complémentaire – Toutes communes

Le montant de l'enveloppe complémentaire affectée à ce fonds de concours est de 2 000 000 €, voté par délibération du Conseil Communautaire du 29/06/2023.

1.3 Enveloppe complémentaire – Communes aux potentiels financiers les plus faibles

Le montant de l'enveloppe complémentaire affectée à ce fonds de concours est de 300 000 €, voté par délibération du Conseil Communautaire du 29/06/2023.

L'autorisation de programme AP n°2020-04 dénommée « Fonds de concours 2020 développement local des communes » est augmentée d'autant.

Cette autorisation de programme prévoit une répartition annuelle des crédits de paiement, qui peut faire l'objet d'une révision lors des différents stades budgétaires.

2. MONTANTS DE L'ENVELOPPE PAR COMMUNE

Fonds de concours initial

Chaque commune bénéficiera d'une enveloppe correspondant à sa strate de population et à son nombre d'habitants (données 2019) :

- communes dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 1 000 : 100 € par habitant ;
- communes dont le nombre d'habitants est compris entre 1 001 et 2 500 : 90 € par habitant ;
- communes dont le nombre d'habitants est compris entre 2 501 et 4 500 : 80 € par habitant ;
- communes dont le nombre d'habitants est compris entre 4 501 et 8 000 : 70 € par habitant ;
- communes dont le nombre d'habitants est supérieur à 8 000 : 60 € par habitant.

Enveloppe complémentaire – Toutes communes

Chaque commune bénéficiera d'une enveloppe correspondant à son nombre d'habitants (données 2023).

Enveloppe complémentaire – Communes aux potentiels financiers les plus faibles

Les communes dont le potentiel financier est inférieur à 1.8M€ bénéficieront d'une enveloppe correspondant à leur nombre d'habitants (données 2023).

La répartition des enveloppes par commune est annexée au présent règlement.

3. VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Il interviendra en deux étapes programmées de la façon suivante et sur appel de fonds du bénéficiaire :

- Un premier versement de 50% du montant du fonds de concours sera versé **sur la base du plan de financement prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage des travaux** ;
- Le versement du solde (soit les 50% restants) sera effectué **sur présentation du Certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et recettes visé du**

trésorier, du plan de financement définitif, d'une photo du projet réalisé, ainsi que des factures attestant les dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, **la participation financière de Mâconnais-Beaujolais Agglomération, pour ce même projet sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles HT et du plan de financement ainsi modifié. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.**

Dans les deux cas :

- Le montant révisé du fonds de concours ne pourra excéder la part restant à la charge de la commune ;
- Le montant global des subventions publiques octroyées à la commune ne pourra être supérieur à 80% du coût du projet HT.

4. VALIDITE DU FONDS DE CONCOURS

A l'issue de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, le versement fait l'objet d'une convention entre la Commune et MBA. Cette convention est conclue pour une durée de **2 ans** à compter de la date du Conseil Communautaire ayant attribué le fonds de concours, délai imparti à la Commune pour commencer les travaux.

Ce délai peut être prorogé pour une durée d'un an. **La demande de prorogation est adressée au Président de MBA au plus tard deux mois avant l'expiration du délai ci-dessus, pour permettre au Bureau Permanent de délibérer avant l'expiration du délai de validité de cette convention.**

Annexe

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

Commune	FDC Développement local 2020-2026 Répartition de l'enveloppe selon les strates de population 2019	Enveloppe additionnelle 1 (toutes communes) Répartition de l'enveloppe selon la population 2023	Enveloppe additionnelle 2 (potentiel financier faible) Répartition de l'enveloppe selon la population 2023 PF<1,8M€	Total Développement local
Azé	92 430 €	27 380	13 550	**133 360 €**
Berzé-la-Ville	66 600 €	17 538	8 680	**92 818 €**
Bussières	56 100 €	15 072	7 459	**78 631 €**
Chaintré	57 200 €	14 184	7 019	**78 403 €**
Châtes	54 600 €	13 394	6 629	**74 623 €**
La Chapelle de Guinchay	328 480 €	103 823	0	**432 303 €**
Charbonnières	33 200 €	8 140	4 028	**45 368 €**
Charnay-lès-Mâcon	511 210 €	202 639	0	**713 849 €**
Chasselas	17 500 €	4 292	2 124	**23 916 €**
Chevagny les Chevrières	59 800 €	15 022	7 434	**82 256 €**
Crêches-sur-Saône	238 400 €	79 600	0	**318 000 €**
Davayé	68 200 €	20 030	9 913	**98 143 €**
Fuissé	38 100 €	9 571	4 737	**52 408 €**
Hurigny	179 910 €	50 370	24 928	**255 208 €**
Igé	86 700 €	22 151	10 962	**119 813 €**
Laizé	98 100 €	28 120	13 917	**140 137 €**
Leynes	52 400 €	12 728	6 299	**71 427 €**
Mâcon	2 005 620 €	866 724	0	**2 872 344 €**
Milly-Lamartine	34 300 €	7 819	3 870	**45 989 €**
Péronne	65 300 €	16 996	8 411	**90 707 €**
Prissé	183 060 €	48 002	23 756	**254 818 €**
Pruzilly	32 600 €	8 683	4 297	**45 580 €**
La Roche Vineuse	138 960 €	39 837	19 715	**198 512 €**
Romanèche-Thorins	179 370 €	50 839	0	**230 209 €**
Saint-Amour Bellevue	54 800 €	14 455	7 154	**76 409 €**
Saint-Laurent-sur-Saône	157 860 €	41 983	20 777	**220 620 €**
Saint-Martin Belle Roche	124 740 €	35 052	0	**159 792 €**
Saint-Maurice de Satonnay	49 500 €	12 457	6 165	**68 122 €**
Saint-Symphorien d'Ancelles	105 840 €	28 416	14 063	**148 319 €**
Saint-Vérand	16 700 €	4 045	2 002	**22 747 €**
La Salle	54 800 €	13 074	6 470	**74 344 €**
Sancé	178 380 €	55 131	0	**233 511 €**
Senozan	100 890 €	28 737	14 222	**143 849 €**
Sologny	59 900 €	14 480	7 166	**81 546 €**
Solutré-Pouilly	35 700 €	9 151	4 529	**49 380 €**
Varennes-lès-Mâcon	53 900 €	14 208	7 032	**75 140 €**
Vergisson	25 400 €	6 463	3 198	**35 061 €**
Verzé	78 000 €	20 745	10 267	**109 012 €**
Vinzelles	69 400 €	18 648	9 229	**97 277 €**
	5 843 950 €	**2 000 000 €**	**300 000 €**	**8 143 951 €**

CONVENTION POUR LE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS « AIDE AU DEVELOPPEMENT LOCAL » 2020-2026

AUX COMMUNES MEMBRES

Entre

Mâconnais-Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par sa 1ère vice-Présidente, Madame **Michelle JUGNET**, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXX-XX,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811, 71011 MACON cedex,

Ci-après dénommée « **MBA** »

Et

La commune de XXXXXX représentée par son Maire, Monsieur, Madame **XXXXXXXX**, dûment habilité(e) par délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXXXX,

Ayant son siège, XXXXXX, 71XXX XXXXXXXX,

Ci-après dénommée « **la commune** »

ARTICLE 1ER : OBJET

Dans le cadre de l'article L5216-5 alinéa VI du CGCT et conformément au règlement d'intervention approuvé par le Conseil Communautaire du 19 octobre 2023, MBA soutient :

- Les équipement et travaux correspondant à des projets de création, de confortement ou de valorisation du patrimoine communal ou devant en faire partie.
  Ils peuvent concerner les sports, les loisirs, la culture, la santé, le social, le scolaire, les espaces publics … (Liste non exhaustive)

- Les acquisitions de véhicules utilitaires et engins

- Les projets permettant la réalisation d'un équipement supra-communal au bénéfice direct de la population, à la condition que les communes de MBA concernées s'engagent, par délibération de leurs Conseils Municipaux, à apporter ensemble au moins la même somme que MBA pour la part investissement.

Le fonds de concours est versé dans les conditions définies dans la présente convention et le règlement d'intervention.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La commune ayant présenté une demande de fonds de concours en date du XX XX XXX, pour le projet XXXXXXXXXXXXX, dont le coût total H.T. de la dépense éligible s'élève à XX XXX €, MBA a décidé, par délibération du XX XX XXXX, de verser à la commune un fonds de concours de XXXX € et de signer la présente convention.

Le montant du fond de concours sera versé, selon les modalités suivantes, après décision du Conseil Communautaire, sur la base d'un dossier de demande complet :

– Un premier versement de 50 % du montant du fonds de concours sera versé **sur la base du plan de financement prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage des travaux ;**

- Le versement du solde (soit les 50% restants) sera effectué **sur présentation du certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et recettes visé du trésorier, du plan de financement définitif, d'une photo du projet réalisé, ainsi que des factures attestant les dépenses.**

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, **la participation financière de MBA pour ce même projet, sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles H.T**. et du plan de financement définitif. **Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.**

Dans les deux cas :
- Le montant révisé du fonds de concours ne pourra excéder la part restant à la charge de la commune ;
- Le montant global des subventions publiques octroyées à la commune ne pourra être supérieur à 80% du coût du projet H.T.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS -CONTROLE

La commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et notamment le fonds de concours à la réalisation des actions prévues pour lesquelles elle sollicite un financement. De plus, elle assurera la publicité de la participation de MBA au projet concerné (panneau de chantier, document et support de communication…).

MBA se réserve le droit de contrôler à tout moment la réalisation de l'objectif et l'utilisation du fonds de concours dans le respect de la présente convention. La commune s'engage ainsi à fournir à MBA toute pièce justificative des dépenses effectuées et tous documents utiles à ce contrôle.

ARTICLE 4 : RESOLUTION DU CONTRAT ET EXIGIBILITE DES SOMMES VERSEES

En cas de non-respect par la commune des engagements inscrits dans la présente convention, MBA, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, pourra résilier de plein droit la convention.

Pour un motif autre que le non-respect des engagements par la commune, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : NON UTILISATION DES SOMMES VERSEES

La commune se voit dans l'obligation de reverser les sommes dont elle n'aurait pas fait l'emploi dans l'année qui suit celle pour laquelle elles ont été accordées, au vu des pièces justificatives de l'emploi du fonds de concours et à la demande expresse de MBA par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation ou de litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

En cas d'échec, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour trancher ces litiges.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour **une durée de 2 ans**, à compter de la date de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, soit jusqu'au XX/XX/20XX.

Ce délai peut être prorogé d'un an par voie d'avenant, **sur demande expresse de la commune au plus tard 2 mois avant l'expiration de ce délai.**

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires.

Le Maire de XXXXXX,

XXXXX XXXXXXX

Pour le Président et par délégation,
La 1ère Vice-Présidente de MBA,
Michelle JUGNET

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

REGLEMENT D'INTERVENTION DU FONDS DE CONCOURS « VOIRIE » 2020 - 2026

Adopté par délibération n° 2020-180 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020 et modifié par délibération du Conseil Communautaire n° 2023-249 du 7 décembre 2023

PREAMBULE

MBA, dans le cadre de ses compétences, met en œuvre les actions nécessaires à l'aménagement et au développement de son territoire. Les communes membres, dans le cadre de leurs compétences et de leurs actions, peuvent également participer à l'intérêt communautaire.
Afin de favoriser ces actions, MBA met en place un fonds de concours pour une durée de 6 ans (2020-2026) permettant de mieux répondre au développement local de son territoire.

CADRE JURIDIQUE

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement à ses communes membres son financement à la réalisation ou au fonctionnement d'un équipement ne relevant pas de ses compétences.

L'article L5216-5 alinéa VI du CGCT précise que le fonds de concours est destiné à financer un « équipement » considéré comme une immobilisation corporelle, notamment des équipements d'infrastructure.

Le code précise que les **bénéficiaires doivent être les « communes membres »** de la Communauté, lesquelles doivent donc être maîtres d'ouvrage de l'équipement financé. Les syndicats de communes ne sont pas éligibles.

Les dispositions législatives précisent que « **le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours** ». Cette condition restrictive implique donc que le plafond des fonds de concours versés soit au plus égal à la part autofinancée par la commune, sous réserve que le montant total des aides publiques directes (Etat, Région, Département…) y compris le fonds de concours, ne dépasse pas 80% du montant prévisionnel de la dépense H.T.

MODALITES ET CONDITIONS D'OCTROI DU FONDS DE CONCOURS « VOIRIE »

Le présent règlement d'intervention qui régit les modalités d'attribution du fonds de concours est mis en place à compter de son adoption jusqu'au 31 décembre 2025.

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

1. ELIGIBILITE ET DOMAINE D'INTERVENTION

- **Sont éligibles, les travaux de voirie sur le domaine public :**

- Les créations, les aménagements et les réfections de chaussées de voirie communale, leurs accessoires et leurs dépendances (aménagement des accotements, création de fossés, talutage pour dégagement de visibilité, mise en place de signalisation verticale).

En somme, tout ce que la collectivité peut imputer en investissement.

- **Ne sont pas éligibles** :

- Les équipements relevant de la compétence de la Communauté.
- Les travaux et les opérations d'entretien à caractère récurrent, imputés en fonctionnement : balayage, élagage, fauchage, déneigement…

Les projets éligibles devront être approuvés au plus tard lors du dernier Conseil Communautaire de l'année 2026 et engagés dans les 2 ans à compter de la date de la délibération portant attribution du fonds de concours.

Le fonds de concours « Voirie » pourra s'additionner avec le fonds de concours « Aide au développement local » pour certains projets spécifiques, notamment pour la réfection d'un ouvrage supportant une voirie.

Seules les dépenses d'investissement seront éligibles.

2. INSTRUCTION DES DOSSIERS

Pour être éligible, la commune doit adresser **un courrier de demande** au Président de MBA, **avant tout commencement de travaux,** accompagné de :
- une délibération du Conseil municipal portant demande d'un fonds de concours
- une présentation du projet et un descriptif des travaux,
- un avant-projet sommaire ou devis estimatif
- un plan de financement prévisionnel (avec l'ensemble des subventions des partenaires financiers sollicités) dont le coût d'aménagement en hors taxes.

Seuls les dossiers complets feront l'objet d'une instruction par les services.

Pour être présenté en Conseil Communautaire, le dossier complet devra être déposé au moins 2 mois avant celui-ci.

Dès réception du dossier complet, **un accusé de réception** sera adressé à la commune afin de l'autoriser à démarrer les travaux. L'accusé de réception ne préjuge pas de la décision d'attribution des aides sollicitées qui relève uniquement du Conseil Communautaire.

Une convention d'attribution sera signée entre MBA et la commune bénéficiaire du fonds de concours, qui définira les modalités de versement (acompte et solde) et les justificatifs à présenter pour effectuer le versement.

3. OBLIGATIONS DE PUBLICITE

La commune s'engage à faire mention de la participation de Mâconnais-Beaujolais Agglomération dans toutes ses actions et communications relatives à l'opération soutenue.

CADRE FINANCIER

1. ENVELOPPE DU FONDS DE CONCOURS

Le montant de l'enveloppe totale affectée à ce fonds de concours est de 3 000 000 € pour les 6 années.

L'autorisation de programme n° 2020-01 dénommée « Fonds de concours voirie 2020 des communes » constituant la limite supérieure des dépenses afférentes à cette opération, pour un montant prévisionnel de 3 000 000 € T.T.C. a été votée en Conseil Communautaire du 23 juillet 2020.

Cette autorisation de programme prévoit une répartition annuelle des crédits de paiement jusqu'en 2025. Cette répartition peut faire l'objet d'une révision lors des différents stades budgétaires.

	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	**Total**
Fonds de concours 2020 Voirie	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	**3 M €**

2. MONTANT DE L'ENVELOPPE PAR COMMUNE

Chaque commune bénéficiera d'une enveloppe calculée au prorata du nombre d'habitants et du linéaire des voiries communales (tableau des enveloppes attribuées par commune annexé) :

- Linéaire de voirie : 2,02 € par mètre linéaire ;
- Population : 19,44 € par habitant.

3. VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Il interviendra en deux étapes programmées de la façon suivante et sur appel de fonds du bénéficiaire :

- Un premier versement de 50% du montant du fonds de concours sera versé **sur la base du plan de financement prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage des travaux** ;

- Le versement du solde (soit les 50% restants) sera effectué **sur présentation du Certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et recette visé du trésorier, du plan de financement définitif, d'une photo du projet réalisé, ainsi que des factures attestant les dépenses**.

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, **la participation financière de Mâconnais-Beaujolais Agglomération pour ce même projet sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par la voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles HT. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.**

Dans les deux cas :
- Le montant révisé du fonds de concours ne pourra excéder la part restant à la charge de la commune ;
- Le montant global des subventions publiques octroyées à la commune ne pourra être supérieur à 80% du coût du projet H.T.

4. VALIDITE DU FONDS DE CONCOURS

A l'issue de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, le versement fait l'objet d'une convention entre la Commune et MBA. Cette convention est conclue pour une durée de **2 ans à compter de la date du Conseil Communautaire ayant attribué le fonds de concours**, délai imparti à la Commune pour commencer les travaux.

Ce délai peut être prorogé pour une durée d'un an. **La demande de prorogation est adressée au Président de MBA au plus tard deux mois avant l'expiration du délai ci-dessus, pour permettre au Bureau Permanent de délibérer avant l'expiration du délai de validité de cette convention.**

Enveloppe attribuée par commune pour 2020-2026

Communes	Population Municipale	Linéaire voirie en mètre linéaire	Enveloppe maximale
Azé	1 027	13 314	**46 859,16 €**
Berzé-la-Ville	666	19 300	**51 933,04 €**
Bussières	561	8 342	**27 756,68 €**
Chaintré	572	8 804	**28 903,76 €**
Châtes	546	6 123	**22 982,70 €**
Charbonnières	332	3 850	**14 231,08 €**
Charnay-Lès-Mâcon	7 303	54 688	**252 440,08 €**
Chasselas	175	17 340	**38 428,80 €**
Chevagny-Les-Chevrières	598	12 820	**37 521,52 €**
Crêches-sur-Saône	2 980	27 580	**113 642,80 €**
Davayé	682	11 149	**35 779,06 €**
Fuissé	381	4 885	**17 274,34 €**
Hurigny	1 999	24 870	**89 097,96 €**
Igé	867	24 888	**67 128,24 €**
La Chapelle-de-Guinchay	4 106	29 963	**140 345,90 €**
Laizé	1 090	20 371	**62 339,02 €**
La Roche-Vineuse	1 544	25 278	**81 076,92 €**
La Salle	548	7 789	**26 386,90 €**
Leynes	524	26 768	**64 257,92 €**
Mâcon	33 427	148 470	**949 730,28 €**
Milly-Lamartine	343	6 290	**19 373,72 €**
Péronne	653	12 552	**38 049,36 €**
Prissé	2 034	29 728	**99 591,52 €**
Pruzilly	326	11 434	**29 434,12 €**
Romanèche-Thorins	1 993	13 277	**65 563,46 €**
Saint-Amour-Bellevue	548	16 234	**43 445,80 €**
Saint-Laurent-sur-Saône	1 754	4 228	**42 638,32 €**
Saint-Martin-Belle-Roche	1 386	12 293	**51 775,70 €**
Saint-Maurice-de-Satonnay	495	9 051	**27 905,82 €**
Saint-Symphorien-d'Ancelles	1 176	11 550	**46 192,44 €**
Saint-Vérand	167	5 460	**14 275,68 €**
Sancé	1 982	26 814	**92 694,36 €**
Senozan	1 121	10 992	**43996,08 €**
Sologny	599	10 557	**32 969,70 €**
Solutré-Pouilly	357	14 458	**36 145,24 €**
Varennes-Lès-Mâcon	539	11 567	**33 843,50 €**
Vergisson	254	16 260	**37 782,96 €**
Verzé	780	8 493	**32 319,06 €**
Vinzelles	694	13 760	**41 286,56 €**
39	**77 129**	**741 590**	**2 997 399,56 €**

Population fournie selon arrêté préfectoral n°71-2019-10-24-002

Composition du Conseil Communautaire à l'issue du renouvellement des Conseils Municipaux de 2020.
Linéaire de voirie : référence fiches DGF 2019

CONVENTION POUR LE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS « VOIRIE » 2020-2026 AUX COMMUNES MEMBRES

Entre

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par représentée par sa 1ère vice-Présidente, Madame **Michelle JUGNET**, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXX-XXX

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811, 71011 MACON cedex,

Ci-après dénommée « **MBA** »

Et

La commune de XXXXXX représentée par son Maire, Monsieur, Madame **XXXXXXXX**, dûment habilité(e) par délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXXXX,

Ayant son siège, XXXXXX, 71XXX XXXXXXXX,

Ci-après dénommée « **la commune** »

ARTICLE 1ER : OBJET

Dans le cadre de l'article L5216-5 alinéa VI du CGCT et conformément au règlement d'intervention approuvé par le Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, MBA soutient :

- Les créations, les aménagements et les réfections de chaussées de voirie communale, leurs accessoires et leurs dépendances (aménagement des accotements, création de fossés, talutage pour dégagement de visibilité, mise en place de signalisation verticale).

Le fonds de concours est versé dans les conditions définies dans la présente convention et le règlement d'intervention.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La commune ayant présenté une demande de fonds de concours en date du XX XX XXX, pour le projet XXXXXXXXXXXXX, dont le coût total H.T. de la dépense éligible s'élève à XX XXX €, MBA a décidé, par délibération en date du XX XX XXXX, de verser à la commune un fonds de concours de XXXX € et de signer la présente convention.

Le montant du fond de concours sera versé, selon les modalités suivantes, après décision du Conseil Communautaire, sur la base d'un dossier de demande complet :

– Un premier versement de 50 % du montant du **fonds de concours sera versé sur la base du plan de financement prévisionnel validé et sur production par la commune de l'Ordre de Service de démarrage des travaux ;**

- Le versement du solde (soit les 50% restants) **sera effectué sur présentation du Certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et recette visé du trésorier, du plan de financement définitif, d'une photo du projet réalisé, ainsi que des factures attestant les dépenses.**

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, **la participation financière de Mâconnais Beaujolais Agglomération pour ce même projet sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par la voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles H.T et du plan de financement définitif. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.**

Dans les deux cas :
- Le montant révisé du fonds de concours ne pourra excéder la part restant à la charge de la commune ;
- Le montant global des subventions publiques octroyées à la commune ne pourra être supérieur à 80% du coût du projet H.T.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS -CONTROLE

La commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et notamment le fonds de concours à la réalisation des actions prévues pour lesquelles elle sollicite un financement. De plus, elle assurera la publicité de la participation de MBA au projet concerné (panneau de chantier, document et support de communication…).

MBA se réserve le droit de contrôler à tout moment la réalisation de l'objectif et l'utilisation du fonds de concours dans le respect de la présente convention. La commune s'engage ainsi à fournir à MBA toute pièce justificative des dépenses effectuées et tous documents utiles à ce contrôle.

ARTICLE 4 : RESOLUTION DU CONTRAT ET EXIGIBILITE DES SOMMES VERSEES

En cas de non-respect par la commune des engagements inscrits dans la présente convention, MBA, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, pourra résilier de plein droit la convention.

Pour un motif autre que le non-respect des engagements par la commune, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : NON UTILISATION DES SOMMES VERSEES

La commune se voit dans l'obligation de reverser les sommes dont elle n'aurait pas fait l'emploi dans l'année qui suit celle pour laquelle elles ont été accordées, au vu des pièces justificatives de l'emploi du fonds de concours et à la demande expresse de MBA par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation ou de litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

En cas d'échec, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour trancher ces litiges.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour **une durée de 2 ans**, à compter de la date de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, soit jusqu'au XX/XX/20XX.

Ce délai peut être prorogé d'un an par voie d'avenant, **sur demande expresse de la commune au plus tard 2 mois avant l'expiration de ce délai.**

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires.

Le Maire de XXXXXX,

Pour le Président et par délégation,
La 1ère Vice-Présidente de MBA,

XXXXX XXXXXXX

Michelle JUGNET

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

REGLEMENT D'INTERVENTION FONDS DE CONCOURS « revitalisation des centres villes et centres bourgs et maintien du commerce de proximité » *2018 – 2026*

(Adopté par délibération n°2018-085 du Conseil Communautaire du 28 juin 2018, modifié par délibérations du Conseil Communautaire n° 2018-183 du 13 décembre 2018, n° 2020-226 du 10 décembre 2020, n° 2022-039 du 7 avril 2022, n° 2023-042 du 13 avril 2023 et n° 2023-249 du 7 décembre 2023)

Préambule :

L'appareil commercial du centre-ville de Mâcon comme ceux des centres bourgs se fragilisent. À cet effet, la ville de Mâcon s'est engagée dans une démarche de revitalisation de son centre-ville et s'est inscrite dans l'appel à projets FISAC et le programme « Action Cœur de ville » diligenté par le Ministre de la cohésion des territoires, Jacques MEZARD.

De la même façon les centres bourgs des communes de MBA peinent à préserver un commerce de proximité, essentiel à la vie de ces communes. Le maintien de ces commerces nécessite de plus en plus un portage des collectivités.

Afin d'accompagner ses communes membres dans cette redynamisation des centres villes et des centres bourgs, Mâconnais Beaujolais Agglomération met en place un fonds de concours spécifique lui permettant de les accompagner dans leurs projets d'investissement pour les années 2018 à 2026.

Objectifs de MBA :

- Soutenir la commercialité du centre-ville de Mâcon afin de préserver un équilibre commercial au sein de l'agglomération ;
- Préserver le commerce de proximité dans les centres bourgs des communes.

1- Cadre juridique :

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement à ses communes membres son financement à la réalisation d'un équipement ne relevant pas de ses compétences.
Les communes membres doivent donc être maîtres d'ouvrage de l'équipement financé.

2- Plan de financement :

Les dispositions législatives précisent que *« le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».* Cela signifie donc que la commune demandeuse du fonds de concours élabore un plan de financement, dans lequel la part du fonds de concours susceptible d'être apportée par MBA n'excède pas le montant H.T. du financement apporté par la commune (fonds propres, emprunts souscrits…).

3- Durée d'application du règlement d'intervention :

Le présent règlement d'intervention qui régit les modalités d'attribution des fonds de concours est mis en place à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2025.

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

4- Nature des équipements ou des travaux pouvant bénéficier d'une aide :

Sont éligibles à ces fonds de concours les actions à maitrise d'ouvrage communale suivantes :

- les acquisitions de locaux ou de fonds de commerce,
- les constructions ou aménagements de locaux commerciaux,
- les actions d'aménagements spécifiques « Cœur de ville ».

Seules les dépenses d'investissement sur une base H.T. seront éligibles.

5- Instruction :

Pour être éligible, la commune doit adresser **un courrier de demande** au Président de MBA, **avant tout commencement de travaux**, accompagné de :

- Une délibération du Conseil Municipal portant demande d'un fonds de concours,
- Dossier de présentation de l'action sous la forme d'une note descriptive avec plans et photos ;
- Un plan de financement prévisionnel (avec l'ensemble des subventions des partenaires financiers sollicités) dont le coût d'aménagement en hors taxes.

Cette demande, et le dossier afférent, peuvent être transmis par courriel.

Seuls les dossiers complets feront l'objet d'une instruction par les services. Pour être présenté en Conseil Communautaire, le dossier devra être déposé complet au moins 2 mois avant celui-ci.

Dès réception du dossier complet, **un accusé de réception** sera adressé à la commune afin de l'autoriser à démarrer les travaux. L'accusé de réception ne préjuge pas de la décision d'attribution des aides sollicitées qui relève uniquement du Conseil Communautaire.

6- Obligations de publicité :

La commune s'engage à faire mention de la participation de MBA dans toutes les actions d'information et de communication qu'elle mène : par la mention explicite de la participation de MBA sur tous les supports papiers ou numériques que la commune met en œuvre, par l'apposition en bonne place du logo de MBA, par l'association de MBA lors de toute action de relations publiques visant à promouvoir l'opération subventionnée.

7- Cadre financier :

7.1. L'enveloppe :

Une autorisation de programme s'élevant à 1 500 000 € au global pour la durée 2018/2020 a été votée en Conseil Communautaire en date du 28 juin 2018.

Cette somme était répartie en trois enveloppes distinctes :

- 900 000 € pour l'opération « Cœur de ville » visant à soutenir les actions engagées dans l'opération « Cœur de ville »,

- 300 000 € pour l'opération « FISAC » visant à soutenir les actions soutenues par le FISAC,
- 300 000 € pour l'opération « centre-bourg » visant à soutenir les actions engagées dans les centres-bourgs.

Cette autorisation de programme prévoyait une répartition annuelle des crédits de paiements jusqu'en 2020. Cette répartition peut faire l'objet d'une révision lors des différents stades budgétaires.

Suite aux diverses prorogations et à un ajustement par délibération du Conseil Communautaire du 21 octobre 2021, il a été acté lors du Conseil du 6 avril 2023 de la nécessité d'apporter un soutien aux projets d'investissement objet du présent fonds de concours jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière révisée.

7.2. Les montants :

MBA participera, dans la limite des enveloppes disponibles, de la manière suivante :

- à hauteur de 50% maximum de l'opération H.T. (hors subvention),
- ***avec un plafond limité à 40 000 € maximum par projet pour les opérations « centre-bourg »***.

7.3. Les financements :

Le versement du fonds de concours ne pourra intervenir qu'après délibération de MBA.

Il interviendra en deux étapes programmées de la façon suivante et sur appel de fonds du bénéficiaire :

– Un premier versement de 50 % du montant du fond de concours sera versé sur la base du budget prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service du démarrage de l'action ;

– Le versement du solde du fond de concours (soit les 50 % restants) sera effectué sur présentation du justificatif d'achèvement de l'action, du décompte général définitif des dépenses et recettes, ainsi que des justificatifs et factures attestant des dépenses ;

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, la participation financière de MBA pour le même projet sera alors revue à la hausse ou à la baisse en fonction par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles HT et du plan de financement ainsi modifié. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.

7.4. Validité du fonds de concours

A l'issue de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, le versement fait l'objet d'une convention entre la Commune et MBA. Cette convention est conclue pour une durée de **2 ans à compter de la date du Conseil Communautaire ayant attribué le fonds de concours**, délai imparti à la Commune pour commencer les travaux,

Ce délai peut être prorogé pour une durée d'un an. **La demande de prorogation est adressée au Président de MBA au plus tard deux mois avant l'expiration du délai ci-dessus, pour permettre au Bureau Permanent de délibérer avant l'expiration du délai de validité de cette convention.**

CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE FONDS DE CONCOURS « REVITALISATION DES CENTRES-VILLES ET CENTRES-BOURGS » 2018-2026 AUX COMMUNES MEMBRES
Action « Centre-bourg »

Entre

Mâconnais-Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par son Président, Monsieur **Jean-Patrick COURTOIS**, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2018,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71011 MACON cedex,

Ci-après dénommée « **MBA** »

Et

La commune de …… représentée par son Maire, Monsieur/Madame **……..**, dûment habilité(e) par délibération du Conseil Municipal en date du ……,

Ayant son siège, ……., ……,

Ci-après dénommée « **la commune** »

ARTICLE 1ER : OBJET

Dans le cadre de l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales et conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil communautaire du 28 juin 2018 modifié, MBA soutient :

- Les acquisitions de locaux ou de fonds de commerce,
- Les constructions ou aménagements de locaux commerciaux,
- Les actions d'aménagements spécifiques « Cœur de ville ».

Le fonds de concours est versé dans les conditions définies dans la présente convention et le règlement d'intervention.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La commune de …… ayant présenté une demande de fonds de concours en date du ……., pour le projet « …… », dont le coût total H.T. de la dépense éligible s'élève à …….. €, MBA a décidé, par délibération en date du ……, de verser à la commune de …… un fonds de concours d'un montant de …… maximum et de signer la présente convention.

MBA participe, dans la limite des enveloppes disponibles, de la manière suivante :

- à hauteur de 50% maximum de l'opération H.T. (hors subvention),
- ***avec un plafond limité à 40 000 € maximum par projet pour les opérations « centre-bourg »,***

Le montant du fond de concours sera versé, selon les modalités suivantes, après décision du Conseil Communautaire, sur la base d'un dossier de demande complet :

– Un premier versement de 50 % du montant du fonds de concours sera versé sur la base du budget prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage de l'action ;

– Le versement du solde du fonds de concours (soit les 50 % restants) sera effectué sur présentation du certificat d'achèvement de l'action, du décompte général définitif des dépenses et recettes, du plan de financement définitif ainsi que des justificatifs et factures attestant des dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'investissement est inférieur au coût global prévisionnel retenu, la participation allouée par Mâconnais-Beaujolais Agglomération sera calculée au prorata des dépenses effectivement supportées par le bénéficiaire. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS -CONTROLE

La commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, et notamment la subvention, à la réalisation des actions prévues pour lesquelles elle sollicite un financement, ainsi qu'à la diffusion de l'information relative à l'aide de MBA.

MBA se réserve le droit de contrôler à tout moment la réalisation de l'objectif et l'utilisation du fonds de concours dans le respect de la présente convention. La commune s'engage ainsi à fournir à MBA toute pièce justificative des dépenses effectuées et tous documents utiles à ce contrôle.

ARTICLE 4 : RESOLUTION DU CONTRAT ET EXIGIBILITE DES SOMMES VERSEES

En cas de non-respect par la commune des engagements inscrits dans la présente convention, MBA, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, pourra résoudre de plein droit la convention.

Pour un motif autre que le non-respect des engagements par la commune, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : NON UTILISATION DES SOMMES VERSEES

La commune se voit dans l'obligation de reverser les sommes dont elle n'aurait pas fait l'emploi dans l'année qui suit celle pour laquelle elles ont été accordées, au vu des pièces justificatives de l'emploi du fonds de concours et à la demande expresse de MBA par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation ou de litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

En cas d'échec, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour trancher ces litiges.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour **une durée de 2 ans**, à compter de la date de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, soit jusqu'au XX/XX/20XX.

Ce délai peut être prorogé d'un an par voie d'avenant, **sur demande expresse de la commune au plus tard 2 mois avant l'expiration de ce délai.**

Fait à Mâcon, le
En deux exemplaires originaux,

Le Maire de ……,

XXXXXXXXXXX

Le Président de MBA,

XXXXXXXX

REGLEMENT D'INTERVENTION DES FONDS DE CONCOURS

« AMENAGEMENTS D'ITINERAIRES CYCLABLES » 2020 – 2026

Approuvé par délibération n° 2020 – 161 du Conseil Communautaire du 15 octobre 2020
Modifié par délibérations du Conseil Communautaire n° 2021 – 025 du 18 février 2021 et n° 2023-249 du 7 décembre 2023

Mâconnais Beaujolais Agglomération souhaite soutenir les projets d'équipement de ses « communes membres ». Elle met ainsi en place un fonds de concours pour une durée de 6 ans, permettant de soutenir le développement des itinéraires cyclables sur son territoire.

1 CADRE JURIDIQUE

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement à ses communes membres son financement à la réalisation ou au fonctionnement d'un équipement ne relevant pas de ses compétences.

L'article L5216-5 alinéa VI du CGCT précise que le fonds de concours est destiné à financer un « équipement » considéré comme une immobilisation corporelle.

Le code précise que les bénéficiaires doivent être les « communes membres » de la Communauté, lesquelles doivent donc être maîtres d'ouvrage de l'équipement financé. Les syndicats de communes ne sont pas éligibles.

Les dispositions législatives précisent que « **le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours** ». Cette condition restrictive implique donc que le plafond des fonds de concours versés soit au plus égal à la part autofinancée par la commune, sous réserve que le montant total des aides publiques directes (Etat, Région, Département…) y compris le fonds de concours, ne dépasse pas 80% du montant prévisionnel de la dépense HT.

2 CADRE TECHNIQUE

2.1 Durée d'application du règlement d'intervention

Le présent règlement d'intervention, qui régit les modalités d'attribution du fonds de concours, est mis en place à compter de son adoption par le conseil communautaire, jusqu'au 31 décembre 2025.

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

2.2 Nature des équipements ou des travaux concernés

Le fonds de concours étant destiné à soutenir le développement des itinéraires cyclables sur le territoire communautaire, les aides peuvent concerner :

- Soit des itinéraires de type urbain : pistes cyclables, bandes cyclables, …
- Soit des itinéraires de loisirs, touristiques, sportifs et cyclotouristiques

en prenant en compte les objectifs du schéma des mobilités de MBA et en respectant les normes techniques en vigueur pour les aménagements de ce type.

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles.

2.3 Critères d'examen et de sélection des dossiers

Les aides sont accordées dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil Communautaire. Toute commune déposant plusieurs dossiers devra indiquer un ordre de priorité de ses projets.

Chaque demande est examinée au regard des critères suivants :

- Respect des exigences et normes règlementaires,
- Cohérence et compatibilité du projet par rapport aux orientations définies par le schéma des mobilités,
- Pertinence du projet par rapport aux enjeux du territoire.

Seront considérés comme prioritaires les projets aboutis et présentant des garanties sur la réalisation de l'opération (autorisations règlementaires demandées, demandes de co-financement en cours…)

2.4 Instruction

Pour être éligible, la commune doit adresser un **courrier de demande au Président de MBA**, avant tout commencement de travaux, accompagné de :

- Une délibération du Conseil municipal portant demande d'un fonds de concours,
- Une présentation du projet et un descriptif des travaux,
- Un avant-projet sommaire ou devis estimatif
- Un plan de financement prévisionnel (avec l'ensemble des subventions des partenaires financiers sollicités) dont le coût d'aménagement en hors taxes.

Seuls les dossiers complets feront l'objet d'une instruction par les services.

Pour être présenté en Conseil Communautaire, le dossier complet devra être déposé au moins 2 mois avant celui-ci.

Dès réception du dossier complet, un accusé de réception sera adressé à la commune afin de l'autoriser à démarrer les travaux. L'accusé de réception ne préjuge pas de la décision d'attribution des aides sollicitées, qui relève uniquement du Conseil Communautaire.

Une convention d'attribution sera signée entre MBA et la Commune bénéficiaire du fonds de concours, qui définira les modalités de versement (acompte et solde) et les justificatifs à présenter pour effectuer le versement.

2.5 Obligations de publicité

La commune s'engage à faire mention de la participation de Mâconnais-Beaujolais Agglomération dans toutes ses actions et communications relatives à cette opération.

3 CADRE FINANCIER

3.1 Enveloppe dédiée

Les crédits se rapportant au règlement d'intervention font partie de l'autorisation de programme « aménagements d'itinéraires cyclables » dont les crédits ont été votés dans le budget annexe « Mobilités » le 23 juillet 2020.

Cette autorisation de programme prévoit une répartition annuelle des crédits de paiements jusqu'en 2025. Cette répartition peut faire l'objet d'une révision lors des différents stades budgétaires. Elle a pour objet de couvrir les dépenses afférentes à la réalisation d'aménagements cyclables, soit en maîtrise d'ouvrage MBA, soit en partenariat avec les communes via le fonds de concours.

3.2 Dépenses éligibles

Ce fonds de concours a vocation à prendre en charge les dépenses des communes liées à leurs aménagements cyclables en séparation d'usage.

Le montant de l'aide est calculé selon le tableau ci-dessous par type d'aménagement et ne peut excéder la part autofinancée par la commune.

Montant maximum pris en charge par MBA en € HT	Type d'aménagement correspondant
10€ /ml	Bande cyclable sans aménagement de chaussée
20€ /ml	Bande cyclable si élargissement et confortement de chaussée
40€ /ml	Piste cyclable unidirectionnelle sur chaussée
50€ /ml	Piste cyclable bi-directionnelle sur chaussée
80€ /ml	Piste cyclable unidirectionnelle en site propre
130€ /ml	Piste cyclable bi-directionnelle en site propre
400€ /ml	Piste cyclable bidirectionnelle en site propre sur carrefour giratoire
20€ /ml	Chaussée à Voie Centrale Banalisée
40€ /ml	Chaussée à Voie Centrale Banalisée si élargissement de chaussée
2500 €	Aménagements d'îlots, sécurisation de traversées

3.3 Versement de l'aide

Il interviendra en deux étapes programmées de la façon suivante et sur appel de fonds du bénéficiaire :

- Un premier versement de 50% du montant du fonds de concours sera versé sur la base du plan de financement prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage des travaux ;

- Le versement du solde (soit les 50% restants) sera effectué sur présentation du Certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et recette visé du trésorier, du plan de financement définitif, d'une photo du projet réalisé, ainsi que des factures attestant les dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, la participation financière de Mâconnais-Beaujolais Agglomération, pour ce même projet sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles HT et du plan de financement ainsi modifié. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.

3.4 Annulation totale ou partielle d'une aide

Si le maître d'ouvrage décide de ne plus réaliser l'opération subventionnée, il devra en informer dès que possible MBA. L'aide sera alors clôturée.

Un reversement total ou partiel de la subvention pourra être exigé dans les cas suivants :

- L'aide a été utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté
- Le maître d'ouvrage n'a pas respecté les conditions fixées par l'agglomération lors de l'attribution de l'aide
- Le montant total des aides publiques dépasse le plafond autorisé par la loi.

NB : Les subventions étant accordées pour une opération précise, il ne sera pas accepté de transfert sur un autre projet.

3.5 Validité du fonds de concours

A l'issue de la délibération du Conseil Communautaire attribuant le fonds de concours, le versement fait l'objet d'une convention entre la Commune et MBA. Cette convention est conclue pour une durée de **2 ans à compter de la date du Conseil Communautaire ayant attribué le fonds de concours**, délai imparti à la Commune pour commencer les travaux.

Ce délai peut être prorogé pour une durée d'un an. **La demande de prorogation est adressée au Président de MBA au plus tard deux mois avant l'expiration du délai ci-dessus, pour permettre au Bureau Permanent de délibérer avant l'expiration du délai de validité de cette convention.**

Contacts – renseignements

Instruction technique pour les dossiers aménagements cyclables :

Mâconnais Beaujolais Agglomération

Service Mobilités Durables et Transition Energétique

Tél : 03.85.21.00.59

Mail : mobilites@mb-agglo.com

Illustrations des différents types d'aménagement cyclable

Bande cyclable



Piste cyclable unidirectionnelle sur chaussée



Piste cyclable bidirectionnelle sur chaussée



Piste cyclable unidirectionnelle en site propre



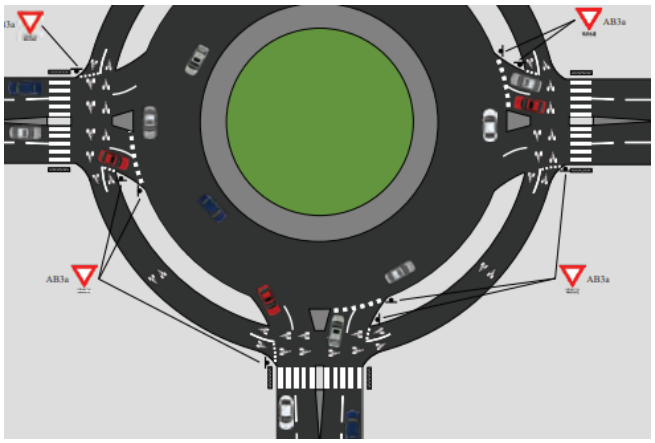
Piste cyclable bidirectionnelle en site propre



Chaussée à Voie Centrale Banalisée



Piste cyclable bidirectionnelle en site propre sur carrefour giratoire



Aménagement d'îlots, sécurisation de traversées



CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE FONDS DE CONCOURS « AMENAGEMENTS D'ITINERAIRES CYCLABLES » 2020 – 2026

-

Commune de XXXX

Entre

Mâconnais-Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par sa 1ère Vice-présidente, Michelle JUGNET, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire du XXXXXXXXXXXXXXX,

Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71011 MACON cedex,

Ci-après dénommée « **MBA** »

Et

La commune de XXXXXXX représentée par XXXXXXX, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du ……..

Ayant son siège, XXXXXXXXXXXXX,

Ci-après dénommée « **la commune** »

ARTICLE 1ER : OBJET

Dans le cadre de l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales et conformément au règlement d'intervention approuvé par le Conseil Communautaire du 15 octobre 2020, MBA soutient :

- Soit des itinéraires de type urbain : pistes cyclables, bandes cyclables, …
- Soit des itinéraires de loisirs, touristiques, sportifs et cyclotouristiques

Le fonds de concours est versé dans les conditions définies dans la présente convention et le règlement d'intervention.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La commune ayant présenté une demande de fonds de concours en date du XXXXXXX pour un projet de XXXXXXXXXX, dont le coût total H.T. de la dépense éligible s'élève à XXXXXX €, MBA a décidé, par délibération en date du XXXXXXXXXXXXX, de verser à la ville de Mâcon un fonds de concours d'un montant de XXXXXXXXXXX maximum et de signer la présente convention.

MBA participera à hauteur de 50% maximum de l'opération HT (hors subvention) dans la limite de l'enveloppe disponible et des conditions définies dans le règlement d'intervention.

Le montant du fond de concours sera versé, selon les modalités suivantes, après décision du Conseil Communautaire, sur la base d'un dossier de demande complet :

– Un premier versement de 50 % du montant du fonds de concours sera versé sur la base du budget prévisionnel validé et sur production par la commune de l'ordre de service de démarrage de l'action ;

– Le versement du solde du fonds de concours (soit les 50 % restants) sera effectué sur présentation du certificat d'achèvement de l'action, du décompte général définitif des dépenses et recettes, du plan de financement définitif ainsi que des justificatifs et factures attestant des dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût définitif de l'investissement est inférieur au coût global prévisionnel retenu, la participation allouée par Mâconnais Beaujolais Agglomération sera calculée au prorata des dépenses effectivement supportées par le bénéficiaire.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS -CONTROLE

La commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et notamment la subvention à la réalisation des actions prévues pour lesquelles elle sollicite un financement, ainsi qu'à la diffusion de l'information relative à l'aide de MBA.

MBA se réserve le droit de contrôler à tout moment la réalisation de l'objectif et l'utilisation du fonds de concours dans le respect de la présente convention. La commune s'engage ainsi à fournir à MBA toute pièce justificative des dépenses effectuées et tous documents utiles à ce contrôle.

ARTICLE 4 : RESOLUTION DU CONTRAT ET EXIGIBILITE DES SOMMES VERSEES

En cas de non-respect par la commune des engagements inscrits dans la présente convention, MBA, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, pourra résoudre de plein droit la convention.

Pour un motif autre que le non-respect des engagements par la commune, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : NON UTILISATION DES SOMMES VERSEES

La commune se voit dans l'obligation de reverser les sommes dont elle n'aurait pas fait l'emploi dans l'année qui suit celle pour laquelle elles ont été accordées, au vu des pièces justificatives de l'emploi du fonds de concours et à la demande expresse de MBA par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation ou de litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

En cas d'échec, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour trancher ces litiges.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de 2 ans à compter de la date de la délibération du Conseil Communautaire, soit jusqu'au XX/XX/20XX.

Ce délai peut être prorogé d'un an par voie d'avenant, **sur demande expresse de la commune au plus tard 2 mois avant l'expiration de ce délai.**

Fait à Mâcon, le
En deux exemplaires.

Le/la Maire de XXXXX,

XXXXXXXXXXXXXX

Pour le Président de MBA
et par délégation,
La 1ère Vice-présidente,

Michelle JUGNET

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

REGLEMENT :

FONDS DE CONCOURS – SOUTIEN À LA VIDÉOPROTECTION DES PAV POUR LUTTER CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES

adopté par délibération n° 2020-040 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020 et modifié par délibération n° 2023-249 du 7 décembre 2023

Préambule :

Le développement de dépôts sauvages à proximité des points de collecte des déchets ménagers est de plus en plus préoccupant.

Ces actes d'incivilité génèrent une charge de travail croissante tant pour les personnels du service collecte et valorisation des déchets que pour les employés municipaux, et un coût associé important. (Marché des dépôts sauvages : 136 000 €/an + intervention en régie MBA et communes).

MBA et certaines communes membres souhaitent mettre œuvre des sanctions pénales ou administratives envers les auteurs de ces dépôts sauvages.

Pour rappel, MBA n'est pas compétente pour installer des caméras de vidéo protection sur les voies publiques communales ; seules les communes peuvent le faire. MBA ne peut filmer que les équipements (containers, points d'apport volontaire…) lui appartenant dans un champ visuel très restreint, ce qui ne permet pas d'identifier les auteurs de dépôts sauvages. De surcroit, MBA ne dispose pas des pouvoirs de police en matière de salubrité publique.

1 Cadre juridique

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement un financement à la réalisation ou au fonctionnement d'un équipement de ses communes membres lorsqu'elles sont maîtres d'ouvrage de l'équipement financé.

Le versement du fonds de concours intervient après accord concordant du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés.

2 Objet du fonds de concours

MBA met en place jusqu'au 31 décembre 2025, un fonds de concours de soutien à la vidéo protection des points d'apport volontaire afin d'accompagner les communes, qui souhaitent implanter des caméras dans un objectif de résorption des dépôts sauvages.

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

3 Plan de financement

La maîtrise d'ouvrage du projet de vidéo protection des espaces publics communaux autour des points de collecte des déchets ménagers est assurée par la commune demandeuse du fonds de concours.

La commune présente son plan de financement de l'opération, accompagné de l'ensemble des devis et descriptifs de travaux.

Ne sont prises en compte, au titre du fonds de concours que les dépenses relatives à la fourniture et pose des équipements de vidéo protection ainsi que les travaux de VRD ou câblages dans la limite de 10 mètres linéaires comptés à partir d'une caméra du point de collecte surveillé.

Pour être éligibles au fonds de concours, les équipements installés doivent permettre de visualiser l'intégralité d'un point de collecte et le proche espace public attenant, afin de pouvoir identifier et horodater les contrevenants et/ou leurs véhicules.

Le fond de concours apporté par MBA correspond à 50 % des charges de la commune, nettes de subventions perçues. Le fond de concours est limité à 5 000 € par point de surveillance.

4 Instruction et modalités de versement

Le versement d'un fonds de concours doit faire l'objet d'une demande expresse qui sera examinée par le Conseil Communautaire qui procèdera à l'attribution du fonds de concours au vu du présent règlement. Le versement du fonds de concours ne peut être effectif qu'après délibération du Conseil Communautaire. Le versement du fonds de concours fait l'objet d'une convention conclue entre MBA et la commune bénéficiaire.

Pièces constitutives du dossier de demande :

- Lieu d'installation : **..... ;**
- Définition du la problématique rencontrée : ..... ;
- Caractéristiques du système: (nombre de caméras, fixes ou nomades…) ..... ;
- Alimentation électrique : ..... ;
- Réseau de transmission de données disponible : (réseau téléphonique, fibre optique…) ..... ;
- Date prévisionnelle de mise en service **: ..... ;**
- Le site d'implantation est défini conformément à l'annexe 1 à la présente convention par un plan masse au format A3 ;
- Date de la demande d'autorisation d'un système de vidéo surveillance (CERFA n° 10426*01, fournir une copie du dossier adressé en préfecture) ;
- Le plan de financement accompagné de l'ensemble des devis et descriptif de travaux.

La demande doit être déposée auprès de MBA suffisamment en amont par rapport à la date de réalisation du projet, afin de permettre son instruction et en cas d'avis favorable, la signature d'une convention entre MBA et la commune.

L'attribution du fonds de concours fait l'objet d'un seul versement, conditionné à la mise en service et l'autorisation effective du point de vidéo protection et à la fourniture des justificatifs de dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, la participation financière de Mâconnais-Beaujolais Agglomération, pour ce même projet sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel des travaux éligibles HT et du plan de financement définitif. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes.

5 Obligations de la commune

La commune assure le dépôt de la demande d'utilisation d'un système de vidéo protection en Préfecture. Elle s'engage à respecter les termes de l'autorisation délivrée par le Préfet.

Dans le cadre de la vidéo protection, la commune s'engage à exercer son pourvoir de police afin de mettre en œuvre les sanctions pénales et administratives à l'endroit des contrevenants aux lois et règlements en vigueur.

La commune adresse à MBA un bilan par point de vidéoprotection des sanctions pénales ou administratives appliquées, chaque année avant le 1er mars.

6 Obligations de MBA

MBA fournit à la commune, dans le cadre des opérations de maintenance et de collecte des points d'apports surveillés, tous documents ou objets trouvés sur site permettant d'aider à l'identification des contrevenants, dès lors que l'heure approximative du dépôt sauvage est connue.

CONVENTION RELATIVE
AU SOUTIEN A LA VIDÉOSURVEILLANCE DES PAV POUR LUTTER CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES

Entre les soussignés :

Mâconnais Beaujolais Agglomération, représentée par son vice-Président en charge de la collecte et valorisation des déchets, Monsieur **Gilles JONDET**, agissant en vertu d'une délibération du **……..……..**,
Ayant son siège, 67, Esplanade du Breuil CS 20 811-71000 MACON,
Ci-après dénommée « MBA »,

D'une part,

ET

La commune de ……., représentée par son Maire ……..…, agissant en vertu d'une délibération du ……,
Ayant son siège,……
Ci-après dénommée « la commune »,

D'autre part,

PREAMBULE :

Le développement des dépôts sauvages à proximité des points de collecte d'ordures ménagères ou de tri sélectif est de plus en plus préoccupant.

Ces actes d'incivilité génèrent une charge de travail croissante tant pour les personnels du service collecte et valorisation des déchets que pour les employés municipaux, et donc un coût important.

MBA et certaines communes membres souhaitent mettre œuvre des sanctions pénales ou administratives envers les contrevenants, auteurs de dépôts sauvages.

Vu la délibération n°2020-040 du Conseil Communautaire de MBA en date du 23 juillet 2020 portant approbation du règlement relatif à la création d'un fond de concours – Soutien à la vidéosurveillance de la propreté des espaces publics communaux autour des points de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Vu la demande formulée le ……..… par la commune de ……..……, afin de disposer d'équipements de vidéo protection des points d'apport volontaires suivants : (lister les points)

- ……
- ……..;

Considérant que le service en charge de la gestion des déchets ménagers et assimilés de MBA confirme l'existante de dépôts sauvages, effractions, ou incivilités en ces lieux.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'attribution par MBA d'un soutien à la vidéosurveillance des PAV pour lutter contre les dépôts sauvages.

Elle s'applique au(x) site(s) défini(s) à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 : NATURE DU SYSTEME DE VIDEOPROTECTION

- Lieu d'installation : **…… ;**
- Définition du la problématique rencontrée : …… ;
- Caractéristiques du système: ……(nombre de caméras, fixes ou nomades…) ;
- Alimentation électrique : …… ;
- Réseau de transmission de données disponible : …… (réseau téléphonique, fibre optique…..) ;
- Date prévisionnelle de mise en service **: …… ;**
- Le site d'implantation est défini conformément à l'annexe 1 à la présente convention par un plan masse au format A3 ;
- Date de la demande d'autorisation d'un système de vidéo surveillance (CERFA n° 10426*01, fournir une copie du dossier adressé en préfecture).

Pour être éligibles au fonds de concours, les équipements installés doivent permettre de visualiser l'intégralité d'un point de collecte et le proche espace public attenant, afin de pouvoir identifier et horodater les contrevenants et/ou leurs véhicules.

ARTICLE 3 : PLAN DE FINANCEMENT

La maîtrise d'ouvrage du projet de vidéo protection des espaces publics communaux autour des points de collecte des déchets ménagers est assurée par la commune.

La commune présente le plan de financement de l'opération accompagné de l'ensemble des devis et descriptifs de travaux dont la synthèse s'établit comme suit :

-
-
-
-

ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE FINANCIERE ASSUREE PAR MBA

Ne sont prises en compte, au titre du fonds de concours que les dépenses relatives à la fourniture et pose des équipements de vidéosurveillance ainsi que, les travaux de VRD ou câblages dans la limite de 10 mètres linéaires comptés à partir d'une caméra du point de collecte surveillé.

Le fonds de concours apporté par MBA correspond à 50 % des charges de la commune, nettes de subventions perçues. Le fond de concours est limité à 5 000 € par point de surveillance.

Il s'établit à : (détail du calcul)

L'attribution du fonds de concours fait l'objet d'un seul versement, conditionné à la mise en service et l'autorisation effective du point de vidéosurveillance et à la fourniture des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 5 : ECHEANCIER DE REALISATION DES TRAVAUX

La commune s'engage à réaliser les travaux durant le ….. Trimestre 20… La mise en service effective des équipements de vidéo protection est donc fixée au …….

ARTICLE 6 : OBLIGATION DE LA COMMUNE

La commune assure le dépôt de la demande d'utilisation d'un système de vidéosurveillance en Préfecture. Elle s'engage à respecter les termes de l'autorisation délivrée par le Préfet.
Dans le cadre de la vidéosurveillance, la commune s'engage à exercer son pourvoir de police afin de mettre en œuvre les sanctions pénales et administratives à l'endroit des contrevenants aux lois et règlements en vigueur.

La commune adresse à MBA un bilan par point de vidéosurveillance des sanctions pénales ou administratives appliquées, chaque année avant le premier mars.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DE MBA

MBA fournit à la commune, dans le cadre des opérations de maintenance et de collecte des points d'apports surveillés, tous documents ou objets trouvés sur site permettant d'aider à l'identification des contrevenants, dès lors que l'heure approximative du dépôt sauvage sera connue.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Chaque partie veille à contracter une assurance couvrant sa responsabilité dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet dès sa signature et est établie pour une durée initiale de 10 ans. Elle pourra être renouvelée expressément une fois pour une durée identique.
Pendant la durée de la présente convention, les parties pourront convenir de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties au minimum 2 mois après réception d'une demande motivée.
Elle sera résiliée de plein droit en cas de suppression des installations constituant son objet.
Dans le cas d'une modification de l'emplacement des équipements, la présente convention serra résiliée dans sa totalité. Une nouvelle convention sera établie.

ARTICLE 11 : ENGAGEMENTS RECIPROQUE DES PARTIES

Les parties s'engagent à se soumettre et à étudier rapidement toute difficulté qui pourrait naître de l'application de la présente convention dans les 48 heures.

ARTICLE 12 : DIFFERENDS ET LITIGES

Les contentieux issus de la présente convention sont du ressort du tribunal administratif de Dijon. Les parties s'engagent néanmoins à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en deux exemplaires,
A Mâcon le …….,

Pour le Président, et par délégation,
Le vice-Président de MBA,

Le Maire de …….,

Gilles JONDET

Mâconnais-Beaujolais AGGLOMÉRATION

REGLEMENT D'INTERVENTION FONDS DE CONCOURS
« Fonctionnement des équipements communaux destinés à l'enseignement musical »

Adopté par délibération n° 2020-039 du Conseil Communautaire du 23 juillet 2020, modifié par délibération du Conseil Communautaire n° 2023-249 du 7 décembre 2023

Préambule :

MBA soutient depuis de nombreuses années l'enseignement musical sur son territoire. Afin de sécuriser juridiquement l'intervention de la collectivité, un fonds de concours aux communes au titre du fonctionnement des équipements communaux destinés à l'enseignement musical a été mis en place, permettant à MBA d'accompagner ses communes membres dans cette démarche.

Objectifs de MBA :

- Accompagner les communes engagées dans le soutien à l'enseignement musical,
- Contribuer à l'animation du territoire.

1. Cadre juridique :

Les fonds de concours permettent à MBA d'apporter directement son soutien à ses communes membres mettant à disposition un équipement municipal accueillant une structure d'enseignement musical au titre du fonctionnement de ces équipements.

L'article L. 5216-5 VI du CGCT précise que « le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ». Ainsi la part du fonds de concours susceptible d'être apportée par MBA ne pourra excéder le montant du financement apporté par la commune demandeuse.

2. Durée d'application du règlement d'intervention

Le présent règlement d'intervention qui régit les modalités d'attribution des fonds de concours est mis en place jusqu'au 31 décembre 2025.

Les dernières demandes de fonds de concours devront être déposées au plus tard au 30 septembre 2025 pour être instruites en vue du dernier Conseil Communautaire de l'année 2025.

3. Nature des actions pouvant bénéficier d'une aide :

Sont éligibles au fonds de concours les actions conduites par les communes membres afin d'assurer le fonctionnement d'un équipement communal destiné à l'enseignement musical.

4. Instruction :

Le versement d'un fonds de concours devra faire l'objet d'une demande expresse qui sera examinée par le Conseil Communautaire. Ce dernier procèdera à l'attribution du fonds de concours au vu du présent règlement.

Le versement du fonds de concours ne pourra être effectif qu'après délibération du Conseil Communautaire.

Le versement du fonds de concours fera l'objet d'une convention conclue entre MBA et la commune bénéficiaire.

Pièces constitutives du dossier de demande :

- Une lettre au Président de MBA sollicitant l'aide,
- La délibération du Conseil Municipal sollicitant l'aide de MBA au titre du fonds de concours,
- Le plan de financement annuel de l'équipement, identifiant notamment le montant de l'engagement financier de la commune, incluant la valorisation des biens, fluides et personnels éventuellement mis à disposition de l'équipement,
- Le dossier GIMIC de l'année scolaire en cours, fourni par les écoles de musique au Département de Saône-et-Loire.

Toute demande incomplète ne sera pas examinée.

5. Obligations de publicité :

La commune s'engage à faire mention de la participation de MBA auprès des structures d'enseignement musical dont elles soutiennent le fonctionnement.

6. Cadre financier :

L'enveloppe globale du fonds de concours sera votée par le Conseil Communautaire lors du vote du budget principal primitif de MBA.

Le versement du fonds de concours interviendra en une seule fois après l'attribution par le Conseil Communautaire.

7. Modalités d'intervention :

7.1 Le fonds de concours sera constitué :

- D'une somme forfaitaire pour charges de 2 000 €,
- D'une dotation calculée sur la base du nombre d'élèves déclarés dans le dossier GIMIC de l'année scolaire en cours, dans la limite de l'enveloppe globale votée.

7.2 La part du fonds de concours susceptible d'être apportée par MBA ne pourra excéder le montant du financement apporté par la commune, valorisation comprise des biens, fluides et personnels mis à disposition de l'équipement.

Dans l'hypothèse où le coût final du financement serait supérieur ou inférieur au coût prévisionnel, la participation financière de Mâconnais-Beaujolais Agglomération sera alors, le cas échéant, revue à la hausse ou à la baisse, par voie d'un certificat administratif en fonction du coût réel supporté par la commune. Le Conseil Communautaire sera informé annuellement de ces variations et des régularisations afférentes

CONVENTION POUR LE VERSEMENT AUX COMMUNES MEMBRES DE FONDS DE CONCOURS AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS COMMUNAUX DESTINES A L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Entre

Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) représentée par sa Vice-présidente en charge des relations avec les organismes culturels et équipements culturels communautaires, Madame **Véronique-Laure VERRAEST**, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXXXXXXX,

Ayant son siège, 67 Esplanade du Breuil CS20811-71 011 MACON cedex,

Ci-après dénommée **« MBA »**

Et

La commune de XXXXX représentée par son XXXXXXXX dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du …..

Ayant son siège, XXXXXXXXXXXXX

Ci-après dénommée **« La commune »**

ARTICLE 1er : OBJET

Dans le cadre de l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales relatif aux fonds de concours et du règlement d'intervention approuvé par le Conseil Communautaire du 23 juillet 2020, MBA apporte son soutien aux communes qui conduisent des actions afin d'assurer le fonctionnement d'un équipement communal destiné à l'enseignement musical.

Le fonds de concours est versé dans les conditions définies dans le règlement d'intervention et dans la présente convention.

ARTICLE 2 : MONTANT ET MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

La commune ayant présenté une demande de fonds de concours en date du XXXXXXXX au titre du fonctionnement d'un équipement communal destiné à l'enseignement musical, MBA a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXXXXX, de verser à la commune un fonds de concours de XXXXXXXXX et de signer la présente convention.

Le montant du fonds de concours sera versé en une seule fois après l'attribution par le Conseil Communautaire, l'approbation par le Conseil municipal et la signature de la présente convention par les deux parties.

La part du fonds de concours susceptible d'être apportée par MBA ne pourra excéder le montant du financement apporté par la commune, valorisation comprise des biens, fluides et personnels mis à disposition de l'équipement (pour les travaux, l'entretien et la maintenance). Dans l'hypothèse où le fonds de concours, calculé selon les modalités prévues au règlement d'intervention, excéderait la part du financement apporté par la commune, une réfaction serait appliquée pour réduire son montant à due concurrence de l'engagement de la commune.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE PUBLICITE – CONTROLE

La commune s'engage à faire mention de la participation de MBA auprès des structures d'enseignement musical dont elles soutiennent le fonctionnement.

MBA se réserve le droit de contrôler à tout moment la réalisation de l'objectif et l'utilisation du fonds de concours dans le respect de la présente convention. La commune s'engage ainsi à fournir à MBA toute pièce justificative des dépenses effectuées et tous documents utiles à ce contrôle.

ARTICLE 4 : RESOLUTION DU CONTRAT ET EXIGIBILITE DES SOMMES VERSEES

En cas de non-respect par la commune des engagements inscrits dans la présente convention, MBA, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure, pourra résoudre de plein droit la convention.

Pour un motif autre que le non-respect des engagements par la commune, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : NON UTILISATION DES SOMMES VERSEES

La commune se voit dans l'obligation de reverser les sommes dont elle n'aurait pas fait l'emploi dans l'année qui suit celle pour laquelle elles ont été accordées, au vu des pièces justificatives de l'emploi du fonds de concours et à la demande expresse de MBA par l'émission d'un titre de recette.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation ou de litiges liés à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable.

En cas d'échec, le tribunal administratif de Dijon est seul compétent pour trancher ces litiges.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires

Pour la Commune,	Pour Mâconnais Beaujolais Agglomération,
Le Maire,	Pour le Président et par délégation, La Vice-présidente chargée des relations avec les organismes culturels et équipements culturels,
XXXXXXXXXXXXX	Véronique-Laure VERRAEST

MBA - Annexe 1 - ATTRIBUTIONS COMPENSATIONS 2023

COMMUNES	AC DEFINITIVES 2023
AZE	-7 858
BERZE LA VILLE	-10 004
BUSSIERES	5 644
CHAINTRE	215 208
CHANES	148 053
LA CHAPELLE DE GUINCHAY	614 712
CHARBONNIERES	946
CHARNAY LES MACON	185 380
CHASSELAS	16 972
CHEVAGNY LES CHEVRIERES	57 680
CRECHES SUR SAONE	1 101 425
DAVAYE	-24 417
FUISSE	-2 565
HURIGNY	-33 818
IGE	111 189
LA ROCHE VINEUSE	205 379
LA SALLE	54 729
LAIZE	11 650
LEYNES	41 754
MACON	13 693 715
MILLY LAMARTINE	-6 998
PERONNE	-22 978
PRISSE	73 017
PRUZILLY	21 104
ROMANECHE THORINS	626 558
SAINT AMOUR BELLEVUE	55 159
SAINT LAURENT SUR SAONE	108 069
SAINT MARTIN BELLE ROCHE	893 826
SAINT MAURICE DE SATONNAY	-29 040
SAINT SYMPHORIEN D ANCELL	135 564
SAINT VERAND	39 919
SANCE	562 867
SENOZAN	69 611
SOLOGNY	18 800
SOLUTRE POUILLY	-18 077
VARENNES LES MACON	329 435
VERGISSON	-11 880
VERZE	-36 976
VINZELLES	216 204
TOTAL	**19 409 959**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20007030800016

POSTE COMPTABLE : COMPTABLE DU SGC MACON

M. 14

Décision modificative 3 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 45
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 49
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 68
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 98
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 99
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 101

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION BUDGET PRINCIPAL	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	80052
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	nc
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
41129167	nc	502,022129	nc

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	578	448
2	Produit des impositions directes/population	237	220
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	663	496
4	Dépenses d'équipement brut/population	141	128
5	Encours de dette/population	367	376
6	DGF/population	97	87
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	33,68 %	38,99 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95,05 %	99,20 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	21,22 %	25,80 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,55 %	0,76 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	40 000,00	40 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	40 000,00	40 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	40 000,00	40 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	6 247 392,00	0,00	40 000,00	40 000,00	6 287 392,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	15 805 910,00	0,00	0,00	0,00	15 805 910,00
014	Atténuations de produits	22 335 677,00	0,00	0,00	0,00	22 335 677,00
65	Autres charges de gestion courante	9 837 950,26	0,00	0,00	0,00	9 837 950,26
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**54 226 929,26**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**54 266 929,26**
66	Charges financières	190 205,88	0,00	0,00	0,00	190 205,88
67	Charges exceptionnelles	213 000,00	0,00	0,00	0,00	213 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	41 727,00		0,00	0,00	41 727,00
022	Dépenses imprévues	247 741,00		0,00	0,00	247 741,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**54 919 603,14**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**54 959 603,14**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*7 436 512,46*		*0,00*	*0,00*	*7 436 512,46*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*2 868 935,00*		*0,00*	*0,00*	*2 868 935,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***10 305 447,46***		***0,00***	***0,00***	***10 305 447,46***
	TOTAL	**65 225 050,60**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**65 265 050,60**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**65 265 050,60**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	141 000,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 531 543,00	0,00	0,00	0,00	6 531 543,00
73	Impôts et taxes	33 407 258,00	0,00	0,00	0,00	33 407 258,00
74	Dotations et participations	13 411 423,00	0,00	0,00	0,00	13 411 423,00
75	Autres produits de gestion courante	246 560,00	0,00	0,00	0,00	246 560,00
	Total des recettes de gestion courante	**53 737 784,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 737 784,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**53 739 784,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 739 784,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*89 179,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*129 179,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***89 179,00***		***40 000,00***	***40 000,00***	***129 179,00***
	TOTAL	**53 828 963,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**53 868 963,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**11 396 087,60**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**65 265 050,60**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**10 176 268,46**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 155 229,75	0,00	0,00	0,00	1 155 229,75
204	Subventions d'équipement versées	7 904 505,65	0,00	0,00	0,00	7 904 505,65
21	Immobilisations corporelles	3 137 277,14	0,00	0,00	0,00	3 137 277,14
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 748 936,98	0,00	0,00	0,00	1 748 936,98
	Total des opérations d'équipement	3 287 715,81	0,00	100 000,00	100 000,00	3 387 715,81
	Total des dépenses d'équipement	**17 233 665,33**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**17 333 665,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	318 204,60	0,00	0,00	0,00	318 204,60
16	Emprunts et dettes assimilées	1 955 071,00	0,00	0,00	0,00	1 955 071,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	537 305,00		-140 000,00	-140 000,00	397 305,00
	Total des dépenses financières	**2 910 580,60**	**0,00**	**-140 000,00**	**-140 000,00**	**2 770 580,60**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**20 144 245,93**	**0,00**	**-40 000,00**	**-40 000,00**	**20 104 245,93**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*89 179,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*129 179,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*145 000,00*		*0,00*	*0,00*	*145 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***234 179,00***		***40 000,00***	***40 000,00***	***274 179,00***
	TOTAL	**20 378 424,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 378 424,93**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 378 424,93**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 559 422,94	0,00	0,00	0,00	2 559 422,94
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	1 166 400,00	0,00	0,00	0,00	1 166 400,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 745 822,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 745 822,94**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	980 000,00	0,00	0,00	0,00	980 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 630,31	0,00	0,00	0,00	1 630,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**981 630,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 630,31**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 727 453,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 727 453,25**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*7 436 512,46*		*0,00*	*0,00*	*7 436 512,46*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*2 868 935,00*		*0,00*	*0,00*	*2 868 935,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*145 000,00*		*0,00*	*0,00*	*145 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 450 447,46***		***0,00***	***0,00***	***10 450 447,46***
TOTAL		**15 177 900,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 177 900,71**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 200 524,22**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 378 424,93**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**10 176 268,46**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	40 000,00		40 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**40 000,00**	***0,00***	**40 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	100 000,00		100 000,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*40 000,00*	40 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	-140 000,00		-140 000,00
Dépenses d'investissement – Total		**-40 000,00**	***40 000,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*40 000,00*	40 000,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***40 000,00***	**40 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	40 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**6 247 392,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	40 075,07	40 000,00	40 000,00
60611	Eau et assainissement	151 680,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	566 680,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	503 900,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	200,00	0,00	0,00
60622	Carburants	39 050,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	278 470,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	36 000,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	30 530,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	37 025,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	142 963,75	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	500,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	27 208,98	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	32 400,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	10 044,68	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	39 960,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	227 325,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	286 670,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	124 710,48	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	95 720,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	24 400,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	118 741,85	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	13 791,28	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	104 547,60	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	38 338,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	84 108,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	306 833,43	0,00	0,00
6161	Multirisques	200 000,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	100 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	60 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	264 300,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	42 095,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	53 494,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	2 055,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	148 300,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	30 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	62 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	58 600,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	34 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	33 441,84	0,00	0,00
6238	Divers	159 500,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	875,00	0,00	0,00
6244	Transports administratifs	2 700,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	2 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	22 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	7 346,04	0,00	0,00
6257	Réceptions	46 220,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	38 700,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	167 400,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 370,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	239 135,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	144 517,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	492 560,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	49 464,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	2 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	300 700,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	58 500,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	50,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	2 100,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	53 596,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**15 805 910,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	68 960,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	43 100,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	187 030,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64111	Rémunération principale titulaires	7 047 600,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	138 200,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 485 580,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 772 670,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	526 430,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	21 510,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 653 680,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 093 080,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	88 020,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	492 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	25 050,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	90 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	48 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	25 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**22 335 677,00**	**0,00**	**0,00**
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	114,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	19 614 569,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 510 749,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 087 000,00	0,00	0,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	123 245,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 837 950,26**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	62 200,00	0,00	0,00
6518	Autres	1 200,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	3 184 580,92	0,00	0,00
6531	Indemnités	284 200,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	5 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	27 740,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	88 080,00	0,00	0,00
6535	Formation	18 000,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	1 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	3 382 063,34	0,00	0,00
65548	Autres contributions	230 000,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. Régions	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. Départements	278 000,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	143 000,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	174 365,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 612 511,00	0,00	0,00
65888	Autres	336 010,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**54 226 929,26**	**40 000,00**	**40 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**190 205,88**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	185 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-4 794,12	0,00	0,00
6688	Autres	10 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**213 000,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	700,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	14 800,00	0,00	0,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	175 000,00	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	22 500,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**41 727,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	41 727,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**247 741,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**54 919 603,14**	**40 000,00**	**40 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***7 436 512,46***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***2 868 935,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*2 725 402,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*143 533,00*	*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 305 447,46***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 305 447,46***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**65 225 050,60**	**40 000,00**	**40 000,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**40 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	69 455,09
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-74 249,21
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-4 794,12

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**141 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	141 000,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**6 531 543,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	180 000,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	740 000,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	843 800,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	5 250,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 400,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	2 997 009,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	36 900,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	1 703 964,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	220,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	10 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**33 407 258,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	11 796 806,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 683 480,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	566 168,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	204 609,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	127 919,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	490 000,00	0,00	0,00
7382	Fraction de TVA	18 538 276,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**13 411 423,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 134 294,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	6 599 893,00	0,00	0,00
744	FCTVA	3 500,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	93 000,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	11 548,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	91 514,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	3 485 400,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	73 763,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	1 918 511,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**246 560,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	66 500,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	180 060,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**53 737 784,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	0,00	0,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**53 739 784,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***89 179,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*30 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
791	*Transferts charges de gestion courante*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***89 179,00***	***40 000,00***	***40 000,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**53 828 963,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**40 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 155 229,75**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	864 441,35	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	7 600,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	283 188,40	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**7 904 505,65**	**0,00**	**0,00**
204133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	35 000,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	4 954 998,65	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0,00	0,00	0,00
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	10 000,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 399 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 505 507,00	0,00	0,00
20423	Privé : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 137 277,14**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	339 350,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	160 000,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	806 726,25	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	64 454,94	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	128 568,80	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	199 145,11	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	15 000,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	20 000,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	6 100,00	0,00	0,00
21721	Plantat° arbres, arbustes (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	518 839,71	0,00	0,00
21751	Réseaux de voirie (mise à dispo)	71 790,52	0,00	0,00
21752	Installations de voirie (mise à dispo)	7 431,39	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	115 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	223 503,12	0,00	0,00
2184	Mobilier	147 191,66	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	314 175,64	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 748 936,98**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	636 354,01	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	532 479,82	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	430 103,15	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	150 000,00	0,00	0,00
202201	**Opération d'équipement n° 202201 (5)**	**18 366,00**	**0,00**	**0,00**
202203	**Opération d'équipement n° 202203 (5)**	**2 590 086,40**	**0,00**	**0,00**
202204	**Opération d'équipement n° 202204 (5)**	**107 040,89**	**0,00**	**0,00**
202206	**Opération d'équipement n° 202206 (5)**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
202207	**Opération d'équipement n° 202207 (5)**	**72 222,52**	**0,00**	**0,00**
202301	**Opération d'équipement n° 202301 (5)**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**17 233 665,33**	**100 000,00**	**100 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**318 204,60**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	318 204,60	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 955 071,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	689 371,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	97 200,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	1 166 400,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 100,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**537 305,00**	**-140 000,00**	**-140 000,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
Total des dépenses financières		**2 910 580,60**	**-140 000,00**	**-140 000,00**
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**20 144 245,93**	**-40 000,00**	**-40 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***89 179,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***59 179,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*27 197,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*23 634,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*360,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*1 692,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*6 296,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***30 000,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*27 197,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*23 634,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*360,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*1 692,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*6 296,00*	*0,00*	*0,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21735	*Installations générales (mise à dispo)*	*30 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
2181	*Installat° générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***145 000,00***	***0,00***	***0,00***
2313	*Constructions*	*110 000,00*	*0,00*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***234 179,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**20 378 424,93**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**2 559 422,94**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	624 564,79	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	445 102,40	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	25 000,00	0,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	730 553,93	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	165 633,20	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	428 568,62	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	140 000,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00
1347	Dot. de soutien à l'investissement local	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 166 400,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	1 166 400,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	20 000,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204123	Subv.Régions : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
20423	Privé : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**3 745 822,94**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**980 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	980 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1382	Subv non transf Régions	0,00	0,00	0,00
1383	Subv non transf Départements	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**1 630,31**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**981 630,31**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 727 453,25**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***7 436 512,46***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***2 868 935,00***	***0,00***	***0,00***
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*3 289,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*51 399,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*7 577,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*5 194,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 429 732,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*GFP : Projet infrastructure*	*8 334,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*261 644,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*233 269,00*	*0,00*	*0,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*59 421,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*46 726,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*14 203,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*126,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*87,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*19 948,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 553,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
281571	*Matériel roulant*	*457,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*10 286,00*	*0,00*	*0,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*277,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*21 518,00*	*0,00*	*0,00*
281748	*Sol autrui - Autres construct° (m. à dis*	*898,00*	*0,00*	*0,00*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*2 243,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*1 672,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*10 570,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*32 074,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*86 659,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*72 120,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*168 126,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*143 533,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***10 305 447,46***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***145 000,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*145 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***10 450 447,46***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**15 177 900,71**	**0,00**	**0,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			**0,00**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20130103 (1)
LIBELLE : Subventions bailleurs publics

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20150502 (1)
LIBELLE : COUVERTURE BASSIN D'AGREMENT

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20180201 (1)
LIBELLE : COMMERCES - COEUR DE VILLE

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20180202 (1)
LIBELLE : COMMERCES - FISAC

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20180203 (1)
LIBELLE : COMMERCES - CENTRE BOURGS

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20190101 (1)
LIBELLE : ETUDES - PLH 2019-2025

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20190102 (1)
LIBELLE : SUBVENTION PRIVEES - PLH 2019-2025

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20190103 (1)
LIBELLE : SUBVENTIONS BAILLEURS PUBLICS - PLH 2019-2025

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20190104 (1)
LIBELLE : ASSOCIATON - PLH 2019-2025

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20190105 (1)
LIBELLE : ACQUISITIONS FONCIERES - PLH 2019-2025

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202001 (1)
LIBELLE : 202001 FDC VOIRIE

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202004 (1)
LIBELLE : FDC 2020 DEVELOPPEMENT LOCAL DES COMMUNES

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202006 (1)
LIBELLE : SAONE DIGITALE

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202007 (1)
LIBELLE : VILLAGEART

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202201 (1)
LIBELLE : Structure Bassin Sportif- Renforcement et Etanchéité

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**51 069,78**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**51 069,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	51 069,78	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202203 (1)
LIBELLE : Aire d'Accueil des Belouses

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**20 321,76**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 075,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	6 075,60	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**14 246,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	14 246,16	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202204 (1)
LIBELLE : Réfection Toiture et Gradins extérieurs sous Local en Location s

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		9 055,64	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 055,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	9 055,64	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202206 (1)
LIBELLE : Création de zone d'infiltration - Secteur Liberté - Macon

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202207 (1)
LIBELLE : Structures Jeux et Sols extérieurs - Multi Accueil et RAM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21752	Installations de voirie (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202301 (1)
LIBELLE : MAM SENNECE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	100 000,00	b 100 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-100 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: FDC201701 (1)
LIBELLE : FDC 2017.01

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	1 363 600	2 559 967	0	10 000	261 034	892 426	5 000	345 668	2 939 000	8 116 231	3 611 320	20 104 246
- Equipements municipaux (2)		1 462 691	0	0	261 034	892 426	5 000	326 668	660 000	4 072 959	1 748 382	9 429 160
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		10 600	0	10 000	0	0	0	19 000	2 279 000	4 043 272	1 542 634	7 904 506
- Opérations financières	1 363 600											1 363 600
Dépenses d'ordre	0											274 179
Total dépenses de l'exercice	**1 363 600**	**2 619 146**	**0**	**10 000**	**261 034**	**922 426**	**5 000**	**345 668**	**2 939 000**	**8 171 231**	**3 741 320**	**20 378 425**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**1 363 600**	**2 619 146**	**0**	**10 000**	**261 034**	**922 426**	**5 000**	**345 668**	**2 939 000**	**8 171 231**	**3 741 320**	**20 378 425**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**8 602 912**	**2 133 912**	**0**	**0**	**0**	**70 099**	**0**	**0**	**563 665**	**1 652 760**	**2 154 552**	**15 177 901**
RAR N-1 et reports	**0**	**5 200 524**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 200 524**
Total cumulé recettes d'investissement	**8 602 912**	**7 334 436**	**0**	**0**	**0**	**70 099**	**0**	**0**	**563 665**	**1 652 760**	**2 154 552**	**20 378 425**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**28 270 856**	**23 278 353**	**3 382 063**	**176 115**	**1 089 004**	**1 528 796**	**246 706**	**842 866**	**98 751**	**1 648 931**	**4 702 608**	**65 265 051**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**28 270 856**	**23 278 353**	**3 382 063**	**176 115**	**1 089 004**	**1 528 796**	**246 706**	**842 866**	**98 751**	**1 648 931**	**4 702 608**	**65 265 051**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**42 643 719**	**417 579**	**0**	**0**	**298 000**	**793 400**	**0**	**4 366 714**	**0**	**4 673 405**	**676 146**	**53 868 963**
RAR N-1 et reports	**0**	**11 396 088**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**11 396 088**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**42 643 719**	**11 813 667**	**0**	**0**	**298 000**	**793 400**	**0**	**4 366 714**	**0**	**4 673 405**	**676 146**	**65 265 051**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**1 363 600**	**2 619 146**	**0**	**10 000**	**261 034**	**922 426**	**5 000**	**345 668**	**2 939 000**	**8 171 231**	**3 741 320**	**20 378 425**
Dépenses réelles		1 363 600	2 559 967	0	10 000	261 034	892 426	5 000	345 668	2 939 000	8 116 231	3 611 320	20 104 246
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	397 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	397 305
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	318 205	318 205
16	Emprunts et dettes assimilées	1 263 600	689 371	0	0	0	0	0	0	0	0	2 100	1 955 071
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	142 388	0	0	0	170 000	0	25 440	330 000	211 400	276 001	1 155 230
204	Subventions d'équipement versées	0	10 600	0	10 000	0	0	0	19 000	2 279 000	4 043 272	1 542 634	7 904 506
21	Immobilisations corporelles	0	1 121 949	0	0	261 034	504 813	5 000	129 005	330 000	231 095	554 381	3 137 277
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	198 354	0	0	0	92 206	0	0	0	540 377	918 000	1 748 937
26	Participat° et créances rattachées	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	125 407	0	172 223	0	3 090 086	0	3 387 716
202201	Structure Bassin Sportif-Renforcement et Etanchéité	0	0	0	0	0	18 366	0	0	0	0	0	18 366
202203	Aire d'Accueil des Belouses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 590 086	0	2 590 086
202204	Réfection Toiture et Gradins extérieurs sous Local en Location s	0	0	0	0	0	107 041	0	0	0	0	0	107 041
202206	Création de zone d'infiltration - Secteur Liberté - Macon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000
202207	Structures Jeux et Sols extérieurs - Multi Accueil et RAM	0	0	0	0	0	0	0	72 223	0	0	0	72 223
202301	MAM SENNECE	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	0	100 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*59 179*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*55 000*	*130 000*	*274 179*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*59 179*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*40 000*	*0*	*129 179*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*130 000*	*145 000*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes investissement		**8 602 912**	**2 133 912**	**0**	**0**	**0**	**70 099**	**0**	**0**	**563 665**	**1 652 760**	**2 154 552**	**15 177 901**
Recettes réelles		1 166 400	1 189 622	0	0	0	70 099	0	0	68 752	208 028	2 024 552	4 727 453
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	980 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	980 000
13	Subventions d'investissement	0	209 622	0	0	0	70 099	0	0	68 752	188 028	2 022 922	2 559 423
16	Emprunts et dettes assimilées	1 166 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 630	1 168 030
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*7 436 512*	*944 290*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*494 913*	*1 444 732*	*130 000*	*10 450 447*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*7 436 512*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 436 512*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*944 290*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*494 913*	*1 429 732*	*0*	*2 868 935*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000*	*130 000*	*145 000*

FONCTIONNEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		**28 270 856**	**23 278 353**	**3 382 063**	**176 115**	**1 089 004**	**1 528 796**	**246 706**	**842 866**	**98 751**	**1 648 931**	**4 702 608**	**65 265 051**
Dépenses réelles		20 834 344	20 409 418	3 382 063	176 115	1 089 004	1 528 796	246 706	842 866	98 751	1 648 931	4 702 608	54 959 603
011	Charges à caractère général	9 416	2 134 355	0	7 250	345 004	1 324 230	181 710	822 866	63 036	978 431	421 093	6 287 392
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	15 805 910	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 805 910
014	Atténuations de produits	20 824 928	1 510 749	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 335 677
022	Dépenses imprévues	0	247 741	0	0	0	0	0	0	0	0	0	247 741
65	Autres charges de gestion courante	0	490 630	3 382 063	168 865	743 100	200 066	64 996	19 000	35 715	638 000	4 095 515	9 837 950

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
66	Charges financières	0	190 206	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190 206
67	Charges exceptionnelles	0	18 100	0	0	900	4 500	0	1 000	0	2 500	186 000	213 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	11 727	0	0	0	0	0	0	0	30 000	0	41 727
Dépenses d'ordre		*7 436 512*	*2 868 935*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 305 447*
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 436 512*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 436 512*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*2 868 935*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 868 935*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**42 643 719**	**417 579**	**0**	**0**	**298 000**	**793 400**	**0**	**4 366 714**	**0**	**4 673 405**	**676 146**	**53 868 963**
Recettes réelles		42 643 719	358 400	0	0	298 000	763 400	0	4 366 714	0	4 633 405	676 146	53 739 784
013	Atténuations de charges	0	141 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	36 900	0	0	181 000	763 400	0	843 800	0	4 633 405	73 038	6 531 543
73	Impôts et taxes	32 917 258	0	0	0	0	0	0	0	0	0	490 000	33 407 258
74	Dotations et participations	9 726 461	33 500	0	0	117 000	0	0	3 522 914	0	0	11 548	13 411 423
75	Autres produits de gestion courante	0	145 000	0	0	0	0	0	0	0	0	101 560	246 560
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*59 179*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*40 000*	*0*	*129 179*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*59 179*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*40 000*	*0*	*129 179*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		28 270 856,46	23 278 353,24	0,00	0,00	51 549 209,70
Dépenses de l'exercice		28 270 856,46	23 278 353,24	0,00	0,00	51 549 209,70
011	Charges à caractère général	9 416,00	2 134 355,36	0,00	0,00	2 143 771,36
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	15 805 910,00	0,00	0,00	15 805 910,00
014	Atténuations de produits	20 824 928,00	1 510 749,00	0,00	0,00	22 335 677,00
022	Dépenses imprévues	0,00	247 741,00	0,00	0,00	247 741,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 436 512,46*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*7 436 512,46*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*2 868 935,00*	*0,00*	*0,00*	*2 868 935,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	490 630,00	0,00	0,00	490 630,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	190 205,88	0,00	0,00	190 205,88
67	Charges exceptionnelles	0,00	18 100,00	0,00	0,00	18 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	11 727,00	0,00	0,00	11 727,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		42 643 719,00	11 813 666,60	0,00	0,00	54 457 385,60
Recettes de l'exercice		42 643 719,00	417 579,00	0,00	0,00	43 061 298,00
013	Atténuations de charges	0,00	141 000,00	0,00	0,00	141 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*	*59 179,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	36 900,00	0,00	0,00	36 900,00
73	Impôts et taxes	32 917 258,00	0,00	0,00	0,00	32 917 258,00
74	Dotations et participations	9 726 461,00	33 500,00	0,00	0,00	9 759 961,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	145 000,00	0,00	0,00	145 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	11 396 087,60	0,00	0,00	11 396 087,60
SOLDE (2)		14 372 862,54	-11 464 686,64	0,00	0,00	2 908 175,90

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		23 225 129,92	0,00	0,00	53 223,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		23 225 129,92	0,00	0,00	53 223,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	2 085 332,04	0,00	0,00	49 023,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	15 805 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 510 749,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	247 741,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 868 935,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	486 430,00	0,00	0,00	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	190 205,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	18 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	11 727,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		11 813 666,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		417 579,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	141 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	36 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		11 396 087,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-11 411 463,32	0,00	0,00	-53 223,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		3 382 063,34	0,00	3 382 063,34
Dépenses de l'exercice		3 382 063,34	0,00	3 382 063,34
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	3 382 063,34	0,00	3 382 063,34
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 382 063,34	0,00	-3 382 063,34

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	3 382 063,34	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	3 382 063,34	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 382 063,34	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-3 382 063,34	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	176 115,00	0,00	0,00	176 115,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	176 115,00	0,00	0,00	176 115,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	7 250,00	0,00	0,00	7 250,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	168 865,00	0,00	0,00	168 865,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-176 115,00	0,00	0,00	-176 115,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	464 404,45	0,00	624 600,00	1 089 004,45
Dépenses de l'exercice		0,00	464 404,45	0,00	624 600,00	1 089 004,45
011	Charges à caractère général	0,00	345 004,45	0,00	0,00	345 004,45
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	118 500,00	0,00	624 600,00	743 100,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	900,00	0,00	0,00	900,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	298 000,00	0,00	0,00	298 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	298 000,00	0,00	0,00	298 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	181 000,00	0,00	0,00	181 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	117 000,00	0,00	0,00	117 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-166 404,45	0,00	-624 600,00	-791 004,45

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		464 404,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		464 404,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	345 004,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	118 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		298 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		298 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	181 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	117 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-166 404,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	1 528 796,46	0,00	1 528 796,46
Dépenses de l'exercice		0,00	1 528 796,46	0,00	1 528 796,46
011	Charges à caractère général	0,00	1 324 230,48	0,00	1 324 230,48
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	200 065,98	0,00	200 065,98
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	793 400,00	0,00	793 400,00
Recettes de l'exercice		0,00	793 400,00	0,00	793 400,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	763 400,00	0,00	763 400,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-735 396,46	0,00	-735 396,46

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 216 730,48	200 065,98	112 000,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 216 730,48	200 065,98	112 000,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	1 212 230,48	0,00	112 000,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	200 065,98	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	793 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	793 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	763 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-423 330,48	-200 065,98	-112 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	246 706,00	246 706,00
Dépenses de l'exercice		0,00	246 706,00	246 706,00
011	Charges à caractère général	0,00	181 710,00	181 710,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	64 996,00	64 996,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-246 706,00	-246 706,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	151 300,00	0,00	0,00	95 406,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	151 300,00	0,00	0,00	95 406,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	151 000,00	0,00	0,00	30 710,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	64 696,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-151 300,00	0,00	0,00	-95 406,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	842 865,76	842 865,76
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	842 865,76	842 865,76
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	822 865,76	822 865,76
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	19 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	4 366 714,00	4 366 714,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	4 366 714,00	4 366 714,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	843 800,00	843 800,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 522 914,00	3 522 914,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	3 523 848,24	3 523 848,24

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		98 751,00	0,00	0,00	0,00	98 751,00
Dépenses de l'exercice		98 751,00	0,00	0,00	0,00	98 751,00
011	Charges à caractère général	63 036,00	0,00	0,00	0,00	63 036,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	35 715,00	0,00	0,00	0,00	35 715,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-98 751,00	0,00	0,00	0,00	-98 751,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		449 547,60	672 323,28	527 060,00	1 648 930,88
Dépenses de l'exercice		449 547,60	672 323,28	527 060,00	1 648 930,88
011	Charges à caractère général	112 047,60	356 323,28	510 060,00	978 430,88
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	336 000,00	285 000,00	17 000,00	638 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 500,00	1 000,00	0,00	2 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 790 682,00	1 578 289,00	304 434,00	4 673 405,00
Recettes de l'exercice		2 790 682,00	1 578 289,00	304 434,00	4 673 405,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*40 000,00*	*0,00*	*40 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	2 790 682,00	1 538 289,00	304 434,00	4 633 405,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		2 341 134,40	905 965,72	-222 626,00	3 024 474,12

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	449 547,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	449 547,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	112 047,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	336 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 304 460,00	1 486 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 304 460,00	1 486 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 304 460,00	1 486 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	854 912,40	1 486 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		482 982,00	0,00	11 491,28	0,00	177 850,00	0,00	492 560,00	5 000,00	29 500,00
	Dépenses de l'exercice	482 982,00	0,00	11 491,28	0,00	177 850,00	0,00	492 560,00	5 000,00	29 500,00
011	Charges à caractère général	197 982,00	0,00	11 491,28	0,00	146 850,00	0,00	492 560,00	5 000,00	12 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 573 039,00	0,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00	304 434,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	1 573 039,00	0,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00	304 434,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 533 039,00	0,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00	304 434,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		1 090 057,00	0,00	-11 491,28	0,00	-172 600,00	0,00	-188 126,00	-5 000,00	-29 500,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT — A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		3 560 998,94	0,00	0,00	0,00	0,00	1 141 609,07	0,00	4 702 608,01
Dépenses de l'exercice		3 560 998,94	0,00	0,00	0,00	0,00	1 141 609,07	0,00	4 702 608,01
011	Charges à caractère général	391 484,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 609,07	0,00	421 093,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	3 168 514,94	0,00	0,00	0,00	0,00	927 000,00	0,00	4 095 514,94
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00	0,00	186 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		158 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 080,00	0,00	676 146,00
Recettes de l'exercice		158 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 080,00	0,00	676 146,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	72 818,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00	0,00	73 038,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00	0,00	490 000,00
74	Dotations et participations	11 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 548,00
75	Autres produits de gestion courante	73 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 860,00	0,00	101 560,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 402 932,94	0,00	0,00	0,00	0,00	-623 529,07	0,00	-4 026 462,01

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**1 363 600,00**	**2 619 146,04**	**0,00**	**0,00**	**3 982 746,04**
Dépenses de l'exercice		**1 363 600,00**	**2 619 146,04**	**0,00**	**0,00**	**3 982 746,04**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	397 305,00	0,00	0,00	397 305,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*	*59 179,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 263 600,00	689 371,00	0,00	0,00	1 952 971,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	142 388,40	0,00	0,00	142 388,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00	10 600,00	0,00	0,00	10 600,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 121 948,63	0,00	0,00	1 121 948,63
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	198 354,01	0,00	0,00	198 354,01
26	Participat° et créances rattachées	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		**8 602 912,46**	**7 334 436,02**	**0,00**	**0,00**	**15 937 348,48**
Recettes de l'exercice		**8 602 912,46**	**2 133 911,80**	**0,00**	**0,00**	**10 736 824,26**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*7 436 512,46*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*7 436 512,46*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*944 290,00*	*0,00*	*0,00*	*944 290,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	209 621,80	0,00	0,00	209 621,80
16	Emprunts et dettes assimilées	1 166 400,00	0,00	0,00	0,00	1 166 400,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	5 200 524,22	0,00	0,00	5 200 524,22
SOLDE (2)		7 239 312,46	4 715 289,98	0,00	0,00	11 954 602,44

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		2 615 906,04	0,00	0,00	3 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		2 615 906,04	0,00	0,00	3 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	397 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	689 371,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	139 148,40	0,00	0,00	3 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	10 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 121 948,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	198 354,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		7 334 436,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		2 133 911,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*944 290,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	980 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	209 621,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		5 200 524,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		4 718 529,98	0,00	0,00	-3 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-10 000,00	0,00	0,00	-10 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**261 034,29**	**0,00**	**0,00**	**261 034,29**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**261 034,29**	**0,00**	**0,00**	**261 034,29**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	261 034,29	0,00	0,00	261 034,29
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-261 034,29	0,00	0,00	-261 034,29

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		261 034,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		261 034,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	261 034,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-261 034,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**922 425,95**	**0,00**	**922 425,95**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**922 425,95**	**0,00**	**922 425,95**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***30 000,00***	***0,00***	***30 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**170 000,00**	**0,00**	**170 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**504 813,37**	**0,00**	**504 813,37**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**92 205,69**	**0,00**	**92 205,69**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**125 406,89**	**0,00**	**125 406,89**
202201	Structure Bassin Sportif- Renforcement et Etanchéité	0,00	18 366,00	0,00	18 366,00
202204	Réfection Toiture et Gradins extérieurs sous Local en Location s	0,00	107 040,89	0,00	107 040,89
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**70 099,01**	**0,00**	**70 099,01**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**70 099,01**	**0,00**	**70 099,01**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**70 099,01**	**0,00**	**70 099,01**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-852 326,94	0,00	-852 326,94

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	922 425,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	922 425,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	504 813,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	92 205,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	125 406,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202201	Structure Bassin Sportif- Renforcement et Etanchéité	0,00	0,00	18 366,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202204	Réfection Toiture et Gradins extérieurs sous Local en Location s	0,00	0,00	107 040,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
RECETTES (2)		0,00	0,00	70 099,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	70 099,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	70 099,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-852 326,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	5 000,00	5 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	5 000,00	5 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	5 000,00	5 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-5 000,00	-5 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 667,55**	**345 667,55**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**345 667,55**	**345 667,55**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 440,00**	**25 440,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 000,00**	**19 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 005,03**	**129 005,03**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 222,52**	**172 222,52**
202207	Structures Jeux et Sols extérieurs - Multi Accueil et RAM	0,00	0,00	0,00	0,00	72 222,52	72 222,52
202301	MAM SENNECE	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-345 667,55	-345 667,55

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**2 939 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 939 000,00**
Dépenses de l'exercice		**2 939 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 939 000,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	330 000,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
204	Subventions d'équipement versées	2 279 000,00	0,00	0,00	0,00	2 279 000,00
21	Immobilisations corporelles	330 000,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		**563 665,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**563 665,00**
Recettes de l'exercice		**563 665,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**563 665,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*494 913,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*494 913,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	68 752,00	0,00	0,00	0,00	68 752,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 375 335,00	0,00	0,00	0,00	-2 375 335,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**1 384 514,93**	**6 786 716,00**	**0,00**	**8 171 230,93**
Dépenses de l'exercice		**1 384 514,93**	**6 786 716,00**	**0,00**	**8 171 230,93**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***40 000,00***	***0,00***	***40 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***15 000,00***	***0,00***	***15 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**110 000,00**	**101 400,00**	**0,00**	**211 400,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**13 540,00**	**4 029 732,14**	**0,00**	**4 043 272,14**
21	**Immobilisations corporelles**	**228 495,11**	**2 600,00**	**0,00**	**231 095,11**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**532 479,82**	**7 897,46**	**0,00**	**540 377,28**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**500 000,00**	**2 590 086,40**	**0,00**	**3 090 086,40**
202203	Aire d'Accueil des Belouses	0,00	2 590 086,40	0,00	2 590 086,40
202206	Création de zone d'infiltration - Secteur Liberté - Macon	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**50 000,00**	**1 602 760,20**	**0,00**	**1 652 760,20**
Recettes de l'exercice		**50 000,00**	**1 602 760,20**	**0,00**	**1 652 760,20**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***1 429 732,00***	***0,00***	***1 429 732,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***15 000,00***	***0,00***	***15 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**50 000,00**	**138 028,20**	**0,00**	**188 028,20**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 334 514,93	-5 183 955,80	0,00	-6 518 470,73

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	1 370 974,93	0,00	0,00	0,00	13 540,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	1 370 974,93	0,00	0,00	0,00	13 540,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 540,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	228 495,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	532 479,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202203	Aire d'Accueil des Belouses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202206	Création de zone d'infiltration - Secteur Liberté - Macon	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 320 974,93	0,00	0,00	0,00	-13 540,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		3 493 161,33	0,00	660 570,81	0,00	2 632 983,86	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		3 493 161,33	0,00	660 570,81	0,00	2 632 983,86	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	81 400,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 369 161,33	0,00	660 570,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	7 897,46	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	2 590 086,40	0,00	0,00	0,00	0,00
202203	Aire d'Accueil des Belouses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 590 086,40	0,00	0,00	0,00	0,00
202206	Création de zone d'infiltration - Secteur Liberté - Macon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 452 508,00	0,00	0,00	0,00	150 252,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 452 508,00	0,00	0,00	0,00	150 252,20	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 429 732,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	22 776,00	0,00	0,00	0,00	115 252,20	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 040 653,33	0,00	-660 570,81	0,00	-2 482 731,66	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		3 574 220,17	0,00	0,00	0,00	0,00	167 100,00	0,00	3 741 320,17
Dépenses de l'exercice		3 574 220,17	0,00	0,00	0,00	0,00	167 100,00	0,00	3 741 320,17
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*130 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	318 204,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 204,60
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	251 001,35	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	276 001,35
204	Subventions d'équipement versées	1 442 633,51	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	1 542 633,51
21	Immobilisations corporelles	514 380,71	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	554 380,71
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	918 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	918 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 154 552,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 154 552,24
Recettes de l'exercice		2 154 552,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 154 552,24
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*130 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	2 022 921,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 022 921,93

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	1 630,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 419 667,93	0,00	0,00	0,00	0,00	-167 100,00	0,00	-1 586 767,93

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 383 055,00**	**-140 000,00**	**II -140 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**786 571,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	689 371,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	97 200,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**596 484,00**	**-140 000,00**	**-140 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*59 179,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	537 305,00	-140 000,00	-140 000,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 243 055,00**	**0,00**	**0,00**	**1 243 055,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 11 285 447,46**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**980 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	980 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 305 447,46**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*3 289,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*51 399,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*7 577,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*5 194,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 429 732,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041583	*GFP : Projet infrastructure*	*8 334,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*261 644,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*233 269,00*	*0,00*	*0,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*59 421,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*46 726,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*14 203,00*	*0,00*	*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*126,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*87,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*19 948,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*1 553,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*457,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*10 286,00*	*0,00*	*0,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*277,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*21 518,00*	*0,00*	*0,00*
281748	*Sol autrui - Autres construct° (m. à dis*	*898,00*	*0,00*	*0,00*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*2 243,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*1 672,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*10 570,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*32 074,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*86 659,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*72 120,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*168 126,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*143 533,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*7 436 512,46*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**11 285 447,46**	**0,00**	**5 200 524,22**	**0,00**	**16 485 971,68**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 243 055,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**16 485 971,68**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**15 242 916,68**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 77
Nombre de membres présents : 65
Nombre de suffrages exprimés : 70
VOTES :
Pour : 70
Contre : 0
Abstentions : 3

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par le président (1),
A Mâcon, le 07/12/2023
le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mâcon, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 14 DEC. 2023
et de la publication le 14 DEC. 2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Mâcon, le 13 décembre 2023

Pour le Président et par délégation,
la 1ère Vice-présidente

Michelle JUGNET

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Jean-Patrick	COURTOIS					
2	Michelle	JUGNET					
3	Gérard	COLON					
4	Christine	ROBIN					
5	Dominique	DEYNOUX					
6	Florence	BATTARD					
7	Jean-François	COGNARD					
8	Claude	CANNET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
9	Hervé	CARREAU					
10	Véronique-Laure	VERRAEST					
11	Gilles	JONDET					
12	Josiane	CASBOLT	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
13	Jérôme	CHEVALIER					
14	Anne	BROCHETTE					
15	Patrick	BUHOT					
16	Jacques	DOUSSOT	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Catherine	AMARO					
2	Yves	ANDREUX					
3	Daniel	AUPOIL					
4	Jean-Paul	BASSET					
5	Jean-Philippe	BELVILLE	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
6	Michel	BERTHET					
7	Catherine	CARLE-VIGUIER					
8	Robert	CASENOVE					
9	Katia	CASTEIL					
10	Virginie	CHEVALIER					
11	Marie-Claude	CHEZEAU					
12	Emilie	CLERC					
13	Philippe	COMMERÇON					
14	Eve	COMTET-SORABELLA					
15	Laurent	CONDEMINE					
	Valérie	Bouilloud	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
16	Brigitte	**DARMEDRU**					
18	Daniel	**DELUME**					
19	Rémy	**DESPLANCHES**					
20	Bernard	**DESPLAT**					
21	André	**DEWERDT**					
22	Benjamin	**DIRX**					
23	Michel	**DU ROURE**					
24	Yves	**DUPUIS**					
25	Aurélien	**DUTREMBLE**					
26	Vincent	**FAGUET**					
27	Eric	**FAURE**					
28	Jean-Claude	**FOURNET**					
29	Nathalie	**GONCALVES**					
30	Brigitte	**GUILLAUME**					
31	Sandrine	**JAILLOUX**	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
32	Dominique	JOBARD					
33	Eric	LAGRANGE					
34	Françoise	LARGE					
35	Frédéric	LASSALAS	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
36	Véronique	LEFEUVE					
37	Guy	MANTOUX					
38	Eric	MARECHAL	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
39	Bernard	MARTIN					
40	Jean-Pierre	MATHIEU					
41	Patrick	MONIN	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE
42	Sylvie	OUTURQUIN					
43	Jean-Pierre	PACAUD					
44	Jean	PAYEBIEN					
45	Claire	PELLETIER					
46	Marylin	PETERLIN-MALHERBE					

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
47	Bernard	PILARSKI					
48	Yves	PIPONNIER					
49	Maxim	PLAT					
50	Eric	PONCHAUX					
51	Patricia	RAVINET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
52	Hervé	REYNAUD					
53	Valentine	RIGAUD					
54	Sandra	ROBIN	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
55	Gabriel	SIMEON					
56	Caroline	THÉVENIAUD	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
57	Jacques	TOURNY					
58	Yannick	VACHER					
59	Laurent	VOISIN	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
60	Alban	VOSSION					
61	Alexandre	VUILLOT					

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20007030800032

POSTE COMPTABLE : COMPTABLE DU SGC MACON

M. 14

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET CITE DE L'ENTREPRISE (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 22
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 26
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 45
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 75
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 76
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 77

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION BUDGET CITE DE L'ENTREPRISE	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	80052
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	nc
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
41129167	nc	502,022129	nc

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	578	448
2	Produit des impositions directes/population	237	220
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	663	496
4	Dépenses d'équipement brut/population	141	128
5	Encours de dette/population	367	376
6	DGF/population	97	87
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	33,68 %	38,99 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95,05 %	99,20 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	21,22 %	25,80 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,55 %	0,76 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	591 756,00	0,00	0,00	0,00	591 756,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	54 512,00	0,00	0,00	0,00	54 512,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	23 458,86	0,00	0,00	0,00	23 458,86
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**669 726,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**669 726,86**
66	Charges financières	63 175,85	0,00	0,00	0,00	63 175,85
67	Charges exceptionnelles	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		0,00	0,00	20 000,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**763 402,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**763 402,71**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 449 410,23*		*0,00*	*0,00*	*2 449 410,23*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*533 662,00*		*0,00*	*0,00*	*533 662,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***2 983 072,23***		***0,00***	***0,00***	***2 983 072,23***
	TOTAL	**3 746 474,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 746 474,94**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 746 474,94**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	567 335,00	0,00	0,00	0,00	567 335,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 984 514,94	0,00	0,00	0,00	2 984 514,94
	Total des recettes de gestion courante	**3 551 849,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 551 849,94**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**3 551 849,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 551 849,94**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*194 625,00*		*0,00*	*0,00*	*194 625,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***194 625,00***		***0,00***	***0,00***	***194 625,00***
	TOTAL	**3 746 474,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 746 474,94**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 746 474,94**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**2 788 447,23**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 389,54	0,00	0,00	0,00	10 389,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 548 101,75	0,00	-2 700,00	-2 700,00	1 545 401,75
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des opérations d'équipement	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**1 708 491,29**	**0,00**	**-2 700,00**	**-2 700,00**	**1 705 791,29**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	688 741,56	0,00	2 700,00	2 700,00	691 441,56
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**688 741,56**	**0,00**	**2 700,00**	**2 700,00**	**691 441,56**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 397 232,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 397 232,85**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*194 625,00*		*0,00*	*0,00*	*194 625,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***194 625,00***		***0,00***	***0,00***	***194 625,00***
	TOTAL	**2 591 857,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 591 857,85**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**614 983,38**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 206 841,23**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	223 769,00	0,00	0,00	0,00	223 769,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**223 769,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 769,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**223 769,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 769,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*2 449 410,23*		*0,00*	*0,00*	*2 449 410,23*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*533 662,00*		*0,00*	*0,00*	*533 662,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 983 072,23***		***0,00***	***0,00***	***2 983 072,23***
TOTAL		**3 206 841,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 206 841,23**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 206 841,23**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**2 788 447,23**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 700,00	*0,00*	2 700,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	-2 700,00	*0,00*	-2 700,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**591 756,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	75 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	5 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	200 000,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	100,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 060,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 100,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 100,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	200,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	200,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	12 150,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	7 540,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	21 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	35 050,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	2 000,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	15 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	6 350,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	4 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	10 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	5 500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	11 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	37 600,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	18 306,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	110 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**54 512,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	54 512,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**23 458,86**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	6 200,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	10 258,86	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	7 000,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**669 726,86**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**63 175,85**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	63 434,71	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-258,86	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**10 500,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 500,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	9 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**763 402,71**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 449 410,23***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***533 662,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*533 662,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 983 072,23***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 983 072,23***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 746 474,94**	**0,00**	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
			RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	2 128,11
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-2 386,97
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-258,86

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**567 335,00**	**0,00**	**0,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	533 235,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	34 100,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**2 984 514,94**	**0,00**	**0,00**
7552	Prise en charge déficit BA administratif	2 984 514,94	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**3 551 849,94**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 551 849,94**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*194 625,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 746 474,94**	**0,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**10 389,54**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 350,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	9 039,54	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 548 101,75**	**-2 700,00**	**-2 700,00**
21735	Installations générales (mise à dispo)	1 492 816,25	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	10 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	20 000,00	-2 700,00	-2 700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	25 285,50	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	50 000,00	0,00	0,00
202205	**Opération d'équipement n° 202205 (5)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**1 708 491,29**	**-2 700,00**	**-2 700,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**688 741,56**	**2 700,00**	**2 700,00**
1641	Emprunts en euros	658 856,56	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	29 885,00	2 700,00	2 700,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**688 741,56**	**2 700,00**	**2 700,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 397 232,85**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*114 891,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*55 122,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*22 386,00*	*0,00*	*0,00*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*1 545,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*681,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*114 891,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*55 122,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*22 386,00*	*0,00*	*0,00*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*1 545,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*681,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**2 591 857,85**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**223 769,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	223 769,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**223 769,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**223 769,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***2 449 410,23***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***533 662,00***	***0,00***	***0,00***
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*559,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*526 876,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*273,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 260,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 488,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 206,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***2 983 072,23***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 983 072,23***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 206 841,23**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202205 (1)
LIBELLE : Bâtiment E - Cité de l'Entreprise

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 397 233	2 397 233
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 705 791	1 705 791
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											194 625
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 591 858**	**2 591 858**
RAR N-1 et reports	**0**	**614 983**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**614 983**
Total cumulé dépenses d'investissement	**0**	**614 983**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 591 858**	**3 206 841**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**2 449 410**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**757 431**	**3 206 841**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**2 449 410**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**757 431**	**3 206 841**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**2 983 072**	**15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**748 403**	**3 746 475**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**2 983 072**	**15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**748 403**	**3 746 475**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**2 984 515**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**761 960**	**3 746 475**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**2 984 515**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**761 960**	**3 746 475**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 591 858**	**2 591 858**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 397 233	2 397 233
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	691 442	691 442
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 390	10 390
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 545 402	1 545 402
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	50 000
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	100 000
202205	Bâtiment E - Cité de l'Entreprise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	100 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*194 625*	*194 625*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*194 625*	*194 625*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**2 449 410**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**757 431**	**3 206 841**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 769	223 769
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 769	223 769

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*2 449 410*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*533 662*	*2 983 072*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 449 410*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 449 410*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*533 662*	*533 662*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**2 983 072**	**15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**748 403**	**3 746 475**
Dépenses réelles		0	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	748 403	763 403
011	Charges à caractère général	0	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	576 756	591 756
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 512	54 512
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	20 000
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 459	23 459
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63 176	63 176
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 500	10 500
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*2 983 072*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 983 072*
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 449 410*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 449 410*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*533 662*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*533 662*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**2 984 515**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**761 960**	**3 746 475**
Recettes réelles		2 984 515	0	0	0	0	0	0	0	0	0	567 335	3 551 850
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	567 335	567 335
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	2 984 515	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 984 515
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*194 625*	*194 625*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*194 625*	*194 625*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		2 983 072,23	15 000,00	0,00	0,00	2 998 072,23
Dépenses de l'exercice		2 983 072,23	15 000,00	0,00	0,00	2 998 072,23
011	Charges à caractère général	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 449 410,23*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 449 410,23*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*533 662,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*533 662,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 984 514,94	0,00	0,00	0,00	2 984 514,94
Recettes de l'exercice		2 984 514,94	0,00	0,00	0,00	2 984 514,94
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 984 514,94	0,00	0,00	0,00	2 984 514,94
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		1 442,71	-15 000,00	0,00	0,00	-13 557,29

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT — A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		748 402,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	748 402,71
Dépenses de l'exercice		748 402,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	748 402,71
011	Charges à caractère général	576 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576 756,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	54 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 512,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	23 458,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 458,86
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	63 175,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 175,85
67	Charges exceptionnelles	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		761 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	761 960,00
Recettes de l'exercice		761 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	761 960,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*194 625,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*194 625,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	567 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 335,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		13 557,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 557,29

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		0,00	614 983,38	0,00	0,00	614 983,38
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	614 983,38	0,00	0,00	614 983,38
RECETTES (2)		2 449 410,23	0,00	0,00	0,00	2 449 410,23
Recettes de l'exercice		2 449 410,23	0,00	0,00	0,00	2 449 410,23
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 449 410,23*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*2 449 410,23*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		2 449 410,23	-614 983,38	0,00	0,00	1 834 426,85

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		614 983,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		614 983,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-614 983,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**2 591 857,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 591 857,85**
Dépenses de l'exercice		**2 591 857,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 591 857,85**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***194 625,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***194 625,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**691 441,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**691 441,56**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 389,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 389,54**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 545 401,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 545 401,75**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
202205	Bâtiment E - Cité de l'Entreprise	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**757 431,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**757 431,00**
Recettes de l'exercice		**757 431,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**757 431,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***533 662,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***533 662,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION - BUDGET CITE DE L'ENTREPRISE - DM - 2023

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
13	Subventions d'investissement	223 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 769,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 834 426,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 834 426,85

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 853 481,56**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**658 856,56**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	658 856,56	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**194 625,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*194 625,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**853 481,56**	**0,00**	**614 983,38**	**1 468 464,94**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 2 983 072,23**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 983 072,23**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*559,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*526 876,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*273,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 260,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 488,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 206,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 449 410,23*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**2 983 072,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 983 072,23**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 468 464,94**
Ressources propres disponibles	VIII	**2 983 072,23**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**1 514 607,29**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 77
Nombre de membres présents : 65
Nombre de suffrages exprimés : 70
VOTES :
Pour : 70
Contre : 0
Abstentions : 3

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par le président (1),
A Mâcon, le 07/12/2023
le président ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mâcon, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 14 DEC. 2023
et de la publication le 14 DEC. 2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Mâcon, le 13 décembre 2023

Pour le Président et par délégation
la 1ère Vice-présidente



Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Jean-Patrick	COURTOIS					
2	Michelle	JUGNET					
3	Gérard	COLON					
4	Christine	ROBIN					
5	Dominique	DEYNOUX					
6	Florence	BATTARD					
7	Jean-François	COGNARD					
8	Claude	CANNET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
9	Hervé	CARREAU					
10	Véronique-Laure	VERRAEST					
11	Gilles	JONDET					
12	Josiane	CASBOLT	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
13	Jérôme	CHEVALIER					
14	Anne	BROCHETTE					
15	Patrick	BUHOT					
16	Jacques	DOUSSOT	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Catherine	AMARO					
2	Yves	ANDREUX					
3	Daniel	AUPOIL					
4	Jean-Paul	BASSET					
5	Jean-Philippe	BELVILLE	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
6	Michel	BERTHET					
7	Catherine	CARLE-VIGUIER					
8	Robert	CASENOVE					
9	Katia	CASTEIL					
10	Virginie	CHEVALIER					
11	Marie-Claude	CHEZEAU					
12	Emilie	CLERC					
13	Philippe	COMMERÇON					
14	Eve	COMTET-SORABELLA					
15	Laurent	CONDEMINE					
	Valérie	Bouilloud	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
16	Brigitte	**DARMEDRU**					
18	Daniel	**DELUME**					
19	Rémy	**DESPLANCHES**					
20	Bernard	**DESPLAT**					
21	André	**DEWERDT**					
22	Benjamin	**DIRX**					
23	Michel	**DU ROURE**					
24	Yves	**DUPUIS**					
25	Aurélien	**DUTREMBLE**					
26	Vincent	**FAGUET**					
27	Eric	**FAURE**					
28	Jean-Claude	**FOURNET**					
29	Nathalie	**GONCALVES**					
30	Brigitte	**GUILLAUME**					
31	Sandrine	**JAILLOUX**	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
32	Dominique	JOBARD					
33	Eric	LAGRANGE					
34	Françoise	LARGE					
35	Frédéric	LASSALAS	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
36	Véronique	LEFEUVE					
37	Guy	MANTOUX					
38	Eric	MARECHAL	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
39	Bernard	MARTIN					
40	Jean-Pierre	MATHIEU					
41	Patrick	MONIN	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE
42	Sylvie	OUTURQUIN					
43	Jean-Pierre	PACAUD					
44	Jean	PAYEBIEN					
45	Claire	PELLETIER					
46	Marylin	PETERLIN-MALHERBE					

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
47	Bernard	PILARSKI					
48	Yves	PIPONNIER					
49	Maxim	PLAT					
50	Eric	PONCHAUX					
51	Patricia	RAVINET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
52	Hervé	REYNAUD					
53	Valentine	RIGAUD					
54	Sandra	ROBIN	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
55	Gabriel	SIMEON					
56	Caroline	THÉVENIAUD	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
57	Jacques	TOURNY					
58	Yannick	VACHER					
59	Laurent	VOISIN	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
60	Alban	VOSSION					
61	Alexandre	VUILLOT					

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20007030800057

POSTE COMPTABLE : COMPTABLE DU SGC MACON

M. 14

Décision modificative 3 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET DECHETS MENAGERS (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 19
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 29
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 48
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 78
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 79
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 81

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION BUDGET DECHETS MENAGERS	DM 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	80052
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	nc
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
41129167	nc	502,022129	nc

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	578	448
2	Produit des impositions directes/population	237	220
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	663	496
4	Dépenses d'équipement brut/population	141	128
5	Encours de dette/population	367	376
6	DGF/population	97	87
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	33,68 %	38,99 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95,05 %	99,20 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	21,22 %	25,80 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,55 %	0,76 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	8 700,00	8 700,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	8 700,00	8 700,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	8 700,00	8 700,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	6 225 592,26	0,00	8 700,00	8 700,00	6 234 292,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 977 412,00	0,00	0,00	0,00	3 977 412,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 201 710,00	0,00	0,00	0,00	4 201 710,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**14 404 714,26**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**	**14 413 414,26**
66	Charges financières	48 589,79	0,00	0,00	0,00	48 589,79
67	Charges exceptionnelles	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	23 835,00		0,00	0,00	23 835,00
022	Dépenses imprévues	233 318,90		0,00	0,00	233 318,90
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**14 740 457,95**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**	**14 749 157,95**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*137 154,07*		*0,00*	*0,00*	*137 154,07*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*603 041,90*		*0,00*	*0,00*	*603 041,90*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***740 195,97***		***0,00***	***0,00***	***740 195,97***
	TOTAL	**15 480 653,92**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**	**15 489 353,92**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 489 353,92**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 507 420,00	0,00	0,00	0,00	1 507 420,00
73	Impôts et taxes	9 895 000,00	0,00	0,00	0,00	9 895 000,00
74	Dotations et participations	1 034 154,00	0,00	0,00	0,00	1 034 154,00
75	Autres produits de gestion courante	93 100,00	0,00	0,00	0,00	93 100,00
	Total des recettes de gestion courante	**12 559 674,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 559 674,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**12 559 674,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 559 674,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*29 693,17*		*8 700,00*	*8 700,00*	*38 393,17*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***29 693,17***		***8 700,00***	***8 700,00***	***38 393,17***
	TOTAL	**12 589 367,17**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**	**12 598 067,17**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 891 286,75**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 489 353,92**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**701 802,80**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	27 300,00	0,00	-8 700,00	-8 700,00	18 600,00
204	Subventions d'équipement versées	104 128,00	0,00	0,00	0,00	104 128,00
21	Immobilisations corporelles	3 243 524,81	0,00	0,00	0,00	3 243 524,81
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	37 634,07	0,00	0,00	0,00	37 634,07
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 412 586,88**	**0,00**	**-8 700,00**	**-8 700,00**	**3 403 886,88**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	169 316,97	0,00	0,00	0,00	169 316,97
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	35 200,00	0,00	0,00	0,00	35 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**204 516,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 516,97**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 617 103,85**	**0,00**	**-8 700,00**	**-8 700,00**	**3 608 403,85**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*29 693,17*		*8 700,00*	*8 700,00*	*38 393,17*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***29 693,17***		***8 700,00***	***8 700,00***	***38 393,17***
TOTAL		**3 646 797,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 646 797,02**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 646 797,02**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	27 652,40	0,00	0,00	0,00	27 652,40
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	1 250 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 277 652,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 277 652,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	311 294,79	0,00	0,00	0,00	311 294,79
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**311 294,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**311 294,79**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 588 947,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 588 947,19**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*137 154,07*		*0,00*	*0,00*	*137 154,07*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*603 041,90*		*0,00*	*0,00*	*603 041,90*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***740 195,97***		***0,00***	***0,00***	***740 195,97***
TOTAL		**2 329 143,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 329 143,16**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 317 653,86**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 646 797,02**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**701 802,80**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	8 700,00		8 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**8 700,00**	***0,00***	**8 700,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 700,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	-8 700,00	*0,00*	-8 700,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*8 700,00*	8 700,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**-8 700,00**	***8 700,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*8 700,00*	8 700,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***8 700,00***	**8 700,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 700,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**6 225 592,26**	**8 700,00**	**8 700,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	20 000,00	8 700,00	8 700,00
60611	Eau et assainissement	59 910,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	44 370,00	0,00	0,00
60622	Carburants	366 500,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	600,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	7 900,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	15 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	188 020,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	36 960,40	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	300,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	274 153,36	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 714 650,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	400,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	92 400,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	56 512,78	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	700,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	231 919,48	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	43 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	56 404,88	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	162 868,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	650,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	30 000,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	22 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	11 634,38	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	17 420,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	55 390,20	0,00	0,00
6238	Divers	19 540,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 500,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 500,00	0,00	0,00
6256	Missions	2 790,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 640,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	18 100,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 500,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 100,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	549 200,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	70 152,78	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	7 906,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 977 412,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	937 022,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	150 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	13 010,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 130,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	35 770,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 208 200,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	18 510,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	290 050,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	360 120,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	112 800,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	323 140,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	399 960,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	18 350,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	87 800,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 750,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	9 800,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 201 710,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	9 800,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6542	Créances éteintes	2 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	4 183 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 900,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**14 404 714,26**	**8 700,00**	**8 700,00**
66	**Charges financières (b)**	**48 589,79**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	48 987,91	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-398,12	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**23 835,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	23 835,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**233 318,90**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**14 740 457,95**	**8 700,00**	**8 700,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***137 154,07***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***603 041,90***	***0,00***	***0,00***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*603 041,90*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***740 195,97***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***740 195,97***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**15 480 653,92**	**8 700,00**	**8 700,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	1 564,37
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 962,49
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-398,12

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	30 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 507 420,00**	**0,00**	**0,00**
7013	Ventes de produits résiduels	760 800,00	0,00	0,00
70611	Redevances enlèvement ordures ménagères	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	584 120,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	60 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	11 800,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	90 700,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**9 895 000,00**	**0,00**	**0,00**
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	9 895 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**1 034 154,00**	**0,00**	**0,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	7 154,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	1 027 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**93 100,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	93 100,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**12 559 674,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**12 559 674,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***29 693,17***	***8 700,00***	***8 700,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*8 700,00*	*8 700,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*29 693,17*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***29 693,17***	***8 700,00***	***8 700,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**12 589 367,17**	**8 700,00**	**8 700,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**27 300,00**	**-8 700,00**	**-8 700,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 300,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	24 000,00	-8 700,00	-8 700,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**104 128,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	104 128,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 243 524,81**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	298 712,72	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	4 815,95	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 468 439,59	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 348 551,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	34 434,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	88 571,55	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**37 634,07**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	37 634,07	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**3 412 586,88**	**-8 700,00**	**-8 700,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**169 316,97**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	167 316,97	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**35 200,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	35 200,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**204 516,97**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 617 103,85**	**-8 700,00**	**-8 700,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***29 693,17***	***8 700,00***	***8 700,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***29 693,17***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*13 632,60*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*2 175,40*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*2 481,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*4 127,94*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*7 276,23*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***8 700,00***	***8 700,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*13 632,60*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*2 175,40*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*2 481,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*4 127,94*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*7 276,23*	*0,00*	*0,00*
21735	*Installations générales (mise à dispo)*	*0,00*	*8 700,00*	*8 700,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
2313	*Constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***29 693,17***	***8 700,00***	***8 700,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 646 797,02**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**27 652,40**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	27 652,40	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 250 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 250 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 277 652,40**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**311 294,79**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	311 294,79	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1382	Subv non transf Régions	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**311 294,79**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 588 947,19**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***137 154,07***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***603 041,90***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*3 140,47*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*9 379,54*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*3 024,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 745,59*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*153 233,27*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*405,01*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*159 314,29*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*438,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*240 582,32*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*9 989,62*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 317,71*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*13 472,08*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***740 195,97***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***740 195,97***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 329 143,16**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202002 (1)
LIBELLE : PARC POIDS LOURDS A L HYDROGENE

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202003 (1)
LIBELLE : RENOUVELLEMENT DES COLONNES 2020-2026

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 608 404	0	3 608 404
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	3 299 759	0	3 299 759
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	104 128	0	104 128
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											38 393
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 646 797**	**0**	**3 646 797**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 646 797**	**0**	**3 646 797**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**137 154**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 191 989**	**0**	**2 329 143**
RAR N-1 et reports	**0**	**1 317 654**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 317 654**
Total cumulé recettes d'investissement	**137 154**	**1 317 654**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 191 989**	**0**	**3 646 797**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**137 154**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**15 352 200**	**0**	**15 489 354**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**137 154**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**15 352 200**	**0**	**15 489 354**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 598 067**	**0**	**12 598 067**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 891 287**	**0**	**2 891 287**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**15 489 354**	**0**	**15 489 354**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 646 797**	**0**	**3 646 797**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 608 404	0	3 608 404
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 317	0	169 317
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 600	0	18 600
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	104 128	0	104 128
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 243 525	0	3 243 525
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 634	0	37 634
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 200	0	35 200
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 393*	*0*	*38 393*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 393*	*0*	*38 393*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES													
Total recettes investissement		**137 154**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 191 989**	**0**	**2 329 143**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 588 947	0	1 588 947
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	311 295	0	311 295
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 652	0	27 652

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 250 000	0	1 250 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*137 154*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*603 042*	*0*	*740 196*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*137 154*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*137 154*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*603 042*	*0*	*603 042*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**137 154**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**15 352 200**	**0**	**15 489 354**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 749 158	0	14 749 158
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 234 292	0	6 234 292
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 977 412	0	3 977 412
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	233 319	0	233 319
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 201 710	0	4 201 710
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 590	0	48 590
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000	0	30 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 835	0	23 835
Dépenses d'ordre		*137 154*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*603 042*	*0*	*740 196*
023	*Virement à la section d'investissement*	*137 154*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*137 154*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*603 042*	*0*	*603 042*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 598 067**	**0**	**12 598 067**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 559 674	0	12 559 674
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000	0	30 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 507 420	0	1 507 420
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 895 000	0	9 895 000
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 034 154	0	1 034 154
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 100	0	93 100
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 393*	*0*	*38 393*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 393*	*0*	*38 393*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		137 154,07	0,00	0,00	0,00	137 154,07
Dépenses de l'exercice		137 154,07	0,00	0,00	0,00	137 154,07
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*137 154,07*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*137 154,07*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-137 154,07	0,00	0,00	0,00	-137 154,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		15 352 199,85	0,00	0,00	15 352 199,85
Dépenses de l'exercice		15 352 199,85	0,00	0,00	15 352 199,85
011	Charges à caractère général	6 234 292,26	0,00	0,00	6 234 292,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 977 412,00	0,00	0,00	3 977 412,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	233 318,90	0,00	0,00	233 318,90
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*603 041,90*	*0,00*	*0,00*	*603 041,90*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	4 201 710,00	0,00	0,00	4 201 710,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	48 589,79	0,00	0,00	48 589,79
67	Charges exceptionnelles	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	23 835,00	0,00	0,00	23 835,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		15 489 353,92	0,00	0,00	15 489 353,92
Recettes de l'exercice		12 598 067,17	0,00	0,00	12 598 067,17
013	Atténuations de charges	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*38 393,17*	*0,00*	*0,00*	*38 393,17*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 507 420,00	0,00	0,00	1 507 420,00
73	Impôts et taxes	9 895 000,00	0,00	0,00	9 895 000,00
74	Dotations et participations	1 034 154,00	0,00	0,00	1 034 154,00
75	Autres produits de gestion courante	93 100,00	0,00	0,00	93 100,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		2 891 286,75	0,00	0,00	2 891 286,75
SOLDE (2)		137 154,07	0,00	0,00	137 154,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	15 352 199,85	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	15 352 199,85	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	6 234 292,26	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	3 977 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	233 318,90	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*603 041,90*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	4 201 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	48 589,79	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	23 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	15 489 353,92	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	12 598 067,17	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*38 393,17*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	1 507 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	9 895 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	1 034 154,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	93 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	2 891 286,75	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	137 154,07	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		137 154,07	1 317 653,86	0,00	0,00	1 454 807,93
Recettes de l'exercice		137 154,07	0,00	0,00	0,00	137 154,07
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*137 154,07*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*137 154,07*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	1 317 653,86	0,00	0,00	1 317 653,86
SOLDE (2)		137 154,07	1 317 653,86	0,00	0,00	1 454 807,93

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 317 653,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 317 653,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		1 317 653,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		3 646 797,02	0,00	0,00	3 646 797,02
Dépenses de l'exercice		3 646 797,02	0,00	0,00	3 646 797,02
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*38 393,17*	*0,00*	*0,00*	*38 393,17*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	169 316,97	0,00	0,00	169 316,97
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	18 600,00	0,00	0,00	18 600,00
204	Subventions d'équipement versées	104 128,00	0,00	0,00	104 128,00
21	Immobilisations corporelles	3 243 524,81	0,00	0,00	3 243 524,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	37 634,07	0,00	0,00	37 634,07
26	Participat° et créances rattachées	35 200,00	0,00	0,00	35 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 191 989,09	0,00	0,00	2 191 989,09
Recettes de l'exercice		2 191 989,09	0,00	0,00	2 191 989,09
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*603 041,90*	*0,00*	*0,00*	*603 041,90*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	311 294,79	0,00	0,00	311 294,79
13	Subventions d'investissement	27 652,40	0,00	0,00	27 652,40
16	Emprunts et dettes assimilées	1 250 000,00	0,00	0,00	1 250 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 454 807,93	0,00	0,00	-1 454 807,93

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	3 646 797,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	3 646 797,02	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*38 393,17*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	169 316,97	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	104 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	3 243 524,81	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	37 634,07	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	35 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	2 191 989,09	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	2 191 989,09	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*603 041,90*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	311 294,79	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	27 652,40	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 454 807,93	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 197 010,14**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**167 316,97**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	167 316,97	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**29 693,17**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*29 693,17*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**197 010,14**	**0,00**	**0,00**	**197 010,14**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 051 490,76**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**311 294,79**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	311 294,79	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**740 195,97**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*3 140,47*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*9 379,54*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*3 024,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 745,59*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*153 233,27*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*405,01*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*159 314,29*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*438,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*240 582,32*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*9 989,62*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 317,71*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*13 472,08*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*137 154,07*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 051 490,76**	**0,00**	**1 317 653,86**	**0,00**	**2 369 144,62**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**197 010,14**
Ressources propres disponibles	VIII	**2 369 144,62**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**2 172 134,48**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 77
Nombre de membres présents : 65
Nombre de suffrages exprimés : 70
VOTES :
Pour : 70
Contre : 0
Abstentions : 3

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par le président (1),
A Mâcon, le 07/12/2023
le président ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mâcon, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 14 DEC. 2023
et de la publication le 14 DEC. 2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante,
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Mâcon, le 13 décembre 2023

Pour le Président et par délégation,
la 1ère Vice-présidente

Michelle JUGNET

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Jean-Patrick	COURTOIS					
2	Michelle	JUGNET					
3	Gérard	COLON					
4	Christine	ROBIN					
5	Dominique	DEYNOUX					
6	Florence	BATTARD					
7	Jean-François	COGNARD					
8	Claude	CANNET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
9	Hervé	CARREAU					
10	Véronique-Laure	VERRAEST					
11	Gilles	JONDET					
12	Josiane	CASBOLT	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
13	Jérôme	CHEVALIER					
14	Anne	BROCHETTE					
15	Patrick	BUHOT					
16	Jacques	DOUSSOT	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Catherine	AMARO					
2	Yves	ANDREUX					
3	Daniel	AUPOIL					
4	Jean-Paul	BASSET					
5	Jean-Philippe	BELVILLE	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
6	Michel	BERTHET					
7	Catherine	CARLE-VIGUIER					
8	Robert	CASENOVE					
9	Katia	CASTEIL					
10	Virginie	CHEVALIER					
11	Marie-Claude	CHEZEAU					
12	Emilie	CLERC					
13	Philippe	COMMERÇON					
14	Eve	COMTET-SORABELLA					
15	Laurent	CONDEMINE					
	Valérie	Bouilloud	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
16	Brigitte	**DARMEDRU**					
18	Daniel	**DELUME**					
19	Rémy	**DESPLANCHES**					
20	Bernard	**DESPLAT**					
21	André	**DEWERDT**					
22	Benjamin	**DIRX**					
23	Michel	**DU ROURE**					
24	Yves	**DUPUIS**					
25	Aurélien	**DUTREMBLE**					
26	Vincent	**FAGUET**					
27	Eric	**FAURE**					
28	Jean-Claude	**FOURNET**					
29	Nathalie	**GONCALVES**					
30	Brigitte	**GUILLAUME**					
31	Sandrine	**JAILLOUX**	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
32	Dominique	JOBARD					
33	Eric	LAGRANGE					
34	Françoise	LARGE					
35	Frédéric	LASSALAS	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
36	Véronique	LEFEUVE					
37	Guy	MANTOUX					
38	Eric	MARECHAL	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
39	Bernard	MARTIN					
40	Jean-Pierre	MATHIEU					
41	Patrick	MONIN	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE
42	Sylvie	OUTURQUIN					
43	Jean-Pierre	PACAUD					
44	Jean	PAYEBIEN					
45	Claire	PELLETIER					
46	Marylin	PETERLIN-MALHERBE					

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
47	Bernard	PILARSKI					
48	Yves	PIPONNIER					
49	Maxim	PLAT					
50	Eric	PONCHAUX					
51	Patricia	RAVINET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
52	Hervé	REYNAUD					
53	Valentine	RIGAUD					
54	Sandra	ROBIN	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
55	Gabriel	SIMEON					
56	Caroline	THÉVENIAUD	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
57	Jacques	TOURNY					
58	Yannick	VACHER					
59	Laurent	VOISIN	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
60	Alban	VOSSION					
61	Alexandre	VUILLOT					

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20007030800081	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : COMPTABLE DU SGC MACON

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 2 (3)

BUDGET : BUDGET EAU (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	7 200,00	7 200,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	7 200,00	7 200,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	7 200,00	7 200,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	7 200,00	7 200,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	14 400,00	14 400,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	485 861,75	0,00	0,00	0,00	485 861,75
012	Charges de personnel, frais assimilés	338 570,00	0,00	0,00	0,00	338 570,00
014	Atténuations de produits	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
65	Autres charges de gestion courante	9 510,00	0,00	0,00	0,00	9 510,00
Total des dépenses de gestion des services		**841 941,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**841 941,75**
66	Charges financières	110 320,72	0,00	0,00	0,00	110 320,72
67	Charges exceptionnelles	542 160,00	0,00	0,00	0,00	542 160,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	25 437,75		0,00	0,00	25 437,75
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 519 860,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 519 860,22**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*81 162,00*		*0,00*	*0,00*	*81 162,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*865 418,00*		*7 200,00*	*7 200,00*	*872 618,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***946 580,00***		***7 200,00***	***7 200,00***	***953 780,00***
TOTAL		**2 466 440,22**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**2 473 640,22**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 473 640,22

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 928 000,00	0,00	0,00	0,00	1 928 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	22 650,00	0,00	0,00	0,00	22 650,00
Total des recettes de gestion des services		**1 950 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 950 650,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 950 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 950 650,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*108 929,00*		*7 200,00*	*7 200,00*	*116 129,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***108 929,00***		***7 200,00***	***7 200,00***	***116 129,00***
TOTAL		**2 059 579,00**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**2 066 779,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	406 861,22

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 473 640,22

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	837 651,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	336 515,25	0,00	0,00	0,00	336 515,25
21	Immobilisations corporelles	606 770,60	0,00	0,00	0,00	606 770,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 813 310,41	0,00	0,00	0,00	1 813 310,41
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 756 596,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 756 596,26**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	837 651,00	0,00	0,00	0,00	837 651,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**837 651,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**837 651,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 594 247,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 594 247,26**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*108 929,00*		*7 200,00*	*7 200,00*	*116 129,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***108 929,00***		***7 200,00***	***7 200,00***	***116 129,00***
TOTAL		**3 703 176,26**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**3 710 376,26**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 710 376,26**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	387 400,00	0,00	0,00	0,00	387 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 503 907,00	0,00	0,00	0,00	1 503 907,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 891 307,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 891 307,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	703 191,53	0,00	0,00	0,00	703 191,53
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**703 191,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**703 191,53**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 594 498,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 594 498,53**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*81 162,00*		*0,00*	*0,00*	*81 162,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*865 418,00*		*7 200,00*	*7 200,00*	*872 618,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***946 580,00***		***7 200,00***	***7 200,00***	***953 780,00***
TOTAL		**3 541 078,53**	**0,00**	**7 200,00**	**7 200,00**	**3 548 278,53**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**162 097,73**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 710 376,26**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**837 651,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*7 200,00*	7 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***7 200,00***	**7 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*7 200,00*	7 200,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***7 200,00***	**7 200,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 200,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*7 200,00*	7 200,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***7 200,00***	**7 200,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 200,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*7 200,00*	7 200,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***7 200,00***	**7 200,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 200,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**485 861,75**	**0,00**	**0,00**
6021	Matières consommables	0,00	0,00	0,00
60226	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	18 500,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	2 600,00	0,00	0,00
6066	Carburants	1 550,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 235,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	32 707,75	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 300,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	1 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	6 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 200,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	65 000,00	0,00	0,00
618	Divers	3 500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	24 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	11 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 350,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	3 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	6 330,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	200,00	0,00	0,00
6256	Missions	300,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	300,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	450,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 200,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	109 839,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	12 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	1 300,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	155 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	17 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**338 570,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	278 515,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	225,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	150,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	620,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	27 860,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	10 640,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
64148	Autres indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	4 180,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 340,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 910,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	0,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 770,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	360,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	8 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**9 510,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	8 010,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**841 941,75**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**110 320,72**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	108 612,15	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	8,57	0,00	0,00
6688	Autre	1 700,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**542 160,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	522 160,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**25 437,75**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**1 519 860,22**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***81 162,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***865 418,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*865 418,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***946 580,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***946 580,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 466 440,22**	**7 200,00**	**7 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	7 524,35
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-7 515,78
= Différence ICNE N – ICNE N-1	8,57

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 928 000,00**	**0,00**	**0,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	1 903 000,00	0,00	0,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	8 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	0,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	17 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**22 650,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	22 650,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 950 650,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 950 650,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***108 929,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*108 929,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***108 929,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 059 579,00**	**7 200,00**	**7 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**336 515,25**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	335 165,25	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 350,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**606 770,60**	**0,00**	**0,00**
217531	Réseaux d'adduction d'eau (mise à dispo)	601 013,60	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 757,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 813 310,41**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 813 310,41	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 756 596,26**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**837 651,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	837 651,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**837 651,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 594 247,26**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***108 929,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***108 929,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*22 777,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*1 533,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*42 787,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*1 126,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*37 276,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*3 430,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***108 929,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 703 176,26**	**7 200,00**	**7 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 200,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**387 400,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	311 000,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	76 400,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 503 907,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 503 907,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 891 307,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**703 191,53**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	703 191,53	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**703 191,53**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 594 498,53**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***81 162,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***865 418,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*78 474,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*2 406,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*280 114,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*11 801,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*491 957,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*666,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***946 580,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***946 580,00***	***7 200,00***	***7 200,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 541 078,53**	**7 200,00**	**7 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 200,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 946 580,00**	**7 200,00**	**II 7 200,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**837 651,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	837 651,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**108 929,00**	**7 200,00**	**7 200,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*108 929,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**953 780,00**	**0,00**	**0,00**	**953 780,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 946 580,00**	**7 200,00**	**VI 7 200,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**946 580,00**	**7 200,00**	**7 200,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*78 474,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*2 406,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*280 114,00*	*0,00*	*0,00*
281531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*7 200,00*	*7 200,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*11 801,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*491 957,00*	*0,00*	*0,00*
2817531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*666,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*81 162,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**953 780,00**	**0,00**	**162 097,73**	**703 191,53**	**1 819 069,26**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**953 780,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 819 069,26**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**865 289,26**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 77
Nombre de membres présents : 65
Nombre de suffrages exprimés : 70
VOTES :
Pour : 70
Contre : 0
Abstentions : 3

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par (1) le président,
A Mâcon le 07/12/2023
(1) le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mâcon, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 14 DEC. 2023
et de la publication le 14 DEC. 2023

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : l'assemblée délibérante.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Mâcon, le 13 décembre 2023

Pour le Président et par délégation,
la 1ère Vice-présidente

Michelle JUGNET

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Jean-Patrick	COURTOIS					
2	Michelle	JUGNET					
3	Gérard	COLON					
4	Christine	ROBIN					
5	Dominique	DEYNOUX					
6	Florence	BATTARD					
7	Jean-François	COGNARD					
8	Claude	CANNET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
9	Hervé	CARREAU					
10	Véronique-Laure	VERRAEST					
11	Gilles	JONDET					
12	Josiane	CASBOLT	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
13	Jérôme	CHEVALIER					
14	Anne	BROCHETTE					
15	Patrick	BUHOT					
16	Jacques	DOUSSOT	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Catherine	AMARO					
2	Yves	ANDREUX					
3	Daniel	AUPOIL					
4	Jean-Paul	BASSET					
5	Jean-Philippe	BELVILLE	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
6	Michel	BERTHET					
7	Catherine	CARLE-VIGUIER					
8	Robert	CASENOVE					
9	Katia	CASTEIL					
10	Virginie	CHEVALIER					
11	Marie-Claude	CHEZEAU					
12	Emilie	CLERC					
13	Philippe	COMMERÇON					
14	Eve	COMTET-SORABELLA					
15	Laurent	CONDEMINE					
	Valérie	Bouilloud	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
16	Brigitte	**DARMEDRU**					
18	Daniel	**DELUME**					
19	Rémy	**DESPLANCHES**					
20	Bernard	**DESPLAT**					
21	André	**DEWERDT**					
22	Benjamin	**DIRX**					
23	Michel	**DU ROURE**					
24	Yves	**DUPUIS**					
25	Aurélien	**DUTREMBLE**					
26	Vincent	**FAGUET**					
27	Eric	**FAURE**					
28	Jean-Claude	**FOURNET**					
29	Nathalie	**GONCALVES**					
30	Brigitte	**GUILLAUME**					
31	Sandrine	**JAILLOUX**	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
32	Dominique	JOBARD					
33	Eric	LAGRANGE					
34	Françoise	LARGE					
35	Frédéric	LASSALAS	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
36	Véronique	LEFEUVE					
37	Guy	MANTOUX					
38	Eric	MARECHAL	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
39	Bernard	MARTIN					
40	Jean-Pierre	MATHIEU					
41	Patrick	MONIN	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE
42	Sylvie	OUTURQUIN					
43	Jean-Pierre	PACAUD					
44	Jean	PAYEBIEN					
45	Claire	PELLETIER					
46	Marylin	PETERLIN-MALHERBE					

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
47	Bernard	PILARSKI					
48	Yves	PIPONNIER					
49	Maxim	PLAT					
50	Eric	PONCHAUX					
51	Patricia	RAVINET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
52	Hervé	REYNAUD					
53	Valentine	RIGAUD					
54	Sandra	ROBIN	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
55	Gabriel	SIMEON					
56	Caroline	THÉVENIAUD	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
57	Jacques	TOURNY					
58	Yannick	VACHER					
59	Laurent	VOISIN	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
60	Alban	VOSSION					
61	Alexandre	VUILLOT					

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20007030800073	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : COMPTABLE DU SGC MACON

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 3 (3)

BUDGET : BUDGET ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 23

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	42 900,00	42 900,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	42 900,00	42 900,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	42 900,00	42 900,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 982 681,86	0,00	0,00	0,00	1 982 681,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 201 279,00	0,00	0,00	0,00	1 201 279,00
014	Atténuations de produits	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
65	Autres charges de gestion courante	19 810,00	0,00	0,00	0,00	19 810,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 263 770,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 263 770,86**
66	Charges financières	104 106,95	0,00	0,00	0,00	104 106,95
67	Charges exceptionnelles	593 000,00	0,00	0,00	0,00	593 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	6 165,00		0,00	0,00	6 165,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	87 213,86		-4 095,00	0,00	87 213,86
Total des dépenses réelles d'exploitation		**4 054 256,67**	**0,00**	**-4 095,00**	**0,00**	**4 054 256,67**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*2 477 250,70*		*0,00*	*0,00*	*2 477 250,70*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*2 169 654,00*		*4 095,00*	*0,00*	*2 169 654,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***4 646 904,70***		***4 095,00***	***0,00***	***4 646 904,70***
TOTAL		**8 701 161,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 701 161,37**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 701 161,37

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 872 500,00	0,00	0,00	0,00	4 872 500,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	339 000,00	0,00	0,00	0,00	339 000,00
75	Autres produits de gestion courante	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
Total des recettes de gestion des services		**5 240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 240 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**5 240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 240 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*592 856,00*		*0,00*	*0,00*	*592 856,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***592 856,00***		***0,00***	***0,00***	***592 856,00***
TOTAL		**5 832 856,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 832 856,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 868 305,37

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 701 161,37

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	4 054 048,70

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	162 950,00	0,00	0,00	0,00	162 950,00
21	Immobilisations corporelles	891 608,97	0,00	0,00	0,00	891 608,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 856 961,57	0,00	0,00	0,00	5 856 961,57
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 911 520,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 911 520,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves	41 178,00	0,00	0,00	0,00	41 178,00
13	Subventions d'investissement	20 635,00	0,00	0,00	0,00	20 635,00
16	Emprunts et dettes assimilées	632 644,73	0,00	0,00	0,00	632 644,73
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**694 457,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 457,73**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**66 000,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**	**108 900,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 671 978,27**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**	**7 714 878,27**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*592 856,00*		*0,00*	*0,00*	*592 856,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***592 856,00***		***0,00***	***0,00***	***592 856,00***
TOTAL		**8 264 834,27**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**	**8 307 734,27**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**502 789,43**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 810 523,70**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	3 053 433,00	0,00	-4 095,00	0,00	3 053 433,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 001 286,00	0,00	0,00	0,00	1 001 286,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**4 054 719,00**	**0,00**	**-4 095,00**	**0,00**	**4 054 719,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**66 000,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**	**108 900,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 120 719,00**	**0,00**	**38 805,00**	**42 900,00**	**4 163 619,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 477 250,70*		*0,00*	*0,00*	*2 477 250,70*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*2 169 654,00*		*4 095,00*	*0,00*	*2 169 654,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 646 904,70***		***4 095,00***	***0,00***	***4 646 904,70***
TOTAL		**8 767 623,70**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**	**8 810 523,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 810 523,70**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**4 054 048,70**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	42 900,00	*0,00*	42 900,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**42 900,00**	***0,00***	**42 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**42 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	42 900,00	*0,00*	42 900,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**42 900,00**	***0,00***	**42 900,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**42 900,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 982 681,86**	**0,00**	**0,00**
6021	Matières consommables	0,00	0,00	0,00
60226	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	590 000,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	0,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	131 500,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	23 600,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	6 360,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	6 675,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	337 521,50	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	4 600,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	8 500,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	28 073,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	203 670,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	10 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	6 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	12 800,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	3 000,00	0,00	0,00
618	Divers	23 210,00	0,00	0,00
6222	Commissions recouvrement redevance	16 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	59 585,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	20 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	4 200,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	5 158,54	0,00	0,00
6238	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	12 450,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	400,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 720,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 645,82	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	329 517,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	30 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	28 246,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	4 750,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00
6356	Redevances occupat° domaine public	56 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 201 279,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	586 589,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	2 640,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 650,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 240,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	322 300,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	95 620,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
64148	Autres indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	5 540,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	58 100,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	91 070,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 930,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	26 100,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 500,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	60 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**19 810,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	6 800,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 010,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**3 263 770,86**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**104 106,95**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66111	Intérêts réglés à l'échéance	107 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-2 893,05	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**593 000,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	582 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**6 165,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	6 165,00	0,00	0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**87 213,86**	**-4 095,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**4 054 256,67**	**-4 095,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 477 250,70***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***2 169 654,00***	***4 095,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*2 169 654,00*	*4 095,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***4 646 904,70***	***4 095,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***4 646 904,70***	***4 095,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**8 701 161,37**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	20 097,91
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-22 990,96
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2 893,05

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**4 872 500,00**	**0,00**	**0,00**
70611	Redevance d'assainissement collectif	4 127 000,00	0,00	0,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	55 000,00	0,00	0,00
70613	Participations assainissement collectif	600 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	12 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	78 500,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**339 000,00**	**0,00**	**0,00**
741	Primes d'épuration	320 000,00	0,00	0,00
747	Subv. et participat° collectivités	6 000,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	13 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**28 500,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	28 500,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**5 240 000,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**5 240 000,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***592 856,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*592 856,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***592 856,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 832 856,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**162 950,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	160 250,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 700,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**891 608,97**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	4 000,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments d'exploitation	165 630,44	0,00	0,00
21355	Aménagement Bâtiments administratifs	44 615,82	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	579 409,50	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	80 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 500,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	13 453,21	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 856 961,57**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 856 961,57	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 911 520,54**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**41 178,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	41 178,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**20 635,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	20 635,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**632 644,73**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	632 644,73	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**694 457,73**	**0,00**	**0,00**
458120	MISE EN CONFORMITE ANC 2020 (6)	0,00	0,00	0,00
458121	MISE EN CONFORMITE ANC 2021 (6)	0,00	0,00	0,00
458122	MISE EN CONFORMITE ANC 2022 (6)	0,00	0,00	0,00
458123	MISE EN CONFORMITE ANC 2023 (6)	66 000,00	42 900,00	42 900,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**66 000,00**	**42 900,00**	**42 900,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**7 671 978,27**	**42 900,00**	**42 900,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***592 856,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***592 856,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*270 177,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*7 308,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*20 102,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*196 015,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*5 538,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*417,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*428,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*92 871,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
21311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***592 856,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**8 264 834,27**	**42 900,00**	**42 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			42 900,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**3 053 433,00**	**-4 095,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 317 185,00	-4 095,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	359 895,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	376 353,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 001 286,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 001 286,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**4 054 719,00**	**-4 095,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458123	MISE EN CONFORMITE ANC 2023 (5)	0,00	42 900,00	42 900,00
458220	MISE EN CONFORMITE ANC 2020 (5)	0,00	0,00	0,00
458221	MISE EN CONFORMITE ANC 2021 (5)	0,00	0,00	0,00
458222	MISE EN CONFORMITE ANC 2022 (5)	0,00	0,00	0,00
458223	MISE EN CONFORMITE ANC 2023 (5)	66 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**66 000,00**	**42 900,00**	**42 900,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**4 120 719,00**	**38 805,00**	**42 900,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 477 250,70***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***2 169 654,00***	***4 095,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*3 736,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*2 380,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*6 314,00*	*4 095,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*1 737,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*201,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*116 725,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*860,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*26 578,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*706 294,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*1 797,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*6 633,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 517,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*77 834,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 190 534,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*17 613,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 621,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 874,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 677,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*293,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 436,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***4 646 904,70***	***4 095,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***4 646 904,70***	***4 095,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**8 767 623,70**	**42 900,00**	**42 900,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**42 900,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 266 678,73**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**632 644,73**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	632 644,73	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**634 034,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	41 178,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*592 856,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 266 678,73**	**0,00**	**502 789,43**	**1 769 468,16**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 4 646 904,70**	**4 095,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 646 904,70**	**4 095,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*3 736,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*2 380,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*6 314,00*	*4 095,00*	*0,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*1 737,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*201,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*116 725,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*860,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*26 578,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*706 294,00*	*0,00*	*0,00*
281532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*1 797,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*6 633,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 517,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*77 834,00*	*0,00*	*0,00*
2817311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 190 534,00*	*0,00*	*0,00*
2817532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*17 613,00*	*0,00*	*0,00*
281788		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 621,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 874,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 677,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*293,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 436,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*2 477 250,70*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**4 646 904,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 646 904,70**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 769 468,16**
Ressources propres disponibles	VIII	**4 646 904,70**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**2 877 436,54**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 20	Intitulé de l'opération : MISE EN CONFORMITE ANC 2020			Date de la délibération : 01/01/2020
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**29 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	29 700,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**29 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**29 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le tiers (7)	29 700,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**29 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 21	Intitulé de l'opération : MISE EN CONFORMITE ANC 2021			Date de la délibération : 01/01/2021
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**46 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	46 200,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**46 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**46 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le tiers (7)	46 200,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**46 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 22	Intitulé de l'opération : MISE EN CONFORMITE ANC 2022			Date de la délibération : 01/01/2022
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**36 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	36 300,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**36 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**36 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le tiers (7)	36 300,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**36 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 23	Intitulé de l'opération : MISE EN CONFORMITE ANC 2023			Date de la délibération : 01/01/2023
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	0,00	0,00	42 900,00	42 900,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**
4581 Financement par le tiers (7)	0,00	0,00	42 900,00	42 900,00
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**42 900,00**	**42 900,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 77
Nombre de membres présents : 75
Nombre de suffrages exprimés : 70
VOTES :
Pour : 70
Contre :
Abstentions : 3

Date de convocation : 30/11/2023

Présenté par le président,
A Mâcon le 07/12/2023
le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mâcon, le 07/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le - 8 DEC. 2023

et de la publication le - 8 DEC. 2023

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

A Mâcon, le - 8 DEC. 2023

Pour le Président et par délégation,
la 1ère Vice-présidente

Michelle JUGNET

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Jean-Patrick	COURTOIS					
2	Michelle	JUGNET					
3	Gérard	COLON					
4	Christine	ROBIN					
5	Dominique	DEYNOUX					
6	Florence	BATTARD					
7	Jean-François	COGNARD					
8	Claude	CANNET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
9	Hervé	CARREAU					
10	Véronique-Laure	VERRAEST					
11	Gilles	JONDET					
12	Josiane	CASBOLT	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
13	Jérôme	CHEVALIER					
14	Anne	BROCHETTE					
15	Patrick	BUHOT					
16	Jacques	DOUSSOT	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
1	Catherine	AMARO					
2	Yves	ANDREUX					
3	Daniel	AUPOIL					
4	Jean-Paul	BASSET					
5	Jean-Philippe	BELVILLE	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
6	Michel	BERTHET					
7	Catherine	CARLE-VIGUIER					
8	Robert	CASENOVE					
9	Katia	CASTEIL					
10	Virginie	CHEVALIER					
11	Marie-Claude	CHEZEAU					
12	Emilie	CLERC					
13	Philippe	COMMERÇON					
14	Eve	COMTET-SORABELLA					
15	Laurent	CONDEMINE					
	Valérie	Bouilloud	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
16	Brigitte	**DARMEDRU**					
18	Daniel	**DELUME**					
19	Rémy	**DESPLANCHES**					
20	Bernard	**DESPLAT**					
21	André	**DEWERDT**					
22	Benjamin	**DIRX**					
23	Michel	**DU ROURE**					
24	Yves	**DUPUIS**					
25	Aurélien	**DUTREMBLE**					
26	Vincent	**FAGUET**					
27	Eric	**FAURE**					
28	Jean-Claude	**FOURNET**					
29	Nathalie	**GONCALVES**					
30	Brigitte	**GUILLAUME**					
31	Sandrine	**JAILLOUX**	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
32	Dominique	JOBARD					
33	Eric	LAGRANGE					
34	Françoise	LARGE					
35	Frédéric	LASSALAS	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
36	Véronique	LEFEUVE					
37	Guy	MANTOUX					
38	Eric	MARECHAL	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
39	Bernard	MARTIN					
40	Jean-Pierre	MATHIEU					
41	Patrick	MONIN	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE	Représenté par Aurore DUTARTRE
42	Sylvie	OUTURQUIN					
43	Jean-Pierre	PACAUD					
44	Jean	PAYEBIEN					
45	Claire	PELLETIER					
46	Marylin	PETERLIN-MALHERBE					

Conseil Communautaire - JEUDI 7 DECEMBRE 2023
LISTE D'EMARGEMENT DOCUMENTS BUDGETAIRES - DECISIONS MODIFICATIVES 2023

N°	PRENOM	NOM	Décision modificative n°3 Budget principal 2023	Décision modificative n°1 Budget annexe Cité de l'entreprise 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Déchets ménagers 2023	Décision modificative n°2 Budget annexe Eau 2023	Décision modificative n°3 Budget annexe Assainissement 2023
47	Bernard	PILARSKI					
48	Yves	PIPONNIER					
49	Maxim	PLAT					
50	Eric	PONCHAUX					
51	Patricia	RAVINET	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
52	Hervé	REYNAUD					
53	Valentine	RIGAUD					
54	Sandra	ROBIN	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
55	Gabriel	SIMEON					
56	Caroline	THÉVENIAUD	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée	Excusée
57	Jacques	TOURNY					
58	Yannick	VACHER					
59	Laurent	VOISIN	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé	Excusé
60	Alban	VOSSION					
61	Alexandre	VUILLOT					

AVENANT N° 11

A LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2018-2023
Mâconnais Beaujolais Agglomération / Association Office de Tourisme Communautaire du Mâconnais Beaujolais

Entre les soussignés :

Mâconnais Beaujolais Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Jean-Patrick COURTOIS, dûment habilité par délibération n°2023-257 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2023,
Ayant son siège, 67 Esplanade du Breuil CS 20811, 71000 MACON,

Ci-après dénommée « MBA »,

ET

L'association « Office de Tourisme Communautaire du Mâconnais-Beaujolais », représentée par son Président, Monsieur Charles LAMBOLEY, autorisé par le Conseil d'Administration en date du ……..,

Ayant son siège, 1 place Saint-Pierre 71000 MACON

Ci-après dénommée « **l'OTC** »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence obligatoire, MBA a confié à l'Office de Tourisme Communautaire du Mâconnais Beaujolais la mise en œuvre de sa politique de développement touristique au travers d'une convention d'objectifs pluriannuelle d'une durée de cinq ans, soit jusqu'au 31 mars 2023, prorogée par voie d'avenant jusqu'au 31 décembre 2023.

Au-delà des missions généralistes et obligatoires de l'OTC, cette convention précise l'ensemble des actions opérationnelles conduites par l'OTC et financées par MBA s'inscrivant dans le Schéma Directeur de développement Touristique 2018/2023.

MBA projette de réviser ce Schéma Directeur de développement touristique en 2024 en cohérence le schéma départemental de développement et de promotion touristique (2023-2028) voté en Assemblée Départementale le 30 mars 2023, ainsi qu'avec le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) en cours d'élaboration pour la période 2023-2028.

Aussi, les parties décident donc de signer un avenant n°11 à la convention d'objectifs pluriannuelle signée le 28 mars 2018, la prorogeant jusqu'au 31 décembre 2024, aux fins d'appropriation des orientations qui sont ou seront retenues dans les schémas touristiques départemental et régional et de révision du Schéma Directeur de développement touristique de MBA.

ARTICLE 1 :

L'article 10 - DUREE – est ainsi modifié

La convention est prolongée pour une période de douze mois supplémentaires soit jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2 :

Tous les autres termes de la convention d'objectifs pluriannuelle signé le 28 mars 2018 demeurent inchangés.

Fait à Mâcon, le

En deux exemplaires dont un pour chacune des parties,

L'association Office de Tourisme Communautaire du Mâconnais Beaujolais	**La Communauté d'Agglomération « Mâconnais-Beaujolais Agglomération »**
Le Président, Charles LAMBOLEY	Le Président, Jean-Patrick COURTOIS

Article	Catégorie de bien amorti	Type de matériel ou autres précisions	Durée amortissement
	Biens de faible valeur	Tout bien d'investissement d'un montant inférieur ou égal à 1 000€ (HT pour les budgets assujettis à la TVA et TTC pour les autres)	1 an
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
131x	Subvention d'investissement rattachées aux actifs amortissables	Etat, Région, Département, Communes, Autres EPL, Fonds européens	Selon la durée d'amortissement du bien subventionné
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
2031	Frais d'étude	Frais d'études non suivies de réalisation	5 ans
2033	Frais d'insertion	Frais d'insertions non suivies de réalisation	5 ans
204xx1	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des biens mobiliers, du matériel ou des études dont la durée d'utilisation attendue est connue	selon la durée d'utilisation, maximum 5 ans
204xx1	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des biens mobiliers, du matériel ou des études non amortissable ou dont la durée d'utilisation est indéterminable	5 ans
204xx2	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des biens immobiliers ou des installations dont la durée d'utilisation attendue est connue	selon la durée d'utilisation, maximum 30 ans
204xx2	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des biens immobiliers ou des installations non amortissable ou dont la durée d'utilisation est indéterminable	30 ans
204xx3	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des projets d'infrastructures d'intérêt national dont la durée d'utilisation attendue est connue	selon la durée d'utilisation, maximum 40 ans
204xx3	Subventions d'équipement versées ou en nature	Pour financer des projets d'infrastructures d'intérêt national non amortissable ou dont la durée d'utilisation est indéterminable	40 ans
2051	Concessions et droits similaires	Logiciels de bureautique, applications informatiques	2 ans
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
2114 21714	Terrains de gisement		Sur la durée du contrat d'exploitation
2121 21721	Plantations d'arbres		20 ans

Article	Catégorie de bien amorti	Type de matériel ou autres précisions	Durée amortissement
2128 21728	Autres agencements et aménagements de terrain	Clôture, panneaux, …	6 ans
2132x 21732x	Bâtiments privés	Immeubles de rapport, autres bâtiments privés	25 ans
21352 21735	Installations générales, agencements, aménagements des constructions – Bâtiments privés	Remplacement chaudière, réfection locaux	10 ans
2142 21742	Immeubles de rapport	Sur constructions sur sol d'autrui	Sur la durée du bail à construction
2145 21745	Installations générales, agencements, aménagements	Sur constructions sur sol d'autrui	Sur la durée du bail à construction
2152 21752	Installations de voirie	Panneaux de signalisation	10 ans
21532 217532	Réseaux d'assainissement	GEPU	60 ans
215731 2175731	Matériel roulant de voirie	Tracteurs, tracteur-tondeuses, etc.	10 ans
215738 2175738	Autre matériel et outillage de voirie	Equipement d'entretien et nettoyage de la voirie (pince à déchets, tondeuse, balai avec grattoir, etc.)	7 ans
2158 21758	Autres installations, matériel et outillage technique	Extincteurs, tronçonneuse, souffleur, …	7 ans
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	Dans des bâtiments dont la collectivité n'est ni propriétaire, ni affectataire, ou qu'elle n'a pas reçu au titre de mise à disposition	10 ans
21828 217828	Autres matériels de transport	Camions et véhicules industriels Bus	7 ans
21828 217828	Autres matériels de transport	Véhicules légers (voitures, vélos électriques)	5 ans
21838 217838	Autre matériel informatique	Ordinateurs, serveurs, photocopieurs, etc.	4 ans
21848 217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Destructeurs de documents, massicots, matériels de classement, matériels à affranchir, etc.	4 ans
21848 217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Meubles de rangement, mobilier de bureau, mobilier urbain	10 ans
2185 21785	Matériel de téléphonie	Appareils téléphoniques filaires Appareils téléphoniques mobiles et radiotéléphones	4 ans

Article	Catégorie de bien amorti	Type de matériel ou autres précisions	Durée amortissement
2188 21788	Autres	Pianos de concert	25 ans
2188 21788	Autres	Instruments à vent, Instruments d'orchestre, autres	10 ans
2188 21788	Autres	Audiovisuel (téléviseur, appareil photographique et accessoires, rétroprojecteur, etc.)	10 ans
2188 21788	Autres	Electroménager	5 ans
2188 21788	Autres	Matériels sportifs (centre aquatique et piscine)	10 ans
2188 21788	Autres	Monétique (caisses enregistreuses, lecteurs de cartes bleues, etc.)	5 ans
2188 21788	Autres	Autres matériels ne relevant pas d'une autre catégorie	10 ans
2188 21788	Autres	Les primo-équipements Les fonds documentaires Les dépenses futures relevant d'un renouvellement seront imputées en fonctionnement.	Pas d'amortissement

Annexe à la délibération relative au tableau des effectifs - création de postes
Conseil Communautaire du 7 décembre 2023

L'annexe tableau des effectifs telle qu'approuvée par la délibération n°2017-030 modifiée par délibérations ultérieures reste inchangée. Sont à prendre les modifications suivantes :

N° du poste	Libellé filière	Catégorie	Grade	Temps de travail (C/TNC/P)	Nbre d'h. hebdo
140	Médico-sociale / Technique	B / C	Auxiliaire de puériculture de classe normale et auxiliaire de puériculture de classe supérieure et adjoint technique et adjoint technique principal de 2e classe et adjoint technique principal de 1ère classe	C	35,00
154	Médico-sociale	B	Auxiliaire de puériculture de classe normale et auxiliaire de puériculture de classe supérieure	C	35,00
343	Technique	Catégorie	Agent de maîtrise et agent de maîtrise principal et adjoint technique et adjoint technique principal de 2e classe et adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet	C	35,00

Annexe à la délibération relative au tableau des effectifs - création des emplois permanents à temps complet et non complet
Conseil Communautaire du 7 décembre 2023

L'annexe tableau des effectifs telle qu'approuvée par la délibération n°2017-030 modifiée par délibérations ultérieures reste inchangée. Sont à prendre les modifications suivantes :

N° du poste	Libellé filière	Catégorie	Grade	Temps de travail (C/TNC)	Nbre d'h. hebdo
496	Médico-Sociale	A	Médecin territorial de 1ère classe et médecin territorial de 2e classe et médecin hors classe et infirmier en soins généraux et infirmiers en soins généraux hors classe et puéricultrice et puéricultrice hors classe	TNC	7,00

L'annexe relative aux recours à des agents contractuels sur emploi permanent telle qu'approuvée par la délibération n°2018-149 du Conseil Communautaire du 11 octobre 2018 modifiée reste inchangée. Sont à prendre les modifications suivantes :

Sur le fondement des articles L.332-8 et suivants du Code général de la fonction publique, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par ladite loi, les emplois permanents suivants pourront être occupés de manière permanente par des agents contractuels :

Référence délibération	N° de poste au TE	Nature des fonctions	Niveau de recrutement	Niveau de rémunération (plafond)
n° 2020-134 du 23 juillet 2020	106	Enseignant(e) flûte traversière	Diplôme d'Etat Expérience professionnelle avérée	Indice brut maximal du grade et régime indemnitaire correspondant

Annexe à la délibération relative à la création des emplois non permanents pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité
Conseil Communautaire du 7 décembre 2023

Création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité pour l'année 2024

Structures communautaires	Cadres d'emplois*	Nombre d'emplois correspondant à un besoin saisonnier ou occasionnel
Ensemble des Directions et Services de MBA	Adjoints administratifs territoriaux	30
	Rédacteurs territoriaux	5
	Attachés territoriaux	5
	Adjoints techniques territoriaux	90
	Agents de maitrise territoriaux	10
	Techniciens territoriaux	10
	Ingénieurs territoriaux	10
Pôle aquatique	Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives	25
	Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	10
Conservatoire Edgar VARESE	Assistants territoriaux d'enseignement artistique	15
	Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	10
Direction petite enfance	Auxiliaires territoriaux de puériculture	20
	Puéricultrices	5
	Infirmiers territoriaux	5
	Infirmiers territoriaux en soins généraux	5
	Adjoints d'animation territoriaux	5
	Agents sociaux territoriaux	5
	Educateurs territoriaux de jeunes enfants	10
	Psychomotricien	2

*Les emplois créés sont ouverts à tous les grades du cadre d'emplois.

Annexe à la délibération relative au recrutement des vacataires pour l'année 2024
TABLEAU DES VACATIONS

Type de vacation	Service	Cadre d'emplois	Nombre de vacataires	Rémunération	Volume prévisionnel maximum annuel	Validité
Surveillant de bassins	Pôle aquatique	OTAPS et ETAPS	35	Salaire horaire selon indice	2 000 heures	01/01/2024 31/12/2024
Médiateur		Adjoint technique	5	12,30 € Brut (vacation = 1h)	1000 heures	
Accueil du jeune enfant	Direction Petite enfance	Educateur Jeunes Enfants et Auxiliaire de puériculture et Adjoint technique	60	Salaire horaire selon indice	30 000 heures	
Cuisinier		Adjoint technique	5	Salaire horaire selon indice	200 heures	
Médecins		_	5	Forfait mensuel maximal : 1000 € Brut	24 vacations	
Masters-class	Conservatoire Edgar VARESE	_	40	200 € Brut (vacation = 1/2 journée)	120 vacations	
Jurys		_	40	36,58 € Brut (vacation = 1h)	80 vacations	
Enseignement artistique		Elève animateur	5	Salaire horaire selon indice	400 heures	
		Assistant et Professeur d'Enseignement Artisitique	5		400 heures	
Prestations intellectuelles	Services communautaires	_	5	forfait journalier : 1 000 €	20 jours	
Nettoyage des locaux	Services communautaires	Adjoint technique	20	Salaire horaire selon indice	5 000 heures	
Chauffeur	Services communautaires	Adjoint technique et agent de maîtrise	5	120€ brut la journée	50 vacations	01/01/2024 31/12/2024

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

REGLEMENT RELATIF AU REMBOURSEMENT

DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES AGENTS

Adopté par délibération n°2017-049 du 2 février 2017
Modifié par délibérations n°2018-110 du 28 juin 2018, n°2019-129 du 27 juin 2019
et n°2023-267 du 7 décembre 2023

SOMMAIRE

I - PERSONNELS BENEFICIAIRES DES REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE DEPLACEMENT 3

II- DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS POUVANT ETRE PRISE EN CHARGE 3

III - CONDITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT 4

IV - INDEMNITES KILOMETRIQUES EN METROPOLE..... 4

V - INDEMNITES DE MISSION..... 5

VI - INDEMNISATION DES FRAIS ENGAGES PAR L'UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN 5

VII - DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL 5

VIII - RECAPITULATIF DES CAS D'OUVERTURE POSSIBLES DONNANT DROIT AU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT 7

IX - JUSTIFICATIFS ET PIECES A FOURNIR POUR BENEFICIER D'UN REMBOURSEMENT DE FRAIS 10

X - DATE D'EFFET..... 10

I - PERSONNELS BENEFICIAIRES DES REMBOURSEMENTS DE FRAIS DE DEPLACEMENT

Les personnels territoriaux, c'est-à-dire les personnes « qui reçoivent d'une collectivité ou d'un de ses établissements publics à caractère administratif une rémunération au titre de leur activité principale » sont les bénéficiaires de ce dispositif.
Egalement, les agents autres que ceux recevant de MBA une rémunération au titre de leur activité principale, dans le cadre d'une autorisation spécifique donnée à cet effet, peuvent bénéficier de ce dispositif.

Par conséquent, sont concernés par ces dispositions au sein de MBA :

- Les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, temps partiel ou temps non complet ;
- Les agents contractuels sous contrat de droit public et sous contrat de droit privé ;
- Les assistantes maternelles utilisant leur véhicule personnel pour transporter, hors ou au sein de la résidence administrative, les enfants que le service lui confie, à des temps collectifs (sur la base du barème en vigueur pour les agents de la Fonction Publique Territoriale) ;
- Les membres des jurys d'examen et masterclass intervenant au sein du Conservatoire Edgar VARESE (sur la base du barème en vigueur pour les agents de la Fonction Publique Territoriale).

II- DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS POUVANT ETRE PRISE EN CHARGE

Sont considérés comme étant des déplacements professionnels (hors résidence administrative*) :

- Un rendez-vous professionnel ;
- Une réunion professionnelle ;
- Un congrès, une conférence, un colloque ;
- Une journée d'information ;
- Une action de formation préalable à la titularisation ou une action de formation continue en vue de la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- La présentation à un concours ou examen professionnel ;
- Le trajet pour la Trésorerie ;
- Une expertise médicale ;
- Les trajets pour les besoins du service.

*Résidence administrative : territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service où est affecté l'agent.

III - CONDITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT

Tout déplacement hors de la résidence administrative, quel qu'en soit le motif, doit être préalablement et expressément autorisé.
L'agent ou intervenant envoyé en mission doit être muni au préalable d'un ordre de mission, pour une durée totale ne pouvant excéder 12 mois, signé par l'autorité territoriale ou par un fonctionnaire ayant délégation à cet effet.
L'ordre de mission est obligatoire, l'agent doit être en possession de ce document au moment de son départ car il constitue le document qui autorise le voyage et le remboursement des frais afférents.
Tout agent muni d'un ordre de mission et effectuant un déplacement professionnel hors de sa résidence administrative avec son véhicule personnel peut bénéficier du remboursement de ses frais après établissement d'un état de frais de déplacement.

Par ailleurs, l'indemnisation des frais de transport peut être basée sur la résidence familiale de l'agent (adresse principale du domicile déclarée à l'employeur) lorsque le trajet est plus direct, plus économique pour l'agent et la collectivité.

Les frais inhérents à ces déplacements professionnels sont avancés par l'agent et remboursés par la collectivité au vu de l'ordre de mission et des pièces justificatives (état de frais de déplacement, frais de parking, ticket de péage, etc.).

MBA autorise le déplacement en choisissant le moyen de transport au tarif le moins onéreux, et lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

IV - INDEMNITES KILOMETRIQUES EN METROPOLE

Les indemnités kilométriques sont fixées de la manière suivante :

Selon puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Après 10 000 km
5 cv et moins	**0.32 €**	**0.40 €**	**0.23 €**
6 et 7 cv	**0.41 €**	**0.51 €**	**0.30 €**
8 cv et plus	**0.45 €**	**0.55 €**	**0.32 €**

Type de véhicule	Montant de l'indemnisation
Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm^3)	**0.15 € par km**
Vélomoteur et autres véhicules à moteur	**0.12 € par km**

Ces indemnités sont fixées par l'arrêté du 14 mars 2022 fixant les taux des indemnités kilométriques et s'appliquent à compter du 1er janvier 2022.
En cas de revalorisation, elles seront automatiquement mises à jour.

V - INDEMNITES DE MISSION

Mâconnais Beaujolais Agglomération fixe les indemnités de mission de la manière suivante :

	Taux de base	Grandes villes* et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris
Hébergement	**90 €**	**120 €**	**140 €**
Déjeuner	**20 €**	**20 €**	**20 €**
Dîner	**20 €**	**20 €**	**20 €**

*Sont considérées comme grandes villes les communes dont la population légale ou égale ou supérieure à 200 000 habitants.

Egalement, le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Tout agent amené à se déplacer à l'étranger bénéficie d'un remboursement des frais de déplacement conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 3 juillet 2006.

VI - INDEMNISATION DES FRAIS ENGAGES PAR L'UTILISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

L'agent peut être amené, pour les besoins du service, à utiliser différents modes de transport en commun (train, avion, bus, etc.).

Le choix entre ces modes de transport s'effectue sur la base du tarif le plus économique (billet de 2e classe) et le plus adapté à la nature du déplacement.

VII - DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

MBA prend en charge les titres d'abonnement souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile-lieu de travail par des moyens de transport public à raison de 75% de leur montant. La participation s'effectue sur la base du tarif le plus économique pratiqué par les transporteurs et dans la limite d'un plafond de **96.36 €** par mois.

Les titres de transport qui peuvent être pris en charge sont les suivants :

- Abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité ainsi que les abonnements annuels, mensuels ou hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages illimités ou limités délivrés par la RATP, la SCNF, ou toute autre entreprise de transport public de personnes ;
- Abonnements à un service public de location de vélos.

L'abonnement souscrit doit être hebdomadaire, mensuel ou annuel. Les titres de transport achetés à l'unité ne peuvent être remboursés (à titre d'exemple, les tickets de bus achetés à l'unité).

Vous devez fournir à la Direction des Ressources Humaines le justificatif d'abonnement à un transport collectif souscrit à votre nom.

Le remboursement du prix de votre titre de transport est mensuel.

VIII - RECAPITULATIF DES CAS D'OUVERTURE POSSIBLES DONNANT DROIT AU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT

Cas d'ouverture	Type d'indemnités de déplacements			Organisme prenant en charge
	Frais de transport	Frais de repas	Frais d'hébergement	
Pour les agents communautaires se rendant au Siège	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les agents se rendant à la piscine d'Azé	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les agents du pôle collecte et traitement des déchets ménagers se rendant en déchetterie	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les agents du conservatoire intervenants dans les écoles (hors Mâcon)	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les membres des jurys d'examen ayant un arrêté de nomination vacation	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les membres des master class ayant un arrêté de nomination vacation	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les agents de la filière culturelle accompagnant, hors de leur résidence administrative, les élèves du Conservatoire	OUI	OUI	NON	EMPLOYEUR
Pour les assistantes maternelles participant aux matinées d'éveil	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR

Cas d'ouverture	Type d'indemnités de déplacements			Organisme prenant en charge
	Frais de transport	**Frais de repas**	**Frais d'hébergement**	
Pour les agents se rendant à la visite médicale	NON	NON	NON	
Pour les agents se rendant à une expertise médicale*	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les agents effectuant un trajet pour achat de fourniture	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR
Pour les formations organisées par le CNFPT	OUI	OUI	OUI **La veille du stage** : l'hébergement est assuré et/ou indemnisé par le CNFPT dès lors que le trajet le plus court entre la résidence administrative et le lieu de stage est égal ou supérieur à 150 km aller. **A partir du 1er jour du stage** : L'hébergement est assuré et/ou indemnisé pour le stagiaire dont la résidence administrative est située à plus de 70 km aller du lieu du stage.	**CNFPT** (Prise en charge si l'aller-retour est supérieur à 20 kilomètres / prise en charge de frais d'hébergement) **EMPLOYEUR** (Prise en charge des 20 premiers kilomètres et frais de péage)
Pour les formations organisées par un organisme hors CNFPT	OUI	OUI	OUI	EMPLOYEUR
Pour les formations organisées par l'employeur	OUI	OUI	NON	EMPLOYEUR
Pour les préparations aux concours	OUI	OUI	OUI	EMPLOYEUR (à raison d'un aller-retour par session de formation)

Cas d'ouverture	Type d'indemnités de déplacements			Organisme prenant en charge
	Frais de transport	Frais de repas	Frais d'hébergement	
Pour les concours ou examens professionnels	OUI	NON	NON	EMPLOYEUR (à raison d'un aller-retour par année civile)
Pour les validations des acquis et de l'expérience (VAE) et bilans de compétences	OUI	OUI	OUI	EMPLOYEUR Si la VAE ou le bilan de compétence est à l'initiative de l'employeur ou du service de médecine préventive
Pour les formations au titre du compte personnel de formation	NON A l'exception des actions de formation en présentiel en lien avec le suivi d'un bilan de compétence, d'une validation des acquis de l'expérience ou d'une préparation à un concours ou examen professionnel	NON A l'exception des actions de formation en présentiel en lien avec le suivi d'un bilan de compétence, d'une validation des acquis de l'expérience ou d'une préparation à un concours ou examen professionnel	NON A l'exception des actions de formation en présentiel en lien avec le suivi d'un bilan de compétence, d'une validation des acquis de l'expérience ou d'une préparation à un concours ou examen professionnel	EMPLOYEUR Dans le cadre des actions de formation en lien avec le suivi d'un bilan de compétence, d'une validation des acquis de l'expérience ou d'une préparation à un concours ou examen professionnel

* L'agent doit utiliser en priorité son véhicule personnel pour se rendre à une expertise médicale. L'assurance Auto de MBA est substituée à celle de l'agent. En effet, l'assureur garantit les risques de responsabilité et de dommages aux véhicules causés ou subis par les véhicules personnels des agents ou des véhicules dont ils ont la garde pour des raisons de service, y compris de manière régulière et/ou fréquente. Dans le cadre d'un déplacement pour une expertise médicale, le trajet doit être direct entre le lieu de départ et le lieu de l'expertise pour que cette garantie soit acquise.
Cette garantie se substitue alors intégralement à la police d'assurance souscrite personnellement par l'agent.
Dans le cas où l'agent n'a pas de véhicule personnel, MBA autorise le déplacement en choisissant le moyen de transport au tarif le moins onéreux, et lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature dudit déplacement.

IX - JUSTIFICATIFS ET PIECES A FOURNIR POUR BENEFICIER D'UN REMBOURSEMENT DE FRAIS

En ce qui concerne les frais de transport et les frais de repas, la communication ou non des justificatifs de paiement dépend désormais du montant des frais de transport engagés par l'agent :

- lorsque les frais de transport sont inférieurs à 30 €, les agents doivent simplement conserver leurs justificatifs de frais de transport et de frais de repas jusqu'à leur remboursement par l'employeur. Leur communication n'est requise qu'en cas de demande expresse de l'employeur ;
- lorsque les frais de transport sont supérieurs à 30 €, les agents doivent obligatoirement communiquer l'ensemble des justificatifs de leurs frais de transport et de repas (en plus de ceux relatifs aux frais d'hébergement).

Afin d'optimiser le coût de gestion des frais de déplacement, les demandes de remboursement des agents, adressées au Service Finances et Contrôle de gestion, dont le montant cumulé est inférieur à 15 €, sont mises en attente pour être remboursées en fin d'année civile.

A contrario, les demandes de remboursement des agents dont le montant cumulé est supérieur ou égal à 15 € sont remboursées dès l'atteinte de ce montant.

X - DATE D'EFFET

Ces dispositions prendront effet à la date d'entrée en vigueur de la présente délibération.

Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION

PROTOCOLE RELATIF A L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS COMMUNAUTAIRES

Table des matières

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES SUR LE TEMPS DE TRAVAIL 3

ARTICLE 1 – DEFINITION DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF 4
ARTICLE 2 – DUREE DU TRAVAIL EFFECTIF 4
ARTICLE 3 – LES GARANTIES MINIMALES 4
Article 3.1 – Durées maximales de travail effectif 4
Article 3.2 – Durées minimales de repos 4
ARTICLE 4 – LES PERIODES ASSIMILEES AU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF 5
ARTICLE 5 – LES PERIODES EXCLUES DU TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF 5

TITRE II – LES CYCLES DE TRAVAIL 6

ARTICLE 1 – L'ORGANISATION EN CYCLES DE TRAVAIL 6
Article 1.1 – Cycles de travail des agents du Siège 6
Article 1.2 – Cycles de travail des agents du Conservatoire de musique et danse Edgar VARESE 6
Article 1.3 – Cycles de travail des agents du Pôle Aquatique 7
Article 1.4 – Cycles de travail des agents de la Direction des déchets 7
Article 1.5 – Cycles de travail des agents de la Direction Petite Enfance 8
ARTICLE 2 – TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION ET TEMPS PARTIEL DE DROIT 9
Article 2.1 – Définition du temps partiel sur autorisation et de droit 9
Article 2.2 – définition des quotités de temps partiel 9
Article 2.3 – Durée du temps partiel 9

TITRE III – LES JOURS DE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL 10

ARTICLE 1 – DEFINITION DES JOURS DE RTT 10
ARTICLE 2 – ACQUISITION DES JOURS DE RTT 10
ARTICLE 3 – LA REDUCTION DES JOURS DE RTT DES AGENTS EN CONGES POUR RAISON DE SANTE OU EN CONGE MATERNITE/PATERNITE/D'ADOPTION ET D'ACCUEIL DE L'ENFANT 10
ARTICLE 4 – REPORT DES JOURS DE RTT NON PRIS 11
ARTICLE 5 – JOURNEE DE SOLIDARITE 11
ARTICLE 6 – LE DON DE JOURS DE REPOS 11

TITRE IV : LES HEURES COMPLEMENTAIRES ET LES HEURES SUPPLEMENTAIRES 12

ARTICLE 1 – DEFINITION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES 12
ARTICLE 2 – LES AGENTS A TEMPS NON-COMPLET 12
ARTICLE 3 – LES AGENTS A TEMPS PARTIEL 12
ARTICLE 4 – MODALITES DE REALISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES 12
ARTICLE 5 – MODALITES DE RECUPERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES 12
ARTICLE 6 – MODALITES D'INDEMNISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES 12

TITRE V – L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL 13

ARTICLE 1 – L'ELABORATION DES PLANNINGS 13
ARTICLE 2 – LES HORAIRES DE DEPART ET D'ARRIVEE 13
ARTICLE 4 – RETARDS, ABSENCES NON JUSTIFIEES, SORTIES PENDANT LES HEURES DE TRAVAIL 13

TITRE VI – LES CONGES ANNUELS 14

ARTICLE 1 – LA DETERMINATION DES DROITS A CONGES 14
ARTICLE 2 – LES JOURS DE FRACTIONNEMENT 14
ARTICLE 3 – LES PRINCIPES DE POSE 14
ARTICLE 4 – LES MODALITES DE POSE DES CONGES 14
ARTICLE 5 – LE REPORT DES CONGES 14
ARTICLE 6 – LE REPORT DES CONGES DES AGENTS INDISPONIBLES 15

TITRE VII – LE COMPTE-EPARGNE TEMPS (CET) 16

ARTICLE 1 – LE PRINCIPE DU CET 16
ARTICLE 2 – LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU CET 16

ARTICLE 3 – LES AGENTS BENEFICIAIRES ET NON BENEFICIAIRES DU CET 16
Article 3.1 – Les agents bénéficiaires *16*
Article 3.2 – Les agents non bénéficiaires *16*
ARTICLE 4 – LA PROCEDURE D'OUVERTURE DU CET 17
ARTICLE 5 – L'ALIMENTATION DU CET 17
ARTICLE 6 – LE NOMBRE MAXIMAL DE JOURS POUVANT ETRE EPARGNES 17
ARTICLE 7 – L'OBLIGATION DE PRENDRE AU MINIMUM 20 JOURS DE CONGES ANNUELS 17
ARTICLE 8 – LE CAS DES JOURS NON PRIS 18
ARTICLE 9 – LES CONDITIONS D'UTILISATION DU CET 18
ARTICLE 10 – LE DROIT D'OPTION ET LE DELAI 18
ARTICLE 11 – L'ANNUALITE DU DROIT D'OPTION 19
ARTICLE 12 – LA COMPATIBILITE AVEC LES NECESSITES DU SERVICE 19
ARTICLE 13 – L'INDEMNISATION FORFAITAIRE DES JOURS 19
ARTICLE 14 – LA PRISE EN COMPTE DES JOURS AU SEIN DU REGIME DE RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE (RAFP) 20
ARTICLE 15 – EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR, DE POSITION OU DE SITUATION ADMINISTRATIVE 23
ARTICLE 16 – LA CESSATION DEFINITIVE DES FONCTIONS DU TITULAIRE DU CET 24

TITRE VIII – LES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE 25

ARTICLE 1 – MODALITES D'OCTROI 25
ARTICLE 2 – LES DIFFERENTES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE 25

TITRE I – Dispositions générales sur le temps de travail

Article 1 – Définition du temps de travail effectif

Le « temps de travail effectif » se définit comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Article 2 – Durée du travail effectif

Conformément à l'article 1 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail, la durée de référence du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine et le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1607 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

La durée annuelle de travail effectif est calculée comme suit :

Nombre de jours travaillés (365 j/an – 104 jours de repos hebdomadaires/an – 25 jours de congés annuels – 8 jours fériés en moyenne/an)	228 jours
Nombre d'heures par an	1596 heures, arrondies à 1600 heures
Journée de solidarité	7 heures
Durée annuelle de travail effectif	1607 heures

Les agents à temps non complet et à temps partiel relèvent, quant à eux, d'un temps de travail annuel effectif calculé au prorata de celui des agents à temps complet occupant un emploi similaire.

Article 3 – Les garanties minimales

Article 3.1 – Durées maximales de travail effectif

En tenant compte des heures supplémentaires, la durée hebdomadaire de travail ne pourra pas dépasser :

- 48 heures au cours d'une même semaine,
- 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

La durée quotidienne de travail ne pourra pas, quant à elle, excéder 10 heures sur une amplitude maximale de 12 heures.

Article 3.2 – Durées minimales de repos

Le repos hebdomadaire est, en principe le dimanche, et ne peut être inférieur à 35 heures (24h00 + 11h00 de nuit).

Un repos minimum quotidien de 11 heures par jour lui sera également assuré. A titre d'exemple, un agent quittant son poste à 19h00 ne peut le reprendre avant 6h00 le lendemain matin.

Enfin, une pause de 20 minutes minimum devra être accordée à chaque agent ayant accompli 6 heures consécutives de travail effectif.

Article 4 – Les périodes assimilées au temps de travail effectif

Sont assimilées à du temps de travail effectif :

- les déplacements professionnels accomplis par l'agent, dès lors que l'agent reste à disposition de son employeur,
- les temps de douche sur le lieu de travail pour les agents effectuant des travaux insalubres et salissants,
- les périodes de formation décidées ou acceptées par l'employeur,
- le temps consacré aux visites médicales professionnelles (y compris temps de trajet),
- les décharges d'activité syndicale.

Le temps passé par un agent en formation sera comptabilisé à hauteur des obligations de service de l'agent le jour de la formation quels que soient le nombre d'heures de formation et le temps de trajet pour s'y rendre.

Article 5 – Les périodes exclues du temps de travail effectif

Ne sont pas considérés comme constituant du temps de travail effectif :

- le temps de trajet entre le domicile et le travail (sauf au cours d'une période d'astreinte),
- les temps de pause (pause méridienne notamment),
- Les autorisations spéciales d'absence,
- Les périodes de congé de maladie, congé pour accident de service ou maladie professionnelle.

TITRE II – Les cycles de travail

Article 1 – L'organisation en cycles de travail

Le temps de travail est organisé sur la base de périodes de référence dénommées cycles de travail. Les cycles de travail, organisés par des bornes quotidiennes et hebdomadaires et des horaires de travail, peuvent différer selon le service, le secteur d'activité ou la nature des fonctions. Des cycles hebdomadaires et non hebdomadaires peuvent également coexister dans un même service.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur de ces cycles de façon à garantir le respect des 1607 heures annuelles et les prescriptions minimales. Si les besoins du service le justifient, les horaires de travail peuvent inclure des nuits, des samedis, des dimanches et des jours fériés.

Article 1.1 – Cycles de travail des agents du Siège

L'organisation du temps de travail des agents du Siège est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	39h00
Nombre de jours travaillés dans la semaine	5 jours
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	23 jours
Total de CA et RTT	47 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)

Article 1.2 – Cycles de travail des agents du Conservatoire de musique et danse Edgar VARESE

L'organisation du temps de travail des agents des équipes administrative et technique du Conservatoire est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	39h00
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	23 jours
Total de CA et RTT	47 jours*

*Pour les agents du Conservatoire, **la journée de solidarité s'effectue lors de la fête du Conservatoire**.

Nombre de jours travaillés dans la semaine		
Filière culturelle : Professeur d'enseignement artistique – assistant d'enseignement artistique	Filière Technique	Filière Administrative
Nombre de jours variant de 1 à 6 jours	Nombre de jours variant de 4,5 à 6 jours	Nombre de jours variant de 4,5 à 6 jours

Article 1.3 – Cycles de travail des agents du Pôle Aquatique

L'organisation du temps de travail des agents du Pôle Aquatique est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	37h00
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	12 jours
Total de CA et RTT	37 jours

Pour les agents du Pôle Aquatique, la journée de solidarité est répartie sur le temps de travail annuel.

Nombre de jours travaillés dans la semaine		
Filière sportive	Filière Technique	Filière Administrative
Nombre de jours variant de 4 à 6 jours	Nombre de jours variant de 4 à 6 jours	Nombre de jours variant de 4 à 6 jours

Article 1.4 – Cycles de travail des agents de la Direction des déchets

L'organisation du temps de travail des agents de la Direction des déchets est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire des agents exerçant des fonctions d'encadrement et des agents exerçant leurs fonctions sur le site de Sennecé-Lès-Mâcon	39h00
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	23 jours
Total de CA et RTT	47 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)

Cycle de travail hebdomadaire des agents de collecte, ripeurs, gardiens de déchetterie	38h00
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	18 jours
Total de CA et RTT	42 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)

Pour les agents de la Direction des déchets, la journée de solidarité est effectuée par le travail effectif d'un jour de réduction du temps de travail.

Nombre de jours travaillés dans la semaine	
Filière Technique	Filière Administrative
5 à 6 jours	5 jours

Article 1.5 – Cycles de travail des agents de la Direction Petite Enfance

L'organisation du temps de travail des agents des crèches Anita Tachot, des Blanchettes et de la Rue de Paris est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	40h00
Nombre de jours travaillés/semaine	5 jours
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	23 jours
Total de CA + RTT	47 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)
Nombre d'heures de récupération	42 heures

L'organisation du temps de travail des directrices des EAJE, de la responsable du Service d'Accueil Familial et des agents du Relais d'Assistances Maternelles est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	39h00
Nombre de jours travaillés/semaine	5 jours
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	23 jours
Total de CA et RTT	47 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)

L'organisation du temps de travail des agents des crèches, multi-accueils, micro-crèches est la suivante (pour les agents à temps plein) :

Cycle de travail hebdomadaire	37h00
Nombre de jours travaillés/semaine	5 jours
Nombre de jours de congés annuels	25 jours
Nombre de jours de RTT	12 jours
Total de CA et RTT	36 jours (1 jour déduit au titre de la journée de solidarité)

L'organisation du temps de travail des agents du Service d'Accueil Familial Mâcon est la suivante :

Nombre de jours travaillés/semaine	maximum 6 jours
Nombre de jours de congés annuels	25 jours

Article 2 – Temps partiel sur autorisation et temps partiel de droit

Article 2.1 – Définition du temps partiel sur autorisation et de droit

Le temps partiel sur autorisation est une modalité de temps de travail choisi par l'agent et accordé par l'autorité territoriale sous réserve des nécessités de fonctionnement du service. L'autorité territoriale peut donc s'y opposer pour des motifs liés aux nécessités d'assurer la continuité du service, compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le temps partiel de droit est accordé par l'autorité territoriale sous réserve de remplir certaines conditions. Cette modalité de travail à temps partiel peut correspondre à trois situations distinctes :

- Le temps partiel de droit pour élever un enfant ;
- Le temps partiel de droit pour donner des soins ;
- Le temps partiel de droit accordé aux personnes handicapées.

Le temps partiel peut être organisé dans le cadre quotidien ; et/ou : hebdomadaire ; et/ou : mensuel ; et/ou : annuel.

Article 2.2 – définition des quotités de temps partiel

Les quotités de temps partiel sur autorisation sont fixées au minimum à 50 % du temps complet et pourront être de 50, 60, 70, 80 ou 90 % du temps plein.

Les quotités de temps partiel de droit sont fixées exclusivement à 50%, 60%, 70% ou 80% de la durée hebdomadaire de service des agents exerçant les mêmes fonctions à temps plein.
Le temps partiel de droit à 90% est donc exclu.

Article 2.3 – Durée du temps partiel

Le travail à temps partiel sur autorisation ou de droit est accordé pour une période comprise entre 6 mois et 1 an, renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction dans la limite de trois ans.

A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande explicite de l'agent et d'une décision expresse de la part de l'autorité territoriale.

Les demandes pour un temps partiel sur autorisation doivent être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée (pour les personnels enseignants, ce délai est fixé par la réglementation au plus tard au 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire).

La durée des autorisations est de 6 mois et d'une année scolaire pour les personnels enseignants.

TITRE III – Les jours de réduction du temps de travail

Article 1 – Définition des jours de RTT

Un jour de RTT est un jour de repos accordé par l'employeur à l'agent en compensation du temps de travail réalisé au-delà du cycle standard de 35 heures hebdomadaire.

Article 2 – Acquisition des jours de RTT

Les jours de RTT sont accordés par année civile aux agents à temps complet et à temps partiel, les agents à temps non-complet en étant exclus.
Ils constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée.

Le nombre de jours de RTT à accorder à chaque agent sera calculé en référence à la moyenne annuelle de 228 jours ouvrables (à proratiser pour un agent travaillant au-delà ou en-deçà de 5 jours par semaine) compte tenu du travail effectif accompli dans le cycle de travail.

TABLEAU RECAPITULATIF :

Durée hebdomadaire moyenne du cycle	39h	37h30	37h
Nombre de jours de RTT			
Agent à temps complet	23 j	15 j	12 j
Agent à temps partiel à 90%	21j	13.5 j	11 j
Agent à temps partiel à 80%	18.5 j	12 j	10 j
Agent à temps partiel à 70%	16 j	10.5 j	8 j
Agent à temps partiel à 60%	14 j	9 j	7 j
Agent à temps partiel à 50%	11.5 j	7 j	6 j

Les agents qui n'exerceront pas leurs fonctions sur la totalité de la période de référence (du 1er janvier au 31 décembre), auront droit à un crédit de jours de RTT calculé au prorata de la durée de services accomplis.

Le décompte des jours de RTT s'effectuera par journées ou par demi-journées, le calcul et le décompte des droits à RTT en heures n'étant pas prévu par la collectivité.

Article 3 – La réduction des jours de RTT des agents en congés pour raison de santé ou en congé maternité/paternité/d'adoption et d'accueil de l'enfant

Les congés pour raison de santé, qui ne génèrent pas de droit à RTT, viendront réduire à due proportion le nombre de jours de RTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absentés pour des raisons de santé sur l'année considérée.

Les situations d'absence qui justifient une réduction des droits à RTT sont les suivantes : congés de maladie, de longue maladie, de grave maladie, de maladie longue durée, congés sans traitement pour maladie, y compris ceux résultant d'un accident ou d'une maladie imputable au service.

En outre, le congé maternité/paternité/d'adoption et d'accueil de l'enfant ne génère pas de droit à RTT et viendra également réduire à due proportion le nombre de jours de RTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absentés pour des raisons de santé sur l'année considérée.

Les jours de RTT seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours de RTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours de RTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur les droits à RTT de l'année N+1.

Pour le calcul, un **quotient de réduction** est obtenu en divisant le nombre de jours travaillés par le nombre maximum de RTT.
Dès que l'agent atteint un nombre de jours ouvrés d'arrêt maladie égal à ce quotient (en une fois ou de façon cumulée), son nombre de RTT est réduit d'une journée. Cette réduction est faite en fin d'année.

A noter, les jours d'autorisation spéciale d'absence viendront également réduire à due proportion le nombre de jours de RTT.

Article 4 – Report des jours de RTT non pris

Les jours de RTT non pris au cours d'une année pourront être reportés jusqu'à la 1ère semaine de l'année N+1.

Au terme de cette période, les jours restants qui n'auront pas été pris pourront, à la demande de l'agent concerné, être versés dans un compte épargne temps ou seront perdus définitivement.

Article 5 – Journée de solidarité

La journée de solidarité est fixée comme suit :

- Pour les agents du Siège, la journée de solidarité est effectuée par le travail effectif d'un jour de réduction du temps de travail ;
- Pour les agents du Pôle Aquatique, la journée de solidarité est répartie sur le temps de travail annuel ;
- Pour les agents du Conservatoire Edgar VARESE la journée de solidarité est effectuée par le travail du jour des portes ouvertes ;
- Pour les agents du Pôle Environnement la journée de solidarité est effectuée par le travail effectif d'un jour de réduction du temps de travail ;
- Pour les agents du Pôle Petite Enfance la journée de solidarité est effectuée par le travail effectif d'un jour de réduction du temps de travail.

Article 6 – Le don de jours de repos

Les agents ont la faculté de renoncer à tout ou partie des jours de repos non pris (congés annuels et jours de RTT), y compris ceux épargnés sur un compte-épargne temps, au bénéfice d'un autre agent public, employé par la Communauté d'Agglomération, dans les cas suivants :

- L'agent assume la charge d'un enfant âgé de moins de vingt ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensables une présence soutenue et des soins contraignants ;
- L'agent doit venir en aide à un proche atteint d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap ;
- L'agent est parent d'un enfant ou ayant un charge un enfant qui décède avant 25 ans.

Le don de jours de repos s'effectuera selon les conditions et modalités définies par le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 et par le biais d'un formulaire établi en ce sens.

TITRE IV : Les heures complémentaires et les heures supplémentaires

Article 1 – Définition des heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont les heures effectives de travail effectuées à la demande du chef de service en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.
Elles présentent par nature donc un caractère exceptionnel.

Article 2 – Les agents à temps non-complet

Pour les agents à temps non-complet, seules les heures effectuées au-delà de la durée légale du travail fixée à 35 heures sont considérées comme des heures supplémentaires.
Les heures effectuées en dépassement de leur temps de travail hebdomadaire et dans la limite de la 35ème heure de travail constituent alors des heures complémentaires.

Article 3 – Les agents à temps partiel

Pour les agents à temps partiel, constitue une heure supplémentaire toute heure de travail effectuée en dépassement de la quotité de travail.

Article 4 – Modalités de réalisation des heures supplémentaires

Les heures supplémentaires ne pourront être réalisées que sur demande expresse du chef de service pour garantir l'exécution des missions de service public et ne pourront en aucun cas relever des convenances personnelles des agents.
Aussi, les heures de travail réalisées par les agents en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail en dehors de toute demande expresse ne seront pas comptabilisées.

En tout état de cause, l'agent ne pourra pas réaliser plus de 25 heures supplémentaires par mois.

Article 5 – Modalités de récupération des heures supplémentaires

Les heures supplémentaires peuvent faire l'objet d'une récupération sous forme de repos compensateurs.
Conformément à la règlementation en vigueur, le repos compensateur accordé sera égal à la durée des travaux supplémentaires, à l'exception des travaux effectués de nuit, le dimanche ou les jours fériés qui bénéficieront de majorations dans les mêmes proportions que celles fixées pour l'indemnisation soit :

- pour une heure supplémentaire accomplie entre 22 h et 7 h : 2 heures de récupération ;
- pour une heure supplémentaire accomplie un dimanche ou un jour férié : 1 h 40 de récupération.

L'indemnisation ou le repos compensateur accordé à la suite de travaux supplémentaires effectués une nuit de dimanche ou de jour férié sera majorée sous les mêmes conditions que les heures supplémentaires de nuit.

La récupération des heures supplémentaires s'effectuera sur accord préalable du chef de service dans le respect des nécessités de service.

Article 6 – Modalités d'indemnisation des heures supplémentaires

Seuls sont concernés les agents titulaires de grades éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le taux de l'heure supplémentaire est égal à la rémunération horaire (a) de l'agent, multipliée par un coefficient variable selon la catégorie d'heure supplémentaire concernée (b).

TITRE V – L'organisation du temps de travail

Article 1 – L'élaboration des plannings

Les directeurs et chefs de service sont responsables de l'organisation des plannings au sein de leur(s) service(s).

Article 2 – Les horaires de départ et d'arrivée

Les directeurs de pôle et les chefs de service fixent les horaires d'arrivée et de départ des agents selon les nécessités de service.

Article 3 – Les plages fixes

Au sein du Siège de la Communauté d'Agglomération, les plages fixes sont fixées de la manière suivante :

- 9h00 – 12h00 et 14h00 – 17h00.

Article 4 – Retards, absences non justifiées, sorties pendant les heures de travail

Tout retard doit être justifié auprès du chef de service. Les retards réitérés non justifiés peuvent entraîner une sanction prévue par les textes réglementaires.

Toute absence doit être justifiée dans les plus brefs délais, sauf cas de force majeure.
Toute absence non justifiée répétée peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire.

Il en est de même pour toute sortie anticipée sans motif légitime ou autorisation et ce, sous réserve des dispositions légales qui permettent au salarié de se soustraire à une situation présentant un danger grave et imminent.

TITRE VI – Les congés annuels

Article 1 – La détermination des droits à congés

Le nombre de jours de congés s'apprécie par année civile et est fixé, pour chaque agent, à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service.

Les obligations de service sont exprimées en nombre de jours ouvrés et correspondent au nombre de jours effectivement travaillés par l'agent, soit :

- 25 jours pour un agent à temps complet travaillant 5 jours par semaine ;
- 20 jours pour un agent à temps non complet travaillant 4 jours par semaine ;
- 22,5 jours pour un agent à temps partiel travaillant 4,5 jours par semaine.

Le décompte des jours de congés s'effectuera par journées ou par demi-journées, le calcul et le décompte des droits à congés en heures n'étant pas prévu par la réglementation.

Les agents qui n'exerceront pas leurs fonctions sur la totalité de la période de référence (du 1er janvier au 31 décembre), auront droit à un congé annuel calculé au prorata de la durée de services accomplis.

Article 2 – Les jours de fractionnement

Un ou deux jours de congés supplémentaires, dits « jours de fractionnement », seront accordés aux agents comme suit :

- un jour de congé supplémentaire, si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours de congés annuels en dehors de la période comprise entre le 1er mai et le 31 octobre ;
- deux jours de congés supplémentaires lorsqu'il a pris au moins 8 jours de congés annuels en dehors de la période considérée.

Article 3 – Les principes de pose

Pour poser une semaine de congés annuels, l'agent devra poser le nombre de jours correspondant à ses obligations hebdomadaires de service (soit 4 jours de congés pour un agent travaillant 4 jours par semaine)

Sauf exceptions prévues par les textes, l'absence de service est limitée à 31 jours consécutifs.

La période de référence des congés étant l'année civile, les agents n'auront pas la possibilité de poser des congés par anticipation en puisant dans leurs droits à congés de l'année suivante.

Aussi, l'agent qui aura épuisé ses droits à congés aura la possibilité de solliciter un congé non rémunéré sous forme d'une disponibilité pour convenances personnelles conformément aux dispositions en vigueur.

Article 4 – Les modalités de pose des congés

Les directeurs et chefs de service sont responsables de l'organisation des congés au sein de leur établissement ou service.

Article 5 – Le report des congés

Les congés étant dus pour une année, ils ne pourront se reporter sur l'année suivante.

Néanmoins, les droits à congés restant de l'année écoulée pourront être reportés sur la première semaine de janvier des vacances scolaires de Noël.

Au terme de cette période, les congés restants qui n'auront pas été pris pourront, à la demande de l'agent concerné, être versés dans un compte épargne temps ou seront perdus définitivement.

Article 6 – Le report des congés des agents indisponibles

Les agents en congés pour indisponibilité physique, à la fin de l'année N et n'ayant pas pu les reporter avant le 31 décembre de l'année N, ont droit au report de l'intégralité des congés non pris en raison de leur absence pour maladie ou maternité.

La période de report est fixée à 12 mois, soit jusqu'au 31/12/N+1 pour les congés non pris en année N.

Exemple :

- Un agent placé en congé de longue maladie du 1er juillet N au 30 juin N+2, disposant d'un reliquat de congés de 15 jours au titre de l'année N perdra le bénéfice de ce reliquat (qui était reportable jusqu'au 31/12/N+1) mais conservera l'intégralité de ses congés de l'année N+1 à prendre jusqu'au 31/12/N+2, en plus de ceux de l'année N+2.

TITRE VII – LE COMPTE-EPARGNE TEMPS (CET)

Article 1 – Le principe du CET

Il permet à des agents fortement sollicités par leurs missions de reporter leurs droits à congés, ARTT, jours de repos compensateurs, afin d'en profiter ultérieurement.

Ce CET permet à son titulaire d'accumuler des congés rémunérés afin :
- de développer un projet professionnel, personnel, humanitaire ou électif,
- d'anticiper un départ à la retraite,
- d'accompagner un évènement familial (naissance, mariage, décès, maladie etc.).

Article 2 – Les modalités de mise en œuvre du CET

La Communauté d'Agglomération est tenue d'ouvrir le CET au bénéfice du demandeur dès lors qu'il remplit les conditions cumulatives nécessaires.

Les nécessités de service ne peuvent être opposables lors de l'ouverture du CET mais seulement à l'occasion de l'utilisation de jours épargnés.

Nul n'est obligé de demander l'ouverture d'un CET.

Article 3 – Les agents bénéficiaires et non bénéficiaires du CET

Article 3.1 – Les agents bénéficiaires

L'agent doit remplir les conditions cumulatives suivantes :
- être agent titulaire ou contractuel de la Fonction Publique Territoriale à temps complet ou à temps non complet,
- exercer ses fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou au sein d'un établissement public territorial,
- être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

S'agissant des agents contractuels, la condition de continuité de l'engagement définie à propos de certains congés et du temps partiel implique la prise en compte des seuls services accomplis pour le compte de la collectivité.

Article 3.2 – Les agents non bénéficiaires

Les agents contractuels recrutés pour faire face à un besoin saisonnier ou occasionnel, en application de l'article 3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984, ne peuvent prétendre au bénéfice du CET.

Les fonctionnaires et contractuels relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique, des assistants et assistants spécialisés d'enseignement artistique ne peuvent bénéficier d'un CET.

En outre, les fonctionnaires stagiaires ne peuvent bénéficier de l'ouverture d'un CET pendant la période de stage. Ceux qui avaient acquis antérieurement des droits à congés au titre d'un CET en qualité de fonctionnaire titulaire ou d'agent non titulaire ne peuvent, durant cette période, ni les utiliser, ni en accumuler de nouveaux.

Egalement, les bénéficiaires d'un contrat de droit privé (CUI-CAE, contrat d'apprentissage, etc.) et les assistants maternels et assistants familiaux ne peuvent ouvrir un CET.

Article 4 – La procédure d'ouverture du CET

L'ouverture d'un CET se fait à la demande expresse de l'agent concerné. La demande d'ouverture du CET n'a pas à être motivée.

La demande d'ouverture du CET peut être formulée à tout moment de l'année. Le Service des Ressources Humaines informe l'agent de l'ouverture du CET.

L'ouverture du CET ne peut être refusée que si le demandeur ne remplit pas l'une des conditions cumulatives. La décision de l'autorité territoriale doit être motivée.

Article 5 – L'alimentation du CET

L'alimentation du CET peut être définie comme l'augmentation du nombre de jours figurant au crédit du CET. Elle relève de la seule décision de l'agent titulaire du compte, par une demande expresse. Cette demande précise la nature et le nombre de jours que l'agent souhaite verser sur son CET dans la limite du nombre fixé par le décret.

La demande d'alimentation du CET ne doit être effectuée qu'une fois par an, dans la mesure où le constat des jours épargnés ne peut s'effectuer qu'au terme de l'année civile. La demande d'alimentation ne se fera qu'entre le 15 novembre et le 31 décembre de l'année civile en cours.

L'unité d'alimentation du CET est une journée entière. L'alimentation par ½ journées n'est pas envisagée par la réglementation.

Le CET est alimenté au choix par l'agent, par :
- Le report de jours de récupération au titre de l'ARTT,
- Le report de congés annuels,
- Les jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1er mai au 31 octobre. Peu importe qu'ils soient pris en dehors de cette période ou épargnés sur le CET.
- Le report de jours de congés annuels acquis durant les congés pour indisponibilité physique.

Le CET ne peut pas être alimenté par :
- Le report de congés bonifiés,
- Le report de jours quels qu'ils soient durant la période de stage.

A titre d'exemple : Un CET ouvert le 1er juillet 2016 peut être alimenté par des jours de congés, de récupération RTT acquis à compter du 1er janvier 2016 et non au titre des années antérieures.

Article 6 – Le nombre maximal de jours pouvant être épargnés

Le nombre total des jours maintenus sur le CET ne peut pas excéder 60 jours.

En outre, la réglementation ne prévoit pas de plafond annuel d'alimentation.

Article 7 – L'obligation de prendre au minimum 20 jours de congés annuels

Dans la mesure où la réglementation impose de prendre 20 jours de congés par an au minimum, les jours de congés annuels peuvent être épargnés dans la limite de 5 jours (sur la base d'une durée de congés annuels de 25 jours) auxquels s'ajoutent, si l'agent en fait la demande, 1 ou 2 jours de fractionnement.
Les jours de RTT peuvent, quant à eux, être épargnés dans leur totalité.
Pour des agents à temps partiel ou employés à temps non complet, par analogie avec le régime des congés annuels, le nombre maximum de jours pouvant être épargnés par an ainsi que la durée minimum des congés annuels sont proratisés en fonction de la quotité de travail effectuée.

Article 8 – Le cas des jours non pris

Les jours qui ne sont pas pris dans l'année et qui ne sont pas inscrits sur le CET sont perdus, sans préjudice des possibilités exceptionnelles de report de jours de congés annuels sur l'année suivante.

Article 9 – Les conditions d'utilisation du CET

Le CET peut être utilisé au choix des agents :

- Pour maintenir des jours épargnés sur le CET en vue d'une utilisation ultérieure et dans le respect du plafond de 60 jours,
- Pour la monétisation du compte épargne temps qui peut prendre forme :
  -du paiement forfaitaire des jours,
  -de la prise en compte des jours au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

Pour utiliser les jours épargnés, l'agent doit formuler une demande de congés auprès du service ressources humaines.

Article 10 – Le droit d'option et le délai

Il appartient à l'agent d'exercer le droit d'option, dans les proportions qu'il souhaite. Cette liberté d'option est cependant ouverte uniquement pour des jours épargnés au-delà des 15 premiers jours du CET.

Le droit d'option peut être exercé chaque année et porter sur l'intégralité des jours disponibles et non pas uniquement sur des jours épargnés au titre de la dernière année.

Si le nombre des jours épargnés par l'agent est inférieur ou égal à 15, l'agent ne peut utiliser ses droits que sous forme de congés. A la fin de chaque année, si le nombre des jours inscrits par l'agent sur le compte est supérieur à 15, les agents disposent d'un choix d'utilisation de leurs droits.

L'agent titulaire ou contractuel affilié au régime général ne peut utiliser ses 15 premiers jours du CET que sous forme de congés. Les jours épargnés excédant les 15 premiers jours donnent lieu à une option dans les proportions que l'agent souhaite, entre :

- L'indemnisation des jours,
- Le maintien des jours sur le compte épargne temps.

Les jours devant faire l'objet d'une indemnisation sont retranchés du CET à la date d'exercice de l'option.

L'agent titulaire affilié au régime spécial CNRACL ne peut utiliser ses 15 premiers jours du CET que sous forme de congés. Les jours épargnés excédant les 15 premiers jours donnent lieu à une option, dans les proportions que le fonctionnaire souhaite, entre :

- La prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle de la fonction publique,
- L'indemnisation forfaitaire des jours,
- Le maintien des jours sur le compte épargne temps.

Les jours devant faire l'objet d'une indemnisation ou de la prise en compte au sein du régime RAFP sont retranchés du CET à la date d'exercice de l'option.

Le droit d'option doit être effectué au plus tard le 31 janvier de l'année suivante (n+1).

En l'absence d'exercice du droit d'option, les jours excédant 15 jours sont pris en compte au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP) pour le fonctionnaire CNRACL.
Les jours excédant 15 jours sont indemnisés pour l'agent contractuel et fonctionnaire IRCANTEC.

L'option de choix s'exerce au plus tard le 31 janvier de l'année n+1 pour les jours inscrits sur le CET au 31.12. de l'année n		
	Jusqu'à 15 jours épargnés	***Au-delà des 15 premiers jours***
Fonctionnaires CNRACL	Utilisation des jours uniquement en congés	L'agent doit se prononcer pour utiliser les jours selon une ou plusieurs options : - RAFP - indemnisation - maintien sur le CET dans la limite de 60 jours
		Si l'agent ne fait pas connaître ses options, les jours sont pris en compte au sein de la RAFP
Agents contractuels et fonctionnaires non affiliés à la CNRACL	Utilisation des jours uniquement en congés	L'agent doit se promouvoir ou utiliser les jours selon une ou plusieurs options : - indemnisation - maintien sur le CET dans la limite de 60 jours
		Si l'agent ne fait pas connaître ses options, les jours sont automatiquement indemnisés

Article 11 – L'annualité du droit d'option

L'agent peut exercer son droit d'option chaque année, c'est-à-dire, même s'il a initialement prévu d'épargner ses jours pour une utilisation ultérieure sous forme de congés, il peut changer d'avis et demander la monétisation de son CET l'année ou les années suivantes.
S'il opte pour l'indemnisation forfaitaire ou pour le versement au régime de RAFP, les jours concernés sont retranchés du compte à la date d'exercice du droit d'option.

Article 12 – La compatibilité avec les nécessités du service

La prise de congés au titre des jours épargnés sur le CET doit être compatible avec les nécessités du service.
La règle selon laquelle un agent ne peut s'absenter du service plus de 31 jours consécutifs ne s'applique pas à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le CET.

Article 13 – L'indemnisation forfaitaire des jours

La possibilité d'indemnisation forfaitaire est ouverte tant aux agents titulaires qu'aux agents contractuels qui possèdent un CET.

Le nombre des jours inscrits sur le CET doit être supérieur à 15 au terme de chaque année civile (année n) pour que l'indemnisation forfaitaire soit possible.
Les 15 premiers jours épargnés sur le CET ne peuvent être consommés que sous forme de congés.

Il appartient à l'agent d'opter pour l'indemnisation des jours épargnés et de déterminer le nombre des jours concernés au plus tard au 31 janvier de l'année suivante (année n+1).
Les jours devant faire l'objet d'indemnisation sont retranchés du CET à la date d'exercice de l'option.
Le choix peut être exercé chaque année, c'est-à-dire, l'agent qui a opté à l'origine pour le maintien des jours sur le CET peut changer d'avis et demander la monétisation de son CET au titre des exercices suivants.

A titre d'exemple : En 2018 l'agent a déjà épargné 30 jours.

Il a toujours opté pour le maintien de ces jours sur le CET.

Le 15 janvier 2019 il exerce à nouveau son droit d'option et souhaite l'indemnisation de ses 15 jours épargnés. A cette date-là les dix jours vont être retranchés de son CET et il ne va garder que 15 jours.

Si au titre de l'année 2019 il épargne à nouveau 10 jours, il peut décider soit de les maintenir sur le CET, soit de demander la monétisation (paiement forfaitaire ou RAFP) au plus tard au 31 janvier 2020.

L'indemnisation forfaitaire des jours intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

Le montant de l'indemnisation forfaitaire est fixé en fonction de la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent :

Catégorie A : 135 euros par jour.

Catégorie B : 90 euros par jour.

Catégorie C : 75 euros par jour.

Il s'agit de montants bruts desquels il faut retrancher la cotisation sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Pour 2019 :

	Catégorie		
	A	**B**	**C**
Montants bruts :	135,00 €	90,00 €	75,00 €

Le montant de l'indemnisation forfaitaire à appliquer est celui en vigueur au moment d'utilisation du CET.

Les sommes qui sont versées à l'agent au titre de l'indemnisation du CET **entrent, pour les fonctionnaires, dans l'assiette de cotisations RAFP** dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres rémunérations accessoires, à savoir dans la limite de 20 % du traitement indiciaire et sur la base d'un taux de 10 %.

L'indemnité versée au titre de la monétisation du CET **est imposable.**

Article 14 – la prise en compte des jours au sein du régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

Seuls les agents titulaires qui possèdent un CET ont la possibilité de verser des jours épargnés au régime de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

Le versement des jours au RAFP consiste :
- En une conversion des jours en valeur chiffrée dans un premier temps,
- En un calcul des cotisations de la RAFP sur la base de la valeur chiffrée déterminée dans un deuxième temps,
- En la détermination du nombre des points RAFP sur la base des cotisations versées dans un troisième temps.

La formule mathématique de conversion des jours en valeur chiffrée servant de base pour calcul de cotisations est la suivante :

$$V = M.\ (P + T)$$

V Correspond à l'indemnité versée au bénéficiaire et constituant l'assiette des cotisations au régime de retraite additionnelle de la Fonction Publique. Cette indemnité est prise en compte dans l'assiette de la cotisation RAFP sans application du plafond de 20% du traitement brut indiciaire qui encadre en principe les éléments de rémunération compris dans cette assiette en application de l'article 2 du décret du 18 juin 2004 relatif à ce régime.

M Correspond aux montants forfaitaires d'indemnisation fixés par catégorie**.**

P Correspond à la somme des taux de contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) dont l'assiette est définie par l'article L.136-1-1 du Code de la sécurité sociale, soit une assiette de 98,25 % soit un taux final de (98,25 % de 9,20 % + 98,25 % de 0,50 %) soit 9,52 %.

T Correspond aux taux de cotisation au régime de la RAFP supportés par le bénéficiaire et par l'employeur. Le taux de cotisation à la charge du bénéficiaire est égal à 100 %, diminué de la CSG et de la CRDS, soit 100 % - (98,25 % de 9,20 % + 98,25 % de 0,50 %) soit 100 % - 9,52 % soit 90,48 %. L'employeur supporte une cotisation dont le taux est identique à celle mise à la charge du bénéficiaire : le taux global de cotisation au RAFP est donc de 90,48 % X 2 soit 180,96 %.

En conséquence :

V = M / 190,48 % (9,52% + 180,96%)

Soit par catégorie :

Catégorie A : V = 135 € / 190,48 % = 70,87 €

Catégorie B : V = 90 € / 190,48 % = 47,24 €

Catégorie C : V = 75 € / 190,48 % = 39,37 €

La valeur chiffrée des jours épargnés et versés au régime RAFP (V) est diminuée par des contributions (CSG, CRDS) et par la cotisation RAFP à charge du bénéficiaire. Par dérogation à la règle du droit commun, le taux de cette cotisation est égal à 100 % (et non pas à 10 %).

L'employeur supporte une cotisation RAFP identique.

Autrement dit, pour un agent, le V est soumis au 9,52 % de prélèvement au titre de la CSG et de la CRDS et pour les 90,48 % restant à cotisation RAFP (l'agent cotise au total à un niveau de 100 % et le net perçu immédiatement est égal à 0). L'employeur supporte la même cotisation s'agissant de la RAFP.

Catégorie A

	AGENT		**EMPLOYEUR**		**TOTAUX**
	Taux	**Montant**	**Taux**	**Montant**	**Montant**
Valeur d'un jour CET	-	70,87 €	-	-	-
CSG.CRDS	9,52 %	6,74 €	0 %	-	6,74 €
RAFP	90,48 %	64,12 €	90,48 %	64,12 €	128,25 €
Montant totaux versés au RAFP	70,87 €		64,12 €		135,00 €

Catégorie B

	AGENT		**EMPLOYEUR**		**TOTAUX**
	Taux	**Montant**	**Taux**	**Montant**	**Montant**
Valeur d'un jour CET	-	47,24 €	-	-	-
CSG.CRDS	9,52 %	4,50 €	0 %	-	4,50 €
RAFP	90,48 %	42,74 €	90,48 %	42,74 €	85,50 €
Montant totaux versés au RAFP	47,24 €		42,74 €		90,00 €

Catégorie C

	AGENT		EMPLOYEUR		TOTAUX
	Taux	**Montant**	**Taux**	**Montant**	**Montant**
Valeur d'un jour CET	-	39,37 €	-	-	-
CSG.CRDS	9,52 %	3,75 €	0 %	-	3,75 €
RAFP	90,48 %	35,62 €	90,48 %	35,62 €	71,25 €
Montant totaux versés au RAFP	39,37 €		35,62 €		75,00 €

La dernière étape de conversion des jours épargnés sur le CET en retraite RAFP consiste en calcul de :

- La valeur d'acquisition du point qui permet de convertir en points RAFP des sommes versées au régime.
- La valeur de service du point qui permet de convertir des points RAFP acquis en cours de carrière en montants versés au moment de la liquidation de la pension.

Ces deux éléments étant variables, il est difficile d'indiquer le montant exact pouvant être perçu au titre de la RAFP au moment de la liquidation de la pension.

Les sommes perçues par l'agent au titre de la RAFP au moment de la mise en paiement de la pension, sous forme de capital ou de rente, dépendent de ces deux paramètres qui sont fixés annuellement par le conseil d'administration de l'établissement de RAFP.

En revanche, **à titre indicatif**, il est possible d'avoir un aperçu des conséquences du versement des sommes versées au régime RAFP au titre de l'année 2019 (valeur d'acquisition d'un point en 2019 : 1,2317 €, valeur de service d'un point : 0,04605 €)

En 2019, pour un jour inscrit au CET converti en épargne retraite, l'agent acquerra :

- pour la catégorie A : 128, 24 / 1,2317 = 104, 11 soit 105 points
- pour la catégorie B : 85,48 / 1,2317 = 69,40 soit 70 points
- pour la catégorie C : 71,24 / 1,2317 = 57,83 soit 58 points

(Le nombre de points est arrondi au point supérieur pour un jour).

A titre d'exemple :

Un agent de catégorie A, âgé de 65 ans, ayant versé 50 jours de CET détiendrait à ce titre (valeurs 2019) :

50 j x 128,25 € / 1,2317 € = 5 206,21 points.

Son capital des points étant supérieur à 5 125 points, il percevra une rente annuelle calculée selon la formule suivante :

Nombre de points x Coefficient de majoration x Valeur de service du point

Un coefficient de majoration (surcote) est déterminé en fonction de l'âge du demandeur à la date d'effet de la RAFP (date de perception).

Le montant brut de la rente annuelle :

5 206,21 points x 1,12 (coefficient de majoration pour 65 ans) x 0,04605 € = 268,51 €.

A titre d'exemple :

Dans l'hypothèse d'un versement en capital (capital de points < 5 125 points) le montant calculé comme pour la rente annuelle est multiplié par un coefficient de conversion en capital qui correspond à l'espérance de vie à 60 ans selon la formule suivante :

Nombre de points x Coefficient de majoration x Valeur de service du point x Coefficient de conversion en capital

Un agent de catégorie A ayant versé 20 jours de CET et partant à la retraite à l'âge de 63 ans bénéficiera de : 20 jours x 128,25 € / 1,2317 € = 2 2082,48 points.

Le montant du capital versé est multiplié par un coefficient correspondant à l'espérance de vie et coefficient de majoration :

2 082,48 points x 0,04605 € x 23,92 (coefficient de conversion pour 63 ans) x 1,04 (coefficient de majoration pour 63 ans) = 2 385,64 euros.

Pour plus d'informations : @ Site internet : www.rafp.fr

Le versement des jours au régime RAFP intervient nécessairement dans l'année au cours de laquelle l'agent a exprimé son souhait.

La valorisation des jours versés au régime RAFP n'entre pas dans l'assiette de l'impôt sur le revenu, contrairement aux jours ayant fait l'objet de l'indemnisation forfaitaire.

En revanche, les sommes versées au titre de la RAFP, au moment de la liquidation de pension, seront prises en compte dans le revenu imposable.

Procédure d'information :

Le Service Ressources Humaines informera l'agent, par le biais d'un formulaire d'information, que le nombre de jours épargnés a atteint 15 jours. C'est à compter de la date de réception de cette information que court la durée maximale d'utilisation des droits.

Article 15 – En cas de changement d'employeur, de position ou de situation administrative

L'agent titulaire conserve ses droits à congés acquis au titre du CET en cas de :

- Mutation (conformément à l'article 11 du décret du 26 août 2004, une possibilité de conventionnement existe pour les deux collectivités ou établissements (d'origine et d'accueil) du fonctionnaire. La convention prévoit des modalités financières de transfert du CET. Le contenu de la convention est laissé à l'appréciation des exécutifs locaux),

- Détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant du champ d'application de la loi du 26 janvier 1984 (dans le cas d'un détachement, et conformément à l'article 11 précité du décret du 26 août 2004, une possibilité de conventionnement existe pour les deux collectivités ou établissements du fonctionnaire. Les collectivités et établissements concernés ne sont pas tenus de conclure une telle convention),

- Détachement dans un corps ou emploi de la fonction publique de l'État ou hospitalière,

- Disponibilité. Les agents conservent leurs droits sans pouvoir les utiliser, sauf autorisation de l'autorité territoriale,

- Intégration directe (le conventionnement entre collectivité n'est pas prévu dans le cas de l'intégration directe),

- Mise à disposition (y compris auprès d'une organisation syndicale). Les agents conservent les droits acquis au titre du CET dans leur collectivité d'origine mais l'alimentation et l'utilisation du compte sont en principe suspendus pendant la durée de la mise à disposition.
  Toutefois, sur autorisation conjointe de la collectivité d'origine et d'accueil, les droits acquis à la date de la mise à disposition peuvent être utilisés.

- Congé parental. Les agents conservent leurs droits sans pouvoir les utiliser, sauf autorisation de l'autorité territoriale,

- Accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle et dans la réserve sanitaire.

L'agent contractuel doit solder son CET avant chaque changement d'employeur.

Article 16 – La cessation définitive des fonctions du titulaire du CET

Le CET doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel.

La consommation du CET sous forme de congés n'est plus de droit pour les agents qui cessent définitivement leurs fonctions.

En cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit.
Le nombre de jours accumulés sur le CET est multiplié par le montant forfaitaire correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent au moment de son décès.
Cette indemnisation est effectuée en un seul versement, quel que soit le nombre de jours en cause.
L'indemnisation des ayants droit ne peut porter au plus que sur les jours que l'agent décédé détenait sur son CET au 31 décembre de l'année précédente.

L'indemnisation ne pourra pas porter sur les éventuels jours des congés non pris sur l'année civile du décès.

TITRE VIII – LES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

Article 1 – Modalités d'octroi

Le supérieur hiérarchique peut refuser une autorisation d'absence pour des motifs tirés des nécessités de service.

Les agents en congés ou bénéficiant de jours de RTT ne peuvent demander une autorisation spéciale d'absence au titre d'un évènement qui aurait lieu lors de leurs congés ou jours de RTT.

S'agissant d'évènements imprévisibles (à titre d'exemple, les décès d'un proche), les agents doivent faire une demande d'autorisation spéciale d'absence postérieure à l'évènement dans les plus brefs délais.
S'agissant d'évènements prévisibles (à titre d'exemple, mariage), les agents doivent faire une demande d'autorisation spéciale d'absence antérieure à l'évènement dans les plus brefs délais.

Article 2 – Les différentes autorisations spéciales d'absence

Les autorisations spéciales d'absence pouvant être attribuées sont les suivantes :

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À DES ÉVÈNEMENTS FAMILIAUX

RÉFÉRENCES	OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 article 59-4° Circulaire FP/7 n° 002874 du 7 mai 2001	**Mariage/PACS de l'agent**		- Autorisation sous réserve des nécessités de service, accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale*
	- de l'agent	5 jours ouvrables	
	- d'un enfant	3 jours ouvrables	
	- des père, mère, - des frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	1 jour ouvrable	
Loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 article 59-4°	**Décès/obsèques**		- Autorisation sous réserve des nécessités de service, accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale*
	- du conjoint - de la personne liée par un PACS - d'un enfant	5 jours ouvrables 3 jours ouvrables 5 jours ouvrables	
	- des père, mère - des frère, sœur - des beau-père, belle-mère	3 jours ouvrables	
	- des grand-père, grand-mère, arrière grand-père, arrière grand-mère, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	1 jour ouvrable	
Loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 article 59-4°	**Maladie très grave**		- Autorisation sous réserve des nécessités de service, accordée sur présentation d'une pièce justificative - Jours éventuellement non consécutifs - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale
	- du conjoint - de la personne liée par un PACS - d'un enfant	5 jours ouvrables 3 jours ouvrables 5 jours ouvrables	
	- des père, mère - des frère, sœur - des beau-père, belle-mère	3 jours ouvrables	
	- des grand-père, grand-mère, arrière grand-père, arrière grand-mère, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	1 jour ouvrable	
Loi n° 46-1085 du 28 mai 1946	Naissance ou adoption	3 jours pris dans les quinze jours qui suivent l'événement – cumulable avec le congé de paternité	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative

Note d'information du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation n° 30 du 30 Août 1982	Garde d'enfant malade	Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour ** Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie de par son emploi d'aucune autorisation d'absence	- Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés) - Autorisation accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants - Autorisation accordée à l'un ou l'autre des conjoints (ou concubins)

* Un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller et retour est, en outre, laissé à l'appréciation du chef de service (réponse ministérielle n° 44068 JO AN Q du 14.4.2000, réponse ministérielle n° 30471 JO Sénat Q du 29.3.2001).

** Pour les agents travaillant à temps partiel, le nombre de jours d'autorisation d'absence susceptible d'être accordé est égal au produit des obligations hebdomadaires de service d'un agent travaillant à temps plein, plus un jour, par la quotité de travail à temps partiel de l'agent intéressé ; soit pour un agent travaillant 3 jours sur 5 : 5 + 1 x 3/5 = 3,6 jours (possibilité d'arrondir à 4 jours).

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À DES ÉVÈNEMENTS DE LA VIE COURANTE

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire FP/4 n° 1748 du 20 août 1990	Rentrée scolaire	Autorisation de commencer une heure après la rentrée des classes	- Facilité accordée, jusqu'à l'admission en classe de 6ème, sous réserve des nécessités de service.
Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Décret n° 85-1076 du 9 Octobre 1985	Concours et examens	Le(s) jours(s) des épreuves (écrites et orales) à raison d'un concours par an	- Autorisation susceptible d'être accordée - Présentation d'un justificatif de présence au concours
J.O. AN (Q) n° 50 du 18 décembre 1989	- Don du sang - Don de plasma - Don de plaquette	- Le temps du prélèvement, soit 2h30 (temps de trajet compris) - Le temps du prélèvement, soit 3h00 (temps de trajet compris) - Le temps du prélèvement, soit 4h00 (temps de trajet compris)	- Autorisation susceptible d'être accordée, sous réserve des nécessités de service, et si le don a lieu dans la commune de la résidence administrative - Présentation d'un justificatif
	Déménagement du fonctionnaire	- 1 jour dans localité - 2 jours hors localité	- Autorisation susceptible d'être accordée - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À LA MATERNITÉ

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C Du 21 mars 1996	Aménagement des horaires de travail	Dans la limite maximale d'une heure par jour	Autorisation accordée sur demande de l'agent et sur avis du médecin de la médecine professionnelle, à partir du 3ème mois de grossesse compte tenu des nécessités des horaires du service
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996	Séances préparatoires à l'accouchement	Durée des séances	Autorisation susceptible d'être accordée sur avis du médecin de la médecine professionnelle au vu des pièces justificatives
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996	Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit
Circulaire NOR/FPPA/96/10038/C du 21 mars 1996	Allaitement	Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois	Autorisation susceptible d'être accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant
Article 11 de la Loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes	Possibilité pour le conjoint salarié de la femme enceinte ou la personne salariée liée à elle par un PACS ou vivant maritalement avec elle de se rendre à trois des examens médicaux obligatoires prévus par l'article L. 2122-1 du code de la santé publique	Durée des séances	
Circulaire du 24 mars 2017 relative aux autorisations d'absence dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation	L'agent public recevant une assistance médicale à la procréation peut bénéficier d'une autorisation d'absence pour les actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation. L'agent public, conjoint de la femme ou lié à elle par un Pacs bénéficiant d'une assistance médicale à la procréation peut bénéficier d'une autorisation d'absence pour assister à trois au plus de ces actes médicaux obligatoires.	La durée de l'absence est proportionnée à la durée de l'acte médical reçu	Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À DES MOTIFS CIVIQUES *

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire n° 1913 du 17 octobre 1997	Représentant de parents d'élèves aux conseils d'école, d'administration, de classe et commissions permanentes des lycées et collèges Commission spéciale pour l'organisation des élections aux conseils d'école	Durée de la réunion	- Autorisation susceptible d'être accordée, sur présentation de la convocation et sous réserve des nécessités du service
Code de Procédure Pénale anciennement articles 266-288 Réponse ministérielle n° 1303 JO S (Q) du 13.11.97	Juré d'assises	Durée de la session	- Fonction obligatoire - Maintien de la rémunération, sous déduction du montant de l'indemnité de session perçue en application du code de procédure pénale
Loi n° 96-370 du 3 mai 1996 Circulaire NOR/PRMX9903519C du 19 avril 1999	Formation initiale des agents sapeurs pompiers volontaires	30 jours au moins répartis au cours des 3 premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année	- Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service - Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS - Information de l'autorité territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance sur les dates et la durée des actions de formation - Etablissement recommandé de convention entre l'autorité territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence
	Formations de perfectionnement des agents sapeurs pompiers volontaires	5 jours au moins par an	
	Interventions des agents sapeurs pompiers volontaires	Durée des interventions	
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 art. 59-4	Membres des commissions d'agrément pour l'adoption	Durée de la réunion	Autorisation accordée sur présentation de la convocation

* A noter que les fonctionnaires et agents publics candidats à une fonction élective ne peuvent plus bénéficier d'autorisations d'absence rémunérées lors des campagnes électorales. Y sont substituées des facilités de service d'une durée variable selon le type d'élections imputables sur les congés annuels ou donnant lieu à récupération (art L 122-24 à L 122-24-3 du Code du travail, circ FP n° 1918 du 10 février 1998).

Code général des collectivités territoriales art. L 2123-1 à L 2123-3, L 5215-16, L 5216-4 et L 5331-3, R 2123-2, R 2123-5 R 2123-6 et R 5211-3	<u>Mandat électif</u> 1) - Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils municipaux, pour se rendre et participer aux réunions des conseils municipaux et des assemblées des organismes de coopération intercommunale en qualité de représentant de la commune. - Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils de communautés d'agglomération, de communautés d'agglomération nouvelle et de communautés urbaines pour se rendre et participer aux réunions des assemblées délibérantes.	Le temps d'absence cumulé résultant des autorisations d'absence et du crédit d'heures ne peut dépasser, pour une année civile, la moitié de la durée légale de travail* (soit 1 607 heures)	- Autorisation accordée après information de l'employeur, par écrit, de la date et de la durée de l'absence envisagée - Les pertes de revenus subies, du fait de l'assistance à ces séances et réunions, par les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction, peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent - Cette compensation est limitée à 24 heures par élu et par an. Chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demie la valeur du SMIC
	2) Crédit d'heures accordé, pour disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'EPCI et à la préparation des réunions, aux : <u>Maires</u> villes d'au moins 10 000 hbts communes de - de 10 000 hbts	 140 h / trimestre 105 h / trimestre	- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours - Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre
	<u>Adjoints</u> communes d'au moins 30 000 hbts communes de 10 000 à 29 999 hbts villes de - de 10 000 hbts	 140 h / trimestre 105 h / trimestre 52 h 30 / trimestre	

RÉFÉRENCES	OBJET	DUREE	OBSERVATIONS
Code général des collectivités territoriales art. L 2123-1 à L 2123-3, L 5215-16, L 5216-4 et L 5331-3 R 2123-6 et R 5211-3	<u>Conseillers municipaux</u> villes d'au moins 100 000 hbts villes de 30 000 à 99 999 hbts villes de 10 000 à 29 999 hbts villes de 3 500 à 9 999 hbts	52 h 30 / trimestre 35 h 00 / trimestre 21 h 00 / trimestre 10 h 30 / trimestre	
	<u>Présidents, vice-présidents, membres de l'un des EPCI suivants</u> : - syndicats de communes - syndicats mixtes - syndicats d'agglomération nouvelle	Lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal, les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune la plus peuplée de l'EPCI. En cas d'exercice d'un mandat municipal, droit au crédit d'heures ouvert au titre du mandat municipal.	- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours - Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre
	- communautés de communes - communautés urbaines - communautés d'agglomération - communautés d'agglomération nouvelle	Les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux d'une commune dont la population serait égale à celle de l'ensemble des communes membres de l'EPCI.	

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À DES MOTIFS SYNDICAUX ET PROFESSIONNELS*

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 article 59-1° Décret n° 85-397 du 3 avril 1985	Mandat syndical - congrès nationaux	10 jours par an	- Autorisation accordée sur présentation de leur convocation au moins trois jours à l'avance, aux agents désignés par l'organisation syndicale, justifiant du mandat dont ils ont été investis
	- congrès internationaux ou réunions des organismes directeurs	20 jours par an	
	- réunions des organismes directeurs de sections syndicales	1 heure d'absence pour 1 000 heures de travail effectuées par l'ensemble des agents	
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 article 59-2°	Représentants aux CAP et organismes statutaires (CTP, CHS, CSFPT, CNFPT...)	Délai de route, délai prévisible de la réunion plus temps égal pour la préparation et le compte rendu des travaux	- Autorisation accordée sur présentation de la convocation
Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 Décret n° 85-1076 du 9 octobre 1985	Formation professionnelle	Durée du stage ou de la formation	- Autorisation accordée sous réserve des nécessités du service
Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 article 23	Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes		- Autorisation accordée pour répondre aux missions du service de médecine professionnelle et préventive

* L'autorisation spéciale d'absence accordée au titre de l'exercice d'un mandat mutualiste a été remplacée par un congé de représentation rémunéré prévu à l'article 57-11° de la loi du 26 janvier 1984 (abrogation de l'article 59-3° de la loi du 26 janvier 1984).

AUTORISATION D'ABSENCE LIÉE À LA RÉSERVE MILITAIRE

RÉFÉRENCES	OBJET	DURÉE	OBSERVATIONS
Circulaire du 2 août 2005 relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire	L'agent engagé dans la réserve militaire bénéficie d'une autorisation d'absence de plein droit afin de participer au renforcement des armées professionnalisées	1 à 5 jours	

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS DES SUJETIONS DE L'EXPERTICE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

I- Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

1/ Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2/ Les bénéficiaires :

- agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant plafond fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

CATEGORIE A

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une collectivité, …	49 980 €	49 980 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, …	46 920 €	46 920 €
Groupe 3	Responsable d'un service, …	42 330 €	42 330 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ATTACHES TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie, …	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, responsable de plusieurs services, …	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Responsable d'un service, …	25 500 €	14 320 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, …	20 400 €	11 160 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., responsable de circonscription, conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	19 480 €	19 480 €
Groupe 2	Autres fonctions, …	15 300 €	15 300 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INGENIEURS EN CHEF**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une collectivité	57 120 €	42 840 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité ou direction d'un ou plusieurs pôles ou services	49 980 €	37 490 €
Groupe 3	Direction d'un pôle ou d'un service	46 920 €	35 190 €
Groupe 4	Adjoint d'une direction, emploi avec fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	42 330 €	31 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INGENIEURS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs pôles ou services	46 920 €	32 850 €
Groupe 2	Chef de service	40 290 €	28 200 €
Groupe 3	Adjoint au directeur ou chef de service, emploi avec fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	36 000 €	25 190 €
Groupe 4	Emploi sans fonction d'encadrement associé	31 450 €	22 015 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	14 000 €
Groupe 2	Adjoint à la direction ou agent en continuité de direction	13 500 €
Groupe 3	Emploi sans encadrement associé ou possible coordination d'agents sans responsabilité hiérarchique	13 000 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	19 480 €
Groupe 2	Adjoint à la direction ou agent en continuité de direction	15 300 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CADRES TERRITORIAUX DE SANTE PARAMEDICAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	25 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	20 400 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CADRES TERRITORIAUX DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	25 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	20 400 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **PUERICULTRICES TERRITORIALES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	19 480 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	15 300 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements sportifs	25 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	20 400 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **MEDECINS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Responsable d'une direction	43 180 €
Groupe 2	Responsable ou coordonnateur de plusieurs services	38 250 €
Groupe 3	Référent Santé et Accueil Inclusif des structures	29 495 €

CATEGORIE B

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **REDACTEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, …	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, …	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, …	14 650 €	6 670 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	11 970 €	11 970 €
Groupe 2	Autres fonctions, …	10 560 €	10 560 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Emploi à préciser	16 720 €	
Groupe 2	Emploi à préciser	14 960 €	

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGÉ**	**LOGÉ POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, …	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chef de bassin, …	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, …	14 650 €	6 670 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ANIMATEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, …	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage,	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, …	14 650 €	6 670 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **TECHNICIENS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, …	19 660 €	13 760 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, …	18 580 €	13 005 €
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public., …	17 500 €	12 250 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INFIRMIERS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Emploi à préciser	9 000 €	5 150 €
Groupe 2	Emploi à préciser	8 010 €	4 860 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Emploi à préciser	9 000 €	5 150 €
Groupe 2	Emploi à préciser	8 010 €	4 860 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Fonction auprès des enfants avec technicité particulière en micro-crèche	9 000 €	5 150 €
Groupe 2	Fonction auprès des enfants en multi-accueil	8 010 €	4 860 €

CATEGORIE C

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Exécution, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	10 800 €	6 750 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**	
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	**NON LOGE**	**LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE**
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	10 800 €	6 750 €

4/ Le réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,

2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, …),

3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

5/ Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- en cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

6/ Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

7/ Clause de revalorisation :

Les montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II- Mise en place du complément indemnitaire annuel (C.I.A.)

1/ Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2/ Les bénéficiaires :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3/ La détermination des groupes de fonctions et des montants :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant plafond fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

CATEGORIE A

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une collectivité, …	8 820 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, …	8 280 €
Groupe 3	Responsable d'un service, …	7 470 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ATTACHES TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie, …	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, responsable de plusieurs services, …	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un service, …	4 500 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, …	3 600 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., responsable de circonscription, conseiller technique, responsable de l'organisation et du fonctionnement du service social et du service socio-éducatif, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	3 440 €
Groupe 2	Autres fonctions, …	2 700 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INGENIEURS EN CHEF**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une collectivité	10 080 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité ou direction d'un ou plusieurs pôles ou services	8 820 €
Groupe 3	Direction d'un pôle ou d'un service	8 280 €
Groupe 4	Adjoint d'une direction, emploi avec fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	7 470 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INGENIEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs pôles ou services	8 280 €
Groupe 2	Chef de service	7 110 €
Groupe 3	Adjoint au directeur ou chef de service, emploi avec fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	6 350 €
Groupe 4	Emploi sans fonction d'encadrement associé	5 550 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	1 680 €
Groupe 2	Adjoint à la direction ou agent en continuité de direction	1 620 €
Groupe 3	Emploi sans encadrement associé ou possible coordination d'agents sans responsabilité hiérarchique	1 560 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CADRES TERRITORIAUX DE SANTE PARAMEDICAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	4 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	3 600 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CADRES TERRITORIAUX DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	4 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	3 600 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **PUERICULTRICES TERRITORIALES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	3 440 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	2 700 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements d'accueil du jeune enfant	3 440 €
Groupe 2	Adjoint à la direction ou agent en continuité de direction	2 700 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **CONSEILLERS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un ou plusieurs établissements sportifs	4 500 €
Groupe 2	Adjoint à la direction, emploi avec fonction de coordination	3 600 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **MEDECINS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Responsable d'une direction	7 620 €
Groupe 2	Responsable ou coordonnateur de plusieurs services	6 750 €
Groupe 3	Référent Santé et Accueil Inclusif des structures	5 205 €

CATEGORIE B

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **REDACTEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, …	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, …	2 185 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, …	1 995 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Directeur d'un E.H.P.A.D., encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	1 630 €
Groupe 2	Autres fonctions, …	1 440 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Emploi à préciser	2 280 €
Groupe 2	Emploi à préciser	2 040 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, …	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chef de bassin, …	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, …	1 995 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ANIMATEURS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, …	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage,	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, …	1 995 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **TECHNICIENS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, …	2 680 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, …	2 535 €
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public., …	2 385 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **INFIRMIERS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Emploi à préciser	1 230 €
Groupe 2	Emploi à préciser	1 090 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **TECHNICIENS PARAMEDICAUX TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Emploi à préciser	1 230 €
Groupe 2	Emploi à préciser	1 090 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AUXILIAIRES DE PUERICULTURE TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Fonction auprès des enfants avec technicité particulière en micro-crèche	1 230 €
Groupe 2	Fonction auprès des enfants en crèche	1 090 €

CATEGORIE C

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Travailleur familial, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Exécution, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES**		**MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **OPERATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES**		**MONTANTS ANNUELS (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Responsable de la sécurité des installations servant aux A.P.S., assister le responsable de l'organisation des A.P.S., surveillant des piscines et baignades, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	1 200 €

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI POUR LE CADRE D'EMPLOIS DES **ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION**		**MONTANTS ANNUELS (PLAFONDS)**
GROUPES DE FONCTIONS	**EMPLOIS (A TITRE INDICATIF)**	
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, …	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, …	1 200 €

4/ Les modalités de maintien ou de suppression du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) suivra le sort du traitement.
- pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, ce complément sera maintenu intégralement.
- en cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du complément indemnitaire annuel est suspendu.

5/ Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Comme actuellement, le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

6/ Clause de revalorisation :

Les montants plafonnés évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

III- Les règles de cumul du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.)

L'I.F.S.E. et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, …),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …),
- La prime de responsabilité versée au DGS,
- L'indemnité de changement de résidence,
- L'indemnité de départ volontaire.

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.